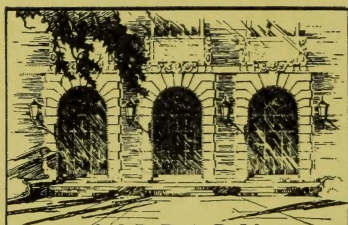


NOV 6 1967



LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY
OF ILLINOIS

069
ING
v.26,27





Digitized by the Internet Archive
in 2014

39

BULLETIN

DE

L'INSTITUT

NATIONAL GENEVOIS

TRAVAUX DES CINQ SECTIONS

1^o DES SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES; 2^o DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE; 3^o DE LITTÉRATURE; 4^o DES BEAUX-ARTS; 5^o D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE.

TOME XXVI

GENÈVE

CHEZ GEORG, ÉDITEUR, LIBRAIRE DE L'INSTITUT GENEVOIS
ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE LA SUISSE

1884

BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

BUREAUX

DE L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

Président de l'Institut : M. Charles VOGT, professeur à l'Université.

Vice-Président : M. Jules VUY.

Secrétaire-général : M. Henri FAZY.

Bibliothécaire-adjoint : M. Charles MENN, sculpteur.

Section des Sciences naturelles et mathématiques : Président, M. le professeur Charles VOGT. — Secrétaire, M. Emile YUNG. — Secrétaire-adjoint, M. le Dr Victor OLTRAMARE.

Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire : Président, M. Jules VUY, notaire. — Vice-Président, M. Henri FAZY. — Secrétaire, M. FONTAINE-BORGEL. — Secrétaire-adjoint, M. D. MORIAUD. — Trésorier, M. C. MENN.

Section de Littérature : Président, M. le professeur DUVILLARD. — Vice-Président et Trésorier, M. le professeur RITTER. — Secrétaire, M. le pasteur MAYSTRE. — Secrétaire-adjoint, M. Henri CUENDET.

Section des Beaux-Arts : Président, M. Henri SILVESTRE. — Vice-Président, M. S. DELAPEINE. — Secrétaire et conservateur des tableaux, M. C. MENN. — Trésorier, M. Albert DARIER.

Section d'Industrie et d'Agriculture : Président, M. L. ARCHINARD. — Vice-Président, M. NIEDERHAUSERN. — Secrétaire, M. C. MENN. — Trésorier, M. G. TOURNIER.

COMITÉ DE GESTION

Outre le Président et le Secrétaire général de l'Institut, MM. H. SILVESTRE; — J. VUY; — E. RITTER; — Dr OLIVET; — L. ARCHINARD.

BULLETIN
DE
L'INSTITUT
NATIONAL GENEVOIS

TRAVAUX DES CINQ SECTIONS

1^o DES SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES; 2^o DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE; 3^o DE LITTÉRATURE; 4^o DES BEAUX-ARTS; 5^o D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE.

TOME XXVI

GENÈVE
CHEZ GEORG, ÉDITEUR, LIBRAIRE DE L'INSTITUT GENEVOIS
ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE LA SUISSE

1884

BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

DISCOURS

DE

M. le Professeur Charles VOGT, Président de l'Institut,
à la séance annuelle et publique du 1^{er} Mai 1883.

MESDAMES ET MESSIEURS ! CHERS COLLÈGUES !

Il y a une année que, frappé par la mort récente d'un homme qui a imprimé son sceau impérissable non-seulement aux sciences qu'il cultivait spécialement, mais au développement de toutes les branches de l'activité scientifique, je vous disais que le moment n'était pas encore venu pour moi d'apprécier l'influence qu'a exercée Charles Darwin, qu'il fallait laisser un certain temps aux sentiments douloureux que la mort de ce géant dans le royaume de la pensée éveillait nécessairement, pour pouvoir présenter, avec calme, le tableau de travaux qui ont fait éclore une nouvelle ère d'activité scientifique.

Un an s'est écoulé, et je puis presque dire que je viens trop

tard pour ajouter mon obole aux nombreuses offrandes que les savants de tous les pays ont apportées sur cette tombe élevée par le vœu de la nation anglaise tout entière dans l'Abbaye de Westminster, ce sanctuaire des gloires nationales. Je viens peut-être trop tard ici, à Genève même, où une plume plus autorisée que la mienne a retracé, dans un récit plein de charmes, des souvenirs intimes de rapports amicaux et d'efforts simultanés. Mais mieux vaut tard que jamais, et l'Institut National Genevois ne saurait rester étranger à ces manifestations vis-à-vis d'un homme dont le travail intellectuel domine la seconde moitié de notre siècle.

Ce n'est pas une vie riche en aventures que celle de notre maître. Sollicité un jour par l'éditeur d'un dictionnaire biographique de lui fournir quelques notes, Darwin donnait la réponse suivante : « Je vins au monde, je me mis à étudier, je fis un tour autour du monde et je continue à étudier ! » C'est, en effet, l'esquisse de sa vie tout entière ! Darwin naquit en 1809 à Shrewsbury, commença ses études à l'âge de seize ans à Edimbourg, y fit son doctorat en médecine en 1831, et s'embarqua presque immédiatement après pour faire, sur le navire de Sa Majesté « Beagle », sous le commandement du capitaine Fitzroy, un voyage d'exploration autour du monde, dont il revint cinq ans après, ayant visité les îles du Cap-Vert, le Brésil, la Plata, la Terre-de-Feu, la côte ouest de l'Amérique du Sud, les îles de l'océan Pacifique, l'Australie, le cap de Bonne-Espérance, l'île de Sainte-Hélène et les Açores. C'est un tour assez ordinaire, qui a été fait maintes fois avant Darwin, maintes fois après lui ; mais le voyage du « Beagle » sera cité encore longtemps, lorsque les autres seront oubliés ! Le médecin du bord était un jeune homme, très peu préparé, comme il le dit lui-même, pour un voyage d'exploration, mais il apportait un corps rompu à tous les exercices, une intelli-

gence ouverte et une ardeur peu commune pour l'observation. Il se jette à corps perdu dans toutes les études, collectionne des roches et des pétrifications, des animaux et des plantes, examine et travaille sans trêve ni repos et revient à la fin avec des collections considérables, des volumes de notes et, ce qui vaut encore mieux, une tête remplie de connaissances et d'idées. Heureux homme ! Il n'était pas arrêté dans ses observations par un plan préconçu ou par des connaissances inculquées à l'école ; il était encore moins embarrassé par les perspectives de l'avenir. Quelques années après son retour, il se marie, et, fidèle au conseil donné au commencement du « *Vicar of Wakefield* », que nous avons tous traduit pour apprendre l'anglais : « *I was ever of opinion, that the honest man who married and brought up a large family,* » il s'entoure dans son domaine de Down, près Beckenham, d'une nombreuse descendance, au milieu de laquelle il continue à étudier, à travailler, à publier jusqu'à sa mort, survenue le 16 avril 1882.

Heureux homme, suis-je tenté de m'écrier encore une fois. En considérant la vie de tant de savants anglais, qui brillent encore aujourd'hui comme esprits originaux, comme travailleurs opiniâtres et féconds, et parmi lesquels je ne veux nommer que le botaniste Hooker, les zoologistes Huxley et Wallace, je suis frappé de ce fait, qu'ils ont suivi tous une carrière semblable, vagabondant sur terre et sur mer pendant leur jeunesse, pour rentrer ensuite le cerveau richement meublé d'observations recueillies en pleine liberté, sans parti pris et pour se livrer à des travaux marqués du sceau d'une originalité prime-sautière et allant droit au but. Je ne veux médire de notre système d'éducation, ni du sort qui attend les savants du continent ; mais je ne puis m'empêcher de remarquer que les hommes qui ont réellement produit des

idées originales, qui ont frayé des voies nouvelles, appartiennent le plus souvent au nombre de ceux qui n'ont pris de l'école que juste ce qu'il faut pour ne pas être incultes. Le noble poulain ne saurait développer, à ce qu'il paraît, toutes ses brillantes qualités au milieu d'une écurie — il lui faut la vaste étendue pour pouvoir donner la mesure de ses forces.

Darwin n'a jamais eu un emploi public; il n'a jamais été professeur, et comme me le fit remarquer un jour un docte confrère, on s'en aperçoit bien en lisant ses ouvrages!

Certes, Messieurs, ce dur métier de professeur a ses avantages et ses jouissances. C'est un grand plaisir de se voir entouré d'auditeurs studieux et attentifs; c'est une grande satisfaction de voir arriver d'anciens élèves, à la vue desquels on peut se dire: « Tu as contribué à leur ouvrir une carrière, dans laquelle ils te font honneur! » Mais le professorat, surtout tel que nous le concevons en Suisse et en Allemagne, a aussi ses inconvénients. Je ne parle pas ici de ceux qui ruminent chaque année le même cahier, immuable depuis le moment où ils l'ont composé pour la première fois et qui sont contents lorsqu'ils ont administré la dose quotidienne congrue à leur auditoire. Mais la nécessité qui nous est imposée par notre devoir de parcourir le champ entier d'une branche de la science, de nous tenir au courant de tout ce qui se produit, de suivre avec la même attention toutes les directions qui se manifestent et que l'on ne peut négliger, si on veut donner à son public un corps de la science aussi complet que possible, cette égalité et universalité même, qu'on réclame de nous à juste titre, entraînent à des conséquences qu'il convient de regarder en face. Il y a nécessairement quelque chose de l'aventurier, du pionnier hardi, dans l'esprit de celui qui se livre à des spéculations neuves et originales on n'est inventeur de grandes idées qu'à la condition de négliger

les objections, de les ignorer même, quitte à les résoudre plus tard, lorsqu'on a fait la première trouée. Combien de fois n'ai-je pas entendu sortir de bouches sincères cet aveu : « J'ai eu la même idée, je l'ai caressée pendant un certain temps, mais je n'ai pas osé la mettre au jour, parce que je prévoyais telle ou telle objection, que dans le moment je ne savais pas combattre ! » Plus que tout autre, le professeur est accessible à ces hésitations, que l'homme libre et indépendant n'éprouve pas ; plus que tout autre, le professeur est souvent arrêté dans son essor original, parce que les nécessités de son enseignement le forcent à rester dans les ornières tracées par l'école. Le savant ne connaît pas ces péripéties ; il n'est pas obligé de s'occuper d'insectes, lorsqu'il voudrait creuser un problème touchant les mammifères ; il peut aller de l'avant, *go ahead*, sans regarder à droite ou à gauche, sans s'engager dans des chemins de traverse qui pourraient le détourner du but qu'il se propose d'atteindre. Scrutez l'histoire des sciences, des grandes découvertes, des idées générales et fécondes qui ont laissé une empreinte profonde, et vous verrez que, dans la grande majorité des cas, ces résultats ont été produits par des hommes qui pouvaient se livrer entièrement à leurs travaux de prédilection et qui n'étaient pas embarrassés dans leur marche par le fardeau de l'école, dont d'autres sont chargés.

Revenons à Darwin qui heureusement joint à une position indépendante une force de travail stupéfiante et une persévérance hors ligne. Il est de retour ; il abandonne à des coryphées de la science une partie de ses collections et se retire à la campagne pour rédiger son journal et le récit de son voyage. « En me livrant à ce travail, dit-il, avec cette modestie presque naïve qui le caractérise, il m'a semblé qu'on pourrait savoir quelque chose sur la genèse des espèces, en recueillant

« patiemment et en pesant toutes sortes de faits qui pourraient
« contribuer à éclaircir cette question. » — « Après avoir
« mené ce travail pendant cinq ans consécutifs, continue-t-il,
« je pris le courage de réfléchir plus intimement sur cet objet
« et de coucher sur le papier quelques courtes remarques,
« que je complétais un peu en 1844, en y ajoutant les conclu-
« sions qui me semblaient avoir le plus de probabilité. Depuis
« ce temps je continuai à poursuivre cet objet avec un labeur
« persistant. J'espère qu'on m'excusera, si je produis ici ces
« détails tout à fait personnels ; je ne les cite que pour mon-
« trer que je n'ai pas agi avec précipitation. »

C'est ainsi que s'exprimait Darwin en 1859, vingt-deux ans après la première conception de son œuvre immortelle, quinze ans après la première rédaction de son projet, qu'il avait communiqué heureusement à quelques amis éminents, tels que Sir Charles Lyell et D^r Hooker. Encore ne fut-ce que forcé par des circonstances impérieuses que Darwin se décida à publier son ouvrage. Plongé dans ses recherches, ses observations et ses expériences, dévorant des bibliothèques entières, entretenant une correspondance étendue avec des naturalistes, des éleveurs, abattant de l'ouvrage pour dix, malgré sa santé chancelante qui lui imposait les plus grands ménagements, il avait conçu le plan de faire paraître d'abord, dans une série d'ouvrages, toutes ses observations, tous ses matériaux recueillis pendant si longtemps pour faire suivre ces preuves seulement plus tard par les conclusions qu'il croyait devoir en tirer. Une circonstance fortuite, heureuse pour la science, le força de renverser ce plan.

Alfred-Russell Wallace, un éminent naturaliste, qui a réformé, il y a quelques années, de fond en comble la géographie zoologique en lui donnant des bases nouvelles, plus jeune que Darwin de treize ans, avait fait un long séjour scientifique sur

les bords de la rivière des Amazones. Après avoir rétabli en Angleterre tant bien que mal sa santé gravement compromise, Wallace avait entrepris, en 1854, un voyage à l'Archipel malais qui devait le retenir pendant huit ans. C'est pendant ce voyage qu'il rédigea un mémoire et l'envoya à Darwin avec la prière de le présenter à la Société Linnéenne de Londres. Ce travail partait de la même idée fondamentale qui faisait la base du mémoire que Darwin gardait depuis 1844 en portefeuille ; il s'appuyait souvent sur les mêmes arguments. Les amis cités, auxquels Darwin exposait le cas, décidèrent que les deux mémoires devaient paraître en même temps dans les actes de la Société Linnéenne et que Darwin devait publier immédiatement le traité contenant ses conclusions.

Ainsi fut fait. Les deux mémoires parurent en 1858 ; le livre de Darwin sur l'origine des espèces, en 1859.

Les deux hommes étaient arrivés, indépendants l'un de l'autre, comme dit Darwin lui-même, « exactement aux mêmes conclusions générales sur l'origine des espèces ». Se sont-ils attaqués, se sont-ils fait une guerre acharnée pour la priorité, en se lançant des insinuations, des injures même ? Pas le moins du monde ! Chacun reconnaissait le mérite de l'autre ; tous les deux ont continué à travailler, chacun de son côté, à la solution des problèmes soulevés ; lorsqu'il y avait divergence sur des points particuliers, on discutait les arguments pour et contre courtoisement, en vrais amis, et ce fut Wallace qui pleura sur la tombe, avec des accents venant du cœur, la perte de son grand rival.

Vingt-quatre ans se sont écoulés depuis la publication du livre sur l'origine des espèces. Aujourd'hui, où toutes nos pensées sont pénétrées des enseignements répandus par ce livre remarquable, où les conclusions établies par Darwin ont passé dans le domaine de toutes les nations civilisées,

aujourd'hui nous ne pouvons nous faire une idée de l'impression produite par cette œuvre. Permettez-moi, Messieurs, pour vous faire connaître cette impression, de vous citer le commencement de l'épilogue par lequel Bronn, le célèbre paléontologiste, terminait sa traduction allemande, parue en 1860 :

« Et maintenant, cher lecteur, qui as suivi avec attention
« et jusqu'à la fin la marche des pensées contenues dans ce
« livre merveilleux, à quoi en es-tu avec la tête? Tu cherches
« à rassembler ce qui reste encore de tes vues sur les phénomènes naturels les plus importants, tu cherches à découvrir
« ce qui se tient encore debout de tes convictions antérieures,
« que tu croyais inébranlables jusqu'ici? Ce ne sont pas des
« découvertes faites avec le télescope ou avec un microscope
« grossissant dix mille fois, ce ne sont pas des éléments chimiques nouveaux, que l'auteur met en avant pour ébranler
« notre manière de voir; c'est en partant de points de vue
« nouveaux qu'un éminent naturaliste examine, avec sagacité
« et intelligence, tous les faits qu'il a recueillis et triés depuis
« vingt ans, qu'il a tournés et retournés dans son esprit depuis
« vingt ans. Profondément plongé dans son objet, intimément
« convaincu de la vérité des résultats obtenus, cet homme
« expose ses résultats avec une telle clarté lumineuse, les
« envisage avec tant d'esprit, avec une telle logique inattaquable, en tire des conclusions tellement importantes, que
« nous ne pouvons nous défendre d'une profonde impression,
« quelle qu'ait été notre manière de voir, et que nous ne pouvons refuser notre admiration à la sincérité avec laquelle
« il va au-devant de toutes les objections possibles, pour les
« discuter suivant leur importance. L'auteur avoue qu'on
« pourra opposer des raisons à celles qu'il produit, mais il
« discutera ces objections en détail dans des ouvrages ulté-

« rieurs, n'ayant voulu donner ici qu'une exposition générale
« de sa théorie.

« Un ouvrage exécuté de cette manière, ne peut manquer
« d'appeler la plus grande attention, lorsqu'il s'est proposé
« d'éclairer les profondeurs les plus cachées de la nature, de
« résoudre le problème le plus considérable, réputé insoluble
« jusqu'à présent, et de démontrer dans le monde organique
« une seule pensée, une seule loi fondamentale qui gouverne
« ce monde dans le temps et dans l'espace, tout comme la
« gravitation gouverne les corps célestes et l'attraction élec-
« tive toute matière, une loi générale à laquelle peuvent se
« réduire toutes les lois spéciales établies jusqu'à présent.
« C'est la loi du développement par sélection naturelle qui
« domine par le temps et par l'espace toute la nature orga-
« nique dans l'ensemble comme dans l'individu. »

Bronn avait raison.

Une bombe tombée dans une poudrière ne peut guère produire un effet plus grand que le livre de Darwin. Tout ce qui a des poumons commença à crier, les croyants de toutes les confessions, les vieux orthodoxes des sciences, les envieux, jaloux du succès, qui prétendaient qu'ils auraient pu dire tout cela s'ils avaient voulu, et finalement les philosophes, obligés de changer leurs systèmes et de livrer aux crocheteurs « les lambeaux de leurs robes de chambres, avec lesquels ils avaient comblé jusqu'à présent, au dire du poète, les lacunes de l'édifice du monde ».

Les croyants crièrent d'autant plus fort qu'ils s'y entendaient moins. Les sciences organiques présentent, sous ce rapport, un phénomène curieux. On n'oserait pas critiquer les résultats obtenus par un chimiste, sans avoir peiné dans un laboratoire; on accepte sans murmurer les conclusions de la physique, de l'astronomie, parce qu'on sait bien qu'il faut des

études suivies pour en connaître l'agencement. Mais, dès qu'il s'agit des sciences organiques, tout le monde, même les plus ignorants, croient pouvoir porter des jugements, uniquement parce qu'on appartient soi-même à ce règne organique. On croit connaître les fonctions de l'estomac, du poumon, du cœur, parce que l'on fait fonctionner constamment ces organes, d'une manière inconsciente il est vrai ; on croit pouvoir approfondir les fonctions cérébrales, parce qu'on porte un cerveau dans sa tête. Des gens, qui ne sauraient distinguer un magot d'une guenon ou le squelette d'un chimpanzé de celui d'un homme, discutent gravement la descendance de l'homme et du singe, sans avoir la moindre notion des faits anatomiques et embryogéniques, sur lesquels s'appuie la science. Mais cette opposition n'avait aucune importance ; elle eut bientôt dit son dernier mot et puis « il est avec le ciel des accommodements. »

L'opposition des conservateurs parmi les savants mêmes était plus grave et, disons-le tout de suite, bien plus profitable au progrès des nouvelles théories. Ici, on avait au moins affaire à des gens qui avaient des connaissances positives, qui ne se contentaient pas de cueillir, par-ci par-là, quelques citations mal comprises, mais qui avaient vu, étudié, comparé et qui avaient souvent apporté eux-mêmes les matériaux avec lesquels se construisait le nouvel édifice. Ceux-là savaient démêler les faits vrais des erreurs d'observation ; les côtés faibles, les lacunes, les défauts de logique dans l'enchaînement de certains raisonnements ne pouvaient leur échapper. Lutte éminemment profitable, car, à mesure qu'on dévoilait ainsi les défauts de la cuirasse, il se trouvait immédiatement une foule de travailleurs ardents, qui s'occupaient à combler les lacunes, à apporter des nouveaux faits, de nouveaux arguments, qui souvent avaient pour conséquence des modifications heureuses, des additions ou des corrections remarqua-

bles. Cette lutte, d'autant plus aigre au commencement qu'il y avait des positions acquises à garder, d'anciens énoncés à défendre, a perdu aujourd'hui de son intensité et aussi de son étendue. Ouvrez aujourd'hui un recueil scientifique quelconque, vous trouverez dans chaque travail la direction prédominante dictée par la théorie de Darwin, dont on ne discute plus le fond, mais seulement les applications. La génération actuelle respecte l'histoire de la science, mais elle ne la respecte pas au point d'accepter, sans bénéfice d'inventaire, les opinions des autorités qui ont fait cette science.

Les envieux et les jaloux sont nombreux. Les uns cherchèrent partout dans les publications anciennes, les autres montraient triomphalement quelques bribes de papier qu'ils avaient jetées eux-mêmes au panier. Il arrivait ce qui arrive toujours en fait de découvertes. D'abord on les ignore, après on les déclare subversives et en dernier lieu on prouve qu'il n'y a rien de nouveau, qu'on savait tout cela, que c'était dit et même mieux dit depuis longtemps. Je ne voudrais pas qu'on se méprit sur le sens de mes paroles, Messieurs. Autre chose est la revendication jalouse, autre chose la recherche patiente du développement successif des idées. Il n'y a rien de nouveau sous le soleil, on trouvera toujours des prédécesseurs, des notions plus ou moins éparses, des idées courant un peu à l'aventure, même des essais plus ou moins heureux de combinaison. Les théories scientifiques, les systèmes établis ne sont pas renversés d'un coup ; ils se creusent petit à petit ; une pierre tombe ici, une autre là, sans que l'édifice en souffre en apparence ; mais les opinions divergentes sont dans les airs et on voit souvent, comme c'est le cas pour la théorie de la descendance, que plusieurs arrivent en même temps aux mêmes conclusions, aux mêmes découvertes, tout en étant partis de points diamétralement opposés.

Je ne reviens pas sur les philosophes. Nourris de la conviction que ce sont eux qui dictent les lois au monde de la pensée, tandis que leur action se borne au petit nombre des élus, ils se croient autorisés à juger en dernier ressort « de omni re scibili et quibusdam aliis », sans s'apercevoir qu'ils ne sont que les délateurs des vérités que les sciences découvrent. Imbus de l'infailibilité de leur système, leur principale occupation est de plier les faits à ce système et de réduire à néant les systèmes opposés. Je me suis beaucoup occupé de l'histoire des sciences exactes, mais j'ai vainement cherché les lois ou même les conclusions découlant des faits que la philosophie aurait découvertes ou déduites. Mais il faut reconnaître que, malgré cette morgue hautaine des écoles spiritualistes, l'influence du Darwinisme ne s'est fait sentir davantage dans aucun domaine. Certains philosophes sont hardiment entrés dans les voies nouvelles, en appliquant le principe de l'évolution à la sociologie, à la pédagogie, à la logique même, et les adversaires ont dû compter avec ces vaillants esprits dont l'influence grandit de jour en jour.

C'est avec une sérénité tout olympienne que Darwin assistait aux orages qui grondaient autour de son ouvrage. Des gros livres, dont les matériaux ont été préparés depuis longtemps, apportent successivement le détail des preuves sur lesquelles il s'appuie ; dans chacune des éditions de son ouvrage fondamental qui se succèdent avec rapidité, il s'applique à discuter les arguments des adversaires avec une urbanité exemplaire, reconnaissant les vérités qu'ils peuvent apporter, étayant par de nouveaux faits ses opinions, lorsqu'elles lui paraissent valables, modifiant des détails et corrigeant les erreurs qu'on lui démontre. Je ne donnerai pas ici la longue liste des ouvrages qui exposent ses recherches, faites dans les domaines de la botanique et de la zoologie ; ces travaux se caractérisent,

suivant moi, par deux qualités : la patiente et persévérante poursuite d'un sujet d'étude une fois choisi et l'intuition merveilleuse avec laquelle l'auteur sait découvrir des points de vue nouveaux dans l'étude des sujets les plus rebattus et épuisés en apparence.

La lumière jaillit du choc des esprits. Bientôt deux camps s'étaient formés, qui marchaient en colonnes serrées. La bannière des Darwinistes portait comme devise : « Hérité et Variabilité infinies, Evolution continue » ; celle des adversaires : « Hérité et Variabilité limitées, Arrêt final ». Le choc fut vif. Les défenseurs gardaient le trésor acquis, les attaquants devaient produire leurs preuves.

Or, il faut le dire, Messieurs, toutes les sciences furent remuées de fond en comble. Qu'est-ce que l'hérité ? Quelles sont ses conséquences ? Jusqu'où va-t-elle ? Quelles sont les limites de la variabilité dans l'espace et dans le temps ? Comment peut-on prouver ses effets dans un cas donné ? Peut-on démontrer les formes de passage ? Comment agit la lutte pour l'existence directe ou indirecte ? Quels rapports y a-t-il entre le développement successif de l'individu à partir de l'œuf et le développement du type à travers les périodes de l'histoire de la terre ? Comment agit la sélection naturelle ? Quelles suites faut-il attribuer aux changements des milieux ambiants, à la séquestration, à la variation des climats ? Qu'est-ce que l'adaptation et comment peut-on démontrer ses effets ?

Toutes ces questions et une infinité d'autres qui s'y rattachent demandaient des réponses probantes. On se mit à l'œuvre ; adhérents comme adversaires travaillèrent à l'envi pour scruter les différentes branches de la science en vue des nouvelles théories. Toutes les branches des sciences organiques, la zoologie et la botanique descriptives, l'anatomie comparée

des plantes et des animaux, l'embryogénie ou l'ontologie, la paléontologie ou phylogénie des organismes, la physiologie des organes comme la biologie générale des organismes furent interrogées à nouveau. On peut hardiment prétendre que, malgré les bouleversements si considérables, malgré les guerres meurtrières soutenues en Europe, il s'est fait plus de travail matériel pendant les vingt ans qui ont suivi l'apparition du livre de Darwin, que pendant tout le temps écoulé depuis le commencement du siècle jusqu'à cette époque. La ruche scientifique bourdonnait et bourdonne encore.

La puissante impulsion donnée aux sciences organiques devait faire sentir plus loin ses effets, semblable aux ondes concentriques qui se propagent de plus en plus, lorsque le choc d'un caillou tombant a ébranlé la surface d'un bassin d'eau tranquille. La géologie, la physique, la chimie avaient immédiatement ressenti cette impulsion, l'astronomie même en fut atteinte, car il s'agissait de démontrer partout le principe unitaire du développement progressif par ses manifestations dans le *cosmos* tout entier.

Était-ce un hasard ou une nécessité imposée par la marche de la science même, que cette grande impulsion par laquelle Darwin réveillait les sciences organiques, suivait presque immédiatement cette autre non moins grande, par laquelle Robert Mayer avait révolutionné les sciences inorganiques, en établissant la loi de l'unité et de la conservation de la force? Quoi qu'il en soit, cette coïncidence était évidemment un fait doublement heureux, car ces deux théories se soutiennent mutuellement et la théorie de Darwin n'est au fond que la transposition de la loi de Mayer dans le monde organique.

Darwin devait nécessairement aller au fond des choses et s'occuper des causes premières, dont les phénomènes sur lesquels il s'appuyait n'étaient que les effets. Il ne le fait qu'avec

une prudence extrême, en pleine connaissance du sol sur lequel reposent les piliers de l'édifice qu'il construit. Il sait bien où ce sol est solide, où il présente des places moins stables, et plus il avance dans ses conclusions générales, plus il avoue que ces conclusions pourraient être changées ou modifiées par des faits nouveaux, par des observations plus complètes.

On peut démontrer que bien des modifications ont déjà pris place, on peut prédire avec certitude que d'autres vont suivre. Nous savons déjà positivement que la sélection naturelle, à laquelle Darwin attribuait, sinon entièrement, du moins de préférence, la transformation des espèces, ne sera applicable qu'à une partie des cas, tandis que dans d'autres cas cette transformation doit être attribuée à d'autres causes, à la séparation dans l'espace, aux changements des conditions de l'existence, des besoins de nutrition ou de respiration ; nous savons positivement que le parallélisme entre le développement individuel et historique des types, qu'on voulait ériger en « loi biogénétique fondamentale », n'a pas cette valeur absolue qu'on voulait lui attribuer ; nous savons que quelques formes et soupçonnons que plusieurs autres, qu'on nous présentait comme des aïeuls vénérables, ne sont que des formes secondaires rabougries, reformées et réduites ; nous pouvons nous dire déjà maintenant que nulle part il n'existe un progrès harmonique, tel que Darwin semble le statuer, mais seulement un développement partiel accompagné, sinon de recul, au moins d'arrêt dans d'autres domaines ; bref, nous pouvons déjà entrevoir, dans un avenir encore voilé, un état entièrement modifié de la doctrine de Darwin, où, à la place du principe unitaire des causes, se mettra la multiplicité infinie des influences qui se manifestent dans la nature, influences qui se combattent et se neutralisent souvent, se croisent toujours plus ou moins et

produisent ainsi les effets les plus variés et les plus inattendus. Ici comme partout on arrivera à reconnaître que, contrairement aux dogmes qu'on nous enseignait autrefois, la nature produit toujours ses effets par les voies les plus compliquées, parce que la vie consiste dans le concours d'une foule innombrable de causes et d'effets secondaires, plus ou moins indépendants les uns des autres. Mais, Messieurs, si nous entrevoyons cette transformation future de la théorie de l'évolution dans un avenir plus ou moins reculé, nous nous sentons d'autant plus entraîné à admirer cet homme, dans l'esprit clair et pénétrant duquel la nature toute entière se reflétait, telle qu'on pouvait la concevoir suivant l'état des connaissances de son époque. La figure lumineuse de cet homme grandira encore avec le temps et nos descendants le mettront au petit nombre de ceux auxquels, comme disait le poète, « les dieux ont imprimé au front le sceau de la puissance ».

J'ai dit.

NOTICE

SUR L'ABBÉ

CONSTANTIN ROUSSEL

Curé de Coussey en Lorraine,
Correspondant de la Section de Littérature.

Lue en séance de la Section le 20 avril 1883

Rien de plus simple et de plus uni que la vie du prêtre respectable, du sincère et modeste poète que la Section de Littérature avait admis en 1880 au nombre de ses correspondants et qu'elle a eu la douleur de perdre, bien peu de temps après, le 30 mai 1882. Des notes qui méritent toute confiance, puisqu'elles nous ont été fournies par la sœur même du défunt, nous permettent de donner ici exactement les principales dates de cette vie.

Joseph-Constantin Roussel, né le 11 mars 1831 à Regnévelle (département des Vosges), fut destiné de très bonne heure à la carrière ecclésiastique. Il entra au petit séminaire de Senaide en 1842, et, l'année suivante, il y faisait sa première communion. De Senaide, il passa en 1844 à Châtel-sur-Moselle et de là en 1847 au grand séminaire de Saint-Dié. En 1848, toutes ses études étant terminées (il avait à peine dix-sept ans),

il devenait professeur au collège de Rambervillers d'abord, puis au séminaire de Senaide, jusqu'en 1856, année de son ordination, qui eut lieu à Noël. Il fut appelé en février 1857 aux fonctions de vicaire à Dompaire-la-Viéville. En 1868 il fut nommé curé de Bouxières-aux-Bois et y resta jusqu'en 1880. C'est dans cette période que se place la publication du recueil de vers (les *Fleurs des Vosges*) qui devait le mettre en rapport avec notre Institut. Le 11 novembre 1880 l'abbé Roussel quittait Bouxières-aux-Bois pour le poste moins fatigant de Coussey. Mais quand il y arrivait, sa santé était déjà profondément atteinte, et un mal cruel, qui se développa rapidement, ôta bientôt tout espoir à ses parents et à ses amis. Au bout de dix-huit mois, le 30 mai 1882, il expirait à l'âge de cinquante et un ans, après de vives souffrances admirablement supportées.

Cette existence ainsi remplie tout entière par les austères devoirs du sacerdoce et qui, sauf de rares et courtes excursions, s'enferma toujours dans les montagnes et les vallées du beau pays lorrain, fut traversée à un moment d'un modeste rayon de gloire. En avril 1862, Sainte-Beuve fit au jeune vicaire de Dompaire-la-Viéville la surprise et l'honneur de citer avec éloge dans un de ses *Lundis* quelques essais de traduction poétique dont il avait reçu confiance. Quand parut cet article, l'abbé Roussel était depuis plusieurs années en échange de lettres avec Sainte-Beuve qu'il aimait et admirait profondément. Et parmi les grands écrivains de l'époque, lequel en effet devait mieux parler au cœur d'un jeune prêtre doué du vif sentiment des lettres que l'intime et délicat poète, l'auteur des pénétrantes confessions d'Amaury, l'historien de Port-Royal, le critique consommé des *Lundis* anciens et nouveaux ! Honoré du suffrage public d'un tel maître, l'abbé Roussel consacra désormais une bonne part de ses loisirs soit à la tra-

duction des lakistes anglais que Sainte-Beuve lui avait recommandés, soit à des compositions poétiques originales. Ce ne fut pourtant que bien des années après, en 1876, qu'il se présenta au grand public avec le recueil de poésies qu'il intitula *Fleurs des Vosges*. Mais Sainte-Beuve n'était plus là, et les humbles fleurs passèrent presque inaperçues. Une déception si pénible fut adoucie pour notre ami par de précieuses sympathies individuelles; il attachait surtout le plus grand prix à celles qu'il avait rencontrées parmi vous, Messieurs, et qui se traduisirent, il y a quelques années, soit par le titre de correspondant qu'il obtint de la Section de Littérature, soit par un article charmant de M. le professeur Hornung dans la *Gazette de Lausanne* (13 janvier 1881).

Il suffit de parcourir le recueil de notre ami pour trouver assez naturel le double fait que je viens de signaler : la faveur de quelques lettrés et l'indifférence du grand nombre. Il faut en effet un coup d'œil exercé pour voir tout ce qu'il y a de finesse et de sentiment, de grâce et d'intimité dans cette poésie qui manque trop habituellement de force, de relief et d'éclat. Et puis on peut se demander si Sainte-Beuve n'a pas donné au jeune écrivain un conseil dangereux en lui recommandant l'étude de la poésie anglaise et l'imitation des lakistes. Ce qui est certain en tout cas, c'est que notre ami a pris trop à la lettre le conseil du grand critique et a fait trop de place dans son recueil à la traduction des poètes étrangers. La traduction en vers est un genre discutable : c'est du moins un genre qui demande, pour être traité supérieurement, une virtuosité prodigieuse, une puissance plastique extraordinaire. A défaut de ces dons bien rares, la simple traduction en prose produit un effet plus poétique, comme on peut s'en assurer en comparant tel morceau de Wordsworth ou de Félicia Hemans, traduit tout littéralement par Sainte-Beuve, Taine ou Scherer

avec les morceaux parallèles insérés dans les *Fleurs des Vosges*.

Il faut lire la dernière partie du volume, consacrée aux poésies originales de l'auteur, pour se faire de lui une plus juste idée. C'est alors aussi qu'il est facile de comprendre en quoi il n'était pas qualifié pour être l'interprète des écrivains qu'il a traduits. L'élegie, en effet, l'effusion lyrique, la méditation philosophique, où s'est exercé surtout le génie des Felicia Hemans et des Wordsworth, ne sont ni les genres que l'abbé Roussel cultive de préférence pour son propre compte, ni ceux où il réussit le mieux. Son véritable talent se révèle dans le poème narratif et surtout dans l'épître morale ou littéraire, ce genre qui est si bien dans la tradition latine et française. Aussi n'y a-t-il pas de meilleures pages dans son recueil que celles où il a poétisé les souvenirs de son voyage en Suisse en 1866. M. Hornung a signalé à bon droit la pièce consacrée à Bâle. Pour moi, je préfère encore le morceau sur Erasme où l'on sent si bien une sorte d'affinité élective entre le poète et l'écrivain dont il parle.

Un jour, un étranger au long vêtement noir
Arrive à Bâle : un corps débile, triste à voir ;
Peau blanche, voix flûtée, et sous l'épaisse toque
L'œil clignotant sans cesse, au regard équivoque,
Les bords du nez pincés, annonçant le malin.
Il va, vient, hésitant, puis en face du Rhin
Il s'arrête, et c'est là que trente ans il habite
Une maison charmante à l'œil, quoique petite,
Donnant sur le vieux fleuve, avec un jardinet.
Me demandez-vous qui ? Le monde le connaît :
C'est Erasme.
.

Entre ces humbles murs, dans cette paix profonde,
Oh ! ne le plaignez pas de s'être confiné.
Pour les doctes labeurs et l'étude il est né.
La cellule, c'est là qu'il est heureux de vivre.
Ces gens sont ainsi faits, que voulez-vous ? Le livre
Est sa joie ici-bas ; quoique vivant de lait,
De régime, chétif, maladif comme il est,
Toujours à son étude, il est infatigable.
Assis à son pupitre ou penché sur sa table,
Il ne voit pas couler le jour, et le matin
La lampe brûle encor chez cet autre Ficin.
L'heure qu'il va passer chez Froben, son libraire,
Est tout ce qu'il dérobe au travail littéraire.
Quand on y pense, aussi, que ne savait-il pas ?

.
Budé, Vivès et lui, les nommer, c'est tout dire.
Triumvirat sans pair, chacun eut son empire,
Qui l'hébreu, qui le grec : Erasme eut le latin.
Il en a fait le tour, en a connu le fin,
Et dans Cicéron même il a trouvé deux fautes !

.
Les Latins, il les aime, il était de la race :
Il en a l'élégance et la fleur et la grâce.
Dans ces milliers d'écrits qu'il fait paraître au jour,
Il polit le vocable, il caresse le tour,
Brode tous les détails sur sa page fleurie,
Avec la complaisance et la coquetterie
Et le soin infini que Plinie aux siens donnait,
Qu'on mit plus tard chez nous à polir un sonnet.
Pour ce cicéronien à la langue si rare,
Spenser est un chaos et le Dante un barbare.
Il ne pouvait souffrir un idiome vivant.

Il en fut bien puni. Grâce pour le savant,
Pour l'écrivain habile et pour ceux de son âge
Qui des grands Anciens ravivèrent l'image !
Si leur goût littéral fut un peu vide et creux,
Bien moins profonds que nous, ils furent plus heureux.
Dans ces jeux innocents ils oubliaient la vie :
N'est-ce rien ? Leur oreille et leur âme ravie
Savaient dans les beaux mots enchanter les instants.
Laissez-moi donc un peu regretter ce doux temps.
O de cet âge d'or bienheureuse innocence !
Qui fera refleurir la belle Renaissance !

Je regrette que les limites de cette notice ne me permettent pas de citer la pièce tout entière. Le portrait d'Erasmus que nous donne le curé de Bouxières-aux-Bois nous fait sans doute, comme il arrive souvent, connaître le peintre mieux encore que le modèle : la ressemblance y est toutefois et l'émotion sincère du poète devant le tombeau de ce grand mort a donné à son style quelque chose de plus vif, de plus net, de plus enlevé qu'à l'ordinaire. Mais le chef-d'œuvre de notre ami, c'est bien la pièce que M. le professeur Scheler nous a si admirablement lue l'été dernier, l'épître-satire sur *les Inconvénients des journaux*, que l'auteur a eu grand tort de ne pas insérer dans son recueil de 1876, mais à laquelle notre Section donnera sans doute la publicité de son *Bulletin*(1). Aux qualités habituelles de finesse et de grâce qui distinguent l'abbé Roussel s'ajoute ici une vigueur de touche, une verve satirique, une originalité d'humour que ses précédents écrits ne laissaient pas soupçonner. Il y a même quelque excès dans la pensée et dans l'expression : mais n'a-t-on pas tou-

(1) On peut la lire dans le présent volume.

jours accordé au poète la licence d'aller jusqu'aux extrêmes limites de l'idée qui momentanément le possède et l'inspire ? Cela ne tire pas à conséquence et la note que l'auteur a mise à la fin de son petit poème suffirait d'ailleurs, s'il en était besoin, à prévenir tout malentendu.

Quand je lis les charmantes pièces dont je viens de parler, je me prends toujours à regretter la manière dont notre ami a composé son recueil des *Fleurs des Vosges* (1). S'il avait résolument réduit à une douzaine de morceaux bien choisis ses traductions de Wordsworth et de Felicia Hemans; si, dans ses poésies personnelles, le récit et l'épître où il excelle tenaient une plus grande place que l'élégie et le sonnet où il réussit moins; s'il nous eût donné enfin son œuvre dans un de ces minces volumes de petit format, comme on les aime aujourd'hui, il aurait eu, j'en suis persuadé, un succès tout autre, un succès conforme à son rare mérite et aux justes désirs de ses amis. Espérons que la piété littéraire de quelque compatriote de l'auteur lui élèvera un jour ce petit monument que je rêve.

Mais quelque jugement qu'on porte sur l'écrivain, l'homme était supérieur encore, et il serait difficile de donner de lui une idée complète à qui n'a pas eu le privilège de jouir de son amitié. « Ceux-là seuls qui vivaient auprès de lui ont connu
« la grande bonté qui le caractérisait, son indulgence pour tous,
« et la charité qu'il a toujours pratiquée dans sa plus noble
« acception. » Je cite ici les paroles de la sœur du poète qui

(1) J'ai aussi quelque objection à ce titre lui-même qui n'est pas suffisamment exact, car il fait attendre des paysages et des tableaux de mœurs que le poète n'a pas songé à tracer, tout absorbé qu'il était par les choses de la vie intérieure ou de la vie littéraire. Les vraies *Fleurs des Vosges*, c'est M. Xavier THIRIAT qui nous les a données dans son touchant *Journal d'un solitaire* (Paris, Alph. Picard, 1883).

dit encore dans la même lettre : « J'ai peu de souvenirs des
« années d'études de mon frère ; j'étais trop jeune encore pour
« apprécier ce cher ami. Tout ce que je sais de ce passé, c'est
« que je l'aimais déjà comme je l'ai toujours aimé. J'étais heu-
« reuse de voir arriver les vacances, parce qu'il était alors près
« de nous, et mon plus grand bonheur était de l'entendre
« citer partout comme un modèle de vertu et de savoir. »

Et dans une autre lettre : « Il était l'aîné de la famille : c'est
« à lui que j'allais déjà tout enfant conter mes petites joies et
« les légères peines de cet âge béni. Depuis il a toujours été
« mon confident et le consolateur des chagrins que la vie,
« même la plus heureuse, prodigue à tous. »

J'ai plaisir à vous citer ces témoignages d'une touchante affection fraternelle, parce qu'ils concordent absolument avec l'impression que m'ont laissée mes propres relations avec l'abbé Roussel, relations qui sont demeurées à mon vif regret purement épistolaires et que la maladie, puis la mort, sont venues si tôt interrompre et briser. Mais quel correspondant aimable et fidèle que l'auteur des *Fleurs des Vosges* ! Quelle intelligence pleine de charité, quelle affectueuse manière d'entrer dans les goûts, dans les sentiments de ses amis, de prendre à leurs travaux un intérêt sincère, chaleureux et comme personnel ! Que de preuves il a données de ce rare talent à ceux d'entre nous qui étaient avec lui en commerce régulier de lettres ! Je voudrais pouvoir vous citer ce qu'il écrivait sur *Jour à Jour* à notre regretté maître et ami H.-F. Amiel, à mon frère sur ses travaux relatifs à l'histoire de notre langue et à la biographie de J.-J. Rousseau, à moi-même sur mes efforts pour faire goûter au public français les mélanges littéraires de Strauss ou les fines moralités de George Eliot. Et ne croyez pas que cette curiosité si éveillée en tous sens fit le moindre tort à l'activité professionnelle de

notre ami et aux graves devoirs de son ministère. Ecoutez plutôt à ce sujet les paroles de son supérieur hiérarchique, Mgr. l'évêque de Saint-Dié, qui écrivait, le 14 juin 1882, au Président de notre Section en répondant à sa lettre de condoléance :

« Comme vous le dites, c'était un homme d'un caractère aimable, d'un esprit cultivé et délicat. Il joignait à ces qualités précieuses une très solide vertu et un dévouement à tous ses devoirs qui ne s'est jamais démenti. Aussi ai-je vivement regretté cette mort prématurée qui a privé le diocèse de Saint-Dié d'un prêtre si méritant. »

Tel fut l'abbé Constantin Roussel, tels sont les traits d'une figure morale qui eut sa douce et fine originalité. Les lettres, qu'il a tant aimées, lui doivent un souvenir, et nous avons tenu à lui assurer du moins celui de notre publicité modeste. La charmante fantaisie que nous publions à la suite de cette notice frappera le lecteur par sa grâce imprévue et piquante, et il unira ses regrets à ceux que nous déposons sur la tombe prématurée de l'aimable curé de Coussey.

Charles RITTER.

Morges, 20 avril 1885.



LES INCONVÉNIENTS DES JOURNAUX

POÈME HUMORISTIQUE

Par l'abbé Constantin ROUSSEL

Tout le monde connaît le docteur Gui Patin,
Savant de vieille roche et gaillard médecin,
Ses lazzis en latin, en gaulois, et ses guerres
Contre le Mazarin et les apothicaires,
L'antimoine surtout avec sa faction,
Tout ce qui lui semblait une innovation
Allant contre Galien, Fernel, Piètre, que sais-je ?
C'était un formidable amant du privilège,
Et des antiques droits, des vieux mots, des vieux us,
De tout ce qu'on appelle aujourd'hui des abus.
Bon père, bon mari du reste, ami fidèle,
Même meilleur chrétien que ne l'a dépeint Bayle,
Confrère armé surtout : jamais la Faculté
N'eut doyen son pareil pour la causticité.

Or, de ses patients, à la cour, à la ville,
Nul, y compris Guenaut, n'alluma tant sa bile,
N'épuisa sur son corps tel carquois de brocards,

Que Renaudot : — pourtant un homme, à tous égards,
Estimable, estimé, même bon, serviable.
Renaudot n'eut qu'un tort, hélas ! irréparable,
Et, sans qu'il s'en doutât, tort grave, capital :
En France, le premier, il fonda le Journal.
Journal ! Oh ! qu'ai-je dit ? Non pas de politique,
Mais d'informations, une colonne unique,
De tous édits royaux simple enregistrement :
Pas le plus petit mot de glose seulement.
De Gui Patin pourtant, il fut la bête noire,
Et le malin sur lui vida son écritoire,
Seul, à Spon, ou devant le barreau tout entier,
En latin, en français, l'appelant gazetier,
Ou plus tard, d'une verve encor plus inhumaine,
Diable sorti d'enfer, fripon à la semaine,
Nebulo, blatero, tout ce qu'on n'écrit pas.

Et voulez-vous savoir la raison de ce cas ?
Un jour, tout jeune encore (ceci n'est pas mensonge),
Dans ses livres assis, Gui Patin eut un songe.
Quelque démon, jaloux de sa paix, lui fit voir,
Sous des traits bien distincts et comme en un miroir,
Ce que portait aux flancs cette chose nouvelle,
— La Gazette — : les maux, les monstres sortis d'elle ;
Sous forme de colosse élevé jusqu'au Ciel,
La même vision qu'eut jadis Daniel,
De tout ce qu'il aimait la chute lamentable :
Les doctes abattus et roulés dans le sable ;
Restes du siècle d'or, les antiques héros
Dans le mépris couchés ; les vieux in-folios
Dormant piteusement dans leurs cages de chêne,

Sans amis qu'un musard qui parfois s'y promène ;
Le latin et le grec des harangues proscrits
Et des actes publics, et, n'étant plus compris,
Des grimauds de douze ans devenus la pâture ;
Cet ignoble français, leur bâtard de nature,
Sans vergogne partout promenant ses succès ;
Les livres (*proh scelus !*) rédigés en français ;
Des ignorants fieffés, des faquins, des poètes,
Seuls de la Renommée occupant les trompettes ;
Les beaux esprits régnants, le mérite borné
A l'agrément, au tour : Racine et Sévigné !...
Le sceptre de l'esprit dans les mains d'une femme !
C'était trop — et le coup qu'il en sentit dans l'âme,
Comme d'un sabre froid, fit qu'il se réveilla.
De ses guerres sans fin la cause, la voilà.

Renaudot en pâtit avec bien d'autres. Peste !
De ceux qu'il malmenait eussions-nous deux de reste !
Le brave homme excéda dans sa sévérité.
Qu'eût-il dit, juste Ciel ! si son œil eût porté
Deux siècles au delà, jusqu'aux temps où nous sommes,
Qu'il eût vu ce qu'a fait des choses et des hommes
Cette publicité, son épouvantement, —
Et non plus à la ville, à la cour seulement,
Mais plus bas, chez le peuple et le bourgeois de France ?
« Grâce au Ciel, mon malheur passe mon espérance ! »
Se fût-il écrié. — Pour moi qui ne suis pas
Gui Patin — il s'en faut : « car depuis son trépas,
Il n'en fut onc », — du moins, trop souvent, sans le dire,
Devant d'autres abus j'ai souffert son martyre.
Quoi ! voir périr, avec les hautes vérités,
L'agrément, le savoir et le goût, — ajoutez

La langue à tous ces morts et vous en aurez quatre
Qu'on ne reverra plus jamais ; — se sentir battre
Sous la mamelle gauche un instinct généreux ;
Se dire : des journaux c'est le fruit, et par eux
Tout le mal est venu... La plume aux mains me brûle !
Soulageons-nous le cœur. Je dis sans préambule,
Qu'ils ont tué la langue : un crime au premier chef !
C'est ma première dent et mon premier grief.

I. La langue populaire

Avi et atavi nostri, cum allium
et cape verba eorum olerent, tamen
optime animati erant.

VARRON.

Tous les paysans ont du style.

TIEPFFER.

Quiconque, dès l'abord, goûterait peu ce titre
Peut en faire à son aise et passer le chapitre.

Tout ce discours s'adresse à ceux qui, comme moi,
Sont friands des mots, même isolés, sans emploi,
Défilés, égrenés dans un vocabulaire,
Et s'oubliant parfois, quand ils n'ont rien à faire,
Dans ce jardin des mots à flâner tout un jour,
S'en vont goûtant de l'un, de l'autre tour à tour,
Et ne font en cela que changer de délices.
Faut-il s'en étonner ? Les mots sont des calices,
— Des calices vivants — d'un suc divin gorgés,
Où toute la nature et l'esprit sont logés,
Qu'on ne saurait tarir, en aurait-on l'envie ;

Des êtres bien réels, ayant parole et vie,
Sympathiques, roulant du sang et des humeurs,
Où vit la passion, où respirent les mœurs...
Puis, que par l'art humain leurs essences unies
Dans des combinaisons diverses, infinies,
Arrivent à former des phrases et des tours,
Deviennent, en un mot, une langue, un discours,
Là surtout se surprend et l'homme avec la race :
C'est la voix d'un pays, un siècle s'y retrace,
Comme sur une toile y laisse son portrait,
Et de sa propre vie y dépose un extrait.

Il est pourtant, il est des époques avares
Où ces transfusions complètes sont plus rares,
Qui vivent sur des tours et des mots transplantés,
Que l'homme vrai, le sol natal n'ont point portés.
De la langue nouvelle il ne faut pas médire,
Ce serait m'offenser : depuis que je sais lire,
Je l'aime. Laissons là mainte autre qualité,
Marche logique, avec élégance, clarté,
Et plus que tout encor, cette forme pressée
Qui, comme un frac étroit, dessine la pensée...
Donc, la langue d'un Thiers, je l'aime; est-ce entendu ?
Malgré cela, je dis que nous avons perdu.
Hélas ! en parlant d'elle, il me souvient d'une autre,
Enterrée aujourd'hui, qui fut aussi la nôtre ;
Mais nous levons le nez sur de pareils trésors ! —
Nos anciens la parlaient, et tout le monde alors.

Dieux ! quel goût de terroir et quelle gaillardise !
Quelle abondante veine aux hautes sources prise !
Je le dirai, — dussé-je en être lapidé,

D'un coup du Mascurat de Gabriel Naudé —
Je le déclare donc (pestez à l'aise) j'aime,
Même avant l'élégance, avant Racine même,
— Oh ! pardon ! — cette moëlle avec ce suc des mots,
Ce franc, ce naturel et ce vert du propos,
Cette grâce du tour, et maint riche proverbe
Pleuré de Fénelon, adoré de Malherbe ;
Tant de beaux dits si drus, si copieux, plaisants,
Qui d'une pointe d'ail relevaient le bon sens :
Poulaille assaisonnée à grand renfort d'épices ;
Salmigondis royal, ragoût plein de délices ;
Tout un plat de fin lard, flanqué de petits pois,
Fricot appétissant à se lécher les doigts.
Lisez, lisez plutôt les livres de nos pères.
Malherbe vint, je sais, qui gâta les affaires,
Eclaircit fort la sauce, ennoblit les accents.
Dès lors, à Rambouillet, parmi les courtisans,
Dans la chaire, on cessa de parler de ce style.
Il se cachait. Du moins avait-il un asile
Chez le bon populaire, et s'y trouvait chez lui.
Cherchez-moi donc encor, s'il en reste aujourd'hui,
Assise, chef branlant, à filer sur sa chaise,
Quelque aïeule bien vieille, ayant vu Louis Seize,
(Leur nombre diminue, on en rencontre peu),
N'ayant jamais rien su que sa « Croix de par Dieu » ;
Tirez-lui quelques mots — elle n'en est pas chiche —
Et ne sentez-vous pas de quelle étoffe riche
Sont formés et tissés tous ses propos vieillis,
Où jamais le français moderne ne s'est mis ?

Le peuple, ce bon peuple, il a gagné sans doute
Depuis quatre-vingts ans : plus d'une belle route,

D'avoir un champ à lui, de cuire dans son four,
De ne plus battre l'eau longtemps avant le jour,
Un moins sobre ordinaire et quelque confortable :
Sinon chaque dimanche un poulet sur sa table,
Du pain blanc, quoique cher, — puis ce droit d'électeur,
Qui ne lui coûte rien (j'oubliais le meilleur) ;
De l'impôt féodal ses terres dégrevées ;
Lui-même déchargé des tailles, des corvées ;
Sans craindre il peut passer la messe au cabaret,
Et libre des recors, jurer quand il lui plaît.
— Mais est-ce tout ? Où sont ses modes, ses usages,
Ses *rochots* (1) solennels, ses robes à ramages,
Aux dessins variés, aux voyantes couleurs ;
Ses bahuts aux tons chauds, ses assiettes à fleurs,
Et sa cuisine sombre où, sous la cheminée
Chaque soir, en teillant, quatre mois de l'année,
L'aïeule racontait l'histoire du Chasseur
Qui revient dans les bois : — bon Dieu ! qu'on avait peur ! —
Ses vallons non encor gâtés par la culture ;
Ses chemins buissonneux où l'abeille murmure ;
Ses croix dans les tournants, ses Vierges dans les bois ;
Sa *tronche* de Noël et son gâteau des Rois ;
Au *pâquis*, sous l'ormeau, ses danses innocentes,
Ses surprises à tout et ses pudeurs charmantes,
Ce simple, ce naïf, ce pur, cet ingénu !...
Pleurez, ô mes amis ! Le progrès est venu
Avec ses prospectus, ses commis et ses modes,
Son commerce effréné, ses chemins plus commodes
Ou prompts comme la foudre, — et cette invasion
D'étrangers de tout bord, de toute nation.

(1) Veste d'homme, en Lorraine.

Qu'ont-ils fait, les marauds ! du verger de nos pères ?
Ces choux majestueux, ces plantes potagères,
Sous les robustes troncs des grands arbres croissant,
Pompant leur forte vie à ce sol nourrissant,
Ce paradis terrestre, on n'en voit plus la place,
Et sur eux chaque jour le char passe et repasse.
Ecoutez mieux encore — un tigre en pleurerait —
L'aimable nourrisson de l'antique forêt,
Engraissé de ses sucres et presque du même âge,
D'un plumage si beau, d'un si joli ramage,
(En vain Courier proteste) après un petit cri,
Sous leurs coups le gaulois sans remède a péri.
Pleurez ! sous vos enclos le vieux gaulois repose.
— Que Dieu lui fasse paix ! — En savez-vous la cause ?
Le pas est périlleux, vous me massacrerez,
Je le sais, je le sens ; pourtant, vous la saurez.
Faut-il que mon devoir me contraigne à le dire ?
C'est... de grâce, pitié... que... le peuple sait... lire.

Nos aïeux ignoraient cet art : je ne veux point,
Non plus que les blâmer, les louer sur ce point.
Ils croyaient qu'on avait tout assez de lumières
Pour être homme de bien et dire ses prières.
Cela leur suffisait, nous pensons autrement ;
Aujourd'hui savoir lire, écrire proprement,
Est du bonheur public la meilleure assurance.
Aussi depuis vingt ans n'est-il ministre en France,
Du bien public et puis du sien propre jaloux,
Préfet nouvellement débarqué parmi nous,
Il n'est simple inspecteur, fils d'une bonne mère,
Qui ne couve des yeux l'instruction primaire.
Aussi décrets d'aller, règlements de pleuvir ;

Pas un qui, le matin, soit sûr de voir le soir.
Chacun pour le grand but rivalise de zèle.
L'ignorance vraiment aujourd'hui la voit belle !
On la traque partout ; y peut-elle tenir ?
Eût-elle soixante ans, on la fait bien venir.
Aussi voyez l'effet : un bambin de l'école
Saurait en remontrer au plus vieux barbacole.

Laissons là ces marmots. Le peuple est donc lettré.
— La statistique est sûre et le fait avéré. —
Il l'est trop. Si du moins en parfait imbécile,
Il vous laissait dormir son talent inutile,
Et qu'on n'en parlât plus ; si, comme au bon vieux temps,
Quand la neige à monceaux ferme l'accès des champs,
Dans ces soirs du dimanche, il tirait de l'armoire
Lentement, lentement, quelque Bible bien noire,
— Par le poêle enfumée — ou quelque « Fleur des Saints »
Conservant la sueur et la marque des mains,
Par les doigts des enfants retournée, écornée,
Et qu'au fauteuil assis, près de la cheminée,
Maniant le bouquin comme un Saint-Sacrement,
Lunettes sur le nez, il y lût un moment !
Las ! quand il le voudrait, force est bien qu'il s'en passe.
Jusque dans nos hameaux de Bible il n'est plus trace ;
Il faut faire son deuil même des almanachs,
Car ils sont bien écrits, et je n'en parle pas.

Le peuple a beaucoup mieux, le peuple a la Gazette,
Non celle-là des temps heureux que je regrette :
Bonbonnière charmante et corbeille de fleurs,
Parterre de bons mots, cage d'oiseaux sifflours,
Herbier délicieux de tropes, de figures,

Livrets à l'eau de rose, inoffensifs *Mercur*es,
Deux fois par mois reçus au château seulement,
Lecture du boudoir, du salon l'ornement ;
— Mais la Gazette au sein de la tempête née,
Sans relâche partout s'élançant effrénée,
De cent points à la fois, s'appelant légion,
Obscurcissant le ciel sous son noir bataillon,
Pénétrant sous l'échoppe, entrant dans la mesure,
Pour quatre sous enfin tuant toute lecture.
La pauvre Egypte avec ses mouchérons pâlit
Devant notre fléau... Donc le paysan lit,
Moins sans doute que dans ces heureuses contrées,
De nous par l'Océan, grâce au Ciel, séparées,
Où la fille à son tour, le couvreur sur les toits,
Parcourent sans broncher le Bulletin des Lois.
Patience, attendons : il y viendra sans doute.
Et puis, s'il ne lit pas, c'est de même, il écoute.
Or, la France jamais n'a manqué d'orateurs,
Et chaque jour grossit le nombre des lecteurs.
— Le voilà donc lisant, écoutant, que m'importe ?
Cet affreux bric-à-brac d'écrits de toute sorte :
Voyages d'outre-mer, nouvelles et romans,
Modèles de beau style et de grands sentiments
Pour filles et garçons ; puis vient la politique
Et les discussions sur la chose publique,
Les nouvelles des cours, les secrets des Etats,
Les faits divers encore et les assassinats,
Le tout vous revêtant cette forme précise,
Exacte, en notre temps de rigueur et de mise :
Brouillez le tout ensemble, et jugez de l'effet
Qu'en un cerveau tout neuf cet assemblage fait.

Le peuple, il est crédule, il est dupe, on le flatte.
Vingt hâbleurs chaque jour lui présentent la patte,
Lui criant qu'il est roi, Dieu, tout, sans le savoir,
Que l'article est de foi, qu'ils le lui feront voir,
Pour unique salaire exigeant que le Sire
Daigne les écouter et se laisser instruire.
Le peuple entend cela, sans cesse courtoisé.
Comme d'un vieux cognac, de sa gloire grisé,
Il s'est senti soudain pris d'une belle honte
De sa propre personne ; et la rougeur lui monte
Au front, songeant qu'il a tant et tant ignoré.
Mais si le mal est fait, il sera réparé.
« Ces bons Messieurs l'ont dit, ils le savent, que diable !
Pour réussir au monde, il faut être capable.
Et puis nous parlerions encore notre argot ?
Nous serions en retard du siècle ! Eh ! quelque sot !...
Non, nous ne ferons pas rougir nos mandatères (1)
Et nous saurons comme eux le style des affaires (1). »
— A l'œuvre maintenant ! Foin des mots anciens,
Ou qui rappellent trop les usages chrétiens
Et les temps féodaux, les époques gothiques, —
Mais force termes secs, longs et métaphysiques,
(Où vont-ils se nicher ?) bien décharnés, abstraits,
Qui de rien de réel ne dessinent les traits,
Sentant les Tribunaux, la Pratique et le Code ;
Si l'on est femme, un peu du sermon à la mode,
Jargon sentimental qu'on place avec succès,
Et le tout recousu de fautes de français.
Que dirai-je de plus ? Toute une langue fausse,
Exsangue, plate et flasque, une insipide sauce

(1) Prononciation lorraine.

Ecœurante, et sans yeux sur le plat, ayant l'air
De maigres os nageant dans un potage clair. —

C'est un fait observé : quand la langue s'altère.
Notre humeur à la fois et notre caractère
En ont le contre-coup. Seigneur ! qu'est devenu
Ce rire des aïeux, large, franc, ingénu,
Pareil au vin fumeux qui parfois se déchaine
Par la bonde, en grondant, de la cuve trop pleine ;
L'homérique gaîté, des rires à gogo
Dont nos anciens conteurs nous rendent un écho,
Mots de gueule plaisants ou lestes gaudrioles,
Tant de Noël's naïfs, toutes ces chansons folles !
Le peuple ne rit plus. Comme le savetier
De la fable, et bien mieux, dupe du gazetier,
Il a perdu la voix. « Ce qui cause nos peines »
L'argent a fait le mal, puis ces lectures vaines.
N'attendez plus de lui de couplet ni de chant :
A peine un petit air qu'il sifflote en marchant.
Pour comble de malheur — oh ! c'était conscience ! —
Les monstres ont osé le frotter d'élégance.
Il raffine sur l'A, parle gras, fait le fier,
Sentant de loin la gare et le chemin de fer,
Demandant *un café* du ton de confiance
Et de solennité d'un juge à l'audience ;
Prétention, fadeur — un Jourdain ennuyeux,
« Un âne qu'on étrille » auraient dit nos aïeux.

Ils le diraient encor : Quelquefois je suppose,
— Et pourquoi non ? car Dieu peut faire toute chose —
Que l'un d'eux, par prière, obtienne de revoir
Avec ses descendants, son rustique manoir :

Je l'ai souvent rêvé, faisons vivre mon rêve.
Notre homme, — du tombeau, je le veux, il se lève, —
Se secoue un moment, puis se frotte les yeux.
Il revoit le soleil et la voûte des cieux ;
D'un vent frais sur sa joue il ressent la caresse ;
L'air vital de nouveau dans ses poumons se presse ;
Il se sent tout léger, gaillard et guilleret,
Joie abondante au cœur et souplesse au jarret.
La chance est si jolie ! ayant trois bonnes fois
Dansé sur une jambe et fait claquer ses doigts,
Ses bas gris bien tirés et sa jaquette mise,
Le voilà qui s'en va. — Sur la nouvelle église
Il jette un coup d'œil ; puis, le bâton à la main,
De la maison natale il reprend le chemin.
Comme tout est changé ! Les abords du village,
Les jardins et les champs, les monts du voisinage,
Des endroits jadis verts — tout dépouillés et nus ;
D'autres en friche alors,... cultivés et touffus ! —
En avançant encore, à mesure qu'il gagne
Pays, et qu'il traverse un coin de la campagne,
A cent toises peut-être — objet à faire peur ! —
Un train qui par hasard, file à toute vapeur,
Sans l'ombre d'un cheval... puis l'uni de la route,
Nulle ornière, nul trou, — tout cela fait qu'il doute,
En promenant partout son regard étonné,
S'il ne se trompe point, si c'est là qu'il est né.
Il avance toujours : de blanches maisonnettes
Défilent tour à tour, propres et coquettes,
Persiennes au-devant....., pas un fumier, un seul.
Ces symptômes de luxe ont réjoui l'aïeul.
Entre toutes pourtant, il faut trouver la sienne.
Ce n'est pas sans cela la peine qu'il revienne.

Il compte, il examine et puis dit : la voilà !
Le grand chêne du seuil, il est vrai ; n'est plus là.
« Ils ont bâti, les gueux, une maison nouvelle,
Plus large de carrure et plus haute et plus belle !
C'est un château, que diable ! Ils ont donc hérité?... »
De ferveur de les voir enivré, transporté,
Il entre, il a le pied sur le seuil de la salle
— Henri IV en personne eût fait moins de scandale —
Mais laissons là l'effet pour goûter le discours,
Car on n'en entend pas de pareils tous les jours.

« Honneur et joie, enfants ! et Dieu vous gard' de même !
Je le vois, bien et beau s'en va chez vous Carême.
Cela me fait plaisir, oui, ventrebœuf de bois !
A vous tous, mes fillots, de bien grand cœur je bois,
Et crois que je boirais à Lucifer sans faute.
Fête-Dieu ! mes amis, courage !..., Allons, notre hôte,
Je ne suis buveur d'eau : flacons y sauteront,
Et l'on verra beau jeu si la corde ne rompt.
Après faire plat net ou bien chère et demie,
Il n'est meilleur métier que de croquer la pie,
C'est humer le piot et boire, vous savez.
Ah ! de mauvaise pie onc ne fûtes couvés,
Mes bedons. Tout fin droit, de l'ainé de ma femme
(Ma pauvre Jeanneton dont Dieu veuille avoir l'âme !)
Vous descendez trestous comme beaux carptions.
Ah ! si vous l'aviez vue aux fêtes à bâtons,
Mignonne, l'air poupin avec gentil corsage,
Si frisque, drue et grasse à profit de ménage !
A tout joyeux compère elle disait son fait,
Et savait distinguer à point mouches en lait.
Elle est morte. Quant est de moi, votre grand-père,

Entre gais compagnons je portais la bannière,
Tenant tête pour boire à tous nos gens de bien,
Grand gausseur, grand raillard, au restant bon chrétien.
Vous oyrez tout cela. — Mais « à propos truelle,
Et Dieu te gard' masson, vous me la baillez belle ! »
Le maulabre me trousse, ou, ventre Saint-Quenet,
Vous m'allez réchauffer le moule du bonnet.
Que fais-tu là, l'ami, les mains dans tes deux poches,
Etonné, ma figué, comme fondeur de cloches,
Avec un pied de nez pour le moins, j'en réponds ?
Mais cours au fait, alerte, et foin de tes raisons !
Sans rien te commander, boute-moi, boute vite,
Entends-tu ? plein hanap de la bonne eau bénite
De cave, tu m'entends : je veux dire vin doux.
— Eh ! la fille, tu ris ? quand la marions-nous ?
Elle est gentille au moins, ta fille, cointe et netie.
A quand la noce, enfants ? Du diable si j'en jette
Ma part aux chiens : jamais proverbe ne mentit.
Et vous la mère, allons, riez donc un petit.
Quantes fois pour un sou le faictes par année ?
A la voir dans la soie affiquée, atournée,
On jurerait, ma fine, une sainte au moustier :
Mais pas plus qu'au grand diable il ne faut s'y fier.
Je gausse, mes petits, je ne me sens de joie.
Cornebœuf ! je vous aime et c'est du bon du foie.
Quel logis ! C'est un baume et n'avez l'air meshui
De tremper votre pain dans la soupe d'autrui,
Ni de manger vos blés en herbe, que je pense.
C'est bien, et de la panse, on le dit, vient la danse,
Ils n'ont dégénéré : mes gaillards ont de quoi.
D'où tout cela vient-il ? mes gars, contez-le moi.
Que celui qui n'a pas de blanc dans l'œil me serre,

Si vous n'avez déjà trente journaux de terre.
Quants en tout, mes amis ? quants à chaque saison ?
Et quante la vinée ? et quante la moisson ?
Corbieu ! répondez-vous ? C'est bien chanté pour boire.
Dia, Colas, mon faillon, dégoise ton histoire,
Ayant toussé, craché, comme frère prêcheur... »

« Charmé de l'ouverture, et flatté de l'honneur !
Si j'ai bien pénétré vos questions, grand-père,
Votre création fructifie et prospère.
Elle a reçu de moi pas mal d'extension.
Je puis vous en fournir la démonstration.
De mes propriétés, toutes en terres arables,
Le total, en moyenne, est bien évaluable,
Estimation faite, et sur rapports d'experts,
A tant. Quant aux produits nets, et tous frais couverts,
Après déduction et la balance faite,
Je puis réaliser un actif fort honnête.
Vu les rapports créés par les hommes entre eux,
Je jouis, au surplus, de débouchés nombreux ;
Je vois la statistique et les mercuriales.
De mon cru vinicole et de mes céréales,
Chaque expédition, taux légal, me vaut tant.
Ma spéculation bien autrement s'étend.
J'ai fait dans le bétail, mainte affaire divine,
Et des races ovine et bovine et porcine
Je suis instituteur, et, comme tel, porté
Producteur en premier de la localité,
L'homme considérable et l'homme de ressource.
Le crédit me connaît et je joue à la Bourse ;
Je ne crains point la baisse, et mes profits sont francs.
Ma fille épousera quatre-vingt mille francs,

Une illustration tout à fait spéciale,
Célébrité locale et départementale.
Tel est, sommairement, mon état financier,
Quant à vous, nos Anciens, sans vous déprécier,
Comparativement, vous viviez dans l'enfance;
Nous fîmes des progrès sur vous en conséquence.
On a triplé les biens et fort réduit les maux.
La politique est née, et tous nos bons journaux
Ont, de l'opinion organes tutélaires,
Fort amélioré le sort des prolétaires.
L'autoocratie est morte, et les vieux préjugés.
Vos seigneurs féodaux, vos prêtres, sont jugés;
L'antique foi succombe, on déserte l'Eglise:
Dans un siècle avancé cela n'est plus de mise.
Chaque culte figure au budget cependant,
On leur prête concours, car on est tolérant.
Grâce aux lignes de fer, dont le réseau s'achève,
Aux mille procédés . . . »

— « Que la peste te crève,
Caquet bon bec! Dis-moi, sommes-nous au lutrin,
Pour me venir tousser dans le nez du latin?
Tais-toi, mortbœuf de bois! tu m'échauffes la bile.
Garde pour tes pareils tes grands mots d'Evangile . . .
En voici, m'aide Dieu, bien d'un autre tonneau!
Il voudrait, cestui-ci, me trupher bien et beau.
Voyez ces airs d'apôtre et de sainte Nitouche!
Mais qui m'affine, il est plus fin que maistre Mouche.
Pendard! Je le vois bien, tu voudrais me bailler
Le moine, mais je vois tout le fond du panier.
Que brailles-tu, dis-moi, de moustier et d'église?
Cancre! je ne voudrais être dans ta chemise.

On ne fait pas, entends, barbe de paille à Dieu :
C'est faire bonne mine avec un mauvais jeu.
Tu rôteras là-bas, faquin de haute graisse !
Le diable tout ton saoul t'y chantera la messe.
Oui, tu seras damné comme serpe, pendard !
Si tu ris, ce sera d'un ris de saint Médard,
Et l'Autre te fera servir à sa cuisine.
Les beaux élus de Dieu verront de ton urine
S'ils ne sont empêchés, et puis *zon* sur les reins !
Ta peau ne sera bonne à faire tabourins.
Tu me sens le fagot, comme vieil hérétique,
Te dis-je. Arrière ! Dis, quelle mouche te pique,
Infâme, d'oser bien insulter pauvres gens,
De qui vous tenez tout ce que je vois céans :
Et bahuts et dressoirs, et chambre propre et claire,
Et beaux habits de Dieu ! . . . J'enrage de colère ! . . .
Si tu vis, mécréant, si tu ne faus jamais
D'avoir farine en huche et pâte dans ta mès,
Bien gras et bien nourri, de voler sur ta gorge,
Et de te panader, vêtu comme un saint George,
Dond tout cela vient-il ? Vertubieu, dis-le moi.
De tes pères, vrais bis, ils t'ont donné de quoy.
Sans ton père, maraud (brave homme que Dieu garde !)
Grand besoin te serait de sucrer ta moutarde ;
Comme un beau petit Job, tu crèverais de faim,
Ou gratterais aux huis, en quaymandant ton pain.
Mieux vaut être troussé comme cueilleur de pommes.
Vêtu de gros bureau, l'ami, comme nous sommes,
Et parler uniment comme on parlait cheux nous,
Que sous des peaux d'agneaux ressembler à des loups.
Je n'étais pas grand clerc, mais j'ai su comme un autre
Enfiler jusqu'au bout toute ma patenôtre. —

Tu ris, la fille ? Va sans te faire prier.
Rira bien, comme on dit, qui rira le dernier,
Et pour le même saint ce n'est pas toujours fête.
Et toi, cafard, d'un doigt gratte-toi bien la tête,
Faisant le dégoûté sur tout ce que je dis.
Je ne le mâche pas : vive le temps Jadis !
Quand, dans chaque logis, la bonne sainte Vierge
Voyait toujours brûler à ses pieds un grand cierge,
Devant qui, chaque soir, tous les petits marmots,
Dévotement rangés, comme beaux angelots,
Récitaient sans broncher tous leurs menus suffrages.
Je n'en vois point chez vous, de ces belles images....
Où sont-elles, dis-moi, bedeau de l'Antechrist ?
Est-ce ce griffonnage et ce papier écrit,
De deux arpents au moins, qui traîne sur la table,
Et qui sent l'hérésie, ou je me donne au diable !
C'est ce grimoire-là, c'est lui, je le vois bien,
Qui t'empêche de vivre et de parler chrétien,
Comme on soulait jadis en ce pays de vache.
Mais de tous tes propos longs d'une toise, sache
Que je n'en baillerais seulement un fétu.
J'en ai l'âme malade et l'esprit courbattu,
Et m'en sens tout brouillé dans ma pauvre cervelle.
Il est temps : tout fin droit enfilons la venelle.
Faites, faites sans moi : je reviendrai tantôt.
Quand vous me reverrez, coquins, il fera chaud.

FIN DE LA PREMIÈRE PARTIE.

Juin 1867.

Ce petit poème, resté inachevé, n'exprime en aucune façon, est-il besoin de le dire ? ma vraie opinion et façon de

voir sur les journaux. Ce n'est qu'une folle boutade, un carnaval de l'esprit en goguette, une enfilade absurde de contre-vérités ou d'exagérations volontaires, comme dans ses caprices s'en accorde quelquefois la verve, dans le seul but de faire ressortir un ridicule réel, parfois agaçant et irritant pour mes pareils, dont ces bons journaux, que j'aime tant, hélas ! sont la cause innocente dans le peuple et chez les habitants de nos villages. C'a été surtout pour moi, comme on le verra, un cadre commode et comme une chambre à souhait pour une petite débauche littéraire, dans ce brave langage gaulois défunt qui me semble bien aussi mériter quelques regrets. Ma diatribe n'a pas d'autre portée. Peut-être même qu'à un je ne sais quoi, une sorte de sous-ironie perpétuelle qui circule à travers la pièce sous les colères et les anathèmes et dans la folle scène de la fin, on sentira percer, transpirer la secrète pensée de l'auteur : c'est que tout n'était pas parfait, il s'en faut, au bon vieux temps, et que le nôtre, avec tous ses travers et ses ridicules et sa « langue populaire » décidément détestable, garde bien ses avantages.

Constantin ROUSSEL.



UN BILLET INÉDIT

DE

JEAN-JACQUES ROUSSEAU

publié avec quelques autres documents sur le philosophe genevois

A Monsieur Eugène Ritter.

MONSIEUR,

Il y a une vingtaine d'années, j'eus le plaisir de découvrir, entre les mains de M^{me} veuve Clappier, de Grenoble, quelques lettres inédites de J.-J. Rousseau, adressées à son mari († 1818) par le célèbre écrivain. C'était un assez joli supplément à ses *Lettres sur la botanique*. Elles furent insérées dans le *Bulletin de l'Académie delphinale* de 1863, et un tiré à part assez considérable (1) en fut fait en dehors de ce recueil.

Cinq de ces lettres — j'ignore le sort de la sixième, — ont changé de propriétaire depuis lors, les quatre premières ayant été acquises par mon frère, de la succession de M^{me} Clappier,

(1) Quatre cents exemplaires sur papier ordinaire, et cent vingt sur papier de luxe, dont cinquante format in-4°.

en 1882, et la cinquième étant devenue ma propriété par le don que m'en avait fait l'excellente veuve.

Cette petite publication me fut fort demandée, et son succès fit naître dans mon esprit le goût de semblables recherches. Je me mis naïvement en tête que rien n'était plus facile que de faire sortir les autographes de leurs cachettes, et que je n'avais qu'à me baisser pour en récolter..... Mais il n'en fut pas tout-à-fait ainsi que je me l'étais imaginé, et je ne tardai pas à m'apercevoir que les lettres du citoyen de Genève furent un peu lentes à se manifester à moi.

Je n'en découvris qu'une seule ; encore était-ce un simple billet... Mais, avec ce billet, un nouvel acteur entra en scène : l'abbé Baurin, resté inconnu jusqu'alors, avait eu avec le philosophe des rapports que la correspondance connue n'avait pas encore mis au jour.

Qu'était l'abbé Baurin?... J'ai eu assez de difficulté à le trouver. Encore n'ai-je pas pu découvrir le motif de sa liaison avec Jean-Jacques, les lettres qu'ils échangèrent n'ayant pas été publiées jusqu'à présent, et leur sort étant inconnu. Mais procédons par ordre.

Ce fut à Milan, dans la riche collection d'autographes de M. le chevalier Damiano Muoni, que j'eus le plaisir de découvrir ce billet, en 1872. Il avait été écrit — cela se voit — en réponse à une missive de l'abbé qui demandait au philosophe des nouvelles de sa santé :

« Le vendredi soir.

« Passablement, Monsieur, l'un et l'autre à une foulure près à la main avec enflure, suite d'une chute et qui me fait souffrir en écrivant. Ainsi je serai bref ; j'ai appris par M. Meinier que tout alloit bien chez vous. Je m'en réjouis et salue Messieurs vos père, frère (*vous-même*, effacé d'un trait de plume),

vos Dames et vous, Monsieur, très humblement et de tout mon cœur.

« RENOU. »

Sur l'adresse :

*A Monsieur,
Monsieur l'abbé Baurin,
à Sirizin.*

(Cachet à la *lyre*, en cire rouge, comme sur les autres lettres datées de Bourgoin et de Monquin.)

Ce billet me donne le droit et m'impose l'obligation de placer ici un extrait du bulletin bibliographique de la *Revue du Dauphiné* de 1838 (Tome IV, page 63) :

« Feu M. Cochard possédait huit lettres inédites et autographes de J.-J. Rousseau, écrites de Monquin, près de Bourgoin, et adressées à l'abbé Baurin. Ces lettres, datées de 1769 étaient signées du pseudonyme *Renou.* » La *Revue du Dauphiné* ajoute: *qu'il avait adopté pendant son séjour en Dauphiné.* C'est une erreur; on sait que Rousseau, depuis son établissement au château de Trye (juin 1767), avait pris ce pseudonyme; c'était le nom de famille de la mère de Thérèse Le Vasseur.

Que peuvent bien être devenues ces *huit* lettres à l'abbé Baurin?

Si la lettre possédée par M. Muoni a jamais appartenu à cette liasse, — pour le cas néanmoins où il ne faudrait pas y voir une nouvelle lettre à lui adjoindre, — il ne serait pas impossible que l'on retrouvât un jour les autres dans des collections publiques ou privées d'Angleterre, de Suède, de Russie, ou même de pays plus lointains encore. On sait que l'Amérique devient fort riche en médailles romaines!...

Rien, dans ce billet, n'indique l'époque exacte ni le lieu où il fut écrit; et nous en serions réduits à le caser simple-

ment dans l'année 1769, comme les huit lettres que je viens de citer, si nous ne retrouvions, dans la *Correspondance* et sous la date du vendredi 8 septembre 1769, une lettre à Moultoù, datée de Monquin et débutant ainsi :

« Sans une foulure à la main, cher Moultoù, qui me fait souffrir depuis plusieurs jours, je me livrerais à mon aise au plaisir de causer avec vous ; mais je ne désespère pas d'en retrouver une occasion plus commode, etc. »

Notre billet a été sans doute écrit le même jour que cette lettre à Moultoù.

Venons-en maintenant à l'abbé Baurin. Je ne trouve que des notes peu importantes à vous fournir, et je ne sache pas que son nom se trouve cité ailleurs que sur les listes du Chapitre de Saint-Maurice de Vienne. On l'y voit figurer, en effet, avec une orthographe un peu différente, dans plusieurs almanachs du temps. Sur l'état donné en 1769 par le *Calendrier ecclésiastique, militaire et civil de la province de Dauphiné*, l'abbé *Borin* figure comme *archidiacre de la Tour* ; dans l'*Almanach général et historique de Dauphiné*, de 1787 à 1789, l'abbé *Beaurain*, si c'est le même individu, a échangé son titre contre celui d'*archidiacre de Salmorenc*. Ce nom, malgré sa différence d'orthographe, appartient, je pense, au même personnage ; Rousseau, à son tour, donne la variante *Baurin*, ainsi que nous l'avons vu tout à l'heure. Mais il faut croire que Jean-Jacques n'était pas lui-même bien fixé sur la véritable manière d'écrire ce nom, puisque, quelques mois avant, il lui avait donné la forme *Borin*. Au moment, en effet, où je viens de tracer ces lignes, je reçois de vous, Monsieur, une lettre qui m'apprend que la *Revue des documents historiques* (1)

(1) *Revue des Documents historiques*, par Etienne CHARAVAY, première année, 1873-74, page 149.

contient un billet de Rousseau adressé à l'abbé *Borin*, chanoine (1) de Vienne, à Sirizin (lisez : Serezin) :

« A Monquin, le 19 mars 1769.

« Bien des remerciements, Monsieur, et salutations pour vous, pour M. votre père et pour tout ce qui vous appartient. J'écris trop difficilement l'après-midi pour pouvoir vous répondre en détail. J'inscris cet à compte avec les autres pour acquitter le tout à la fois. Cependant vous m'obligerez de ne faire plus d'envois en détail jusqu'à ce que j'aye eu l'honneur de vous revoir et de prendre avec vous d'autres mesures. J'ai l'honneur de vous saluer, Monsieur, très-humblement et désire que dans peu ce soit de plus près.

« RENOU.

« Madame Renou est actuellement à Vêpres. Elle sera très sensible à l'honneur de votre bon souvenir. »

Ce billet fait allusion à certains envois, sur la nature desquels nous ne sommes pas du tout renseignés, mais qui indiquent, si je ne me trompe, des relations suivies, des services peut-être rendus par l'abbé Baurin à notre philosophe et à sa femme.

Ce que nous sommes donc en droit de conclure pour le moment, c'est que le pauvre misanthrope avait probablement trouvé dans ce *voisin* un homme lettré, instruit, tolérant surtout, dont la conversation et les relations avaient dû, avec

(1) L'abbé Baurin faisait, nous l'avons vu, partie du Chapitre de Saint-Maurice, non au titre de *chanoine*, mais seulement à celui d'*archidiacre*. Il faut croire néanmoins qu'on lui donnait cette qualification par politesse, comme dans l'armée on donne celles de colonel ou de lieutenant à un lieutenant-colonel ou à un simple sous-lieutenant.

celles de quelques autres personnes distinguées de Bourgoin, lui offrir quelque ressource, quelque consolation dans l'exil auquel il était condamné. Du reste, je n'ai rien pu découvrir sur l'abbé Baurin, ni sur sa famille. Mais il faut espérer que les lettres de Jean-Jacques à cet ecclésiastique se retrouveront un jour et nous fourniront d'utiles renseignements sur la nature de sa liaison avec lui.

J.-J. Rousseau adresse son billet à M. Baurin à *Sirizin*, nom patois de cette localité, généralement employé à cette époque. Il y a deux localités de ce nom dans le voisinage de Bourgoin : 1° *Serezin* proprement dit, à six kilomètres à l'est de Bourgoin ; cette faible distance me donne à penser que c'est là qu'habitait l'abbé Baurin et sa famille ; 2° *Serezin-du-Rhône*, localité beaucoup plus éloignée (35 kilomètres à l'ouest).

A ces deux Serezin, il faut, par acquit de conscience, ajouter encore le château de Serezin (1), sur Saint-Quentin-de-la-Verpillière, château appartenant alors à la famille Rigaud de Serezin ; et comme, à la même époque, il existait un chanoine de ce nom au Chapitre de Saint-Maurice-de-Vienne, il se pourrait que l'abbé Baurin fût en villégiature chez son collègue. Cependant, vu les dates des deux billets dont j'ai donné le texte et devant cette particularité de la famille de l'abbé au milieu de laquelle il paraît séjourner, — faute surtout de renseignements plus précis, — je crois qu'il est sage d'éliminer cette dernière résidence (14 kilomètres à l'ouest de Bour-

(1) Ce nom de *Serezin*, ainsi écrit à juste titre sur les cartes de Capitaine et de Cassini, est devenu *Serrezin* sur celle de l'Etat-Major ; comme celui de Saint-André-le-*Guâ* s'y est transformé en Saint-André-le-Gaz ; comme celui du Grand-*Lemps* (prononcez Grand-*Linse*) est en train, de par l'autorité de l'administration *parisienne* des chemins de fer de la Méditerranée et sous la responsabilité de son ignorance et de sa suffisance, de se transformer en Grand-*Lan* !...

goin) et de rester, pour le moment, dans le doute au sujet de l'habitation réelle de l'abbé Baurin, tout en avouant néanmoins la préférence que je donne à la première de ces localités.

Quant à M. Meinier enfin, dont nous trouvons le nom dans le billet de la collection Muoni, c'est ce médecin de Bourgoin qui, lors de la promenade au mont Pilat (août 1769) prenait le *napel* pour l'*ancolie*, et dont Rousseau se moque d'une manière assez piquante dans sa lettre du 10 octobre 1769 à M. L. C. D. L.

Voilà une bien longue sauce pour un si petit poisson!... Vous me conseillez de le flanquer de quelques accessoires? Qu'à cela ne tienne! A défaut d'une lettre de Rousseau qui soit complète et entièrement inédite, vous lirez sans doute avec intérêt quelques phrases d'une lettre que vous ne connaissez pas, et qui a été adressée par Jean-Jacques à M^{me} de Warens: Ces extraits ont été publiés dans le *Courrier français* du vendredi 3 mars 1837, au cours d'un article qui n'était qu'une réclame en vue de la vente de l'autographe. On ne sait en quelles mains celui-ci se trouve aujourd'hui; mais les fragments que vous allez lire paraîtront authentiques à tous les connaisseurs :

A madame la baronne de Warens, à Chambéry.

Grenoble, 23 avril 1740.

Madame ma très chère maman,

J'ai été contraint de séjourner à Grenoble un jour de plus que je n'espérais, par le manque de voitures....

Monsieur de Mably ne me donnera que 350 livres de fixe ; les 50 livres restantes seront par forme d'étrennes.

Je pars demain pour Lyon, en même temps que M. l'abbé pour Chambéry. On n'a point ouvert ma malle....

..... votre santé. J'en recommande instamment le soin à toute votre maison, et surtout à Monsieur de Courtilles, que je salue de tout mon cœur. Tâchez de la rétablir, cette chère santé, afin de donner à votre fils un motif de zèle et d'encouragement plus efficace que toutes les vues du monde.....

J'ai l'honneur d'être avec un profond respect et avec la plus tendre reconnaissance, madame ma très chère maman, votre très humble et très obéissant serviteur et fils.

ROUSSEAU.

Poursuivons. Dans la *Monographie historique de la Bibliothèque de Chambéry* (Chambéry, Perrin, 1883, 170 pages, in-8°), M. Barbier cite, pages 33 et 34, deux lettres inédites de Jean-Jacques Rousseau, qui font partie de la collection d'autographes de cette bibliothèque. Un aimable correspondant que j'ai à Chambéry me procure la copie de ces deux documents. Le premier n'est pas une lettre et sa lecture ne pourrait que susciter un haussement d'épaules, si l'une des signatures ne faisait ouvrir de grands yeux (1). Le second n'est pas complètement inédit, comme le prétend M. Barbier; depuis qu'il a été publié par Musset-Pathay (*Histoire de la vie et des ouvrages de J.-J. Rousseau*, II. 508), il a figuré dans les éditions successives de la *Correspondance*; mais le texte en était mutilé. Cette fois-ci, le voilà complet; et grâce à l'obligeance de M. Bonhôte, bibliothécaire de Neuchâtel, nous pourrions placer, avant la lettre de Jean-Jacques, adressée au comte de Conzié des Charmettes, la lettre de celui-ci, qui a provoqué la réponse de Rousseau.

(1) Inutile de faire remarquer que la rédaction de cette note ne peut être due qu'à *Monsieur* de Courtilles.

I

Listes de ce qui s'est trouvé dans les poches de Bernard Dumoulin, Valet de Madame La Baronne de Warens, le 23 octobre 1739, et inventorié Luy présent

Prem^r Dans les poches d'une Veste grises Dans L'une des Chatagnes environ une Eculé et dans L'autre des ariquot une bonne éculé.

Dans une Veste bleue une Epix de blé de Turquie et de même environ une Eculé de tres belles chatagnes et des plus grose Triée et demême une grande éculé dariquot Le tout reconut par nous soubsigné pour être des danrée de La maison En foy de quoy nous avons signé au Charmette ce Dimanche 24 octobre 1739 (1).

J.-J. ROUSSEAU.

DE COURTILLES.

NB. — Cette note est sur une feuille de papier, qui a été pliée, et, sur le dos, on a écrit : Bernard.

II

M. de Conzié à J.-J. Rousseau.

Des Charmettes, ce 14 novembre 1763.

Comment vous portez-vous, ami respectable ? Voilà l'essentiel de mon billet, parce qu'on m'a assuré que votre santé est toujours très dérangée. Vous trouverez ci-joint l'ouvrage que

(1) En 1739, le 24 octobre était un samedi.

je vous avais annoncé du père Jardy (1), barnabite savoyard. Si vous le lisez, que ce soit vis-à-vis d'un bon feu ; car le style se ressent furieusement du froid de nos glaciers de Chamony, au pied desquels il est né, et que son long séjour en Italie n'a pu réchauffer.

Malgré le plaisir que je goûte à lire tout ce qui sort de votre brûlante plume, je voudrais bien que pour le rétablissement de votre santé, vous oubliassiez pour quelque temps le genre humain, mais non votre constant ami Conzié que vous aviez flatté d'embrasser cet été dans sa paisible solitude des Charmettes, où il vous désire toujours.

III

J.-J. Rousseau à M. de Conzié, comte des Charmettes.

A Moutier, le 7 septembre 1763.

Je voudrais, mon cher Comte, voir multiplier encore le nombre de mes agresseurs, si chacun de leurs ouvrages me valait un témoignage de votre souvenir. Je reçois avec plaisir et reconnaissance celui que vous me donnez en m'envoyant l'écrit du p. Gerdil, quoiqu'en effet cet écrit me paraisse un peu froid, je le trouve assés gentil pour un moine. Je vous avoue cependant que je ne partage pas la haute opinion qu'il paroît avoir de sa logique, et je trouve dès sa préface une

(1) *Anti-Emile, ou Réflexions sur la théorie et la pratique de l'éducation, contre les principes de J.-J. Rousseau.* Turin, 1763. L'auteur — dont M. de Conzié estropie le nom, en l'écrivant comme il le prononçait — était le père Gerdil, professeur à l'Université de Turin, qui était né à Samoëns en 1718 et fut élevé au cardinalat en 1777.

division incomplète. Car lorsqu'il dit que pour me justifier il faut prouver que je n'ai pas dit ce qu'il m'impute, ou que ce qu'il m'impute est bien dit, il oublie un troisième cas qui rend la justification superflue ; c'est lorsque l'accusateur ne sait ce qu'il dit.

J'avais chargé M. de Gauffecourt de vous témoigner mon regret de ne pouvoir vous aller voir cet été comme je l'avais résolu. Le commencement de l'hiver m'a jetté dans un état si triste qu'il ne me permet guères de faire des projets pour l'avenir ; toutefois, si la belle saison me rend les forces que le froid m'ôte, je me propose toujours d'en user pour vous aller voir.

S'il arrivoit que vous vous rapprochassiez du Chablais comme l'année dernière, cela me seroit bien comode, et en ce cas je vous prierais de m'en prévenir. Si vous faisiez quelque autre voyage qui vous éloignât de Chambéry, je vous prierais de m'en prévenir aussi : car ne pouvant déterminer d'avance le temps de mon voyage, il me seroit bien cruel de l'avoir fait à pure perte, et d'aller jusques là sans vous y trouver. Soyez persuadé que rien ne peut ralentir l'ardent désir que j'ai de vous voir et de vous embrasser. Il me semble qu'un moment si doux me rendra tous les temps heureux que je regrette, et me fera oublier tous ceux qui m'en ont si tristement séparé. Moi qui suis si désabusé de la vie et qui ne forme plus de projets, je ne puis renoncer à celui-là. Après avoir tout comparé, je ne trouve point de meilleur peuple que le vôtre ; je voudrais de tout mon cœur passer dans son sein le reste de mes jours et me mettre de cette manière à portée d'écouter au moins de temps à autre le besoin que mon cœur a de vous.

J.-J. ROUSSEAU.

Enfin, Monsieur, je vous avais parlé d'un article que le Dr Barjavel, dans son *Dictionnaire* (1), a consacré au séjour de J.-J. Rousseau à Carpentras ; et, dans le but de lui procurer une publicité plus étendue, vous m'engagez à lui faire une place dans ces pages, afin que, par le canal du *Bulletin de l'Institut genevois*, il puisse être consulté par un plus grand nombre de personnes et servir à ceux qui, dans l'avenir, voudront parler de votre célèbre compatriote. Je me rends à votre désir.

« J'ai appris de bonne part, dit M. Barjavel, que Rousseau vint, pendant sa persécution, faire un séjour de quelques mois à Carpentras, et qu'il logea dans la maison du baron D'ASTIER, située rue de la Fournaque (depuis maison de l'illustre baron de Sainte-Croix). Il paraît que l'arrivée du genevois dans cette ville doit être placée en 1768 ou 1769. Il venait du Dauphiné. J'ai entendu raconter que Rousseau offrit à D'ASTIER de lui graver sa vaisselle en manière de passe-temps, et qu'à cet effet, celui-ci pria l'orfèvre J.-M.-S.-F. Bouethay, fils du célèbre graveur de ce nom, de lui prêter ses outils. Bouethay eut ainsi l'occasion de connaître le philosophe et d'entrer en relation avec lui par lettres, après le départ de ce dernier. »

J'ai cherché à compléter ces maigres renseignements, qui ne suffisent guère pour établir le fait d'un séjour dont on n'a d'ailleurs aucune trace, et j'ai écrit à Carpentras à un érudit correspondant. Sa réponse cadre complètement avec mon propre sentiment, et je me considère comme obligé à vous en transmettre la substance :

Les personnes les plus autorisées du pays affirment que

(1) *Dictionnaire historique, biographique et bibliographique du département de Vaucluse*, etc., par C.-F.-H. BARJAVEL, D. M. ; Carpentras, Devillario, 1841, t. I, p. 104.

l'article du D^r Barjavel ne repose sur aucun document précis. Il y a encore, à Carpentras, un Bouethay, graveur, qu'on est allé consulter à mon intention, et qui affirme avoir entendu raconter à son père, lequel les tenait à son tour de son père, tous les faits avancés par M. Barjavel. « Vous verrez, ajoute mon correspondant, le cas que vous devez faire de cette tradition, ancienne et vraisemblable, mais qui n'est établie par aucun document positif. J'ai vu vendre ces dernières années, par un brocanteur de la ville, une vieille fontaine en faïence que *l'on disait* avoir appartenu à Jean-Jacques. »

Puis, dans une lettre subséquente, la même personne m'écrit de nouveau : « Barjavel tient ses renseignements du fils de Bouethay, celui-là même qui avait travaillé avec Jean-Jacques. Le petit-fils de celui-ci conserve encore *le cousin et sur lequel aurait travaillé Rousseau*. Il me semble difficile d'admettre que ces renseignements aient été inventés et ne reposent pas sur quelque vérité. »

A votre tour, Monsieur, vous jugerez ce que l'on peut accepter de tous ces renseignements que je tiens aussi *de bonne part*, mais c'est là tout, et mon correspondant, vous l'avez vu, les accompagne d'une petite pointe de scepticisme qu'il est difficile de ne pas sentir et qui est parfaitement d'accord avec le mien.

J'imagine que vous partagerez notre hésitation, et que vous me direz : « La correspondance de Rousseau, pendant les deux années de son séjour en Dauphiné, nous permet de le suivre mois par mois ; or on ne trouve pas de place pour un séjour de *quelques mois* à Carpentras. Sans doute il a fait plusieurs excursions hors de la province : on le voit aller à Chambéry, au mont Pilat, à Nevers ; il aura pu aller aussi à Carpentras. Mais la tradition orale, que M. Barjavel a recueillie en 1841, manque absolument de point d'appui. La famille Bouethay, qui

a gardé un coussin et une pièce de faïence comme souvenir du séjour de Jean-Jacques, aurait bien fait de conserver, avant tout, les lettres dont parle M. Barjavel, si tant est que ces lettres aient existé ».

J'ai fini. Et maintenant, Monsieur, vous avez entre les mains tous les documents que j'ai recueillis, dans l'espérance qu'ils pourront être utiles aux futurs biographes de Rousseau. Je suis heureux quand je puis *boucher un trou* dans la numismatique du Dauphiné ; je juge que vous devez l'être également. lorsqu'il vous arrive une pareille bonne fortune au sujet de la correspondance de votre célèbre compatriote.

Agréez, Monsieur, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Gustave VALLIER

Membre correspondant de l'Institut Genevois.

Grenoble, mars 1883.

LA
FIÈVRE TYPHOÏDE

ÉTIOLOGIE — PROPHYLAXIE

MESURES A PRENDRE POUR SE PRÉSERVER DES MALADIES
INFECTIEUSES EN GÉNÉRAL

PAR LE

DOCTEUR F. VULLIET

Professeur à la Faculté de Médecine de Genève

AVANT-PROPOS

Invité l'an dernier par le Département de l'Instruction publique à faire deux conférences à l'Aula de l'Université, je pris pour sujet : *les causes de la fièvre typhoïde*. Cette question avait un intérêt d'actualité.

Vulgariser les notions scientifiques est le meilleur moyen de triompher de l'incurie et de la routine qui sont les pires ennemis de tout progrès dans le domaine de l'hygiène. Mais pour vulgariser d'une manière effective il faut répéter. J'ai donc écrit mes conférences et j'en fais l'objet de la publication suivante.

D^r Prof^r VULLIET.

LA

FIÈVRE TYPHOÏDE

Introduction.

Le but de ce travail est d'exposer les causes de la fièvre typhoïde et les moyens de la prévenir.

La fièvre typhoïde appartient au groupe des maladies infectieuses. Ces maladies ont tant de caractères communs qu'un aperçu général sur tout le groupe constitue à mon avis la plus naturelle et la plus utile introduction à l'étude particulière de l'une d'elles.

C'est par cet aperçu général que je débiterai.

J'aborderai ensuite la fièvre typhoïde en particulier et je terminerai en exposant les mesures préventives que particuliers et autorités peuvent opposer à la propagation de la fièvre typhoïde et des maladies infectieuses en général.

Il n'existe actuellement aucune épidémie de fièvre typhoïde, ni à Genève, ni dans ses environs; nous pourrions donc, sans risquer de jeter l'alarme, examiner si notre pays est à l'abri de cette maladie.

Nous avons tout lieu d'en douter ; en 1881 elle a sévi chez nous, et, si légère qu'ait été cette épidémie, elle n'en a pas moins prouvé que nos conditions hygiéniques laissaient à désirer.

Eh bien ! malgré l'émoi causé alors dans notre population, malgré le préjudice porté aux intérêts d'une grande partie de l'industrie, malgré le préavis d'une commission recommandant des travaux urgents, rien, à ma connaissance, n'a été fait pour empêcher un retour de la fièvre typhoïde.

Si nous avons été épargnés depuis lors, nous le devons bien plus au hasard qu'à notre prudence.

Une pareille inertie est, à mon avis, pleine de péril ; car le virus typhoïdique peut nous arriver d'un jour à l'autre, apporté d'un des foyers épidémiques qui existent autour de nous.

La fièvre typhoïde règne à l'état d'endémie dans la plupart des grandes villes avec lesquelles nous sommes en relations constantes. Qu'un individu tombé malade ailleurs revienne se faire soigner ici, il peut être l'origine d'une nouvelle épidémie.

Dans la lutte contre la fièvre typhoïde et contre les maladies infectieuses en général l'action des remèdes est bien plus restreinte que celle des mesures préventives et de l'hygiène, c'est-à-dire que les mesures générales destinées à prévenir l'invasion et à empêcher la propagation de la maladie ont une importance et une efficacité bien plus grandes que le traitement des individus malades.

Tout ce que les particuliers isolés peuvent faire pour se préserver contre cette maladie n'a qu'une portée restreinte. C'est aux Etats, aux municipalités et aussi aux associations privées qu'incombe surtout le devoir de protéger la société contre les épidémies.

Or, les Etats, les administrations municipales sont des

corps changeants dont la responsabilité n'est que politique et administrative et ils ne montrent quelque zèle à étudier les questions d'hygiène et à faire exécuter des travaux d'assainissement que lorsqu'ils y sont forcés par l'opinion publique.

C'est l'opinion publique qu'il faut avertir et éclairer. Tel est le motif qui m'a fait aborder un sujet, qui pourrait paraître un peu spécial, si je ne visais pas un autre but que celui de répandre des connaissances purement théoriques.

Les maladies infectieuses en général. — Nature du poison qui les détermine.

On appelle infectieuses toutes les maladies que nous croyons suscitées par l'introduction dans l'organisme, de virus, de germes.

Les travaux modernes paraissent prouver que le principe actif de ces virus, de ces germes, réside en des organismes inférieurs doués de vie et capables de se reproduire.

Ces organismes une fois greffés chez l'homme s'y multiplient rapidement. Ils pénètrent dans la circulation sanguine et lymphatique et par cette voie ils se disséminent dans tout l'organisme, puis ils émigrent, passent d'un individu à un autre, déterminant chez leur nouvel hôte la même maladie que celle qu'ils avaient provoquée chez le sujet dont ils émanent.

Les maladies infectieuses de l'homme et des animaux, comme celles des plantes, seraient donc dues à des organismes parasites qui compromettent la santé et la vie de leur hôte.

Le choléra, la diphthérie, la petite vérole, la fièvre typhoïde, comme la rouille des céréales, comme la maladie des pommes de terre, comme l'oïdium de la vigne, sont déterminés par une végétation parasitaire.

Si on ne reconnaît pas la vie aux agents qui déterminent les maladies infectieuses, il n'est plus possible de se rendre compte de leur mode de propagation.

Ces agents agissent comme des poisons, mais, tandis que les poisons chimiques épuisent leurs effets chez l'individu qui les a absorbés, les poisons des maladies infectieuses se multiplient, se reproduisent chez lui ; ils se régénèrent comme une végétation, tant que le milieu dans lequel ils se trouvent est favorable à leur développement ; de là leur vient le nom de poison vivant.

Je me servirai d'un exemple.

Un individu prend de l'arsenic ou de la strychnine ; il se manifeste chez lui des symptômes d'empoisonnement ; suivant la dose absorbée il survit ou il succombe, mais il ne se produit pas dans l'intérieur de son corps de nouvelles quantités d'arsenic ou de strychnine ; tandis que si un malade a absorbé du poison variolique il s'élaborera continuellement chez lui, pendant toute sa maladie, de nouvelles quantités de poison variolique susceptible de se propager chez d'autres individus et de déterminer chez eux la petite vérole.

Ce sont les organismes et la végétation rudimentaires suspendus dans les liquides virulents qui paraissent jouer seuls le rôle actif dans la production de l'infection.

Quand on filtre les liquides virulents à travers des couches de plâtre, selon la méthode de notre collègue, M. le professeur Zahn, ces liquides se débarrassent des éléments figurés qu'ils contiennent et ils perdent toute virulence.

C'est ce qu'a démontré Tiegel en 1871.

Pasteur, par des expériences analogues, est arrivé aux mêmes conclusions.

Il est très difficile sans doute de faire des démonstrations péremptoires lorsqu'il s'agit de prouver, de montrer la vie

chez des organismes qui ne sont visibles qu'avec les plus forts grossissements du microscope. Il est encore plus difficile de déterminer leur genre d'activité. D'abord, la chasse d'un gibier si minuscule est chose fort malaisée chez l'homme vivant et ensuite, comment surprendre le rôle et l'allure de ce qui est à peine visible avec toutes les ressources de l'optique ?

Mais, si quelque chose devait prouver la solidité de la théorie qui attribue la vie aux agents des maladies infectieuses, ce seraient certainement les résultats qu'a donnés la méthode antiseptique, qui a transformé la chirurgie en mettant les opérés et les blessés à l'abri des complications dues aux poisons infectieux.

Deux principes sont à la base de cette méthode :

1° Tuer les germes sur la plaie avant et pendant l'opération.

2° Empêcher l'accès des germes après l'opération par l'application de pansements hermétiquement occlusifs.

On emploie, à cet effet, des lavages et des pulvérisations de solutions d'acide phénique ou d'autres substances antiseptiques et on recouvre la région opérée ou blessée par un pansement qui empêche l'accès de l'air.

C'est bien parce que l'acide phénique et les substances antiseptiques ont la propriété de tuer quelque chose de vivant, qu'ils empêchent les complications infectieuses des plaies.

S'il en était autrement, des solutions de toute autre substance, des soins de propreté seulement, rendraient les mêmes services que les substances antiseptiques, qui sont d'un effet d'autant plus sûr qu'elles suppriment plus complètement les phénomènes de la vie chez les organismes inférieurs.

Comment ces germes agissent-ils pour déterminer des symptômes propres aux maladies infectieuses ?

Ici encore nous en sommes réduits à faire des conjectures.

Cette végétation ne peut emprunter qu'à nos tissus les matériaux nécessaires à son entretien et à son développement.

Pour obtenir ces matériaux, ces germes doivent nécessairement les extraire des combinaisons normales et physiologiques. Ils altèrent donc ces combinaisons, absorbent ce qui leur est nécessaire et laissent libres les principes dont ils n'ont pas besoin. Ces principes dégagés de leurs anciennes combinaisons obéissent à leurs affinités et entrent dans des combinaisons nouvelles. Les germes qui absorbent doivent aussi exhaler. En conséquence on est forcé de conclure que ce sont, soit nos propres tissus altérés par les germes, soit les exhalaisons provenant des germes eux-mêmes qui causent les perturbations qui se produisent dans les maladies infectieuses.

Ce qui rend cette végétation microscopique si malfaisante et si redoutable, c'est la prodigieuse et rapide multiplication dont elle est susceptible.

Selmi a démontré que chez les individus malades, comme dans le cadavre en décomposition, il s'élabore des alcaloïdes qu'il appelle des ptomaïnes.

Ces ptomaïnes empoisonnent à la manière des alcaloïdes végétaux.

La présence de ces combinaisons toxiques chez les individus affectés de maladies infectieuses démontre suffisamment chez eux une activité chimique anormale qu'il est tout à fait rationnel d'attribuer à l'action des germes.

Il se passerait donc dans les tissus du sujet infecté ce qui se passe chez le cadavre en décomposition.

Le cadavre ne se décomposerait pas, il resterait immuable comme le cristal, si les germes et les ferments ne venaient pas délier les éléments des combinaisons qu'ils formaient pendant la vie.

Il ne faudrait pas s'imaginer que les germes nuisibles qui

provoquent les maladies infectieuses soient les seuls qui existent dans le corps des animaux.

Selon Beale, il n'existe pas un tissu qui soit exempt de germes, mais, tandis que ces germes constants détermineraient des fermentations normales et commanderaient des modifications chimiques nécessaires et bienfaisantes, les germes spéciaux aux maladies infectieuses détermineraient, au contraire, la série des phénomènes morbides qui constituent la virulence, altérant le plasma sanguin et le parenchyme, c'est-à-dire le tissu des organes, d'une façon incompatible avec un fonctionnement normal.

Le germe, suivant certaines doctrines, interviendrait dans tous les phénomènes normaux et anormaux de la matière organique comme cause déterminante de ses changements et de ses transformations physiologiques. C'est la doctrine des panspermistes.

J'ai tenu à signaler en passant cette doctrine très sujette à caution, sans me prononcer pour ou contre, simplement parce qu'il est intéressant de voir se généraliser à tous les phénomènes de la vie une doctrine qui préalablement ne devait servir qu'à expliquer la genèse de certaines maladies.

Quelle est la nature des germes ?

Il est difficile d'étudier les germes, d'en donner une description, d'en faire une classification qui, basée sur leurs caractères morphologiques, chimiques et physiques, corresponde en même temps aux manifestations particulières que chaque espèce provoque.

Ce sont des éléments figurés ayant la forme de simples points, de bâtonnets, de fils contournés en spirale, de petits corps arrondis.

On les trouve tantôt isolés, tantôt en groupes dans le sang et dans les tissus d'individus morts de maladies infectieuses.

Quant à leurs dimensions : leur longueur varie d'un demi-millième de millimètre à cinq et six millièmes de millimètre.

Ils sont à la limite des objets visibles avec les plus forts grossissements du microscope.

Si l'on pouvait voir un homme à travers un pareil grossissement, il nous apparaîtrait aussi grand, dit le professeur Samuel, que le Mont-Blanc ou le Chimborazo.

Nous savons que pour tuer leur vitalité, il faut pour les bâtonnets une température humide de quatre-vingt degrés, tandis que les spores peuvent résister à une chaleur sèche de cent cinquante degrés.

A quatre degrés au-dessus de zéro, leur développement s'arrête, mais ils ne meurent pas même à cent dix degrés au-dessous de zéro, la plus basse température à laquelle ils aient été soumis.

La température qui leur convient le mieux est celle des animaux à sang chaud, c'est-à-dire trente-sept degrés environ.

A vingt ou vingt-cinq degrés, leur développement est encore assez intense.

De même que les grains de blé trouvés après des milliers d'années dans les tombeaux égyptiens peuvent encore germer une fois réintégrés dans le sol, de même les germes, après une dessiccation prolongée ou après être restés incorporés à l'eau pendant longtemps, peuvent reprendre leur vie et leur activité lorsqu'ils arrivent de nouveau dans un milieu propice à leur développement.

Certains corps que nous appelons désinfectants ou antiseptiques tuent et paralysent les germes d'une manière définitive.

Une importante question est celle de la genèse de ces germes infectieux.

Du moment que nous ne pouvons plus voir en eux un poison ordinaire (et nous en donnions tout à l'heure les raisons);

du moment que nous sommes forcés d'admettre que le poison vit et pullule comme une végétation, nous ne pouvons pas plus admettre pour lui que pour tout autre végétal ou animal une génération spontanée; les germes infectieux doivent procéder d'autres germes infectieux semblables; c'est là un point très important.

Maintenant sont-ce les germes eux-mêmes qui sont toxiques ou sont-ce les produits des décompositions qu'ils déterminent?

Les travaux de Selmi semblent prouver que les germes produisent le poison, mais ne sont pas le poison lui-même. Du reste cela importe peu au point de vue particulier qui nous occupe, du moment que le poison se produit nécessairement dès que le germe entre en activité dans les tissus.

Les germes infectieux circulent incorporés soit à l'air, soit à l'eau, soit au sol, soit à tout objet sur lequel ils ont été déposés, mais ils ne prennent une vie active que lorsqu'ils se trouvent dans le milieu qui leur fournit les matériaux nécessaires, c'est-à-dire dans l'espèce de matière organique qui convient à chacun d'eux. L'observation démontre de notables différences entre les origines et les allures des germes; les uns naissent et se développent dans le sol, comme les germes des fièvres intermittentes et de la fièvre jaune. Ils n'affectent l'homme et les animaux que lorsqu'ils leur sont apportés par l'atmosphère; on les appelle miasmes, poisons telluriques ou poisons ectogènes.

Ces poisons telluriques peuvent, après disparition apparente même très prolongée des symptômes qu'ils provoquent, renaître à l'activité et occasionner une rechute de la maladie; mais ces poisons ne sont pas transmissibles d'individu à individu.

Un individu affecté de la malaria ne peut pas transmettre la malaria à un autre individu.

D'autres poisons morbigènes sont au contraire régénérés

par le malade qui les absorbe. L'homme, au lieu d'être pour eux un milieu d'action, comme c'est le cas pour les germes telluriques, est en même temps un milieu de culture complète et de reproduction.

Ces poisons qu'on désigne quelquefois sous le nom de poisons humains ou poisons endogènes, sont transmissibles d'homme à homme ; c'est ce qui les distingue des précédents.

Observons encore que, tandis que certains germes morbides ont, comme les venins, besoin pour s'implanter d'être inoculés dans une plaie (c'est le cas pour le vaccin et la rage), d'autres se transmettent d'une façon beaucoup plus complexe. Ils voyagent de l'individu infectant à l'individu infecté, transportés par l'eau, par les courants aériens ou par toutes sortes d'objets auxquels ils s'incorporent. Il ne suffit pas que les germes arrivent en contact avec notre corps, qu'ils soient inhalés ou avalés, il ne suffit pas qu'ils nous atteignent d'une façon quelconque pour qu'ils provoquent fatalement une maladie infectieuse. S'il en était ainsi l'humanité succomberait bientôt, anéantie par ces infiniment petits. Nous sommes protégés contre eux, à l'extérieur, par l'épiderme qui recouvre notre corps, et à l'intérieur par l'épithélium qui tapisse nos cavités.

Ces revêtements forment une cuirasse continue sur laquelle les germes ne peuvent pas agir.

La lymphe vaccinale provoque une légère maladie infectieuse qui nous protège contre une maladie similaire plus grave ; mais cette lymphe posée sur la peau intacte ne produit aucun effet ; il faut, pour que la vaccination réussisse, ouvrir l'épiderme avec la lancette et poser le virus dans la plaie ; c'est alors seulement que les germes agissent.

Dans un hôpital où règne la maladie infectieuse qu'on désigne sous le nom de pourriture d'hôpital, ce sont les plaies seulement qui se prêtent à l'implantation des germes de cette maladie

infectieuse. Là où l'épiderme est intact, la pourriture d'hôpital ne s'établit pas. Il est de même probable que les germes que nous inhalons ou que nous avalons ne produisent des désordres que s'ils rencontrent des solutions de continuité dans le revêtement des muqueuses digestives et respiratoires ; toutefois la muqueuse étant d'une texture moins résistante et moins cornée que l'épiderme, ne doit pas remplir aussi bien son rôle protecteur. On est même plus ou moins forcé d'admettre que certains poisons, comme ceux de la diphthérie, des fièvres éruptives, ont le pouvoir de dissocier eux-mêmes l'épiderme et l'épithélium pour se frayer un chemin jusque vers les couches profondes de la peau et de la muqueuse. Mais en somme ces différences sont plus apparentes que réelles, la greffe des virus s'effectue au fond toujours de même, qu'il s'agisse de la vaccine ou de la diphthérie, de la fièvre typhoïde ou de la rage ; simplement, la porte d'entrée par où pénètre le virus, au lieu d'être une incision ou une morsure, serait une solution de continuité due à une chute de l'épithélium, à une plaie de la muqueuse produite par un catarrhe, par une irritation quelconque, ou par les germes eux-mêmes.

Et quant au virus, peu importe qu'il soit apporté par l'air ou l'eau, plutôt que par la lancette du chirurgien ou la dent d'un chien.

De la fièvre typhoïde et de ses causes.

La fièvre typhoïde est une maladie qui règne d'une façon constante dans la plupart des grandes villes et dans bon nombre de pays. A certains moments elle manifeste une recrudescence de violence là où elle règne ordinairement, ou bien elle se produit temporairement dans les endroits où elle

ne sévit pas habituellement. Lorsqu'elle est en permanence, on dit qu'elle est endémique; si elle manifeste des recrudescences là où elle est à l'état permanent, on dit qu'elle est endémoépidémique, et lorsqu'elle se produit occasionnellement là où elle n'existait pas, on l'appelle épidémique.

On a reconnu depuis longtemps que la fièvre typhoïde était contagieuse. Quant à la nature du virus, elle a été parfois pressentie ou déduite de considérations théoriques avant d'avoir été prouvée par l'observation scientifique.

Anciennement la fièvre typhoïde, comme les autres maladies infectieuses, était attribuée, à des causes vagues.

Faute d'une explication plausible, on supposait qu'une puissance supérieure, un génie épidémique, déchainait le fléau des maladies tantôt ici, tantôt là.

Puis on incrimina l'air, l'eau, la contagion directe.

On fit un pas de plus vers la vérité lorsqu'on découvrit que ce n'étaient pas l'eau ou l'air qui donnaient la fièvre typhoïde, mais les impuretés, les matières organiques qu'ils pouvaient contenir.

Enfin, tout en reconnaissant que l'absorption de matières organiques en décomposition peut donner lieu à des dérangements de l'intestin et à des symptômes toxiques, on admet aujourd'hui que la fièvre typhoïde est produite par des germes spéciaux, provenant d'individus affectés de cette maladie.

Les longues interruptions qui se produisent entre les manifestations isolées ou épidémiques de la fièvre typhoïde dans un même endroit, rendent la doctrine des germes spéciaux difficile à concevoir de prime-abord.

Evidemment, quand nous limitons le champ de nos observations au milieu duquel nous vivons; quand nous en faisons un petit monde entouré de frontières en dedans desquelles nous observons et en dehors desquelles nous n'obser-

vons pas, il est difficile d'entrevoir la filiation qui relie étiologiquement une épidémie avec une autre. Mais si, au lieu de limiter ainsi artificiellement le champ de nos observations, nous embrassons au contraire d'un coup d'œil d'ensemble toutes les manifestations de la fièvre typhoïde, nous n'avons plus besoin de supposer que la maladie est due à des causes banales ou qu'un virus nouveau naît spontanément pour chaque épidémie.

On arrive à cette conception bien plus logique, bien plus scientifique, bien plus féconde au point de vue de l'hygiène, que la fièvre typhoïde est en activité constante et ininterrompue, que les épidémies procèdent des endémies, que chaque cas procède d'un autre cas, parce que les germes se déplacent soit avec les malades eux-mêmes, soit avec tout ce qui a pu être souillé par les déjections des malades.

Qu'en un mot la fièvre typhoïde, comme toutes les maladies infectieuses, est à l'état de pandémie qui se déplace, sévit, s'arrête, suivant la direction où les différents véhicules entraînent les germes et suivant les conditions du milieu dans lequel ils arrivent.

Il est probable aussi, que le virus typhogène est alimenté et renouvelé dans certaines affections qui n'ont pas une allure franche et typique, telles que le typhus abortif, certaines fièvres bénignes, dites muqueuses, catarrhales, telles que des dérangements attribués à la dentition, à la croissance. Ces indispositions pourraient n'être souvent que des formes atténuées de la fièvre typhoïde, déterminées également par le poison typhogène et pourraient très bien relier étiologiquement entre eux des cas plus graves.

Du reste, depuis que nous savons que les virus peuvent, malgré une dessiccation prolongée, conserver toute leur énergie, il n'y a rien d'étonnant qu'une épidémie puisse puiser son

origine dans les exhalaisons typhoïdiques desséchées datant d'une précédente épidémie. Si le poison desséché est absorbé, il fait une première victime qui le régénère et le dissémine. Il est démontré qu'entre les intestins dont ils ont été expulsés et ceux qui les reçoivent à nouveau, les germes typhogènes peuvent vivre longtemps d'une vie latente, attendant les hasards qui doivent de nouveau les faire déglutir.

Ce que nous supposons à l'égard des germes typhogènes a été démontré pour plusieurs parasites faciles à observer. Par exemple l'anchylostome, le ver qui provoque l'anémie des mineurs, dont les ouvriers du St-Gothard ont souffert, ce ver, dis-je, pond ses œufs dans l'intestin de l'homme, mais ces œufs ne peuvent éclore dans l'intestin où ils ont été pondus ; il faut qu'ils soient expulsés par les selles ; l'embryon peut alors éclore dans les eaux stagnantes, mais l'embryon, la larve, ne devient anchylostome à nouveau que si le hasard le fait déglutir et rentrer dans l'intestin humain.

Comme le choléra et la dysenterie, la fièvre typhoïde est une maladie dont les symptômes principaux et les lésions constantes se rencontrent dans l'intestin. La maladie devient générale dans son cours ultérieur, mais elle est abdominale au début. Nous pouvons conclure de cela que c'est dans l'intestin que les germes s'implantent d'abord et qu'ils ne gagnent qu'en suite le reste de l'économie.

Pour qu'ils pénètrent dans l'intestin, il faut qu'ils soient déglutis, avec l'eau, avec les aliments ou avec la salive.

Cela ne veut pas dire que c'est en mangeant ou en buvant seulement que nous leur donnons accès dans notre tube alimentaire ; il se pourrait qu'ils gagnassent d'abord les cavités buccales et pharyngiennes par inhalation, attirés par le courant d'air que détermine l'acte inspirateur. Ils s'incorporeraient à la salive et la déglutition les ferait passer ultérieurement dans le canal digestif.

Klebs a trouvé dans la trachée et les bronches d'individus morts au début de la fièvre typhoïde des germes semblables à ceux qui se rencontrent dans l'intestin.

Cette observation serait de nature à faire supposer que la toux et les phénomènes de bronchite que l'on observe au début de la fièvre typhoïde sont dus à l'action de germes typhogènes, ayant pénétré par aspiration dans les voies aériennes.

Les lésions caractéristiques de la fièvre typhoïde occupent l'intestin dans le voisinage de la valvule iléo-caecale.

Comment se fait-il que les germes ne s'implantent pas plutôt dans l'intestin ?

Peut-être leur faut-il subir un certain temps l'action des sucs intestinaux avant de pouvoir manifester leur vie.

Ou bien il faut admettre qu'ils se greffent plus facilement dans le voisinage de la valvule iléo-caecale qu'ailleurs parce qu'il y a dans ces parages une stagnation qui les laisse plus longtemps en contact avec la paroi intestinale qui, dans ces parages, est d'un relief plus accidenté qu'ailleurs.

Peu importe l'interprétation, le fait existe et les lésions primaires dans d'autres parties de l'intestin sont exceptionnelles.

Ces germes une fois greffés sur la muqueuse y déterminent un travail inflammatoire et ulcératif, pénètrent dans les vaisseaux et se répandent dans l'économie.

Quand on parle de contagion, il faudrait s'entendre sur la valeur de ce terme ; si l'on veut restreindre le sens de ce mot à l'approche, au contact de l'individu infectant avec l'individu infecté, la contagion ne suffit pas pour expliquer la dissémination de la fièvre typhoïde ; si, au contraire, on entend par contagion la rencontre de la personne infectée non pas avec la personne infectante, mais avec ces germes qui émanent d'elle, germes apportés par un véhicule quelconque, alors on

peut dire que la fièvre typhoïde ne se transmet que par contagion.

Donc c'est toujours la greffe d'une végétation parasitaire qui donne la fièvre typhoïde, mais cette greffe ne s'effectue pas toujours avec la même facilité.

Certaines circonstances facilitent la dissémination du virus et augmentent la réceptivité morbide, c'est-à-dire l'aptitude des individus à contracter la maladie, telles sont : l'accumulation, l'encombrement des hommes sur un point, les mauvaises conditions hygiéniques, la malpropreté, la mauvaise nourriture, la fatigue, les canalisations et les drainages défectueux, l'influence de certaines époques de l'année, les conditions atmosphériques.

Le genre de vie des soldats en campagne les expose à la fièvre typhoïde et aux formes plus graves de cette maladie, parce que les matières organiques, les déjections de toutes espèces s'entassent et croupissent faute d'emménagements suffisants pour les écoter.

Dans la guerre d'Espagne. — de 1808 à 1813, l'armée commandée par Wellington perdit :

a) Par les maladies 24,930 hommes ; par les armes 8,999.

En 1812, — entre le passage du Niemen et l'arrivée à Moscou, l'armée française perdit :

b) Par les maladies 137,000 hommes ; par les armes 60,000.

Dans la campagne contre la Turquie, 1828 et 1829, les Russes perdirent :

c) Par les maladies 100,000 hommes ; par les armes 15,000.

Dans la campagne de Crimée, les Français perdirent :

d) Par les maladies 77,250 hommes ; par les armes 16,000.

Parmi les maladies infectieuses qui sévissent chez les

armées en campagne, ce sont la dyssentérie et la fièvre typhoïde qui font le plus de victimes.

Une administration militaire prudente doit diriger la tactique aussi bien contre l'invasion des maladies infectieuses que contre l'armée ennemie.

L'état hygrométrique du sol semble exercer une influence sur la production des maladies infectieuses en général et sur celle de la fièvre typhoïde en particulier.

Pendant la froide saison, alors que l'évaporation est restreinte et les jours courts, l'eau imbibe le sol jusqu'à sa surface, comme une éponge immergée jusqu'à fleur d'eau ; les germes dans ces conditions baignent et stagnent dans l'humidité, ils demeurent inactifs, les températures basses n'étant pas favorables aux fermentations.

Mais, quand viennent les grands jours et la chaleur, quand la fonte des neiges devient moins active et ne maintient plus à un niveau élevé les eaux stagnantes et courantes, quand survient la sécheresse, la surface du sol, la berge des lacs, des ruisseaux, des étangs est mise à nu, et les germes et la matière organiques étant abandonnés à l'air libre, entrent en fermentation active.

Les pluies brusques et torrentielles de l'été concourent à la diffusion des miasmes, parce qu'au lieu de ne gagner les sources que filtrées et purifiées par le tamisage à travers les différentes couches du sol, elles circulent en torrents à sa surface et gagnent les eaux potables, toutes chargées des matières organiques qu'elles entraînent avec elles.

Dans les villes, les eaux de pluie se répandent brusquement dans les canaux où sont placés les conduits hydrauliques, et si ceux-ci ne sont pas hermétiquement clos, elles peuvent y pénétrer et les rendre impurs.

C'est l'explication que l'on donne de la fréquence plus

grande de la fièvre typhoïde dans l'été et dans l'automne que dans l'hiver.

Ces conditions sont naturellement favorables à la diffusion d'autres germes que ceux de la fièvre typhoïde.

Il est des cas qui ne peuvent être attribués qu'à l'absorption de germes en suspension dans l'atmosphère.

La possibilité de la transmission par l'air est aussi prouvée qu'on peut prouver en pathogénie par plusieurs observations directes.

Dans une maison où il existe des fuites de gaz, d'égouts ou de latrines infectés de germes, ce sont précisément les individus qui occupent des locaux où se répandent les émanations, qui deviennent malades, tandis que les habitants qui occupent des appartements où ces émanations ne pénètrent pas sont épargnés. Je fournirai bientôt un exemple de ce mode de transmission.

Il faut bien admettre aussi une transmission par l'atmosphère pour les épidémies de fièvre typhoïde qui se développent dans le voisinage de localités où le sol a été fouillé et remué.

Des germes enfouis dans les profondeurs d'un sol habité sont ramenés à la surface et se répandent dans la circulation atmosphérique.

Toutefois, il ne semble pas que les germes typhogènes soient susceptibles d'être transportés par l'air à de grandes distances, comme c'est le cas pour d'autres germes infectieux, ceux de la malaria, par exemple. Si tel était le cas, les foyers épidémiques ne demeureraient pas aussi restreints.

Les épidémies de fièvre typhoïde ont en effet comme caractère particulier de se limiter, de ne pas rayonner très loin.

L'aptitude à contracter la fièvre typhoïde varie d'individu à individu.

Elle est plus fréquente dans la force de l'âge et dans l'ado-

lescence que chez les enfants et les vieillards. On constate, en outre, des différences de susceptibilité qui sont difficiles à expliquer.

Il est possible qu'un état d'intégrité parfaite de la muqueuse intestinale confère à beaucoup de sujets une immunité contre cette maladie, les germes ne trouvant pas où s'implanter.

Il n'est pas non plus impossible que certaines natures aient une résistance de tissu plus grande que d'autres, que ces individus ne fermentent pas parce que leurs combinaisons sont plus stables. L'avantage leur reste dans la lutte qu'engagent les ferments.

Nous en sommes réduits à faire des suppositions lorsque nous ne pouvons pas trouver une explication satisfaisante. Les expériences de Pasteur démontrent que les virus sont susceptibles d'être atténués ; ils provoquent alors une maladie semblable à celle produite par le virus doué de toute son activité, mais cette maladie présente une intensité et un danger moindres et de plus, la maladie légère confère une immunité contre la maladie forte, comme la maladie due à la vaccine confère une immunité contre la petite vérole.

Cette inaptitude à contracter la fièvre typhoïde pourrait être le résultat d'indispositions intérieures où le virus typhogène aurait déterminé une forme atténuée de la maladie typhoïde. Dans cette hypothèse, ces indispositions légères produiraient l'effet d'une vaccination.

Il est certain que quelque chose d'analogue se passe à l'égard de la fièvre jaune ; ce sont les nouveaux arrivés qui montrent le plus de réceptivité morbide à l'égard de cette affection.

La réceptivité diminue avec l'acclimatation. Mais les personnes acclimatées qui voyagent, montrent de nouveau une grande susceptibilité à leur retour dans les pays où règne la fièvre jaune.

Il n'est pas impossible non plus que certains individus soient réfractaires à la fièvre typhoïde en vertu d'une disposition innée. Ainsi les nègres, qui sont très facilement atteints par la variole, ne prennent pas la fièvre typhoïde.

Les jeunes gens qui arrivent de la campagne montrent une aptitude toute spéciale à contracter la fièvre typhoïde quand ils viennent dans les grandes villes.

Il semble que le virus se développe sur eux avec l'énergie d'une plante qui prospère dans un terrain vierge.

Du rôle de l'eau dans la propagation de la fièvre typhoïde.

La plus fréquente des sources d'infection typhoïdique est certainement l'eau que l'on boit et celle qui sert à des usages culinaires. Si tout à coup il survient dans une localité une épidémie ;

Si cette épidémie ne sévit, au début, que dans un quartier ;

Si la partie de la population devenue malade s'alimente d'eau à une source, à une pompe, à une fourniture hydraulique commune ;

Si une enquête révèle que cette eau reçoit des apports de matières organiques suspectes ;

Si l'enquête établit encore que ces matières contiennent des déjections de malades affectés de fièvre typhoïde ;

Si toutes les autres influences hygiéniques étant communes à la partie atteinte et à la partie épargnée de la population, on ne peut noter d'autre différence entre elles que le fait d'avoir consommé, l'une de l'eau pure, l'autre de l'eau impure ;

Si enfin, comme on l'a observé souvent, une fois la source

du poison tarie ou interceptée, la marche de l'épidémie s'arrête, on ne peut que reconnaître que c'était bien l'eau qui propageait l'épidémie.

Ce sont les praticiens de la campagne qui ont le plus contribué à élucider les causes de la fièvre typhoïde.

Les campagnes et les habitations disséminées sont des milieux favorables aux enquêtes et aux recherches sur les causes des maladies infectieuses.

Il est, en effet, facile de se renseigner sur les faits et gestes de l'individu atteint, sur les relations qu'il peut avoir eues avec des individus malades, soit dans son village, soit dans les localités qu'il a pu visiter.

On peut inspecter *la source* à laquelle il se désaltère, visiter les latrines, les égouts de la maison qu'il habite et de celles qu'il fréquente.

Dans les villes, l'accumulation, l'encombrement, la multiplicité des rapports de la population et surtout le fait que la fièvre typhoïde y est ordinairement à l'état endémique ne permettent pas de poursuivre la filiation étiologique qui relie les différents cas d'une maladie infectieuse. Les épidémies s'y greffent en général, sur l'endémie, et il n'est plus possible de leur assigner un point de départ.

Les observations recueillies à la campagne ont établi que le plus souvent les épidémies se développent le long des sources, des ruisseaux qui servent aux besoins domestiques.

Un premier cas s'étant produit dans une habitation située sur une colline, les cas suivants se succèdent en général dans les habitations situées en contre-bas et où l'on fait usage d'une eau qui a reçu directement ou par filtration les déjections des malades habitant plus haut.

Si une épidémie visite successivement plusieurs villages ou plusieurs habitations isolées, étagées les unes au-dessus des

autres sur une même colline, on peut être sûr que l'épidémie a débuté chez les habitants des maisons les plus élevées, et le plus souvent on découvre les sources ou les filtrations qui ont servi de véhicules aux germes.

Rien aujourd'hui dans la pathologie n'est mieux démontré que cela. Souvent déjà on a eu l'occasion de constater dans notre canton des épidémies de fièvre typhoïde dues à l'eau. Voici une observation de ce genre due à M. le docteur Pasteur, au Petit-Saconnex.

M. le docteur Pasteur a observé une épidémie de fièvre typhoïde au Petit-Saconnex en octobre et en novembre 1880.

Ce fut un boulanger qui importa la maladie dans cette commune où pendant vingt ans on n'avait vu aucun cas de fièvre typhoïde. Le boulanger avait contracté la maladie à Aix-les-Bains et il était rentré chez lui pour se faire soigner.

Les selles de ce malade furent jetées dans les latrines, mais la literie, les draps, les linges souillés par ses déjections, furent lavés à une pompe dont l'eau servait à la consommation de tout le voisinage.

Le boulanger mourut le 20 septembre ; on fit encore, le 1^{er} et le 2 octobre, à cette même pompe, un lavage général des linges qui lui avaient servi. Elle dut être, ce jour-là, abondammentensemencée de germes typhogènes. Le 9 octobre commença, dans le voisinage, une épidémie restreinte comme nombre de cas, mais d'une gravité exceptionnelle, car, sur six malades, quatre moururent et l'un des deux survivants fut pris d'un état de démence très inquiétant.

Une enquête démontra que l'eau des puits contenait une quantité considérable de matière organique.

D'une construction défectueuse, ce puits recevait depuis longtemps toutes sortes de souillures, il n'était cependant devenu infectieux qu'après avoir reçu les ferments typhoïdes

provenant des selles du boulanger. Cette observation prouve bien que ce sont des germes spéciaux, qui donnent la fièvre typhoïde, car, si des matières organiques banales engendraient cette fièvre, il est probable que, grâce au puits, il y en aurait eu au moins quelques cas au Petit-Saconnex où on ne l'avait pas constatée depuis vingt ans, et où elle ne s'est produite qu'une fois, importée du dehors par le boulanger.

En 1879, le docteur Redard observa une épidémie de fièvre typhoïde à Peissy. L'épidémie débuta par une dame de cinquante ans, habitant à mi-côte de la colline de Peissy, sur le chemin conduisant à Malval ; onze cas succédèrent à ce premier. Tous ces malades avaient bu l'eau d'un puits en mauvais état recevant des eaux de latrines et de purin. Il n'y eut pas de cas de fièvre typhoïde dans les parties du village où l'on buvait de l'autre eau.

Ce puits fut visité par ordre de la police ; il fut reconnu chargé de matières organiques ; cet état de choses fut amélioré, et il ne s'est pas reproduit d'autres cas depuis lors.

Le même médecin observa également au Château-des-Bois, dans une maison de ferme, une épidémie qui atteignit tous les membres de la famille ; le père mourut.

On se servait, dans cette maison, pour des usages domestiques, d'une eau de source qu'une enquête démontra être contaminée par des eaux de latrines et de fumier. Dans ces deux observations, le rôle de l'eau est très nettement établi.

L'enquête y révèle des matières organiques. Dans l'épidémie de Peissy, les personnes qui ne boivent pas de l'eau impure sont épargnées. Enfin les réparations nécessaires une fois faites, l'épidémie cesse.

Voici encore une observation publiée par le docteur Rouge, de Lausanne ; elle nous montre la propagation de la fièvre typhoïde à deux kilomètres de distance par une eau de source. Le

docteur Rouge raconte qu'en automne 1880 il soignait, dans une maison isolée du quartier de Maupas, à Lausanne, une jeune femme atteinte d'une fièvre typhoïde très grave.

Les vases recevant les déjections contenaient toujours une forte proportion d'acide phénique — on les vidait dans les lieux d'aisances.

Au moment où la malade du docteur Rouge entrait en convalescence, éclatait à deux kilomètres de là, à Montbenon, une épidémie de fièvre typhoïde.

Cette épidémie se composa de neuf cas, dont deux moururent. Le docteur Larguier, qui a soigné ces neuf malades, dit, qu'il avaient consommé de l'eau provenant de trois fontaines ayant leur source commune au Maupas

Or la source de ces fontaines était captée précisément sous la terrasse de la maison qu'habitait la malade du docteur Rouge. Cette source n'était pas à l'abri des infiltrations des lieux d'aisances, puisque les eaux des fontaines de Montbenon eurent un goût phéniqué dont on ne s'expliquait pas la cause.

Donc, malgré l'acide phénique, les germes typhogènes émanant de la malade du Dr Rouge, transportés à deux kilomètres par l'eau, ont rendu sept personnes malades et en ont tué deux.

L'observation du docteur Rouge, bien que recueillie dans la banlieue d'une ville d'environ 30,000 habitants, est aussi probante que possible. Les premières recherches étiologiques qui ont fait la lumière sur le rôle de l'eau comme véhicule des agents typhogènes, ont été, il est vrai, recueillies surtout dans les campagnes, mais il n'en faut pas conclure qu'il soit impossible de se livrer avec succès à des recherches analogues, même dans les plus grandes cités. Grâce à des recherches conduites avec sagacité et persévérance, nous possédons aujourd'hui des documents qui nous prouvent que les eaux potables jouent le même rôle dans les villes que dans les campagnes. Ces documents

sont les plus féconds en enseignement pour nous qui habitons un pays dont la capitale renferme les deux tiers de la population totale.

Le docteur Wytttenbach a fait un intéressant rapport sur une épidémie qui éclata à Berne dans l'hiver de 1873 à 1874.

Berne comptait alors 38,000 habitants. 355 individus, appartenant à toutes sortes de professions et de conditions, tombèrent malades. 80 % de ces malades buvaient une eau provenant d'une source appelée *Gasel-Quelle* ; cette source ne servait qu'à l'alimentation d'un tiers de la population de la ville de Berne, les deux autres tiers s'approvisionnant ailleurs. De plus, dans presque toutes les communes par où passait cette eau il y eut des cas de fièvre typhoïde. L'examen de l'eau et de la conduite démontra que deux réservoirs placés sur le parcours de la conduite étaient souillés par des matières d'égouts

Si toute la ville eût été alimentée par cette source, il y aurait eu probablement à Berne un millier de cas. Quant au 20 % de malades qui n'ont pas consommé l'eau de la *Gasel-Quelle*, il est probable qu'ils ont été infectés secondairement par des germes provenant des consommateurs de la *Gasel-Quelle*.

En 1872, il se produisit à Stuttgart une épidémie de fièvre typhoïde. Il fut prouvé que les eaux qui alimentent cette ville avaient été souillées par l'apport d'égouts. La maladie rayonna jusqu'à la limite où l'eau s'arrêtait. Dans une même maison, les habitants du premier et du troisième étage qui consommaient l'eau d'une pompe furent épargnés, tandis que les habitants du deuxième et du quatrième qui se servaient de l'eau commune, furent atteints.

Dans les prisons de Milbank, à Londres, la fièvre typhoïde était endémique parmi les prisonniers et parmi le personnel de l'administration tant que l'on y consumma l'eau de la Tamise. Depuis 1865, on fit venir l'eau d'un puits artésien foré dans le

Trafalgar-Square. Depuis, on n'y a observé qu'un seul cas de fièvre typhoïde.

Il serait bien facile de multiplier les exemples, mais je crois en avoir fourni suffisamment pour établir ce qu'il s'agissait de prouver.

Cependant, je ne voudrais pas que l'observation faite à Stuttgart, où les gens consommant des eaux de puits furent épargnés tandis que les consommateurs de l'eau ordinaire tombèrent malades, vous induisit en erreur sur la valeur des puits et les sources citadines en général. Les eaux de puits et de sources qu'on trouve encore dans les grandes villes jouissent parfois, grâce à leur fraîcheur et à leur limpidité, d'une faveur qu'on ferait bien de leur retirer.

Elles ont pu être salubres, autrefois, avant l'extension prise par la ville. Il n'y avait alors pas ou peu d'habitations sur leur parcours, mais lorsqu'on a construit des villes et des quartiers de banlieue, des villas suburbaines, les filtrations se sont produites et les ont rendues insalubres pour la plupart. C'est, du moins, le cas pour Genève.

Il y a quelques années, j'eus à soigner plusieurs cas de fièvre typhoïde dans une maison de la place Longemalle. Il n'y avait pas d'épidémie en ville. Je découvris une pompe cachée derrière l'escalier ; cette pompe recevait des filtrations de latrines et d'eaux ménagères. Il est très probable que les déjections du premier malade pénétrèrent dans le réservoir de la pompe et déterminèrent la fièvre typhoïde chez les autres malades qui se succédèrent dans la maison. Cette eau, vu sa fraîcheur, était très appréciée par les habitués d'un café voisin. Deux ou trois habitués de cet établissement furent atteints de fièvre typhoïde. Une analyse démontra que l'eau contenait une forte proportion de matières organiques.

Les sources et les pompes du quartier de Plainpalais

n'avaient pas, autrefois, la réputation d'être malsaines. Elles le devinrent lorsqu'il s'éleva autour d'elles de nombreuses habitations sans canalisations. Depuis que l'on y a construit des égouts les cas de fièvre typhoïde sont moins fréquents à Plainpalais.

Les aliments de toutes sortes, le lait surtout, mélangés à de l'eau infectée, peuvent donner la fièvre typhoïde. Ce sont surtout les médecins anglais qui ont étudié le rôle du lait comme véhicule de la fièvre typhoïde.

Je trouve dans un journal anglais l'observation suivante : « Dans une ferme, on avait lavé les ustensiles de la laiterie et baptisé, probablement, le lait avec l'eau d'un puits infecté. Parmi la clientèle de cette ferme, vingt-une personnes, appartenant à seize familles différentes, tombent malades de la fièvre typhoïde. Cette épidémie sévit pendant les mois de juin et de juillet. Ces familles étaient aisées et habitaient à distance les unes des autres ; les malades n'avaient été soumis à aucune cause d'infection commune autre que d'avoir bu le même lait.

« Une enquête établit que l'eau dont on se servait dans cette ferme contenait une proportion considérable de matières d'égouts.

« Ces matières provenaient d'une autre ferme située plus haut où il y avait eu un cas de fièvre typhoïde qui était en pleine évolution au mois de mars précédent. Les déjections du malade avaient été jetées dans des latrines qui étaient en communication avec le ruisseau qui alimentait le puits de la ferme qui avait distribué le lait infecté. » Cette observation est loin d'être isolée ; parmi plusieurs autres je choisis encore celle-ci.

Dans l'été de 1873, il se développa une épidémie dans un quartier fashionable de Londres. Cette épidémie atteignit,

entre autres familles, celle du célèbre docteur Murchison, qui a lui-même contribué à élucider plusieurs points de l'étiologie de la fièvre typhoïde. Or il fut établi que tous ces malades avaient bu du lait de même provenance.

Environ trois cents cas survinrent dans quatre-vingt-dix familles différentes, en l'espace de quatre semaines, du milieu de juillet au milieu d'août.

L'enquête révéla que l'un des fermiers qui envoyait son lait à la laiterie où se servaient ces quatre-vingt-dix familles était mort de fièvre typhoïde. Le fossé des latrines dans lequel on avait versé les déjections du malade communiquait avec une pompe dont l'eau servait à nettoyer les ustensiles de la laiterie, à baptiser le lait. Evidemment ce n'est pas le lait, tel qu'il sort de la vache, qui peut contenir des germes typhogènes, ce n'est que le lait additionné d'eau souillée.

J'ai dit que l'air pouvait probablement emporter à petites distances les germes typhogènes. En voici un exemple que j'ai observé moi-même.

Trois personnes tombent successivement malades de la fièvre typhoïde dans une maison de notre banlieue. Cette maison est alimentée d'eau par la machine hydraulique de l'Arve qui dessert aussi toutes les maisons avoisinantes. Il n'y eut de malade dans aucune de ces villas avoisinantes.

Il n'était pas possible d'incriminer l'eau d'Arve en général ; si elle eût été souillée, elle aurait infecté plusieurs personnes dans le quartier. Les causes d'une épidémie localisée dans une maison doivent résider dans cette maison seulement.

J'inspecte la conduite d'eau, et je trouve que le réservoir principal est situé dans les latrines, qui sont loin d'être inodores.

Réclamations au propriétaire, qui fait déplacer le réservoir et la fièvre typhoïde ne se reproduit plus.

Il me paraît probable que des germes provenant du premier malade ont gagné l'eau du réservoir par la voie aérienne.

Les germes desséchés, enfouis dans le sol ou submergés dans l'eau, peuvent conserver toute leur énergie pendant un temps fort long. J'ai attiré l'attention sur l'importance que ce fait pouvait avoir au point de vue de la genèse des épidémies de fièvre typhoïde. Je tiens à donner quelques preuves à l'appui :

En 1878, on ramène dans sa famille habitant Reclouville (département de Meurthe-et-Moselle), un jeune homme qui a contracté une fièvre typhoïde dans un autre village, à Buri-ville, où il servait comme domestique. Il y avait, à ce moment, deux typhiques à Buriville.

Le jeune homme guérit ; l'année suivante (1879), son frère qui n'avait pas quitté le toit paternel, tomba aussi malade.

Aucun autre cas de fièvre typhoïde n'eut lieu à Reclouville jusqu'au 15 février 1880, époque à laquelle toute cette famille émigra à Azerailles.

Le 12 septembre 1880, la mère de cette famille prit elle-même une fièvre typhoïde dont elle mourut après trois semaines de maladie.

Quelle était l'origine de ce nouveau cas de fièvre typhoïde ?

A Azerailles, il ne s'était montré aucun cas de fièvre typhoïde depuis 1858, et cette personne, depuis quatre mois qu'elle habitait Azerailles, n'était pas sortie.

Les fontaines communales étaient très bien aménagées et exemptes de toute souillure.

Les fosses d'aisances étaient aussi dans de très bonnes conditions. Le docteur qui soigna ces malades fit une enquête qui apprit que ces gens avaient fait, avant leur déménagement, une lessive générale du linge et des vêtements, à l'exception d'une grosse toile d'emballage servant au lit de la malade et

sur laquelle se voyaient encore plusieurs souillures de l'étendue de la main provenant des matières fécales des deux fils malades à dix mois d'intervalle (le dernier en août 1879).

En l'absence de toute autre cause, on peut admettre que ce fut cette toile servant de pailleasse qui avait été le réceptacle des agents typhogènes.

La virulence de ces agents subsistait après une dessiccation de treize mois.

Voici un autre exemple de la conservation des germes durant dix mois.

Le 20 octobre 1880, un jeune homme qui a contracté la fièvre typhoïde à Epinal, où il était en service, rentre au huitième jour de sa maladie chez ses parents qui habitent une maison isolée au milieu d'une forêt de 12 à 15 kilomètres d'étendue ; le jeune homme guérit.

Dix mois après, une jeune sœur tombe malade de la fièvre typhoïde.

Cette nouvelle malade n'était pas sortie, elle n'avait pu contracter la fièvre ailleurs, et aucun autre malade que son frère n'avait abordé la maison. Les déjections du premier malade avaient été jetées derrière la maison.

Il faut admettre dans ce cas que la virulence des germes avait duré dix mois.

Le docteur Alison a vu un cas où cette virulence s'était conservée pendant seize mois.

Ces deux dernières observations sont empruntées au mémoire du docteur Alison, mémoire couronné par l'Académie de Médecine.

Si les récompenses officielles sont tombées juste, c'est à coup sûr cette fois.

Le docteur Alison pratique dans le département de Meurthe-et-Moselle, à Baccarat.

Il a fait des recherches dans les vingt-sept communes où il pratique ordinairement ; ces recherches comprennent une période de dix ans.

Il s'est livré, pour chaque localité, à une enquête à propos de toutes les épidémies antérieures qui ont pu se manifester avant la période qu'il étudie plus particulièrement.

Sur ces vingt-sept localités, il y en a eu vingt-une où la maladie est apparue et six qui en sont demeurées indemnes.

Il compte quarante-neuf foyers épidémiques dans ces vingt-une localités.

Or, sur ces quarante-neuf épidémies, trente-trois fois la contagion a été manifeste ; seize fois, quoique moins évidente, elle lui a paru certaine.

Il résulte de la lecture du mémoire du docteur Alison qu'il entend la contagion comme je l'ai définie, c'est-à-dire le contact entre les germes et l'individu infecté et non pas le contact direct de la personne infectante avec la personne infectée.

Grâce à ses patientes recherches et à une excellente méthode, il lui a été possible de montrer, pour chaque épidémie, un premier malade important le germe morbide d'une ville ou d'un village où la maladie règne.

Quant au développement ultérieur de chaque épidémie, il montre que les eaux et que toute espèce d'objet ont servi de véhicule aux germes d'un malade à l'autre.

La lecture du mémoire du docteur Alison vous laisse la persuasion que la fièvre typhoïde ne procède pas de causes banales, de l'ingestion de substances organiques quelconques, mais bien d'un virus typhogène d'une nature spéciale élaboré chez les individus atteints de fièvre typhoïde.

Cette impression est celle que laissent toutes les observations où l'on ne s'est pas arrêté à mi-chemin dans l'enquête, soit

parce qu'on le voulait ainsi, afin de défendre une thèse qui ne pouvait supporter qu'une demi-lumière, soit parce que le milieu où l'on observait ne comportait pas des recherches plus précises.

En 1881, il se produisit dans la ville de Genève une épidémie de fièvre typhoïde.

**De l'épidémie de 1881. — L'eau que nous buvons;
celle que nous devrions boire.**

Il y eut, cette année-là, plus de deux cents cas et cinquante-un décès causés par la fièvre typhoïde, tandis que

en	1880	il y avait	18	décès
»	1879	»	»	22
»	1878	»	»	19
»	1877	»	»	17

Ce sont donc cinquante-une personnes en tout et trente de plus que la moyenne, qui ont succombé en 1881, parce qu'elles ont avalé des germes typhogènes.

Comme rien n'a été changé depuis, nous pouvons nous attendre au retour d'épidémies qui, au lieu de trente victimes, en feront peut-être bien davantage.

Cela est d'autant plus déplorable que la fièvre typhoïde est une maladie que l'on pourrait complètement supprimer. Nous pourrions être dans des conditions de salubrité telles, que nous n'aurions de fièvres typhoïdes que celles contractées ailleurs qui viendraient se faire soigner chez nous.

Certainement qu'autrefois nous enregistrions chaque année un certain nombre de cas de fièvre typhoïde; mais la maladie

se montrait principalement dans les localités mal drainées et où l'on buvait de l'eau de puits, telles que la route de Carouge, le chemin des Battoirs, les Eaux-Vives, les Pâquis.

En 1881, s'ouvre une ère nouvelle ; c'est la ville qui fournit, au contraire, à elle seule, plus des deux tiers des cas, et la fièvre typhoïde atteint des individus qui n'avaient pas bu d'autre eau que celle fournie par la Machine hydraulique.

Il fallut bien incriminer cette eau, c'est-à-dire il fallut bien supposer que cette eau avait reçu la semence typhogène.

Une commission étudia la question ; elle recommanda des travaux urgents, dont, je le répète, pas un seul n'a reçu, jusqu'à ce jour même, un commencement d'exécution.

Cette commission reconnaissait que l'eau telle qu'elle nous est livrée par le lac est pure et potable, mais qu'elle est souillée par les matières fécales et les immondices de toutes sortes qui se déversent dans le port.

Mon collègue, le professeur Dunant, dans un rapport très complet publié en 1879, énumérait déjà les causes d'insalubrité de notre eau.

Il signala quatre canaux et trois égouts qui se déversent dans le Rhône au-dessus des prises d'eau de la Machine.

Ces canaux et ces égouts desservent des quartiers déjà très populeux alors, mais qui le sont bien plus aujourd'hui. Signalons l'égout du chemin de la Scie, celui du chemin Duroveray, celui de l'avenue de la Grenade, et, sur la rive droite, l'égout au Prieuré qui dessert deux établissements hospitaliers, dont l'un reçoit des fièvres typhoïdes.

Il n'y a, pour se rendre compte de cet état de choses, qu'à remonter le quai des Eaux-Vives à partir du Jardin anglais ; l'odorat le signale aussi bien que la vue.

Les eaux qui s'écoulent par ces égouts sont un mélange d'eaux pluviales, d'eaux ménagères, d'eaux industrielles pro-

venant de boucheries, de brasseries, de buanderies et, ce qui est plus grave, de vidanges solides et liquides et de purin d'écurie.

Nous trouvons encore, dans le port, des latrines publiques, les latrines de deux restaurants, celles des bateaux à vapeur ; enfin des bateaux à laver où l'on lave également le linge ayant servi à des malades atteints de la fièvre typhoïde.

En somme, en dehors des installations malpropres ou dangereuses que je viens de citer, nous comptons sept égouts ou canaux desservant les Eaux-Vives et les Pâquis. Ces quartiers n'ont pas d'autre égout collecteur que le Rhône, où se puise notre eau potable ; tel est le fait.

Il s'en suit que les eaux du port peuvent êtreensemencées de germes typhogènes par tout malade de fièvre typhoïde habitant les quartiers dont les immondices se déversent en dessus des prises d'eau de la Machine.

Le linge des typhoïdiques lavé dans les bateaux-lavoirs peut également déterminer une épidémie à Genève.

Diluée dans l'immensité du réservoir, la matière organique n'atteint pas, par rapport à la masse totale de l'eau, une proportion bien considérable ; mais, nous le savons, ce n'est pas par sa quantité que la matière organique agit, mais par sa qualité.

Il importe peu, au point de vue de la fièvre typhoïde, de savoir si une eau de consommation contient quelques millièmes de plus ou de moins de matière organique.

Les chimistes ne pourraient se prononcer sur la valeur d'une eau que s'ils pouvaient reconnaître par leurs analyses les agents virulents. Or jusqu'ici cela ne leur est pas possible.

MM. Græbe et Lossier se sont bornés à donner les proportions de matières organiques contenues dans l'eau, mais ils n'ont pas été plus loin.

D'autres chimistes n'ont pas su imiter cette réserve prudente et scientifique, ils ont voulu tirer de leurs recherches des conclusions qu'elles ne comportent pas.

Au lieu d'éclairer la question, ces chimistes n'ont fait que l'embrouiller.

En fourvoyant les enquêtes, en rassurant ou en effrayant mal à propos, ils sont venus ainsi en aide à ceux qui, par insouciance ou parti pris, font avorter tous les projets d'assainissement.

Je disais plus haut que l'existence d'épidémies de fièvre typhoïde, dans les villes avec lesquelles nous sommes en relations constantes, constituait un danger pour nous. On comprendra maintenant pourquoi il suffirait qu'un typhoïdique vint se faire soigner dans le quartier des Eaux-Vives ou dans l'hôpital du Prieuré pour que nous soyons exposés à avaler ses germes avec l'eau que nous buvons.

Plus les Eaux-Vives et les Pâquis se peupleront, plus ce danger deviendra sérieux.

Lors de l'installation de la machine hydraulique à la Cou-louvrenière, le professeur Gosse avait proposé de prolonger le tuyau de prise jusqu'au point, où l'eau est à l'abri des causes de souillures que nous avons mentionnées.

La commission nommée en 1881 pour étudier les causes de l'épidémie de fièvre typhoïde conclut aussi à la prolongation du tuyau de prise.

Cette mesure est d'une exécution facile et peu coûteuse; elle aurait pour effet de préserver notre eau potable du mélange avec des eaux d'égouts et de latrines. Nous boirions certainement de l'eau plus pure, moins dangereuse, moins répugnante, mais ce ne serait encore là, à notre avis, qu'une demi-mesure.

Les eaux des lacs et des rivières, en général, et la nôtre, en particulier, sont impropres à l'alimentation.

Il ne suffit pas qu'une eau soit pure, qu'elle ne contienne pas de germes morbides, pour qu'elle soit bonne à consommer.

Il faut encore qu'elle soit agréable par son goût et par sa température, et puisque nous devons modifier notre fourniture hydraulique, il nous faut d'emblée choisir de l'eau de bonne qualité à tous les points de vue.

Il y a deux choses sur la qualité desquelles on ne saurait être trop difficile, parce qu'elles sont de consommation forcée. Ce sont l'eau et l'air.

Dans les sociétés civilisées de l'antiquité on choisissait avec le plus grand soin les eaux potables et on ne reculait devant aucun sacrifice pour les amener même de très loin. L'insouciance, l'incurie actuelles font un tel contraste avec la sollicitude d'autrefois, qu'on se demande d'où peuvent procéder cette insouciance et cette incurie. N'ont-elles point leur origine dans une morale en continuel conflit avec l'hygiène? Les anciens n'avaient pas encore inventé l'hostilité entre l'âme et le corps. Ils avaient pour les conseils du palais une certaine déférence; leur religion ne leur imposait pas le mépris des besoins du corps; bien au contraire. Ils postaient à l'origine des cours d'eau des dieux qui, penchés vers l'onde d'un air bon enfant, semblaient s'assurer de sa qualité avant de l'envoyer aux humains.

Partout où les Romains se sont établis, les sources les meilleures à tous les points de vue sont, encore à l'heure qu'il est, celles dont ils se servaient. Ils ne connaissaient cependant pas l'analyse chimique. La dégustation, l'expérience et le bon sens leur servaient de guide.

Les Romains ne connaissaient pas non plus les machines à vapeur qui ont rendu à l'hygiène les plus mauvais services.

Elles nous permettent, il est vrai, d'élever à peu de frais à hauteur suffisante pour pouvoir être distribuées facilement à la consommation, des eaux puisées tout près des villes.

Cet avantage est très réel quand il ne s'agit que de fournir

de la force motrice et des eaux servant à l'irrigation et aux nettoyages publics et privés, mais, dès qu'il s'agit de l'eau potable, les machines hydrauliques ne présentent au contraire que des dangers, parce qu'au lieu d'eau vierge et salubre, elles ne nous envoient que des eaux de lac ou de rivière lourdes, désagréables par leur goût et leur température et exposées à être souillées sur leur propre trajet ou celui de leurs affluents par les déjections des hommes et des animaux.

Toutes les eaux souterraines ou à ciel ouvert qui ont circulé dans des milieux habités, renferment nécessairement des matières organiques, dont les plus pernicieuses sont précisément les plus difficiles à retrouver.

Les cours d'eaux sont des drains naturels.

Le moindre ruisseau qui traverse un village peut en ressortir égout.

L'eau des sources qui s'écoulent de hautes montagnes sera toujours l'eau potable par excellence.

Elle provient des eaux de pluie et de neige. Avant sa chute sur le sol, elle a traversé l'air pur des hautes régions, elle s'infiltre ensuite dans les différentes couches du sol et ne se charge dans tout ce trajet que de gaz et de matières inorganiques.

Les sels minéraux qu'elle contient sont-ils par leur nature et leur proportion convenables pour la santé? Là est toute la question.

C'est un problème qui le plus souvent est déjà résolu par l'expérience et que l'analyse chimique, en tout cas, peut parfaitement résoudre.

Quant aux espèces particulières de substances organiques, que nous avons appelées les poisons morbides, l'eau qui sort des flancs d'une montagne inhabitée est celle qui a le moins de chance d'en contenir.

Parmi les avantages que nous présentent les eaux de sources, il en est encore un qui est capital. C'est leur égalité de température pendant toute l'année. Grâce à un trajet souterrain, leur température est celle des couches du sol qu'elles ont traversées. Elle ne varie par conséquent pas, suivant les saisons, comme celle des eaux de lac ou de rivière qui tendent à l'équilibre de température avec l'atmosphère. La grande généralité des eaux qui coulent des lieux élevés nous paraissent chaudes en hiver et froides en été, et c'est pour cette raison, qu'elles sont non seulement agréables au palais, mais aussi bienfaisantes pour notre économie. Pendant les chaleurs une petite quantité d'eau fraîche suffit pour étancher la soif; elle facilite la digestion, abaisse la température excessive du corps. — C'est une ablution froide de la muqueuse digestive qui exerce un effet tonique analogue à celui que provoque une douche froide sur le corps.

L'ingestion de l'eau fraîche vivifie et donne un sentiment de bien-être. L'eau qui est tiède au palais est prise avec dégoût, elle ne désaltère pas, elle ne rafraîchit pas, et elle peut amener des troubles gastriques, grâce à la quantité énorme qu'il en faut avaler pour étancher la soif.

En hiver, l'ingestion d'une eau glacée est désagréable; elle nous soustrait du calorique et diminue notre force de résistance aux rigueurs de la saison.

Cette question, que nous envisageons aujourd'hui au point de vue de Genève et à propos de la fièvre typhoïde, se présente la même, à peu près pour toutes les grandes villes. Nous ne lui trouvons qu'une seule solution logique et rationnelle. Il faut renoncer à s'approvisionner d'eau, dans des lacs ou des rivières, et revenir au système des anciens, choisir des eaux pures, fraîches et agréables au goût, au moment même où elles jaillissent des entrailles du sol pour les conduire dans les

villes au moyen de canaux souterrains ou à ciel ouvert parfaitement clos, qui empêchent l'accès de toutes espèces de souillure et maintiennent l'eau à sa température initiale.

La morale y est aussi intéressée que l'hygiène.

Meilleure est l'eau, plus on en boit.

A quoi sert de prêcher la tempérance, de condamner les ivrognes, quand on n'offre à la population qu'une eau suspecte et repoussante.

Des philanthropes fournissent déjà aux petites bourses des boissons non alcooliques à bon marché ; ne devraient-ils pas comprendre aussi dans leur sollicitude la question des approvisionnements en eaux potables ?

Richard Wallace offre un bel exemple à suivre.

Les sociétés de tempérance, les sociétés d'utilité publique, les sociétés d'hygiène devraient partout employer leur influence, le talent de leurs apôtres, à faire exécuter les travaux nécessaires pour fournir libéralement de bonne eau à tout le monde. — C'est là le grand côté de la question, tous les autres ne sont que secondaires et accessoires.

Genève se trouve admirablement située pour s'approvisionner d'eau excellente.

A quelques kilomètres, le Jura nous fournirait des sources abondantes et de première qualité.

Pourquoi ne ferions-nous pas ce qui s'est fait à Rome sous la république, sous les empereurs, sous les papes ? ce qui s'est fait dans toute l'Italie, l'Espagne, la France, l'Asie mineure ?

Nous pouvons bien édifier un aqueduc de dix à quinze kilomètres, quand dans l'antiquité on en construisait qui mesureraient, comme celui de Nîmes, jusqu'à dix lieues de longueur.

Et si les autorités ne veulent pas prendre l'initiative de pareils travaux, est-ce qu'une société privée ne pourrait pas les entreprendre ?

La ville de Morges ne prend pas ses eaux dans le lac ; elle est, je crois, sur le point de s'arranger pour sa fourniture avec la société lausannoise qui exploite les eaux du Pont-de-Pierre.

Des mesures prophylactiques à prendre pour se préserver de la fièvre typhoïde et les maladies infectieuses en général.

Nous venons de voir ce que nous pourrions faire pour nous préserver des germes morbides aquatiques.

Pour barrer ce chemin aux germes morbides aériens, il faut empêcher la stagnation des immondices et des matières organiques en putréfaction.

Lister nous a montré comment on assainissait d'une façon certaine le milieu, dans lequel on veut pratiquer une opération. En généralisant les principes de sa méthode on pourrait assainir toute une ville, tout un pays.

Il est évident qu'un pareil résultat ne saurait être obtenu tant que nous n'aurons pas un réseau complet d'égouts, débarrassant le sol des matières qui actuellement leaturent et en font le réceptacle de toutes sortes de principes morbides.

Quand bien même on aura prolongé le tuyau de prise de la machine hydraulique au delà des Jetées, nous ne pourrons pas continuer longtemps à laisser les immondices des Pâquis et des Eaux-Vives se déverser dans le Rhône, traverser la ville et se déposer sur les berges.

Nous estimons donc que même lorsqu'on aura pourvu à notre approvisionnement d'une eau potable, il faudra encore compléter notre réseau d'égouts, qui est tout à fait insuffisant.

Mais ce n'est pas seulement en ville qu'il faut chercher à

supprimer la fièvre typhoïde et les maladies infectieuses en général ; dans nos campagnes elles sévissent fréquemment. Nous avons vu que l'importateur d'une épidémie de fièvre typhoïde est le plus souvent un individu malade qui rentre dans son village pour se faire soigner. Les déjections versées ordinairement au hasard, contaminent d'autant plus fréquemment les eaux potables, que les latrines de campagne sont construites à tout hasard, qu'elles communiquent, soit directement, soit par filtration, avec les eaux de puits et de sources ; et ainsi vous voyez se développer à la suite d'un premier cas, une série d'autres cas qui, en se déplaçant, peuvent répandre l'épidémie dans d'autres localités rurales ou la ramener en ville.

Dès qu'il se produit un cas de fièvre typhoïde ou de toute autre maladie épidémique grave, il devrait en être donné avis à l'autorité, afin qu'il fût procédé à une enquête et qu'il fût pris des mesures pour empêcher la dissémination du virus morbide.

Il me semble entendre déjà protester au nom de la liberté individuelle, menacée par une semblable ingérence de l'autorité. Il faudrait pourtant une fois réduire cet argument à sa juste valeur.

Quand on suppose un empoisonnement criminel, la justice informe, elle commande des enquêtes, ordonne des autopsies, questionne les personnes qui peuvent l'éclairer. Personne, cependant, ne songe à trouver que cette conduite de l'autorité est attentatoire à la liberté ; on la considère, bien au contraire, comme un bienfait.

Les poisons typhogène ou variolique sont, cependant, tout aussi mortels que la poudre de succession et que tous les poisons dont se servent les criminels.

Une enquête dont le but n'est pas la curiosité, mais où l'on

se propose, non pas de molester le citoyen, mais de protéger sa santé et sa vie, ne peut, à mon avis, qu'être bien accueillie.

Toute la question consiste à trouver une procédure qui, tout en étant efficace, ne dévie de son vrai but et ne le dépasse pas non plus.

Les causes d'insalubrité de l'eau ne se résument pas toutes dans la présence de matières organiques dans les sources qui servent à l'alimentation.

Il y a lieu de tenir grand compte de l'état des réservoirs particuliers.

M. Fatio, qui a porté son attention sur ce côté de la question, a trouvé que l'eau emmagasinée dans les maisons était souvent beaucoup plus chargée d'éléments étrangers et suspects que celle que l'on prend directement dans notre fleuve. Il a rencontré des réservoirs sans couvercle, contenant des dépôts noirâtres constitués par des éléments argileux et par une proportion relativement forte de matières organiques.

Je vous ai signalé une épidémie entretenue par un réservoir placé dans des latrines. Il est également dangereux, que les tuyaux où circule l'eau potable et ceux par où passent les eaux de latrines et les eaux ménagères circulent côte à côte ; il peut arriver qu'il s'établisse des communications entre eux, et chaque fois qu'on ouvre un robinet dans la conduite des eaux potables, il se produit une aspiration qui y accélère l'arrivage des immondices.

Il faudrait donc aussi surveiller l'aménagement et la propreté des réservoirs et des conduits particuliers. Il serait même mieux de supprimer les réservoirs particuliers et de mettre les robinets en communication directe avec les colonnes ascendantes.

Lorsque l'épidémie est limitée à une maison, il est probable que c'est dans cette maison que se trouvent les causes d'insalubrité.

Si l'épidémie sévit dans plusieurs maisons, dans tout un quartier, il faut rechercher les causes d'insalubrité dans les tuyaux communs. Enfin, quand l'épidémie se répand dans toute une ville, il est logique de penser que l'eau était déjà ensemencée de germes dans le réservoir où les machines hydrauliques s'alimentent.

Pour supprimer la fièvre typhoïde, il faudrait, ou arriver à détruire et anéantir les germes à mesure qu'ils se produisent, ou pouvoir leur empêcher tout accès vers le tube digestif des hommes et des animaux susceptibles de fermenter sous l'influence de l'agent typhogène.

Pour détruire les germes, pour les atteindre au moment même où ils sont évacués, il faut immédiatement à leur sortie soumettre les selles à l'action de substances germicides très fortes. A cet effet, on peut verser dans chaque vase destiné à recevoir les déjections d'un typhoïdique une solution concentrée d'acide phénique à 10 %, par exemple ; on en verse une quantité au moins équivalente à la somme totale des déjections solides et liquides du malade. Le contenu du vase, déjection et liquide antiseptique, renfermera 5 % d'acide phénique. Les germes seront tués d'une façon à peu près certaine.

Il faudrait avoir à l'usage du malade plusieurs vases lavés intérieurement et extérieurement après chaque selle et immergés ensuite, jusqu'au moment où ils doivent resservir, dans une solution phéniquée à 5 % ; ces précautions sont indispensables, car les déjections se répandent sur les parois du vase, elles s'y dessèchent et un lavage précipité et incomplet ne les atteint pas. Les doigts des personnes qui s'occupent de la manutention et des soins des vases, peuvent s'imprégner de germes et les porter ensuite autour ou dans leur orifice buccal. On peut expliquer ainsi la fréquence, la propagation de la fièvre typhoïde chez les domestiques.

Les draps de lit seront changés tous les jours et soumis préalablement à une pulvérisation d'acide phénique.

Lorsque le linge n'est pas assez abondant ou si la dépense qu'entraîne le lavage est trop grande, on peut se borner à changer le drap de dessous seulement qui a beaucoup plus de chance d'être souillé.

Tout le linge à l'usage du malade doit être non seulement lavé à part, il faut encore le soumettre à une désinfection complète, car ni la température de l'eau, ni le savon dont on peut faire usage ne sont suffisants pour tuer les germes.

Ainsi s'explique la fréquence de la fièvre typhoïde chez les blanchisseuses, dont les doigts s'imprègnent des germes que la lessive ne tue pas. On peut désinfecter le linge, la literie et les habits en les soumettant à des vapeurs de soufre dans une caisse hermétiquement fermée.

Si on lave le linge ayant servi au malade avec d'autre linge, on risque de contaminer celui-ci.

Quand on dispose d'un personnel suffisant, il faut que les personnes qui soignent les malades n'aient rien à faire dans les soins du ménage, et cela, pour éviter le transport des germes sur les ustensiles, verres, cuillers, fourchettes. Après terminaison de la maladie, le lit, la chambre, les tapis de chambre doivent être soumis à une épuration complète, car nous avons vu que la maladie se reproduisait fréquemment au bout d'une année et plus, par le retour à l'activité de germes provenant d'anciens malades.

Les balayures, les détritrus de toutes sortes doivent être enlevés fréquemment et mis en lieu sûr.

En ville le service de la voirie les enlève, mais à la campagne il faut les enterrer et les mélanger avec de la chaux vive, avec du chlore. Il est nécessaire de les enfouir dans un endroit où il n'y a pas possibilité de filtration vers les eaux qui servent à l'alimentation.

Dans toutes les maladies infectieuses il faut viser à intercepter la circulation des germes, soit par l'isolement des malades, soit par la propreté et la désinfection.

Dans les fièvres éruptives (petite vérole, rougeole, scarlatine) il faut avoir soin, à la période de desquamation surtout, de laver tout le corps des convalescents avec des solutions légèrement phéniquées, de manière à neutraliser sur place les squames infectantes qui se détachent de l'épiderme.

Dans la diphthérie, le croup, le poison morbide paraît doué du pouvoir de circuler avec les courants atmosphériques; il sera utile de faire des vaporisations, des pulvérisations désinfectantes dans l'appartement du malade.

Dans tous les cas de maladies aiguës fébriles, il faudra surtout veiller à la propreté, à la désinfection de toutes les personnes qui abordent le malade (médecins, gardes, parents, etc.).

L'initiative des particuliers trouve à s'utiliser largement dans la lutte contre les maladies infectieuses.

Heureusement; car les faits le prouvent, les autorités chargées de veiller sur la santé publique semblent ne pas bien se rendre compte des devoirs qui leur incombent.

L'Etat, qui est investi par la loi, de la haute surveillance en matière d'hygiène, ne fait rien, parce que les dépenses qu'entraînent les travaux d'assainissement ne le regardent pas; elles incombent, en général, aux municipalités.

De leur côté, les municipalités, qui sont chargées de l'exécution des travaux, ne font pas davantage, parce qu'elles n'ont aucune responsabilité au point de vue de la santé publique.

Les fluctuations de la politique amènent de fréquents changements dans le personnel de la magistrature; tel est remercié par les électeurs au moment où il avait fini par vouer quelque sollicitude aux questions d'hygiène; il est remplacé le plus souvent par un novice qui, plutôt que de recom-

mencer *ab-ovo* l'étude des questions sanitaires pendantes, trouve plus logique de suspendre les enquêtes et les études commencées.

Enfin, lorsque l'inquiétude est grande, lorsque la nécessité de faire quelque chose s'impose, on se décide à rassurer la population. Il existe, à cet effet, un moyen infaillible qui est le même partout, et toujours il consiste à nommer une commission. Cette commission nomme des sous-commissions et enfin un rapporteur dont le rapport se trouve ordinairement prêt quand l'épidémie a cessé. Ce rapport est alors enterré dans ce cimetière qui s'appelle les casiers de l'administration ; un carton et une étiquette lui servent de tombeau.

L'inertie traditionnelle des administrations trouve, du reste, une certaine complicité chez les administrés.

Un grand nombre de personnes estiment que lorsqu'une épidémie existe il faut la dissimuler. Elles voudraient, au nom des intérêts de l'industrie, bâillonner le public et la presse.

Ce moyen n'a jamais réussi, le silence n'est pas un remède. Les étrangers ont le sentiment de la préservation personnelle assez développé, pour savoir se renseigner sur les conditions sanitaires des villes où ils séjournent ou qu'ils se proposent de visiter.

Du reste ce procédé inefficace est d'une moralité très douteuse et répugne à tous les amis de la vérité. Il y a beaucoup à faire pour réaliser dans le domaine de l'hygiène publique les progrès dont elle est susceptible.

La science et l'expérience nous ont montré comment il fallait conduire la lutte contre les maladies infectieuses. Les Etats n'ont qu'à appliquer en grand ce qui se pratique en petit dans une hôpital, dans une maternité, dans la chambre d'un opéré : arrêter la circulation des poisons morbides.

C'est l'Etat qui dispense l'instruction ; la jeunesse passe la

plus grande partie de son temps enfermée dans les écoles publiques. L'observation établit que c'est à l'école que se propagent un grand nombre de maladies infectieuses. Il résulte de tout cela une grosse responsabilité pour l'Etat.

Pour toutes ces raisons l'hygiène ne peut plus continuer à n'être qu'une branche accessoire des administrations publiques, confiée à des autorités *in partibus*.

Il faut l'ériger en administration indépendante, sur le même pied que l'instruction, la justice ou les finances.

Il nous faut une administration spéciale ayant un mandat précis, responsable devant l'opinion publique, munie d'un budget qui lui permette de faire exécuter des travaux d'assainissement, ayant des laboratoires, disposant d'un personnel pour procéder aux enquêtes et concentrer les renseignements. Cette administration devrait être armée sérieusement pour réduire le mauvais vouloir et l'incurie.

Est-ce qu'un Département de la Santé publique n'aurait pas sa raison d'être aussi bien qu'un Département militaire ?

Si nous trouvons à propos d'entretenir à grands frais des soldats pour l'éventualité heureusement très problématique d'une guerre extérieure, ne devons-nous pas trouver plus logique encore, d'organiser la défense contre des ennemis qui ne désarment jamais, qui nous surprennent toujours et qui ont immolé plus de victimes et fait couler plus de larmes que les balles et la mitraille.

La santé est la condition première de toute activité soutenue et féconde ; on ne saurait lui vouer trop d'attention, ni hésiter devant les sacrifices qu'elle nécessite. Genève se doit à elle-même d'introduire sans hésiter les réformes que la science moderne impose à l'hygiène.

NOTICE

SUR

DES CRANES ET FRAGMENTS DE CRANES

TROUVÉS A LA COLLINE DE LA BALME, PRÈS DU SALÈVE

PAR BURKHARD REBER

PHARMACIEN EN CHEF DE L'HOPITAL CANTONAL DE GENÈVE

*Communiquée à l'Institut National Genevois dans la séance du
mardi 13 mars 1883.*

Au printemps de l'année 1880, lors de la construction de la ligne de chemin de fer de Collonges à Evian, on pratiqua une tranchée dans la colline de la Balme, au pied du Grand-Salève, près de Veyrier, afin d'en utiliser les matériaux, sable et pierres, pour la construction de la voie ferrée.

Cette colline de la Balme, qui se compose entièrement de *diluvium*, est couverte d'une couche d'humus d'une assez grande épaisseur par place. Elle est plantée de vignes en partie et d'arbustes sur les pentes. On y a trouvé en plusieurs rangées parallèles près d'une centaine de squelettes humains. J'en ai conservé ces cinq crânes ainsi que quelques autres ossements. Malheureusement j'appris cette nouvelle trop tard et lorsque j'arrivai sur l'emplacement, presque tous les osse-

ments et surtout les crânes avaient été détruits et disséminés par les ouvriers, de sorte que je n'ai pu retrouver les ossements d'un corps entier.

Sur l'emplacement où se fit cette découverte, il n'y avait absolument aucun tombeau, ni pierre tumulaire, ni aucune chose qui pût faire supposer un encadrement des corps de ces morts. Quelques personnes semblaient vouloir admettre que ces ossements provenaient de guerriers qui auraient combattu en cet endroit. Mais cette supposition n'est pas admissible, à mon avis, parce qu'on aurait, dans ce cas, trouvé aussi quelques objets militaires, boutons, crochets, armes, etc., tandis qu'il n'y en avait aucune trace. Cette hypothèse est d'autant moins admissible que parmi ces ossements il y avait des squelettes d'enfants, car deux des cinq crânes conservés ont appartenu à des individus de quatre et huit ans.

Je me suis informé sur place, et d'une manière aussi minutieuse que possible, quelle pouvait être l'origine de ces ossements humains, mais personne n'a pu me donner des renseignements à ce sujet. Ils ont donc appartenu à des gens dont il ne reste aucun souvenir dans la population actuelle, par conséquent ils ont dû être enterrés là à une époque bien reculée. L'apparence de ces crânes nous donne une preuve frappante de leur ancienneté, si l'on en juge par l'influence qu'ont exercée sur eux les agents chimiques et mécaniques de la terre.

Pour déterminer l'époque à laquelle vivaient les hommes enterrés à la Balme sur trois ou quatre rangées à une profondeur d'un mètre à peine il serait nécessaire de posséder aussi des objets d'habillement ou bien des armes ou objets d'art. Mais, malgré mes recherches les plus assidues, il m'a été impossible de découvrir la moindre des choses. C'est ce qui me fait supposer que ces corps auraient été enterrés tout nus,

ou enveloppés seulement d'un linceul, peut-être pendant une épidémie.

Comme il est prouvé, par des trouvailles archéologiques, que Genève et ses environs, le Salève et une partie de la Savoie, ont été habités depuis des temps immémoriaux, il est d'autant plus regrettable qu'on n'ait rien trouvé qui puisse nous mettre sur les traces historiques du champ de mort de la Balme. En effet, à peu de distance de l'emplacement où les ossements ont été déterrés, dans les carrières de Veyrier et dans les grottes situées sur le flanc du Salève au-dessus du même village, on a trouvé des ossements de bêtes féroces mélangés à divers objets en poterie et des outils en silex, provenant des habitants des temps préhistoriques et dont je possède déjà une assez grande quantité dans ma collection. Dans les carrières du pied du Grand-Salève on utilise surtout les débris de différentes couches, coradiennes, valengiennes et néocomiennes, dont cette montagne est composée et qui se sont écroulées à une période géologique fort lointaine. Tout le terrain se trouve composé des débris de la montagne voisine, soudés à présent par un ciment calcaire et couverts d'une faible couche d'humus nourrissant une maigre végétation. Là on trouve des outils et des débris de silex soudés par ce ciment avec les rochers ; ces instruments ont dû sans aucun doute servir à l'homme primitif à une époque antérieure certainement à nos stations lacustres. J'ai trouvé aussi en travers des couches formant le fond de quelques grottes, particulièrement dans celles qui sont au-dessus du chemin du Pas-de-l'Echelle, allant de Veyrier à Monnetier, des débris d'ossements cassés par l'homme pour en utiliser la moelle, des silex, des dents de bêtes féroces, et encore des restes de poterie primitive, provenant de la même époque. C'est ainsi qu'on peut suivre dans ces couches, de la base à la surface,

les traces de l'homme presque jusqu'à nos temps. En tous cas on y a aussi découvert des restes de l'époque romaine et du Moyen Age. Des monnaies romaines ont été trouvées en travaillant dans les champs autour de Veyrier.

Bien que je ne croie pas que nos crânes remontent à une époque antérieure à la domination romaine ou aux premiers siècles de notre ère, j'ai pensé qu'il serait cependant nécessaire de jeter un coup d'œil sur les antiquités du pays, que, du reste, je suis loin d'avoir toutes citées.

Adossée au pied du Grand-Salève entièrement de formation jurassique, se trouve la colline de la Balme, produit des temps diluviens et affectant la forme d'un mamelon. L'Arve baignait autrefois cet endroit et y déposait son sable et ses pierres qu'elle roulait depuis les Alpes.

Entre ces cinq crânes, déterminés par M. le professeur Kollmann, de Bâle, nous en trouvons surtout deux assez bien conservés et appartenant, l'un au type de Hohberg, et l'autre à celui de Dissentis, et sur lesquels je donnerai encore quelques notes historiques.

Dans l'œuvre de MM. Rüttimeyer et His (1), à laquelle nous empruntons ces quelques notes, nous voyons les races suisses classées en quatre types, ceux de Sion, de Hohberg, de Belair et de Dissentis. De ces quatre types de races, il n'y a que le deuxième et le quatrième qui nous occupent.

A *Hohberg*, près de Granges, canton de Soleure, on a découvert un champ de mort datant du cinquième siècle et parmi les crânes déterrés, ces Messieurs en remarquèrent trois d'un type spécial auquel ils donnèrent naturellement le nom de la localité où ils furent rencontrés. En même temps on déterrerait une petite croix en métal marquée d'un R (*renatus*)

(1) RUTIMEYER et HIS, *Crania helvetica*, Bâle et Genève, 1864.

qui semble nous reporter à l'ère chrétienne. A Granges même, dans une autre fouille, on trouva à côté d'antiquités romaines encore quatre têtes du même type. Un crâne appartenant à ce type provient de Hardt, près de Bâle, et sort d'un tombeau décrit par M. le professeur Vischer. Des briques romaines trouvées dans la même localité donnent une certitude relative à l'égard de la date de ce crâne. A Vevey on a trouvé des tombeaux entourés de dalles qui ont fourni deux crânes du type Hohberg. Deux autres crânes de la même espèce proviennent, l'un du lac de Bienne, et l'autre de Biberstein, dans le canton d'Argovie. Dans ce dernier endroit on a mis au jour, à plusieurs reprises, des antiquités romaines. Ainsi donc l'origine romaine de presque tous les crânes du type Hohberg est prouvée et MM. Rüttimeyer et His pensent qu'on peut considérer ce type comme la vraie tête romaine.

Le type de *Dissentis* appartient à une époque plus récente que celui de Hohberg. Même en passant par cet endroit le voyageur est frappé du caractère de ce type dans toute la population actuelle. Dans les ossuaires de Dissentis et dans le pays d'Unterwald la plupart des crânes lui appartiennent. Mais on en rencontre aussi dans d'autres endroits. Des exemplaires historiques de ce type se trouvent dans la collection Troyon (deux pièces) et neuf proviennent de Granges.

Ainsi, comme dans les tombeaux du cinquième siècle de Granges et ailleurs, nous voyons à la Balme encore les deux types de Hohberg et de Dissentis réunis. L'absence complète d'objets d'art ne nous permet pas d'assigner à ces crânes une date précise, mais je pense que nous ne nous éloignons pas beaucoup de la vérité en les faisant contemporains de ceux de Granges, c'est-à-dire en les attribuant au commencement de notre ère.

Les crânes déterrés à la colline de la Balme seront donnés au Musée d'Histoire naturelle de Genève.

Il me reste maintenant à vous communiquer la traduction de la description de ces crânes que l'éminent professeur Kollmann, de Bâle, a eu la bonté de m'adresser.

Ces crânes possèdent un degré de conservation différent ; trois d'entre eux présentent une surface assez polie, et ne laissent pas supposer qu'ils aient séjourné longtemps dans la terre (n^{os} 1, 3, 4). Par contre, les n^{os} 2 et 5, mais particulièrement le n^o 2, sont très corrodés par les racines de plantes qui entouraient leur surface. Malgré cette différence, il est bien possible que ces crânes tous ensemble datent de la même époque, car leur conservation variée peut provenir de leur position différente sous le sol.

Il n'y a que trois de ces crânes qui se prêtent à une étude convenable et à une observation attentive, ce sont ceux chez lesquels les os de la face et la boîte crânienne sont assez conservés pour en tirer des conclusions. Les trois autres sont excessivement défectueux. Du n^o 3 il ne reste que la boîte crânienne qui soit un peu conservée. A cela près tous les os de la face manquent. C'est du reste un crâne d'enfant de quatre ou cinq ans environ, et chez lequel, comme chez tous les crânes de cet âge, les caractères de race ne sont encore que très peu développés. Malgré la meilleure conservation on doit dire la même chose du n^o 4 appartenant à un enfant d'environ huit ans, chez lequel les canines n'ont pas encore percé.

Donc trois de ces crânes ne peuvent pas être pris en considération s'il s'agit d'observer les caractères de race. L'étude des autres même est difficile, parce qu'il manque la mâchoire inférieure qui cependant est d'une haute importance pour ces déterminations.

La classification suivante sur ces crânes de la colline de la Balme peut être déclarée en toute sûreté : Quatre appartiennent

nent aux races brachycéphales européennes et la longueur de leur capsule crânienne oscille entre l'index céphalyque de 80,2 et 91,5. L'un des crânes, n° 4 (celui d'un enfant de huit ans) est un mésocéphale et doit donc être classé dans une troisième race européenne. Ce qui prouve en faveur de cette affirmation c'est, outre l'index, l'occiput particulièrement saillant comme le présente le type des « tombeaux en rangées » (*Reihengræber*). MM. Rüttimeyer et His appelaient cette race le type de Hohberg, tandis que les Français la désignent par le nom « race dolichocéphale néolithique. » M. Carl Vogt les a une fois nommés « têtes d'apôtres » (*Apostelkæpfe*).

Les crânes brachycéphales n'appartiennent pas du tout à la même race, ce qu'il est facile de prouver par l'observation des os de la face. Les n°s 1 et 2 appartiennent à une autre race de brachycéphales que le n° 5. Le n° 2 montre particulièrement de toutes façons dans ses marques caractéristiques très nettes un grand contraste avec le n° 5. Je me bornerai donc à donner une description seulement de ces crânes comme les représentants de deux races différentes brachycéphales, que la trouvaille de la colline de la Balme nous a fournies.

1. *Crâne n° 2*. La capsule crânienne est extraordinairement courte, la ligne de la pente du derrière de la tête tombe brusquement, le front est large et plat, l'arcade zygomatique très saillante (phanérozyg), le visage rétréci, comme s'il avait été pressé du haut en bas dans toutes ses parties; les orbites sont carrées et très basses (chamæconch), l'index orbital est de 87,5; le nez est très court et largement ouvert, l'os nasal est court et enfoncé; l'indice nasal est de 56,9, un chiffre par lequel nous dénotons la platyrrhinie. Les pommettes (os malaires) sont saillantes, et il résulte de là que le visage est très large. Le manque de saillie des dents de la mâchoire supérieure fait

encore mieux ressortir cette forme caractéristique. Le crâne provient sans aucun doute d'un individu qui était âgé d'au moins soixante-dix ans. Mais lors même qu'on posséderait les mâchoires avec toute la dentition, les caractères de races que nous avons mentionnés plus haut ne seraient pas altérés pour cela.

J'ai proposé pour cette race, à cause de la faible hauteur des os de la face, le nom de brachycéphale chamæprosope d'Europe. Elle s'accorde avec la brachycéphalie slave, ainsi nommée par M. Virchow, tandis que Pruner-Bey les oppose comme type mongoloïde aux autres brachycéphales d'Europe. MM. Rüttimeyer et His, dans leur ouvrage, n'ont donné à ce type aucun nom spécial.

2. Le crâne n° 5 est le représentant d'un type de brachycéphale tout différent, par son visage allongé, avec le sommet du nez élevé, les orbites rondes, et les apophyses jugulaires des mâchoires supérieures et inférieures saillantes. La capsule du crâne est très différente de la précédente, elle est plutôt ovale, à la façon d'un œuf, mais elle est cependant brachycéphale. Le représentant de cette race de la colline de la Balme n'est pas très caractéristique ; il lui manque à la vérité, surtout parmi les os de la face, quelques-unes des particularités frappantes. Mais pourtant la longueur de l'ovale du crâne ne laisse pas de doute. Le haut du nez est étroit et élevé, les cartilages en sont longs, la hauteur de l'*apertura pyri-formis* remarquable, de sorte que l'index du nez dénote la mésorrhinie. La hauteur des os malaïres et de la mâchoire inférieure est caractéristique, de même que la forme du palais ; pour cette race, j'ai proposé le nom brachycéphale leptoprosope d'Europe, tandis que MM. Rüttimeyer et His lui ont donné le nom de type de Dissentis.

De cette façon nous voyons, dans la découverte de la colline

de la Balme, les restes de trois races différentes d'individus européens. Que ces crânes remontent à quinze siècles ou à une époque plus rapprochée, ils ne représentent pas une seule race, mais plusieurs. Les mélanges de races sont fort vieux. Il y eut des migrations de peuples déjà aux temps diluviens ; c'est pourquoi on peut compter trouver toujours dans les grands lieux de sépulture des échantillons de races différentes.

Pour compléter ces renseignements, je donne ci-dessous un petit tableau des mesures différentes des angles (index) :

	N° 1	N° 2	N° 3	N° 4	N° 5
Indice céphalique . . .	81 _{,17}	85 _{,12}	91 _{,55}	78 _{,93}	80 _{,22}
Indice de la hauteur . .	78 _{,82}	81 _{,54}	84 _{,41}	79 _{,77}	80 _{,22}
Indice de la largeur . .	97 _{,10}	95 _{,80}	92 _{,19}	102 _{,22}	100
Indice du maxillaire sup ^r	44 _{,09}	35 _{,44}	—	52 _{,33}	54 _{,76}
Indice orbitaire	86 _{,81}	81 _{,58}	90 _{,91}	105 _{,98}	80 _{,48}
Indice nasal	45 _{,09}	56 _{,09}	—	51 _{,16}	50
Indice palatin	75 _{,47}	79 _{,72}	—	76 _{,74}	80 _{,39}



LA PREUVE EN HISTOIRE COMPARÉE AVEC LA PREUVE JUDICIAIRE,
LES DOCUMENTS DE L'HISTOIRE CONTEMPORAINE

ET

L'IMPORTANCE HISTORIQUE DE L'ACTUALITÉ (1)

ÉTUDE

PAR

JOSEPH HORNUNG

Professeur de droit public et de droit pénal à l'Université de Genève
Membre de l'Institut de droit international

La critique historique est une des gloires de notre temps. La science actuelle se préoccupe avant tout et avec raison de recueillir et de contrôler les documents de l'histoire (2). Des sociétés nombreuses se sont formées dans ce but. Les gouvernements eux-mêmes ont souvent pris l'initiative de ces publi-

(1) Ce travail a été lu, sous une forme abrégée, devant la Société d'histoire de la Suisse romande, dans la séance qu'elle a tenue à Genève, le 6 septembre 1880, dans l'*Aula* de l'Université. Il a été lu en partie, sous sa forme actuelle, le 15 novembre 1882, devant la Section de Littérature de l'Institut Genevois, qui en a voté l'impression dans le *Bulletin*. Il a paru en trois articles dans la *Revue de droit international*, 1883 et 1884.

(2) Ce qu'il y a de mieux sur les sources de l'histoire et la critique de ces sources, c'est toujours le tome I de DAUNOU, *Cours d'études historiques*. Comme monographies on peut citer WATTENBACH, *Deutschlands Geschichtsquellen im Mittelalter*; DAHLMANN et G. WAITZ, *Quellenkunde der deutschen Geschichte*.

cations. On a, en particulier, scruté les sources auxquelles ont puisé les historiens célèbres. La critique externe et interne s'est largement développée.

Mais ce qui peut étonner à bon droit, c'est que nos historiens fassent si peu l'application de leur méthode critique aux faits actuels. Ils ne paraissent pas se demander ce que deviendront les documents de l'histoire contemporaine, ni ce qu'ils peuvent bien valoir.

Des formes nouvelles de constatation se sont produites : il suffit de citer le prodigieux développement qu'a pris le journalisme. Nous sommes admirablement renseignés chaque matin. Mais l'accumulation même des documents est un danger. Où seront, dans quelques années, les sources de notre histoire contemporaine ? Personne ne paraît y songer, tant nous avons pris l'habitude de vivre au jour le jour, et tant nous sommes submergés par l'actualité. — On ne se demande pas non plus ce que valent les informations de notre temps. Et pourtant la critique aurait ici devant elle un vaste champ d'études. Il s'agit, en effet, d'événements auxquels nous avons pu assister ; et, par conséquent, nous pouvons comparer immédiatement la réalité avec la façon dont elle est constatée et *documentée*. Rien ne serait plus instructif pour l'historien que ce travail de confrontation. — Mais il semble qu'on ne veuille le faire que pour le passé, c'est-à-dire pour des choses dont nous ne pouvons avoir la connaissance que par les rapports d'autrui. Et quant à la conservation des documents contemporains, nos historiens n'en ont aucun souci. On dirait, en vérité, qu'ils veulent réserver à leurs successeurs le plaisir de l'incertitude et de la recherche.

Ils ont tort, selon nous, et ceux qui prennent une part active à la vie de notre temps seront nécessairement de notre avis, car ils doivent tenir à ce que l'avenir connaisse exacte-

ment le présent. Au lieu de ne voir que le passé, ils ont un vif sentiment du lien qui unit entre elles les périodes de l'évolution : ils savent plus ou moins nettement que la politique actuelle n'est pas autre chose que la continuation des grandes lignes de l'histoire. L'actualité est pour eux aussi transcendante que le passé. L'homme politique, le militaire, l'économiste, le juriste, font le présent et préparent l'avenir. Ils ont à tenir compte de la mesure dans laquelle il faut conserver les choses anciennes. Ils jugent incessamment le passé. En un mot, ils voient, par leur expérience de tous les jours, comment l'histoire se fait. Ils savent, en outre, mieux que personne, ce que vaut la *documentation* courante ; car ils la préparent eux-mêmes d'une façon plus ou moins consciente.

Nous voudrions, par conséquent, qu'il y eût des relations plus directes entre ces hommes de l'actualité et les historiens. — La preuve, nous le verrons, est exactement en histoire ce qu'elle est dans un procès. Nul ne sait, aussi bien que le juriste, comment la preuve doit être administrée et contrôlée. A notre époque, on n'est jamais aussi sûr d'un fait que lorsqu'il est constaté judiciairement, et l'histoire contemporaine doit s'estimer trop heureuse lorsqu'elle peut s'appuyer d'une enquête parlementaire ou des débats d'un procès. — Il y a donc là des choses qui devraient rester connexes et qu'on sépare beaucoup trop : l'histoire du passé et la politique contemporaine, la preuve historique et la preuve judiciaire (1).

En un mot, notre science historique, à laquelle on doit de si merveilleuses restitutions du passé, ne nous paraît pas se

(1) La supériorité des historiens français contemporains vient en grande partie de ce que plusieurs d'entre eux ont été des hommes politiques : ainsi Thiers et Guizot. D'autres, comme Michelet, Lamartine, Quinet, Louis Blanc, Lanfrey, ont porté dans l'histoire du passé les préoccupations passionnées du présent.

préoccuper suffisamment des conditions et des exigences du présent. Elle laisse les choses actuelles suivre leur courant, sans y réfléchir assez et sans songer à préparer l'œuvre des historiens futurs.

Comme publiciste et comme jurisconsulte, je voudrais l'avertir et l'engager à être plus attentive aux faits contemporains, soit afin d'en assurer la constatation, soit pour les rattacher par leur lien logique aux grandes phases du passé. L'histoire se fait sous nos yeux : regardons comment elle se fait et comment elle s'écrit. Rien ne saurait valoir une étude faite ainsi sur le vif.

L'objet principal de ce travail, c'est donc la question des sources de l'histoire contemporaine. Elles vont se perdant, et je voudrais sonner l'alarme. Mais avant d'arriver à ce point spécial, nous aurons à voir ce qu'est la preuve en histoire, et comment elle se rattache à la preuve officielle et judiciaire. Nous terminerons cette étude par quelques vues sur la transcendence de l'actualité et sur les relations qui existent entre le présent et le passé, le premier étant le juge du second et ayant constamment à se prononcer à son sujet. Ces questions se tiennent et forment un tout, car il s'agit toujours de l'actualité vue à sa place dans l'ensemble de l'évolution et de la façon dont elle sera connue de nos successeurs.

I

La preuve historique comparée avec la preuve judiciaire.

La critique historique n'est pas autre chose que l'application des principes judiciaires sur la preuve à l'histoire de la société et des Etats; et les jurisconsultes se sont posé ces questions bien avant les historiens.

Le procès est le type historique et théorique de toute opération logique. L'homme ne commence pas par le raisonnement personnel, mais par la logique collective : et ici, le langage, cette œuvre merveilleuse des sociétés primitives, devrait être mentionné à côté de la logique populaire; car il est tout entier dominé par des lois, instinctives sans doute, mais qui, encore aujourd'hui, sont parfaitement conformes aux exigences de l'esprit.

C'est par le procès que tout commence. La fonction judiciaire est longtemps seule. Puis, la fonction législative se dessine. Il y a cette différence entre ces deux procédures que la première, celle du procès, veut arriver à la vérité, tandis que la procédure législative se propose de trouver le meilleur. Mais elle emprunte toujours plus les formes judiciaires : elle institue un débat contradictoire, dont les discussions qui précèdent l'élection des députés constituent le premier acte, et qui peut se terminer par un vote populaire. Il y a des enquêtes parlementaires qui ressemblent à l'instruction d'un procès. Les trois débats ressemblent aux instances d'appel. Bref, c'est la forme typique du procès. Et remarquez bien que la procédure législative a été l'œuvre du peuple juridique et procédurier par excellence, les Anglais. C'est le Parlement de Londres qui a organisé la logique législative. Aujourd'hui, il y a de même une tendance marquée à introduire les formes judiciaires et le débat contradictoire dans la procédure exécutive, qui se propose essentiellement, comme la procédure législative, de reconnaître le meilleur.

Le procès est donc pour l'Etat le type fondamental. Et dans le procès lui-même, tout commence par la forme civile, qui suppose l'égalité des parties, et l'emploi des preuves légales. Puis le pénal se dégage avec ses traits distinctifs, et on voit se développer l'enquête proprement dite. Au civil, la

preuve peut se préconstituer; au pénal, on prouve après coup et comme on peut. — J'observe encore qu'il y a des civilisations qui restent procédurières : celles qui se caractérisent par une dualité intérieure et par une série de transactions entre les éléments sociaux : ainsi Rome et l'Angleterre. Le judiciaire y prime toujours le législatif. Et si on fait des lois, elles auront un caractère tout spécial : elles seront fragmentaires, détaillées, formalistes. Au contraire, dans les civilisations qui offrent, sous une forme ou sous une autre, l'unité systématique, la loi sera, elle aussi, franchement systématique : elle revêtira la forme du code. Ici, la France est intermédiaire, pour le style de la loi, entre l'Angleterre, qui veut tout dire, et l'Allemagne, qui se contente trop aisément de formules générales.

On a commencé à étudier ces questions (1). Mais elles demanderaient à être creusées plus avant. Et de même qu'il y a aujourd'hui une psychologie des collectivités (2), ainsi faudrait-il une doctrine complète de la logique collective.

Cette logique sert de type et de modèle à celle du raisonnement. De même que nous parlons des *lois* de la nature, ainsi disons-nous en parlant de notre logique : *prouver* et *juger*. Le

(1) Sur le procès, voir surtout TREDELENBURG, *Naturrecht*; et JOHN, article *Prozess* dans l'*Encyclopédie de Holzendorff*. Sur la procédure législative, voir les ouvrages de BENTHAM (*Tactique des assemblées*) et HAMILTON (*Logique, Tactique et Rhétorique parlementaires*, trad. en allemand par MOHL). Sur le travail législatif, MOHL, *Staatsrecht*, etc., tome II.

(2) On sait que la *Völkerpsychologie*, déjà ébauchée par FICHTE et HEGEL, a été constituée par deux disciples de Herbart, LAZARUS et Théod. WAITZ. LAZARUS a fondé et dirige la *Zeitschrift für Völkerpsychologie* : Cp. son livre, *Das Leben der Seele*. WAITZ a publié une *Anthropologie der Naturvölker*, qui a été achevée par GERLAND. Cp. FOUILLEE, *La Science sociale contemporaine*.

savant *interroge* la nature ; il l'appelle en témoignage. Comme dans un procès, il fait la contre-épreuve. Le syllogisme judiciaire est le type de tout syllogisme (1). — Et ici, on pourrait dire que la logique d'induction est plus judiciaire et la logique de déduction plus analogue à la procédure législative, qui part de certains principes généraux. De là aussi le fait que les peuples procéduriers et juridiques, comme les Anglais, préfèrent la philosophie inductive, tandis que les civilisations systématiques et qui aiment la codification, préfèrent aussi la philosophie idéaliste et déductive : ainsi les Grecs et les Allemands. Il y a même aujourd'hui, depuis Kant, une conception plus générale de la critique, d'après laquelle on veut contrôler et vérifier en principe le témoignage de nos sens et de notre intelligence. Ce terme même de *critique* n'est-il pas tout judiciaire ?

Le procès, ou plus généralement la logique collective, est donc le type de notre logique individuelle. C'est le cas de faire observer qu'au-dessus de la logique collective humaine il y a encore, d'après la terminologie de Hegel, la logique objective, celle des faits et des choses, qui se discerne dans la nature et mieux encore dans l'évolution de l'humanité. Cette logique là, qui est celle de Dieu, emploie au besoin les siècles. Elle est difficile à démêler, et forme l'objet de la philosophie de l'histoire,

(1) Ainsi le syllogisme pénal : la loi punit tel fait de telle peine (majeure) ; or un tel a commis ce fait (mineure) ; donc il doit être condamné à la peine fixée par la loi (conclusion). Le grand défaut de la procédure par jury, c'est de décomposer le syllogisme en donnant la solution de la mineure au jury, et la conclusion au juge. Voyez mon mémoire sur *le Jury et le Tribunal échevinal* dans les *Actes* de la Société suisse des Juristes pour 1881. Ce point a été surtout mis en lumière par Hye Glunek. Au civil, la majeure du syllogisme a une importance spéciale, vu qu'elle implique l'interprétation de la loi.

laquelle étudie surtout les positions diverses que l'esprit occupe vis-à-vis de la réalité. — Il faut donc élargir beaucoup la notion de la logique, tout comme on a étendu celle de la psychologie et celle de la métaphysique ; car il y a une métaphysique du droit et de l'Etat, qui, par exemple, étudiera le but et la façon dont il détermine les organismes sociaux.

Mais il est temps de revenir aux rapports précis qui existent entre la procédure et l'histoire. — Comme nous le disions en commençant, les questions de preuve qui se posent dans un procès (1) sont de la pure critique historique ; et cela est surtout vrai des procès criminels, où la preuve n'est pas *pré-constituée*, comme au civil, et où l'on prouve comme on peut. Dans un procès, il faut contrôler les preuves et en particulier les témoignages, exactement comme en histoire. Il faut rechercher les causes morales qui peuvent infirmer un témoignage. Les vérifications d'écritures se retrouvent dans l'un des cas comme dans l'autre. Ainsi, la question qu'on pose à un jury n'est pas autre chose (suivant la fine remarque de mon savant collègue, M. Pierre Vaucher), qu'un problème de critique historique, souvent très complexe, très délicat, très difficile à résoudre, et pour la solution duquel les jurys sont bien souvent fort incompétents. Le juge doit enfin, comme l'historien, peser les preuves pour et contre, et prononcer en toute impartialité.

Il y a, en outre, cette frappante analogie entre le domaine du droit et celui de l'histoire que le progrès consiste, dans l'un comme dans l'autre, à *préconstituer* la preuve le plus possible, suivant l'heureuse expression de Bentham. On le fait en droit civil, par les registres de l'état civil, y compris le registre du

(1) MITTERMAIER, *Die Lehre vom Beweise*; VON BAR, *Recht und Beweis im Geschworenengerichte*; BENTHAM, *Traité des preuves judiciaires*; BONNIER, *Traité des preuves*; BEST, *The law of Evidence*.

commerce (1) et les registres fonciers, par les actes notariés et en général les pièces écrites; on prévient ainsi, par avance, une foule de procès. — Grâce au principe de la publicité, ainsi que nous le verrons plus bas, la preuve des faits de la vie publique est également mieux assurée qu'autrefois; mais elle ne l'est pas encore assez.

Je remarque ici, en passant, que c'est toujours l'histoire juridique et constitutionnelle qui est la plus sûre, parce qu'elle touche au droit et qu'elle offre une suite de documents officiels; il s'agit, d'ailleurs, d'institutions qui durent et qui apparaissent à la lumière un grand nombre de fois. L'histoire des idées, au contraire, et particulièrement celle des idées religieuses, offre comparativement une grande incertitude. — Si l'histoire du moyen-âge nous est si bien connue, c'est que le droit et même le droit privé était alors partout et qu'on dressait acte de toutes choses: le notaire fonctionnait constamment; c'est l'époque des Chartes (2).

Ainsi encore, les nations procédurières, comme les Romains, les Anglais, et même dans un certain sens, les Français, sont bien celles dont l'histoire est le mieux *documentée*. L'esprit de ces peuples suppose une dualité intérieure, des luttes, des transactions, au milieu desquelles naît le sens des rapports et de la forme. Leur procédure, en outre, est extérieure et respecte le for intérieur. Les races pures, au contraire, comme les

(1) Remarquons ici que l'Etat doit organiser, non seulement l'état civil des individus et des familles, mais encore celui des personnes morales.

(2) Notons ici les travaux sans nombre qui se sont faits depuis le XVI^{me} siècle, surtout en France et en Allemagne, sur les sources du droit, et, en particulier, sur les textes du droit romain et ceux du droit germanique et coutumier. L'histoire externe a pris une importance toujours croissante. Pour le droit germanique et coutumier, voyez surtout STOBBE, *Geschichte der deutschen Rechtsquellen*.

Grecs ou les Allemands, voient les choses en elles-mêmes. Leur procédure va droit au but, elle cherche la vérité objective. Les Allemands laissent beaucoup à l'appréciation du juge, tandis que nous désirons des lois précises qui le limitent.

Ainsi encore, lorsque tout récemment on a discuté en Suisse le nouveau Code des obligations, les cantons français ont eu toutes les peines du monde à obtenir qu'on ne permit pas de prouver indéfiniment par témoins. Jusqu'à présent l'Assemblée fédérale suisse s'est toujours refusée à voter un mémorial officiel de ses séances, et souvent les lois fédérales ne sont pas accompagnées d'un exposé des motifs. N'y a-t-il pas quelque analogie entre cette tendance et le fait signalé par l'Avoyer de Mülinen, que le nombre des chartes est infiniment plus grand dans les cantons romands que dans la Suisse allemande? Evidemment tout cela se tient.

Ainsi encore on peut découvrir bien des analogies entre l'histoire de la preuve historique et celle de la preuve judiciaire. Les Grecs et les Romains les concevaient toutes deux d'une façon parfaitement saine, bien que peu raffinée. Au moyen-âge et même plus tard, les notions les plus fausses ont cours en fait de preuve judiciaire, et naturellement la critique historique est absente. De nos jours, les idées se sont rectifiées concurremment dans les deux domaines. Il est arrivé pourtant, au XVII^{me} siècle, en France, que la critique des sources de l'histoire s'est constituée avant qu'on songeât à la réforme de la procédure, et, d'autre part, le procès par jury ne paraît pas avoir eu grande action sur les historiens anglais. Il y aurait, sur ces points, toute une enquête à instituer.

Mais le rapport entre l'histoire et le procès peut être bien plus étroit encore. L'histoire, en effet, n'est jamais plus sûre que lorsqu'elle peut s'aider des pièces d'un procès ou des cahiers

d'une enquête parlementaire. Ici, les deux domaines se confondent. Je citerai comme exemple les emprunts faits par M. Maxime du Camp, pour son histoire si instructive de la Commune, aux débats contradictoires des conseils de guerre et à l'enquête parlementaire. Mais, comme cet écrivain le dit lui-même, l'histoire vraiment complète de la Commune ne pourra se faire que lorsqu'on aura l'accès des greffes, et qu'on pourra y consulter directement les dossiers eux-mêmes. Jamais autant d'individus n'ont été poursuivis pour la même affaire (1). Je citerai encore les enquêtes parlementaires sur le gouvernement du 4 septembre, sur celui du 16 mai (2), le procès du maréchal Bazaine, et, en Suisse, des enquêtes comme celles qu'amènent les assises fédérales à la suite de troubles cantonaux (3).

Ici, l'historien bénéficie du droit qui appartient à l'Etat et en particulier à la Justice d'obliger les témoins à comparaître et de se faire apporter toutes les pièces écrites.

La preuve et la contre-preuve se font au pénal de la façon la plus libre et la plus complète. Le débat entre les parties fait sortir, si j'ose m'exprimer ainsi, tous les arguments et toutes les pièces. Soit dit en passant, il en est de même quand

(1) Cp. l'ouvrage de M. WALLON sur *l'Histoire du Tribunal révolutionnaire*.

(2) En Angleterre l'enquête parlementaire est un moyen normal et régulier d'information : ainsi, par exemple, celle qui vient d'avoir lieu au sujet de la police des mœurs.

(3) On a publié les pièces de certains procès historiques, comme celui des Templiers et celui de Jeanne d'Arc. Mais ici, on n'a pas affaire à une justice normale, et il faut rétablir la vérité contre le tribunal. Ainsi encore, il se peut qu'on fasse rétrospectivement la preuve contre un gouvernement : ainsi M. Henri Bordier a prouvé qu'il y avait eu préméditation dans la Saint-Barthélemy.

deux historiens discutent un point particulier avec quelque passion (1).

Et pourtant, comme il est souvent difficile au juge d'arriver à la vérité ! Les erreurs judiciaires sont plus rares qu'autrefois, parce que nous sommes revenus, en matière de preuve, aux saines idées des anciens. Mais elles sont encore possibles. Donc, à plus forte raison, sera-t-il bien difficile à l'historien d'avoir le fin mot des choses, même contemporaines.

L'institution des *reporters* constitue ici un moyen terme. En effet, ils se livrent à de vraies enquêtes, ils interrogent les témoins. Aux Etats-Unis, on les admet partout, même dans les prisons. Cette organisation, essentiellement anglaise et américaine, est un curieux résultat de l'esprit juridique et procédurier de ces deux pays. Elle peut rendre à l'histoire de précieux services : mais l'histoire songe-t-elle toujours à utiliser les récits des *reporters* ? Et ces récits eux-mêmes sont-ils toujours parfaitement sûrs ?

Parmi les *témoins*, il faut citer tout spécialement les rapports des ambassadeurs à leurs gouvernements : ici, les Italiens ont donné l'exemple, dès le XV^{me} siècle.

Donc, en résumé, il y a entre la preuve historique et la preuve judiciaire des analogies et des rencontres trop peu remarquées. Et on ne saurait qu'engager les historiens à étudier plus qu'ils ne le font les travaux des jurisconsultes sur la question. Il est clair que ces remarques s'appliquent surtout aux faits contemporains. Elles nous conduisent ainsi à notre sujet principal.

(1) Ainsi tout récemment MM. Galiffe et Henri Bordier, au sujet du calvinisme à Genève. Ainsi encore les réponses et les discussions dans les *Revue* sur tel point d'histoire concernant un individu ou une famille (par exemple dans la *Revue des Deux-Mondes*).

II

Les sources de l'histoire contemporaine.

Et d'abord, sous quelle forme cette histoire est-elle *documentée* ?

Il y a aujourd'hui une tendance à imprimer le plus possible, et cette tendance se rattache elle-même à ce grand principe de la publicité, qui règne également dans le droit civil, où il a produit le système de la *registration*. — Autrefois, les gouvernements imprimaient et publiaient le moins possible, même le gouvernement anglais. Ils cherchaient souvent à décourager les historiens (à Genève, par exemple). Les débats des assemblées n'étaient pas publics. Il n'y a pas si longtemps qu'en Angleterre la publication de ces débats était interdite. Les lois mêmes n'étaient pas toujours imprimées, ainsi à Genève. Les journaux ne s'occupaient guère que de littérature et de science ; ou du moins ils ne donnaient que des nouvelles tout extérieures (1). — C'est la Révolution d'Amérique et bien plus encore la Révolution française (en particulier par la création du *Moniteur*), qui ont fait pénétrer dans le droit et l'Etat ce fécond principe de la publicité, qui est en même temps une garantie des plus efficaces pour la liberté. Le grand développement du journalisme politique date en réalité de la Révolution française. Aujourd'hui, les débats des parlements

(1) On le voit en petit, à Genève, où l'ancien *Journal de Genève* (1787-1794) devient sérieusement politique seulement à partir de 1793.

et des tribunaux sont publics. Les journaux s'en emparent, et la lumière pénètre partout. Les sociétés secrètes de tout genre, à commencer par l'Eglise romaine, nous font l'effet d'un anachronisme. Les gouvernements et les corps eux-mêmes usent aujourd'hui largement de l'impression : recueils de lois, livres diplomatiques, journaux officiels, almanachs et annuaires, comptes-rendus, enquêtes et rapports, documents statistiques de tout genre. L'histoire militaire est écrite par les États-majors. L'Etat se raconte et se divulgue directement lui-même.

Par cela même on attache un prix toujours plus grand aux documents du passé et on comprend toujours mieux l'importance des archives. Il n'y a pas si longtemps que les pièces originales étaient traitées avec une singulière légèreté. Aujourd'hui, tout le monde est d'accord pour en sentir le prix. Les gouvernements se chargent souvent de publier ces pièces (lois et coutumes, cartulaires, arrêts des tribunaux, procès-verbaux des assemblées, dépêches et lettres, etc.) ; ainsi le *Public Record Office* de Londres, ainsi le gouvernement français (pour les *Documents inédits*), le gouvernement fédéral suisse (pour les *Recès des anciennes diètes*), celui du Piémont (pour les *Monumenta historiæ patriæ*) (1). Les archives s'ouvrent

(1) A ces collections officielles, il faut joindre les *Monumenta Germaniæ historica*, aujourd'hui sous le contrôle de l'Académie de Prusse, les publications de la Société de l'histoire de France, celles de l'Académie royale de Belgique, celles des sociétés suisses d'histoire. Il faut citer aussi les recueils de traités et des collections comme celle de Villefort (*Recueil des traités, lois, etc., relatifs à la paix de 1871 avec l'Allemagne*) : c'est un modèle du genre. Sur la documentation en matière de droit international, V. BULMERINCQ, *Theorie, Praxis und Codification des Völkerrechts* ; L. RENAULT, *Introduction à l'étude du droit international*.

partout (1). Il n'y a d'exception que pour celles du Vatican. Sans doute, depuis l'avènement de Léon XIII, on y admet quelques travailleurs; mais l'accès n'en est pas ouvert comme celui des autres archives. Or, comme les archives du Vatican sont les plus importantes de toutes et qu'elles sont en réalité celles de toute l'Europe, on peut se demander s'il n'y aurait pas des mesures à prendre pour les mettre à l'abri, d'abord, et ensuite pour les rendre accessibles à tous les travailleurs. C'est une question que le savant professeur Michaud a posée avec raison aux gouvernements européens et en particulier à celui de l'Italie. La science a un droit sur tout l'ensemble des documents historiques. Aujourd'hui, la publicité envahit tout; et de même que les gouvernements en usent toujours plus largement, ainsi doit-elle projeter son impitoyable lumière sur les secrets du passé. C'est encore là un rapport à noter entre le droit et l'histoire. Nos mœurs démocratiques et libérales obligent le passé à sortir de l'ombre où il se cachait. Il lui faut maintenant rendre ses comptes, et le Vatican lui-même devra comparaître devant le tribunal de la science avant qu'il soit longtemps. La divulgation déjà opérée des pièces officielles a transformé l'histoire, surtout celle des temps modernes.

Mais c'est principalement le journal inofficiel qui réalise aujourd'hui la publicité, quant à l'Etat, quant à la vie sociale et quant aux intérêts privés. L'annonce a pris un grand développement. Les journaux sont à la fois un instrument de discussion et un moyen d'information. En Angleterre et surtout aux Etats-Unis, c'est le renseignement qui domine. Au moyen de ses correspondants, de ses télégrammes et de ses *reporters*, chaque grand journal a sa police et constitue un foyer d'informations incomparable. Il suffit de citer à ce point de vue

(1) Pour la France, voir H. BORDIER, *les Archives de France*. Les archives des Affaires étrangères ne sont accessibles que depuis 1874.

le *Times* et le *New-York Herald* (1). Les agences télégraphiques ont également une grande importance. Chaque matin nous sommes exactement informés de ce qui vient de se passer dans le monde entier. C'est le triomphe de l'actualité dans ce qu'elle a de plus condensé et de plus rapide (2). On est confondu en pensant à tout ce qu'un numéro d'un grand journal représente de travail, de talent et d'information. Il y a dans ce développement inouï de la presse un fait immense et un grand sujet de réflexions. Le journalisme contribuera certainement beaucoup à ce rapprochement des peuples et à cette constitution de l'humanité en un seul tout, qui seront l'œuvre d'un avenir peut-être plus rapproché que bien des gens ne le pensent. En tout cas, chaque citoyen peut savoir, aujourd'hui, admirablement à quoi s'en tenir sur la gestion des affaires publiques, pourvu, cependant, qu'il ne se contente pas d'un seul journal. Là est, en effet, la difficulté, qui va croissant à mesure que les nuances se multiplient. — Les *Revue*s sont également une source précieuse de renseignements ; elles ont plus de calme et d'objectivité que le journal, et peuvent exercer sur les informations un meilleur contrôle.

Les journaux ont fait tort aux brochures, et c'est dommage, car la brochure est plus désintéressée et plus personnelle que le journal. Cependant ce moyen est encore largement employé dans certaines occasions solennelles, à Genève,

(1) Lorsque les troupes de Versailles entrèrent à Paris en mai 1871, deux correspondants du *Times* entrèrent avec elles et ont tout raconté. Quant à l'ampleur de ce journal, il suffit de dire qu'un seul numéro contient plus de matière que le Nouveau Testament tout entier.

(2) Sur le journalisme, je me borne à citer l'excellent résumé de HATIN, *Le Journal*, 1881. Cp. WEHLE, *Die Zeitung*.

par exemple : au XVIII^{me} siècle, Genève était déjà la ville des brochures (1).

S'écrit-il autant de mémoires qu'autrefois, et les lettres ont-elles encore l'importance qu'elles avaient prise à partir du XVI^{me} siècle? On peut en douter. Les particuliers et les hommes d'Etat, outre qu'ils sont beaucoup plus occupés qu'autrefois, s'en remettent volontiers aux journaux du soin de conserver le souvenir des faits contemporains. Et quant aux lettres, le journal a dû aussi leur faire tort. C'est fâcheux, car c'est dans les mémoires personnels et les lettres intimes qu'on a le plus de chances de trouver la vérité vraie, celle de dessous, même aujourd'hui que la publicité a tout envahi (2). C'est donc un devoir pour chacun de noter les faits courants tels qu'il les a vus. Rien ne vaut ces impressions bien personnelles et bien franches formulées au moment même. Qu'on se rappelle des Mémoires comme ceux dont la littérature française est si riche, et par exemple ceux de Saint-Simon. Je ne crois pas non plus qu'on tienne aujourd'hui beaucoup de registres de famille comme les *Livres de raison* publiés par M. de Ribbe.

Enfin, tous ces matériaux viennent se condenser dans le livre (3), et d'abord dans ces chroniques annuelles ou annuaires de tout genre qui, heureusement, tendent à se multiplier, car

(1) Dans le débat qui a eu lieu à Genève en 1880, sur la question de l'Eglise et de l'Etat, les brochures pour et contre ont fait un total d'environ 650 pages.

(2) Je citerai comme exemple la correspondance de Napoléon, envisagée comme rectifiant ses mémoires et ses actes officiels.

(3) EGGER, *Histoire du livre*, 1880.

c'est un excellent moyen de liquidation (1). Puis, le temps s'écoulant, apparaissent les ouvrages qui embrassent toute une période.

C'est sous cette forme que les faits sont le plus faciles à retrouver. Rien n'est souvent plus malaisé que de constater exactement une chose tout à fait contemporaine. — Les recueils spéciaux sont ici d'un grand prix, par exemple les recueils de traités, comme celui de Martens, continué par Samwer et Hopf (2).

L'histoire contemporaine est donc admirablement *documentée* ; et il faut particulièrement insister de nouveau sur la masse prodigieuse d'informations que le journal nous apporte chaque matin.

Mais ces documents toujours plus nombreux, qu'en advient-il ? Voilà bien la grosse question.

Je ne suis pas en peine des livres, parce qu'il en demeure nécessairement un certain nombre d'exemplaires. Et encore faut-il rappeler ici l'œuvre catholique pour la destruction des mauvais livres. Mais, enfin, les grandes bibliothèques sont à l'abri, et conservent suffisamment les ouvrages proprement dits. Seulement il faudrait exiger partout que les éditeurs remissent à l'Etat un certain nombre d'exemplaires. En

(1) Parmi les annuaires spéciaux, je citerai celui de *législation étrangère* et l'*Annuaire* de l'Institut de Droit international. En fait de chroniques annuelles, on peut citer le *calendrier* de SCHULLTHESS et celui de W. MÜLLER.

(2) Sur la documentation actuelle en général, voir R. VON MOHL, *Geschichte und Literatur der Staatswissenschaften*, tome I et tome III.

France, c'est deux (au Ministère de l'Intérieur) (1) ; en Angleterre, au *British Museum* et aux bibliothèques d'Oxford, Cambridge, Edimbourg et Dublin ; en Autriche, quatre (au gouvernement) ; aux Etats-Unis, deux (à la bibliothèque du Congrès) ; en Italie, trois (au préfet de la province) ; en Russie, l'imprimeur doit également remettre à la police un certain nombre d'exemplaires.

On a le droit d'être déjà moins rassuré pour les Revues ; car il n'en restera que fort peu de collections complètes.

Mais c'est surtout le sort des brochures qui est précaire. OEuvres de circonstance, on les oublie volontiers, une fois le débat clos et la sentence rendue. Elles ont, d'ailleurs, le plus souvent un cachet tout local. Et pourtant elles offrent en général, une grande valeur : car, si l'on fait les frais d'une brochure, c'est qu'on a réellement quelque chose à dire et on le dit en toute franchise. Aussi les brochures ont-elles souvent plus de portée que les articles de journaux. Eh bien, il y a certainement des collectionneurs de brochures, au moins pour tel débat particulier. Mais l'historien pourra fort bien ne pas connaître ces collections ; et on peut conseiller par conséquent à ceux qui les possèdent de les donner aux bibliothèques publiques. Celle de Genève met un grand soin à se procurer tout ce qui paraît. Mais il n'en est pas moins vrai qu'aujourd'hui les collections de brochures un peu anciennes ont un grand prix, en raison de leur rareté. M. Emile Rivoire,

(1) Georges PICOT, *Le Dépôt légal*, dans la *Revue des Deux-Mondes*, 1^{er} février 1883. On a organisé des collections spéciales pour les livres et les périodiques, aux différents ministères et dans diverses bibliothèques. La *Bibliographie de la France* est la reproduction du dépôt légal. Ce dépôt comporte de 20 à 30,000 volumes par an et environ 100,000 journaux. L'Imprimerie nationale ne faisait pas ce dépôt, en sorte que des documents uniques ont péri dans les incendies de 1871.

bibliothécaire de la Société genevoise d'histoire, en sait quelque chose, lui qui dresse la bibliographie des nombreuses brochures politiques imprimées à Genève au XVIII^{me} siècle. On sait que l'opinion des partis, dans les luttes ardentes de cette époque, s'exprimait essentiellement par ce moyen (1). Donc, ici, on peut recommander d'être attentif et de conserver le plus possible (2).

Et les affiches ! Elles jouent aujourd'hui un grand rôle, en temps de révolution, ou même seulement en temps d'élection, ou lorsqu'une question grave est en jeu. Et pourtant qui songe à les colliger ? Beaucoup sont, il est vrai, reproduites dans les journaux, mais elles ne le sont pas toutes. En 1848, on a publié une collection d'affiches révolutionnaires ; c'est un exemple à imiter.

On croit peut-être que les rapports officiels, les programmes, les catalogues et autres pièces de ce genre se conservent exactement dans les bureaux des administrations. Oui bien, si elles font partie intégrante des mémoires ou recueils officiels, et encore y aura-t-il souvent très peu d'exemplaires complets de ces derniers, parce qu'ils sont encombrants (3). Mais les pièces isolées risquent fort de se perdre. Quand mon collègue, M. Aug. Bouvier, le zélé bibliothécaire de notre *Compagnie des pasteurs*, entreprit, il y a cinq ans, avec feu M. le professeur Amiel, ses travaux historiques et statistiques

(1) Le catalogue de M. RIVOIRE comporte déjà 5,000 numéros, en comptant les affiches et autres menues pièces. Il faut dire qu'alors la brochure remplaçait le journal.

(2) Il faut garder aussi les almanachs, les *Bottins* ou recueils d'adresses, etc.

(3) Il est difficile pour les bibliothèques de se procurer les *livres* diplomatiques (*livres bleus*, etc.)

sur notre Académie, en vue de l'Exposition universelle de Paris, il put constater une foule de lacunes, en particulier quant aux listes et programmes officiels. Ce n'est là qu'un exemple. Il faudrait ici tout garder, par exemple les tableaux d'électeurs, les livrets ou catalogues des expositions, etc. On n'y songe pas assez.

Mais ceci n'est rien, en comparaison du sort précaire qui attend nos innombrables journaux. Chaque jour ils forment un ensemble immense d'informations et d'idées. De tout cela, que restera-t-il ? Dans un article sur le recueil déjà cité de M. Villefort (*Revue des Deux - Mondes*, 1^{er} juillet 1880), M. Cogordan, après avoir dit que ce recueil avait sauvé de l'oubli bien des documents qui ne se trouvaient que dans les journaux, ajoutait ceci : « Chaque numéro du journal quotidien pousse celui de la veille dans le néant. Les collections de journaux deviendront de plus en plus rares, et leurs dimensions mêmes les rendront inaccessibles. » En effet, le nombre des journaux, leur format (1), leur caractère quotidien, en rendent les collections difficiles. Le bibliothécaire de Besançon, Weiss, avait organisé une collection de journaux ; mais c'était dans un temps où la chose était relativement aisée. Aujourd'hui nous sommes submergés. Ne voyant que le jour même, nous ne songeons ni à hier, ni à demain. — Et même pour le passé, le complet est bien rare. D'après Daunou, le seul journal français dont on ait la suite complète, c'est la *Gazette de France*, depuis sa fondation en 1631 (2).

D'après les renseignements que M. Thierry, conservateur

(1) Sous ce rapport l'*Allgemeine Zeitung* a une vraie supériorité, sans compter son impartialité et la valeur toute spéciale de ses *Beilagen*.

(2) Cp. HATIN, *Histoire de la presse en France*. C'est le *British Museum* qui possède la plus riche collection de vieux journaux.

des imprimés à la Bibliothèque nationale de Paris, a bien voulu donner pour moi à M. Henri Bordier, voici comment les choses y sont réglées. Elle garde la totalité des journaux et Revues publiés en France, et qui lui arrivent par le dépôt légal. Ses collections sont à peu près complètes, sauf pour les journaux politiques des départements qui présentent d'assez nombreuses lacunes, leur entrée n'ayant été régularisée que depuis peu d'années. D'après M. Picot, la Bibliothèque de l'Arsenal a la spécialité des collections de journaux. Il se fait au Ministère de l'Intérieur, à Paris, une analyse quotidienne autographiée de la presse française et étrangère ; mais cette analyse n'est pas déposée dans les bibliothèques. — La Bibliothèque cantonale de Lausanne ne possède pas la collection complète des journaux vaudois.

Même à supposer que la bibliothèque officielle de chaque pays garde tous les journaux, cela ne fait qu'un exemplaire. Mais les bibliothèques devront le plus souvent faire un choix, ce qui est toujours dangereux. Pour bien faire, il faudrait tout garder, et la chose est presque impossible, sans compter la difficulté pour l'historien futur, de tout lire, ou même de lire l'essentiel, difficulté qui est déjà grande et qui ne fera qu'augmenter ; en sorte qu'on est ici entre deux écueils : il faudrait tout garder, et si on le fait, il devient impossible d'utiliser des collections aussi vastes.

Et pourtant, l'histoire contemporaine est surtout là ; non seulement dans sa partie officielle, mais dans ses *dessous*, dans ses courants d'idées, ses nuances et ses conflits d'opinions, c'est-à-dire dans ses vraies causes morales. Les journaux seuls peuvent donner le mouvement des esprits. Et notez que les petits journaux et très spécialement les journaux satiriques ont souvent autant et plus d'importance que les grands journaux ; ils dévoilent mieux certains *dessous* des questions. Il

ne faudra pas non plus négliger les feuilles qui représentent des idées exagérées et à première vue absurdes. Tout compte. En outre, il faudra consulter les correspondances des journaux étrangers ; j'ai déjà cité celles du *Times* sur la Commune, que Maxime Du Camp a eu tort de ne pas utiliser (1). Mais il sera souvent très difficile de se les procurer. Et ici, on pourrait conseiller à ceux qui ont donné à quelque journal des articles d'informations de les réunir en volumes, pour la commodité des historiens futurs.

Done, par la force des choses, les journaux se conservent mal ; et par conséquent, avec une information quotidienne d'une extrême richesse, l'histoire de notre temps risque fort d'être compromise dans sa documentation la plus précieuse. La perfection même du moyen le rend fragile et précaire, comme c'est le cas pour toutes les machines de notre temps. C'est à regretter les époques où tout était simple, et où les faits s'écrivaient sur le bronze, le marbre ou le parchemin. Mais il faut prendre les choses telles qu'elles sont, tirer de la situation le meilleur parti possible, et se préoccuper plus sérieusement qu'on ne l'a fait jusqu'à présent de la conservation des journaux dans chaque capitale et dans chaque localité.

On pourrait conseiller aussi à tout homme qui écrit beaucoup dans les journaux, d'abord, de conserver et de classer ses articles, d'en dresser le catalogue en plusieurs doubles, puis, quand il sent la vieillesse approcher, d'en donner la collection à la bibliothèque officielle.

(1) De même, M. THIERS, dans son *Histoire du Consulat et de l'Empire*, s'est beaucoup trop privé des documents étrangers, surtout en ce qui concerne l'Allemagne : v. Jules BARNI, *Napoléon et son historien M. Thiers*. Les renseignements des étrangers sont une contre épreuve indispensable.

Il faut qu'en général le sort des imprimés soit bien compromis; car le comité de l'Union des écrivains allemands a demandé au Chancelier la création d'une bibliothèque de l'Empire où l'on trouverait absolument tout ce qui s'imprime en Allemagne (1). Les bibliothèques publiques de ce pays, qui sont en général rattachées aux Universités, font, dit ce comité, un choix parmi les publications, en vue des différentes spécialités scientifiques. Or ce n'est pas cela qu'il faut, mais bien une bibliothèque où l'on puisse se faire une image exacte de la culture nationale. La pétition dont nous parlons en conclut qu'il doit y avoir un dépôt où l'on recueille absolument tout (2). Elle allègue les pays où le dépôt par les éditeurs est obligatoire. Toutes ces idées sont parfaitement justes, et montrent bien que la question est, comme on dit, *dans l'air*. Les esprits réfléchis commencent à s'inquiéter un peu partout (3).

Quant aux mémoires, on ne peut qu'en recommander, d'abord, la fidèle conservation aux familles des auteurs (ce qui n'est malheureusement pas toujours le cas), et ensuite, on peut en réclamer la publication, au moins après un certain temps, et lors même qu'aucune disposition testamentaire n'y oblige. Mêmes observations pour les lettres, au moins celles des personnages qui ont joué un rôle, et moyennant un choix. C'est bien souvent dans cet ordre de pièces que se trouve la vérité vraie, en particulier sur les temps où la presse n'était pas libre.

(1) V. la *Revue critique* du 13 juin 1881.

(2) La Bibliothèque impériale de Saint-Petersbourg garde tout ce qui s'imprime en Russie.

(3) En avril 1883, une conférence internationale s'est tenue à Bruxelles, en vue d'assurer l'échange des documents officiels. Depuis 1882, l'échange des thèses a lieu entre la France et les Universités du continent.

Il paraît inutile d'insister sur la conservation de toutes les pièces officielles manuscrites. Leur importance a sans doute été diminuée par l'emploi toujours plus fréquent de l'impression. Mais elle n'en est pas moins toujours réelle. Et il y a d'ailleurs encore des documents qui restent manuscrits : c'est le cas de tous ceux qui se réfèrent aux droits et aux intérêts individuels. Donc, importance majeure de tout ce qui concerne les archives, les bureaux de l'État civil, les bureaux hypothécaires et fonciers, les greffes, les minutes des notaires. L'histoire et, en particulier, la biographie font aujourd'hui des emprunts fréquents à ce genre de sources. Et, lorsque des pièces pareilles sont détruites, comme c'a été le cas sous la Commune, c'est alors qu'on en comprend tout le prix.

Enfin, il importe de conserver tous les objets matériels qui ont une valeur historique, à commencer par les monuments. Le nombre de ces objets diminue à mesure que le symbolisme s'en va, et que l'art s'isole de la vie collective pour devenir toujours plus individuel (1). Toutefois il faut ici encore détruire le moins possible et songer à nos successeurs. Il faut protéger ou garder les œuvres d'art, les portraits, les médailles, les gravures, les photographies, les inscriptions de tout genre, les tombeaux. Il serait bon de mettre autant que possible la date, outre le nom, sur les objets manufacturés. L'histoire de la civilisation ne doit rien négliger (2).

Aujourd'hui, comme me le disait un très ingénieux

(1) Rappelons ici les collections de tout genre qui composent les musées historiques (armures, ustensiles, mobilier, etc.). Parmi ces collections, la plus remarquable est aujourd'hui, je crois, le Musée germanique de Nuremberg.

(2) C'est un excellent usage que de placer dans les monuments des boîtes contenant des pièces de tout genre.

savant (1), il en est de l'histoire comme des sciences de la nature : rien n'est indifférent ; le plus petit détail peut avoir son prix et prendre sa place dans un système ; l'historien, l'archéologue, le juriste doivent faire comme Darwin, et tout remarquer. C'est pour cela qu'il ne faut pas choisir parmi les documents de notre temps. Il faut tout conserver en fait de journaux et de menues publications, par exemple. Un choix quelconque est nécessairement arbitraire ; et tel détail qui vous paraît indifférent pourra fort bien ne pas l'être pour les chercheurs de l'avenir.

La conservation des documents étant supposée, comment faudra-t-il les utiliser ? Ici revient l'analogie entre l'historien et le juge.

L'historien de notre temps devra d'abord réunir tous les documents de son enquête, et cela avec une absolue impartialité ; il devra entendre les témoins à charge et à décharge, les étrangers comme les nationaux. Il devra consulter non seulement les journaux du pays, mais ceux du dehors, car aujourd'hui c'est souvent dans les correspondances qu'on trouve le mieux la vérité. Il est toujours salutaire d'écouter autrui sur notre compte (2). Il se pourra aussi que tel témoin

(1) M. BACHOFEN, de Bâle, l'auteur du *Mutterrecht*. On sait que M. Bachofen a encore publié dans le même ordre d'idées *Die Sage von Tanaquil* et tout récemment des *Antiquarische Briefe*, et qu'il a mis en lumière (concurrentement avec Mac-Lennan et Morgan) tout un côté nouveau des institutions primitives. Cet ensemble d'idées a été vulgarisé par M. GIRAUD-TEULON dans ses *Origines de la famille*.

(2) On peut conseiller, par exemple, à un Français de lire le curieux recueil du professeur TELLKAMPF, *Die Franzosen in Deutschland*, deuxième édition, 1861.

du pays n'ait osé dire la vérité que dans un journal étranger. Colliger tous ces témoignages sera difficile, mais souvent indispensable. L'historien devra rechercher les mémoires et les lettres, dès avant leur publication. Il devra, en outre, questionner lui-même le plus possible ; rien ne vaut ce moyen, parce qu'il permet de réclamer des explications. Les historiens d'autrefois étaient de grands questionneurs : ainsi Hérodote et Froissart, pour ne citer que ces deux noms. Ceux d'à présent doivent les imiter et agir comme les *reporters* anglais et américains. Il sera particulièrement fructueux de faire causer les vieillards sur les choses de leur jeunesse.

Bref, l'historien doit tout entendre, exactement comme le juge : *audiatur et altera pars*. L'objectivité et la neutralité de l'histoire doivent être aussi entières que celles du tribunal. Mais il faut avouer que les historiens de notre temps et plus encore ceux de l'avenir auront une rude tâche. Les faits sociaux vont en se compliquant toujours plus ; les rapports internationaux se multiplient ; la solidarité des peuples et des intérêts va croissant. Les idées et les partis se subdivisent toujours plus. Bref, la complication augmente rapidement, soit dans les choses, soit dans les documents de la vie sociale. Et pourtant, il faut tout voir, sous peine de partialité et d'inexactitude.

L'historien de notre temps devra ensuite contrôler, peser, confronter les témoignages, exactement comme le juge. La tâche est toujours difficile, même pour ce qui s'est passé au vu et au su de toute une population. Chacun a vu et raconte à sa façon. L'esprit de parti ou de secte se donne ici libre carrière. Les journaux ont leur couleur et sont des avocats bien plutôt que des juges. Il peut aussi leur convenir d'ignorer. Il arrive encore que l'opinion dominante n'a pas d'organe dans la presse. L'organisation même des partis et du journalisme a l'inconvénient de

donner du corps et de la permanence au parti-pris ; elle fausse le jugement naturel. Il faudra contrôler la presse locale par celle de l'étranger. En outre, l'historien devra beaucoup questionner et faire lui-même son enquête. Ce travail, portant sur des faits actuels, sera pour lui toute une révélation. Il verra clairement comment l'histoire se fait, et aussi la légende.

Mais, dira-t-on, que faites-vous des documents officiels ? Il est bien certain qu'aujourd'hui ils ont beaucoup plus d'importance et de valeur qu'autrefois. Les gouvernements et les corps impriment beaucoup plus, et, le contrôle des législatures et de la presse étant plus sévère, on peut mieux se fier aux dires officiels. Mais il faut cependant les prendre toujours *cum grano salis*, et savoir lire entre les lignes. Une inscription sur le marbre ou le bronze peut fort bien être mensongère. Ainsi que l'a si finement remarqué Sainte-Beuve (à propos de la *Satire ménippée*), rien n'est souvent menteur comme le procès-verbal d'une assemblée, fût-il matériellement exact. Il ne saurait, en effet, vous donner l'âme et la vraie physionomie des débats : ainsi pour telle séance orageuse de la Convention. Vous trouverez mieux la vérité dans les journaux ; et ici la tradition orale, surtout lorsqu'elle est prochaine, peut avoir une grande valeur comme complément et contrôle. — Cependant rien ne vaut sous certains rapports les documents officiels, par exemple, quant aux dates. Ils servent, en tout cas, de contrôle suprême. Mais la critique n'en doit pas moins s'exercer toujours à leur égard, même dans une époque de publicité et de sincérité comme la nôtre.

Une fois les témoignages colligés et pesés, une fois l'enquête terminée, l'historien de nos temps devra rendre son verdict en toute impartialité, exactement comme un jury ou un tribunal. Cette neutralité lui sera d'autant plus difficile qu'il s'agira de faits plus actuels. Nous avons vu, d'ailleurs, combien l'en-

combement est grand aujourd'hui ; et, par conséquent, l'historien aura toujours plus de peine à dominer la complexité croissante des faits et à les bien voir dans leurs causes et dans leur développement.

Enfin, il faudra que l'historien contemporain évite avec soin de se perdre dans les détails. Il devra s'éloigner de son sujet, prendre du champ, et voir les choses en raccourci et dans leurs grandes lignes, comme s'il s'agissait d'un passé reculé. La chose est difficile. En effet, l'histoire se fait devant nous, par fragments : nous ne voyons au premier abord que les détails. Et pourtant il faut absolument grouper ces détails, en rechercher la loi, l'idée, le principe, les rattacher aux grandes lignes du passé. Autrement on les comprendrait mal. On ne peut bien juger un homme que lorsque sa destinée est accomplie, et qu'on la voit dans son ensemble. Il en est de même pour la vie d'une époque ou d'un peuple (1). Or l'historien contemporain ne peut pas toujours attendre : il doit juger *hic et nunc*, exactement comme le critique de littérature ou d'art qui se prononce sur les auteurs ou les peintres, à propos de telle ou telle œuvre. Il doit voir l'ensemble dans le détail. Il faut qu'il y ait en lui du politique : il doit avoir le coup d'œil prompt et sûr.

Pour réaliser ce difficile idéal, le grand point c'est de sentir vivement la transcendance de l'actualité, et, par conséquent, de la voir à sa vraie place dans l'ensemble de l'évolution, au lieu de l'isoler, comme on le fait presque toujours. De même que l'historien doit se préoccuper des sources de

(1) Sur la mission et le travail de l'historien, voyez les belles pages d'AMIEL, dans la *Bibliothèque universelle* de Genève (Août 1845), à propos des volumes de VULLIEMIN dans *l'Histoire de la Confédération suisse*. M. Vulliemin a recueilli cet article dans ses charmants *Souvenirs*.

l'histoire actuelle plus encore que des documents du passé, ainsi doit-il, quant au fond des choses, ne pas rabaisser notre temps, ne pas l'abandonner aux partis et aux hommes politiques, mais le concevoir comme la continuation des grandes lignes de l'histoire et, en particulier, comme un juge du passé. Rien n'est tragique et majestueux comme l'actualité, pour qui sait la comprendre. Tel sera le sujet de notre dernier paragraphe.

III

Importance historique de l'actualité.

La philosophie de l'histoire est cultivée aujourd'hui avec prédilection. Mais elle s'arrête au seuil de notre époque, comme si les choses contemporaines étaient moins transcendantes à nos yeux que celles du passé. Nous séparons beaucoup trop la politique de l'histoire. Et pourtant, comme l'a dit si finement Sainte-Beuve, à propos de Guizot, que vaut une philosophie de l'histoire impuissante à juger notre temps et à prévoir l'avenir de demain ? La politique ne devrait être que le prolongement des grandes lignes de l'histoire, et tout homme politique digne de ce nom devrait avoir par devers lui, pour le diriger, un système sur l'évolution historique en général, et tout au moins sur celle de son pays. Or, rien n'est plus rare (1). De même, pourquoi les historiens s'occupent-ils si peu de politique ? Pourquoi n'ont-ils pas l'idée de se mettre en avant, quand il s'agit de défendre telle ou telle antique institution, et, par exemple, chez nous, le Canton en face de la centralisation fédérale ? Pourquoi songent-ils si peu à l'éducation historique du peuple ? Ce dernier est pourtant aujourd'hui

(1) On pourrait citer ici Napoléon III, avec sa théorie historique de l'impérialisme.

d'hui le juge suprême du passé, et il ne faut pas qu'il le condamne sans le connaître.

Plus généralement, pourquoi y a-t-il aujourd'hui si peu de vrais conservateurs, c'est-à-dire d'hommes prêts à plaider, en toute rencontre, la cause du droit historique et des formes consacrées devant les générations survenantes ? Il devrait y avoir toujours dans un pays deux partis, comme autrefois à Rome et aujourd'hui en Angleterre : l'un représentant l'avenir, et voyant surtout l'humanité, la matière sociale, pour ainsi dire ; l'autre représentant l'originalité nationale, les institutions traditionnelles, tout ce qui distingue un peuple d'un autre (1). Puis il y aurait, sur chaque question, comme c'est le cas en Angleterre, transaction entre ces deux principes. Et dans chacun de ces deux partis, ce serait aux lettrés (comme l'a si bien montré Fichte, dans son livre sur la destination du savant et de l'homme de lettres), qu'il appartiendrait de dégager et de formuler l'idée collective, de prêcher et d'instruire le peuple, afin de lui rendre claires ses perceptions instinctives et confuses. Voilà ce qu'il faudrait, et ce qui ne se réalise que très imparfaitement. En France, par exemple, le passé a bien ses défenseurs, mais ils ne sont pas au point de vue national : ils ne représentent qu'un parti, et, en outre, ils ont le tort de faire cause commune avec l'ultramontanisme, c'est-à-dire avec un système qui, au fond, ne respecte pas le passé national, et qui sait être radical dès qu'il y trouve son intérêt.

Pourquoi ces lacunes ? Pourquoi cette séparation entre la politique et l'histoire, entre le présent et le passé ? C'est que,

(1) On peut définir l'Etat en disant qu'il est l'organisme au moyen duquel une nation donnée, ayant son originalité historique, fait justice sur son territoire à la société civile en général. Il faut donc concilier les droits de la forme nationale avec ceux de l'humanité.

d'une part, nous ne donnons pas assez d'importance à l'actualité, et que, d'autre part, et comme conséquence, nous ne regardons pas assez attentivement ce qui se passe devant nous.

Et d'abord, nous devrions être mieux persuadés que le présent est de plus en plus le juge du passé. Constamment une chose ancienne comparait à sa barre, pour y être examinée et jugée. Rien de plus tragique, à ce point de vue, que les assemblées législatives, les votations populaires et ces grandes réunions publiques où se préparent les élections et les votations. Si une institution est menacée, l'élection de l'assemblée qui prononcera la sentence est déjà un premier verdict. Si le peuple est consulté après les débats législatifs, comme c'est toujours plus le cas en Suisse (1), ce sera un dernier recours. Mais, quelle que soit la procédure, il y aura toujours des décisions sans appel sur le sort du passé.

Les réunions d'hommes spéciaux auront aussi leur importance : ainsi l'unité allemande a été préparée par les congrès des germanistes, et on sait que les slavistes ont exercé une grande influence sur la question d'Orient. C'est un des traits caractéristiques de notre temps que cette action de la science historique sur la reconstitution des grandes nationalités. En Suisse, la centralisation du droit a été demandée dans le principe par la Société des Juristes. (Elle a été votée en 1874 pour une partie du droit civil.) On peut trouver ces réunions des juristes plus intéressantes que celles des historiens, parce qu'ils sont en plein dans l'actualité, et que le passé leur apparaît toujours dans ses rapports avec le présent : ils préparent l'histoire, au lieu de la raconter. Il est vrai qu'ils traitent sou-

(1) Le *referendum* obligatoire ou facultatif sur les lois existe aujourd'hui dans la grande majorité des cantons, sans parler des démocraties pures où la *Landsgemeinde* est le pouvoir souverain.

vent le passé avec trop de rudesse : il semble que, selon eux, les peuples soient faits pour le droit et non le droit pour les peuples. Dans nos démêlés avec les juristes de la Suisse allemande, comme dans les débats de l'Assemblée fédérale, il y a vraiment deux nationalités en présence, et ces discussions sur la centralisation du droit revêtent ainsi un caractère vraiment tragique (1).

Mais l'essentiel, c'est toujours le verdict populaire. Aujourd'hui, le passé, avec ses institutions, ses symboles, ses monuments, est devenu la chose de tous. Il est remis à la garde du peuple lui-même. Ainsi les villes, leurs murailles et leurs tours, les vieux bâtiments, les noms consacrés, par exemple ceux des rues qui rappellent tel quartier d'autrefois, tel souvenir historique. Or ces choses vénérables sont là sans défense : elles ne sauraient se protéger elles-mêmes. Aux historiens de se constituer leurs champions, et plus généralement de plaider la cause du passé devant le peuple (2). Il est le maître : donc il faut qu'il connaisse l'histoire de sa maison, et qu'il ait le vif sentiment de sa propre individualité et de son identité au travers des âges.

En Suisse, il s'agira, par exemple, de défendre le canton, la ville, avec son glorieux passé et son originalité locale, contre la centralisation, ou bien encore une de ces Eglises nationales dont les destins sont liés si étroitement à ceux de la cité.

En France, malheureusement, la Révolution a fait table rase du passé, et, par exemple, des anciennes provinces, en sorte que tout ce qui est ancien paraît en France moralement

(1) V. ma brochure sur *les Races de la Suisse*, 1883.

(2) Comme exemple de ces plaidoyers on peut citer ceux de Boisserée, de Victor Hugo et de bien d'autres en faveur du gothique ; et, après la Révolution, l'œuvre de sauvetage entreprise par Alexandre Lenoir.

isolé. En Allemagne, au contraire, en Angleterre et en général dans les pays germaniques, le passé semble tout près, tant il est mêlé au présent ; et dans les fêtes nationales on sait l'évoquer dans tout son éclat. La France n'a pas non plus le bonheur de posséder une Eglise vraiment nationale. Mais ses villes et leurs maisons communes, ses cathédrales, ses châteaux ont encore leur cachet historique, et l'Etat se tient pour obligé à en prendre soin. Paris, surtout, avec ses monuments et ses noms de rues, est le résumé grandiose du passé national. On sait qu'il y a quelques années, le parti avancé, dans le Conseil municipal, voulait débaptiser toutes les rues de Paris dont les noms pouvaient rappeler la monarchie légitime ou l'Empire. On aurait ôté ainsi à cette glorieuse capitale un des traits qui lui donnent tant de caractère et de grandeur. Heureusement, les vieux noms ont trouvé des défenseurs, même dans les rangs les plus avancés, et on les a conservés.

En thèse plus générale, les documents de l'histoire ne sont-ils pas aujourd'hui à la merci du peuple et des assemblées ? Telle de leurs décisions peut avoir ici les plus graves conséquences, et nous revenons ainsi par une autre voie à la question des sources de l'histoire. — Et encore, n'ai-je pas parlé d'actes de sauvagerie comme les incendies allumés par la commune, et qui ont détruit tant de précieux documents. Mais ces incendies avaient eux-mêmes leur cause dans l'hostilité de certaines classes contre tout ce qui est historique et national ; et il est, par conséquent, salutaire de les rappeler. C'est la sentence populaire à son maximum de tragique : c'est la barbarie s'attaquant à la civilisation. Et il ne faut pas dire que des faits pareils ne reviendront pas. Ils sont toujours possibles ; les exploits des anarchistes en sont la preuve. Il faut donc bien plutôt s'efforcer de conjurer le retour de ces destructions, en instruisant le peuple et en lui inculquant le

sens et le respect de sa propre histoire. Encore une fois, il est maintenant le juge souverain de tout ce qui est cher aux cœurs épris du passé, et on lui prêche malheureusement des doctrines qui tendent à isoler les classes les unes des autres et à dissoudre ainsi l'unité nationale, source de toute poésie et de toute grandeur.

Donc, au point de vue historique, le présent est singulièrement solennel, et il faut avoir le sentiment de cette transcendance et de cette solennité tragique.

En second lieu, ai-je dit, nous ne sommes pas assez attentifs à ce qui se passe devant nous, et nous ne savons pas déduire de l'actualité les enseignements qu'elle renferme. En d'autres termes, nous ne voyons pas les manifestations du présent dans la lumière historique.

Quel est l'objet essentiel de l'histoire, sinon la nationalité et l'Etat, ou encore la relation entre l'idée ou la fin collective, d'une part, les cœurs et les volontés des individus, d'autre part? Là est le grand mystère : comment l'Etat a-t-il été créé et comment est-il maintenu par l'accord des volontés? Le drame de l'histoire a pour acteurs ces personnalités collectives qui s'appellent les peuples. Voilà ce qu'il faut bien comprendre. Or, pour cela, il suffit de regarder et de réfléchir à ce qu'on a vu. Rien ne vaut la leçon des faits. Les meilleurs historiens sont ceux qui ont fortement vécu de la vie de leur temps : un Thucydide, un Polybe, un Machiavel. — L'âme collective peut, mieux que jamais, être étudiée sur le vif, surtout dans les villes comme la nôtre, où le peuple se réunit tout entier sur une place publique : on le sent vibrer sous l'action des idées et des souvenirs ; et ce *Volksgeist*, ce *Gesamtgeist*, cette *Volksseele* des philosophes, on la voit incarnée devant soi. On constate soi-même comment l'idéal détermine les volontés et en forme ce faisceau qui est la nation.

Il faut remarquer d'abord que la vie populaire est encore poésie, parce que le peuple est essentiellement sentiment et instinct. L'idée est en lui, mais à l'état inconscient ou plutôt passionnel (1), et il possède encore cette puissance d'enthousiasme et d'entraînement qui, autrefois, a créé les langues et inspiré les grandes œuvres d'art. Malheureusement le peuple, même celui des campagnes, renonce toujours plus aux types originaux d'architecture, aux costumes et aux usages locaux : les idiomes populaires s'en vont. Cependant le peuple continue à percevoir l'unité sociale dans ce qu'elle a de plus intime et de plus profond. L'essentiel, pour lui, c'est l'âme nationale, l'esprit collectif dans son originalité. Et il est clair que l'armée est pour lui l'expression la plus condensée et la plus brillante de cette âme nationale, moyennant toutefois qu'elle demeure en relation intime avec la vie populaire et nationale, ce qui est toujours moins le cas. Nos distinctions subtiles entre l'Etat et l'Eglise, par exemple, le peuple ne les fait pas, sinon, comme c'est malheureusement le cas en France et par la faute du catholicisme, pour rejeter l'Eglise en tant qu'hostile à la nation laïque. Le peuple est par cela même aisément intolérant : il n'admet pas volontiers que son idéal n'ait pas le droit de s'imposer.

Il en résulte que la vie d'une cité comme Genève, une des trois ou quatre villes souveraines qui ont échappé au niveau de la centralisation (2), fait comprendre dans quelques-unes

(1) Édouard DE HARTMANN, le philosophe de l'inconscient, a traité ce sujet dans une étude sur les doctrines de Lazarus : Voyez ses *Gesammelte Studien und Aufsätze*. Cp. sa *Philosophie des Unbewussten*.

(2) En Suisse, on peut citer, en outre, Bâle, la ville historique par excellence, où le Moyen Age est encore vivant, et où l'on peut étudier sur le vif la façon dont autrefois l'art servait de forme et de symbole à l'âme collective.

de ses manifestations, ce qu'ont dû être les premiers temps de l'humanité, lorsque la fraternité était encore intacte, et l'unité sociale complète au sein du clan ou de la commune. Quand, par exemple, les tables se dressent dans nos rues et sur nos places pour fêter par des banquets populaires une de nos solennités nationales, n'y a-t-il pas là comme un retour inconscient aux repas communs des Barbares et de certaines cités grecques ? Et, soit dit en passant, la Cène chrétienne, envisagée au point de vue social, n'est pas non plus autre chose. Les *Guildes* du Moyen Age avaient gardé aussi cet antique usage comme étant l'expression la plus naturelle de la fraternité (1). Et la fête, en général (2), outre qu'elle fait revivre devant nous les gloires et les symboles du passé, la fête ne nous rend-elle pas les joies de cette vie en commun qui était celle de toutes les tribus au matin de l'humanité ? Comme Rousseau a bien compris tout cela, dans cette admirable *Lettre à d'Alembert*, où il oppose si éloquemment le bonheur actif et profond de la fraternité nationale au plaisir passif et superficiel d'une foule à laquelle on offre des spectacles tout faits (3) ! Oui, le peuple est encore poète, et lors même que les artistes se sont isolés de lui, il peut toujours nous aider à comprendre ce qu'était autrefois l'humanité. Nous allons chercher bien loin la poésie dans le passé ou chez les tribus primitives qui existent encore. Elle est tout près de nous, et il suffit de regarder pour la voir.

(1) WILDA, *Das Gildenwesen*.

(2) Notre excellent historien GALIFFE a publié une charmante brochure intitulée *la Fête*. Comparez les belles pages de Victor CHERBULIEZ, dans son *Cheval de Phidias*.

(3) Voyez ma conférence sur les *Idées politiques de Rousseau* dans *Rousseau jugé par les Genevois d'aujourd'hui*, 1879.

Cet ordre de faits suppose la possession tranquille et assurée de l'idéal : c'est la nation jouissant d'elle-même et de son passé ; c'est souvent la cité faisant revivre pour un jour les poétiques splendeurs du passé dans un de ces cortèges historiques où la science met aujourd'hui la main et que les pays germaniques s'entendent tout spécialement à organiser.

Mais il y a quelque chose de bien plus saisissant et de bien plus instructif. Je veux parler de ces débats solennels où une grande idée est en jeu et où il s'agit des destinées de quelque institution séculaire, ou même de la nationalité dans son indépendance. Alors en effet, l'idée ne doit plus être symbolisée et fêtée : il s'agit de la défendre. Le peuple se sent menacé dans un des éléments essentiels de sa vie, et on peut constater alors combien il a le sentiment et le respect du passé ; il est souvent plus fidèle aux souvenirs que ses gouvernants. Et on ne peut rien imaginer de plus noble que cette passion du peuple pour l'autonomie collective et l'indépendance nationale. La fidélité à une dynastie est du même ordre (1). Mais il faut que les penseurs, qu'ils soient juristes, politiques, philosophes ou poètes, interviennent pour formuler l'idée, pour rappeler le passé, afin qu'il se résume en une image vivante qui saisisse les esprits et les cœurs (2). Il y aura des assemblées, des brochures, des affiches : le journal luttera au premier rang. Le penseur pourra ainsi voir de ses yeux comment l'idéal collectif est prêché, et comment, une fois bien vu, il prend les cœurs et fixe les volontés. Or n'est-ce

(1) Ainsi la protestation de Chambéry en 1860 contre la cession de la Savoie à la France. Plus anciennement la fidélité des clans écossais aux Stuarts et celle des Tyroliens à la maison d'Autriche sous le premier Empire.

(2) Voyez l'admirable livre de FICHTE sur *la Destination de l'homme de lettres*.

pas là le grand mystère de l'histoire ? Et vous négligeriez l'occasion d'étudier de près ce rapport intime entre l'idée et les individus ! Là est le problème fondamental du droit public et de la politique : là est le secret de la personnalité morale, du *corpus*, sous la forme de la nation et de l'Etat (1).

Eh bien, pour saisir ce grand secret, étudiez ce qui se passe dans un peuple quand une grave question lui est soumise et surtout quand on lui propose de détruire une antique institution nationale. C'est en constatant *de visu* l'émotion des cœurs, l'agitation des esprits, les discours et les écrits enflammés, les résolutions viriles enfin, et la joie qui suit la victoire, que vous comprendrez ce qu'est cette chose grande entre toutes qui s'appelle l'âme d'un peuple. Voilà ce que nous avons éprouvé en juillet 1880, à Genève, quand l'Eglise protestante nationale a été attaquée : elle a été vigoureusement défendue (2), et surtout on a pu voir à quel point la nation l'aimait. La foule qui, le 5 juillet, au lendemain de la votation, est montée à la vieille cathédrale de Saint-Pierre, laissait voir par son enthousiasme ce que c'est qu'un peuple. Les raffinés dédaignent ces choses comme étant trop vulgaires :

(1) Encore une question à peu près inconnue en France, et au contraire fortement étudiée en Allemagne. Je veux parler de la doctrine des personnes collectives ou juridiques, déjà formulée par les Romains (voyez le *Système* de SAVIGNY), reprise par le germanisme et définitivement constituée par la science allemande contemporaine. Voyez ZITELMANN, *Begriff und Wesen der juristischen Personen* ; GIERCKE, *Das deutsche Genossenschaftsrecht*. Comparez W. SERMENT, *Associations et Corporations*. Sur la question juridique de la nationalité, voyez surtout BULMERINCQ, *Theorie, Praxis und Codification des Völkerrechts*.

(2) Je me fais honneur d'avoir été parmi ses champions. Voyez ma brochure sur *la séparation de l'Eglise et de l'Etat au point de vue des questions sociales actuelles*.

ils ne veulent voir la poésie que dans le passé, au lieu de comprendre la transcendance et la beauté des choses actuelles. Mais le penseur y est attentif, et quand le *Volksgeist* passe incarné devant lui, il regarde et il écoute. Le lettré doit savoir redevenir peuple ; il doit se laisser entraîner par la foule ; et ce lui est une grande joie quand l'idéal qui lui est cher entraîne ainsi les multitudes.

Et ne croyez pas que ce profond sentiment de l'actualité nationale rende l'esprit exclusif. Bien au contraire. Celui qui sent fortement les choses de son pays et qui sait en faire la théorie, comprend par cela même à demi-mot les autres types nationaux et l'évolution idéale de l'humanité. Voyez, par exemple, combien le patriotisme éclairé d'un Polybe et d'un Machiavel les a aidés à pénétrer le génie romain dans son originalité. Les anciens, en général (et Machiavel est un ancien), avaient plus que nous le sens de l'actualité et celui des rapports. Ils comparaient volontiers les formes nationales existantes les unes avec les autres. Nous avons plus qu'eux le sens de l'évolution ; mais nous décomposons trop la vie collective dans ses éléments constitutifs, ou bien nous insistons trop sur les races ou les classes, et ce travail d'analyse chimique diminue souvent en nous l'intelligence du type dans son unité organique, et par cela même celle des grandes phases du développement, car elles sont caractérisées, comme la forme nationale, par le rapport variable entre l'esprit et la réalité (1).

Ce qu'il faut d'abord bien voir, c'est l'originalité des principaux types actuels comparés entre eux : Allemagne, Angle-

(1) En fait de comparaison entre les types nationaux, on ne peut guère citer que celle de Delolme entre l'Angleterre et la France et celle de J.-J. Ampère entre l'Angleterre et l'Espagne.

terre, France. On arrive alors à constater que ces trois grands pays représentent des phases diverses de l'évolution. En effet, l'Allemagne, malgré son idéalisme, est restée, en tant que race pure, plus près de l'unité barbare : elle met l'accent sur la conscience collective. L'Angleterre, ayant combiné en elle deux populations, a pu, dans ses luttes intérieures, dégager la notion du droit, comme autrefois les Romains, mais sans l'élever jusqu'à l'abstraction. La France, enfin, combinant aussi les races, mais d'une manière beaucoup plus intime, est parvenue à la centralisation abstraite et à l'individualisme juridique. Ainsi, en partant de l'actualité bien comprise, on peut reconstruire de proche en proche tout le passé.

Puis, si l'on envisage la civilisation chrétienne comme un tout, il faut se donner la vive intuition de ce qui la sépare de l'antiquité et de ce qui en a fait un seul ensemble, animé comme tel d'un mouvement toujours plus rapide. Dans l'antiquité, les civilisations se succèdent dans l'espace et chacune forme un tout bien distinct. L'Europe moderne, au contraire, débute par une vaste combinaison de races et d'éléments sociaux, en sorte que l'essentiel, pour elle, ce n'est pas la forme particulière de chaque Etat, mais la vaste société qui les domine. De là, en particulier, l'importance qu'ont prise pour nous les questions religieuses et sociales ; de là, encore, la formation du droit international. La force de l'Europe vient de ce qu'elle forme un tout, en même temps qu'elle laisse se développer en elle les types nationaux les plus divers.

Ici, l'horizon s'étend, et l'actualité revêt un caractère nouveau de solennité et de transcendance. Si, en effet, nous considérons l'humanité dans son ensemble, telle qu'elle est aujourd'hui, elle nous offre tous les degrés de l'évolution sociale, depuis la barbarie jusqu'à l'extrême civilisation. Il y a

encore un grand nombre de tribus qui n'ont pas dépassé la période de l'enveloppement premier et qui nous permettent d'étudier sur le vif ce moment où l'unité organique de la société humaine est encore intacte. Les grands empires de l'Orient, dont plusieurs remontent à des milliers d'années, nous laissent voir, au contraire, l'humanité à son maximum d'éloignement vis-à-vis d'elle-même et asservie à des pouvoirs divins et humains qui sont encore au bénéfice des services rendus par eux à l'origine de la civilisation. Malgré la profonde décadence de l'Orient, il doit nous inspirer encore un certain respect, car il constitue un vivant souvenir de ces temps où l'esprit s'affirmait en face de la nature avec une sublime audace et où il construisait les grands systèmes religieux à l'ombre desquels nous vivons encore.

Et ce vaste ensemble est dominé aujourd'hui par l'Europe, numériquement bien faible, mais qui concentre en elle toutes les puissances spirituelles de l'humanité, parce qu'elle a combiné, dès l'invasion des races germaniques, les éléments antérieurs de civilisation avec un principe barbare d'une grande puissance, qu'elle a ainsi repris tout le développement en sous-œuvre, et qu'elle a puisé dans les difficultés mêmes de cette immense évolution une force de projection et de pénétration absolument nouvelle. L'Europe résume en elle tout le passé de l'humanité, mais en y joignant une puissance incroyable de progrès, qui vient de ce qu'en recommençant tout, elle avait par devers elle les ressources de la culture gréco-romaine et l'énergie de la barbarie germanique. Elle a pu ainsi traverser au Moyen Age une période analogue à la civilisation orientale, mais pour la dépasser, et en puisant dans la lutte elle-même la force d'aller bien plus loin que la Grèce et Rome sur la route du progrès.

Aussi, voyez comme ces grands empires de l'Orient sont

peu de chose en face de l'Europe. Mais aussi quelle responsabilité pour celle-ci ! La supériorité même de son organisation et de sa culture lui crée un pressant devoir de tutelle vis-à-vis des tribus barbares et vis-à-vis de ces vastes populations de l'Asie et de l'Afrique soumises à un despotisme qui n'a plus sa raison d'être. Elle doit avant tout respecter les nationalités dignes de ce nom, si humbles qu'elles soient ; puis, par une tutelle généreuse, les élever progressivement à la civilisation. L'humanité forme de plus en plus un tout sous l'hégémonie du monde chrétien ; mais la justice ne régne pas encore dans ce vaste ensemble : le *Völkerstaat* rêvé par Kant est bien loin de sa réalisation. Mais en prenant le parti des sujets chrétiens de la Turquie contre cette puissance, l'Europe a posé le principe de l'avenir, puisqu'elle s'est moralement engagée à protéger tous les opprimés contre tous les oppresseurs, et cela sans distinction de race ou de religion.

L'actualité, ainsi conçue et portée jusqu'aux limites de l'espèce humaine, se présente à nous avec un singulier caractère de grandeur et de solennité. Et remarquez bien que, sans peut-être nous en rendre compte, nous prenons intérêt aujourd'hui à tout ce qui se passe sur la terre. Chaque matin, nos journaux nous renseignent sur les nations les plus éloignées. Mais il faut que ces nouvelles lointaines réveillent en nous le sentiment de notre devoir et que nous en arrivions à désirer une organisation toujours plus équitable de l'humanité.

Donc l'actualité s'étend de plus en plus. Elle embrasse aujourd'hui la terre. Sur notre planète coexistent encore aujourd'hui les civilisations les plus diverses, et à ce point de vue déjà, le moment actuel a une rare solennité. Mais cette grandeur tragique s'augmente encore si l'on songe aux injustices qui se commettent, aux souffrances, aux misères et, par suite, aux sérieux devoirs qui en résultent pour les civilisés.

Nous ne connaissons pas le point de départ de notre espèce, et son avenir, comme celui de notre terre, nous est complètement voilé. Mais ce que nous savons, de science certaine, c'est le devoir qui incombe aux intelligents et aux forts vis-à-vis des ignorants et des faibles. Dieu ne nous fournit, pour ainsi dire, que les conditions générales de l'être, et il laisse les forces à elles-mêmes. C'est donc à l'homme de se protéger et d'organiser la tutelle des faibles. La providence est chose essentiellement humaine. Tous les hommes sont solidaires et ont la charge et la responsabilité les uns des autres. Voilà ce que nous dit toujours plus clairement l'observation des faits. Eh bien, ce devoir fondamental nous sera d'autant plus présent que nous ressentirons plus vivement le tragique du moment actuel, et que nous plongerons plus avant notre regard dans les abîmes qu'il recèle.

Aujourd'hui, le courant de la pensée et de la civilisation est de plus en plus rapide : une année contient en elle plus qu'autrefois un siècle. La quantité de mouvement va toujours croissant. Ne nous laissons pas entraîner aveuglement par le courant ! Prenons le temps de regarder et de réfléchir ! Et que cette rapidité même de la vie contemporaine nous fasse mieux sentir le sérieux du devoir humanitaire ! A mesure que la vie s'accélère, elle doit gagner en profondeur spirituelle et en intensité morale

Telle est l'importance historique et morale de l'actualité. Le grand point, c'est notre responsabilité personnelle vis-à-vis de l'époque où il nous a été donné de vivre. C'est là qu'est notre cœur, là qu'est notre devoir. Au fond, rien ne nous intéresse aussi vivement que les choses et les hommes de notre temps. En outre, comme je crois l'avoir montré, on ne peut comprendre le passé que si l'on vit fortement dans le présent. Pour pénétrer le sens des grandes choses, il faut

aimer avec passion une patrie, un idéal ; il faut avoir tremblé pour ces trésors spirituels. Alors seulement on sent le prix de la civilisation et celui de la liberté. Pour comprendre les hommes d'autrefois, il faut soi-même être un homme, un patriote, un philanthrope. Les choses viriles ne se révèlent qu'aux cœurs virils.

« *Pectus est quod historicum facit.* »

Donc nous devons aimer notre temps et l'apprécier à sa juste valeur, mais en le voyant toujours dans la lumière de l'histoire et à sa place logique dans l'évolution. Notre temps a besoin de nous, d'abord comme acteurs, puis comme témoins. Nous devons, en lui rendant justice, préparer les jugements de l'avenir. Nos pères ont pensé à nous : nous devons penser à nos successeurs, par un juste sentiment de la solidarité morale qui unit les générations entre elles. Songeons au passé, rien de mieux ; mais préoccupons-nous encore plus du présent, qui nous sollicite et dont nous sommes responsables devant l'avenir.

Ce devoir se présente, nous l'avons vu, sous plusieurs faces. Nous devons avant tout assurer la constatation des faits et la conservation des sources de l'histoire contemporaine. En second lieu, nous devons faire en sorte que le présent soit juste envers le passé, car nous sommes aussi comptables de ce dernier devant l'avenir. Enfin, nous devons, après avoir pris une part active aux luttes de notre temps, le comprendre dans sa transcendance historique et morale, dans sa haute signification. Nos successeurs ne pourront pas le faire aussi bien que nous ; et surtout il est impossible que nous remplissions notre devoir vis-à-vis de notre temps si nous ne le jugeons que superficiellement.

En d'autres termes, je voudrais voir cesser cette indiffé-

rence de la grande majorité des historiens vis-à-vis de leur temps, et cet isolement où ils se tiennent en face des préoccupations contemporaines. Leur fonction est tout indiquée : ils doivent défendre le passé et songer à l'avenir. A eux de représenter le lien et la solidarité entre les générations. Les politiques sont trop portés à ne voir que le moment actuel, tout comme les historiens à n'estimer que le passé. Cet isolement respectif ne peut être qu'au grand détriment du présent, car il n'a sa transcendance et sa valeur qu'en regard du passé et de l'avenir ; et d'autre part, les historiens, en se confinant dans le passé, se privent de toute action sur le présent. — Que bien plutôt tous les moments de l'évolution coexistent idéalement et pratiquement dans l'actualité ! Les grandes formules de l'histoire condensent en quelques phrases toute une évolution de peuple. Cette condensation est possible aussi dans le présent, et le peuple en a parfois le sentiment très vif dans les grandes crises nationales. Donnons à notre temps toute la valeur dont il est susceptible : nous ne risquerons jamais de le surfaire, car il résume et contient tout, et il est très particulièrement le juge souverain du passé, en même temps qu'il renferme et prépare l'avenir.

Je voudrais donc engager tous ceux qui s'occupent d'histoire à se préoccuper plus sérieusement des choses contemporaines. Sans doute, en un sens, mes recommandations s'adressent plutôt à de petits pays, comme les nôtres, où la personnalité nationale est à la fois beaucoup plus déterminée et beaucoup plus exposée. Mais, si l'indépendance extérieure des grands pays est plus solide, ils ont aussi des devoirs humanitaires plus étendus ; et surtout, étant moins concentrés sur eux-mêmes, ils sont plus exposés à la pression de ces grandes marées sociales qui caractérisent notre temps. Par conséquent, le moment actuel a pour eux la même solennité que pour nos

petites démocraties. L'humanité regarde plus à eux. Si les petites nationalités, si les villes, ont mieux accentué la personnalité collective et la souveraineté nationale, elles ont souvent péché par l'exclusivisme, tandis que les grands peuples, comme l'Angleterre et la France, ont beaucoup plus fait pour le progrès social, en raison même de leur étendue. D'ailleurs, ils représentent la civilisation et la justice vis-à-vis des races moins avancées. C'est à eux et non à nous qu'incombe le devoir international et humanitaire. Donc leurs destinées sont encore plus tragiques que les nôtres, puisqu'elles engagent celles de l'humanité tout entière. Ainsi, c'est pour le monde civilisé dans son ensemble que l'actualité est solennelle, et mes recommandations ont par suite une valeur générale.

Je les ai présentées en toute modestie, mais avec une profonde conviction. Je m'estimerai heureux si mes paroles pouvaient contribuer en quelque chose à mieux assurer la conservation des documents contemporains et à diriger l'attention des historiens sur l'actualité. J'ai parlé surtout en juriste, mais il est bon, je crois, d'aller ainsi quelquefois les uns chez les autres. Le juriste a, par ses préoccupations mêmes, un plus vif sentiment du présent que l'historien ; il voit peut-être aussi les choses d'une façon plus simple et plus directe. Il peut lui-même apprendre de l'historien le sens de l'évolution dans sa complexité infinie ; mais l'historien à son tour peut gagner quelque chose à écouter le juriste. Aux historiens qui auront bien voulu me prêter leur attention de dire s'il m'a été donné de leur apprendre quelque chose ou tout au moins de les inciter à des réflexions nouvelles sur l'un des sujets les plus graves dont l'homme ait aujourd'hui à se préoccuper.

LE CABINET TREIZE

MONOLOGUE COMIQUE

Je suis célèbre enfin ! Tous les journaux français
Ce soir reproduiront en entier mon procès
Et, vu l'attrait puissant d'une cause à scandale,
Demain chacun saura que, dans la capitale,
L'avocat Chamaillac maintenant fait échec
A notre Cicéron : le bâtonnier Bonbec.

Je viens de Carpentras. Au sortir de la gare,
Je me rends au palais, déclamant mon discours
Dans la rue et sans voir le danger que je cours.
Soudain passe un coupé. Quelqu'un m'a crié : « gare ! »
C'est Bonbec en personne. Inexorable temps !
Pensai-je, qu'a-t-il fait d'un ami de trente ans !
Car nous avons été copains à Charlemagne.
O bonheur ! Mon procès ! Dieu veut que je le gagne !
Plein d'espoir, à mon tour je hèle le cocher
Qui, me prenant pour fou, m'empêche d'approcher,

Mais s'arrête bientôt sur un signe du maître.
Celui-ci, paraissant ne pas bien me remettre,
Me dit : « Que voulez-vous ? » J'articule son nom
Et risque ces seuls mots : « Te rappelles-tu ? — Non !
— Chamailac, qui faisait tes versions latines ?
— Connais pas. » J'avais l'air de lui chanter matines
Et lui d'en éprouver un formidable ennui.
« — Je plaide contre toi. » dis-je. « — Quand ? — Aujourd'hui.
Dans une heure. — Vraiment ? En appel. Pas possible. »
Bonbec, qui devenait beaucoup plus accessible,
Consulte son carnet et d'un air étonné,
Exclame : « Tiens c'est vrai ! Cher, as-tu déjeuné ?
— Ma foi non — Monte alors. » Ravi de l'aventure,
Sans me faire prier, je suis dans sa voiture.
En trois temps le cheval nous mène chez Bignon.
O gourmandise ! Ici commence mon guignon !

« — Baptiste, deux couverts dans le Cabinet Treize !
Pour parler du procès nous serons à notre aise, »
Dit Bonbec. Le garçon nous bredouille un menu
De vingt plats tout nouveaux ; pas un ne m'est connu.
Mais mon amphitrion, sans écouter, commande
Des huitres, du sauterne, une sole normande,
Des perdreaux Périgieux, poularde Mazarin,
Pommes à la Condé, du pomard, vin du Rhin,
Magnifique dessert. Nous nous mettons à table.
J'explique le débat ; c'était inévitable,
L'autre n'en sachant pas un seul mot. « — Le mari,
Capitaine au long cours, dis-je, » se croit chéri
D'une femme adorable et quelque peu légère.
— C'est ma jeune cliente ? — Hélas oui. La bergère,

●

En l'absence du vieux soupire. Un beau berger...
Tu comprends ? — Je saisis — Mais, las de voyager,
— Ton client réparait ? — Et trouve sa famille
Augmentée en deux ans d'un garçon, d'une fille !
C'est raide, qu'en dis-tu ? — Le drôle est un luron !
— Ah ! Je voudrais savoir comment, cher Cicéron,
Tu vas légitimer tout cela. — Verse à boire.
— Volontiers ; mais pour toi je crains fort un déboire ;
Car j'ai dans ce cahier de cuir des arguments
Qui doivent terrasser les plus hardis amants.
Mon plaidoyer flétrit les femmes criminelles,
Les cousins... J'ai pour ça des raisons... personnelles.
— Pauvre ami ! — Je pourfends les hussards, les gommeux.
— A ta santé ! — Merci, ton sauterne est fameux !
Son fumet délicat console et ravigote.
On déjeune assez bien, mon cher, dans ta gargote.
— Encore un peu de sole ? — Oui ; de la sauce avec. »
La sauce était poivrée ; aussi buvions-nous sec.
— « Donc, mon cher... Chamailiac, selon toi, ma cliente...
A les torts et perdra le procès qu'elle intente ?
— J'en ai peur. — Tu la crois coupable ? — C'est bien sûr.
— Une aile de perdreau. — Mon cher, il est bien dur.
— Ton client ? — Non, l'oiseau. — D'où venait la fortune ?
Du mari ? — Pas du tout : de la sensible brune. »
Étais-je bête moi de le mettre au courant ?
Mais rien ne rend bavard comme un bon restaurant.
Après le vieux pomard, arrive le champagne.
Mon rival savait tout ; je battais la campagne.
Tout à coup, Cicéron, ému sans être gris,
Regarde la pendule et dit : « Ventre-saint-gris !
Partons ou, sans cela, nous manquons l'audience. »
Je titubais ; mais lui dans son coupé s'élance

Et la carte à payer m'échoit ; dure leçon !
J'en ai pour cent trois francs sans compter le garçon !

On arrive au palais ; la salle était bondée.
Dame, une cause grasse et par nous deux plaidée...
C'était sûr ; le beau sexe, ayant les yeux sur moi
Qui suis déjà timide, augmentait mon émoi ;
Mon cerveau bouillonnait ; mon regard était trouble ;
Je voyais le fauteuil du président en double.
Mais j'entends la sonnette. On annonce la cour
Et le greffier prend place. En attendant mon tour,
J'espérais repasser encor ma plaidoirie.
J'entr'ouvre ma serviette... O méprise ! incurie !
C'est un autre dossier qu'en ce moment je tiens.
Mon rival a changé le mien contre le sien !
Que va-t-il se passer ? Je maudis ma rencontre,
Ce déjeuner qui fait que je vendrai ma montre
Pour reprendre le train. Moi qui suis orateur,
Sans être (j'en conviens) grand improvisateur,
Je maudis du talent l'injuste privilège,
Le champagne, Bignon, les amis de collège,
L'ambition. Pourquoi ne suis-je pas resté
Paisible à Carpentras dans mon obscurité ?
« Messieurs (dis-je) il s'agit d'un crime abominable,
Dont on rit trop souvent. Ce crime impardonnable,
Qui nous menace tous, appelle un châtement.
Aussi vous punirez Madame et son amant...
Son amant... « Tout à coup je manque de mémoire ;
Je me sens... défaillir dans ma toge de moire.
Je veux poursuivre ; mais je reste interloqué.
On eût dit que la foudre à mon banc m'eût plaqué ;

Par trois ou quatre fois je viens à la rescousse ;
Je fais signe à Bonbec ; je tousse, me trémousse.
Ne me comprend-il pas ? Me roule-t-il ? toujours.
J'attends que l'animal me rende mon discours.
Hélas ! cette espérance à tout jamais s'envole !
J'entends le président lui donner la parole.

Puis, d'un air goguenard, la main dans son gilet,
Maître Bonbec disait, faisait ce qu'il voulait.
A peine en lui sent-on, dans l'organe ou le geste,
L'effet du vieux pomard, de la sole indigeste ;
Mais (soit dit entre nous), avouons franchement
Qu'il m'avait dérobé déjà maint argument,
Les meilleurs ; à ce point (je vous le dis sans pause)
Qu'il semblait, mieux que moi, développer ma cause.
Je me frottais les mains ; je le laissais aller,
Me disant avec joie : Il paraît s'emballer...
« Bravo ! Soudain mon cœur renaît à l'espérance ;
« Car c'est pour mon client qu'il plaide. Quelle chance !
« Je ne l'eusse jamais aussi bien défendu.
« On gagne mon procès par moi-même perdu. »
Enfin, spectacle étrange, inconnu de la chaire,
Je devais mon triomphe à mon noble adversaire.
Plus souvent ! Il s'arrête, revient vite à lui,
Et de sa tête un truc comme un éclair a lui.
Il voit que, par mégarde, il a pris ma serviette,
Récité mon discours et fait une boulette ;
« Messieurs, dit-il, voilà ce que le demandeur
« Vous disait à ma place. » Ici le défenseur,
Ce n'était plus de jeu, par un lâche artifice,
De mon beau plaidoyer touche le bénéfice.

Je tente vainement de placer quelques mots :

« Pauvre mari trompé ! Pauvres petits marmots ;
Plus à les soutenir de mon mieux je m'applique,
Plus s'acharne sur moi sa traîtresse réplique :

« Un mari qui voyage est digne d'un tel sort,
Dit-il. — Mais je voyage aussi. — Vous avez tort.

— Mais les enfants sont blonds et le père est mulâtre.

— Lequel ? D'ailleurs la mère est blanche comme albâtre.

N'est-ce pas suffisant ? — Pas du tout — Permettez... »

Dieu que les bâtonniers d'ici sont entêtés !

Je veux parler. Ah bah ! La cause est entendue,

C'est inique ! Et voilà comment je l'ai perdue !

Malgré tous mes efforts, inutiles retards,

Le mari rend la dot et garde les moutards.

Quand vous devrez plaider, soutenir une thèse,
N'allez pas déjeuner dans le Cabinet Treize.

Jules SALMON.



LA FEMME, LA GLOIRE ET L'ARGENT

TROIS COMÉDIES

PAR

EMILE JULLIARD

LA DIPLOMATIE FÉMININE

UN ACTE

LE SATELLITE

DEUX ACTES

SA MAJESTÉ LE ROI MILLION

DEUX ACTES

« L'homme n'est ni bon, ni méchant, ni sot, ni spirituel ; il est chasseur et voilà tout, comme la chenille est fileuse et n'est que cela. Vous le verrez toujours, à chaque étape de sa vie, à la piste d'une de ces trois choses : la femme, la gloire et l'argent, qui sont les trois variétés de gibier qu'il poursuit. »

(Diplomatie féminine.)

LA FEMME, LA GLOIRE ET L'ARGENT

COMÉDIES

LA DIPLOMATIE FÉMININE

LA FEMME

LA DIPLOMATIE FÉMININE

COMÉDIE EN UN ACTE

PERSONNAGES :

ALBERT LA ROVERAIE.

BLANCHE, sa femme.

CLOTILDE DE NERVAN, sa cousine.

LA SCÈNE SE PASSE A PARIS

LA DIPLOMATIE FÉMININE

COMÉDIE EN UN ACTE

Un salon très élégant; près d'une cheminée allumée, un guéridon sur lequel est préparé un service à chocolat; bouquets de fleurs sur la cheminée et sur la table.

SCÈNE I

BLANCHE (assise dans un grand fauteuil près du feu, et ayant sur ses genoux un livre ouvert qu'elle ne lit pas, semble absorbée dans ses rêveries.)

Encore une nuit passée à l'attendre... la cinquième depuis un mois!... Que peut-il faire si souvent hors de chez lui?... Ce n'est pas que je me plaigne, mon Dieu!... je sais bien qu'on n'enferme pas un mari dans son ménage comme un œillet dans un bouquet, et qu'un homme a besoin pour être heureux d'éparpiller sa vie un peu partout. Albert aime le tourbillon et le bruit!... lui en voudrai-je, et prétendrai-je claquemurer son âme dans mon amour? Oh! non!... d'ailleurs, s'il ne désertait pas quelquefois son foyer, il finirait par s'assoupir dans ses douceurs, et quand il rentre, fatigué de

bals et de festins, il doit être si content de sentir la température veloutée de son ménage, et le bonheur doit si vite lui faire oublier le plaisir. Il est vrai que je souffre beaucoup de rester seule si souvent, mais quand un mari s'amuse, sa femme a-t-elle le droit de s'ennuyer, quand il rit, lui est-il permis de pleurer ?... Eh bien ! qu'est-ce donc ?... voici des larmes... mais voulez-vous bien rentrer, malheureuses ! si vous alliez me faire des yeux rouges et qu'il s'en aperçût, je serais perdue... Justement, j'entends son pas ; soyons bien gaie et qu'il puisse dire au moins en me retrouvant : Oh ! qu'on étouffait là-bas et qu'il fait beau temps ici !

SCÈNE II

BLANCHE, LA ROVERAIE

LA ROVERAIE

Quoi ! chère Blanche, déjà levée !

BLANCHE

Mais oui, mon ami ; j'ai aperçu de mon lit quelques joyeux rayons qui folâtraient dans les volets et semblaient m'appeler ; ma foi, j'ai été les rejoindre à la fenêtre.

LA ROVERAIE

(A part.) Pauvre Blanche, elle croit que je la crois ! (Haut.) Tiens, voici une chose singulière ! ces mêmes rayons sont venus de fort grand matin m'agacer dans ma chambre ; et, ma foi, j'ai été me promener avec eux dans le parc.

BLANCHE

(A part.) Pauvre Albert ! il espère me tromper ! (Haut.) Et naturellement, vous rapportez à votre petite femme une humeur toute matinale et imprégnée de parfums et de fraîcheur.

LA ROVERAIE (la regardant attentivement)

Je ne sais si mon humeur est bien matinale, mais en tous cas, votre toilette l'est peu ; et même, si je ne me trompe, vous avez la même qu'hier au soir.

BLANCHE

Oh ! c'est un négligé qu'on peut fort bien mettre le matin.

LA ROVERAIE

Cette robe de satin, ces roses dans les cheveux, ce collier de perles sont un négligé du matin !

BLANCHE

Et si j'ai mis tout cela, méchant, pour paraître plus jolie à vos yeux et refaire votre conquête ?...

LA ROVERAIE

D'abord, vous m'avez conquis une fois pour toutes et je ne me suis point encore repris... et puis, en admettant le contraire, votre peignoir à dentelles est un engin de guerre qui peut assurer votre triomphe aussi bien que ces falbalas... Mais, dites-moi, cette pâleur et ces yeux rouges sont-ils aussi un négligé du matin ?

BLANCHE

Quelles idées vous vous faites, mon ami !

LA ROVERAIE

Pardon, je ne me les fais pas ; toute votre personne me les impose. Voyons, Blanche, terminons ce jeu : nous nous mentons tous les deux. Je ne suis point rentré cette nuit, et vous le savez fort bien ; vous ne vous êtes pas couchée, et je ne l'ignore pas non plus.

BLANCHE

Eh bien ! quel mal cela peut-il vous faire ? Je n'aime pas à dormir, le sommeil n'entre pas dans mes goûts.

LA ROVERAIE

Il faut pourtant tâcher qu'il y entre, Madame ; à moins que votre intention ne soit de m'obliger à quitter tous mes amis et à ne plus sortir de chez moi.

BLANCHE

Mon intention n'a jamais été de vous priver d'aucune de vos petites distractions ; et soyez sûr que, lorsque vous prenez un vrai plaisir, même loin de moi, je le partage avec vous.

LA ROVERAIE

Ah ! Blanche, accusez-moi de fatuité, si vous le voulez, mais permettez-moi de n'être pas sûr de ce dernier point.

BLANCHE

Si vous aimez mieux quelquefois les délices du monde que la monotonie de ma société, mon devoir est de préférer ce que vous préférez.

LA ROVERAIE

Votre devoir !... vous voyez donc bien que mes absences vous affligent ; et croyez-vous que je puisse goûter un plaisir, quand je pense que ma femme veille toute la nuit sur une chaise, qu'elle se morfond et s'ennuie, qu'elle pleure peut-être ?... car vous avez pleuré, Blanche.

BLANCHE

Moi, point ! J'ai ouvert la porte à quelques larmes capricieuses qui demandaient à s'en aller, mais je n'ai point pleuré. D'ailleurs, les femmes sont si riches en larmes qu'elles en versent à propos de tout : pour un rêve qu'elles font et défont, pour une jolie phrase qu'elles lisent dans un roman, pour un plaisir qu'elles se promettent, pour toute chose enfin, sauf pour leurs douleurs. Il n'y a que les femmes malheureuses qui ne pleurent pas. Ainsi, il est bien convenu que je n'ai point été triste et que vous avez de gros remords de l'avoir cru. Maintenant, asseyez-vous près de moi, rêvez que vous êtes en partie fine avec votre femme, et buvez ce chocolat que vous allez me faire le plaisir de trouver excellent, car c'est moi qui l'ai préparé de ma petite main.

LA ROVERAIE

Bon ! il ne manquait plus que cela ! Vous descendez maintenant aux soins vulgaires d'un mercenaire ; vous devriez songer, ma chère, que votre petite main est faite pour agiter l'éventail et non point la cuillère à chocolat : vous la faites déroger.

BLANCHE

Si elle déroge le matin, elle se relève le soir, car regardez les charmantes pantoufles qu'elle vient de terminer en votre honneur.

LA ROVERAIE

Encore !... c'est à mon fournisseur maintenant que vous faites concurrence ; en vérité, vous portez perte à M. Schumacher ; ce n'est pas charitable, je vous assure.

BLANCHE (caressante)

Voyons, mon ami, pourquoi vous fâchez-vous ?

LA ROVERAIE

Je me fâche... je me fâche, parce que... parce que vous ne vous fâchez pas, parbleu ! C'est vrai cela, pourquoi ne vous fâchez-vous pas ?

BLANCHE

Je n'ai pas de motifs pour cela.

LA ROVERAIE

Eh ! si bien, Madame, vous en avez, vous en avez beaucoup ; d'abord, vous avez le motif que moi, je me fâche sans motif ; ensuite, si vous aviez un peu de perspicacité, vous sentiriez que je suis un ingrat, un monstre, d'accueillir d'une manière aussi brutale tous vos témoignages de tendresse et de vertu ; vous me jetteriez au visage mon chocolat et mes pantoufles ; c'est ce que vous ne faites pas, c'est ce que je trouve un procédé inqualifiable, et c'est ce que je ne puis vous pardonner.

BLANCHE

Mais m'empêcherez-vous de trouver vos défauts charmants ? Cela va si bien à un homme d'être un peu bourru.

LA ROVERAIE

Eh ! jour de Dieu ! vous êtes d'une douceur, d'un angélisme qui pousserait à bout l'homme le plus patient du monde. Je parie que vous pourriez, sans sourciller, me voir aux pieds d'une autre femme. Qui sait ! vous diriez peut-être : « Ainsi soit-il ! que votre volonté soit faite et non pas la mienne. » Ah ! ça, répondez-moi donc ; ne diriez-vous pas quelque chose comme cela ?

BLANCHE

Non, je dirais : il paraît que cette femme vaut bien mieux que moi ; et s'il lui accorde une telle faveur sous mes yeux, ce n'est que pour m'engager à acquérir toutes les qualités qu'elle a et qui me manquent, et par là à mériter la même récompense.

LA ROVERAIE

Comment ! vous ne vous sentiriez pas venir au cœur la moindre jalousie ?

BLANCHE

Non, mais beaucoup d'émulation.

LA ROVERAIE

(A part.) C'est ce que nous allons voir. (Haut.) Eh bien ! ma chère Blanche, vous me mettez tout à fait à mon aise ; je cherchais justement un ami pour lui faire une confidence qui m'étouffe, et je vois que je ne me repentirai point de vous avoir choisie. Figurez-vous que je suis follement épris de votre cousine, Clotilde de Nervan.

BLANCHE (très émue)

Ah !

LA ROVERAIE

Vous dites ?

BLANCHE

Je dis : Ah !

LA ROVERAIE

Mais ce Ah ! a un sens.

BLANCHE

Mettons qu'il signifie : Ma cousine est bien heureuse.

LA ROVERAIE

Et moi, bien malheureuse, n'est-ce pas ?

BLANCHE

Je vous en laisse juge ; car c'est à vous de savoir si le bien que vous faites d'un côté rachète le mal que vous feriez de l'autre.

LA ROVERAIE

Oh ! puisque vous n'êtes pas jalouse, vous n'avez aucune raison pour souffrir. Mais regardez-moi donc ; pourquoi vous détournez-vous ? (Blanche cache sa tête dans ses mains.) Tiens ! des larmes !! des larmes d'émulation sans doute ; et puis, ne m'avez-vous pas appris que les femmes pleurent pour un rêve qu'elles font et défont, pour un plaisir qu'elles se promettent ?... Vous promettez-vous un plaisir ?

BLANCHE (bas)

Oh ! il est sans pitié.

LA ROVERAIE

Permettez-moi d'achever ma confidence.

BLANCHE

N'est-elle pas finie ? Bien que courte, elle me semblait pourtant assez complète.

LA ROVERAIE

J'ai peu de chose à ajouter, en effet ; je veux seulement vous demander votre avis sur quelques vers que j'ai écrits pour M^{me} de Nervan.

BLANCHE

Vous faites des vers !... C'est sans doute par modestie que vous me l'avez laissé ignorer jusqu'à ce jour. Je remercierai Clotilde d'avoir été pour moi l'occasion de cette charmante découverte.

LA ROVERAIE

Ceci est un reproche enroulé dans un compliment, une goutte de vinaigre enfermée dans une feuille de rose et qui, dégagée de son enveloppe, se réduit à ceci : Vous n'en avez jamais fait pour moi, vous n'en auriez pas pris la peine.

BLANCHE

Vous en auriez peut-être bien pris la peine ; vous en seriez-vous donné le plaisir ? je n'ose pas m'en flatter.

LA ROVERAIE

Ecoutez, Blanche, on ne fait jamais de vers pour sa femme ; ce serait aussi ridicule que de passer toutes ses soirées avec elle. Que dirait le monde quand il saurait que moi, mari, j'ai aligné des rimes pour ma compagne légitime ? On me croirait fraîchement débarqué de quelque planète inconnue.

BLANCHE

C'est que le monde croit sans doute que la poésie est la servante de l'amour, et qu'un mari n'a pas le droit de l'employer à autre chose.

LA ROVERAIE

Pardonnez-moi ; la poésie est la servante des amours et non pas de l'amour. Quand on aime sérieusement, on n'a pas le temps de s'amuser à compter des syllabes.

BLANCHE (vivement)

Vous n'aimez donc pas Clotilde sérieusement ?

LA ROVERAIE

Ah ! vous m'en demandez trop.

BRANCHE

C'est qu'il me semblait que vous me parliez d'une confidence.

LA ROVERAIE

Mais il me semblait que vous l'aviez trouvée complète.

BLANCHE

Je craignais peut-être d'en savoir trop.

LA ROVERAIE

Et vous craignez maintenant de n'en savoir pas assez. Eh bien ! dans le cas où j'aimerais sérieusement Clotilde, m'en voudriez-vous bien ?

BLANCHE

Mais non, puisque....

LA ROVERAIE

Achevez.

BLANCHE

Puisque je vous aime.

LA ROVERAIE

Comment ! vous m'aimez et vous...

BLANCHE

En voudriez-vous d'autres preuves ?

LA ROVERAIE

Ce que vous me dites là me semblerait plutôt une preuve du contraire.

BLANCHE

Quand il s'agit des amours, peut-être ; quand il s'agit de l'amour, non.

LA ROVERAIE

Alors ceci, ma chère Blanche, est tout simplement du sublime et descend en ligne directe des régions séraphiques ; il est fâcheux seulement que je sois à tout jamais incapable de vous rejoindre sur les hauteurs éthérées où vous planez. Vous ne songez pas que vous placez l'immensité entre vous et moi, et que j'aimerais fort pourtant vivre un peu plus près de ma femme.

BLANCHE

N'est-ce pas, au contraire, parce que je veux vivre trop près de vous, que vous vous éloignez si souvent de moi ?

LA ROVERAIE

Laissez-moi vous parler franchement, Blanche : quand on est rempli de défauts, comme je le suis, il est excessivement gênant de vivre sans cesse côte à côte avec une personne qui n'en a point. Vous me répondez : « Débarrassez-vous de vos défauts ! » Eh ! mon Dieu ! je le voudrais bien ; je ne tiens pas à eux ; ce sont les scélérats qui tiennent à moi et ne veulent pas me lâcher. C'est l'histoire du lépreux et de la lèpre. Vous avez fait de ma maison une cathédrale auguste que vous remplissez de votre divinité. Tout mon rôle, à moi, doit se borner à m'agenouiller piteusement dans un coin sans oser relever la tête. Vous sentez bien que cela est trop solennel, trop contemplatif pour ma faible nature. Or, comme il est plus facile aux anges de descendre chez les mortels qu'aux mortels de monter chez les anges, daignez abdiquer quelquefois votre austère infailibilité ; déposez un peu de cette douceur immaculée qui fait de vous la reine et de moi le vassal ; et vous aurez rapproché les distances et les sympathies, si bien qu'il n'y aura plus ici qu'un mari repentant, exclusivement occupé à être amoureux de sa petite femme devenue de son côté plus accessible.

BLANCHE

Ainsi, vous me reprochez...

LA ROVERAIE

D'être trop douce. Vous avez enfermé ma vie dans des nuages roses. Les nuages roses sont délicieux, je n'en disconviens pas, mais on ne peut pas ne voir que cela au-dessus, au-dessous et autour de soi ; il faut un peu de pluie et d'ouragan dans une existence bien comprise.

BLANCHE

Ah ! il ne s'agit que d'être méchante ! Qu'à cela ne tienne, vous allez être servi, Monsieur ; et pour commencer, je vous jette votre chocolat au feu ; je reprends mes pantoufles et je les donnerai à quelqu'un que je sais et que vous ne savez pas. Après tout, je suis bien bonne d'être si bonne ; j'aurai aussi mes volontés qui ne seront pas les vôtres ; je ne vous attendrai que la moitié de la nuit... j'irai même peut-être au bal... j'y danserai avec les cavaliers qui m'inviteront... je... (La Roveraie détourne la tête pour cacher ses rires.) O mon pauvre ami, vous ai-je fait de la peine ?

LA ROVERAIE (riant)

Ah ! ah ! ah ! que vous étiez amusante ainsi ! vous aviez l'air d'une petite pensionnaire qui met pour la première fois des habits de garçon. (Prenant Blanche dans ses bras.) Pauvre agneau, tu veux jouer au loup, sans songer que tu n'en as ni les dents, ni l'appétit. Allons, ma petite Blanche, restez comme le ciel vous a faite, puisqu'il vous a condamnée à une perfection éternelle. Quant à moi, je tâcherai de m'habituer au paradis où vous m'avez placé, de respirer comme vous de l'oxigène pur, et quand mes poumons viciés seront fatigués de cette sainte atmosphère (prenant son chapeau) je ferai comme je fais maintenant, j'irai à la Bourse où je suis sûr au moins de ne pas rencontrer des anges.

BLANCHE

Et de ne pas respirer de l'oxigène pur, n'est-ce pas ?

LA ROVERAIE

Adieu.

(Il sort.)

SCÈNE III

BLANCHE (seule)

Comment le ramener à moi, à présent ? Il ne m'aime plus, uniquement parce que j'en l'aime encore. On dirait vraiment qu'il ne peut exister dans un ménage qu'une certaine quantité d'amour. Quand une femme en prend trop pour sa part, c'est autant de moins qu'elle en laisse à son mari. Mon maître d'histoire naturelle m'aurait dit jadis : C'est une conséquence de la loi d'atrophie et d'hypertrophie..... Me faut-il devenir méchante, jalouse, capricieuse ? mais je ne saurai jamais comment m'y prendre, moi !... comme il a ri à ma première tentative !... S'il y a un petit lutin qui enseigne à fond toutes ces choses aux femmes, avant que celles-ci naissent, il faut convenir que j'ai bien mal profité de mes leçons..... Clotilde en sait davantage, elle..... oh ! je veux tout lui dire et lui demander conseil ;... elle ne peut l'aimer, puisqu'il est mon mari... à moins qu'elle ne l'aime précisément pour cela. Fi ! quelle vilaine idée j'ai là !... pauvre Clotilde ! si elle savait seulement que cette pensée m'est venue !... Ah ! mon Dieu, la voici !

SCÈNE IV

BLANCHE, CLOTILDE

CLOTILDE

Bonjour, mon bijou, j'arrive ici au saut du lit. Depuis longtemps je me promettais une bonne et jolie journée, et je viens la consommer chez toi aujourd'hui. N'est-ce pas gentil de t'avoir choisie pour partie de plaisir ?

BLANCHE

Oh ! oui, je t'en remercie, car j'avais bien besoin de te voir.

CLOTILDE

On dirait que tu as le cœur gros. Aurais-tu des chagrins, par exemple ? Les chagrins sont une parure qui ne va pas aux jolies femmes, et partant un luxe que ton mari et moi, nous ne te permettrons pas.

BLANCHE

Oh ! mon mari me le permet bien ; et toi, Clotilde, es-tu bien sûre de me le défendre ?

CLOTILDE

Que veux-tu dire ?

BLANCHE

Mais rien.....

CLOTILDE

Tu dis : rien ; donc, c'est quelque chose.

BLANCHE

Mais non, je t'assure ; seulement... Albert vient de sortir ; il faut avouer qu'il joue de malheur, n'est-ce pas ?

CLOTILDE (surprise)

Plaît-il ?

BLANCHE

Il va joliment maudire l'insolent hasard qui le chasse de chez lui au moment où il t'y amène.

CLOTILDE

Voyons, Blanche, que signifie tout cela ?

BLANCHE

Tout cela signifie que... (éclatant) je suis bien malheureuse, vois-tu ; mon mari t'aime, Clotilde, il t'aime, j'en suis sûre ! oh ! sauve-moi ! rends-le-moi ! tu le peux, ton cœur a tant d'esprit !

CLOTILDE

Et c'est toi qui me fais cette confiance !... et c'est à moi que tu viens demander aide et protection ! Foi de jeune veuve, je croyais bien avoir tout prévu, et tu viens de me prouver que moi et mes prévisions, nous ne sommes que des sottes.

BLANCHE

C'est à mon tour de te demander : que veux-tu dire ?

CLOTILDE

Et c'est à mon tour de te répondre : rien. Seulement, ta naïveté de tourterelle va te servir mieux que les plus profondes combinaisons de la finesse féminine ; et tu me fais croire vraiment qu'il existe un être plus roué que le plus roué des roués : c'est un ange ou un enfant. Tu n'y comprends rien, n'est-ce pas ? et cela ne m'étonne point ; je vais être claire. Ton mari m'a fait la cour : il était dans son rôle de mari ; j'ai agréé cette cour : j'étais dans mon rôle de veuve. Et ne va pas me jeter à la face le souvenir d'un époux que je n'ai pu pleurer que du coin de l'œil. Je lui devais deux années de robes noires ; je les lui ai données ; ce souvenir et moi, nous sommes quitte à quitte. M. de Nervan était un banquier assez avisé pour comprendre qu'un ménage légitime est le complément nécessaire de la position sociale de tout bon financier ; il a donc endossé le mariage, comme il mettait un

habit noir dans le monde, parce que c'est convenable ; je ne lui ai servi tout simplement que de certificat d'homme posé, et partant, après sa mort, je lui ai donné les regrets qu'un certificat voue à son possesseur, quand il le perd.

BLANCHE

D'ailleurs, je crois me souvenir que tu étais à peine sortie de pension quand un secrétaire d'ambassade...

CLOTILDE

Hélas ! oui ; tandis que mon père donnait ma main à la finance, je donnais mon cœur à la diplomatie ; et, je te le dis tout bas : mon vrai veuvage commença le jour de mon mariage. Depuis ce temps, l'infidèle a épousé je ne sais quelle femme qu'il a trouvée je ne sais où. Je m'en consolai et, dès lors, je ne m'occupai plus qu'à jouir paisiblement des charmes de ma double liberté ; mais bientôt, ton mari se posa devant moi en adorateur et chercha à me plaire. Je t'avoue que, de mon côté, je n'ai pas cherché à lui faire horreur, car je pensais que tu avais accepté bravement ta situation d'épouse légale et que tu ne refusais point la lutte que toute femme, après deux ans de mariage, doit s'attendre à soutenir avec l'une de ses amies. Ce n'était entre nous deux qu'une partie d'échecs qui, du reste, ne devait nullement altérer notre amitié réciproque. Ton mari était le roi, qu'on attaque ; tu jouais de manière à conserver ton roi et moi de façon à le laisser s'égarer dans mon camp. Eh bien ! chère amie, en te présentant à moi comme une victime éplorée et suppliante, tu viens de faire, sans le savoir, un coup de maître qui détruit tous mes calculs et me fait échec et mat ; ma partie est donc à tout jamais perdue, et je te promets de ne pas prendre ma revanche.

BLANCHE

Comment, Clotilde, toi que je croyais ma meilleure amie, tu plaçais tout mon bonheur sur l'échiquier de la coquetterie?

CLOTILDE

Oh ! c'est que tu n'es pas faite comme les autres, toi ; tu es amoureuse de ton mari, et pour te le dire en passant, c'est une grande faute que tu fais là. Aime-le, si tu veux ; mais n'en sois jamais amoureuse, ou si tu as commis la maladresse de l'être, arrange-toi de façon qu'il n'en soit jamais sûr. L'homme, vois-tu, n'est ni bon ni méchant, ni sot, ni spirituel ; il est chasseur, et voilà tout, comme la chenille est fileuse et n'est que cela. Tu le verras toujours, à chaque étape de sa vie, à la piste d'une de ces trois choses : la femme, la gloire et l'argent, qui sont les trois variétés de gibier qu'il poursuit. Dès qu'il a une pièce dans son sac, il n'y songe plus, et il ne s'occupe que de celle qu'il ne tient pas encore et qui court. Ton mari en est encore à la première période, celle où l'on chasse à la femme. Tu es dans la carnassière, et il le sait ; je voltige dans les bois, et il le voit ; étonne-toi maintenant qu'il t'oublie pour se mettre à mes trousses.

BLANCHE

Songes-y bien, Clotilde, tu joues avec une chose qui est une question de vie ou de mort pour moi.

CLOTILDE

Oh ! rassure-toi ; il n'y a pas encore péril en la demeure ; j'ai été battue, je te l'ai dit, et je te promets de te rendre ton enjeu double, c'est-à-dire ton mari enrichi d'une double dose de fidélité et d'amour. Renseigne-moi sur un point seulement : M. La Roveraie a-t-il jamais eu des griefs contre toi ?

BLANCHE

Oui, un bien grave : il m'accuse d'être trop douce.

CLOTILDE

En effet, c'est là un des plus tristes symptômes de l'amour ; il se plaint simplement de ce que tu l'aimes trop. Il faut être juste aussi,... ce n'est pas gentil de ta part d'aimer si éperdûment un pauvre mari qui ne t'a jamais fait de mal ; mais n'importe, c'est sur ton amour que nous allons former notre plan de bataille.

BLANCHE

Oh ! je m'en vais t'aider de toutes mes forces. Me faut-il être méchante, acariâtre et même... coquette ?

CLOTILDE

Garde-t'en bien, malheureuse ; il s'apercevrait que tu lui joues la comédie et il hausserait les épaules ; reste bien au contraire dans ton rôle d'ange ; sois plus douce que jamais ; accable-le de prévenances, de caresses, de...

BLANCHE

Ah ! si tu penses me le ramener de cette manière, tu es encore plus naïve que moi ; il m'a dit que je berçais sa vie dans des nuages roses et que cela commençait à l'endormir.

CLOTILDE

Je le crois volontiers, car tu n'as jamais mis autre chose dans son existence, et il s' imagine que la tempête est meilleure, par l'unique raison qu'il ne la connaît pas. Employons contre lui le système des contraires. Reste nuage rose, je me ferai

bourrasque ; sois la lumière, je serai l'ombre ; il fera la comparaison, il jugera de la différence, et il passera bien vite de ton côté, je t'en réponds.

BLANCHE

Cela n'est pas sûr !

CLOTILDE

Si cela n'est pas sûr, ton mari n'est qu'un niais incurable, et ton amour n'est qu'un rhumatisme au cœur dont je saurai bien te débarrasser. — Mais, n'est-ce pas sa voiture que l'on vient d'entendre ?

BLANCHE (courant à la fenêtre)

Oui, c'est lui ; il monte le perron.

CLOTILDE

Surtout, qu'il ne se doute pas de notre conspiration ; et toi, n'oublie pas de me laisser seule avec lui, à un signe quelconque que je te ferai, quand je lui dirai, par exemple : décidément, vous êtes un homme charmant !... Maintenant, sous les armes !

SCÈNE V

LES MÊMES, LA ROVERAIE

LA ROVERAIE

Madame de Nervan ! ah ! je ne m'attendais pas à tant de bonheur et je m'aperçois que je viens de perdre à la Bourse des moments bien précieux.

CLOTILDE

Ne vous félicitez pas encore. J'ai trouvé Blanche occupée à s'ennuyer toute seule, et comme j'aurai cet été à la campagne une nombreuse et charmante société, j'emporte mon amie avec moi pour la distraire.

BLANCHE (étonnée)

Est-ce que vraiment ?...

CLOTILDE (bas à Blanche)

Laisse-moi dire. (Haut.) Le monde, la jeunesse, le bruit sont des choses souveraines contre l'ennui. Vous, qui vous servez souvent de ce remède, ne le trouvez-vous pas excellent, Monsieur de La Roveraie ?

LA ROVERAIE

Mais ma femme ne s'ennuie pas chez elle, n'est-ce pas, Blanche ?

BLANCHE

Oh ! non, assurément... cependant. si... quelquefois, quand vous n'y êtes pas.

CLOTILDE (bas à Blanche)

Très bien, très bien ! (Haut.) Mais pas du tout, elle s'y ennuit toujours ; est-ce que je ne le vois pas ? D'ailleurs, Blanche est trop jolie, trop gentille, pour que je prive de sa société plusieurs personnes qui s'attendent à la trouver chez moi, et s'en font une fête.

LA ROVERAIE

Alors, vous m'emmenez aussi.

CLOTILDE

Hélas ! non ; comme j'avais une trop grande foule de messieurs à inviter, j'ai dû en tirer une douzaine au sort, et votre nom m'a fait l'impolitesse de ne pas sortir. Je suis bien à plaindre, croyez-moi.

LA ROVERAIE

Vraiment ! Ah ! Madame, je suis trop touché de cet aimable regret pour ne pas chercher à réparer l'injustice du sort : je vous suivrai malgré lui.

CLOTILDE

Non, non, ne le faites pas ; cela nous porterait malheur à tous les deux ! Je suis très superstitieuse, voyez-vous, et j'ai entendu dire que le sort se venge toujours de ceux qui se moquent de lui.

LA ROVERAIE

Et comptez-vous garder Blanche longtemps ?

CLOTILDE

Je ne sais pas... un temps indéterminé.

LA ROVERAIE

Alors, c'est bien long ! Je suis habitué à trouver ma femme chez moi toutes les fois que je rentre ; et, je vous l'avouerai, cette habitude m'est chère.

CLOTILDE

Des habitudes ! ah ! fi donc !! Vous êtes trop jeune, cher cousin, pour avoir des habitudes. Laissez cela aux vieux caissiers et aux vieux notaires. A votre âge comme au mien, on n'a qu'une habitude : celle de n'en point avoir. Ainsi, Blanche, fais préparer tes malles ; et vous, Monsieur La Roveraie, qui êtes si facile aux habitudes, vous vous habituerez à vous deshabituier de votre femme.

LA ROVERAIE

Peut-être, si vous venez quelquefois me parler d'elle (bas) et surtout de vous.

BLANCHE

Vraiment, Clotilde, tu vas me trouver bien ingrate, mais...

CLOTILDE (bas à Blanche)

C'est cela ; dis que tu veux rester.

BLANCHE

Mais je préfère rester auprès de mon mari, s'il le permet.

LA ROVERAIE (lui serrant la main à la dérobée)

(Bas.) Merci, Blanche. (Haut.) Vous savez, ma chère, que je vous laisse toujours libre d'agir selon vos volontés.

BLANCHE

Oh ! je ne réclame qu'une liberté, moi : celle de ne vous jamais quitter.

CLOTILDE

Dieu, que c'est touchant, mais que c'est ridicule ! Tout cela

roucoule pitoyablement et exhale une odeur de sentiment à vous asphyxier. En vérité, chère amie, tu es un anachronisme dans notre époque ; tu es en arrière de nous de plusieurs siècles ; tu tombes dans le *Cyrus* et l'*Astrée*, dans le *Philémon et Baucis*. Tu ne sais donc pas qu'il est de mode à présent de fuir son mari tous les étés, d'aller à Baden pendant qu'il est à Vichy, ou à Vichy pendant qu'il est à Baden, et qu'il est de fort mauvais goût de vivre avec lui pendant la belle saison. Il est temps de commencer ton éducation, ma pauvre enfant ; et vous, Monsieur La Roveraie, vous ne devriez pas laisser ainsi votre femme dans cette ignorance de tout, qui vous fait honte.

LA ROVERAIE

Décidément, Madame, vous êtes une amie dangereuse.

CLOTILDE

Bah ! vous croyez ?

LA ROVERAIE

Je fais plus que le croire, je le sens (bas à Clotilde) par le danger que je cours auprès de vous.

CLOTILDE

Allons, vous voulez absolument que j'en convienne : eh bien ! vous êtes un homme charmant.

BLANCHE

Ah ! ma chère Clotilde, j'avais oublié que nous avons décidé que tu resterais ici jusqu'à demain ; je vais faire préparer ta chambre. (Saluant.) Vous permettez ? (Elle sort.)

SCÈNE VI

CLOTILDE, LA ROVERAIE

LA ROVERAIE

Il faut avouer que ma femme est peu jalouse.

CLOTILDE

Oh ! Blanche a été taillée dans une étoffe dont il ne reste plus un morceau. Elle est peut-être la seule femme au monde qui s'obstine à vouloir que son mari soit heureux.

LA ROVERAIE

Et je suis peut-être le seul homme au monde qui s'obstine à ne pas le reconnaître. Mais c'est de votre faute, Madame, n'en accusez que vous ; pourquoi êtes-vous de ce monde, pourquoi avez-vous ce regard qui fascine, cette grâce ineffable qui...

CLOTILDE

C'est trop long, c'est trop long tout cela ; de grâce, abrégeons, ou plutôt laissons les termes de l'addition et arrivons tout de suite au total. Vous êtes amoureux de moi, après ?

LA ROVERAIE

Après ? mais c'est tout.

CLOTILDE

Eh bien ! avant d'aller plus loin, vous me permettrez de vous dire que quand on est vraiment amoureux d'une femme, on ne se présente pas ainsi devant elle.

LA ROVERAIE

Mais il m'est aussi impossible de me présenter autrement devant votre personne que de n'en pas être amoureux.

CLOTILDE

Ce n'est pas cela : vous avez souffert que votre femme mît de l'essence de violette à votre mouchoir, et si vous m'aimiez véritablement, vous auriez deviné que je déteste l'odeur de la violette.

LA ROVERAIE

Je vous demande bien humblement pardon de n'être pas sorcier.

CLOTILDE

Il ne s'agit pas de me demander pardon, mais bien d'aller changer de mouchoir.

LA ROVERAIE

Mais, Madame.....

CLOTILDE

Allez donc changer de mouchoir. (Il jette son mouchoir.) Ce parfum m'incommode encore. Je vous ai prié d'aller changer de mouchoir.

LA ROVERAIE

Il faut vous obéir, Madame, même quand vos ordres sont d'amères railleries. (Il sort.)

SCÈNE VII

CLOTILDE, puis BLANCHE

CLOTILDE (seule)

Oh ! vous n'êtes pas encore au bout de vos épreuves, Monsieur La Roveraie ; je vous forcerai bien à ne plus faire le pigeon voyageur et à rentrer dans le nid de votre colombe.

BLANCHE (accourant)

Mon Dieu, Clotilde, qu'as-tu fait à mon mari ? Il jette toutes les portes et vient d'entrer dans sa chambre en disant : « O Blanche, je commence à comprendre ce que tu vaux ! »

CLOTILDE

C'est le traitement qui opère, vois-tu. Mais va-t'en, il ne faut pas qu'il nous voie ensemble.

BLANCHE

Seulement, je t'en prie, mon amie, ne le tourmente pas trop ; ce pauvre Albert est habitué aux ménagements et...

CLOTILDE

Cela te regarde, les ménagements sont dans ton rôle ; laisse-moi jouer ma partie, et sors vite.

BLANCHE

Il semblait si contrarié ; je ne voudrais pas...

CLOTILDE

Mais t'en iras-tu, malheureuse !

(Blanche sort.)

SCÈNE VIII

CLOTILDE, LA ROVERAIE

LA ROVERAIE

Vos ordres sont exécutés, Madame ; daignez considérer si ce parfum vous convient mieux.

CLOTILDE

C'est cela, il est délicieux ; et l'on peut maintenant accueillir votre cour sans danger de migraine... Ah ! mais, pardon... Quelle cravate avez-vous là ? Une cravate de satin, je crois !... Franchement, Monsieur, vous n'y songez pas !

LA ROVERAIE

Comment ! ma cravate aussi vient de commettre un crime ?

CLOTILDE

Eh ! sans doute. Comment ose-t-elle être de satin en ma présence ? Vous ne voyez donc pas que cette étoffe me déchire les yeux, qu'elle me donne des fourmillements jusque dans les ongles, qu'elle est de la dernière inconvenance, et qu'enfin, je n'aimerai jamais un homme qui portera du satin.

LA ROVERAIE

Au nom du ciel, Madame, jusqu'à quand ce badinage inconcevable ?...

CLOTILDE

Il ne s'agit pas de badinage inconcevable, mais bien d'aller changer de cravate.

LA ROVERAIE

Pour le coup, Madame, ce serait...

CLOTILDE

Allez donc changer de cravate.

LA ROVERAIE

Vos cruelles plaisanteries n'ont pas d'autre but, sans doute, que de mesurer l'étendue de ma passion sur celle de ma patience... Eh bien ! soit, je ne me lasserai pas plus d'être obéissant que vous d'être belle ; seulement, comme je souhaite vivement que mes changements de toilette aient une fin, je vous prierai de me dire tout d'abord quelle est l'étoffe que vous supportez.

CLOTILDE

Je les déteste toutes également, guidez-vous là-dessus.

LA ROVERAIE

Merci, Madame, me voici parfaitement éclairé ; mais comme il me faut une cravate, je vous prie de vouloir bien tolérer l'étoffe de celle-ci.

CLOTILDE

C'est singulièrement tyrannique, Monsieur, ce que vous exigez là... Au moins, ne me regardez pas en face.

LA ROVERAIE

Soit, restons de profil.

CLOTILDE

Vous disiez donc que vous êtes amoureux de moi.

LA ROVERAIE

Je le disais.

CLOTILDE

Et que voulez-vous que je fasse de votre amour ?

LA ROVERAIE

Que vous me permettiez de le déposer à vos pieds.

CLOTILDE

Mes pieds n'y mettent pas d'opposition.

LA ROVERAIE

Et que vous me laissiez espérer...

CLOTILDE

Que je me baisserai pour le ramasser... Je le veux bien, à condition pourtant que vous ne serez pas exclusif.

LA ROVERAIE

Ah ! il ne faut pas être exclusif, c'est-à-dire que...

CLOTILDE

C'est-à-dire qu'il ne faut pas faire comme certains égoïstes qui prétendent qu'on doit les aimer eux, tout eux et rien qu'eux.

LA ROVERAIE

Comment, Madame, voudriez-vous me donner des rivaux ?

CLOTILDE

Non pas des rivaux, mais des collègues. Il est permis à une mère d'avoir plusieurs enfants et de les aimer tous égale-

ment ; pourquoi une femme n'aurait-elle pas plusieurs adorateurs et ne pourrait-elle leur donner à chacun une part de son attention ? La beauté est une reine qui ne doit jamais marcher sans avoir à sa suite une dizaine de soupirants comme cortège d'honneur. Je suis belle, m'avez-vous dit ; eh bien ! Monsieur, je veux avoir aussi mes pages et mes mousquetaires.

LA ROVERAIE

Oh ! Madame, je n'entrerai jamais dans une pareille association.

CLOTILDE

Votre amour serait-il assez fat pour admettre qu'il pût me suffire ? Allez, Monsieur La Roveraie, le cœur féminin jouit d'un appétit dont vous ne connaissez pas encore l'étendue.

LA ROVERAIE

Je n'ai jamais douté de son appétit, seulement j'hésitais à croire qu'il aimât ainsi à varier sa nourriture.

CLOTILDE

Il en varie jusqu'à ce qu'il en trouve une qui lui convienne.

LA ROVERAIE

Mais en supposant que vous puissiez écouter les hommages de plusieurs adorateurs, il est d'usage au moins d'en préférer un.

CLOTILDE

Oh ! rassurez-vous, je me conformerai à l'usage. Je vous préférerai les uns aux autres alternativement : lundi, par exemple, vous serez l'unique objet de ma pensée ; mardi, M. A... m'occupera seul ; mercredi, je ne songerai plus qu'à M. B... et ainsi de suite.

LA ROVERAIE

Pourquoi, Madame, perdez-vous tant de temps à des railleries désagréables et stériles, quand nous pourrions si bien employer ces moments à nous dire ?...

CLOTILDE

Ah ! je raille , selon vous !... (Tirant une pensée de son corsage.) Tenez, voici une fleur qu'un vicomte de votre connaissance m'a remise avant-hier au bal, pendant que nous passions dans un salon désert ; je l'ai acceptée, je l'ai attachée moi-même à mon corsage, et j'ai donné en échange à l'heureux vicomte un de ces petits sourires mystérieux qui promettent tellement et...

LA ROVERAIE

Et qui tiennent si peu !

CLOTILDE

Ordinairement , c'est vrai. Eh bien ! regardez-la , cher cousin ; est-ce que cette pauvre pensée a l'air de railler ?... Hier pourtant, elle était encore bien fraîche et bien riante ; aujourd'hui, elle baisse la tête et semble pleurer. Le vicomte aurait pu me dire en me la donnant : Que notre amour vive aussi longtemps que cette fleur !... et vous le voyez, elle est à l'agonie... Voulez-vous m'en donner une aussi ? j'en ferai la sœur de celle-ci ; je la mettrai à la même place...

LA ROVERAIE

Et vous lui réserverez le même sort.

CLOTILDE

Ah ! pardon ; ce n'est pas moi qui tue la pensée du vicomte, c'est bien elle qui se laisse mourir.

LA ROVERAIE (saisissant la pensée et la foulant aux pieds)

Eh bien ! qu'elle se dépêche alors !

CLOTILDE

Ah ! Monsieur La Roveraie ; vous lui donnez le coup de pied de l'âne, vous achevez un blessé, ce n'est pas généreux.

LA ROVERAIE

C'est qu'en vérité, Madame, vous abusez de ma triste condition d'amoureux.

CLOTILDE

Vous, amoureux ! et vous me refusez une fleur que je vous demande si gentiment et que vous auriez dû m'offrir ! Que pouvait-on imaginer de plus poétique, de plus sentimental que cette exigence ? C'était déjà tout un aveu !

LA ROVERAIE (lui prenant la main)

Un aveu ! oh ! Clotilde, ce mot passe sur mon âme comme une caresse ineffable !... mais pourquoi ne puis-je le concilier avec ceux qui l'ont précédé ?... Tenez, Madame, vous me rendez fou ; je suis hors de moi-même ; c'est un supplice que de vous aimer, et Blanche ne m'a pas accoutumé à des façons pareilles.

CLOTILDE

Vous connaissez bien mal votre catéchisme d'amoureux, mon cousin, car vous semblez ignorer qu'il est peu galant de prononcer le nom d'une autre femme en présence de celle qu'on courtise ; d'ailleurs, je vous l'ai déjà dit : Blanche n'est qu'un ange, et rien de plus ; moi, je suis une femme, ce qui vaut bien mieux, et je sais qu'un mari n'est pas un petit

agneau blanc qu'on peut conduire avec une faveur rose. Un mari est une sorte de luth fort compliqué dont il faut savoir jouer supérieurement, si l'on ne veut pas qu'il vous casse toutes ses cordes au visage. Blanche n'a jamais su jouer du sien ; aussi n'en peut-elle tirer que des notes aigres et discordantes.'

LA ROVERAIE

Permettez, Madame ; il paraît que vous n'avez jamais entendu l'instrument auquel vous voulez bien m'assimiler. Il n'a jamais eu pour Blanche que des notes douces et mélodieuses ; seulement il cherche quelquefois à se dérober aux petites mains satinées qui l'ont condamné à chanter à perpétuité des *andante amoroso*. Je n'ai pas le tempérament bien idyllique, et quand j'ai nagé tout le jour dans l'étang de la sentimentalité, j'aime assez, le soir, à aborder sur quelque rivage parisien.

CLOTILDE

D'accord ; rien de plus naturel que de s'ennuyer le soir au foyer conjugal ; qui pourrait vous blâmer de rester dans la nature ? Prenez garde d'ailleurs que vos amis ne vous soupçonnent d'amour légitime et pur ; ils ne vous pardonneraient pas cette infraction scandaleuse aux usages du monde. Vous vous devez à vous-même, comme un vaillant chiffonnier de la folie, de sortir chaque soir, armé de votre crochet, pour tâcher de piquer dans les bals, les petits soupers et les théâtres, quelque pauvre lambeau de plaisir. Il est vrai que, pendant ce temps, Blanche ne sait que faire de sa petite personne et reste tristement blottie dans son nid, attendant, sans se plaindre, le retour de l'infidèle. Mais c'est de sa faute, car, en pareil cas, nulle ne serait moins embarrassée qu'une épouse virtuose.

LA ROVERAIE

Vertueuse ?

CLOTILDE

J'ai dit *virtuose*. Son mari parti, elle ferait illuminer ses salons, formerait autour de son feu un cercle resplendissant de gens aimables et spirituels, écouterait l'un, sourirait à l'autre, prêterait son éventail à celui-ci, ferait ramasser son mouchoir par celui-là, et règnerait au milieu des gens de lettres et de blason par le droit de jolie femme que néglige un mari aveugle et maladroit. Les premiers temps, on vous regretterait encore un peu ; ensuite, beaucoup moins ; bientôt, plus du tout ; et enfin, un beau soir, quand, retenu vous-même chez vous par la causerie et l'amabilité des amis de votre femme, vous oublierez de partir à l'heure accoutumée, on vous présentera votre chapeau et l'on vous dira : « Mon ami, vous oubliez que vous êtes attendu ce soir au Jockey-Club ; ne vous gênez pas pour nous, je vous prie ; nous serions désolés de vous avoir retenu. »

LA ROVERAIE

Mais, vive Dieu ! Madame, dites tout d'un temps que ma femme me jetterait à la porte de chez moi.

CLOTILDE

Voyons ! voyons ! vous tombez tout de suite dans des emportements de caserne ; vous ne pouviez, comme moi, exprimer cette idée en termes délicats.

LA ROVERAIE

J'espère en tous cas que vous n'allez pas développer de pareilles théories devant ma femme. Vous ne réussiriez qu'à l'épouvanter, ou plutôt, elle ne vous comprendrait pas.

CLOTILDE

Si elle ne me comprend pas, je ne vois pas où est le danger d'exposer mes théories devant elle. Vous le dirai-je, Monsieur La Roveraie ? je me prends souvent à regretter de n'être pas votre femme.

LA ROVERAIE

Ce serait si doux en effet !

CLOTILDE

Oh ! oui ! car je vous rendrais tellement malheureux que vous finiriez par m'adorer... En attendant, donnez-moi ma fleur, s'il vous plaît !

LA ROVERAIE (tirant une rose d'un bouquet)

La voici, Madame ; mais je vous déclare que toutes les compagnes que d'autres lui donneront seront ses ennemies mortelles.

CLOTILDE

Ah ! cela m'est égal ; elles s'arrangeront comme elles pourront ; elles s'entrégorgeront même si elles le veulent. Quant à moi, je resterai spectatrice impartiale.

LA ROVERAIE

Dans ce cas, je vous en prie, rendez-moi cette rose ; d'ailleurs, je m'aperçois que je l'ai prise dans un bouquet que je... qu'on a apporté hier à ma femme, et vous comprenez que....

CLOTILDE

Vraiment ! cette fleur était à Blanche ! ah ! c'est mille fois plus piquant, alors ; je m'y cramponne... (La lui rendant.)

Au fait, non, reprenez-la... (La lui retirant.) Après tout pourquoi ne la garderais-je pas?... Tiens!... elle est humide; je suis sûre que Blanche a pleuré dedans!... Fi donc! je n'en veux pas, et décidément je la jette.

LA ROVERAIE (à part)

Ah! ma pauvre Blanche! cette femme est impitoyable.

CLOTILDE

Monsieur La Roveraie, mon cousin, au lieu de faire là-bas tout seul cette figure de trappiste, si vous songiez à me remplacer ma fleur?

LA ROVERAIE

Je n'en ai pas d'autres ici.

CLOTILDE

Eh bien! allez en chercher ailleurs.

LA ROVERAIE

Je vais envoyer mon domestique chez la fleuriste.

CLOTILDE

Voilà qui est très aimable!... Est-ce votre laquais qui me fait la cour ou est-ce vous?

LA ROVERAIE

C'est moi, Madame, (à part) malheureusement.

CLOTILDE

Eh bien! procurez-vous le plaisir d'aller choisir ces fleurs vous-même.

LA ROVERAIE

C'est bien, Madame, je vais me procurer ce... cet honneur. (Il sort.)

CLOTILDE (le rappelant)

Un bouquet de pensées, n'oubliez pas. (La Roveraie sort, Clotilde le rappelle.) Monsieur La Roveraie, pas des pensées ; des roses, je vous prie. (La Roveraie sort.)

CLOTILDE (seule)

Oh ! je veux le mettre sur les dents. (Elle court à la fenêtre.) Monsieur La Roveraie, remontez, s'il vous plaît. (Elle descend la scène.) Il est sombre comme un nuage qui cache une tempête !

LA ROVERAIE (reparaissant. — Un silence)

Madame, votre esclave, votre nègre est à vos ordres.

CLOTILDE (comme surprise)

Qui est là?... Ah ! c'est vous !... Vous êtes encore ici!... Allez donc me chercher mes fleurs.

LA ROVERAIE (hors de lui)

Mais, jour de Dieu ! Madame, pourquoi m'avez-vous rappelé ?

CLOTILDE

Vous ai-je rappelé ?

LA ROVERAIE (qui ne se contient plus)

Comment ! vous demandez si vous... oh !...

CLOTILDE

Je ne me souviens plus pourquoi. Ah ! si, je me le rappelle maintenant : c'était pour vous dire de ne pas me prendre des roses, mais des camélias blancs.

LA ROVERAIE

Des camélias ! c'est charmant ! vous demeurez, si je ne me trompe, rue du Bac...

CLOTILDE

Et non pas, rue de Bréda ; mais j'aime beaucoup les fleurs qu'on cultive dans ce quartier, parce qu'elles n'ont pas d'âme... c'est-à-dire de parfum. Ainsi, partez et revenez vite.

LA ROVERAIE (très froid)

Vous aurez vos camélias, Madame... (A part.) Oh ! je suis le plus niais des hommes !

(Il sort.)

SCENE IX

CLOTILDE, puis BLANCHE

CLOTILDE (seule, ouvrant une porte)

Blanche ! (Allant à une autre.) Blanche ! où es-tu ? Serait-elle sortie ! la maladroite ! (Allant à une troisième porte.) Blanche !

BLANCHE (accourant)

Me voici, ma chère. Oh ! que je suis heureuse, et que tu es bonne ! tiens, je veux jouer une fanfare sur tes deux joues et y faire résonner mon bonheur. (Elle l'embrasse bruyamment.)

CLOTILDE

T'aurait-il déjà montré des symptômes de sa guérison ?

BLANCHE

Je crois bien, et de superbes encore ! Figure-toi que je viens de le rencontrer dans le corridor ; il fronçait le sourcil et avait l'air furieux ; je crus qu'il voulait me faire une scène, et j'allais me sauver, quand il me saisit brusquement dans ses bras, jeta sur mon front un baiser qui me brûle encore et me dit : « O mon adorée petite Blanche, étais-je stupide, et comme je vais t'aimer pour réparer le temps perdu ! Là-dessus, il s'enfuit et me laissa seule avec mon ravissement ! — Tu lui as donc bien fait de la morale ?

CLOTILDE

Pas un atome ; car faire la morale aux maris est le moyen infailible de les rendre pires. Je l'ai tout simplement promené avec moi dans les sentiers tortueux de la malignité féminine, je l'ai laissé s'égratigner à tous les buissons du chemin, je l'ai mis hors d'haleine et de patience, et comme je t'avais placée à l'issue de ce labyrinthe, armée de ta beauté et de ta douceur, il s'est jeté dans ton amour comme sur une terre de salut. Maintenant, j'ose te prédire que désormais il ne fera plus d'excursion hors de tes frontières.

BLANCHE

Hélas ! ma pauvre Clotilde, toutes les puissances ne sont pas aussi généreuses que toi ; elles ne me feront pas toutes l'extradition de mon transfuge.

CLOTILDE

Empêche-le d'être transfuge, voilà tout ; et pour cela, guide-toi sur ce principe, que la vanité d'un homme est le régulateur de son amour. Va dans le monde avec ton mari, et, tout en restant affectueuse avec lui, puisque tu ne sais pas faire autrement, laisse-toi admirer un peu par les autres, sème quelques sourires sur ton passage, laisse jouer autour de toi cette symphonie de compliments et de louanges qui accompagne si bien la marche des jolies femmes ; et, comme nos messieurs ne tiennent qu'aux conquêtes qui leur sont disputées, tu maintiendras ton Albert dans cette position où l'amour-propre portera l'amour sur ses épaules ; dès lors, il s'acharnera à t'aimer, se sentant caressé par cette flatteuse idée qu'il est l'unique possesseur d'un trésor qui fait envie à tant de monde. Maintenant, et c'est ici que tu devras admirer l'éten due incommensurable de mon abnégation : je vais accomplir un sacrifice que notre sexe ne fait jamais. Perdre le cœur d'un de ou plusieurs hommes est peu de chose ou même rien, car, s'il est difficile de maintenir leur conquête, il est si facile de la faire ! mais il reste une jouissance exquise à laquelle nous renonçons rarement : c'est de prouver à un soupirant que nous avons été plus fines que lui et qu'il a été notre jouet sans s'en douter. Eh bien ! je consens, dans l'intérêt de notre entreprise mutuelle, que ton mari ignore toujours le tour que je

lui ai joué et qu'il s'attribue les honneurs de l'infidélité. Cela est du dévouement, ou je ne m'y entends pas, qu'en dis-tu ?

BLANCHE

Chut ! le voici.

SCÈNE X

LES MÊMES, LA ROVERAIE

LA ROVERAIE

Madame de Nervan, voici les camélias que vous m'avez demandés. Les pauvres fleurs qui, hier, étaient encore fraîches et riantes, mourront demain, je vous en préviens ; mais vous allez à la campagne, vous trouverez là une brillante société de jeunes gens qui seront heureux de les remplacer. Pour vous, ma chère petite Blanche, je ne vous apporte que des violettes, puisque vous aimez les fleurs douces et tranquilles. Oh ! elles ne mourront pas, celles-là, je vous le jure, car je m'engage à les renouveler tous les jours.

BLANCHE

Et surtout à m'en donner tous les jours davantage.

CLOTILDE (à La Roveraie)

Monsieur mon cousin, votre amour n'était donc qu'une mauvaise plaisanterie et vous m'avez indignement trompée. Il faut avouer que vous êtes un bien vilain homme.

LA ROVERAIE

De grâce, Madame, enlevez le masque de votre bonne action... Vous m'avez donné une sévère leçon et je l'ai comprise. — Blanche, vous avez près de vous quelque chose de plus précieux, de plus utile et surtout de plus rare qu'un mari amoureux... vous avez une amie véritable.

FIN DE LA DIPLOMATIE FÉMININE



LE SATELLITE

LA GLOIRE

LE SATELLITE

COMÉDIE EN DEUX ACTES

PERSONNAGES :

VENTOLET.

LEBRUN.

DE ROSALES.

LUCILE, fille de Ventolet.

DOMESTIQUES.

LA SCÈNE SE PASSE A PARIS

LE SATELLITE

COMÉDIE EN DEUX ACTES

ACTE PREMIER

Un salon ; à droite, un bureau-secrétaire ; à gauche, un piano et un casier chargé de musique ; une cheminée à droite.— Portes au fond et sur les côtés.— Une table avec des albums et des livres.

SCÈNE I

LUCILE, UN DOMESTIQUE

LUCILE (remettant au domestique des couverts et divers objets d'argenterie qu'elle prend dans un bureau)

Tenez, prenez ceci, prenez cela, prenez tout et laissez-moi, de grâce ! (Le domestique sort.) Quel remue-ménage, mon Dieu, et que les célébrités coûtent de peine à recevoir ! Je voudrais que tout le monde fût illettré, et qu'il n'y eût pas sur la terre un seul écrivain, un seul artiste. Aussi, quelle

idée a mon père d'inviter à dîner toutes ces illustrations qu'il ne connaît pas et qui se moquent de lui. J'étouffe de honte et de dépit quand je le vois se donner en proie aux quolibets de tous ces gens qu'il caresse et qu'il régale ; le pis est qu'il rit lui-même et qu'il se montre flatté des brocards qu'on ne cesse de lancer contre lui.

SCÈNE II

LUCILE, VENTOLET (portant un panier rempli de bouteilles de vin)

VENTOLET (tombant dans un fauteuil et s'essuyant le front)

Ouf ! je suis en nage ! — Lucile, mon enfant, tu as eu soin de sortir toute l'argenterie, n'est-ce pas ? Tu sens bien qu'il s'agit de recevoir dignement les illustres convives qui vont nous faire l'honneur de manger à notre table.

LUCILE

Mais, mon père, n'aimeriez-vous pas mieux moins d'honneur et plus de repos.

VENTOLET

Du repos ! tout le monde en peut goûter ; de l'honneur ! c'est différent. Songe donc un peu.....

LUCILE

Je songe beaucoup, et je pense que tous ces gens de plume et de pinceau ne nous rapporteront jamais que des dépenses, de la fatigue...

VENTOLET

Et de la gloire.

LUCILE

Eh ! mon père, qu'avons-nous besoin de gloire ?

VENTOLET

Ma fille, je déplore tous les jours davantage la bassesse de tes goûts.

LUCILE

Trouvez-vous qu'il soit plus noble qu'on vous nomme?...

VENTOLET

Qu'on me nomme ? Eh bien ! après ?

LUCILE

Oh ! ne me le faites pas dire.

VENTOLET

Si fait, si fait, répète-le-moi ; je serais bien aise de le savoir.

LUCILE

Vous le voulez absolument.

VENTOLET

Absolument.

LUCILE

Eh bien ! je vous le dirais dans la conviction que cela vous fera rompre en visière avec les illustrations de ce monde. On vous appelle le satellite de toutes les planètes de la renommée, le laquais de la littérature et des arts.

VENTOLET

Vous feriez mieux de vous taire, Mademoiselle ma fille, et d'aller voir un peu ce qui se passe dans votre chambre. (Lui montrant la porte.) Vous m'entendez.

LUCILE

Vous ne vous souvenez pas que vous m'avez ordonné de tout vous dire ? Pourquoi m'en voulez-vous de vous avoir obéi ?

VENTOLET

Eh bien ! va, je te pardonne pour cette fois ; mais quand tu entendras dire quelque chose sur mon compte, tâche que ce soit plus flatteur.

LUCILE

Je vous le promets.

VENTOLET

Maintenant, fais-moi venir ici les domestiques que j'ai engagés aujourd'hui à mon service, afin que je leur donne mes instructions. (Lucile sort.)

SCÈNE III

VENTOLET, JEAN, FRANÇOIS, LAURENT,

JULIEN

VENTOLET (seul)

Le laquais de la littérature et des arts !!!... Cela semble humiliant au premier coup d'œil ; eh bien ! cela ne l'est pas

du tout : car, en y réfléchissant bien, j'aime mieux être, ma foi, le laquais d'un grand homme que le maître d'un sot... Ah ! voilà mes gens ! (Il s'assied.) Approchez, mes amis, et écoutez-moi bien. (Au premier domestique.) Comment vous appelez-vous ?

JEAN

Jean.

VENTOLET

Et vous ?

LAURENT

Laurent.

VENTOLET

Et vous ?

FRANÇOIS

François.

VENTOLET

Et vous ?

JULIEN

Julien.

VENTOLET

Voyons si je me souviendrai bien de ces noms : Laurent, Jean, François, Julien, Jean, Laurent, Julien, François. (A part.) Diable ! si je les oubliais, mes convives pourraient se douter que ce ne sont point les gens de ma maison..... Jean, François, Julien... (Haut.) Maintenant, mes braves gens, je dois vous informer que je reçois aujourd'hui à ma table quelques-uns des plus grands génies dont l'Europe s'honore. Tâchez donc de mériter par votre humble attitude, par vos manières respectueuses et empressées, l'incroyable honneur que vous aurez de les servir... (A Laurent.) Vous, François...

LAURENT

Laurent, Monsieur.

VENTOLET

Vous, Laurent, vous vous tiendrez derrière la chaise de M. Alfred de Musset.

LAURENT

Alfred de Musset !... Je ne connais pas cet homme-là.

VENTOLET

Comment, malheureux, vous ne savez pas lire ?

LAURENT

Si fait, Monsieur, mais ce n'est pas ce mot-là qu'on m'a fait apprendre dans les livres.

VENTOLET

Suffit, je vous le ferai voir quand il entrera. (A François.) Vous, Julien...

FRANÇOIS

François, Monsieur.

VENTOLET

Vous, François, vous vous tiendrez derrière MM. Ingres et Delacroix.

FRANÇOIS

Ingres sur la croix !... je ne connais pas.

VENTOLET

Encore ! oh ! les crétins !... Je vous les ferai connaître aussi. — Vous, Julien, vous serez attaché à M. de Béranger.

FRANÇOIS, JULIEN, LAURENT, JEAN (ensemble)

Connu, celui-là.

VENTOLET

C'est bien heureux ! — (A Jean.) Vous enfin, mon gaillard, vous vous partagerez entre MM. Eugène Sue et Lebrun.

JEAN

Monsieur n'oubliera pas de me les montrer.

VENTOLET

Vous n'avez donc pas honte de votre épaisse ignorance ?

JEAN

Eh ! ces Messieurs sont aussi ignorants que nous à cet égard ; ils ne nous connaissent pas non plus.

VENTOLET

Vous, c'est bien étonnant ! comptez-vous pour quelque chose ?

JEAN

Non, Monsieur, nous comptons chacun pour quelqu'un.

VENTOLET

Voyez un peu les ambitieux !... Mais écoutez-moi bien. Vous ne devez servir et entourer que moi et les grands hommes, mes amis ; quant aux autres gens que j'aurai à ma table et qui portent un nom obscur, vous n'y ferez pas même attention ; la servante s'occupera d'eux.

FRANÇOIS

Il faudrait les marquer d'un signe quelconque, d'une croix sur l'épaule par exemple.

VENTOLET

Vous les reconnaîtrez bien à leur air : c'est mon oncle Ger-
manet, ma fille Lucile, M. de Rosales, compositeur de talent,
mais sans renommée — beau profit ! D'ailleurs, vous ne pour-
rez pas vous y tromper : ceux de mes convives qui sont
célèbres seront assis plus haut que les autres ; j'ai fait mettre
des allonges aux chaises qu'ils occuperont. Maintenant, allez
vous préparer, et n'oubliez pas de mettre vos plus beaux
vêtements.

LAURENT

Je n'ai pas de gilet blanc, Monsieur.

VENTOLET

Je vous prêterai le mien pour aujourd'hui.

JEAN

Je n'ai pas de gants, Monsieur.

VENTOLET

Il m'en reste une paire qui a appartenu à ma défunte
femme. (S'essuyant les yeux.) Une larme à sa mémoire pendant
que j'y suis !... Je vous donnerai ses gants. Montrez-moi vos
mains. (Jean montre ses mains.) Enormes ! tant mieux ! ils vous
iront très bien. Maintenant vous pouvez vous retirer. (Les
rappelant.) Ah ! encore une recommandation... (Leur montrant
le panier de bouteilles.) Voici du vin fin que vous ne servirez
qu'aux chaises à allonges ; les autres boiront du vin ordinaire.
Surtout, faites en sorte qu'on ne s'aperçoive pas que vous êtes
à mon service pour aujourd'hui seulement ; et quand j'aurai
l'air de me fâcher au sujet d'un plat que je prétendrai manqué,
ayez bien soin de me répondre : « Depuis huit ans que nous

sommes au service de Monsieur, c'est la première fois que nous recevons un tel reproche. »

LAURENT

Nous n'y manquerons pas.

(Les domestiques sortent.)

SCÈNE IV

VENTOLET (seul)

Oh ! quel grand jour ! Remplir ma salle à manger de tant de célébrités, marcher à leur niveau, leur serrer amicalement la main, leur dire : « Chers amis, » et m'entendre répondre : « Aimable amphytrion, » sentir enfin, dans ce doux frottement, leur gloire déteindre sur moi et me réchauffer ! oh ! tout cela m'enivre ! ! Il n'y a qu'à s'entourer de grands hommes pour devenir grand comme eux. — Allons, Ventolet, mon cher, sois à la hauteur de tes amis ! — Eh ! si je faisais quelques vers pour les réciter au dessert, quelque grand morceau lyrique et sentimental ? Tâchons de faire venir l'inspiration. (Il se gratte le front et médite.) Eh bien ! voilà qui est étrange, l'inspiration est rétive et ne veut pas m'obéir ! Il paraît que j'ai le cerveau resserré. J'ai beau regarder le ciel et me frapper le front, me rappeler ma femme à son lit de mort, et me figurer dormant dans un fauteuil de l'Académie, cela ne fait pas fleurir la moindre idée sous mon crâne. Il faut absolument que je m'inspire d'une autre façon... Eh ! parbleu ! voici mon moyen tout trouvé. (Il prend un livre sur la table.) Je vais ouvrir ce Lamartine, en lire haut quelques passages et tâcher de

m'exalter à mesure que j'avancerai. Je produirai ainsi dans mon génie une vive fermentation d'où naîtront enfin les grandes idées. (Il lit en déclamant :)

« Ainsi toujours poussés sur des mers sans rivages, »

Ça viendra, ça viendra !

« Dans la nuit éternelle emportés sans retour, »

Oh ! ça vient, ça vient !

« Ne pourrons-nous jamais sur l'océan des âges
Jeter l'ancre un seul jour ! »

Ça est venu, ça est venu !

Ainsi toujours poussés vers des plages lointaines,
Dans une ombre sans fin emportés sans retour,
Ne pourrons-nous jamais sur ces liquides plaines
Mettre en panne un seul jour ?

Fameux ! fameux ! que dites-vous de ces liquides plaines, de ces plages lointaines et de cette ombre sans fin !... Ah ! je savais bien que j'étais poète !... Maintenant, prenons ce Hugo, afin qu'on ne dise pas que mon génie n'est qu'une doublure de celui de Lamartine. (Il lit.)

« Si je n'étais captive,
J'aimerais ce pays,
Et cette mer plaintive,
Et ces champs de maïs. »

UN DOMESTIQUE (entrant)

Trois lettres pour Monsieur.

VENTOLET (lit fiévreusement; son visage s'assombrit toujours plus à chaque lettre qu'il parcourt. Après avoir lu.)

Diantre ! Diantre ! voilà qui change joliment la thèse ! Point de Musset, point d'Eugène Sue, point de Béranger à ma table ! On s'excuse, on refuse !... Les égoïstes... Cela leur coûtait si peu de venir se régaler chez moi et cela m'eût rendu si heureux ! J'ai envie d'en pleurer pendant que je suis seul. Après tout, je suis sans doute tombé sur un mauvais jour, je les inviterai de nouveau la semaine prochaine ; peut-être seront-ils mieux disposés ; et, en tous cas, j'ai là, pour me consoler, ces trois précieuses lettres qui vont joliment enrichir mon album d'autographes. (Il serre les lettres dans un vaste album qu'il baise avant de le reposer sur la table.) Cher trésor !... je verserais volontiers tout mon sang pour toi. (Il sonne. — François paraît.) François, allez dire qu'on diminue des deux tiers le menu projeté et qu'on arrête immédiatement les frais !

SCÈNE V

VENTOLET, LUCILE

LUCILE

Mon père, je vous apporte une nouvelle qui va vous enchanter. Ah ! d'abord, MM. Ingres et Delacroix vous font dire qu'ils ne viendront pas.

VENTOLET

Mais, malheureuse, tu me désespères, au contraire.

LUCILE

Attendez, ce n'est pas là ma nouvelle. M. Lebrun que vous avez invité quatre fois vainement...

VENTOLET

Vainement! vainement! Tu semblerais dire qu'il n'a pas daigné venir. La première fois, il était malade; la deuxième fois, il avait perdu son chapeau; la troisième fois, son perroquet venait de mourir... On tient souvent à ces animaux-là plus qu'à ses enfants, tu sais.

LUCILE

Non, je ne le savais pas, merci de me l'avoir appris. Mais, mon père, vous ne m'avez pas laissée finir. M. Lebrun, que vous avez invité quatre fois vaine... je veux dire avec succès, vient de nous faire annoncer par son domestique qu'il s'empresserait de se rendre à votre appel.

VENTOLET

Il viendra! le grand homme! Ah! cette fois, j'en tiens un au moins. Ma fille, tu mérites tous les baisers de ton père. (En l'embrassant.) Tu ne sais pas combien ta nouvelle me comble de joie! Convains-toi bien d'une chose, mon enfant; c'est que Lebrun est le plus grand poète de ce siècle, de tous les temps même. — Avons-nous ses œuvres ici?

LUCILE

Non, mon père.

VENTOLET

N'oublie pas de me les faire acheter demain, quand nous sortirons; nous ne lirons que cela pendant quinze jours. Il viendra! il viendra!

LUCILE (avec embarras)

J'oubliais de vous dire qu'il sera accompagné de Monsieur...

VENTOLET

De Monsieur ?

LUCILE (en baissant les yeux)

De M. de Rosales.

VENTOLET (la regardant fixement)

Ecoute, Lucile.

LUCILE

J'écoute, mon père.

VENTOLET

Prends bien garde de ne pas laisser monter ce jeune homme dans ta tête.

LUCILE (troublée)

Mais vous avez des idées, vraiment !

VENTOLET

Bon ! j'en étais sûr, il y est déjà. Eh bien ! il s'agit de l'en déloger. Tant pis pour toi si l'opération doit être douloureuse ! il le faut absolument !

LUCILE

Mais, dans le cas où cela serait, quel mal y aurait-il à... à ne pas détester ce jeune homme ?

VENTOLET

Quel mal ? Crois-tu que je te permettrai d'aimer un homme qui ne porte pas un nom ?

LUCILE

Mais il s'appelle M. de Rosales depuis qu'il est né.

VENTOLET

Parbleu ! il s'appelle de Rosales comme ton épagneul s'appelle Fidèle. — Quand on le rencontre dans la rue, s'arrête-t-on en disant : « Voilà M. de Rosales ? » On dit : « C'est un passant, ou plutôt, on ne dit rien du tout. »

LUCILE

Et que dit-on, mon père, quand on vous rencontre ?

VENTOLET

Ha ! je t'attendais là. Ce qu'on dit, ma fille ?... on dit : « Voici M. Ventolet, l'ami de Lebrun, de Mürger, de Balzac ; nous les avons vus hier au théâtre ; il paraît qu'ils sont inséparables ; c'est que les facultés de leur esprit s'accordent si bien. »

LUCILE

Eh bien ! ne peut-on pas dire aussi d'Edouard de Rosales : « Voici l'ami de M. et de M^{lle} Ventolet ; il paraît qu'ils sont inséparables : c'est que lessentiments de leur cœur s'accordent si bien ! »

VENTOLET

Non, on ne le dira pas, et je ne veux pas qu'on le dise ; d'ailleurs, j'ai pour toi quelque chose en perspective.

LUCILE

Et quoi donc ?

VENTOLET

Un mari propre à te rendre heureuse et surtout à t'illustrer.

LUCILE

Oh ! mon père, je me contente du bonheur et je me passerai de l'illustration.

VENTOLET

L'une conduit à l'autre, crois-moi bien. L'homme heureux est celui que tout le monde regarde, admire et envie ; pour moi, je ne donnerais pas un sou d'un bonheur que je devrais subir dans l'obscurité et auquel personne ne ferait attention. — Ainsi, tu ne penses plus à de Rosales, c'est convenu.

LUCILE

Mais non, mais non, ce n'est pas convenu ; je ne puis arracher mon cœur de ma poitrine comme une fleur de mes cheveux. Si l'on vous demandait à vous, mon père, de renoncer tout à coup aux grands hommes, vous ne trouveriez pas cela si vite convenu, ni si facile.

VENTOLET

Comment oses-tu comparer les fredaines de ton cœur à cette noble ambition que j'ai de m'élever au-dessus du vulgaire et de devenir un des favoris de la renommée ?

LUCILE

Si votre ambition est qu'on fasse du tapage autour de votre nom, la mienne est plus humble et sent tout à fait la violette ; elle ne demande qu'un ménage modeste, un peu d'amour et du silence sur le tout.

SCÈNE VI

LES MÊMES, LEBRUN, DE ROSALES

LEBRUN (entrant)

Monsieur Ventolet, nous vous présentons deux convives fidèles au rendez-vous.

VENTOLET

Monsieur Lebrun ! Ah ! quel bonheur !... que je suis heureux et fier !... permettez-moi de vous serrer la main.

LEBRUN (lui donnant la main)

Serrez, serrez. Aïe !! Seulement, n'abusez pas de votre force.

DE ROSALES (après avoir baisé la main de Lucile à la dérobée)

Bonjour, Monsieur Ventolet.

VENTOLET (très empressé, à Lebrun)

Faites-moi la grâce de vous asseoir, mon cher poète.

DE ROSALES (plus fort)

Deux fois bonjour, Monsieur Ventolet.

VENTOLET (à Lebrun qui prend une chaise)

Oh ! je ne souffrirai pas que vous preniez une chaise.

DE ROSALES (toujours plus fort)

Trois fois bonjour, Monsieur Ventolet.

VENTOLET (à Lebrun qui va s'asseoir sur un fauteuil)

Ce fauteuil est un peu dur. (Allant chercher un autre fauteuil.)
Si j'osais vous offrir celui-ci, il est plus moëlleux.

DE ROSALES (criant)

Quatre fois bonjour, Monsieur Ventolet.

VENTOLET (dédaigneusement)

Ah ! c'est vous, mon cher, bonjour, bonjour.

DE ROSALES

Pardon, je vous ai donné quatre « bonjour » vous m'en devez encore deux.

VENTOLET (à Lebrun qui s'assied sur un autre fauteuil)

Tenez, faites plutôt à ce canapé l'insigne honneur...

LEBRUN

Eh ! mon Dieu, laissez-moi m'asseoir à mon gré ; je suis très bien ainsi, et je reste.

VENTOLET (apportant un petit tabouret)

Au moins, un petit tabouret pour vos pieds.

LEBRUN

Ah ! je vais quitter la partie.

VENTOLET

Un verre de madère avant le dîner ?

LEBRUN

Merci, je n'en use pas.

VENTOLET

Alors une goutte de sirop ?

LEBRUN

Pas davantage.

VENTOLET

Mais, vous devez avoir soif. Que prendriez-vous ?

LEBRUN

Je prendrai ma canne, mon chapeau et mon congé, si vous continuez à m'accabler de vos sièges et de vos boissons, et si vous ne venez pas vous asseoir ici près de moi pour... (Ventolet prend une chaise et se serre contre Lebrun.) Oh ! je ne vous dis pas de vous installer sur mes genoux. (Ventolet s'éloigne un peu.) C'est cela ; maintenant causons.

VENTOLET

Oh ! oui, causons ; en vers ou en prose ?

LEBRUN

En français, cela suffira. — Vous saurez donc que notre jeune ami de Rosales que vous dédaignez bien à tort...

VENTOLET

Pardonnez-moi, je ne le dédaigne pas ; mais ça n'est pas connu, voyez-vous. (A Lucile qui cause à l'écart avec de Rosales.) Lucile, ne reste pas ainsi derrière nous et avance-toi un peu de ce côté.

LEBRUN

De Rosales, disions-nous donc, a terminé son opéra.

VENTOLET

Jeanne d'Arc, je connais cela ; je lui ai même donné à ce sujet d'excellents conseils qu'il a suivis.

LEBRUN

Oui, il m'a dit que vous vouliez qu'il mît au second acte un duo en *vivace* pour flûte et contrebasse avec accompagnement de tambour dans les coulisses.

VENTOLET

En effet, cette combinaison me paraissait originale et imposante.

LEBRUN

Très originale, sans doute ; seulement il l'a convertie en un quintetto en *adagio* pour deux soprani, un contralto, un ténor et un baryton.

VENTOLET

Oui, cela rentre tout à fait dans mon idée et produira le même effet. (A Lucile qui cause bas avec de Rosales.) Lucile, que fais-tu là-bas ? Viens donc un peu près de nous.

LEBRUN

Enfin, tel qu'il est, cet opéra est un chef-d'œuvre.

VENTOLET

Un chef-d'œuvre ! un chef-d'œuvre ! Qu'est-ce que cela signifie ? Tout le monde fait des chefs-d'œuvre ; le talent n'est rien par lui-même et n'a d'autre valeur que celle que la renommée lui prête. (A Lucile qui continue à causer avec de Rosales.) Lucile, va te promener un moment au jardin. (De Rosales offre son bras à Lucile qui l'accepte et il va pour

sortir avec elle.) Mais, Monsieur de Rosales, je vous en prie, ne nous privez pas de votre société.

DE ROSALES

Vous êtes bien bon, Monsieur, mais je préférerais prendre un peu l'air.

VENTOLET

C'est que, je vous assure...

DE ROSALES

Vous permettez, n'est-ce pas ?

VENTOLET (courant après de Rosales qui est sorti)

Mais, mon cher, nous descendrons plutôt tous ensemble. —
Eh ! sapristi ! le polisson ne m'entend plus. (Il rentre.)

SCÈNE VII

VENTOLET, LEBRUN

LEBRUN

Arrivez, arrivez, et laissez le papillon avec la rose.

VENTOLET

Permettez, je suis le rosier, moi, si ma fille est la rose, et c'est à moi de surveiller ma bouture.

LEBRUN

Pour en revenir à *Jeanne d'Arc*...

VENTOLET

Soyez sûr qu'elle écoute maintenant des sornettes.

LEBRUN

Qui ? *Jeanne d'Arc* ?

VENTOLET

Hé ! non, Lucile.

LEBRUN

Il ne s'agit pas de Lucile pour le moment ; retournons à *Jeanne d'Arc*. Vous savez qu'elle a mis son auteur dans un très sot embarras.

VENTOLET

Une seconde seulement, et je suis à vous. (Il va à la fenêtre, à part.) Ah ! petite péronnelle, elle est encore pendue au bras de ce gamin. (Haut et appelant.) Lucile, Lucile, rentre dans la maison, il fait un peu frais dehors ; quitte donc le bras de M. de Rosales ; tu le fatigues.

LEBRUN

Mais, mon Dieu, ne vous inquiétez pas de ces jeunes gens ; ils ne veulent pas se faire de mal.

VENTOLET (redescendant)

Parbleu ! je n'en doute pas ! je crains plutôt le contraire.

LEBRUN

Maintenant à *Jeanne d'Arc*, à *Jeanne d'Arc* !

VENTOLET

Je suis tout oreilles.

LEBRUN (lui prenant le bras)

Oh ! d'ailleurs, je vous tiens. — Hier donc, dans la matinée, notre jeune ami arrive chez moi. (Ventolet semble distrait et agité.) Mais voulez-vous bien m'écouter !

VENTOLET

Est-ce que je n'écoute pas ?

LEBRUN

Nullement.

VENTOLET

Tiens ! moi qui croyais que j'écoutais.

LEBRUN

Je continue. « Je suis désespéré, me dit-il en entrant, et je vendrais volontiers ce qui me reste à vivre pour quelques billets de banque. — Mon Dieu ! que vous est-il arrivé ? — Le comité de l'Opéra a reçu ma partition à l'unanimité. — Comment ! c'est donc là ce grand malheur... — Attendez : la direction, sous prétexte que les décors, les costumes, le mobilier devaient être nouveaux, n'a consenti à représenter mon œuvre qu'à la condition *sine quâ non* que je la ferais monter à mes frais... Et c'est trente mille francs qu'il me faut ! trente mille francs que je n'ai pas, trente mille francs que je ne trouverai nulle part, que nul ne me prêtera. — Arrêtez, malheureux, m'écriai-je, et ne blasphémez pas ! Vous avez oublié qu'il existe à Paris un homme unique peut-être dans son espèce, un homme dont la vaste intelligence embrasse tous les arts à la fois, un homme dont les mains bienfaisantes s'étendent également sur la plume, la palette et la double-croche, un homme, guide de tous les talents, Mécène de tous les génies, palladium de toutes les Muses, protecteur infati-

gable des amants du beau et des disciples de la pensée...
(Changeant de ton.) Ah ! ça, mon cher Ventolet, je n'en puis plus, vous allez me nommer cet homme.

VENTOLET

Mais ma modestie...

LEBRUN

Etouffez-la.

VENTOLET

Je ne puis.

LEBRUN (impérieusement)

N'importe, nommez cet homme, nommez-le.

VENTOLET

Eh bien ! puisqu'il le faut : Jean Ventolet.

LEBRUN

A la bonne heure ! voilà qui s'appelle s'exécuter.

VENTOLET

Et vous dites que c'est trente mille francs...

LEBRUN

Trente mille francs : il paraît qu'il y a, pour le sacre du roi, un cortège qui coûtera fort cher.

VENTOLET

Oh ! quant au cortège, on peut en diminuer la tête et en supprimer la queue ; car, franchement, j'aurais mieux aimé que ce fût quinze mille francs.

LEBRUN

Mais non, vous faites erreur ; vous auriez mieux aimé que ce fût cinquante mille francs.

VENTOLET

Eh bien ! vous êtes bon, vous !

LEBRUN

Eh ! sans doute ; votre générosité infinie et bien connue se sentira à l'étroit dans cette misérable trentaine de mille francs.

VENTOLET

Pas du tout ; elle s'y sentira au large, parfaitement au large, trop au large même.

LEBRUN

Maintenant, cher hôte, que la chose est décidée...

VENTOLET

Décidée !... décidée !... Laissez-moi donc souffler.

LEBRUN

Bien, soufflez, soufflez ; combien de minutes vous faut-il pour souffler ? Tenez, je vous en donne deux. (Il tire sa montre.)

VENTOLET (à part)

J'accepte, j'ai mon plan. (Haut.) Allons, je consens, par amour pour vous, à protéger et à pousser ce jeune homme ; je lui prêterai donc les trente mille francs en question ; seulement, je lui ferai quelques petites conditions insignifiantes qu'il acceptera sans aucun doute. Maintenant, souffrez que j'aille voir de la fenêtre où est ma fille. (Il va à la fenêtre.) Diable, diable, que fait-elle dans ce bosquet où je l'aperçois à peine ?... Vous permettez, Monsieur Lebrun ; je n'ai qu'un coup d'œil à jeter là-bas et je vous rejoins. (Il sort.)

SCÈNE VIII

LEBRUN (seul)

Bonne journée ! *Jeanne d'Arc* va sortir de ses cartons et notre jeune ami de son obscurité. Allons, M. Ventolet a bien gagné l'honneur que nous lui faisons en venant une fois lui manger son diner ; et je ne souffrirai plus qu'on l'appelle le laquais des amis d'Apollon ; il en est devenu le banquier ; il a monté en grade aujourd'hui.

SCÈNE IX

LEBRUN, DE ROSALES

DE ROSALES (entrant sur la pointe des pieds)

Eh bien ! avez-vous réussi ?

LEBRUN

A merveille !

DE ROSALES

Il ne s'est pas trop débattu ?

LEBRUN

Pas le moins du monde. Allez commander vos costumes et vos décors ; j'ai conquis vos trente mille francs à la pointe de ma langue.

DE ROSALES

Mais Lucile, me l'accorde-t-il ?

LEBRUN

Un peu de patience, mon cher ; vous voulez que j'y aille comme un brigand des Abruzzes, et vous me donnez cinq minutes pour dévaliser le pauvre homme.

DE ROSALES

Comment ! vous ne lui avez pas parlé de mon désir d'épouser sa fille ?

LEBRUN

Je n'en ai pas dit un mot.

DE ROSALES

Mais c'est par là qu'il fallait commencer.

LEBRUN

Enfant que vous êtes ! quand donc connaîtrez-vous votre Ventolet ?

DE ROSALES

Je ne sais pas ; je ne me suis jamais donné la peine de l'étudier.

LEBRUN

Il n'est pourtant pas difficile à apprendre. C'est une science dont la formule est : Le mérite d'un homme est en raison directe du bruit qu'il fait ! Faites donc du bruit, mon cher, faites-en beaucoup ; que votre nom résonne aux quatre coins de l'univers sur le tambour des journaux ; soyez Mangin attirant la foule autour de ses crayons plutôt que Shakspeare ignoré ; faites le *Sire de Framboisy*, que nos spirituels

Parisiens admirent et répètent , plutôt que le *Tannhauser* qu'ils sifflent ; soyez enfin un scélérat fameux plutôt qu'un honnête homme inconnu, et notre bon Ventolet vous appartiendra corps et âme ; il se placera sous les rayons de votre célébrité ; et, planète dont vous serez le soleil, il recevra de vous son mouvement, sa lumière et sa chaleur. Songez donc à *Jeanne d'Arc* avant de vous occuper de Lucile, et l'une vous donnera l'autre. Pour Ventolet, de Rosales en portefeuille n'est rien, pas même un homme ; de Rosales représenté et applaudi est un demi-dieu auquel il donnerait ses dix filles, s'il en avait dix.

DE ROSALES

Mais il me faudrait attendre alors ?

LEBRUN

Sans doute.

DE ROSALES

Impossible ! depuis quand les amoureux attendent-ils ?

LEBRUN

Si ce n'est depuis la création du monde, ce sera depuis aujourd'hui, car il le faut.

DE ROSALES

Mais j'ai promis à Lucile de la demander à son père aujourd'hui même.

LEBRUN

Ne lui avez-vous pas promis un amour éternel ?

DE ROSALES

Vous me faites des questions !...

LEBRUN

Un bonheur sans nuage et non moins éternel ?

DE ROSALES

Je ne le nie pas.

LEBRUN

Eh bien ! faites une liasse de toutes ces promesses ; écrivez dessus : « mensonges » ou plus poliment « illusions ». Serrez le tout dans votre secrétaire, et vous rirez bien dans trois ans, quand vous retrouverez votre petit paquet.

DE ROSALES (à part)

C'est égal, je vais faire ma demande.

SCÈNE X

LES MÊMES, VENTOLET, LUCILE

VENTOLET

Pardon, mon cher Lebrun, pardon mille fois de vous avoir laissé seul.

LUCILE (indiquant de Rosales)

Comment !... seul ?...

VENTOLET (avec dédain)

Oh ! M. de Rosales...

DE ROSALES

Ne compte pour rien, n'est-ce pas ?

LEBRUN

Mais non, M. Ventolet veut dire que M. de Rosales est comme de la famille.

VENTOLET

Oui, c'est tout à fait ce que je voulais dire.

LUCILE (avec feu)

Ah ! vraiment, mon père !...

DE ROSALES (même jeu)

Ce serait vrai, Monsieur...

LEBRUN

Voilà qui est très bien, Monsieur Ventolet, et c'est un mot qui vous fait honneur.

VENTOLET (qui ne comprend pas)

Vous trouvez ?

TOUS

Oh ! oui, c'est très bien.

LUCILE (embrassant Ventolet)

Merci pour cette bonne parole, mon père.

DE ROSALES (lui serrant la main)

Elle m'a rendu bien heureux.

VENTOLET (à part)

Ah ! ça ! qu'est-ce qu'ils ont donc ? Il paraît que j'ai dit quelque chose de superbe ! je ne sais pas quoi, par exemple. (Haut.) Mes amis, vous êtes tous bien bons, et tant

d'effusion me touche ; mais si nous allions faire une petite promenade au jardin avant le dîner ; je vous montrerai ma collection de dalhias et vous verrez que j'ai décoré chaque espèce du nom d'un personnage célèbre. Vous avez le vôtre, Monsieur Lebrun, un jaune splendide !

LEBRUN

Eh bien ! marchons vers mon symbole.

LUCILE (bas à de Rosales)

Du courage, mon ami !

DE ROSALES (bas à Lucile)

Oh ! j'en aurai, puisqu'il s'agit de vous.

VENTOLET (vivement)

Monsieur Lebrun, veuillez donner la main à ma fille.

LEBRUN

Un barbon comme moi ne mérite plus ce bonheur.

VENTOLET

Je vous en prie.

DE ROSALES (bas à Lebrun)

Acceptez !

LEBRUN

Alors, Mademoiselle, vous me pardonnerez le plaisir...

LUCILE (acceptant sa main)

Que vous allez me procurer, Monsieur.

(Lucile et Lebrun sortent, de Rosales arrête Ventolet au moment où il va les suivre.)

SCÈNE XI

VENTOLET, DE ROSALES

DE ROSALES

Un mot, Monsieur, s'il vous plaît, un seul mot.

VENTOLET

Très volontiers, mon ami. (A part.) Il va me parler de la somme en question.

DE ROSALES

La demande que j'ai à vous faire.....

VENTOLET

Tenez, je vous épargnerai la peine de l'exposer ; je sais ce dont il s'agit, et je consens.

DE ROSALES

Oh ! Monsieur, vous me la donnez !

VENTOLET

Un moment ! un moment ! je vous la prête. (A part.) Il n'est pas gêné, une pareille somme !...

DE ROSALES

Vous me la... pardon, je crois que je n'ai pas bien entendu.

VENTOLET (plus fort)

Je vous la prête.

DE ROSALES

Vous dites que vous me la prêtez ?

VENTOLET

Mais oui, ventrebleu ! vous avez l'oreille bien dure pour un musicien.

DE ROSALES

Oh ! mais c'est horrible, c'est monstrueux, Monsieur, ce que vous me dites là ! Me la prêter seulement !

VENTOLET

Ah ! par exemple, voilà qui n'est pas mauvais. Vous voudriez donc la garder toujours?...

DE ROSALES

Cela va sans dire ; comment pouvez-vous le demander ?

VENTOLET

Eh bien ! vous êtes généreux envers vous, jeune homme, mais moi, je le suis moins. Servez-vous-en maintenant, si vous en avez besoin, mais rendez-la-moi dans un an.

DE ROSALES

Monsieur, je ne comprends pas qu'un père qui se respecte et respecte sa famille profère jamais de tels propos, même en plaisantant.

VENTOLET

Il ne s'agit pas ici de père ni de famille ; on ne donne pas trente mille francs, on les prête, et encore !...

DE ROSALES

Qui vous parle de trente mille francs ? Vous avez une fille que je...

VENTOLET

Qui vous parle de ma fille ? Cette somme, je vous l'avance.

DE ROSALES

Votre fille, je vous la demande en mariage.

VENTOLET

Allons donc ! vous me demandez ma fille !

DE ROSALES

Mais oui, Monsieur.

VENTOLET

Hé ! que ne le disiez-vous plus tôt, cher ami ?...

DE ROSALES (avec joie)

Quoi, Monsieur, vous me la destiniez ?

VENTOLET

Non ; mais je vous aurais répondu : « Je ne veux pas vous la donner, » et nous aurions été tout de suite au jardin visiter mes dalias.

DE ROSALES

Oh ! Monsieur, ne me désespérez pas !

VENTOLET

Ecoutez, mon cher ; chacun connaît mon caractère et mes goûts, et chacun sait que je ne puis vivre que dans la sphère des gens d'élite. Je ne prendrai donc jamais pour gendre

qu'un homme remarquable et remarqué surtout ; car, qu'est-ce qui prouve qu'un homme a du talent ? c'est qu'on parle de lui. Or, êtes-vous célèbre ? Non. Résultat : je vous prêterai trente mille francs et vous n'aurez pas ma fille.

DE ROSALES (à part)

Lebrun avait raison. (Haut.) Eh bien ! Monsieur, puisque je ne puis obtenir M^{lle} Lucile qu'à ce prix, je tâcherai d'acquérir de la célébrité ; et pour jeter les premiers fondements de ma gloire future, j'accepte les trente mille francs que vous voulez bien mettre à ma disposition.

VENTOLET

Je vous les verserai demain ; seulement j'y mettrai une petite condition qui pour vous n'a aucune importance, mais à laquelle je tiens beaucoup.

DE ROSALES

Parlez, Monsieur.

VENTOLET (s'asseyant et indiquant un siège à de Rosales)

Suivez-moi bien : vous conviendrez, n'est-ce pas, que j'entre pour quelque chose dans la composition de votre opéra ?

DE ROSALES

Je ne vois pas de quelle manière...

VENTOLET

Je vais vous le montrer : je vous ai donné à maintes reprises d'excellents conseils...

DE ROSALES

Que je n'ai jamais suivis ; ce dont je vous fais mes très humbles excuses.

VENTOLET

Suivis ou non, cela ne me regarde pas ; je vous les ai donnés, ce n'est pas de ma faute si vous n'en avez pas profité. Je puis donc me considérer comme ayant aussi travaillé à cette œuvre. — Maintenant, sans mes trente mille francs, votre pièce ne peut être jouée.

DE ROSALES

Cela n'est pas bien sûr.

VENTOLET

C'est parfaitement sûr ; donc, si elle est jouée, c'est grâce à moi.

DE ROSALES

Puisque vous le voulez ainsi, je ne vous contredirai point.

VENTOLET

Or, elle ne peut obtenir de succès qu'à condition d'être représentée.

DE ROSALES

Sans nul doute.

VENTOLET (se levant)

Par conséquent, le succès m'appartient de droit.

DE ROSALES

Mais c'est un sophisme, un sophisme énorme qu'un enfant dédaignerait de réfuter. — Au reste, n'importe ; passons à la condition, je vous prie.

VENTOLET

La voici : mon nom paraîtra dans les journaux chargés d'annoncer NOTRE opéra et sur l'affiche du spectacle.

DE ROSALES (stupéfait)

Sur l'affiche ! et à quelle place voulez-vous qu'on le mette ?

VENTOLET

Parbleu ! à la place du vôtre.

DE ROSALES

Et le mien, qu'en fera-t-on ?

VENTOLET

Le vôtre ? ma foi, vous le garderez dans votre poche.

DE ROSALES

Alors, vous voulez tout simplement passer pour l'auteur de *Jeanne d'Arc* ?

VENTOLET

Eh ! c'est bien clair.

DE ROSALES

Monsieur Ventolet, laissez-moi vous contempler un peu.

VENTOLET

Oh ! ne vous gênez pas, contemplez-moi à votre aise.

DE ROSALES

Vous savez débiter les plaisanteries les plus monstrueuses, en conservant une physionomie si calme et si grave qu'on ne saurait assez l'admirer.

VENTOLET

Mais je ne plaisante pas.

DE ROSALES

Mais si, vous plaisantez.

VENTOLET

Encore un coup, je vous dis que non.

DE ROSALES

Encore un coup, je vous dis que oui.

VENTOLET

Ah ! ça, ventrebleu ! je vous certifie, je vous affirme, je vous soutiens que je parle très sérieusement.

DE ROSALES

Et moi, je vous certifie, je vous affirme, je vous soutiens que vous badinez très plaisamment.

VENTOLET

Eh ! jour de Dieu ! me croirez-vous si je vous le jure ?

DE ROSALES

Vous voulez donc absolument que je vous croie ?

VENTOLET

Si je le veux !... Belle question !...

DE ROSALES

Eh bien ! Monsieur, tant pis pour vous ; car ce que vous osez me proposer est une bassesse, et j'aurais mieux aimé que vous fussiez un mauvais plaisant qu'un... je me tais ; je dois me souvenir que vous êtes le père de M^{lle} Lucile ; mais

sachez bien que l'amour et la gloire sont pour moi deux choses saintes et que je ne les achèterai jamais au prix d'une turpitude. (Il prend son chapeau et va pour sortir.)

VENTOLET (le retenant)

Bon ! le voilà tout de suite monté sur ses grands chevaux ! Ne dirait-on pas que je vous propose d'aller étrangler papa et maman ? — Tenez, tranchons le différend ; nous mettrons nos deux noms l'un à côté de l'autre.

DE ROSALES

Eh ! Monsieur, ne m'en faites pas entendre davantage.

(Il veut sortir.)

VENTOLET (pressant)

Voyons ! voyons ! Votre nom en majuscules et le mien après, en petites lettres.

DE ROSALES (se dégageant)

Monsieur, je vous en conjure, laissez-moi me retirer.

VENTOLET

Oh ! allez, allez, petit ambitieux, je ne vous retiens pas. (Après que de Rosales est parti.) Voilà pourtant où conduit une vaine gloriole ! Il refuse trente mille francs pour le plaisir de voir son nom s'étaler tout seul sur une affiche... O jeunes gens ! la vanité vous perdra tous ! Là-dessus, rejoignons notre hôte et nos dahlías. (Il sort.)

FIN DU PREMIER ACTE

ACTE II

Même décor qu'au premier acte

SCÈNE I

VENTOLET (assis à un bureau et écrivant), LUCILE (travaillant à une tapisserie près d'une petite table à ouvrage)

VENTOLET (déclamant ce qu'il vient d'écrire)

« C'était par une belle matinée du mois d'octobre ; le soleil envoyait sur la terre, à travers les brouillards, une lueur indécise et pâle comme le sourire d'un malade... »

LUCILE

Mon père !

VENTOLET

Ma fille ?

LUCILE

Pourquoi n'allons-nous plus à l'Opéra ?

VENTOLET

Parce que j'ai ce théâtre en horreur.

LUCILE

Naguère pourtant vous le préféreriez à tout autre.

VENTOLET

Il paraît que mes goûts ont changé... (Déclamant.) «...comme le sourire d'un malade. Les rues étaient encore désertes ; un silence de mort enveloppait la ville... »

LUCILE

Mon père !

VENTOLET

Ma fille ?

LUCILE

On joue, dit-on, à l'Opéra une partition nouvelle qui obtient un grand succès.

VENTOLET

Eh bien ! laisse-la obtenir son succès.

LUCILE

Vous n'êtes pas curieux de l'entendre ?

VENTOLET

Nullement. (Déclamant.) «... enveloppait la ville qui, à cette heure solennelle, semblait un vaste navire dormant sur l'océan immobile. »

LUCILE

Mon père !

VENTOLET

Ma fille ?

LUCILE

L'auteur de cet opéra est pourtant de vos amis.

VENTOLET

J'ai tant d'amis qui ont fait des opéras !

LUCILE

Vous ne vous souvenez donc pas de *Jeanne d'Arc* ?

VENTOLET

Je ne connais pas. (Déclamant.) «... sur l'océan immobile. Tout portait l'âme à cette douce mélancolie... »

LUCILE (à part)

Oh ! je n'y tiens plus, et j'éclate. (Elle s'avance vers son père et d'un ton fort et résolu.) Mon père !

VENTOLET (même ton)

Ma fille !

LUCILE

Pourquoi M. de Rosales ne vient-il plus ici depuis une année, et que lui avez-vous fait ?

VENTOLET

Que signifient, Mademoiselle, ce ton et cet interrogatoire ?

LUCILE

Oui, mon père, j'interroge et j'ai raison, car il n'est pas naturel que ce noble et brave jeune homme, cet artiste plein de cœur et de mérite, nous ait brusquement abandonnés sans que vous lui ayez fait quelque offense ! Nous avons ici assez d'amis qui se moquent de nous ; conservons au moins le seul qui nous aime.

VENTOLET (se levant)

Allons ! je vois qu'il faut tailler dans le vif. Lucile, ce jeune godelureau a passé dans ta tête à l'état de névralgie ; il nous faut guérir cela, vois-tu : ce sont de ces petits riens qui

finissent par vous faire un mal du diable. Tu vas donc suivre un traitement homéopathique : tu voulais te marier avec de Rosales, n'est-ce pas ?

LUCILE

Je ne vous le cache pas.

VENTOLET

Eh bien ! tu te marieras en effet.

LUCILE (avec transport)

Quoi, mon père, serait-ce vrai ?

VENTOLET

Oui, mais avec un autre.

LUCILE

Oh ! mon Dieu, vous n'y songez pas. Si je ne puis donner ma main à l'homme de mon choix, permettez-moi de n'épouser personne.

VENTOLET

Je te permets de n'épouser personne... hormis M. Lebrun qu'il te faut agréer, mon enfant.

LUCILE

Mais nous ne nous aimons pas.

VENTOLET

On n'a pas besoin de ce détail en ménage.

LUCILE

M. Lebrun a le même âge que vous.

VENTOLET

Les années sont une richesse...

LUCILE

A laquelle je ne tiens pas.

VENTOLET

Toute autre fille que toi serait fière d'une alliance aussi illustre.

LUCILE

Je ne veux pas être fière de mon mariage, je veux en être heureuse.

VENTOLET

Quoi donc ! M. Lebrun, auteur d'ouvrages que toute l'Europe admire...

LUCILE

Il n'est pas l'auteur du sentiment que je porte en moi. Au reste, pardonnez-moi d'être étonnée que M. Lebrun, que je croyais un galant homme, ait osé vous demander ma main, quand il sait parfaitement que mes pensées ne vont pas de son côté.

VENTOLET

Je ne t'ai pas dit qu'il m'eût demandé ta main.

LUCILE

Alors pourquoi me parlez-vous de l'épouser ?

VENTOLET

Mais l'envie peut lui venir de te rechercher en mariage, et, en tous cas, nous l'aiderons à penser à toi, s'il le faut.

LUCILE

Oh ! maintenant, je suis tout à fait rassurée.

VENTOLET

Que veux-tu dire ?

LUCILE

Mon père peut me menacer de... de certaines choses pour m'effrayer, mais il est incapable de les faire.

VENTOLET

Eh ! eh ! Mademoiselle ma fille, je vous montrerai que je suis aussi capable de faire ces choses que de les dire.

LUCILE

N'importe ; quand même vous soumettriez votre honneur et votre fille à une pareille humiliation, je n'en serais pas moins tranquille, car j'ai confiance en M. Lebrun, et il n'a rien fait jusqu'à présent qui me donne le droit de le regarder comme un malhonnête homme.

VENTOLET

Taisez-vous, petite rebelle, vous ne comprenez rien à votre bonheur ; c'est donc à moi d'y veiller pour vous, et j'y veillerai. — Mais l'heure avance, et j'oublie que je dois sortir pour un instant, afin de prendre quelques renseignements qui me manquent encore au sujet de mes petits orphelins.

LUCILE (souriant)

Ah ! les deux héros du poème !

VENTOLET

Justement. — Si M. Lebrun que j'attends, venait avant que je fusse rentré, je te recommande de lui faire l'accueil le plus aimable.

LUCILE

Soyez sans crainte, mon père ; je n'ai jamais autant désiré le voir qu'à présent et je l'accueillerai aujourd'hui mieux que je ne l'ai encore fait.

VENTOLET (embrassant sa fille)

Allons, te voilà redevenue gentille comme toujours. A bientôt, chère enfant.

(Il sort.)

SCÈNE II

LUCILE (seule)

Songe-t-il encore à moi seulement ? L'ambition étouffe si vite l'amour ! S'il court après la gloire, voudra-t-il embrasser son chemin d'une jeune fille comme moi ? (Elle tire quelques journaux d'un tiroir.) Ces journaux, que je me procure en cachette et où je lis son nom entouré d'éloges, me réjouissent et m'effrayent en même temps. Je suis heureuse de voir son talent reconnu et applaudi ; mais l'ivresse du succès lui laissera-t-elle le loisir de se souvenir de moi ? Oh ! toutes ces pensées me jettent hors de moi-même ; il me semble qu'une myriade de démons ailés sont entrés dans ma tête, qu'ils y font un remue-ménage étourdissant et bouleversent toutes les idées qu'ils y trouvent.

SCÈNE III

LUCILE, LEBRUN

LUCILE

Ah ! Monsieur Lebrun, soyez le bienvenu ; je vous attendais avec la plus vive impatience.

LEBRUN

Oui, comme on attend le facteur ; c'est qu'en effet, je vous apporte franco d'excellentes nouvelles.

LUCILE

Oh ! parlez, parlez vite.

LEBRUN

De Rosales n'est pas mort.

LUCILE

C'est tout ce que vous avez à m'apprendre ?

LEBRUN

Écoutez, c'est le point principal, car s'il était mort...

LUCILE

Voyons, ne me faites pas languir.

LEBRUN

Donc, il n'est pas mort, premier article. — Il vous aime tous les jours davantage, deuxième article. — Il vient de louer

au-dessus de chez vous un appartement où il demeure depuis hier, troisième article. — Et il viendra ici, aujourd'hui même, grâce à une petite combinaison de mon invention, quatrième et dernier article.

LUCILE

Oh ! quel bonheur ! Monsieur Lebrun, vous êtes un charmant homme !

LEBRUN

Voyez pourtant comme les bonnes nouvelles que j'apporte me rendent joli garçon.

LUCILE

Maintenant, il ne s'agit plus de lui, mais de vous, et c'est de vous que nous allons parler.

LEBRUN

De moi ? Vous allez me faire crever d'orgueil. Mais ne craignez-vous pas que le sujet ne soit bien pauvre ? Au reste, j'espère bien que vous l'enrichirez d'un peu de vous-même.

LUCILE

Hélas ! oui ; je me trouve malheureusement mêlée à vous dans ce que j'ai à vous dire. Voici la chose en deux mots : mon père veut que je vous épouse.

LEBRUN

Ah ! il a décidé cela ! Et quand compte-t-il mettre son projet à exécution ?

LUCILE

Le plus tôt qu'il pourra, je le crains bien.

LEBRUN

Parfait ! Et ainsi, dans quelques jours, nous nous trouverons noués comme les deux bouts d'une cravate.

LUCILE

Oh ! j'espère bien que non.

LEBRUN

Ce serait, en effet, une catastrophe horrible !

LUCILE

Je ne dis pas cela ; mais vous sentez bien que ce mariage me rendrait profondément malheureuse.

LEBRUN

Mademoiselle, vous me faites trop d'honneur. Vous rendre malheureuse !... Vous m'attribuez un pouvoir que je suis bien loin de posséder.

LUCILE

Mais, vous-même, Monsieur, seriez-vous heureux avec...

LEBRUN

Oh ! quant à moi, mon malheur franchirait toutes les bornes divines et humaines.

LUCILE (un peu piquée)

Vous le voyez bien ; et de cette manière, au lieu de deux heureux époux, on n'aurait fait...

LEBRUN

Que deux pauvres victimes !

LUCILE

Et alors, que deviendrions-nous ?

LEBRUN

Il ne nous resterait plus qu'à mourir.

LUCILE

Pourtant, cela n'irait pas si loin.

LEBRUN

Si fait, si fait ; vous ne savez pas jusqu'où peut conduire le désespoir. Tenez, cette perspective me donne le frisson ; et à vous ?

LUCILE

A moi, non ; il paraît que vous n'êtes pas aussi effrayant que je le suis.

LEBRUN

Oh ! vous, vous jetez l'épouvante partout où vous allez.

LUCILE

Pour ma part, je crois que si je n'aimais pas déjà M. de Rosales...

LEBRUN

Oui, mais comme vous l'aimez déjà, il nous faut ajouter aux quatre articles sus-mentionnés un cinquième que je formulerai en ces termes : M^{lle} Lucile Ventolet épousera M. de Rosales et vice versâ ; ce dont moi, Charles Lebrun, je me porte garant.

LUCILE

Mais il y a mon père qui...

LEBRUN

Votre père est une difficulté qu'on peut tourner facilement.

LUCILE

Ah ! Monsieur Lebrun, j'avais bien raison de ne pas douter de votre amitié ; vous êtes le meilleur des hommes.

LEBRUN

Je partage entièrement votre opinion. Je suis vraiment le meilleur des mortels dans ce moment, car je n'ai jamais autant sacrifié, je vous le jure.

LUCILE

Flatteur ! vous vous consolerez bien vite.

LEBRUN

Oui, en espérant qu'en cas de veuvage...

LUCILE

Oh ! n'évoquez pas de telles idées !

LEBRUN

Ces pauvres idées sont tout ce qui me reste ; laissez-les-moi au moins.

LUCILE

Ne craignez rien, je ne veux pas vous les prendre.

LEBRUN (entendant Ventolet qui vient)

En garde ! voici l'ennemi !

SCÈNE IV

LES MÊMES, VENTOLET

VENTOLET

Ah ! Monsieur Lebrun, je suis heureux et fier de vous rencontrer chez moi ; je regrette seulement de m'être trouvé absent à votre arrivée ; mais j'espère bien que ma fille aura su me remplacer dignement.

LEBRUN

Tout à fait ; Mademoiselle s'est montrée digne de son père et n'a point oublié de quelle race elle descend.

VENTOLET (à Lebrun)

C'est que c'est jeune, voyez-vous, et que ça n'a pas, comme nous autres, l'habitude de ces conversations brillantes et spirituelles...

LEBRUN

Qui nous distinguent des mortels.

VENTOLET

Précisément. — Ça, cher poète, j'ai à vous offrir quelque chose qui ne saurait vous déplaire, j'en suis certain.

LEBRUN (à part)

Nous y voici !

LUCILE (à part)

Mon Dieu, il va lui offrir ma main !

LEBRUN

Voyons ce quelque chose.

VENTOLET

C'est le sujet d'une épopée en douze chants.

LUCILE (à part)

Je suis sauvée !

LEBRUN

Ce n'est que cela !

VENTOLET

C'est déjà fort joli, ce me semble. Nous intitulerions ce poème : *Les deux Orphelins*. Ecoutez, je vais vous en expliquer les diverses péripéties.

LUCILE

Ah ! mon père, ne racontez pas cette histoire.

VENTOLET

Pourquoi pas ?

LUCILE

Parce qu'il me semble que vous n'y avez pas joué le rôle le plus intéressant.

VENTOLET

Comment peux-tu t'y connaître ? Es-tu littéraire ?
(A Lebrun.) Dites-vous littérateur ou littéraire ?

LEBRUN

C'est suivant les jours ; mais je dis souvent littérateresse et quelquefois aussi littérateuse.

VENTOLET

Alors, je ferai comme vous. Maintenant, je commence mon récit, attention ! (Déclamant.) C'était par une belle matinée du mois d'octobre ; le soleil envoyait sur la terre, à travers les brouillards, une lueur indécise et pâle comme le sourire d'un malade...

LEBRUN

Abrégeons, abrégeons ; il faisait beau temps pour la saison ; ensuite ?...

VENTOLET (déclamant)

Les rues étaient encore désertes ; un silence de mort enveloppait la ville qui, à cette heure solennelle, semblait un vaste navire dormant sur un océan immobile.

LEBRUN

Dites donc, si nous y allons par ce chemin, je vous tire ma révérence, et je pars.

VENTOLET

Alors, il ne faut pas être poétique ?

LEBRUN

Mais, malheureux, gardez-vous-en bien !.. j'ai si peu de temps !

VENTOLET

Soit, je serai sec, et je ne vous offrirai que le squelette de l'événement. Donc, il y a quelques jours, comme je passais de grand matin par la rue Galande, des plaintes, des gémissements, des lamentations vinrent frapper mon tympan, mon oreille et mon attention.

LEBRUN

Trois à trois, style Lamartine ; poursuivons !

VENTOLET

Je m'approchai du côté d'où partaient ces voix. Oh ! Messieurs, quel spectacle horrible, affreux, effroyable s'offrit alors à mes yeux et à mes regards ! Deux pauvres enfants étaient là, blottis, tapis, accroupis dans une allée obscure. La maladie, la douleur et la souffrance avaient creusé leur triple empreinte sur leur visage et leur figure. — (Il y a quelques rimes par-ci par-là ; c'est que je ne puis étouffer entièrement le démon poétique qui s'agite en moi.) — Saisi de compassion et de pitié...

LEBRUN

Vous les prîtes dans vos bras et les conduisîtes chez vous où vous leur réserviez les soins d'une mère ?...

VENTOLET

Non ; j'appelai deux ouvriers qui passaient par là, et je fis transporter les pauvres petits dans une boutique du voisinage ; je trouvai là un mari et sa femme auxquels je les recommandai vivement, en leur donnant...

LEBRUN

Tout l'argent que vous portiez sur vous ?

VENTOLET

Non ; en leur donnant le conseil de les mettre promptement au lit et d'appeler un médecin. La nuit suivante, je ne pus fermer les yeux tant j'étais ému, touché, attendri. Aussi,

pressé du désir et du besoin de revoir mes petits protégés, partis-je de bonne heure après m'être muni...

LEBRUN

De vêtements chauds, de provisions et d'argent pour ces malheureux ?...

VENTOLET

Non ; après m'être muni de mon parapluie, car le temps était menaçant. J'entrai dans la boutique ; vous retracerai-je le tableau qui se déroula devant mes yeux ? L'un des enfants était mort et décédé, l'autre tendait vers moi ses petites mains suppliantes et semblait m'appeler comme son ange gardien. Brisé d'émotion et prêt à fondre en larmes, je m'élançai d'un seul bond...

LEBRUN

Près de l'infortuné ; vous le saisissez, le serrâtes sur votre cœur et l'emportâtes ?...

VENTOLET

Non ; je m'élançai d'un seul bond hors de la chambre, et je rentrai chez moi, heureux du bien que j'avais fait, mais me promettant bien de ne plus exposer ma santé à de si cruelles secousses.

LEBRUN

Ah ! c'est beau, c'est grand, c'est sublime ce que vous avez fait là, Monsieur Ventolet, et je vous reconnais bien à ce trait !

VENTOLET

Oh ! il ne faut pas louer outre mesure ce petit élan de charité ; j'ai toujours été très sensible, voyez-vous, c'est mon

caractère, on ne se refait pas. Mais ne trouvez-vous pas qu'on peut tirer de là une petite épopée en douze chants ?

LEBRUN

Comment ! en douze chants ; en vingt-quatre, s'il vous plaît ; et nous appellerons le tout la *Ventoléide* !

VENTOLET

Oh ! je ne mérite pas tant d'honneur. — Eh bien ! Lucile, pourquoi t'en vas-tu ?

LUCILE

Parce qu'il y a certains spectacles auxquels, moi aussi, je n'aime pas à assister.

VENTOLET

Je ne comprends pas.

LEBRUN (arrêtant Lucile à la porte et lui parlant bas)

Oh ! pardon, Mademoiselle, j'ai eu tort envers vous, je le reconnais et je le regrette ; j'aurais dû me souvenir que M. Ventolet est votre père...

LUCILE

Et surtout que vous êtes son ami et le mien.

VENTOLET (à part)

Il lui serre la main et lui souffle des douceurs. Oh ! s'il pouvait l'aimer, comme cela m'arrangerait ! (Lucile sort.)

SCÈNE V

VENTOLET, LEBRUN

VENTOLET

Cette chère enfant ! elle a un cœur d'or. Au reste, je ne sais quel effet vous produisez sur elle, mais elle semble toujours émue, agitée dès que vous paraissez.

LEBRUN

Ah ! vous avez remarqué cela ! (A part.) Il va me persuader que sa fille est amoureuse de moi.

VENTOLET

D'ailleurs, en supposant que ce trouble fût en votre faveur, je ne saurais la blâmer de partager l'admiration que chacun éprouve pour vous.

LEBRUN

Eh ! mon cher, épargnez à mon nez ces grands coups d'encensoir ; je crains horriblement les parfums.

VENTOLET

Ce que j'en dis là n'est pas pour vous flatter ; mais elle aime vos ouvrages avec passion, et, ma foi, en lisant l'ouvrage, on ne peut s'empêcher de penser un peu à l'ouvrier.

LEBRUN

C'est certain.

VENTOLET

Ce qui la charme surtout au delà de toute expression, c'est votre style ; or, Buffon n'a-t-il pas dit : Le style, c'est l'homme ?

LEBRUN (brusquement)

Bref, votre fille m'adore.

VENTOLET

Pardon, ce n'est pas ce que j'ai voulu dire, et il ne faut rien pousser à l'extrême ; le cœur féminin est un coffre-fort à secret, et une jeune fille n'a jamais choisi son père comme caissier de son cœur. Cependant, j'ai de bonnes raisons pour croire qu'elle a toujours rêvé un mari construit sur votre modèle.

LEBRUN (s'inclinant)

Flatté, extrêmement flatté !

VENTOLET

Et, il faut le reconnaître, elle-même, de son côté, est un morceau de choix. Amour paternel mis à part, elle tient de moi par l'ampleur de ses idées et l'élévation de ses goûts. Disciple enthousiaste de toutes les Muses, elle plane sans cesse dans les hautes régions des lettres et des arts, et ne s'abaisse jamais à ces vils travaux du ménage qui finissent par borner l'horizon des jeunes filles à des draps de lit et à des pots de confiture.

LEBRUN

Cette tendance est vraiment déplorable, Monsieur Ventolet, car le mépris des choses du ménage est une vilaine dot à apporter à un mari.

VENTOLET (à part)

Diable, diable ! je m'embourbais dans une mauvaise route ; rebroussons vite. (Haut.) Oh ! entendons-nous bien : Lucile possède, comme toute autre, ses petites vertus d'intérieur et les cultive avec succès au besoin ; si elle aime à s'instruire, et n'a pas toute la journée la tête enfoncée dans un tricot, elle n'en raccommode pas moins son linge et n'en fait pas moins d'excellentes petites tartes aux fruits dont elle vous fera goûter.

LEBRUN

Des tartes ! quelle horreur !

VENTOLET

Tartes, que je suis sot ! ce n'est pas le mot ; c'est plum-puddings que je devais dire.

LEBRUN

Plum-puddings ! quelle chose exécrationnelle !

VENTOLET

Eh ! sapristi, j'embrouille tous les noms ; c'est plutôt compotes.

LEBRUN

Compotes ! quelle abomination !

VENTOLET

Compotes à la viande, bien entendu. (A part.) Que diantre aime-t-il donc ? Changeons de batterie. (Haut.) Ah ! Monsieur Lebrun, j'ai un bien grand regret.

LEBRUN

Vraiment !

VENTOLET

Oui, nous nous accorderions si bien ; pourquoi n'êtes-vous pas mon frère ?

LEBRUN

C'est vrai ça, pourquoi ?

VENTOLET

Ou quelque autre membre de ma famille, comme par exemple... (A part.) Je l'attends là.

LEBRUN

Comme, par exemple, votre petit-fils ?

VENTOLET

Hé ! farceur ! Eh bien ! savez-vous une chose ? J'adorerais mon petit-fils, si vous étiez son père.

LEBRUN (à part)

Il ne manque plus qu'un point sur l'i ; parions qu'il va le mettre.

VENTOLET

Ma foi, Monsieur Lebrun, je vais être franc avec vous ; je vous offre ma fille, si elle vous convient.

LEBRUN

Alors, vous me l'offrez comme cela, tout simplement.

VENTOLET

Mais oui, pas autrement que comme cela, tout simplement.

LEBRUN

Comme on offre un cigare.

VENTOLET

Un cigare ! un cigare ! Ma fille n'est pas un cigare.

LEBRUN

Vous la traitez pourtant comme un trabucos de cinq sous.

VENTOLET

Voyons : ce mariage ne vous arrange pas ?

LEBRUN

Mais c'est bien sûr que non. Je ne veux pas plus de votre fille qu'elle ne veut de moi.

VENTOLET (piqué)

Dans ce cas, Monsieur, n'en parlons plus ; désolé vraiment de vous avoir fait une proposition qui semble vous être si désagréable et que je vois si mal accueillie.

LEBRUN

A notre âge, mon cher, on n'épouse plus qu'une chaise au coin du feu, une robe de chambre, des pantoufles et un bonnet de nuit.

VENTOLET (s'éloignant)

Vous êtes libre d'épouser tout cela.

LEBRUN (le ramenant)

Ce n'est pas une raison pour nous boudier.

VENTOLET

Mais, à en juger par votre refus, vous ne tenez pas à continuer avec moi des relations bien amicales.

LEBRUN

Ce qui veut dire qu'on ne peut rester votre ami qu'à la condition de devenir votre gendre. Cette condition est vraiment charmante ; mais les deux choses seraient pour moi trop de bonheur à la fois, et je me contente de votre amitié.

VENTOLET

Vous savez bien qu'elle vous était acquise.

LEBRUN

Qu'elle m'était !... Je l'ai donc perdue.

VENTOLET

Mais...

LEBRUN (caressant Ventolet)

Allons ! allons ! on veut faire de la peine à mimi Lebrun qui aime tant son petit papa Ventolet ! Tenez, pour opérer la réconciliation, je tâcherai de vous procurer la connaissance d'une personne trois fois plus illustre que moi.

VENTOLET

Tiens ! qui ça ?

LEBRUN

Un homme qui est décoré de la Légion d'honneur.

VENTOLET

Vraiment !

LEBRUN

Qui est membre de l'Institut.

VENTOLET

Ho ! ho !

LEBRUN

Qui a été présenté à l'Empereur et à l'Impératrice.

VENTOLET

A l'Empereur !

LEBRUN

Dont le nom a retenti dans tous les journaux.

VENTOLET

Fichtre ! mais c'est un grand homme alors !

LEBRUN

Je crois bien ! Vous n'en avez pas entendu parler ?

VENTOLET

Malheureusement, non ; vous savez que j'ai fait une longue maladie pendant laquelle j'ai vécu hors de tout. Comment nommez-vous ce personnage illustre ?

LEBRUN

De Rosales !

VENTOLET

De Rosales ! le même que j'ai connu autrefois ?

LEBRUN

Précisément, c'est-à-dire... non ; de Rosales obscur et de

Rosales illustre ne peuvent pas être considérés comme le même être.

VENTOLET

C'est évident ; et comment s'est opérée cette transformation ?

LEBRUN

Dites : cette transsubstantiation. Voici : la direction de l'Opéra, prévoyant un succès splendide à *Jeanne d'Arc*, revint sur sa première résolution et consentit à monter la partition à ses frais. Pour le reste, écoutez *le Constitutionnel* : (Il tire un journal de sa poche et lit.) « La représentation de mardi a été une véritable solennité, car elle a donné le baptême de gloire à un jeune homme du plus beau talent, mais jusqu'ici presque inconnu. A quatre heures, une foule immense se pressait déjà aux abords du théâtre, attirée par l'appât d'une première représentation et par la curiosité qui s'attache toujours à un nouveau nom. Le succès d'enthousiasme qui accueillit chacun des actes de *Jeanne d'Arc* est un de ceux dont on garde longtemps le souvenir. L'auteur, M. de Rosales, fut rappelé trois fois au bruit d'applaudissements frénétiques ; l'Empereur le fit appeler dans sa loge, le complimenta vivement sur son œuvre et le présenta à l'Impératrice qui lui fit le plus gracieux accueil et lui offrit une bague de diamant de grand prix. Remercions la direction du grand Opéra de nous avoir révélé ce jeune compositeur qui est destiné, nous n'en doutons pas, à jeter un vif éclat sur notre scène lyrique et à la doter de nouveaux chefs-d'œuvre. »

VENTOLET

C'est magnifique, c'est étourdissant ! J'ai toujours dit que ce jeune homme arriverait à la célébrité, et, c'est dans la pré-

vision de ses futurs succès que je n'ai jamais cessé de l'assister dans ses travaux et de l'aider de mes conseils qui ont au moins servi à quelque chose, je m'en félicite.

LEBRUN

Ce n'est pas tout : une cantate dédiée à l'Empereur lui a valu la croix de la Légion d'honneur ; son nouvel opéra *Werther* vient de lui ouvrir les portes de l'Institut ; enfin, c'est l'homme du jour, la célébrité à la mode, l'objet de toutes les admirations, de toutes les calomnies, de toutes les envies ; et il est presque défendu de parler d'autre chose que de lui dans les salons artistiques de la capitale.

VENTOLET

Oh ! Monsieur Lebrun, si vous pouviez le ramener chez moi, vous me rendriez bien heureux, et je vous bénirais toute ma vie.

LEBRUN

Je ferai tout mon possible ; mais, dame ! c'est difficile. De Rosales est un homme si lancé qu'il a à peine le temps de vivre ; ses meilleurs amis ne le voient qu'en courant, et puis, il paraît que vous l'avez piqué au vif.

VENTOLET

Hélas ! je l'avoue, j'ai eu quelques torts envers lui au sujet de...

LEBRUN

Au sujet de la naissance de *Jeanne d'Arc* ; il m'a raconté cela. Vous vouliez que la pauvre fille eût deux pères et lui ne le voulait pas. En vérité, il n'y avait pas de quoi chicaner une mouche.

VENTOLET

N'est-ce pas ?

LEBRUN

Ecoutez, faisons une chose. De Rosales, ayant beaucoup de relations et d'affaires dans cette rue, a loué, à l'étage au-dessus du vôtre, un petit appartement où je crois qu'il est en ce moment. Envoyez-lui par votre domestique quelques mots de regret.

VENTOLET

Oh ! je ferai toutes les excuses qu'on voudra.

LEBRUN

Il ne vous en demandera pas tant... et j'espère qu'en faveur de votre ancienne connaissance et de l'amitié qui le lie à moi, il daignera vous recevoir chez lui ou même descendre ici vous rendre visite.

VENTOLET

Vous avez là une excellente idée ; je vais lui écrire. (Il s'assied à son bureau et écrit.—Après avoir écrit.) Voici ce que je lui dis : (Lisant sur un ton de liturgie.)

« Très illustre et très honoré Monsieur,

« Je vous demande bien humblement pardon des torts que j'ai eus envers vous ; je me repens sincèrement des paroles offensantes que j'ai osé vous dire ; je vous promets de ne plus retomber dans la même faute, et je vous supplie instamment de me croire à jamais.

« Votre très humble

« et très obéissant serviteur,

« J. VENTOLET. »

Trouvez-vous assez poli comme cela ?

LEBRUN

Au moins, ce n'est pas fier.

VENTOLET

Si vous le jugez nécessaire, je pourrai ajouter encore quelques paroles de repentir.

LEBRUN

Non, j'espère que cela suffira ; maintenant expédiez vite la lettre.

VENTOLET (sonnant. — Un domestique paraît)

Portez immédiatement cette lettre à l'étage au-dessus.

(Le domestique sort.)

(A Lebrun.) Dites donc, s'il n'acceptait pas mes excuses...

LEBRUN

Ce serait affreux !

VENTOLET

Oh ! oui, cela me navrerait.

LEBRUN

Attendez, je vais monter moi-même et prêter à votre lettre un petit coup de main.

VENTOLET

Oh ! si vous pouviez revenir avec lui !

LEBRUN

Je ne répons de rien, mais espérez toujours.

VENTOLET (lui serrant la main)

Eh bien ! oui, je tâcherai d'espérer.

(Lebrun sort.)

SCÈNE VI

VENTOLET, LUCILE

VENTOLET (courant ouvrir la porte et appelant)

Lucile ! Lucile !

LUCILE (dehors)

Mon père !

VENTOLET

Arrive vite, mon enfant, c'est très pressé !

LUCILE (accourant)

Me voici.

VENTOLET (vivement, lui saisissant le bras)

Aimes-tu encore M. de Rosales ?

LUCILE

Toujours.

VENTOLET

Ah ! tant mieux ! maintenant il s'agit de savoir si, de son côté, il t'aime encore et j'en doute. Les grands hommes comme

lui ne se contentent pas de petites filles comme toi ; car tu sais que M. de Rosales est un grand homme maintenant.

LUCILE

Il l'a toujours été.

VENTOLET

Toujours ! il l'est depuis que le public et l'Institut l'ont bien voulu. Mais n'importe, un fait certain, c'est qu'il jouit maintenant d'une célébrité européenne.

LUCILE

Oh ! cela m'est bien indifférent.

VENTOLET

Et puis, c'est un jeune et joli garçon.

LUCILE

Ah ! j'aime mieux cela.

VENTOLET

Un brave et noble cœur.

LUCILE

Et c'est là son plus beau titre à mon affection.

VENTOLET

Il mérite donc sous tous les rapports qu'on se montre gracieuse, prévenante et même affectueuse envers lui.

LUCILE

J'étais bien ainsi jadis, quand il venait à la maison.

VENTOLET

Tu avais tort, car il ne le méritait pas alors ; maintenant

il est entièrement métamorphosé, et, partant, il est devenu digne que nous fassions tout notre possible pour conserver son amour si nous le possédons encore, ou pour le rattraper si nous l'avons perdu.

LUCILE

Hormis ce dernier cas pour lequel je ne ferai rien, soyez sûr, mon père, de trouver en moi une fille obéissante et soumise à tous vos ordres.

VENTOLET

Eh bien ! attention ! car je l'entends.

SCÈNE VII

LES MÊMES, LEBRUN, DE ROSALES

LEBRUN (au seuil de la porte et attirant Rosales qui est dehors)

Puisqu'il vous dit qu'il se repent...

DE ROSALES (dehors)

Et que voulez-vous que je fasse de son repentir ?

LEBRUN

Un peu de charité, vous le rendriez si heureux.

DE ROSALES (dehors)

Je n'ai pas le temps de faire des heureux.

LEBRUN (le poussant dedans)

Ecce homo !

DE ROSALES (sur la scène)

Enfin, puisque nous y sommes, restons-y. (D'un ton de protecteur.) Bonjour, bonjour, Monsieur Ventolet.

VENTOLET (se confondant en civilités)

Ah ! Monsieur, c'est me faire trop d'honneur que de daigner entrer chez moi et d'oublier ainsi mes fautes.

DE ROSALES

Eh ! mon cher Monsieur Ventolet, j'ai bien autre chose à penser qu'à vos fautes ! — Mais, dites donc, il fait un froid de Sibérie ici ; si vous faisiez faire du feu, hein !

VENTOLET

Immédiatement. (Il sonne.) Pardonnez-moi, Monsieur, de n'avoir pas songé que le froid peut vous atteindre. (Un domestique paraît.) Vite, vite, allumez du feu et mettez six bûches au foyer.

DE ROSALES (s'asseyant dans un fauteuil)

Aïe ! quel diantre de fauteuil avez-vous là ? Vous rembourrez vos meubles avec des carcasses de poulet.

VENTOLET

En effet, Monsieur, ce fauteuil n'est pas digne de vous soutenir. Je sais ce que l'on doit aux célébrités, et vous avez acquis le droit de ne vous asseoir que sur des sièges moëlleux. (Lui apportant un autre fauteuil.) Tenez, veuillez agréer celui-ci. (De Rosales se carre dans le fauteuil auprès de la cheminée.)

(A Lebrun.) Hein ! quel ton seigneurial ! quel aplomb ! on voit bien qu'il est devenu un homme de génie.

DE ROSALES

Eh bien ! que dit-on ici, que fait-on ?

VENTOLET

On voudrait faire tout ce qui peut vous être agréable, et l'on dit que nous sommes bien honorés ..

DE ROSALES

C'est bien, c'est bien. (Il braque son lorgnon sur Lucile.) Ah ! Mademoiselle, je crois vous reconnaître.

LUCILE

Et moi, je ne vous reconnais pas, Monsieur.

DE ROSALES

Comment ! Edouard de Rosales !

LUCILE

J'ai connu un M. Edouard de Rosales, aimable, modeste, spirituel et poli, mais ce n'est certainement pas vous.

DE ROSALES

Oh ! regardez-moi de près. (Il s'approche d'elle, bas.) Je vous aime plus que jamais, je vous appartiens à la vie et à la mort, mais ne vous étonnez de rien, vous saurez tout. (Haut.) Me reconnaissez-vous maintenant.

LUCILE

Oh ! oui, parfaitement. (Bas.) A condition que l'énigme ne dure pas trop.

VENTOLET

Cette méprise est bien excusable, Monsieur ; auparavant vous...

DE ROSALES

Auparavant, j'habitais dans la peau d'un imbécile, n'est-ce pas ?

VENTOLET

Dieu me préserve de penser et de dire cela ; seulement votre génie était encore jeune, et n'était pas arrivé à cette splendeur, à cet épanouissement où nous l'admirons aujourd'hui.

DE ROSALES (tirant sa montre)

Tout cela est fort bien, mais il est temps que je rentre chez moi.

VENTOLET

Quoi ! déjà ?

DE ROSALES

Oui, déjà ; j'en suis fâché pour vous, mais il le faut. Adieu, Monsieur Ventolet, charmé vraiment de vous avoir trouvé en bonne santé.

VENTOLET

J'ai été pourtant bien malade pendant six mois.

DE ROSALES (d'un air distrait)

Cela n'est rien ; ça passera.

VENTOLET

Oh ! je suis tout à fait rétabli maintenant.

DE ROSALES (toujours préoccupé)

Bon, bon, ne vous désespérez pas ; vous finirez par vous guérir.

VENTOLET

Mais je vous répète que je n'ai plus aucun mal.

DE ROSALES (qui cherchait et fredonnait un air)

Oui... quoi?... Ah ! votre maladie ?... Prenez mon médecin ; il vous en débarrassera.

VENTOLET (à Lebrun)

Faut-il qu'il ait la tête pleine de grandes idées ! Il ne semble pas même me comprendre.

LEBRUN (à Ventolet)

C'est un effet du génie ; les hautes intelligences ne comprennent que ce qui leur ressemble.

DE ROSALES (au moment de sortir)

Ah ! mais, j'y pense ; déjeune-t-on ici ? Si l'on déjeune, dites qu'on se dépêche.

VENTOLET (radieux)

Quoi ! vous daigneriez déjeuner chez moi !... Ma fille, va vite donner des ordres (bas) et dis qu'on fasse les choses magnifiquement.

DE ROSALES

Vous avez du vin passable, j'espère.

VENTOLET

Du Château-Lafitte, du Chypre, du Rudesheim.

DE ROSALES

Pas d'autres ; enfin, à la guerre comme à la guerre, on s'en contentera.

SCÈNE VIII

VENTOLET, LEBRUN, DE ROSALES

VENTOLET

Messieurs, le bonheur que j'éprouve de réunir dans ma maison deux des plus illustres représentants de la poésie et de la musique ne fait que raviver en moi certain projet que vous me permettrez de vous soumettre.

DE ROSALES

Un projet de vous, ah ! diable ! enfin, soumettez, soumettez ; nous serons patients.

VENTOLET

Ne regrettez-vous pas comme moi ces salons célèbres si justement nommés bureaux d'esprit qui furent une des splendeurs du dix-septième et du dix-huitième siècle ; et, dans notre époque mercantile et égoïste, ne se trouvera-t-il personne pour recueillir l'héritage de gloire que nous ont laissé

les Rambouillet, les Geoffrin, les Tencin, les Récamier et *tutte quante* dont les noms feront à jamais l'orgueil de l'histoire littéraire ; personne pour relever courageusement sur son toit l'étendard de l'intelligence, de l'esprit et du génie, personne enfin pour rallier en un cercle resplendissant tous les amis des Muses, tous les fidèles du beau, dont les œuvres auront été sanctionnées par la renommée ? Oui, Messieurs, il y aura quelqu'un, et ce quelqu'un sera moi. J'ai de la fortune, Dieu merci, et je n'ignore pas que le riche doit être sur la terre le rémunérateur du mérite. Je ressusciterai donc ces doctes assemblées, j'ouvrirai mes salons, j'y appellerai indistinctement écrivains, musiciens, peintres et sculpteurs ; tous les arts viendront se donner la main chez moi, et ma demeure deviendra ainsi le foyer lumineux du génie, le quartier général des soldats de la pensée, le centre d'où rayonneront tous les nouveaux chefs-d'œuvre consacrés à la gloire de l'humani-

DE ROSALES

Vous avez dit ?... C'est bien heureux.

LEBRUN

Eh bien ! voilà, ma foi, un projet superbe et que j'approuve fort. Une seule chose m'embarrasse pourtant ; je me demande ceci : dans ce rendez-vous universel des soldats de la pensée, comme vous les nommez fort bien, quelle figure ferez-vous ?

VENTOLET

Eh ! mon Dieu, ma figure de tous les jours.

LEBRUN

Oui, mais je crains qu'elle ne soit pas suffisante.

VENTOLET (riant)

Ah ! ah ! ah ! fameux ! cher poète, fameux ! Voilà une épigramme à laquelle je ne m'attendais pas et qui va droit à son adresse ! Ah ! ah ! ah !

DE ROSALES

Eh bien ! je ne suis pas de votre avis, Monsieur Lebrun ; la figure de M. Ventolet sera plus que suffisante, car, selon moi, elle sera de trop.

VENTOLET (riant de plus belle)

Ah ! ah ! ah ! encore plus fort ; magnifique ! ravissant ! Continuez, Messieurs, continuez ; entre nous autres gens d'esprit, on ne se fâche pas de ces petites escarmouches ; bien au contraire, on s'en réjouit. Quant à moi, je suis de ceux qui aiment mieux recevoir le soufflet d'un homme d'esprit que le baiser d'un imbécile. (Bas à Lebrun.) Dites donc, je le trouve charmant ; il est d'une insolence adorable ; je ne saurais vous dire combien je l'aime.

LEBRUN (à Ventolet)

N'est-ce pas que tout ce qu'il dit est aimable ?

VENTOLET (à Lebrun)

Ma foi, je m'en vais lui parler de ma fille ; puisque vous ne la prenez pas, cela ne vous fâchera pas.

LEBRUN

En aucune façon ; tentez l'aventure, vous serez peut-être plus heureux.

VENTOLET (à de Rosales qui est allé feuilleter la musique de Lucile)

Vous feuilletez la musique de ma fille ; elle en a un fort beau choix, n'est-ce pas ?

DE ROSALES

Fort beau, car je remarque plusieurs extraits de mes œuvres.

VENTOLET

C'est que vous êtes son auteur favori.

LEBRUN (à part)

Il paraît qu'il se sert d'une recette invariable pour proposer sa fille.

VENTOLET

Du reste, je la crois digne d'interpréter vos productions ; elle a un talent vraiment remarquable comme exécutante et une facilité merveilleuse pour la composition. (A part.) Il ne bouge pas. (Haut.) L'avez-vous trouvée bien changée, cette chère enfant ?

DE ROSALES

Oh ! je vous dirai franchement que je ne me rappelle point comment elle était.

VENTOLET

Cela se comprend ; un homme à la mode comme vous l'êtes, oublie tous ces détails. Je crois me souvenir pourtant qu'elle ne vous était pas antipathique.

DE ROSALES

Cela se peut parfaitement, mais ne signifie rien ; car vous

sentez bien que mes goûts d'alors ne sauraient me suffire aujourd'hui.

VENTOLET (à part)

Ah ! diable !

DE ROSALES

Le jour où la gloire est venue frapper à ma porte, j'ai dû me défaire de toutes ces petites affaires de cœur qui devenaient ridicules dans ma nouvelle position. L'amour est trop mesquin, trop bourgeois pour nous : l'ignorant aime, le sot aime, le marchand aime, le financier connaît quelquefois l'amour ; nous ne pouvons faire comme l'ignorant, le sot, le marchand et le financier ; il nous faut autre chose. La plus noble, la plus charmante des femmes n'élève jamais son ambition jusqu'à notre amour ; elle nous convient et cela doit lui suffire.

VENTOLET

Rien de plus juste ; cependant Lucile a des qualités qui la recommandent aux gens d'esprit.

DE ROSALES

Il n'est pas impossible qu'elle me convienne.

VENTOLET

Eh bien ! dans le cas où elle vous conviendrait,...

DE ROSALES

Quoi donc ?

VENTOLET

Mon intention n'est pas de la mettre au couvent.

DE ROSALES

Et la mienne n'est pas de vous en empêcher.

VENTOLET

Ah ! Monsieur de Rosales ! vous ne m'avez pas pardonné, vous m'en voulez horriblement encore.

DE ROSALES

Mais non, pourquoi ?

VENTOLET

Ne vous souvient-il pas que vous m'avez demandé ma fille en mariage ?

DE ROSALES (cherchant dans sa mémoire)

Moi ?... vous croyez ? Attendez donc... Oui, j'ai une vague idée de cela.

VENTOLET

Eh bien ! en voulez-vous toujours ?

DE ROSALES

Nous verrons, nous verrons. Nous avons bien le temps d'y penser.

VENTOLET (à part)

Au moins, il ne me l'a pas tout à fait refusée.

SCÈNE IX

LES MÊMES, LUCILE

LEBRUN

Arrivez vite, Mademoiselle ; vous laissez ces Messieurs s'entretenir sans vous de choses qui pourraient bien vous intéresser.

DE ROSALES (bas à Lebrun)

Au nom du ciel, n'allez pas lui répéter les sottises que je viens de dire.

LEBRUN (bas)

Soit ! je serai muet.

VINTOLET

Je disais à M. de Rosales que tu préfères sa musique à toute autre, et qu'elle te procure des émotions que les plus grands maîtres ne t'ont pas encore données. (Bas à Lucile.)
Seconde-moi bien.

LUCILE

Me permettrez-vous d'être franche, Monsieur de Rosales ?

DE ROSALES

Je me permettrai de l'exiger, Mademoiselle.

LUCILE

Eh bien ! vos premières œuvres me semblaient, en effet,

pleines de fraîcheur et de sensibilité, et savaient me communiquer l'émotion dont elles sont pleines, mais...

VENTOLET (interrompant vivement)

Vous le voyez, il n'est pas un morceau de vous qu'elle n'adore. (Bas à Lucile.) Pas de *mais*, malheureuse!...

LUCILE

Mais vos derniers travaux sont loin de valoir leurs aînés.

VENTOLET (bas à Lucile)

Tu nous perds, maladroite. (Haut.) Il faut reconnaître pourtant que tu les joues avec une expression particulière et avec une passion qui m'étonne et parfois m'effraye.

LUCILE

Ils sont bizarres, prétentieux, péniblement cherchés et partant mal trouvés.

VENTOLET (bas à Lucile)

Te tairas-tu, petite sotte! (Haut.) Ce n'est pas cela, ce n'est pas cela ; ma fille veut dire que...

• DE ROSALES

Pardon, écoutons Mademoiselle.

LUCILE

On voit que vous composez maintenant pour le public, et non plus pour vous et pour l'art.

VENTOLET

Eh! parbleu! ignorante, tout ce qu'un artiste crée est pour le public.

LUCILE

Vous possédiez une véritable originalité : votre cœur ; vous l'avez abandonnée pour courir après une autre originalité que vous n'atteindrez jamais, parce qu'elle ne vous appartient pas.

VENTOLET (bas à Lucile)

Paix donc, bavarde ! (Haut.) Je comprends très bien Lucile ; elle entend par là que vous êtes très original, trop original, car vous avez toutes les originalités ; ce n'est donc que l'excès d'une grande qualité.

LUCILE

Pardonnez-moi, mon père ; je n'appellerai jamais une qualité cette manie qu'ont certaines gens de préférer au bon qui est déjà connu, le mauvais qui ne l'est pas encore ; et il me semble que M. de Rosales, dans ses dernières productions, a peu mis de son âme et de son talent, mais qu'il a plutôt tiré de son cerveau des combinaisons nouvelles, produisant des effets nouveaux qui étonnent peu de monde et ne charment personne.

VENTOLET (bas à Lucile)

Encore un mari de perdu par ta maudite langue ! (Haut.) Je saisis fort bien sa pensée : vous excitez plutôt l'admiration que l'attendrissement, comme Corneille dans la littérature.

DE ROSALES

Ainsi, selon vous, Mademoiselle, je suis plus bizarre qu'original.

LUCILE

Je le crois.

DE ROSALES

Je suis entré dans une mauvaise voie.

LUCILE

Oui, malheureusement.

VENTOLET (à part)

Tout est perdu ! il était écrit que je n'aurais pas de gendre selon mon cœur !

DE ROSALES

C'est bien là votre opinion ?

LUCILE

Tout à fait.

DE ROSALES

Eh bien ! c'est la mienne aussi.

VENTOLET (à part, stupéfait)

Tiens !

DE ROSALES

Et, croyez-le, Mademoiselle, cette critique sévère, mais juste, me semble plus précieuse et plus douce que toutes les réclames que les journaux m'ont pu faire ; car il n'y a guère que les francs ennemis et les vrais amis qui estiment assez un homme pour le croire digne d'entendre la vérité.

VENTOLET (à part)

Oh ! je t'en donnerai de la vérité, puisque tu l'aimes ! (Haut.) Lucile a vraiment raison ; vos derniers travaux sont laborieux, recherchés, raboteux, et l'on sent que...

DE ROSALES (bas à Ventolet)

Ecoutez, vous êtes un excellent homme, mais rien de plus ; ainsi parlons d'autre chose.

VENTOLET (à part)

Il paraît que j'y ai été un peu brusquement. Il vaut mieux que Lucile agisse seule. (Bas à Lebrun.) Monsieur Lebrun, si nous allons faire un tour de jardin pour permettre à ces jeunes gens de causer musique à leur aise ?

LEBRUN

Vous avez raison ; laissons-les repasser ensemble les règles de l'accord et de l'harmonie.

(Fausse sortie.)

LUCILE

Eh bien ! Messieurs, pourquoi cherchez-vous ainsi à vous échapper ?

DE ROSALES

Je crois vraiment que vous nous ménagez un tête-à-tête.

LUCILE

Nous ne saurions qu'en faire ; restez donc, ou nous vous accompagnons.

DE ROSALES

D'ailleurs, je voudrais prier Monsieur Ventolet de me donner un petit renseignement. L'année dernière, je vous ai demandé la main de M^{lle} Lucile ; pourriez-vous me dire si vous me l'accordez aujourd'hui ?

VENTOLET

Si je vous l'accorde ! Ah ! mon cher artiste, que n'ai-je dix filles pour vous les donner toutes !

LEBRUN (bas à de Rosales)

Que vous disais-je jadis ?

DE ROSALES (à Ventolet)

Merci, merci, Monsieur.

VENTOLET

Comment donc ! c'est à moi de vous remercier.

DE ROSALES

Ah ! ce serait plaisant, par exemple ; c'est moi seul qui dois...

VENTOLET

Mais non, mais non, pas du tout ; c'est moi qui suis votre obligé et je ne souffrirai pas...

LUCILE

Oh ! mon père, vous ne songez pas que vous offensez M. de Rosales en dépréciant ainsi la main qu'il recherche.

DE ROSALES

En effet, Monsieur, car cette notoriété qui vous charme n'a été pour moi qu'un chemin : Mademoiselle était ma destination. Me voici au port maintenant ; je dépose mes habits de voyage, j'abandonne mon bagage de croches et de doubles-croches, et j'entre à pleines voiles dans le repos et dans l'amour.

LUCILE

Non, Edouard, vous ne quitterez point votre art, car ce serait abdiquer votre âme, et depuis aujourd'hui, j'ai le droit d'y tenir, n'est-ce pas ? Je diviserai donc votre vie en deux parts : l'une pour l'art, ce sera la plus grosse ; l'autre pour moi, ce sera la meilleure.

VENTOLET (à part)

Le plus heureux des trois, c'est encore M. Ventolet, car moi aussi je vais être célèbre !

FIN DU SATELLITE

NB. La troisième comédie : SA MAJESTÉ LE ROI MILLION paraîtra dans le *Bulletin de l'Institut* de l'année prochaine.

JEAN POPULUS

Dans toute la force de l'âge,
Grand, vigoureux, l'œil vif et bon,
Jean Populus, rude à l'ouvrage,
Au centre d'un bourg est charron.
De bonne humeur, douce et gentille,
Sa ménagère lui plaît fort.
De trois garçons et d'une fille
Se complète cette famille
Où nul ne se plaint de son sort.

Lorsque vient grand-père ou grand'mère
C'est comme une fête au logis.
L'artisan, dans cette atmosphère,
Sent fuir au loin tous ses soucis.
Et quand il conduit, le dimanche,
Aux champs sa femme et ses enfants,
Il a tant d'allégresse franche
Que, sans choquer, elle s'épanche
Jusqu'aux propos ébouriffants.

Longtemps simple ouvrier lui-même,
A son service il en a deux.
Prêcher d'exemple est son système,
Aussi sont-ils laborieux.
Songeant à l'avenir, il place
Quelques écus au bout de l'an ;
Mais jamais en étant rapace,
Ou pour les malheureux de glace,
Il ne rend meilleur son bilan.

Il a, c'est vrai, dans sa jeunesse,
Parfois quelque peu bamboché ;
Au moindre geste à son adresse
Il a même alors taloché.
Mais il est rare qu'en son verre
Le vin coule à présent beaucoup ;
Et son sang n'a flamme de guerre
Que si le peuple ému se serre,
Contre ses droits craignant un coup.

A l'apprentissage des armes
Il s'est soumis très volontiers ;
Et, s'il survient des jours d'alarmes,
Il voudra marcher des premiers.
Les intérêts de la patrie
L'ont constamment fort captivé,
Et toujours quand sa voix chérie
Qu'il sait très bien comprendre crie :
A moi ! par lui tout est bravé.

Une élection l'intéresse
Au moins trois jours dès le matin ;
Et bruyante est son allégresse
Quand le progrès sort du scrutin.
Comme le droit, de sa vaillance
Est le mobile principal,
Il a conquis la confiance ;
Et l'on prise sa clairvoyance
Dans le Conseil municipal.

Fort intelligent par nature,
Il voudrait, sans être ignorant,
Avoir eu, par plus de culture,
Un horizon plus loin s'ouvrant.
Aussi ses enfants aux écoles
Seront-ils longtemps assidus ;
Et ce ne seraient que paroles
Pour lui légères, même folles,
Celles qui diraient : Jours perdus !

Riant de toute sainte bulle,
Il croit très fermement en Dieu ;
Si son existence était nulle,
Rien, suivant lui, n'aurait eu lieu.
Souvent, le dimanche, à la messe
Il conduit sa bourgeoise. Mais
Cette brave femme à confesse,
Bien que de s'y rendre maîtresse,
Sur son conseil ne va jamais.

Nullé clameur en son ménage,
La paix même dans les chagrins ;
Puis, de sa part, jamais d'orage
Avec aucun de ses voisins.
Il médite, en fumant sa pipe,
Souvent, le soir, assis à l'air.
De préjugés il s'émancipe ;
Et, recherchant quelque principe,
Il se met l'esprit plus au clair.

Jean Populus a, de la sorte,
Vu qu'on ne peut avoir en bloc
Tout ce qu'aux nations apporte
La République au puissant soc.
Il estime qu'à la légère
On ne doit rien revendiquer,
Mais que, vent debout, vent arrière,
Sans trêve il faut qu'on persévère
Dès qu'on a voulu s'embarquer.

Il trouve bon qu'on se défie
De ces gens vantant leurs vertus,
Dont, au fond, la verve bouffie
Vise un retour aux vieux abus.
Il approuve aussi qu'on se gare
De ceux que tout décheviller
En aucune façon n'effare,
Révant, par l'affreuse bagarre,
De bien vivre et peu travailler.

La mesure la plus pressante
Lui paraît être qu'en tous lieux,
Par l'ignorance décroissante,
Le peuple ait encor meilleurs yeux.
Qu'il sache aussi toujours connaître
Encor mieux ses vrais intérêts,
Qu'il soit de lui toujours plus maître,
Et jamais ne se donne au traître
Qui cherche à le prendre en ses rets.

Avec son cœur pour rhétorique,
A ses voisins, à ses amis,
De son mieux il dit, il explique
Ce qu'il croit bon pour son pays.
Il a ses défauts, sans nul doute ;
Mais, humble, il a su le moyen
D'être fort utile en sa route ;
Et Jean Populus, somme toute,
Est un digne, un vrai citoyen.

Antoine CARTERET.

PETIT-SENN

(CONFÉRENCE)

M. Marc-Monnier termine son recueil de poésies par les vers suivants :

Oh ! chanter, même obscur, inconnu, quelle joie !
Chanter comme l'oiseau, donnant, sans qu'on le voie,
A chaque nuit un gai concert ;
Comme le flot lointain que la brise balance,
Ou comme le prophète entouré de silence
Dans l'immensité du désert !

Ainsi, même ignorés ou méprisés, nous sommes
Les heureux de ce monde, — et, tandis que les hommes
S'éloignent sans nous écouter,
Nous marchons, si petit que soit notre génie,
Dans un rêve d'amour, de beauté, d'harmonie !...
Laissez-nous, laissez-nous chanter !

L'on ne saurait mieux caractériser Petit-Senn, mais Petit-Senn eût protesté peut-être, car chanter inconnu était peu de son goût, et il l'avouait avec cette malicieuse naïveté qui a inspiré cette boutade : « Si l'hypocrisie mourait, la modestie prendrait au moins le petit deuil. »

Les Genevois, par leur indifférence littéraire, ont causé bien de la peine au poète genevois par excellence, et il raconte lui-même, avec quelque peu de dépit, le chagrin que lui

causait un cerf-volant confectionné avec une feuille de sa prose, ou un manche de gigot entouré d'une de ses chansons. Et pourtant, pendant plus d'un demi-siècle, Petit-Senn a été le poète officiel de Genève, accepté plus qu'aucun autre, grâce au renom qu'il avait su se faire au dehors, car nous sommes ainsi faits à Genève, et nul n'est moins qu'ici prophète en son pays. Petit-Senn le savait bien, lui qui a composé le dialogue suivant :

M. X, à son libraire

Monsieur, faites venir cet ouvrage chinois
Qu'annonçait l'autre jour la *Gazette de France*.

LE LIBRAIRE

Soit.

M. X.

Lorsque vous aurez ces vers d'un Iroquois,
Que chacun dit charmants, je les retiens d'avance.

LE LIBRAIRE

Soit ! Voulez-vous souscrire aux œuvres de Gallois ?

M. X.

Y pensez-vous, mon cher ? mais c'est d'un Genevois !

Il en est encore à peu près de même. Il y a, par exemple, plus d'une académie poétique française, et dans la liste des membres je trouve une foule de noms genevois qui n'y font pas trop mauvaise figure. Il y en a plus qu'assez pour composer une véritable académie genevoise ou romande, mais nous n'avons eu garde de nous réunir chez nous, et c'est à l'étranger que nous nous nous rattachons, pour éviter ici je ne sais quelle impopularité que nous infligeons à la litté-

rature, et surtout à la poésie. « Sais-tu, mon pauvre John, disait M. Petit à son fils, la poésie à Genève n'est écoutée qu'au dessert, et partout ailleurs elle prêche au désert. » Hélas ! nous ne chantons plus guère, même au dessert, mais nous avons en revanche un peu moins de dédain peut-être pour les poètes, et c'est, je crois, en partie à Petit-Senn que nous le devons, depuis que son exemple nous a appris qu'on peut imprimer à la fois des indiennes et des livres, et que si les indiennes nous donnent la fortune, les livres ne sont pas inutiles à nous faire un nom. C'est pourquoi je prends la liberté de vous parler de lui ce soir, sur le conseil et avec l'encouragement de plusieurs amis. Nous faisons des conférences sur la Russie et la Grèce, sur l'Allemagne, la France ou l'Angleterre, mais nos propres richesses nous sont pour ainsi dire inconnues, et j'ai dû moi-même faire un effort pour me représenter notre Genève de 1815, dont je veux vous entretenir aujourd'hui.

Quel contraste, et pourtant quelle ressemblance ! Notre horizon s'est élargi avec nos murailles renversées, nous avons entraîné dans notre vie les communes qui nous ont été réunies, nous avons abattu les barrières officielles qui séparaient les classes de notre population, l'instruction s'est répandue avec les écoles, les cours et les bibliothèques, il s'est fait plus de jour dans nos âmes et dans nos consciences, mais nous sommes encore, malgré les transformations inévitables, les vieux Genevois du travail et du devoir, et notre ville, si petite soit-elle, demeure une puissance morale égale à celle des grandes capitales, égale à celle des temps passés, au milieu du progrès universel. Si nous ne sommes plus la Genève du calvinisme de Calvin, nous sommes la cité des idées morales, et nous n'avons pas déchu de notre mission. Petit-Senn lui-même chantait en voyant nos fortifications changées en promenades :

Qu'avec plaisir je vois sur nos remparts
Le tilleul et l'ormeau verdier de toutes parts !

Oui, j'applaudis la riante merveille
Qui de Flore épancha l'odorante corbeille
Sur les courtines du dieu Mars.
Ici, la blanche citronelle
Les embaume de son bouquet,
On n'y voit plus la sentinelle
Nous menacer de son mousquet.
Dans leurs antiques embrasures
Brillent l'iris et le muguet ;
Si nos escarpes sont moins sûres ,
Elles ont pris un air coquet.
Quelles douces métamorphoses,
Qui viennent, parsemant de roses
Les remparts de notre cité,
Voiler sous mille fleurs écloses
Leur belliqueuse aridité.

.
Contre le soleil et la pluie
Leurs beaux arbres nous défendront ;
A leur ombre, qui les rallie,
Nos vieillards se reposeront ;
Et de notre ville embellie
Les habitants en chœur répèteront :
Remparts fleuris et tutélaires

Qu'un tribut de respect toujours nous soit rendu !
Car vous ornez encore le berceau de nos pères
Que si longtemps vous avez défendu !

Et pourtant ce ne devait pas être sans une mélancolie bien
naturelle que Petit-Senn assistait, durant sa longue carrière, à

cette métamorphose que nous voyons se compléter à nos yeux. Les poètes sont des conservateurs, même à leur insu, même en se laissant entraîner au mouvement général, comme le faisait d'ailleurs notre auteur qui aimait la jeunesse et comprenait toutes ses aspirations. Les poètes aiment à revenir au passé, parce qu'ils le comprennent mieux que l'avenir inconnu dont ils se défient, mais ils sont aussi la voix du présent, peut-être un peu arriérée quelquefois, et c'est ainsi que Petit-Senn, dans ses modifications successives, sert de trait d'union entre la Genève d'autrefois et celle d'aujourd'hui, plus rapproché pourtant du passé, car ses dernières années se sont détournées de nous pour revivre, comme le font les vieillards, du temps de la jeunesse et des premières ardeurs. Mais il aimait à encourager chez nous le culte si divers et si constant de l'idéal, et lui-même avait essayé de se transformer dans la forme avec les idées nouvelles, tout en restant fidèle au vieux fond de son inspiration. Il fait ainsi la transition entre la Genève libérale de 1815 et la Genève de 1880, et ce trait le signale encore davantage à notre attention.

La vie entière de Petit-Senn a tourné autour du coteau de Cologny. Né aux Eaux-Vives le 6 avril 1792, il passa de bien belles journées à Bellefontaine, chez son oncle Tingry, et durant 35 ans il se confina à Chêne, où il repose aujourd'hui.

Si j'en avais le temps, j'aimerais à vous introduire dans la retraite de Bellefontaine, à vous faire faire la connaissance de la chatte Doxine souvent désagréable à la brillante société qui s'y donnait rendez-vous ; nous accompagnerions l'enfant et le jeune homme au merveilleux cabinet d'histoire naturelle, ou à la bibliothèque de sa tante dont il lisait avec un ravissant effroi les noirs romans, ou au verger dont il ravageait les trésors. Je veux pourtant vous dire l'émotion qui le saisit

lorsque un jour Tingry, prenant un air solennel devant le beau spectacle du lac étincelant de lumière, dit à son neveu : Tiens, mon neveu, ils m'appellent impie, athée, que sais-je, moi ? et pourtant c'est ici que chaque matin, en face de cette superbe nature, je m'élève par la prière à son divin auteur ; là mes yeux ravis trouvent et portent à mon âme une émotion pieuse qui la pénètre et l'attendrit ; là, rien ne détourne mon attention de l'acte sublime auquel je me livre ; tout semble au contraire m'en faire sentir l'importance et la grandeur ; là, environné des merveilles de la création, je ne saurais douter du Dieu qu'elle proclame et que je viens adorer aux premiers rayons de l'aube qui nous verse sa lumière. Ah ! crois-tu, mon neveu, que les murs noircis d'une église, la foule qui la remplit, les distractions qu'on y rencontre, les bruits qui en troublent le silence, l'horizon borné dont elle emprisonne les regards, l'obscurité qui l'assombrit, crois-tu, dis-moi, que cet entourage mondain où tout rappelle l'homme et ramène à la terre, crois-tu que ce spectacle enfin serait de nature à m'inspirer les saintes et douces pensées, qui dans ces beaux lieux arrivent sans cesse à mon esprit ? — Ces paroles firent sur l'esprit de Petit-Senn une impression dont nous retrouverons plus tard plus d'une trace. En 1831, à la mort de M^{me} Tingry, ce fut Petit-Senn qui fut chargé de remettre à MM. de la Rive et de Candolle, délégués de l'Académie à qui Tingry avait légué sa campagne, les clefs de Bellefontaine. Depuis lors Petit-Senn n'y revint plus qu'une fois.

A 17 ans Petit-Senn, qui avait terminé la somme d'études que son père trouvait suffisante, fut envoyé à Lyon dans la maison de ses oncles Senn, pour s'initier au commerce d'une manière pratique. Le jeune homme avait déjà senti germer à l'Académie sa vocation littéraire, et il trouvait fort dur de passer ses journées à faire des factures et des additions. Il

s'en dédommageait en composant en cachette force poésies qu'il admirait sincèrement, car il ne fut jamais modeste envers lui-même. C'était le moment où brillait dans sa splendeur l'astre radieux du grand Napoléon ; la France débordait d'enthousiasme communicatif, et le jeune poète avec elle. Un instant même il fut pris de cette gloire militaire dont s'enivrait la foule, et dont il ne voyait que la face étincelante, et il n'oublia jamais le poème de ces belles années, pas même en 1813, alors que Genève joyeuse recouvra son indépendance. A Lyon un grand événement marqua la vie de Petit-Senn ; il vit ses premiers vers publiés dans un almanach de Paris, et il faut dire le ravissement que lui procura ce premier succès. D'ailleurs voici une des deux pièces publiées, que son oncle d'ailleurs traita fort légèrement, à sa grande indignation :

CONTE

Certain noble Gascon un jour tombe dans l'onde ;

Rien ne peut le sauver en ce pressant danger ;

L'eau par malheur était profonde,

Et les nobles de la Gironde

Savent mieux mentir que nager.

Un seul objet flottant parut sur la rivière,

Par le courant il était balayé ;

On vole le chercher, un instant on espère :

C'était la bourse du noyé !

J'ai hâte de revenir à Genève avec notre poète ; c'était en 1813, dont le 31 décembre vit « renaître la liberté ». C'est une grande date dans notre histoire. On nous délivra un peu par ricochet, mais on nous délivra, tout en abattant les beaux arbres de Châtelaine, et 31 Croates logèrent chez M. Petit, lui mangeant ses chandelles et lui buvant son vin ; aussi son fils, membre du Cercle de l'Ecu, ne les épargna

guère dans sa malice naissante, qui offensa un peu les Genevois d'alors, mais à laquelle il fut pardonné, grâce à son esprit. D'ailleurs, dans cet heureux temps, l'on semblait être revenu à l'âge d'or ; les Genevois avaient oublié leurs querelles séculaires, les bourgeois étaient charmés de revoir la robe jaune et rouge des huissiers des syndics, et les syndics se montraient paternels. On aime Genève et la Suisse d'un amour renouvelé, de toutes ses forces, la gaité est universelle, les banquets se succèdent, et Petit-Senn est invité partout, et il chante partout, ou plutôt c'est son père qui est prié de chanter ses chansons. D'ailleurs c'était un véritable concert, et Chaponnière saluait ainsi l'arrivée des Suisses au port de Cologny :

Enfants de Tell, soyez les bienvenus !

Quel plaisir de voir vos bannières !

Quinze ans d'oppression nous avaient abattus,

Un instant finit nos misères.

Tous nos malheurs, tous nos revers

S'effacent par votre présence ;

Aux maux que nous avons soufferts

On voit succéder l'espérance ;

Nos beaux jours nous seront rendus,

Enfants de Tell, soyez les bienvenus !

Chaponnière, Gaudy-Lefort, Salomon Cougnard, Tavan, Thomeguex étaient les fondateurs d'une Société lyrique, dont les meilleurs chanteurs de Genève se hâtaient de colporter les vers dans les cabarets et dans les salons, comme dit Petit-Senn dans ses souvenirs. Parmi ces chanteurs brillait Lari-vière, beau garçon à la voix sonore, comique d'un naturel inimitable ; il finit par faire fortune en Amérique, et alors il ne chanta plus.

J'aimerais avoir le temps de vous faire connaître cette Société lyrique, qui lutta presque avec le caveau français de grâce et de gaieté. De tous les genres de littérature, c'est la chanson satirique et railleuse qui fit le plus fortune à Genève. Les Libertins l'avaient inaugurée autrefois, mais l'austère calvinisme avait longtemps étouffé l'humeur nationale ; elle se réveilla à la fin du XVIII^e siècle dans nos luttes civiles, et sous les Français pour se venger de leur joug dans le style du temps. Le conte, la fable, l'esquisse légère, la pièce de circonstance, la chanson malicieuse et souvent très fine, voilà les formes de notre poésie vraiment nationale. Petit-Senn avait essayé l'ode et la poésie, mais on ne l'écoutait pas, et il fit comme les autres. Chaponnière, l'ancien représentant, était le chef de la bande par son entrain et son esprit, Gaudy-Lefort en étaient l'homme grave, Thomeguex le musicien, Tavan le boute-en-train. On se réunissait en été à Cologny, sur la terrasse du Lion-d'Or ; la politique était sévèrement pros-crite, mais tous étaient d'humeur libérale. Ils accueillirent Petit-Senn avec une bienveillance dont le souvenir le toucha toujours : « Ah ! le bon temps, s'écrie-t-il, et quelle joie d'y retourner, d'y revivre ! Non, ce qui le rend si beau à mes yeux, ce n'est pas seulement l'illusion du souvenir, c'est l'abandon, la cordialité, la parfaite harmonie qui régnaient alors entre nous... »

Nous sommes en 1817. Petit-Senn avait 25 ans, mais on était souvent plus jeune alors à cet âge que nous ne le sommes à dix-huit. L'hiver avait été très gai ; on l'avait passé à danser et à jouer comédies et charades. « Parmi les cavaliers qui faisaient partie de notre société, dit Petit-Senn, et qui contribuaient le mieux à la rendre amusante, on distinguait un jeune homme doué du talent le plus extraordinaire pour prendre sur le fait et imiter à merveille tous les divers types de la

société genevoise ; bien fait de son corps, d'un sang-froid imperturbable, prenant tous les tons, tous les accents, plein de verve et de naturel dans les rôles dont il se chargeait, il était l'âme de nos jeux, dont on l'avait nommé le directeur à l'unanimité. Ce jeune homme, qui devait plus tard illustrer son nom et sa patrie, était M. Rodolphe Töppfer. »

« ... Un soir que nous avons mis en action le mot *Bagage*, il joua le rôle d'une bonne et grosse bourgeoise accompagnée de moi, son époux, qui allait se plaindre au propriétaire de notre appartement des divers inconvénients qui nous contraignaient à lui demander la résiliation de notre location. Aux différents désagréments que ma moitié signalait, l'impassible propriétaire répondait sans cesse par des Bah ! bah ! bah ! multipliés, et ne tenait aucun cas de ses plaintes. Ah ! certes, les nombreux témoins de cette scène durent en conserver longtemps le souvenir. Il était impossible de tirer du glossaire genevois plus de locutions du terroir exprimées avec un accent du cru plus vrai, plus comique et plus prononcé. Tous les assistants furent pris d'un rire inextinguible ; moi-même, ce ne fut qu'à grand'peine que je tins mon sérieux pour ne pas me joindre irrévérencieusement à tous ceux que ma femme mettait en si belle humeur, gardant elle-même un visage impassible. Puis, la première syllabe du mot *Bagage* ayant été ainsi figurée, Töppfer, pour la seconde, prit le costume d'une domestique qui va s'offrir pour demander du service à des maîtres qui ne peuvent s'entendre avec elle pour les *gages* ; alors il imita l'accent et le langage vaudois d'une façon si naturelle et si comique que l'assemblée entière, prise d'un rire frénétique et nerveux, rendit impossible la continuation de la charade, et qu'il fallut attendre bien longtemps pour que le calme revenu permit de l'achever... »

« ... Nous nous étions liés, Töppfer et moi, d'une amitié si

intime, que nous ne voulions plus nous quitter. Il nous vint alors le projet d'entreprendre ensemble quelque ouvrage qui nous réunît pendant la belle saison, et multipliât les occasions de nous voir. Ayant donc pris pour héros le bedeau Griffon qui avait surveillé mon enfance au collège, je composai le petit poème de la Griffonnade (1) pour laquelle Töppfer grava la seule estampe à l'eau-forte qu'il fit jamais. Cette gravure représentait Griffon taillant une plume et entouré d'écoliers qui lui faisaient des niches, le tout encadré fort ingénieusement dans une suite de dessins figurant les accessoires du collège, nos instruments de travail et de plaisir... »

Le poème réussit, malgré ses imperfections, et même il fut apprécié à Paris, où il arriva par hasard M. Raynouard, l'auteur des *Templiers*, écrivit à Petit-Senn pour l'engager à venir à Paris, lui promettant appui et conseils. Vous concevez le bonheur qu'en dût ressentir la vanité de notre poète. Il court à son père, lui montre avec émotion la précieuse lettre, et lui demande la permission de suivre un appel si honorable, mais M. Petit, bon marchand et meilleur Genevois encore, fut inexorable, et le fils dut se mettre à imprimer des indiennes pendant 20 ans encore.

Petit-Senn continua donc, comme il le dit, à mettre sa muse au service des fêtes de famille, et sous la sauvegarde des événements fortunés : • Je me constituai le rhapsode des noces et des baptêmes, et je ne manquai ni d'ouvrage ni d'admirateurs. Dieu ! que mon premier jet en ce genre fut fécond et facile ! Chacun de mes parents, de mes amis, et même de mes voisins, venait, l'air humble et le chapeau bas, frapper à la porte de ma muse et lui mendier quelques couplets. Que de présages heureux j'ai jetés sur des mariages et

(1) M. le libraire Jullien a l'intention de publier cette plaquette.

des nouveau-nés qui ont fait de bien mauvaises fins ! En conscience, je crois avoir célébré tous les saints du calendrier... Toutefois, comme la mine la plus féconde finit par s'épuiser, la route d'abord si fleurie que j'avais prise me parut enfin aride ; je sentis le besoin de ne pas composer toujours du neuf et formai un répertoire de chansons à l'usage des diverses circonstances pour lesquelles on avait l'habitude de me les demander. Je ne me fis aucun scrupule de faire servir la même dans maintes fêtes analogues à celle qui lui avait donné le jour. De là un accident assez plaisant que voici. Deux jeunes gens étant venus à la même époque me demander un chant nuptial, je remis à tous deux celui que j'avais composé pour le mariage en général, et dont j'avais eu soin de bannir des noms propres gênants ; ma mauvaise étoile ou la leur voulut qu'ils se trouvassent à la même noce, et quand l'un d'eux vint à entonner mon œuvre d'une voix retentissante, l'autre pâlit de surprise et d'angoisse en entendant chanter les souhaits qu'il avait en poche et les compliments qu'il avait déjà appris par cœur... »

Vers la même époque Petit-Senn se fit recevoir de la Société littéraire, fondée par Jurine et présidée alors par son ami Chaponnière. Elle méritait son nom et donnait des soirées fort suivies. C'est de cette société que sortirent les *Almanachs genevois*, qui furent un peu plus tard, entre 1823 et 1825, offerts à nos concitoyens à titre d'étrennes poétiques. La plupart des pièces de ces *Almanachs* ont été réimprimées en 1830 dans les trois petits volumes de *Poésies genevoises* qui furent publiés à Paris par M. Barbezat, et dont M. Marc Monnier a fait assez récemment une nouvelle édition plus complète.

Cependant la concorde ne régnait déjà plus à Genève. Les premiers magistrats de 1813, quoique appartenant à la vieille

aristocratie, avaient la bonhomie et l'abandon qui plaisent au peuple genevois, tout en veillant, avec trop de soin peut-être à ce que rien ne pût choquer nos puissants protecteurs de la Sainte-Alliance, fort susceptibles d'ailleurs. L'Almanach genevois eut avec la censure quelques difficultés qui nous paraissent aujourd'hui fort ridicules. Une brillante société animait les salons de la haute ville, et entretenait quelques relations avec la petite cour qu'attirait à Coppet la présence de M^{me} de Staël. Mais c'était là une société plus cosmopolite que genevoise. L'Italien Rossi, le Bernois de Bonstetten, le Grec Capodistrias s'y rencontraient avec les Pietet de Rochemont, les Rigaud, les de la Rive, les de Candolle. Les Genevois regardaient ce monde avec un peu d'inquiétude narquoise. Les sciences et la jurisprudence florissaient, la Bibliothèque Britannique conquérait sa place en Europe, mais une certaine sécheresse avait envahi les salons ; les sectes du Réveil divisaient les esprits qu'elles voulaient régénérer ; des coteries étroites et rivales créaient des cercles peu bienveillants entr'eux. Les fils, en héritant des charges et honneurs de leurs pères, n'eurent plus le même esprit de conciliation : la hauteur et le dédain amenèrent des compétitions dont l'amour-propre eut à souffrir ; le voisinage dans une petite ville aigrissait les rapports ; des rancunes s'amassaient ; on était mécontent de la constitution acceptée, dès l'origine, un peu légèrement. La Société lyrique groupa les éléments libéraux de Genève par ses satires et ses chansons ; une opposition commença à se former, et Petit-Senn s'y fit distinguer par l'esprit de ses épigrammes.

Il était arrivé à Genève, en 1823, un Français de mémoire et d'esprit, nommé Charles Durand, que recommandaient des souvenirs de libéralisme. Il fit partie du groupe littéraire et libéral, et célébra Jean-Jacques, l'idole du parti. Il eut bien-

tôt fait la connaissance de J. Fazy, qui le présenta à Chaponnière et à Petit-Senn. En 1826, à la suite d'un dîner à l'Ecu de Genève (1) Durand se plaignit de l'indigence de Genève en fait de feuilles périodiques, car il n'existait que la *Feuille d'Avis* et la *Liste des Pasteurs*, et il persuada aisément les convives de fonder un journal politique et littéraire. Ce fut le *Journal de Genève*, qui paraissait une fois par semaine, sur un carré de papier. Durand fut rédacteur en chef, Chaponnière eut la critique littéraire, Petit-Senn la poésie ; le premier article du premier numéro fut rédigé par J. Fazy. Mais Durand n'avait voulu que se faire donner un piédestal par la création du nouveau journal, d'ailleurs fort bien rédigé ; il abandonna peu à peu ses amis, fit des cours où il fut applaudi de l'aristocratie, et finalement il fonda pour ses nouvelles opinions, avec Ch. Didier, un nouveau journal, le *Courrier du Léman*, qui ne vécut pas longtemps ; Chaponnière remplaça Durand au *Journal de Genève*. J. Fazy, trouvant l'opposition du journal trop timide, donna aussi sa démission pour aller chercher à Paris une carrière plus bruyante ; mais on recruta le professeur Jean Humbert et les docteurs Gosse et Mayor, ce dernier ayant la spécialité du fait divers, avec J. Humbert. Enfin Petit-Senn lui-même, ne trouvant plus le journal assez littéraire, le quitta en 1832 pour créer le *Fantasque*, qu'il rédigea à lui seul jusqu'en 1836 ; ce furent là les plus belles années de sa vie.

En 1825, Petit-Senn lut à la Société littéraire, avec un succès décisif, les quatre chants de sa *Miliciade*, poème humoristique sur les milices genevoises ; il s'en vendit, en quelques jours, huit cents exemplaires, ce qui est inouï pour Genève. Petit-Senn était décidément accepté parmi-nous.

(1) Je suis la version de PETIT-SENN ; il y aurait quelques modifications à y ajouter.

L'inspiration de la *Miliciade* est heureuse. Les institutions les plus indispensables sont souvent désagréables, suivant les tempéraments, et l'on peut bien pardonner à Petit-Senn de ne pas avoir d'enthousiasme pour des devoirs militaires qu'il remplissait d'ailleurs exactement. Nos milices, et surtout celles d'autrefois, ne peuvent non plus lutter d'élégance, d'aplomb et de précision avec les armées des grandes nations ; les bourgeois sont quelquefois gênés sous la tunique et le shako dont ils désirent prendre l'habitude aussi peu que possible. L'appareil militaire peut alors présenter quelques ridicules, et nul n'était plus prompt que Petit-Senn à les saisir. Du reste, les piqures du poète n'étaient guère profondes ; il disait :

Méprisant d'un flatteur le ton rempli de miel,
Ma plume peut blesser, mais mon âme est sans fiel.

Aussi les rires et les applaudissements étouffèrent bien vite les murmures des mécontents, et l'on s'amusa aux tableaux moqueurs de la revue d'inspection, des exercices, de la grande revue et du campement :

Quand huit lustres et plus pèsent sur notre tête,
Pour nous chaque exercice est loin d'être une fête.
L'artiste grisonnant quitte son atelier,
Maudissant le destin d'être encore fusilier ;
Jeune, il dut se former à manier les armes ;
Vieux, il saurait les prendre à l'instant des alarmes.
Laissons à l'âge mûr les douceurs de la paix !
Pourquoi de ses sueurs inonder Plainpalais ?

Töppfer voyait les choses autrement que son ami ; il a raconté avec émotion, dans le *Presbytère*, ces grandes revues qui excitaient la verve railleuse de Petit-Senn. A l'étranger,

de grands suffrages mirent la *Miliciade* à côté de la *Gastromomie* de Berchoux. V. Hugo applaudit, et Louis Reybaud rend justice au mérite du poème, au talent d'observation, à la grâce du style, à la vérité des caractères et des personnages.

Nous ne pouvons aujourd'hui qu'approuver ces vers qui terminent la *Miliciade* :

Si d'un peu de gaité le Ciel me fit présent,
Si je vois les objets sous leur côté plaisant,
Souriez à mes vers, pardonnez à ma muse :
Vous plaire est à la fois ma tâche et mon excuse ;
Dites de mon ouvrage : il est mal, il est bien ;
Mais blâmez le poète, et non le citoyen.

C'est dans la *Miliciade* que se trouve le chant helvétique dont la musique fut composée par Grast, un autre ami de Petit-Senn. En voici les dernières strophes :

Liberté ! reine de nos âmes !
Lorsque des rois renversent ton autel,
Embrase toujours de tes flammes
Le cœur des descendants de Tell ;
Accours, déesse fugitive !
Puisse à jamais, sur cette rive,
Chacun dire avec vérité :
Dans l'Helvétie,
Ma patrie,
Moi, je chante la liberté ! (1)

(1) Lire ici la première scène du *Conseil de compagnie*, une de celles qui firent le plus critiquer notre poète, avec certains types matamores que PETIT-SENN avait rencontrés à Plainpalais et au Plain-les-Ouates, et qui l'avaient particulièrement agacé.

J'ai dit qu'en 1832 Petit-Senn quitta le *Journal de Genève* pour rédiger à lui tout seul le *Fantasque*, journal satirique et littéraire qui paraissait tous les quinze jours, à raison de 4 pages chaque numéro, et qui coûtait 5 francs pour les 56 colonnes de l'année, Il eut près de 500 abonnés, nombre considérable pour Genève, en raison du prix et de l'époque. Ce fut là que parurent ces charmantes esquisses genevoises, très railleuses et hardies, où il prenait à partie avec la plus grande franchise tout ce qui lui déplaisait à Genève et ailleurs, la prépondérance des sciences, le dédain des lettres, le règne du chiffre dans la cité de Calvin, les étroites coteries, les types de la localité, tout cela écrit avec cette verve toujours abondante et semillante, cet esprit quelquefois vulgaire, cette observation malicieuse et pénétrante, cette gaieté railleuse et pleine de trait qui caractérisent notre auteur. A les lire de suite aujourd'hui, le tout en est un peu monotone, et quelques-unes ont vieilli, mais comme elles furent publiées, de quinzaine en quinzaine, elles durent produire le meilleur effet ; aussi Balzac et J. Janin, qui s'y connaissaient, donnèrent-ils à Petit-Senn les meilleurs encouragements. Il faut lire la lettre de *Calin Tarucasse*, les *Croquis à la plume*, les *Saluts*, le *Grimpion*, *On s'en occupe*, les *Amis*, la *Molle*. C'est dans la *Molle* que se trouve cette phrase charmante : « Trouvez-moi, messieurs de l'Académie, dans ce gros livre duquel vous vous occupez depuis si longtemps, une locution qui peigne mieux la lenteur fastidieuse avec laquelle vous y travaillez ! N'est-ce point la crainte de baptiser vous-mêmes l'indolence de votre corps qui vous a fait repousser cette onomatopée dont vous auriez été affublés aussitôt après l'avoir naturalisée en France ?

Ce fut à cette époque que Petit-Senn fit la connaissance de Châteaubriand. « La révolution de 1830, dit-il dans le *Portefeuille*, conduisit sur nos rives le grand écrivain ; retiré aux

Pâquis dans une maison de modeste apparence, il s'y reposa quelque temps des constantes agitations de sa vie ; il fut invité par nos magistrats d'alors à prendre part à la fête de la Navigation, et M. Rigaud, premier syndic, m'engagea à composer quelques couplets en l'honneur de l'illustre auteur, pour être chantés à la suite du toast qui devait lui être porté au banquet. Placé à table en face de lui, alors que le toast en l'honneur des étrangers assistant à notre fête nationale eût été porté par M. Rigaud, je pris la parole avec émotion, puis me rassurant assez vite, je chantai mes couplets que l'auditoire accueillit favorablement, grâce à leur sujet plutôt qu'à leur valeur poétique. M. de Châteaubriand parut vivement touché, quelques larmes brillèrent dans ses yeux...

Ce fut l'occasion d'une connaissance plus intime, et voici le portrait que Petit-Senn trace de son illustre ami : « M. de Châteaubriand, d'une petite taille, avait les épaules carrées, et le dos conformé de telle manière qu'on le croyait bossu quand on le voyait de face ; sa figure, gravée de petite vérole, d'un jaune pâle, avait des traits fortement accusés ; son front dégarni de cheveux était beau et vaste, ses yeux expressifs et son sourire fort gracieux...

En 1833 Châteaubriand, revenant d'Italie, fit un nouveau séjour à Genève, et ce fut l'occasion pour Petit-Senn d'aller lui soumettre une épître en vers qui devait paraître dans le *Fantasque* ; Châteaubriand accueillit fort bien le poète genevois, mais lui fit cette remarque : « Il me semble, Monsieur, que vous parlez peu de ma vie politique, et passez bien légèrement sur mon ministère, mes ambassades et mes brochures en faveur des Bourbons ! — Il est vrai, répondit Petit-Senn, mon épître n'est que la paraphrase de cette idée-mère que la postérité admirera plus en vous l'écrivain que l'homme politique. »

« Alors, dit Petit-Senn dans l'article déjà cité, la figure du grand écrivain, d'un jaune pâle, se colora légèrement tout-à-coup, ses yeux perdirent l'expression de bienveillance qui les animait, un nuage sombre se formait sur sur le front de l'illustre auteur, les éclairs étincelaient dans ses yeux, le vent de la colère semblait agiter tous les traits de son visage mobile ; l'orage éclata :

« Monsieur ! vous êtes rédacteur de deux journaux à Genève, et je tiens d'autant plus à éclairer votre opinion que vous cherchez à diriger celle du public ; permettez-moi donc de vous faire connaître la vie politique de Châteaubriand, dont vous me semblez faire si bon marché quant à son influence sur les événements de notre époque. »

Alors il se mit à faire un admirable discours qu'on retrouve dans les Mémoires d'Outre-Tombe ; Petit-Senns s'excusa, ajouta trois stances, mais il resta toujours comme une ombre dans les rapports entre les deux écrivains.

Cependant, en 1836, la santé de Petit-Senn se trouva un peu affaiblie par les travaux du *Fantasque* ; il eut même plusieurs fois recours à l'obligeance de Chaponnière, de Henri Blanvalet et d'Albert Richard. Notre poète avait pu quitter son commerce depuis quelques années, et chaque été il se rendait à Mornex, où il retrouvait le compositeur Grast et le jeune sculpteur Chaponnière. Cependant il dut prendre du repos ; en 1834 il visita la Savoie et l'Oberland d'où il revint avec cette chanson :

Nous allâmes au col de Balme
Par un ciel pur, par un air calme ;
De là nous fumes à Trient,
Où nul repas n'est bien friand ;

Nous trouvâmes la Tête-Noire :
On n'y fait que suer et boire ;
Nous voici chez Monsieur Charlet,
Roués du char et du mulet.
Ah ! n'en déplaise à la nature,
J'aime les glaciers en peinture,
Car ils nous font payer bien cher
Tout l'honneur de les approcher.
Me voici donc sur une chaise,
Le visage chaud comme braise ;
Les pieds meurtris, le dos lassé,
Le cervelet tout fracassé,
Les yeux éblouis par la neige,
Je m'écrie au fond de mon siège :
Magnifiques sommets, lorsqu'on vient de vous voir,
On est frappé, ravi... du bonheur de s'asseoir.

* * *

En 1837 et en 1838 il passa l'hiver dans le midi de la France ; il en profita pour faire à Nîmes la connaissance du poète boulanger Jean Reboul, sur lequel Lamartine venait d'attirer l'attention en lui adressant une magnifique pièce de vers imprimée en tête du recueil du poète nîmois. Reboul fut enchanté de Petit-Senn, et continua avec lui un échange de lettres et de poésies.

En 1838 il passa le printemps aux environs de Marseille, et en 1839 l'hiver à Nice. Mais la santé ne revint pas ; les névralgies allèrent augmentant de fréquence et d'intensité, et finalement Petit-Senn se décida à aller prendre sa retraite à Chêne-Thônex, chez son gendre le docteur Jaquier, et il n'en sortit plus durant les 30 dernières années de sa vie pour toutes sortes de raisons, par bizarrerie d'abord, puis par amour

du repos, par isolement littéraire et politique, enfin par habitude, pour ne plus être tenté de se mêler activement de rien.

Voici ce qui s'était passé. En politique et en littérature Petit-Senn s'était laissé devancer par les événements ; il restait un peu en arrière, mais il ne voulait pas non plus rebrousser chemin. En homme d'esprit, il s'arrangea une solitude à sa guise, où il recevait ses amis de Genève, et d'où il surveillait les événements, restant en communication avec ses amis de France (1).

L'école romantique avait succédé à Genève au classicisme de la Société lyrique. Vers 1825, l'influence de Châteaubriand, de Byron, de Lamartine et de Victor Hugo avait modifié complètement l'inspiration des poètes genevois. La Société lyrique vieillissait, et des astres nouveaux surgissent : Imbert Galloix, Verre, Ch. Didier, Etienne Gide, avec leur phalange à qui Genève ne suffit plus. L'on part à la suite des romantiques français à la conquête d'un idéal qu'on n'atteindra nulle part. Plus tard viendront Blanvalet et A. Richard, qui appartiendront à l'école presque contemporaine, après avoir traversé le romantisme. Petit-Senn suivait avec intérêt toutes ces évolutions ; il avait même essayé des odes à la V. Hugo et des hymnes à la Lamartine, mais il sentait bien qu'il forçait un peu sa voix, et ce n'était pas là que le portait la nature de son talent essentiellement local. Il est un peu prosaïque dans ce genre ; sa poésie n'a pas l'élan lyrique, le souffle inspiré. Il excellera dans la description de la nature particulière de nos environs, pourvu qu'elle soit mêlée de souvenirs genevois et personnels. Que l'on compare sa pièce intitulée *Salève* avec les vers de Lamartine dans *Childe-Harold*, et l'on se rendra

(1) Petit-Senn était très ingénieux à se créer des relations littéraires, et il en était fier.

parfaitement compte de ce que je veux dire. Les romantiques au contraire sont peu genevois d'allures, sauf Blanvalet dans ses *Ruades* ; Imbert Galloix s'en va chercher la gloire à Paris, et il y trouve une mort adoucie par V. Hugo ; Ch. Didier court le monde et peint l'Italie dans la *Porte d'ivoire* ; Gide se rapproche de Petit-Senn par la mélancolie, mais s'en éloigne par l'accent plus profond et plus élevé. Petit-Senn aimait tous ces poètes, et il les encourageait. Il envoyait des secours à Galloix et publiait ses poésies, comme il devait le faire aussi pour Didier ; il était lié d'intimité avec Gide, il accueillait A. Richard, le poète patriote, et encourageait Blanvalet, le poète de la pitié pour les faibles et les petits. Mais l'on conçoit bien comment il préféra se confiner dans la retraite qu'il s'était choisie, et où il restait un maître, dans la poésie des vieux souvenirs personnels. Il publiait les *Perce-neige* en 1847, en 1852 les *Bigarrures littéraires*, en 1864 les *Cheveux blancs*.

En politique, il en était de même. Les libéraux, conduits alors par le *Journal de Genève* à l'assaut de la forteresse patricienne, avaient fini par se faire ouvrir la porte du Conseil représentatif, où Chaponnière et Petit-Senn furent nommés, mais là s'arrêta leur ambition. Chaponnière avait 60 ans et voulait la paix pour le reste de ses jours. Petit-Senn ne fit qu'un seul discours, et il se borna à proposer la suppression du titre de très-honorés Seigneurs. La Société du 3 mars alla plus loin ; elle demanda, en 1841, une administration séparée pour la ville, et n'ayant pas obtenu tout ce qu'ils désiraient, ses adhérents firent l'émeute de 1843, d'où résulta un système qui ne satisfait aucun des partis. Mais déjà Petit-Senn était resté en arrière de ses amis, et ce fut bien pis depuis 1846 et 1848. Il avait l'horreur des moyens violents, et une grêle d'épigrammes ne cessa de pleuvoir de Chêne sur les radicaux de Genève et de Paris. En voici une :

(Air des Pendus) :

C'est un horloger Lecoco-Delafarce qui parle, déc. 1846 :

J'ai beau me dire au fond du cœur
Que je suis un fameux vainqueur,
Je trouve que le sept octobre
De lauriers pour moi fut bien sobre :
Au triste sort de l'horloger
L'émeute n'a rien pu changer.

Tant de biens nous furent prédits !
Nous allions être en paradis !
Il devait pleuvoir des commandes
De montres petites et grandes ..
Mais je ne sais par quel guignon
Je n'ai plus à faire un pignon !

On ajoute à notre destin
Conseil général et scrutin :
Ce droit de faire la charoupe
Ne met point de beurre à la soupe,
Et le suffrage universel
N'y jette pas un grain de sel.

Alors qu'on se donnait des coups,
Nos chefs étaient derrière nous :
Ils s'effaçaient de bonne grâce,
Nous cédant la première place...
Aujourd'hui c'est bien différent :
Les voilà tous au premier rang !

Ils ont des honneurs, des emplois ;
Ils font des galas et des lois ;
Comblés de charges et d'espèces,
Alors qu'ils vont vider nos caisses,
Ces Messieurs laissent dans l'oubli
L'horloger et son établi.

Il n'est que le frater Gobça
Qui puisse trouver bon tout ça,
Il fait mousser pour ses pratiques
Son savon, ses chants politiques,
Car, malgré les maux du canton,
Le poil toujours pousse au menton !

Cela n'empêchait pas les amis de Genève ou les étrangers de distinction de faire le pèlerinage de Chêne, un peu comme on avait fait autrefois celui de Fernex. L'on était parfaitement accueilli sur la galerie encadrée de glycine, d'où se découvraient Salève et les bords de l'Arve. On était reçu avec cordialité, et Madame Petit-Senn vous offrait un café exquis et des brissolets merveilleux dont elle avait le secret ; le maître de la maison, petit vieillard très vif, vous montrait ses portraits, ses autographes dont il tirait vanité, vous ouvrant ses souvenirs comme sa main. Il était souffrant, mais il se croyait malade, ce qui ne l'empêchait pas de se promener souvent le matin, caressant les enfants, admirant les premières fleurs, causant avec les gens de la campagne, faisant beaucoup de bien. Il était adoré. Puis en rentrant, il ciselait à loisir ces *Bluettes* et *Boutades*, sa couronne littéraire, qui lui vaudront une place distincte dans la littérature française. Il y aurait égalé ses modèles s'il avait eu plus de souci d'une forme irréprochable et moins du calembourg, mais il n'aimait pas à se

corriger. Cependant quel trésor de malice et d'esprit que ce petit livre qui contient tant de leçons et d'expériences ! L'image est nette, le trait droit et rapide sans être cruel, la pensée juste. En voici quelques-unes que je prends au hasard :

« Le bonheur de l'âme sensible s'accroît de ce qu'elle retranche au malheur d'autrui. »

« Les biens qu'on espère toujours sont les seuls qui ne trompent jamais. »

« On oublie l'origine d'un parvenu, s'il s'en souvient ; on s'en souvient, s'il l'oublie. »

« A Paris l'esprit court les rues ; aussi est-il parfois crotté. »

« L'homme change dans toutes ses opinions, sauf dans la bonne qu'il a de lui-même. »

« Les vertus vivent de nos rentes, mais les vices mangent nos capitaux. »

« Il est des écrivains profonds à la manière des puits ; au fond de tous deux il n'y a que de l'eau claire. »

« On rend mieux justice à ceux qui ne sont plus qu'à ceux qui n'y sont pas. »

« Il semble qu'on diminue une faute en abrégant le temps mis à la commettre. »

« Pourquoi représenter la Vérité nue ? C'est elle que le monde habille le plus et le mieux. »

Il y a de cette période de bien jolies poésies mélancoliques, sans amertume d'ailleurs, comme *Vieux* et *Vieille*, les *Vieux Meubles*, *Ma Mémoire au Village*, *le Peuplier* ; des nouvelles charmantes : *la Vieille Route*, *la Mère Optime*, *Spérino*. Ce qui dépasse une certaine mesure languit, prose comme poésie. Et que de lettres, de billets admirables ! J'en ai lu quelques-uns que m'a prêtés un de mes amis ; il y en a un peu partout dispersés dans bien des cartons. Petit-Senn chanta encore

le Tir fédéral de 1851 ; il alla même visiter la cantine, quittant Chêne cette seule fois, mais il avait pris une voiture dont il baissa les stores en traversant la ville ; personne ne l'avait vu. Il ne mit, je crois, jamais les pieds à l'Institut, dont il fut successivement membre effectif et membre émérite. (1) La mélancolie d'ailleurs gagnait tous les jours davantage, l'ombre s'amassait autour de lui. Ses amis étaient morts, sa femme était morte, sa fille et son gendre étaient morts. Lui-même mourut enfin le 10 mars 1870, laissant à M. Marc Monnier (2) le soin de faire un choix dans ses œuvres. Il repose à Chêne, avec son ami Gide. Petit-Senn est le dernier littérateur essentiellement genevois, et il était avant tout littérateur, plus que poète : il ne laissait passer aucune impression sans la traduire sur le papier, sans lui donner une forme sensible. De là son talent d'observateur et de moraliste. Il a rendu à Genève l'important service de défendre la littérature pendant un demi-siècle, et de la faire respecter par son exemple.

J. DUVILLARD.

(1) BRAILLARD venait cependant lire quelquefois à la Section de Littérature les nouvelles poésies de PETIT-SENN.

(2) Bien des traits de cette notice sont tirés de l'édition de M. MONNIER.

SECTION DES BEAUX-ARTS

RAPPORT DU JURY

SUR LE

CONCOURS DE CÉRAMIQUE

MESSIEURS,

Le Jury chargé d'examiner les travaux présentés au Concours de céramique ouvert par la Section des Beaux-Arts, le 4 octobre 1882, a été composé, en conformité des stipulations du programme de ce concours, de MM. Camusat, Marc Dufaux, E. Mayor et Aug. Veillon, désignés par la Section, et de MM. Mittey, Alb. Darier et Lugardon, désignés par les concurrents.

Au dernier moment, M. Veillon, empêché, a été remplacé par M. Bourdillon, qui venait à la suite par rang de suffrages des jurés désignés par les concurrents. MM. Mayor et Mittey, en leur qualité de professeurs, déclarent n'accepter leurs fonctions de jurés qu'à titre consultatif.

Le Jury s'est réuni le mercredi 21 mars, à 2 heures après midi, et s'est immédiatement constitué en désignant M. Marc Dufaux comme président et M. Bourdillon comme rapporteur.

Une fois constitué, le Jury a constaté que vingt-six travaux avaient été envoyés au concours, tous décorés par les procédés sous couverte.

Le Jury, pour procéder au choix des pièces à récompenser, a pris pour base les indications du programme, demandant : *la composition de la forme et la décoration au grand feu d'un plat de 0^m,30 de largeur minimum*. Il s'est donc occupé avant tout *de la composition*, soit de la forme, soit de la décoration appliquée sur cette forme. Il a été ainsi conduit à placer à un rang secondaire et même à ne pas récompenser certains ouvrages dont le mérite, quoique très réel, ne résidait que dans l'habileté du procédé.

Le Jury doit déclarer qu'il a été unanime dans toutes ses décisions. Il est unanime aussi à constater que les résultats de ce concours doivent être regardés comme satisfaisants et font honneur aux concurrents. Le Jury a lieu de croire également qu'une bonne partie de cet honneur doit revenir de plein droit aux professeurs distingués qui se sont consacrés depuis quelques années à l'enseignement de la céramique décorative dans notre ville.

Après avoir procédé par des sélections et des éliminations successives, le Jury s'est trouvé en présence de douze pièces qu'il a classées dans l'ordre de mérite ci-après, et auxquelles il vous propose d'accorder soit des récompenses, soit des mentions honorables :

N^o 1. *Une palette chargée de couleurs.*

» 2. *Ex æquo.* { *Un capricorne.*
 Un pinceau.

- » 3. *Une flèche.*
- » 4. ?
- » 5. *Un cor de chasse.*
- » 6. *Une araignée.*
- » 7. *Work while it is day.*
- » 8. *Une palette ronde et ses pinceaux.*
- » 9. *Un papillon.*
- » 10. *Semper melius.*
- » 11. *Une libellule.*

La pièce portant pour devise : « *Une palette chargée de couleurs,* » et classée sous le n° 1, a paru très remarquable au Jury au point de vue de la composition, de l'arrangement et de la puissance de la décoration. Il est évident que l'on ne pouvait prétendre, dans un concours semblable, rencontrer une composition décorative dans laquelle intervienne la figure humaine, sans que ce fût sur cette partie précisément de la décoration que se présentassent quelques imperfections, et c'est, en effet, ce qui a eu lieu. Les critiques qui ont été formulées sur cette pièce portent, en effet, sur le médaillon à tête féminine qui en forme le centre. Le fond sur lequel se détache cette tête, la coloration générale de la figure, et aussi certains bleus de la coiffure qui luttent malheureusement avec la bordure, sont certainement regrettables. Il n'en est pas moins vrai cependant que cette œuvre montre un sentiment juste du rôle de la décoration, une puissance d'effet et de coloration qui la placent sans conteste au premier rang des œuvres que nous avons eu à juger.

Les deux pièces placées *ex æquo* au second rang ont été classées à cette place pour des mérites qui ne sont pas tout à fait de même nature pour chacune des deux pièces. C'est la diversité même de ces mérites qui, rendant la comparaison plus délicate, a conduit le Jury à les placer sur le même

rang. Celle qui a une décoration arabe et porte pour devise : « *Un capricorne,* » est une composition sage, suffisamment brillante et harmonieuse, correctement dessinée dans le style choisi, mais qui ne peut guère invoquer qu'un effort assez modéré en fait d'arrangement et d'appropriation à la forme à décorer. L'auteur a retenu son ambition dans de sages limites, et il a eu raison, puisqu'il est arrivé ainsi à produire une œuvre convenable et raisonnable. — L'autre pièce, placée *ex æquo* au second rang, portant pour devise : « *Un pinceau,* » présente un caractère assez différent. C'est plutôt ici l'effort et l'aspiration vers une idée décorative, plutôt conçue et entrevue que réalisée, que le Jury a voulu récompenser. Ici encore, nous trouvons une tête décorative qui n'est pas sans quelque mérite, quoique le fond vert qui l'entoure ne soit pas bien séduisant. Néanmoins, le Jury a reconnu dans cette œuvre une recherche et un effort dignes d'être récompensés.

Les trois pièces qui suivent, aux troisième, quatrième et cinquième rangs, et qui portent pour devises :

« *Une flèche,* »

« ? »

« *Un cor de chasse,* »

présentent également des œuvres où le sentiment décoratif se fait remarquer à des degrés divers, et qui ont paru au Jury mériter des encouragements.

Quant à la pièce placée au sixième rang, et portant pour devise : « *Une araignée,* » et qui présente un bouquet de feuilles colorées, le Jury déclare que ce n'est pas pour son mérite décoratif, en tant que composition, que cette œuvre doit être récompensée, mais seulement pour l'habileté de main qu'elle révèle, habileté à laquelle il nous a paru convenable d'accorder une récompense secondaire. Cette habileté,

en effet, si elle ne peut suffire à placer hors rang l'artiste qui en est doué, n'en est pas moins un élément important et nécessaire dans toute industrie décorative. Il nous semble donc juste d'encourager par une récompense modeste la plus méritante de celles des œuvres présentées au concours qui se distinguaient à ce point de vue.

Enfin, votre Jury vous propose d'ajouter à la liste des récompenses cinq mentions honorables à accorder aux pièces qui terminent l'énumération ci-dessus, et qui portent pour devises :

« *Work while it is day.* »

« *Une palette ronde et ses pinceaux.* »

« *Un papillon.* »

« *Semper melius.* »

« *Une libellule.* »

Ceci dit, votre Jury vous propose d'utiliser comme suit la somme de 600 francs que vous avez décidé de consacrer à ce concours :

1° Un premier prix de <i>deux cents francs.</i>	Fr. 200
2° Deux seconds prix <i>ex æquo</i> de <i>cent francs</i>	
chacun.	» 200
3° Un troisième prix de <i>quatre-vingts francs.</i>	» 80
4° Un quatrième prix de <i>cinquante francs.</i>	» 50
5° Un cinquième prix de <i>quarante francs.</i>	» 40
6° Une prime de <i>trente francs.</i>	» 30
Total.	Fr. 600

plus cinq mentions honorables.

En résumant nos impressions et en jetant un rapide coup d'œil sur les œuvres présentées au concours auxquelles nous ne vous proposons pas d'accorder de récompenses, nous ne pouvons nous empêcher d'ajouter encore un mot à ce rapport.

Parmi ces pièces non primées ni mentionnées, il y en a

quelques-unes dont le Jury voudrait pouvoir connaître les auteurs pour leur faire comprendre en quoi, à son avis, ils ont fait fausse route, tout en faisant preuve de mérites assez réels pour que ce ne soit pas sans regret que nous les laissions de côté. Ici c'est un projet dont l'auteur sait évidemment ce que c'est que faire œuvre décorative, mais qui a composé un médaillon ou un bouclier, et non un plat comme le demande le programme. Là on a exécuté une peinture charmante à certains points de vue, mais qui n'est nullement décorative.

Et peut-être sera-t-il bon encore de dire ici ce que nous entendons par une peinture décorative et une peinture qui ne l'est pas. Voici : une peinture décorative doit décorer. Elle doit décorer quelque chose, c'est-à-dire la surface sur laquelle elle est appliquée. Or, toute décoration a pour premier but, pour premier devoir de mettre en évidence ce qu'elle prétend décorer. Puisqu'il s'agit d'embellir quelque chose, il serait absurde de faire disparaître ou oublier ce que l'on prétend rendre beau. Si donc vous avez un plat à décorer, vous devez avant tout ne pas oublier ni faire oublier qu'il est question d'un plat et non d'autre chose. Si vous avez à décorer une surface, ne faites pas croire que cette surface n'existe pas, qu'il y a un trou à la place, car alors vous ne décorez plus, vous faites un trompe-l'œil. Un trompe-l'œil peut avoir sa raison d'être quand, au lieu d'avoir à faire à un objet ou à une surface que vous voulez mettre en évidence par la décoration, vous vous trouvez en face d'un objet importun ou d'aspect désagréable que vous voulez faire disparaître ou oublier. Ce pourrait être le cas d'un mur trop rapproché sur lequel vous peindrez un paysage pour vous donner l'illusion, le rêve d'un espace qui n'est pas à votre disposition et dont vous voudriez pouvoir jouir. Mais si vous voulez décorer un mur qui est à sa place, qui remplit pour le mieux son devoir

d'honnête et solide mur, que pouvez-vous faire de mieux que d'accuser franchement la solidité de ce mur, sa construction, sa force et son aptitude à supporter et à clore. Ce ne sera pas le cas comme pour le mur gênant de tout à l'heure d'y peindre un paysage pittoresque à lointain horizon qui, forcé-ment, par ses lignes perspectives fuyantes, fait un trou dans ce mur. Tout au plus admettrons-nous dans certains cas un paysage monochrome ou conventionnellement traité dans un parti de surface et non de profondeur, si l'on peut s'exprimer ainsi, en songeant à certaines tapisseries ou papiers peints décoratifs antérieurs à notre époque.

Et si vous appliquez ce raisonnement à d'autres objets, à notre plat pour y revenir, comment pourriez-vous décorer par un trou un vase ou un plat destiné à contenir et à conserver des matières solides ou liquides ?

Le même raisonnement nous a fait juger comme inadmissible la décoration du fond de notre plat par des motifs saillants.

La décoration ne doit être en résumé que l'accentuation, l'affirmation de la nature et de la destination de l'objet ou de la surface à décorer.

Nous ne voulons pas nous étendre davantage sur ce sujet, mais ces quelques mots expliqueront pourquoi certaines pièces réussies et bien peintes ne nous ont pas paru présenter à un degré suffisant le caractère décoratif demandé par le programme. Ces quelques considérations suffiront, nous l'espérons, à vous indiquer aussi dans quel esprit votre Jury a cru devoir remplir la tâche qui lui incombait.

Genève, le 31 mars 1885.

Le Rapporteur du Jury,

A. BOURDELLOX, *architecte.*

DISCOURS

De M. le Prof. DUVILLARD

PRÉSIDENT DE LA SECTION DE LITTÉRATURE

à la séance publique du 4 Janvier 1884.

MESDAMES ET MESSIEURS,

Je dois vous dire que nous avons été un instant un peu irrésolus à nous présenter aujourd'hui en séance publique, non pas que nous eussions quelque appréhension d'un accueil moins bienveillant que de coutume, car à Genève l'on accueille volontiers le courage littéraire, mais il semblait à quelques-uns que le retour périodique de cette cérémonie constituait un engagement formel pris désormais par la Section, et nous ne pouvions savoir d'avance si nous saurions y faire honneur chaque année. Il y avait en outre de la témérité peut-être à vous convoquer si près des fêtes du Nouvel-An, alors que les rues sont encore bruyantes, et que des préoccupations de diverse nature agitent les esprits. Nous l'avons risqué pourtant, sans avoir trop de confiance en notre popularité, mais justement pour affirmer une existence que nous croyons utile, et pour créer en vue de l'avenir une obligation morale pour ceux qui nous succéderont. L'un de nos vétérans nous a dit :

Pour avoir le droit de vivre, il faut affirmer sa vitalité, autrement que par des concours ou des séances particulières, malgré leur importance et leur intérêt ; il faut affronter franchement la publicité, et montrer à Genève qu'il existe en elle une phalange constituée par le bienfait de la loi en un corps officiel, dans le but d'offrir à tous un moyen pratique de se produire, en dehors de tout engagement de parti, de doctrine, d'origine sociale. Blanvalet, de si regrettable mémoire, Blanvalet, notre poète si genevois au fond, dans une occasion analogue à celle-ci, constatait avec regret les marques d'une certaine indifférence vis-à-vis de l'Institut, et il en rappelait les causes avec sa franchise de citoyen et la sagacité de son esprit. L'indifférence a diminué devant les résultats acquis, mais il faut la brusquer pour ainsi dire en nous montrant le plus souvent possible, car nous ne sommes pas encore ce que nous devrions être, le faisceau vivant des forces nationales littéraires, et nous avons encore à marcher avant de parvenir au but que nous poursuivons depuis 1853. Outre les causes qu'énumérait Blanvalet, notre origine qu'on n'oublie pas, le peu d'évidence de notre action, l'allocation que nous fait le budget, il en est d'autres qui sont malheureusement inhérentes à l'esprit genevois, à l'étroitesse de notre théâtre. Malgré l'existence d'une quantité surprenante de sociétés, témoignant d'une activité intellectuelle intense, analogue à celle des républiques de la Grèce ancienne, nos caractères sont empreints d'une telle individualité qu'il en résulte l'émiettement de nos forces et une impuissance relative. Chacun de nous est comme un groupe social, où il siège presque tout seul, sans que la sphère d'action de ses affinités électives s'étende bien loin autour de lui. Nous sommes trop rapprochés les uns des autres, la perspective manque, nous nous connaissons tous un peu par cœur et par les petits côtés. Nous avons tous un rôle à jouer,

et la scène est bien restreinte pour nous donner la place à laquelle nous croyons tous avoir droit. Puis nous arrivons rapidement à un âge où la vie se complique, où les vocations nous absorbent. Nous partons dans la jeunesse à la conquête de mille rêves caressés, et le temps nous échappe, le loisir nous manque, il nous faut consumer notre force dans la lutte de chaque jour, sans trêve ni merci. Nous nous élançons avec enthousiasme, et nombreux, vers les pays enchantés de la poésie, des aspirations littéraires, mais le bras de fer de la nécessité nous arrête, et bien peu parviennent au but du voyage. Il existe à Genève, plus encore qu'ailleurs peut-être, une somme énorme de talent qui se disperse en route, et c'est ce talent que nous voudrions sauver, autant qu'il est en nous. Mais l'Institut lui-même doit lutter contre les préventions d'un titre trop sonore peut-être; d'un côté l'on nous croit trop savants pour être populaires, et de l'autre on nous suppose écrasés d'un poids trop lourd à porter. Or ces préventions, il faut les combattre; pour les combattre, il faut nous faire connaître, et, puisqu'il faut lutter, acceptons la lutte qui nous donnera la vie, et avec la vie, l'avenir, c'est-à-dire la place au soleil pour tout le monde, la mise en valeur de nos richesses, notre part d'influence dans la littérature française, l'affirmation de notre indépendance intellectuelle, qui fait une partie de notre indépendance nationale.

L'Institut a été créé pour remédier selon ses forces aux défauts naturels de notre caractère particulier. Il arrive souvent qu'à l'entrée en toute carrière le talent se sente isolé, ne sachant comment percer, incertain dans ses voies, demandant son chemin, pour ainsi dire, et ne sachant à qui s'adresser dans la foule indifférente et presque hostile. Un mot le pourrait mettre sur la bonne route, un regard de sympathie, d'encouragement. Combien ont ressenti cruellement l'angoisse

de ce premier départ ! combien se sont découragés ! combien se sont arrêtés ! Vous ne saviez donc pas que la patrie, après vous avoir instruits, ne vous avait point abandonnés ? Elle vous a offert à l'Institut un public indulgent, des auditeurs sympathiques, une arène où vous pouvez essayer vos premiers pas. Elle ouvre une porte où vous tous vous pouvez frapper, sans crainte de demeurer exclus. Elle écoutera vos idées, elle accueillera vos recherches, elle vous donnera place au foyer. L'Institut ne demande pas d'où vous venez, mais où vous allez, et il vous donnera des guides, des compagnons de route. Il introduira l'étranger dans la pensée genevoise, et il tendra aux efforts genevois, dans toutes les Sections, la main de la solidarité et de la bienveillance. C'est ainsi qu'il mérite le nom que ses fondateurs lui ont donné, ce nom qui est légitime, parce qu'il est pris dans le sens le plus vrai, le plus large, le plus libéral.

La Section de littérature en est la création la plus originale. Elle ne fait concurrence à personne, et elle ne peut être remplacée par rien. Par ses concours elle a mis en lumière des travaux sérieux, elle a recommandé des œuvres utiles, elle éperonne la production littéraire. Elle a consacré des soins pieux à tous ceux qui se sont distingués à Genève, elle a honoré leur mémoire, elle a publié les œuvres de plusieurs. Elle a groupé autour d'elle, non seulement les membres de la famille genevoise, mais les littérateurs aussi de la Suisse romande, et ceux de l'étranger qui lui sont sympathiques. Elle a rattaché à la patrie ceux qui s'en séparaient, leur donnant un titre honoré, comme une recommandation dans l'exil.

Nous sommes restés fidèles à cette tâche. Grâce à notre Section, il y a depuis trente ans à Genève une société parfaitement libre, sincèrement libérale, où l'on a pu, non pas discourir et discuter seulement, mais causer des choses de l'es-

prit, en toute sincérité, sans aigreur, sans arrière-pensée, en respectant toutes les opinions, toutes les croyances, toutes les convictions, sans perdre de vue les deux devises réunies de Genève et de la Suisse. Comme le disait Blanvalet, « poursuivons donc notre œuvre, forts de nous-mêmes, sans trop regarder à l'entour, sans tenir compte de sourires douteux et des chuchottements que nous pourrions rencontrer. »

Du reste nous n'avons pas lieu de nous plaindre, et nous constatons avec plaisir que notre appel a été entendu. De jeunes forces sont venues se grouper autour des anciennes, de nouvelles voix se mêlent aux voix connues, et, d'autre part, nous nous sommes imposé la tâche d'attirer à nous celles des réputations déjà solides auxquelles nous pouvions nous adresser. Plusieurs ont répondu avec empressement, et nous sommes heureux de les voir figurer sur notre liste au premier rang d'honneur.

Le terme de notre présent concours échoit au mois prochain ; nous avons l'espérance qu'il répondra dignement à ce que nous en attendons, et qu'il en sortira de bonnes études nouvelles sur plusieurs des illustrations de notre pays. Comme M. le professeur Ritter vous le disait l'an dernier, il y a non pas seulement à glaner, mais à récolter dans le champ ouvert aux concurrents. Il nous appartient de rentrer cette moisson qui est la nôtre, de remettre en leur jour ces travailleurs sincères et généreux.

Voilà ce que nous sommes, ce que nous voulons ; c'est là la mission qui nous a été confiée. Je puis vous l'assurer, s'il ne faut pour réussir que du courage, de la patience, du dévouement, le culte des lettres dans toute sa noblesse, nous prendrons à cœur de montrer que Genève peut avoir confiance en nous, pour autant qu'il s'agit d'énergie et de bon vouloir. En revanche, il nous peut paraître permis de compter sur la sym-

pathie générale ; avec cet appui de l'opinion, nous pouvons remplir de mieux en mieux notre mandat, en suivant l'exemple de ceux d'entre nous qui ont déjà disparu.

Parmi ces derniers, vous avez nommé JOHN BRAILLARD, qui vient de nous quitter à son tour. Nous devons à sa mémoire les quelques mots que je vais lui consacrer au point de vue des lettres genevoises.

Je conviens qu'un autre eût mieux su peut-être vous parler de notre ami, car je ne l'ai pas connu à son heure la plus brillante, et je suis étranger aux luttes politiques dont il fut un des acteurs principaux ; c'est le devoir qui est ma meilleure excuse : le Président doit le tribut du regret de la Section à la mémoire de ceux qui nous quittent, le membre effectif veut caractériser celui dont il tient la place, et il appartient au professeur de dire ce que fut Braillard pour ses élèves et ses collègues.

J. Braillard, né vers la fin de 1822, sortait d'une famille industrielle du quartier de Saint-Gervais. Plusieurs de mes auditeurs ont encore, sans doute, devant les yeux son premier domicile de Coutance ou de Cornavin. Il avait 17 ans, comme tout le monde, quand, poursuivant ses études, il s'assit sur les bancs des Belles-Lettres en compagnie, ou à peu près, des Ch. Chaluveau, Chenevière, Ed. Humbert, Raymond, Morhardt, Jean Hornung, Barbezat, Isaac Goetz, A. Oltramare, et d'autres condisciples, formant deux brillantes volées qui ont fait leur chemin. Il était brun, vif, petit, mais comme disait sa grand'mère, ce ne sont pas les plus gros bœufs qui labourent la terre. Braillard se faisait déjà remarquer par son travail sérieux, ses instincts littéraires, sa verve franche et railleuse, un peu emportée dans la discussion.

Il avait existé depuis 1824, dans cet auditoire des Belles-

Lettres, une société de jeunes étudiants constituée pour compléter par la pratique les leçons théoriques de leurs professeurs de littérature. Durant quinze ans cette association avait eu diverses fortunes, mais elle n'était plus qu'un souvenir en 1841, lorsque M. Goetz écrivit à MM. Chalumeau et Brailard pour les prier d'en essayer avec lui la résurrection. Ils étaient seize vaillants amis, et ils réussirent à souhait. Brailard, outre d'autres charges, fut deux fois président, il inventa surtout le *Grondeur*, revue satirique, où il commença son apprentissage de journaliste. J'aurais voulu vous en détacher quelques lignes, mais je craindrais de faire tort à un homme qui fut toujours très sévère envers lui-même, jusque dans la plus grande maturité de son talent. Il me suffira de dire qu'on reconnaît alors en lui le jeune disciple de Töppfer, son professeur, dans la coupe même des phrases et le genre de l'esprit. Töppfer exerça en effet sur Brailard une influence très vive, moins encore par ses cours de rhétorique que par ses conversations familières. L'élève venait soumettre à son maître ses premiers essais poétiques, et il s'est toujours souvenu avec reconnaissance de « cette éloquence de l'âme qui révèle l'homme bon et la nature d'élite ». « En 1847, dit Brailard dans une lettre à M. le professeur Hornung, je fus chargé par sa fidèle compagne de porter à M. Xavier de Maistre le portrait de notre pauvre professeur de rhétorique ; il m'ouvrit les bras, et les larmes aux yeux : Parlez-moi de lui, vous avez été son élève, et soulevant son bonnet rouge de dessus sa tête blanchie par quatre-vingts années, il me serra dans ses bras débiles, comme s'il était resté en moi quelque chose de l'ami qu'il n'avait jamais vu. » Oui, il en était resté quelque chose dans son allure vive et sa parole mordante, comme on le voit dans ces pages jaunies du *Grondeur* où il y a tant de verve, tant de bon sens, tant de cœur,

tant d'enthousiasme littéraire. Vous y trouveriez une comédie faite en collaboration avec H. Serment, une discussion sur Lamennais que Braillard devait reprendre quinze ans plus tard, des adieux touchants à la patrie qu'il pensait devoir quitter bientôt pour les plages de l'Amérique du Sud. Braillard ne fit, en effet, qu'effleurer l'Académie, où il remporta pourtant deux prix de littérature ; après un assez court stage à la société de Zofingue, qui lui laissa de bien chers souvenirs, au moment où il se décidait à continuer à Tübingue ses études de philosophie, le hasard et les nécessités de la vie le forcèrent d'accepter, comme tant d'autres, une place de précepteur dans une riche famille russe. Heureusement pour lui qu'il ne gagna Pétersbourg qu'après dix-huit mois de voyage à travers l'Europe presque entière, et en passant surtout par Florence, Naples, Rome et Venise, voyage qui laissa dans sa vie une trace lumineuse et vivante. Ecoutez-le :

« Avant de quitter pour toujours peut-être cette admirable Terra di Lavoro, nous nous arrê tâmes comme pour jouir encore quelques heures de cette nature et de ce climat. C'était deux heures du matin, la lune brillait dans son plus suave éclat. De ma fenêtre mes regards embrassaient un riche parterre de fleurs et d'arbres fruitiers, qui descendait jusqu'à la mer limpide et calme comme une glace. Les premières teintes de l'aurore coloraient déjà les plaines orientales du ciel, et je sentais s'élever jusqu'à moi ce frais parfum que la terre exhale chaque matin dans ces contrées du midi... Devant moi j'avais le golfe dont les contours vaguement dessinés se perdaient dans l'infini d'une demi-clarté ; mais, à mesure que l'aurore s'avancait vers le ciel, je voyais s'ouvrir devant mes yeux les plans toujours plus variés et toujours renaissants d'une perspective sans limite... Ce murmure indéfinissable du silence au matin, ineffable harmonie que chantent la mer, la

brise, les plantes et les animaux à leur réveil, je l'entendais qui vibrait à mon oreille, et demandait une réponse à tous les échos de mon âme. Oh ! c'est alors que la vie est belle et vraiment vivante ; c'est dans ces heures si rares que le cœur se purifie des souillures et des désenchantements que chaque jour traîne après lui... Rêves d'immortalité et de bonheur, brillantes apparitions du paradis promis au juste et au racheté, pieuses et fécondes aspirations, où êtes-vous maintenant ? m'avez-vous fui pour jamais, ou bien renaîtrez-vous un jour ? J'en garderai du moins l'espérance, et chaque fois que ma prière montera jusqu'aux pieds de celui qui règle nos destinées, elle emportera en même temps le souvenir de ces instants où j'ai senti Dieu de bien près, et essayé de le sonder. »

Je vous demande pardon d'avoir allongé mon esquisse de deux minutes par cette citation, que je me repens d'abrégé, mais je l'ai dû pour vous montrer dans le cœur de Braillard une note que vous ignoriez peut-être, une note qui aurait vibré plus nettement sans doute dans les circonstances autres que celles où l'ont jeté la lutte et la passion. J'ai lu avec émotion ces lettres aux anciens amis, tantôt palpitantes d'ardeur, tantôt découragées, toujours spirituelles et brillantes qui venaient de Pétersbourg rendre compte de ses expériences, de ses travaux, de ses observations. Il y retrace ses étonnements à la vue d'un monde si nouveau, ses désenchantements, ses désillusions. Il s'y montre impatient des quelques entraves d'une vie pourtant légère et facile, il rêve la fortune pour revenir dans sa Genève bien-aimée, il trace des plans anonymes d'étude, il apprend le russe, il commence un roman, il rime des élégies, il aspire à la liberté. Il jette sur la société qui l'entoure un regard singulièrement clair et pénétrant, et il la juge d'une phrase nette et sévère d'une part, mais avec droiture et sincérité

« Mon âme, dit-il, ne cherche qu'en elle-même ce bonheur qu'elle supposait le monde capable de lui donner. Et pourtant, continue-t-il, il y a encore dans ce bruit du monde un charme qui m'attire puissamment. Ces fantastiques créations du luxe, ces flots de lumières, ces danses folles où voltigent d'éblouissantes toilettes, ces femmes aux paroles brûlantes, ces intrigues où l'on joue quelquefois sa vie, tout cela m'étourdit, m'enivre... Oh ! si j'étais riche ! si j'étais riche ! »

Deux ans plus tard il revient à Genève, au lendemain de la révolution de 46, pour visiter son père malade, et bientôt l'ensevelir. Ses amis l'entourent, cherchent à l'entraîner dans la lutte, mais il résiste, il compare, il juge en silence sans se prononcer ouvertement. L'exil et les années avaient élargi son horizon, modifié les impressions de l'adolescence. Il est sincèrement libéral, il aperçoit avec sagacité les mauvais côtés des deux partis en présence, mais son heure n'est pas encore venue de se jeter dans le tourbillon qui l'attire pourtant. Il retourne en Russie, encore pour 7 ans, y chercher l'indépendance qu'il rêve, il s'y marie avec une institutrice anglaise dont il a depuis longtemps apprécié les qualités du cœur et de l'esprit, il postule une chaire à l'Université de Kharkoff. Pendant neuf mois il travaille sans relâche, lui un peu paresseux de nature, un peu amolli par la Russie ; il présente une excellente dissertation, il donne des leçons d'essai en français et en russe aux applaudissements de toute la ville, et un beau matin il reçoit la nouvelle que son concurrent est nommé par ordre supérieur. Ce fut un coup terrible, et, presque en même temps, il perd un jeune garçon de 15 jours : « J'allai le porter à l'Eglise, dit-il, puis au cimetière, seul par 25 degrés de froid. Pas un ami auprès de moi. Ce fut un cruel jour, j'en revins malade. » Il garda le lit durant six semaines.

« La jeunesse est partie, les cheveux gris percent de toutes parts », un fardeau pèse sur ses épaules. Cependant il est nommé lecteur officiel d'un Institut impérial de jeunes filles, il fait des cours publics, l'aimable hospitalité russe cherche à lui faire oublier ses déboires, mais son esprit est obscurci de ténèbres, et il écrit à une amie :

Le soir, quand votre voix si pure se marie
Aux accords du clavier qui chante sous vos doigts,
Mon âme, par degrés doucement attendrie,
Se recueille en silence, et je rêve parfois.

Je rêve du passé, de l'enfance écoulée
Sous le toit paternel, sans bruit, mais sans chagrin,
De mon beau lac qui dort au fond de la vallée,
Et de mes monts, rougis par les feux du matin ;

De mon père, couché dès longtemps dans la tombe,
De mes frères, errants aussi sous d'autres cieux,
De ma mère, déjà bien lasse, et qui succombe
Sans que ses fils soient là pour lui fermer les yeux...

Et puis je rêve encor du passé lent et sombre,
Océan nébuleux sans rivage et sans port,
Mais alors votre voix se ranime, et dans l'ombre
Semble me dire : Ami, courage ! soyez fort !

Et, grâce à vous, là-bas je vois luire une étoile,
Et, dès qu'elle apparaît à mes yeux enchantés,
Mon esprit, de lui-même, y vole à pleine voile
Et glisse confiant sur les flots irrités.

Quand l'espérance luit, il n'est plus de ténèbres ;
Avec elle la joie entre au cœur rassuré,
L'horizon, dégagé de ses voiles funèbres
S'éclaire, et laisse voir le port tant désiré.

.

Mais, soudain, reprenant en phrases plus sévères,
Sur l'ivoire on dirait que vous versez des pleurs.
Adieu, mes visions ! car vos notes austères
Ont en moi réveillé mes premières douleurs.

L'avenir est à Dieu, dites-vous, l'homme passe :
Jeunesse, amour, beauté, tout s'use en un seul jour,
Et le flot qui nous pousse efface notre trace...
Vers l'éternelle nuit nous roulons sans retour...

Alors mon cœur se brise, et les yeux pleins de larmes
Je m'enfuis sans rien dire, et je tombe à genoux,
Et pour lutter encore je demande des armes
A celui qui souffrit, sans se plaindre, pour nous.

La guerre d'Orient avait refroidi les sentiments des Russes pour les étrangers de l'occident ; Braillard partit pour Genève, mais un nouveau chagrin le rappela à Francfort pour y ensevelir encore un enfant, et ce ne devait pas être sa dernière douleur intime. Vous comprenez mieux pourquoi, une fois lancé définitivement dans notre arène politique, il put oublier ses sages résolutions de Russie, et mettre dans la lutte, avec l'âpreté naturelle de son esprit, l'amertume qu'il avait dans le cœur.

En 1856 il est rentré pour toujours à Genève, et il y cherche sa voie. Il est immédiatement reçu à l'Institut, sous les auspices de MM. Vuy et Amiel, et il s'y montra dès l'abord un zélé travailleur. Il en était besoin : malgré l'activité de Blanvalet, les séances étaient un peu rares et languissantes, les membres honoraires peu nombreux. Braillard tira de son portefeuille les *Souvenirs d'un instituteur*, la seule œuvre de longue haleine qu'il ait essayée, et l'on put, en maints endroits, admirer cette prose nette et ferme, cette phrase sobre et incisive, le tour presque voltairien de l'expression. L'emphase des premières années avait disparu, le style était d'un maître ; le goût et la langue se valaient pour la pureté sévère. Relisez dans le tome VII du *Bulletin* la description du paysage russe, ou bien dans la *Démocratie* la visite au camp des sauvages recrues d'Asie que la guerre d'Orient amenait à Sébastopol, et vous songerez involontairement aux derniers grands écrivains du XVIII^{me} siècle. Malheureusement la composition ne répond pas au style ; ce n'est pas un livre. L'auteur l'avoue lui-même : « Ecrire pour produire un livre, je n'en serais jamais capable ; il faut pour cela posséder une foule de qualités dont je suis dépourvu. J'ai peu de patience, pas du tout de persévérance, et beaucoup trop de sans-gêne. » En effet, il a beaucoup de sans-gêne dans ses souvenirs interrompus, dont quelques passages laissèrent une impression pénible aux auditeurs, mais il s'y trouve aussi des pages fortement écrites, une observation profonde, quelquefois une émotion sincère et toujours l'esprit le plus français et le plus acéré.

Braillard entra en même temps au collège industriel comme maître de français, et bientôt comme principal, et il inaugura cet enseignement qui a laissé des traces si profondes par son mérite et son brillant, et aussi par ses défauts, car il

s'entendait mieux à faire la police de sa classe que celle de ses propres saillies, dont il oubliait la portée vis-à-vis de ses jeunes auditeurs.

En 1865 il était nommé membre effectif de notre section, embarrassée de trouver le secrétaire qui lui manquait ; Petit-Senn dut donner sa démission pour lui faire une place, malgré les efforts de M. Carteret, qui offrait de se sacrifier lui-même ; en revanche, Braillard et Blanvalet s'entendirent pour apporter fréquemment aux séances les dernières œuvres de poésie et de prose de l'ermite de Chêne, auquel le nouveau secrétaire devait encore succéder sous plus d'un rapport. Braillard rédigea une notice sur *Abauzit*, composée pour un cours populaire, et publiée dans la *Démocratie* ; il écrivit une notice critique sur *Jean-François Olivet*, l'auteur du *Château de Monnetier* et de *Berthelier* ; il lut en séance publique un fragment intitulé *l'Idée Genevoise* ; il donna des traductions du russe, extraites des travaux qu'il avait commencés en Russie.

Braillard commence aussi sa carrière politique. Il s'inscrivit d'abord sous l'étiquette radicale, parce qu'il en fallait une, mais en gardant par devers lui le programme qu'il formulait à des amis dès 1845. Elu député en 1860, il se brouilla peu à peu avec les radicaux par ses allures et sa critique serrée du budget. Aidé de quelques amis, en particulier d'Am. Roget, il rallia les mécontents dans ce parti mixte auquel il avait pensé dès 1847, mais ce fut alors qu'il commença à son tour à dévier, sans s'en apercevoir, de la ligne de conduite qu'il s'était proposée. Cependant il fut encore élu de la Constituante de 1862 par les deux partis réunis ; il en fut même le secrétaire. A la fin de la même année, la rupture est complète ; porté désormais par les indépendants seuls, il est élu au nouveau Grand Conseil. C'est alors qu'il entreprit la

Démocratie, de 1863 à la fin de 1867, rédigée avec cette verve *avenaire* et mordante qui en fit la fortune. Au milieu de ses occupations du collège qu'il ne négligea jamais, il trouvait le temps de rédiger presque seul ces feuilles acerbes et souvent violemment personnelles, ces articles écrits d'une main sûre et nerveuse entre deux leçons, et corrigés entre deux antres. Ses adversaires n'étaient pas les derniers à déplier les feuilles encore humides pour voir à quelle sauce on les accommodait ce jour-là, car Genève avait trouvé dans Braillard l'Aristophane qui convenait à son tempérament. Le succès de ces attaques procurait à leur auteur une âpre volupté ; en Russie déjà il se vantait d'être un fagot d'épines, d'avoir la langue vive et la plume pointue, mais à Genève il avait en outre l'excuse de servir son pays à sa manière, et il s'embarrassait moins des blessures qu'il portait. Braillard s'attira naturellement beaucoup d'ennemis par ces méchancetés, que leur esprit rendait d'autant plus dangereuses ; mais ceux qui surent répondre sur le même ton furent relativement épargnés. C'est depuis lors surtout que le sarcasme habituel devint comme le caractère propre de Braillard ; sa langue exercée ne pouvait plus se refuser même à ce qu'il savait blessant ; il n'avait pas assez d'esprit pour n'en point avoir trop.

Je ne parle pas de ses fonctions municipales et administratives ; le temps me presse. Il y apporta, comme partout, ses précieuses qualités, sans y trouver plus qu'ailleurs la satisfaction intérieure qu'il cherchait. Il était mécontent des hommes et des choses, parce qu'il avait dépassé la mesure ; il s'était promis des satisfactions d'amour-propre qu'il ne savourait pas. Il était méconnu, et il ne pouvait s'en plaindre. Il s'irritait de voir que personne ne sût éplucher la noix pour goûter au fruit. Il était fâché de s'être aliéné les uns, sans gagner les autres. Désormais il était condamné à la raillerie

à perpétuité, pour dissimuler son mal intérieur. Il a dû souffrir beaucoup, avec le caractère que nous avons esquissé, et plus que ses victimes mêmes.

Il aurait dû changer de théâtre, ou au moins de carrière. La nature avait fait de lui un critique militant. L'on aime à se figurer ce qu'il aurait pu devenir, par exemple à la *Revue des Deux-Mondes* qui l'eût accepté, s'il l'eût réellement voulu, mais il ne le voulait pas. Il manquait de cette ambition persévérante qui sait aplanir les obstacles; l'atmosphère de la Russie avait exercé sur lui cette influence énervante dont il parle si bien dans ses souvenirs. Il avait résolu de trouver un port à Genève, et il ne voulait pas recommencer les aventures. Il se fâchait qu'on le tourmentât; il redoutait l'effort, craignant le résultat, se défiant de lui-même. Notre Suisse romande n'a que trop de ces départs triomphants et de ces arrêts malencontreux.

Nommé enfin professeur au Gymnase, en 1869, il y commença ces cours brillants et spirituels, consciencieux et substantiels, qui sont dans la mémoire de tous. Je n'ai pas besoin d'ajouter qu'il y porta la même malice et la même intempérance qu'ailleurs, ses rancunes secrètes et profondes, mais il avait le coup d'œil juste, un imprévu piquant, un entrain admirable. Il discernait les penchants dangereux d'un regard infailible, les excentricités naissantes, l'empire abusif de la mode littéraire; il était alors impitoyable, et même cruel, dans son culte de la saine tradition française, dans son amour du bien-dire. Les élèves le détestaient, l'aimaient et l'admiraient en même temps, sentant bien qu'il leur était au fond sympathique, et que sa sévérité cachait beaucoup de bienveillance. Il mettait des phares aux écueils, se reconnaissant lui-même dans ses jeunes compatriotes. Il aimait ses leçons,

les poursuivait avec une conscience exemplaire, malgré la fatigue, malgré l'épuisement même des dernières années, quand il vit ses jours comptés.

Enfin, vous vous rappelez cette admirable *Conférence sur Rousseau*, qu'il prononça ici même, en 1878, d'un ton si pénétrant et si nouveau chez lui. Vous vous souvenez des applaudissements mérités qui l'accueillirent. Ce jour-là, il fut vraiment lui-même, pouvant accorder enfin son patriotisme sincère avec son culte de la belle littérature. Rappelons-nous, Messieurs, les accents émus qui terminèrent cette conférence, car il savait que ce qui serait pardonné à Rousseau lui serait aussi pardonné à lui-même.

En résumé, Braillard était né bon et enthousiaste, et si étranges que vous paraissent nos paroles, je maintiens qu'il est resté bon et enthousiaste. Ceux qui ont reçu ses lettres si aimables et si spirituelles ne sauront me contredire. L'abus de l'esprit, le désir de cacher des plaies intérieures l'ont entraîné à des malices regrettables, qui n'étaient qu'à moitié voulues ; il en a été puni par un certain isolement, par une certaine méconnaissance. Il a rendu au pays qu'il aimait des services réels, que nous apprécierons toujours plus, à mesure que la passion s'éteindra. Si, au lieu de se jeter dans la mêlée, il avait suivi les conseils d'une affection intime et sacrée, il ne serait peut-être pas devenu l'écrivain de la *Démocratie*, mais ce qu'il aurait dû être réellement, un écrivain national ; il serait devenu cette gloire nouvelle qu'il avait rêvée pour les lettres romandes, et que son découragement leur a refusée.

J. DUVILLARD.

LES VALLÉES VAUDOISES DU PIÉMONT

Tableau historique et topographique

..... Dites que vous ne craignez rien, ne craignant pas la mort; et que si le monde tout entier était contre vous et vous seuls contre tout le monde, vous ne craignez que le Tout-Puissant, qui est votre sauvegarde!..
(*Extrait des Instructions de JOSUÉ JANAVEL à ses compatriotes, 1639.*)

Tout le monde a entendu parler des Vallées Vaudoises du Piémont; mais peu les ont visitées; moins encore se rendent bien compte où elles sont situées et en quoi elles consistent.

La chaîne alpestre qui relie les Alpes de la Savoie aux Apennins, est restée depuis les Romains jusqu'à ce jour la barrière naturelle entre l'Italie et la France (soit l'ancienne Gaule transalpine). De cette haute arête dorsale, d'une altitude de 8 à 12,000 pieds et dont la direction générale est du Nord au Midi, se détachent à l'Est et à l'Ouest, des chaînes de montagnes plus modestes, renfermant des vallées arrosées par des cours d'eau tributaires, les uns du Pô qui se déverse dans l'Adriatique, les autres du Rhône, qui va se jeter dans la

Méditerranée proprement dite. Nous n'avons affaire ici qu'aux vallées *italiennes* qui, orientées de l'Ouest au Levant, débouchent sur les vastes plaines du Piémont. La plus septentrionale et la plus connue, en partant des Alpes de la Maurienne, est la vallée qui attend les voyageurs à la sortie du Mont Cenis. Elle est arrosée par la Dora et son chef-lieu est l'antique cité de Suse. Immédiatement après, en continuant du Nord au Midi, viennent les deux principales vallées vaudoises, séparées entre elles par des montagnes encore assez élevées, et débouchant l'une et l'autre aux environs de Pignerol, capitale de l'arrondissement et du diocèse. La première vallée, soit la plus septentrionale, est appelée Val Cluson ou *Chisone*, du nom de sa rivière, ou bien Val *Perosa*, nom de sa localité principale; pour les mêmes raisons, la seconde est nommée Val Pellis ou *Pellice*, ou aussi Val de *Luserne*, vieille petite ville qui donnait son nom à l'un des plus anciens comtés du Piémont. Vient ensuite la haute vallée du Pô qui prend sa source au mont Viso. Les vallées dites vaudoises sont donc situées entre celle de la Doire ou de Suse au Nord, et celle du Pô ou de Saluce au Midi.

Le premier aspect des Vallées Vaudoises diffère essentiellement de ce que s'attend à trouver celui qui ne connaît que leur histoire. Quand on sait que la population qui les habite a résisté victorieusement pendant plusieurs siècles aux armées de ses propres souverains et à celles de la France, si souvent alliées pour l'extermination des Vaudois, on s'attend naturellement à des gorges étroites, à parois escarpées, offrant des refuges pour ainsi dire inaccessibles. Ce n'est donc pas sans quelque étonnement qu'on entre comme de plain-pied dans des vallées larges, riantes, aux pentes latérales évasées et offrant à perte de vue la riche culture des plaines qu'on vient de quitter : la vigne cultivée en treille jusqu'au sommet des

montagnes; outre nos arbres fruitiers, le mûrier à soie, des figuiers en plein vent, une flore indigène charmante; -- dans les jardins, des plantes, des arbustes exotiques qui périraient chez nous aux premiers froids de novembre; les sommets des montagnes et en général tous les endroits non labourés, couverts de noyers et surtout de châtaigners, dont les fruits s'exportent au loin. Les forêts de chênes ne se montrent que beaucoup plus haut, et il faut s'écarter tout à fait du bas de la vallée pour rencontrer les conifères particuliers aux régions alpestres. L'aspect général de ces vallées, vraiment italiennes, suffit donc pour écarter d'emblée toute impression de misère et d'indigence, telle qu'on l'éprouve par exemple dans certaines parties du Valais ou de la Savoie. On comprend aussi que dans toutes les guerres locales, l'ennemi ait pu employer l'artillerie et la cavalerie aussi bien que les troupes de pied. Enfin, pour compléter le tableau de l'*accessibilité* des Vallées du côté de la plaine, il suffira de dire qu'on pénètre aujourd'hui dans celle du Pellis, jusqu'au chef-lieu, par le chemin de fer de Turin-Pignerol-La Tour, qu'il s'agit même de pousser jusqu'au fond de la vallée; et que dans celle du Cluson, le même service est rendu par un tramway à vapeur, qu'il est également question de continuer, au moins jusqu'à Fenestrelle. Pour le dire en passant, ces tramways italiens, à tender, fourgon et plusieurs classes de wagons, sont de véritables chemins de fer, sauf que les rails sont posés sur les routes ordinaires, très étroites partout où elles traversent d'anciennes localités. Aussi, n'est-ce pas sans surprise qu'on voit ces trains traverser à toute vapeur, même de nuit, des troupes en marche, des caravanes de véhicules de toute sorte, des marchés encombrés, des troupeaux de moutons de plusieurs centaines de têtes, sans qu'il arrive jamais le moindre accident.

Ce qui donne surtout à cette contrée son aspect gracieux et pittoresque, c'est la coupe variée et hardie de ses montagnes, cultivées ou boisées à perte de vue, et la situation de ses principales localités, fichées en long sur des éminences qui se détachent du pied des montagnes. Toutes les habitations, sans exception aucune, sont couvertes de grandes dalles, posées de biais, de façon à former des losanges; couverture lourde et massive, mais qui, une fois en place, n'exige pas d'entretien. Dans toute les localités, même les plus petites, les rues sont pourvues, au milieu, de ces deux lignes parallèles de dalles, en usage dans toute la haute Italie, et destinées à diminuer la traction des véhicules, trainés presque tous ici par des mulets. Le pavé entre les deux lignes est légèrement creusé en berceau pour recevoir, deux ou trois fois par jour, l'eau courante destinée à entraîner les immondices de la rue et les débris de ménage.

Les principales localités sont, dans le Val Cluson, San Germano, Pramollo, Perosa, le Pomaret, le Villaret, l'ancien fort de Fénestrelle, au-delà duquel la vallée prend le nom de Val Pragelas (*Pragelato*); dans le Val Pellis, plus riche, plus riant et plus important quoique moins considérable que l'autre, on trouve St-Jean, Luserne, Rorà, La Tour (maintenant éclairé au gaz), Villars, Bobbio, etc. On parle ordinairement de *trois* principales vallées vaudoises, en comptant comme troisième celle de St-Martin, qui contient Maneille, Rodoret, Massel, etc.; mais celle-ci, arrosée par le torrent de la Germanasca, et dont la principale localité est le Perrier (*Perrero*), n'est qu'une vallée latérale du Val Cluson; et à ce compte, il y en aurait d'autres à citer, avant tout le Val d'Angrogne, avec le torrent et la bourgade de même nom, et qui forme la principale vallée latérale du Val Pellis: on peut même considérer ces deux vallées secondaires (St-Martin et Angrogne), situées

dos à dos, comme le cœur du pays vaudois, comme les deux principaux refuges et boulevards des indigènes au temps des persécutions à outrance.

Aujourd'hui, les Vaudois proprement dits, soit les indigènes *protestants* du pays, n'occupent, d'une manière compacte, au nombre de vingt mille environ, que le centre des vallées piémontaises qui portent leur nom. Aux deux bouts, c'est-à-dire au fond comme à l'entrée des vallées, les catholiques sont en majorité. Plus loin, les Vaudois sont disséminés, rarement groupés en nombre suffisant pour se constituer en paroisses, sauf plus loin encore, à Pignerol, Turin, Gènes, Florence, etc., où ils sont à l'état de colonies. Du reste, il ne paraît pas que les anciens Vaudois aient jamais occupé exclusivement leurs vallées; sans doute, ils y étaient plus nombreux qu'aujourd'hui puisqu'ils avaient des coréligionnaires et des temples jusque dans les hautes vallées du Dauphiné et de la Provence, à l'ouest de la chaîne alpestre qui les sépare de la France. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'alors, bien plus qu'aujourd'hui, il n'y avait de paroisses *officielles*, reconnues et subventionnées par l'Etat, que les paroisses catholiques, au milieu desquelles les communautés vaudoises de même nom, n'avaient qu'une existence précaire et purement conventionnelle. Maintenant encore, malgré la liberté de culte et d'instruction la plus complète, il n'y a pas de paroisses vaudoises protestantes aux yeux de l'Etat. Celui-ci reconnaît bien la compétence des pasteurs pour les baptêmes, la bénédiction des mariages, les services funèbres, etc.; mais autrefois, et jusqu'à la Réforme du XVI^e siècle, c'était l'inverse, c'est-à-dire que les Vaudois se soumettaient, pour ces actes de l'état civil, à l'intervention et aux usages de l'Eglise romaine.

Si le pays ne répond pas à l'idée qu'on s'en est formée de loin, c'est bien moins encore le cas de la population, mais en

sens contraire du pays. Quand on sait que pendant des siècles, quelques centaines de ces montagnards suffisaient pour exterminer ou disperser des ennemis toujours dix, vingt ou trente fois plus nombreux et infiniment mieux armés, sans perdre à ce jeu plus de cinq ou six hommes par bataille, on s'attend naturellement à trouver dans leurs descendants une race grande et forte, qui rappellerait par exemple les anciens Normands ou nos vieux Suisses. Rien ne distingue cependant cette population, éminemment italique, de taille à peine moyenne, plutôt agile que forte, de celle des vallées piémontaises voisines. Les physionomies, sans être exemptes d'une certaine rudesse montagnarde, au moins chez le paysan, sont intelligentes, agréables même, surtout chez les femmes, mais sans beauté. C'est le type piémontais montagnard qui, bien que très italien, diffère cependant des types génois, milanais, toscan, etc.; des gens en général secs, bien découplés, se ressemblant tous. L'embonpoint est singulièrement rare dans ces parages : aux jours de marché, où l'on accourt des sommités et des vallons les plus reculés (1), vous rencontrez bien, chez les deux sexes, quelques goîtres, quelques estropiés, voire même quelques crétins; mais c'est tout-à-fait exceptionnel. L'ensemble est éminemment sain, sobre, laborieux et dur à la fatigue. Pour le dire en passant, c'est surtout dans les vallées piémontaises que se recrute cette infanterie légère, de création récente, qu'on nomme les Alpins, *Alpini*, dont la destination serait, en cas de guerre, de défendre les passages de montagnes. Aussi ces corps spéciaux ne s'écartent-ils guère, même en hiver, du voisinage des Alpes franco-italiennes; et leurs exercices journaliers, singulièrement rapides

(1) Ce n'est pas sans quelque étonnement que nous avons vu tenir marché le dimanche matin, avant l'heure du service, au moins à La Tour.

et hardis, les conduisent souvent jusque sur les crêtes neigeuses les plus élevées. Ils font seuls exception à l'absence de tout costume local ou national dans ces vallées. La mise des deux sexes est des plus simples, sans la moindre coquetterie ; rien qui rappelle les costumes bariolés et pittoresques des habitants des versants italiens des Alpes suisses et tyroliennes.

La population actuelle est surtout agricole. Il n'y a guère que les parties hautes et écartées (notamment dans le Val St-Martin) qui servent encore à l'élevage des bestiaux. A l'exception des filatures de soie, de l'exploitation de la pierre à bâtir, du marbre, du talk, et de quelques mines métallurgiques peu importantes, il ne paraît pas qu'il y ait eu d'industrie ancienne particulière au pays. On y pratiquait les métiers et le petit commerce de détail nécessaire aux besoins des indigènes, et ce qu'il y a de mieux dans ce genre est encore généralement en mains des Vaudois. Les boutiques et les ateliers ont gardé leur modeste apparence d'autrefois ; rien pour attirer les chalands que le nom du fabricant ou du débitant, noms presque tous vaudois, c'est-à-dire français ou plutôt d'*apparence* française ; car nous verrons tout à l'heure que ces francisations de noms italiens, appliquées également aux noms de localités, ne datent que du XVII^e siècle. C'est aussi aux Vaudois qu'appartiennent les hôtelleries les mieux tenues, ce qui à la vérité n'est pas beaucoup dire. Sauf dans quelques habitations toutes modernes, le confort intérieur est peu avancé, le luxe inconnu ; les appartements sont généralement nus, d'un style vieilli, à l'ameublement lourd et démodé, comme c'est le cas en général dans les localités italiennes un peu écartées. Cependant, pour qui ne craint pas la cuisine méridionale, il y a moyen de vivre bien et pas trop cher dans les Vallées : les denrées premières sont abondantes et de pre-

mier choix ; les rivières fournissent d'excellentes truites, les montagnes beaucoup de gibier, voire des chamois, bien moins rares dans les Alpes piémontaises que dans les nôtres ; le vin est très potable.

Malgré tous ces avantages, la population des Vallées est excessivement sobre ; l'hospitalité à la Suisse, verre en main, lui est absolument inconnue ; personne n'y songe. En cela encore les Vaudois sont aussi Italiens que possible. Très peu changeants de leur nature, ils resteront sans doute les mêmes tant que leurs vallées seront aussi peu visitées par les étrangers. Cependant, on peut déjà, à ce point de vue, redouter l'influence de quantité de fabriques et surtout de filatures de soie, de coton et de laine qui s'établissent depuis quelques années le long des cours d'eau, toujours abondants dans ce voisinage des hautes alpes. Il est à regretter que les Vaudois n'aient pas pris eux-mêmes l'initiative de ces établissements, créés presque tous par des étrangers (Alsaciens, Français, Suisses ou autres). Mais il faut bien reconnaître que l'initiative, l'esprit d'entreprise et l'ambition individuelle ne sont pas au nombre des qualités vaudoises. Il en résulte que les nombreux ouvriers des deux sexes et de tout âge employés dans ces établissements sont recrutés presque exclusivement dans la population catholique, ici, comme ailleurs, généralement moins aisée que la protestante ; et que cela accumule autour des principales localités vaudoises, les familles pauvres, non-seulement du pays, mais encore de la plaine et des vallées voisines. Les propriétaires et directeurs étrangers de ces grands ateliers, sont certainement moins scrupuleux que ne l'auraient été des Vaudois à profiter de l'absence, en Italie, de toute loi sur le travail des femmes et des mineurs dans les fabriques. Dans plusieurs, le travail est exigé de 5 h. du matin à 9 h. du soir ; quelques-unes travaillent même toute la nuit.

On est loin de s'accorder sur les origines des croyances et du nom même des Vaudois. Les uns prétendent rattacher leur église à l'apôtre saint Paul en personne; d'autres, qui les qualifient de Léonistes, à un certain Léon qui vivait sous Constantin-le-Grand; d'autres voient dans le terme Vaudois (*Valdenses*) un dérivé du mot germanique *Wald*, forêt; d'autres encore une appellation générique pour toutes les sectes dissidentes du moyen-âge. L'étymologie qui depuis le XVII^e siècle a été le plus en vogue, consistait à voir dans les premiers Vaudois, des partisans de cet énigmatique Pierre *Valdo* ou de Vaux qui avait fondé à Lyon, au XII^e siècle, la communauté chrétienne et plus ou moins socialiste des « Pauvres ou Gueux de Lyon ». On supposait qu'une partie de ces sectaires, chassés du Lyonnais, avait trouvé un asile dans les montagnes du Dauphiné et du Piémont. On prétendait expliquer ainsi du même coup, bien prématurément il est vrai, les noms français de familles et de localités, voire l'usage de la langue française dans les Vallées, etc., etc. (1). Mais la critique sérieuse repousse tous ces systèmes. Pierre Valdo n'est nommé dans aucun des anciens écrits vaudois, tandis que le terme de *Vaudois* figure déjà dans ceux qui lui sont antérieurs de près d'un siècle, entre autres dans l'espèce de sermon versifié dit la *Nobla Leyczon* et qui est du XI^e siècle. D'ailleurs, la langue dans laquelle ces anciens écrits sont rédigés n'a rien de commun avec le français ou romand en usage dans le Lyonnais aux temps de Valdo, tandis qu'elle est parfaitement intelligible à qui connaît le patois italien des vallées piémontaises. Enfin, du peu qu'on sait du novateur lyonnais, il

(1) Les historiens partisans de cette tradition, *Gilles* par exemple, conviennent cependant que les adeptes de Valdo trouvèrent dans les Vallées des gens qui étaient eux-mêmes déjà séparés de l'Eglise officielle.

résulterait qu'il n'a jamais mis le pied dans ces vallées, et qu'il est allé mourir en Bohême, pays que les historiens donnent, il est vrai, comme retraite finale, à tous les sectaires dont ils perdent la trace. Ce qui est plus certain, c'est que les Vaudois eux-mêmes ont toujours repoussé toute appellation qui les représentait comme des sectaires, ou comme les partisans des doctrines d'un homme, quelque distingué qu'il fût. Même les titres de Protestants ou de Réformés, à plus forte raison ceux de Luthériens ou de Calvinistes, répugnaient, dans les premiers temps de la Réforme, à ces *Chrétiens des Alpes*, qui se glorifiaient d'avoir conservé, de père en fils, le Christianisme dans sa pureté primitive, dès son premier établissement dans leurs vallées. Tout bien considéré, nous ne voyons pas pourquoi ce mot de *Vaudois*, dans la Noble Leçon *Valdez* ou *Vaudés*, en italien *Valdesi*, en latin moyen-âge *Waldenses*, ne serait pas simplement un dérivé du latin *Vallis*, vallée, comme c'est le cas pour le Valais et les Valaisans, peut-être aussi pour nos Vaudois suisses. Il resterait cependant à expliquer depuis quand et pourquoi les termes de *Vaudois*, *Vaudoiseries*, etc., ont été appliqués de si bonne heure à tout un ensemble de manifestations sectaires, sans rapport avec les Vaudois du Piémont, et qui sont cause sans doute que ceux-ci ont plutôt subi que recherché cette appellation.

Le problème religieux est donc le plus difficile à résoudre. La solution donnée depuis longtemps déjà par de savants Vaudois nous paraît cependant la plus plausible. On sait que l'unité de foi, imposée d'en haut, n'a jamais complètement existé de fait ; qu'entre autres, la suprématie de l'évêque de Rome n'a été acceptée, et pour la Chrétienté occidentale seulement, que depuis le IX^e siècle ; enfin, qu'après comme avant, il y eut des oppositions dogmatiques et d'obéissance. Or, l'histoire ecclésiastique nous apprend que les diocèses qui

résistèrent le plus longtemps à l'unification furent les diocèses lombards de la Haute-Italie. Au IX^e siècle, l'évêque Claude de Turin soutenait les doctrines du Concile de Francfort, opposées au culte des images; au siècle suivant, l'archevêque de Milan refusait encore de soumettre son autorité métropolitaine à celle du saint-siège, et il était appuyé dans cette opposition par les évêques de sa province; les protestations, à ce propos, de l'évêque de Verceil sont parvenues jusqu'à nous. Au XI^e siècle, le Concile de Mantoue soutenait des principes analogues. Encore au XIV^e siècle, les prêtres de ces diocèses n'avaient pas renoncé au mariage. Enfin, tout ce clergé de la Haute-Italie procédait originairement de l'illustre saint Ambroise, qui ne reconnaissait d'autre autorité que la Bible, et dont le rite, le rite Ambrosien, a duré, en rivalité du rite romain, jusqu'à la Réformation du XVI^e siècle; il est encore aujourd'hui pratiqué dans la cathédrale de Milan. Quoi donc de plus naturel que de supposer que les habitants de quelques vallées écartées, soumis pendant tant de siècles à ces mêmes tendances, peut-être sans se douter qu'elles fussent contestées ailleurs, les aient ensuite conservées avec cette fidélité respectueuse que les montagnards gardent volontiers aux choses et aux traditions anciennes? En un mot, pourquoi ne pas admettre ici, au bénéfice des doctrines chrétiennes primitives, les arguments qu'on invoque si souvent autre part pour expliquer la conservation locale de certaines croyances du paganisme le plus reculé? (1). Ce qui est certain, c'est qu'amis

(1) Cette origine, qui a sur les autres l'avantage de présenter une filiation basée sur des faits historiques, est celle adoptée par le principal historien moderne des Vallées, le pasteur ALEXIS MUSTON. Mais elle y existait déjà traditionnellement, puisqu'elle se trouve dans le Dictionnaire de Moreri, qui rappelle que déjà au IX^{me} siècle « l'évêque Claude de Turin s'éloigna des sentiments de l'Eglise Romaine dans les articles que les Vaudois du

et ennemis se sont toujours accordés sur l'extrême ancienté de la foi vaudoise, envisagée comme secte : *diuturnior omnium*, disait l'inquisiteur Rainerus Sacco, — ainsi que sur les grandes apparences de piété (*magnam speciem pietatis*) de ses adeptes. Ce serait, d'ailleurs, une grosse erreur que de se représenter les anciens Vaudois des vallées comme des propagandistes intolérants, empressés de répandre au

Diocèse de Turin rejetèrent dans la suite. » — Dans l'entrevue que le modérateur PEYRAN eut en 1805 à Turin avec l'empereur et roi d'Italie Napoléon I, il répondit, à la question de celui-ci : « Depuis quand formez-vous une Eglise indépendante ? » — « Sire, depuis *Claude, évêque de Turin*, vers l'an 820. » (*Histoire populaire des Vaudois*, par ALEXIS MUSTON, 1862 Voir aussi son *Israël des Alpes*, 1851.) — Il y a cependant de rechef, chez quelques savants étrangers, une tendance à rattacher nos Vaudois au Lyonnais Valdo. La question dépend naturellement beaucoup de l'âge assigné à la Noble Leçon, le plus ancien des poèmes de même genre (tels que le *Desprezzi del Mont*, le *Novel Sermon*, etc.) qui sont indubitablement sortis des Vallées. Outre un abrégé des Evangiles et de l'histoire de l'Eglise et une condamnation des sentiments de l'Eglise romaine, la Noble Leçon, contient un appel au repentir, en vue d'une catastrophe qui (dit-on) ne saurait être que le second Millenium, celui de onze-cents, imaginé lorsqu'après l'innocuité du premier, on réfléchit que l'Apocalypse de saint Jean n'avait pu être écrite qu'à la fin du premier siècle. C'est à cela qu'on applique le 6^{me} vers de la Noble Leçon :

« Ben ha mil e cent anez

Que fu scritta l'ora que sian al darrier tempz. »

qui donne la date approximative de sa rédaction, à supposer qu'elle ait eu lieu peu avant celle que l'on redoutait, par conséquent plus d'un demi siècle avant Valdo ; mais c'est précisément ce qui est de nouveau contesté par la critique. Le plus probable est que le problème ne sera jamais entièrement résolu, comme c'est le cas pour l'origine de tant d'autres appellations beaucoup moins anciennes. Ainsi, que d'erreurs et de malentendus n'a-t-on pas accumulés à propos de l'étymologie du mot *Huguenot*, dont les explications les plus probables sont précisément celles qui s'éloignent le plus de la signification du terme.

loin leurs doctrines particulières. Même chez eux, ils restaient soumis à l'ordre ecclésiastique établi, et se gardaient bien d'afficher des formes et des répugnances qui eussent trahi leur secret. Jusqu'à la Réforme du XVI^e siècle, ils n'eurent ni prêtres, ni églises ostensibles; ils se réunissaient pour leur culte dans des lieux écartés et solitaires de leurs montagnes, dans les forêts, dans des grottes naturelles, etc. ; ou bien aussi, surtout en hiver, dans les habitations privées des ministres qui présidaient à ces mystères sacrés. On leur donnait le titre familial de Barbes (*Barbas*), qui, en langage piémontais, signifie simplement oncle, et d'où le nom de *Barbets* (*Barbetti*), qu'on a appliqué ensuite injurieusement à tous les Vaudois.

Ces Barbes étaient en même temps les anciens, les précepteurs, les conseillers, on pourrait presque dire les prophètes des communautés vaudoises. Ils instruisaient la jeunesse, non pas seulement dans la religion de leurs ancêtres, mais dans divers métiers utiles, voire dans certaines notions scientifiques, telles que la médecine, la chirurgie, la connaissance des plantes médicinales de leurs montagnes; enfin, dans les langues ou dialectes qui pouvaient le mieux les servir dans leurs voyages ou dans leurs relations avec leurs voisins. C'est parmi ces écoliers que les Barbas choisissaient ceux qu'ils jugeaient les plus aptes à leur succéder dans le ministère. Ils leur enseignaient le latin, leur faisaient copier, à l'usage des fidèles, voire apprendre par cœur, les portions, d'ailleurs peu nombreuses, des saintes Ecritures qu'ils avaient traduites dans le dialecte du pays, le piémontais. Il paraît certain cependant que les Barbes et leurs disciples avaient une sorte de collège ou d'école centrale, commune à toutes les vallées vaudoises, et où les principaux habitants se réunissaient aussi pour les résolutions à prendre en commun. Cette localité,

aussi isolée que centrale, au fond de la vallée d'Angrogne, se nomme *Pra del Torn*, c'est-à-dire Pré du Tour. On grimpe à cette espèce de Grütli vaudois, entouré de parois escarpées, par un défilé entre les rochers. Pour tous les actes extérieurs du culte dans ses rapports avec l'état civil, les Vaudois, nous le répétons, ne s'étaient pas séparés de l'Eglise romaine officielle, qui avait dans ces vallées, ses prêtres et ses églises aussi bien qu'ailleurs. Leurs anciennes croyances étaient donc devenues une doctrine secrète, cachée aux profanes, et à laquelle on arrivait par initiation, comme jadis aux mystères de l'antiquité ou des Druides. Sa conservation et la sécurité même de ses adeptes, étaient à ce prix.

Aussi, ne fut-ce pas par leur divergence en matière religieuse que les Vaudois se firent connaître en premier lieu, comme en témoignent les diverses colonies qu'ils fondèrent en toute sécurité à des distances considérables de la mère-patrie. Ce qui fit leur réputation, dès le moyen-âge, ce fut la culture remarquable, très avancée pour l'époque, de leur pays ; leur supériorité dans l'élevage des troupeaux ; surtout leur renommée de probité, de piété, de charité ; la régularité parfaite avec laquelle ils s'acquittaient de leurs devoirs et de leurs redevances, tant envers l'Etat qu'envers leurs seigneurs particuliers. Pendant longtemps, ils n'eurent d'autre propagande que ce bon exemple, dont l'influence s'étendit bientôt sur leurs plus proches voisins, des deux côtés des Alpes. Leur réputation était donc déjà bien établie lorsque, par les relations de parenté ou autres qui existaient alors entre les principales maisons féodales du Midi, ils furent appelés, à plusieurs reprises et même de fort loin, pour cultiver ou coloniser des contrées presque désertes ou improductives. En pareil cas, c'étaient toujours des Barbas, ordinairement deux à la fois (un vieux et un jeune), qui allaient d'abord reconnaître les

lieux, et juger si les projets de colonisation avaient quelque chance de réussite. Puis, avant d'accepter, ils avaient soin de stipuler pour les colons certaines franchises, certains privilèges, entre autres celui de pouvoir élever à leur usage des bourgs murés, etc. C'est ainsi qu'ils furent appelés en Provence déjà vers la fin du XIII^e siècle, sous le règne de Charles II qui possédait de vastes seigneuries des deux côtés des Alpes ; puis, dans le cours des XIV^e et XV^e siècles, en Calabre, à l'extrémité méridionale de l'Italie, où leurs colonies furent longtemps des plus florissantes. Les avantages que les seigneurs du pays retiraient de cet état de choses étaient trop considérables pour qu'il leur vînt l'idée de contrôler le ménage intérieur de ces colons d'origine étrangère. Aussi les colonies vaudoises de la Pouille et des Calabres, furent-elles les dernières à être inquiétées, seulement en 1560, — mais alors de façon à disparaître du coup. Les fidèles qui réussirent à échapper au massacre, se réfugièrent, à travers mille dangers, les uns dans les vallées vaudoises du Piémont, d'autres à Genève (1). Mais beaucoup restèrent dans le pays. Pas plus

(1) Voir à ce propos, au « Dénombrement » de notre *Refuge italien de Genève aux XVI^e et XVII^e siècles*, p. 161 à 165. — Depuis longtemps déjà les doctrines particulières des Vaudois Calabrais n'étaient plus un secret pour leurs seigneurs et le clergé local. On les avait tolérés, au moins par intérêt, jusqu'au moment où un missionnaire distingué de l'Eglise italienne de Genève, *Jean-Louis Paschale*, de Coni, vint leur reprocher leur réserve et prêcher ouvertement la Réforme calviniste. Cela suffit pour provoquer les rigueurs dont il fut, il est vrai, la première victime. Certes, les Vaudois des Vallées ont assez fait leurs preuves pour qu'il soit permis de se demander si leur « prudence » n'eût pas, dans mainte occasion, mieux servi les intérêts de la Réforme que l'exaltation impatiente de leurs émules. Dans ce cas-ci, le résultat humain le plus clair fut : le massacre de la fleur d'une population laborieuse de plusieurs milliers d'âmes, la conversion au romanisme de tout le reste, l'extirpation définitive de la Réforme et la ruine complète du pays.

loin que l'année passée (mai 1885), un ecclésiastique vaudois des Vallées, M. G. Pons, pasteur à Naples, a trouvé l'accueil le plus cordial chez leurs descendants catholiques, qui conservent encore, avec les noms de famille et les coutumes de leurs ancêtres, la tradition vivante de leur origine vaudoise (1). — Les poursuites contre les Vaudois du Dauphiné (vallées de Freyssinières et Vallouise) commencèrent déjà aux XIII^e et XIV^e siècles. Celles contre les colonies vaudoises de la Provence se terminèrent par les rigueurs bien connues de Cabrières et Mérindol; mais c'était plutôt alors la guerre aux réformés français en général, avec lesquels les Vaudois étaient déjà confondus. Quant à ceux des vallées vaudoises du Piémont, la première attaque qu'ils eurent à repousser fut celle

(1) Le récit du voyage de M. le pasteur G. Pons en Calabre, a paru en octobre 1883, dans la *Voice from Italy*, et depuis lors en diverses traductions. Nous en avons pris connaissance dans le numéro 30 de décembre 1883, des publications de la Société de Stuttgart für *Ausbreitung des Evangeliums in Italien*. M. Pons a constaté qu'on attribue encore aujourd'hui en Calabre, aux Vaudois, l'introduction d'une saine agronomie et de la sériculture. Il a retrouvé partout des noms de familles vaudoises, voire (à Guardia Piemontese) le patois du Val d'Angrogne. Le beau sexe y a conservé le costume qui a disparu des vallées vaudoises du Piémont, il y a une trentaine d'années seulement. Quantité de coutumes particulières aux Vaudois sont encore observées, et les noms des pièces d'habillement, des ustensiles domestiques et des outils agricoles sont, en grande partie au moins, les mêmes que dans les vallées Piémontaises du Pellis et du Cluson. Du reste, l'origine et les destinées des colonies vaudoises des Calabres sont si connues dans le pays, que le clergé catholique lui-même a mis autant d'empressement que de libéralité à recevoir et à renseigner M. P.; à lui montrer tout ce qui pouvait l'intéresser, y compris les ruines des anciens temples Vaudois, les prisons où tant de Vaudois avaient gémi au XVI^{me} siècle, etc. M. Pons a même pu prêcher en place publique, et le colporteur qui l'accompagnait, vendre par centaines les Bibles et livres de piété de la propagande protestante.

de 1488; ils s'en acquittèrent si bien que leurs propres souverains, flattés de tant de bravoure chez des sujets recommandables à tous égards, les eussent probablement laissés en paix, à la condition qu'ils ne cherchassent pas à répandre leurs doctrines hors de leurs vallées. — sans les graves évènements du siècle suivant.

Ce fut donc la Réforme religieuse du XVI^e siècle qui vint bouleverser, une fois pour toutes, cette sécurité relative. Tout naturellement, lorsque les Vaudois apprirent ce qui se passait en Allemagne, en Suisse, en France, etc., ils eurent la curiosité d'y envoyer des Barbas (1526 et 1530), et ceux-ci furent bien accueillis partout. Les réformateurs eux-mêmes ne pouvaient qu'être très flattés de l'adhésion probable de ces « Chrétiens des Alpes », qui passaient pour posséder le Christianisme dans sa pureté primitive (1). A leur tour, les Vaudois reçurent dans leurs vallées la visite de plusieurs zélateurs de la Réforme. Cependant, de part et d'autre, on ne tarda pas à s'apercevoir que, tout en s'accordant sur les points principaux, on différait encore sur bien des choses essentielles. Cela se concevait : les visiteurs, qui étaient des savants ou des théologiens militants, en tous cas des novateurs, mettaient une importance extrême à donner aux nouvelles doctrines un corps précis et des formes homogènes ; tandis que les Vaudois, gens simples, conservateurs avant tout, opposés à tout for-

(1) Les réformateurs avec lesquels ils furent mis en relations étaient les Allemands ou Suisses Bucer, Capiton, OEcolampade, Haller, Scultet, etc. Mais leurs propres délégués étaient des Barbes des Vallées vaudoises françaises. Ce qui paraît certain, c'est que la Réforme germanique, la seule qui eût alors une certaine consistance, ne fut pas directement représentée au Synode qui décida du symbole futur des Vallées.

malisme, n'avaient ni confession de foi spéciale, ni corps de doctrine bien arrêté, ni même de liturgie proprement dite; ils s'étaient simplement appliqués à transformer en règle de conduite les points les plus saillants des Evangiles, surtout de ceux de saint Mathieu et de saint Jean. Il fut constaté aussi qu'aucun des textes sacrés qui circulaient dans les Vallées en langue vulgaire, ne contenait la Bible entière; que les recueils les plus complets ne renfermaient que le Nouveau Testament et quelquefois les Psaumes. Ainsi encore, sans faire du célibat un devoir, les Vaudois le considéraient comme particulièrement honorable, et la plupart des Barbes n'étaient pas mariés; tandis que chez les protestants, le mariage du clergé était presque érigé en acte de foi. Enfin, ce à quoi les délégués réformés trouvèrent le plus à redire, c'est que les Vaudois n'étaient pas assez ostensiblement séparés de l'Eglise romaine, qu'ils n'avaient pas de bâtiments ouvertement consacrés au culte public, etc.

Une assemblée délibérante fut donc jugée nécessaire pour fixer les bases de la réunion de l'Eglise vaudoise à celles de la Réforme. On ne manqua pas d'y appeler aussi les Barbes de la Ponille et des Calabres, « qui passaient pour les plus anciens et les plus savants ». Cette assemblée eut lieu en septembre 1532 au hameau de Chonforans, dans la vallée d'Angrogne, non loin de ce Pra del Torn où se tenait l'ancienne école des Barbas. Les assistants étrangers les plus marquants, furent les réformateurs français qui se préparaient à réformer l'Helvétie romande. La tradition a conservé le souvenir de « la barbe rouge de *Farel* et du beau cheval blanc qu'il montait; un autre chevauchait un cheval quasi noir », peut être *Saulnier*, qui fut en tout cas de l'expédition. « Un 3^{me} était de grande stature et un peu boiteux. » Cette espèce de Synode anticipé dura six jours. Entre autres résolutions,

il fut décidé de faire une version imprimée complète et *française* de la Bible. Cette Bible, dédiée aux Eglises de *France*, mais dont la préface est datée « des Alpes », parut en 1535 à Neuchâtel, seule contrée de la Suisse romande (avec l'Erguel) qui eût encore adopté la Réforme. Cette Bible, la première de langue française, est connue sous le titre de *Bible d'Olivetan*, du nom de son principal auteur, Pierre-Robert *Olivetan*, un parent de Calvin. Elle coûta *aux Vaudois* la somme, énorme pour l'époque et surtout pour eux, de quinze cents écus d'or. C'est ainsi que la langue française fut introduite pour la première fois dans les Vallées Vaudoises, en quelque sorte comme langue sacrée, à l'instar du latin dans l'Eglise romaine, puisque le peuple l'ignorait encore. Aussi les Barbes continuèrent-ils à prêcher et à catéchiser en langue piémontaise jusque dans le siècle suivant. Mais entre temps, le besoin, pour les jeunes Vaudois qui se vouaient au ministère, d'études plus complètes que par le passé, et pour lesquelles les seules académies à leur portée étaient celle de France et de Genève; le fait que l'austérité de la réforme calviniste répondait peut-être mieux que les confessions germaniques aux tendances de l'Eglise vaudoise; le voisinage et la souveraineté temporaire de la France dans les vallées; enfin la nécessité d'avoir recours à des pasteurs français ou genevois pour combler les vides que les persécution et la peste causaient parfois dans les rangs du clergé Vaudois; toutes ces circonstances contribuèrent à propager la langue française dans les Vallées, surtout après la peste de 1630 (1), mais seulement comme langue de l'Eglise et de

(1) « Jusqu'alors, dit *Léger*, il n'y avait pas dans les vallées un seul pasteur qui ne prêchât en italien; mais lorsqu'il n'en resta plus que trois, il fallut bien en recevoir de France et surtout de Genève, avec actions de grâces une dizaine qui ne prêchaient qu'en français. » *Léger* lui-même raconte qu'il prêchait dans les deux langues.

l'Ecole. D'où il résulte qu'aujourd'hui encore, on distingue l'indigène vaudois ou protestant, de l'indigène catholique, à cette connaissance de la langue française; un français très agréable, avec un léger accent méridional, sans rapport aucun avec la prononciation cadencée des provinces françaises du Midi.

L'assimilation de l'Eglise vaudoise aux Eglises de la Réforme française n'eut pas lieu cependant sans certaines objections. Quelques Barbes, qui craignaient avec raison que la foi antique de leurs pères ne perdît à cela quelque chose de son caractère primitif, aimèrent mieux quitter le pays que paraître y consentir. Peut-être se retirèrent-ils en Bohême. Les doctrines calvinistes pures soulevèrent aussi des scrupules; il paraît même que, malgré leur rigoureuse orthodoxie, les Vaudois n'admirent jamais pleinement la prédestination absolue, l'impuissance de la créature, la négation du libre arbitre, l'égal démerite des œuvres et autres subtilités théologiques, sur lesquelles, après trois siècles et demi, les théologiens français eux-mêmes n'ont pas réussi à se mettre d'accord (1). En revanche, les historiens Vaudois constatent qu'à cette époque de transition du XVII^e siècle, remonte

(1) Les calvinistes n'en ont pas moins considéré ensuite les Vaudois comme « leurs ancêtres et précurseurs », ce qui est vrai dans ce sens au moins : que le Synode d'Angrogne de 1532 eut lieu près de quatre ans avant que Genève eût seulement adopté la Réforme, et dix ans au moins avant que *Calvin* eût reconstitué à sa guise l'Eglise de Genève, devenue dès lors seulement, la métropole du protestantisme français. Mais cela n'empêche pas qu'il y avait entre l'*ancienne* foi vaudoise et le Calvinisme plus de divergence réelle qu'il n'y en a entre ce dernier et toute autre secte réformée, ne fût-ce déjà que pour cette absence totale de mysticisme et d'intolérance dogmatique, qui distinguait à un si haut degré l'Eglise des Vallées. On sait qu'en 1558, la confession de foi calviniste faillit compromettre l'existence de l'Eglise italienné de Genève.

l'usage de qualifier leurs Barbas de « Monsieur le Pasteur », leurs femmes et filles de « Ma Dame » et de « Mes Dames ». De cette époque aussi date la francisation des noms de famille et de localités des vallées, soit par traduction, soit par suppression de la voyelle finale, que d'ailleurs le patois piémontais retranche presque toujours (1); mais l'italien est resté la langue officielle et le piémontais le dialecte populaire du pays. — Quoiqu'il en soit, la Réforme française une fois adoptée par les Vaudois, elle ne fut nulle part mieux et plus vaillamment défendue que dans leurs Vallées.

De la Réformation du XVI^e siècle datent donc aussi les premiers *temples vaudois*, dont l'emplacement devait être choisi de façon à ne pas attirer les regards de l'ennemi. La plupart ont été si souvent détruits et rebâtis, qu'il n'en reste que deux ou trois de la première époque. Le plus ancien est sans doute celui d'Angrogne, qui remonte à 1555; on cite aussi, comme un type du genre, le temple des Coppiers, près La Tour. Qu'on se représente notre musée Rath de Genève, bâti en briques ou en pierres brutes, mais plus trapu, plus massif, sans péristyle, sans cordons, sans autre ornement que quelques lourds pilastres, faisant à peine saillie; le toit, fort bas, semblant, avec ses larges dalles, vouloir plutôt écraser que couvrir l'édifice; pas d'autre plafond; pour plancher, la terre nue et froide. Tels étaient les premiers temples vaudois. Les clochers, et plusieurs n'en ont pas, ont été ajoutés

(1) Il en est résulté que, de même que la plupart des localités des Vallées, quantité de familles vaudoises ont deux formes de noms, une italienne et une française, l'une et l'autre admises dans les états civils. Les plus anciens noms indigènes sont probablement ceux qui sont aussi des noms de lieux du pays, et leur nombre est encore considérable.

plus tard, — plutôt comme ornement ou pièces d'attente, car la plupart ne renferment pas de cloches. Du reste, les Vaudois se sont depuis peu singulièrement émancipés de cette simplicité primitive. Le temple de La Tour, à deux hauts clochers sans cloches, est une très jolie église gothique, le pendant de celle de Turin ; l'église vaudoise de Pignerol a beaucoup plus l'air d'un palais féodal que d'un temple ; on dit merveille de celle qui a été inaugurée à Rome le 25 novembre de l'an dernier, 1883. La disposition intérieure est celle de nos églises réformées, sauf que les sexes sont séparés, et que le « lecteur-chantre » se tient debout devant un lutrin, d'où il alterne avec l'officiant pour les prières et quelques autres parties de la liturgie. A part cela, le service est le même que le nôtre, sauf encore que les psaumes et cantiques sont chantés à pleine voix, à quatre parties, le plus souvent sans orgue ; et qu'avant de se séparer, après la bénédiction, l'assemblée entonne un chant qui, chanté debout, par cœur et à pleins pounons, est d'un effet très imposant ; singuliers contrastes avec la fausse honte ou le dedain qui règne chez nous pour cette partie essentielle du culte réformé. Tous les temples Vaudois portent à l'extérieur, au fronton, un passage biblique, « analogue à la circonstance » comme on disait jadis : il est accompagné parfois du blason et de la devise des vallées (*Convallium antiquissima insignia*) : un chandelier allumé, entouré de sept étoiles d'or, avec la devise : *Lux lucet in tenebris*, « la lumière luit dans les ténèbres », que les Vaudois appliquent à l'isolement de leur antique Eglise au milieu des superstitions de leurs voisins ; tandis que les comtes et marquis de Luserne et d'Angrogne, restés bons catholiques avec la même devise, l'attribuent à la position isolée de leur maison, entourée des ténèbres des erreurs vaudoises. Le plus probable est que blason et devise viennent du nom de *Luserne*, plus anciennement

Lucerna, et qui, en latin et en italien, signifie lumière ou flambeau (1).

Si l'histoire militaire des Vaudois n'était pas si connue, on relèguerait leurs prouesses sans hésiter au rang des fables de la mythologie payenne ou des romans de chevalerie du moyen-âge ; car l'histoire d'aucun peuple, d'aucun temps, d'aucun pays n'offre rien qui puisse lui être comparé.

Malgré les ordonnances générales portées dès le XIII^e siècle contre les Vaudois envisagés comme hérétiques, il ne paraît pas cependant que ceux des vallées du Piémont aient été sérieusement inquiétés avant l'espèce de croisade, prêchée contre eux en 1487 par Innocent VIII. L'armée destinée à cette guerre de conversion ou d'extermination, fut prête dès l'année suivante 1488 ; les Vaudois, encore très mal armés, n'eurent

(1) Pour être exact, il faut ajouter que dans la devise de la maison féodale, le verbe est placé à la fin de la phrase : « *Lux in tenebris lucet* », et que ses armes sont, bandé argent et gueules. Cette maison comtale, qui est encore représentée dans deux branches, les marquis d'Angrogne et les marquis de Rorà, est considérée comme des plus anciennes du Piémont, l'une des quatre (avec celles de Piosasco, San Martino et Valperga) dont les chefs prétaient l'hommage de fidélité au souverain avant et avec précedence sur tous les nobles. Il y avait d'ailleurs d'autres feudataires dans les Vallées Vaudoises, par exemple : dans le Val Cluson — à Perosa, les *Piccono*, les *Gamba* ; au Pomaret, les *Joveau*, les *San Martino*, les *Bianchis* ; à Inverso Porte, les *Pasero* ; dans le Val St-Martin — à Perrero, les *Vibô*, les *Buffa* ; à Bovile, les *Sansoz* ; à Massello, les *Truchetti*, les *Vibô*, les *San Martino*, etc., etc. Les historiographes n'ont pas assez tenu compte du surcroît de complications et de difficultés qui résultait, dans les affaires vaudoises, de la présence dans les Vallées de ces maisons féodales, qui, dans ces guerres fatales à leurs propres intérêts, ne pouvaient être que très exceptionnellement favorables aux opprimés ; on cite cependant quelques exceptions notables, même dans la maison comtale, mais toujours parmi les cadets de famille.

que le temps de se fabriquer des cuirasses et des boucliers en peaux de bêtes, doublées d'écorce de châtaignier. Les assaillants étaient assez nombreux pour envelopper le pays et attaquer sur tous les points à la fois. Partout aussi ces lignes sans profondeur furent couchées sur le carreau ou chassées jusque dans la plaine. Cela établit d'emblée la réputation de bravoure des Vaudois. En faisant cesser cette guerre, humiliante pour ses armes, le duc de Savoie eut la curiosité de voir de plus près ces terribles sujets, dont on lui avait fait des récits monstrueux. Il avait ouï dire que leurs enfants naissaient avec la gorge noire, quatre rangs de dents velues, des pieds de bouc et souvent un seul œil au milieu du front. L'entrevue fut des plus cordiales, et dès lors jusqu'aux persécutions générales contre la Réforme italienne, les Vaudois purent jouir d'une sécurité relative.

On sait que ces persécutions ne commencèrent en Italie que vers le milieu du XVI^e siècle, et que les partisans des nouvelles doctrines étaient beaucoup trop disséminés dans les nombreux états de la péninsule, pour songer à une résistance sérieuse ; la Réforme, telle qu'ils la comprenaient, n'avait d'ailleurs rien de politique. Aussi suffit-il d'un petit nombre d'années pour l'extirper d'un bout de l'Italie à l'autre, en dernier lieu dans les Etats de la maison de Savoie, où la densité des réformés croissait en raison directe de leur proximité des vallées vaudoises (1). Dès lors, celles-ci restèrent

(1) Voir notre *Refuge Italien de Genève aux XVI^e et XVII^e siècles*. Nous tenons à avouer que si nous n'avons pas suffisamment rendu justice, dans cet ouvrage, aux vallées vaudoises du Piémont, c'est que nous ne connaissions encore que superficiellement une histoire qui ne se comprend bien qu'en l'étudiant sur les lieux, et qu'on est, de loin, beaucoup trop porté à mesurer à l'exiguité du territoire vaudois et à la modestie de ses habitants, dans l'ensemble de l'histoire de la Réforme.

seules sur la brèche, et d'autant plus menacées que leur passé et leur réunion à la Réforme française les rendaient doublement solidaires des doctrines qu'il s'agissait d'extirper. Dès lors aussi (1560) commence cette guerre implacable, que les Vaudois du Piémont soutinrent presque sans interruption jusqu'à la fin du XVII^e siècle, non seulement contre l'armée de leur souverain, grossie de régiments espagnols, napolitains, irlandais, suisses, etc., mais aussi contre les meilleures troupes du roi de France; les deux puissances rivalisaient d'acharnement à retourner à la charge, alternativement, ou bien en réunissant tous leurs efforts, sous les premiers généraux du temps, pour écraser entre elles ce petit peuple, qui n'eut jamais plus d'un millier de combattants sous les armes (1).

Au reste, les Vaudois n'étaient pas mieux traités pendant les rares et courts moments de répit arrachés à la lassitude plutôt qu'à la pitié de leurs ennemis; bien au contraire: non

(1) La première campagne, pendant laquelle les Vaudois eurent à faire leur apprentissage militaire, commença le 1^{er} novembre 1560 et dura jusqu'en juin de l'année suivante; l'armée ennemie, augmentée au fur et à mesure de ses pertes, jusqu'à sept mille combattants, était sous les ordres de Georges Coste, comte de la Trinité, qui s'était flatté d'avoir aisément raison de ces montagnards, dont bon nombre ne connaissaient encore d'autres armes que la fronde et l'arbalète. Après une série non interrompue de combats acharnés, les Vaudois obtinrent, avec la paix, des conditions beaucoup plus favorables que celles qu'ils avaient avant la guerre. Malheureusement, les persécutions se tournèrent alors avec d'autant plus de fureur contre les protestants des villes et des vallées voisines; et les Vaudois eurent bientôt à répondre de l'hospitalité qu'ils avaient accordée aux fugitifs, tant Français qu'Italiens. Ces étrangers, animés d'un esprit de vengeance, apportèrent plus d'embarras que de secours à leurs coreligionnaires des vallées Piémontaises, et hâtèrent, par leurs déprédations et leurs excès, l'extirpation de la Réforme dans les vallées de la Stura, de la Doire, du Pô et autres, où la foi vandoise avait été propagée depuis des siècles.

seulement ceux-ci ne désarmaient pas, mais leurs garnisons continuaient à occuper toutes les principales localités du pays, qui se couvrait alors de missions tracassières. On hérissa même les Vallées de forts tout nouveaux. Sous les prétextes les plus futiles ou les plus perfides, on rançonnait les Vaudois, on séquestrait leurs biens et leurs récoltes ; on enlevait leurs femmes et leurs enfants, on tuait ou on jetait en prison tous les hommes valides dont on pouvait s'emparer par guet-apens. Puis la guerre d'extermination éclatait plus furieuse que jamais contre cette population affamée, décimée par les cachots et les supplices, et avec tous les raffinements que l'imagination la plus féroce pouvait inspirer. Le plus affreux massacre de guet-apens qui ait ensanglanté les Vallées est celui de 1655, connu sous le nom de *Pâques piémontaises*, dont la responsabilité revient à la duchesse régente, Christine de France, propre fille de Henri IV, et que cependant les Vaudois avait défendue contre l'usurpation de ses beaux-frères. C'est à propos de ces horreurs que l'ambassadeur de Cromwell, Morland, osa faire entendre à la Cour de Turin ces paroles sévères : « Quand tous les Nérons des temps passés et des temps à venir viendraient contempler ces champs de carnage, d'infamie et d'atrocités inexprimables, ils croiraient n'avoir eu jamais rien que de bon et d'humain en comparaison de ces choses-là ! »

Mais disons-le bien haut : c'est une injustice et une erreur toute moderne, de rejeter toujours la responsabilité des guerres dites de religion sur la confession dominante ; nos idées actuelles de tolérance, de liberté de conscience etc., eussent passé alors pour des monstruosité, même dans les Etats protestants. On n'admettait pas, surtout dans des siècles aussi monarchiques que le XVI^e et le XVII^e, que l'unité politique pût exister sans l'unité de foi. Ce n'était pas seulement le

dissident qu'on poursuivait dans le soi-disant hérétique ; c'était aussi et surtout le *rebelle*. Cette distinction est parfaitement observée dans les décrets et les sentences des gouvernements italiens. Sans doute, c'était d'abord à l'Eglise à prouver l'erreur dogmatique de l'accusé ; mais cela fait, l'autorité laïque suprême, chargée de prononcer et d'exécuter la sentence, y ajoutait toujours comme circonstance aggravante, le crime de rebellion contre les lois et de lèse-majesté contre le souverain du pays. Nous renvoyons, entre autres, à toutes les condamnations pour hérésie, de la République de Lucques, bien connues à Genève.

Or, c'est précisément un des traits les plus caractéristiques des Vaudois, que l'insistance vraiment touchante qu'ils mettaient à soutenir que cette confusion entre les deux grands principes autoritaires, ne pouvait pas leur être appliquée. Malgré toutes leurs rigueurs, les ducs de Savoie n'avaient pas de sujets plus fidèles et plus dévoués que ces montagnards. Jamais, même en face de l'ennemi, ils n'attaquaient les premiers, et jamais ils ne poursuivaient l'avantage au-delà de leur petit territoire (1). Au moindre symptôme de regret de la part de leur prince, ils redevenaient ses serviteurs les plus soumis. Ils l'assuraient, en toute sincérité, « qu'après Dieu, Son Altesse Royale était la personne qu'ils aimaient et qu'ils respectaient le plus au monde ». Et certes, les occasions de se venger de ses mauvais traitements ne leur firent pas

(1) Il en était de même dans les disputes dogmatiques, qu'ils acceptaient sans jamais les rechercher. Aux prières, aux injonctions, aux menaces, des moines et des docteurs envoyés pour les convertir, ils répondaient toujours : « *Prouvez-nous* que nous sommes dans l'erreur, et nous serons de votre avis. » Mais toutes les subtilités théologiques venaient échouer contre les textes mêmes de l'Ecriture, que les pasteurs savaient par cœur.

défaut. Car, par une sorte de chance providentielle, c'était toujours au moment où les troupes françaises et piémontaises alliées semblaient sur le point d'en finir une fois pour toutes, que les deux puissances se brouillaient entre elles, pour des questions d'ailleurs étrangères aux Vallées. Alors c'était des deux côtés à qui ferait le plus d'avances et de caresses à ces terribles Vaudois. Mais leur réponse était toujours la même : « Nous ne reconnaissons d'autre Prince que Son Altesse Royale » ; et la seule faveur qu'ils demandaient, c'était qu'on leur confiât la défense des passages alpestres, ou qu'on les mît à l'avant-garde s'il s'agissait d'une campagne. Après leur foi religieuse, rien de plus inébranlable chez eux que cette loyauté politique et militaire. Jamais, au plus fort de leurs guerres locales, il n'y eut chez eux la moindre velléité de révolte, d'indépendance ou d'infidélité ; sous ce rapport, ils seraient les mêmes aujourd'hui. Pour tout le reste, leurs usages guerriers rappellent assez les premiers Suisses, surtout ceux des Waldstetten : ils étaient excellents tireurs ; ils avaient des alliances défensives d'une vallée à l'autre. Ils priaient à genoux, non seulement avant et après le combat, mais souvent au milieu même de la mêlée ; leur bravoure était exempte de toute forfanterie. Telle était leur réputation d'honneur, de probité, de débonnairété, qu'à l'approche de ces guerres locales, où les familles catholiques des Vallées n'étaient guère plus en sûreté que les leurs, ces familles s'empressaient de confier leurs femmes et leurs filles aux Vaudois, que ceux-ci ramenaient ensuite de leurs refuges alpestres, sans même songer à une récompense.

Bien loin d'abattre le courage des Vaudois échappés au massacre, les *Pâques piémontaises* de 1655 furent suivies des faits d'armes les plus étonnants dont l'histoire fasse men-

tion. A l'armée du marquis de Pianezza, qui occupait toute la vallée de Luserne, les Vaudois n'eurent d'abord à opposer que *sept* hommes, dont l'un était il est vrai le fameux capitaine *Janavel*, le héros par excellence des Vallées. Quelques jours après, ils n'étaient encore que dix-sept, dont six n'avaient que des frondes. Sans perdre un seul homme, ils firent reculer l'ennemi en lui tuant beaucoup de monde. Furieux et humilié, le général-marquis appela à la hâte le ban et l'arrière-ban de ses troupes, qui se montaient maintenant à dix mille combattants. De son côté, Janavel reçut le renfort de quelques fidèles que le capitaine *Jahier* lui amenait du Val Cluson. Ils allèrent alors assaillir le bourg muré de San Secondo, où l'ennemi était en force. Ils y tuèrent quatorze cents soldats, tant Irlandais que Piémontais, ne perdirent que sept des leurs et ramenèrent un butin énorme. Quelques jours après, la petite troupe de Janavel, de trois cents Vaudois seulement, attaquée par trois mille hommes dans la vallée d'Angrogne, en tua cinq cents et n'eut qu'un mort et deux blessés. Inutile de poursuivre l'énumération de ces succès, toujours les mêmes, et qui cependant coûtèrent la vie à Jahier et mirent Janavel hors de combat ; mais ces chefs étaient aussitôt remplacés par leurs lieutenants. Cette fois ce fut bien la terreur répandue au loin par ces exploits, qui décidèrent le Duc à mettre fin aux hostilités, et, comme toujours, par le genre de traité qu'il appelait *Patentes de Grâce*.

Mais la façon dont l'ennemi savait mettre la paix à profit, était toujours plus fatale aux Vaudois que la guerre elle-même, — qui recommença de plus belle en 1661. Les Vaudois, au nombre de six cents commandés par Janavel, guéri de ses blessures, firent de rechef des prodiges de valeur ; dans la principale rencontre ils tuèrent à l'ennemi plus de monde qu'ils n'étaient eux-mêmes de combattants, et n'eurent

que six morts et douze blessés. Au bout de quelques années de ce régime, le Duc accorda de nouvelles « Patentes de Grâce », forcé qu'il y était cette fois par l'épuisement de ses finances. — La guerre recommença en 1686, sous prétexte du refuge que des protestants français avaient trouvé dans les Vallées à la suite de la révocation de l'édit de Nantes. Aussi les Vaudois avaient-ils affaire à la fois aux armées de Louis XIV et à celles de leur propre Souverain, les premières commandées par Catinat, les autres par le Duc en personne, l'un et l'autre bien décidés cette fois d'en finir à tout prix. L'armée alliée se montait à plus de vingt mille hommes de troupes choisies, auxquelles les Vaudois n'avaient à opposer que quelques centaines de combattants. Aussi toutes les puissances protestantes s'accordèrent-elles à les supplier de ne pas prolonger une résistance impossible et de consentir à quitter le pays, momentanément au moins, avec leurs familles et ce qu'ils pourraient emporter de leur avoir; des terres étaient mises à leur disposition en Hollande et dans quelques Etats allemands. Ils préférèrent tenter encore le sort des armes, et la guerre débuta par des nouveaux prodiges; on peut bien qualifier ainsi des combats, tels que celui de St-Germain, où une poignée de Vaudois tua cinq cents Français en ne perdant que deux hommes; certes, le vieux dicton populaire « que la mort de chaque Vaudois coûtait la vie à cent ennemis, » était encore en dessous de la vérité. Mais la mauvaise foi des généraux ennemis, dont les Vaudois ne se méfiaient jamais assez, fut plus puissante que leurs bataillons. A chacun des petits corps de montagnards qui tenaient la campagne, on réussit à persuader, fausses preuves et faux serments à l'appui, que leurs frères avaient posé les armes. Alors seulement ils se résignèrent à cette retraite que leurs amis leur représentaient non seulement comme une nécessité absolue, mais

encore comme honorable et avantageuse. Cependant ils exigèrent et obtinrent que les milliers de Vaudois qui croupissaient dans les prisons de l'Etat, fussent libres de les suivre. Hélas! de douze mille prisonniers (la moitié de la population entière) faits la plupart en temps de paix, il n'en avait survécu que trois mille. On était à l'entrée de l'hiver (1686) et beaucoup moururent en route. La réception des exilés à Genève et en Suisse fut des plus sympathiques. Malheureusement, les terres qu'on leur destinait plus loin, venaient d'être ruinées par des inondations ou des incendies; il leur répugnait d'ailleurs d'être à charge à ces coreligionnaires étrangers. Avant trois ans, cet exil leur parut tellement insupportable qu'ils résolurent de rentrer de gré ou de force dans le pays de leurs ancêtres. C'est l'épisode connu ensuite sous le nom de *Glorieuse Rentrée*.

Les préparatifs de cette expédition, plus héroïque encore que la fameuse retraite des Dix mille, à exécuter en entier en pays inconnu et sur territoire ennemi, ne pouvaient rester secrets; et d'un bout de l'Europe à l'autre le projet fut taxé de suprême folie (1). Après avoir pris congé de leurs familles, les exilés se réunirent au nombre de mille environ, dans la nuit du 16 au 17 août 1689, dans les bois de Prangins, sur la

(1) Deux premières tentatives, de 1688, avaient échoué. Le succès de la troisième en inspira une quatrième, mais où les Vaudois étaient associés en minorité à quelques Suisses et à des centaines de Français réfugiés. Au bout de quelques jours, cette colonne, peu disciplinée, imagina de revenir sur ses pas; et son chef, le capitaine *Bourgeois*, à qui les Bernois reprochaient d'être parti malgré leur défense expresse, et de les avoir ainsi compromis vis-à-vis de Son Altesse Royale, fut condamné à mort et décapité à Nyon. On sait que la *Glorieuse Rentrée*, racontée jour par jour, a fait l'objet d'un livre publié par le pasteur et colonel Arnaud, et dédié à la reine Anne d'Angleterre.— Il existe une autre relation « par un soldat de l'expédition. »

rive droite du lac Léman, qu'ils traversèrent avant l'aube. Le commandement militaire, confié d'abord au capitaine *Turrel* de Die, passa ensuite à l'aumônier, le ministre *Henri Arnaud*, qualifié de « pasteur et colonel des Vaudois. » Bien que toutes les localités murées de la Savoie eussent leurs petites garnisons, nulle part cependant on n'osa entraver la marche de cette colonne compacte, qui d'ailleurs ne commettait aucune déprédation et payait comptant tout ce dont elle avait besoin. Quand il lui fallait sommer une ville d'ouvrir ses portes, elle se bornait à lever, parmi les principaux habitants, quelques otages qui étaient remplacés à l'étape suivante. Mais plus on approchait du Piémont, et plus il importait d'éviter les chemins battus et de se méfier des guides indigènes. Les Vaudois traversèrent ainsi, par des pluies torrentielles, les montagnes des Praz et de la Haute Luce, le Col du Bonhomme, le Mont Iseran, enfin les deux Mont-Cenis. A leur descente sur le versant italien, par la montagne de Tourliers, ils eurent à se dégager d'une embuscade de la garnison française d'Exilles. Arrivés le soir en vue de Salbertrand, où on leur avait annoncé « un bon souper », ils trouvèrent la vallée éclairée par trente-six feux de bivouac, et le passage de la Doire fermé par un corps de 2500 Français, commandé par le marquis de Larrey ; d'autres troupes se glissaient sur leurs derrières pour les prendre entre deux feux. Les Vaudois emportèrent le pont, culbutèrent l'ennemi, lui tuèrent de sept à huit cents hommes, et n'en perdirent eux-mêmes que vingt-deux. Après quoi, ayant entassé, au milieu du matériel du camp ennemi, la poudre qu'ils ne pouvaient emporter, ils firent sauter le tout ; l'explosion fut entendue jusqu'à Briançon, de l'autre côté des Alpes. Aussitôt après les actions de grâce, les trompettes vaudoises sonnèrent la marche, et le lendemain dimanche, au point du jour, la petite armée était au

sommet de la montagne de Scez, d'où elle voyait déjà étinceler au loin les glaciers de ses Alpes natales.

Restait maintenant aux Vaudois à reconquérir sur l'ennemi leurs propres vallées. Sans trop s'inquiéter de divers corps de troupes qui suivaient de loin leurs mouvements, ils traversèrent la Val Pragelas, franchirent de nuit, la torche au poing, le Col du Pis, et enfin, le 27 août, onzième journée de leur exode, ils descendirent dans la vallée Vaudoise de Saint-Martin. Ayant appris là que trois mille Piémontais les attendaient au Col Julian, qui les séparait encore de la vallée de Luserne, ils y coururent, et l'ennemi fut si promptement délogé qu'il laissa toutes ses munitions aux mains des assaillants. Les Vaudois procédèrent ensuite à l'expulsion des étrangers qui, pendant leur absence, s'étaient installés dans leurs patrimoines. Enfin, pour rester unis devant les ennemis, tant Français qu'Italiens, qui allaient revenir plus forts que jamais, au nombre de 22,000 hommes, — ils allèrent, vers la fin de l'année, prendre leurs quartiers d'hiver au milieu des neiges, à la Balsille (*Balciglia*), sorte de citadelle naturelle en forme de cône ou de pyramide à plusieurs étages superposés, située au sommet des rochers dans la partie la plus élevée du val St-Martin. L'ennemi, qui n'avait cessé de les harceler à ses dépens, les y suivit avec toute son artillerie, pour faire au besoin le siège en règle de ce nid d'aigle. Ce siège, dirigé successivement par le marquis d'Ombrailles, Catinat et le marquis de Feuquières, dura jusqu'au milieu du mois de mai de l'année suivante, et coûta des pertes énormes aux assiégeants. Déjà les Vaudois s'étaient vus forcés d'abandonner les redoutes inférieures, démantelées ou trouées à jour par le canon des hauteurs voisines, et de se retirer au sommet, dans ce que M. de Feuquières appelait « leur pain de sucre », où il se flattait de les prendre tous le lendemain,

lorsqu'au lever du soleil, « comme des aigles envolés de leur aire », dit Muston, ils se montrèrent sur des cimes bien supérieures à la Balsille et à tous les postes occupés par l'ennemi. Ils avaient profité de la nuit pour dévaler, entre deux corps de garde français, par un conloir si escarpé que personne n'avait eu l'idée de le surveiller. Ils n'étaient guère plus de quatre cents (1).

(1) Malgré ce qu'il peut y avoir eu de vraiment providentiel dans les exploits des Vaudois, et bien qu'ils les attribuassent toujours, sans l'ombre de fanatisme ou de superstition fataliste, à Dieu seul, « qui daignait se servir de leurs pauvres bras pour confondre ses ennemis », il est cependant permis de s'informer des moyens accessoires, purement humains, qui peuvent avoir secondé, dans une certaine mesure, cette supériorité guerrière sans exemple. — D'abord, les Vaudois n'étaient pas les premiers montagnards venus : aux avantages d'une organisation féodale beaucoup plus douce que celles du nord et du centre de l'Europe, et qui, dans les vallées piémontaises, n'excluait pas certaines franchises locales, nous avons vu que les Vaudois avaient su joindre d'eux-mêmes des qualités qui les faisaient rechercher de loin comme colons aussi habiles qu'intègres. Chez eux, la place qu'ils occupaient dans l'armée de leur souverain, recevait une importance particulière de la configuration et de la situation de leur pays, riche en fauves et en gibier de toute sorte, et voisin de l'ennemi, contre lequel ils avaient à garder les passages de leurs Alpes ; conditions essentiellement propices au développement de l'individu dans tous les exercices qui exigent force, agilité, présence d'esprit et surtout adresse ; encore au XVII^e siècle, la simple fronde était aux mains des Vaudois une arme redoutable. Leur tir à l'arc et à l'arbalète d'abord, puis au mousquet, était des plus meurtriers, tant par sa justesse que par sa rapidité. Quand ils avaient un poste à défendre, les deux premiers rangs n'avaient qu'à épauler les armes qu'on leur tendait toutes chargées. De son côté, l'ennemi ne revenait pas de la prestesse avec laquelle les Vaudois savaient éviter l'effet de ses feux de pelotons en se jetant à terre au moment voulu et en se précipitant sur lui avant qu'il fût revenu de son étonnement. Leur première victoire leur fournissait généralement plus d'armes et de munitions qu'il ne leur en fallait pour le reste de

Heureusement que les hostilités furent alors brusquement interrompues par le différend survenu entre Louis XIV et le Duc de Savoie. Sollicités des deux côtés, les Vaudois se décidèrent sans hésiter, comme toujours, pour leur Souverain légitime, auquel ils rendirent bientôt d'éminents services ; ils défendirent à eux seuls les frontières de ses Etats de 1690 à 1692, et pénétrèrent avec lui en Dauphiné.

la campagne ; mais, au besoin, ils savaient se retrancher, et fabriquer eux-même leur poudre. Il faut d'ailleurs que leurs armes blanches, dont ils usaient volontiers, aient été d'une trempe remarquable ; car à la bataille nocturne de Salbertrand, non seulement les sabres vaudois faisaient voler en éclats les épées et les baïonnettes françaises, mais on pouvait suivre en quelque sorte les péripéties de l'engagement corps à corps, aux étincelles qu'ils faisaient jaillir des canons de fusils ennemis. Dans les rencontres où l'imprévu jouait un grand rôle, il est évident que les Vaudois possédaient au suprême degré cette présence d'esprit et cet esprit de ressource qui caractérisent la bravoure italienne, et qui, avec la sobriété méridionale, expliquent, par exemple, pourquoi les régiments italiens furent presque les seuls qui revinrent de la malheureuse campagne de Russie, avec quelque chose qui ressemblait encore à un effectif en hommes, en tenue et en munitions. A la Balsille, serrés de près par un ennemi quarante fois plus nombreux, les Vaudois avaient trouvé moyen d'établir un moulin pour moudre les céréales récoltées sous plusieurs pieds de neige, et qui leur suffirent pendant plusieurs mois. — On se tromperait cependant en présumant que leur tactique militaire se bornait à profiter des chances que le hasard pouvait leur offrir. Ils convenaient toujours d'avance des localités qui, au besoin, leur serviraient de retraites. Quand l'ennemi envahissait en nombre leurs montagnes, ils se gardaient bien de disséminer leurs forces en courant à sa rencontre ; d'ailleurs, ils n'attaquaient jamais les premiers les troupes de leur souverain. Ils reculaient donc lentement, en laissant les assaillants se fatiguer à tirer et à monter, jusqu'au moment propice de tomber sur leurs rangs épuisés et disjointes par les accidents de terrain, et en conservant autant que possible l'avantage du combat de haut en bas ; pas toujours cependant, car telle était la rapi-

Les Vaudois furent alors rétablis officiellement dans leurs vallées, et leurs familles et compatriotes restés à l'étranger, s'empressèrent de venir les rejoindre. Pendant la malheureuse guerre de 1706, le duc Victor-Amédée II vint, en fuytif, chercher un asile chez ces mêmes sujets qu'il avait naguère chassés de chez eux. C'était leur témoigner d'autant

dité de leurs mouvements, que, dans sa fuite précipitée, l'ennemi trouvait parfois, à plusieurs lieues plus bas, la retraite coupée par les mêmes combattants qu'il croyait encore sur ses derrières. On comprend toutefois que l'habitude de cette guerre interminable leur avait inspiré une stratégie plus compliquée. Forcés le plus souvent, malgré leur petit nombre, de faire face à l'ennemi sur plusieurs points à la fois, séparés de plusieurs lieues, ils avaient, dès la première guerre du XVI^e siècle, créé sous le nom de « compagnies volantes » des corps d'élite spéciaux, chargés de maintenir les communications entre les principaux groupes et de se transporter rapidement, fût-ce d'une vallée à l'autre, partout où ce secours pouvait être le plus urgent. Enfin, lorsqu'ils marchaient à l'ennemi, en vue d'une bataille rangée inévitable, c'était ordinairement en trois corps : le centre, qui s'avancait en pointe, et sur chaque flanc, mais les devançant, une colonne d'éclaireurs, qui avait en outre pour mission de harceler l'ennemi, de le dérouter par de fausses attaques, de l'attirer par des retraites simulées dans des embuscades, puis, en se repliant vers le centre, de le prendre entre trois feux. Tout cela est clairement récapitulé dans les instructions que Janavel, alors vieux et infirme, adressa de Genève à ses compatriotes au moment de la « glorieuse rentrée », dont le succès lui paraissait aussi certain que l'existence même de Dieu. Tout corps de combattants vaudois, même les compagnies volantes et les colonnes d'éclaireurs, était accompagné d'un pasteur-aumônier, qui se battait au besoin comme les autres, mais dont la présence garantissait le respect du droit des gens et de l'humanité, que les Vaudois continuaient à observer, tandis que l'ennemi se faisait comme un devoir d'y manquer. — Après cela, toutes les explications imaginables n'empêcheront pas que, pour le commun des lecteurs, l'histoire guerrière des Vaudois, qui échappe aux attaques de la critique la plus sceptique, ne soit tenue pour plus merveilleuse que toutes les traditions relatives à leur origine et à l'antiquité de leurs croyances. Quelle leçon pour les petits peuples !

plus de confiance, que, dans les années précédentes, il s'était de rechef départi de ses bonnes dispositions à leur égard. La question s'était de nouveau compliquée de la présence de réfugiés français dans les Vallées, et les protestants du Val Cluson avaient dû prendre le chemin de l'exil (1698); leurs colonies existent encore dans quelques Etats du midi de l'Allemagne. Quant aux Vaudois indigènes, qui restèrent dans leurs vallées, ils furent bientôt soumis à quantité de vexations et de restrictions qui les mettaient de fait hors la loi commune. On continuait en outre à enlever leurs enfants pour les faire élever catholiques. Quelques légers adoucissements furent apportés à ces maux après la bataille de l'Assiette (1747), dont le succès fut dû principalement aux Vaudois. — Les conquêtes de la France révolutionnaire les affranchirent au-delà de ce qu'ils auraient pu espérer, et ils'eurent ensuite l'avantage de plaire à Napoléon I^{er}. Mais ces faveurs françaises eurent pour résultat d'arrêter les subsides que les Vaudois recevaient de quelques souverains protestants; et pour le dire en passant, nous croyons savoir que les rois de Prusse sont les seuls qui aient continué les leurs, jusqu'à ce jour (?). — A la Restauration, les Vaudois s'empressèrent d'envoyer à Gênes une députation au roi Victor-Emmanuel I^{er}, pour le complimenter à l'occasion de sa rentrée dans ses Etats. Cette députation ne fut pas même reçue, et un édit royal vint bientôt remettre en vigueur les anciennes mesures d'intolérance portées contre les Vaudois. Il en fut à peu près de même sous le règne suivant, — jusqu'à Charles-Albert.

Ce roi ayant visité en personne les Vallées Vaudoises, fut si enchanté de la réception qu'elles lui firent, qu'il voulut en consacrer le souvenir par un monument public, une fontaine monumentale à l'entrée de la petite ville de la Tour, sur

laquelle on lit, en italien : *Le Roi Charles-Albert au peuple qui l'accueillit avec tant d'affection, 1845*. — Puis vinrent, de 1847 à 1848 et coup sur coup, les réformes sociales et politiques ; la loi organique des Conseils de communes et de provinces ; la loi électorale, indépendante de toute acception confessionnelle ; la création des gardes nationales ; enfin, la Charte constitutionnelle connue sous le nom de *Statuto*, suivie de l'édit d'émancipation civile et politique des Vaudois, dont l'initiative revenait surtout au marquis d'Azeglio. Un enthousiasme extraordinaire régnait alors dans toute la monarchie libérale. On avait annoncé pour le 28 février (1848), à Turin, une grande fête nationale, à laquelle toutes les provinces devaient être représentées. Le voyage de la députation vaudoise fut une marche triomphale ; on se disputait partout l'honneur de la recevoir, de lui être agréable ; et, lorsqu'il fut question d'organiser le défilé des députations devant le palais royal, les commissaires de la fête assignèrent aux Vaudois la toute première place. « Assez longtemps ils ont été les derniers (dirent-ils). Il est juste qu'ils soient aujourd'hui les premiers ! »

Depuis lors, les Vaudois se sont rapidement relevés de l'état précaire et humiliant qu'ils avaient dû endurer sous l'ancien régime. Il est vrai que tout ce qui concerne leur culte et l'instruction réformée est resté à leur charge ; mais les collectes faites dans les Vallées et chez les coréligionnaires du dehors, suffirent à cet entretien. Les dons plus considérables de quelques amis étrangers, anglais surtout, qui s'intéressent particulièrement à l'œuvre Vaudoise (1), leur ont permis d'augmenter considérablement le nombre de leurs

(1) Il faut citer surtout feu le général invalide anglais *Beckwith* qui, non content de consacrer à cette œuvre une grande partie de sa fortune, a voulu s'établir lui-même au milieu de ses amis des Vallées, où sa famille se trouve encore. Aussi a-t-il mérité le beau titre de *Bienfaiteur des Vaudois*.

temples, de leurs presbytères, de leurs écoles, de leurs collèges, de leurs hôpitaux, etc. Aujourd'hui l'Eglise vaudoise a des filiales jusqu'en Amérique. Enfin, au lieu d'être obligés, comme autrefois, d'aller compléter leur instruction supérieure dans les académies suisses ou françaises, les étudiants des Vallées ont, depuis 1860, dans le Collège Vaudois de Florence, un établissement *national* qui ne laisse rien à désirer. Toute cette organisation ecclésiastique, scolaire, académique, de bienfaisance, etc., fonctionne de la façon la plus satisfaisante, sous le contrôle des *Consistoires* paroissiaux ; — du *Synode* annuel formé par leurs délégués ecclésiastiques et laïques (les pasteurs en sont de droit), et qui est comme le pouvoir législatif de la communauté ; enfin, — de la *Table Vaudoise*, comité supérieur, administratif et exécutif, de l'œuvre entière. Ce Comité, renouvelé d'une année à l'autre par le Synode, se compose de trois ecclésiastiques et de deux laïques ; le président porte le titre de *Modérateur*, le vice-président, celui de *Modérateur-Adjoint*, tous deux ecclésiastiques. L'Assemblée synodale nomme également le *Comité d'Evangélisation*, la *Commission des Hôpitaux* et le *Conseil de Théologie*. On le voit : c'est l'organisation presbytérienne, avec prépondérance de l'élément ecclésiastique égalitaire, mais indépendante ici de tout lien officiel, et sans les tendances politiques qu'on a reprochées ailleurs à cette nuance religieuse. Du reste, la différence confessionnelle n'est plus un empêchement à l'admission des Vaudois à tous les emplois laïques de la patrie italienne. Dans bien des cas, leur instruction supérieure et leur réputation de probité leur vaudraient même certaines préférences. Enfin, ils vivent dans les relations les plus cordiales avec leurs voisins et concitoyens catholiques.

Que pourrait-il donc manquer encore à cet « Israël des Alpes » Cottiennes ? Nous ne pouvons naturellement en juger qu'en

modeste ami étranger. Comme tel, nous ne saurions nous empêcher de redouter dans l'avenir, pour l'autonomie vaudoise, l'état de quiétude, pour ne pas dire de lassitude ou d'apathie qui suit souvent la sécurité rendue d'un seul coup après des luttes et des épreuves aussi prolongées ; et de nous demander s'il n'y a pas déjà quelques symptômes de ce genre dans ce manque d'initiative qui est reproché aux Vaudois actuels, qu'ils se reprochent d'ailleurs à eux mêmes, non pas certes en matière religieuse, mais dans la pratique ordinaire de la vie. Sans doute, il n'est pas aujourd'hui de Vaudois qui ne connaisse, sommairement au moins, le glorieux passé de son pays, que des pasteurs patriotes, dignes successeurs des anciens Barbas, ont pris soin de lui raconter dans des *Histoires* justement estimées. Ils savent donc parfaitement qu'ils descendent des compagnons d'armes des Janavel, des Jahier et des Arnaud ; leurs noms et les états civils le prouvent. Les persécutions mêmes, continuées longtemps encore après la pacification des Vallées (1697, 1698, 1713, 1730) contre les étrangers qui s'y étaient établis, ont contribué à la conservation sans mélange de cette race antique et homogène, dont on peut dire avec plus d'apropos que de toute autre, *paucitas nobilitat* ; on peut donc ajouter, sans risque de se tromper, qu'il n'est pas un seul vaudois, riche ou pauvre, qui ne descende de quelqu'un de ces héros et de ces martyrs que bien des familles des Vallées comptent par douzaine. Comment l'auraient-ils oublié, dès la première génération de leur complet affranchissement !

On reconnaît encore l'ancienne débonnaireté vaudoise dans cette absence complète de vanité, de chauvinisme et de rancunes retrospectives qui les a toujours caractérisés. Tout ce qu'ils demandaient, c'était de pouvoir adorer Dieu à leur manière, comme leurs pères l'avaient fait de temps immémorial ;

la conservation de quelques privilèges locaux, de quelques franchises civiles, municipales ou politiques, le droit de propriété individuelle même, tout cela n'était à leurs yeux que des questions secondaires, pour lesquelles ils ne se seraient jamais armés contre leurs souverains. Conservateurs avant tout, leur antique loyauté est doublée, depuis 1848, d'une gratitude qui en fait, malgré la différence de religion, la population italienne la plus attachée à ses princes légitimes. Enfin, l'unité de langage étant au nombre des facteurs de l'unité nationale, il y a chez eux une tendance prononcée, à revenir en toute chose à la langue italienne, même en matière ecclésiastique. En cela encore on ne saurait que leur donner raison; non pas qu'on pût approuver sans réserve, dans leurs écoles, dans leurs temples, dans leurs familles même, l'abandon complet d'un idiome si intimement lié à leurs destinées des derniers siècles, et dont la connaissance donne au moindre Vaudois un degré de culture de plus; mais parce que l'Eglise vaudoise des Vallées du Piémont est à compter, à meilleur titre encore que les Arnaud de Brescia et les Savonarole de Florence, parmi les origines et les précurseurs de la Réforme italienne, bien plus ancienne, dans ce sens, que celles du nord et de l'ouest des Alpes; et que d'ailleurs l'Evangélisation en langue française serait aujourd'hui, en Italie, un véritable non-sens, le plus sûr moyen de la rendre impopulaire. D'autre part, les ecclésiastiques Vaudois établis en France (et il en est plusieurs d'un grand mérite) ne doivent cette position qu'à leur qualité de Français, sinon d'origine, au moins en vertu de quelque alliance de leurs pères avec des familles françaises, réfugiées jadis pour la Religion; en tous cas sont-ils soumis aux lois politiques, civiles et ecclésiastiques de leur patrie d'adoption.

A Dieu ne plaise que nous songions à regretter une assimi-

lation dont les dangers même ont valu aux Vaudois leurs plus étonnants titres de gloire ! Mais quelles qu'aient été les causes et les conditions de l'absorption, pour un temps, de leur Eglise dans la Réforme française, ils n'avaient pas attendu cet événement pour faire preuve de leur résolution à défendre leur foi antique, dont le caractère primitif s'est retrempé dans les combats et dans les épreuves ; c'est ce caractère particulier que nous voudrions voir se conserver. Comme, dans ses manifestations, la Réforme n'exclut pas davantage la diversité des formes, que l'unité italienne n'exclut le caractère distinctif des peuples qui la composent, — nous voudrions que les Vaudois s'appliquassent surtout à rester ce qu'ils sont, tant en religion que dans la vie ordinaire. En d'autres termes, nous voudrions que, parmi les sectes chrétiennes, il y eût au moins une communauté, peut être la plus ancienne de toutes, qui, ne relevant que d'elle-même, continuât à prospérer dans sa simplicité apostolique, à l'abri des subtilités théologiques du XVI^{me} siècle, ou des entraînements d'un mysticisme plus récent, aussi bien que des intrusions intolérantes ou mondaines de la propagande moderne. Cette tâche est peut-être plus difficile à remplir au milieu de la sécurité et du cosmopolitisme actuels qu'au temps des persécutions.

Au nombre des éléments qui peuvent contribuer à entretenir, à ramener même au besoin, le sentiment national, l'histoire et ses sciences auxiliaires tiennent certainement le premier rang. Sous le rapport de l'historiographie proprement dite, peu de petits pays ont été mieux et plus consciencieusement servis que les Vallées vaudoises du Piémont, dès le XVII^{me} siècle jusqu'à nos jours (1). Alors même que les témoignages con-

(1) Leurs principaux historiens sont Morland (Anglais), *Perrin, Gilles, Léger, Arnaud, Monastier, Muston, Brez*, dont le second volume, conservé en manuscrit à la bibliothèque de la Tour, attend encore un éditeur.

temporains, plus souvent hostiles que sympathiques, feraient défaut, on sent qu'on peut croire implicitement sur parole ces pasteurs historiens, pour la plupart témoins, acteurs, souvent victimes, toujours contrôleurs scrupuleux des événements qu'ils racontent. Le lecteur laïque étranger trouvera peut être leurs récits trop uniformément religieux : mais qu'on n'oublie pas que dans un pays sujet, qui n'a jamais eu d'autre credo politique que la fidélité au Souverain, l'histoire est avant tout celle de la seule institution qui le distingue de ses voisins. Ce qu'on voudrait, c'est que, même pour les vicissitudes de leur Eglise, les lettrés vaudois actuels participassent davantage aux progrès de cette école historique documentaire moderne, qui, depuis un demi siècle, est à l'œuvre dans tous les pays éclairés ; sans doute, les recherches patientes qu'elle exige sont difficiles dans un pays que les persécutions ont privé de tous ses anciens documents, et qui ne se connaît d'autres archives que celles, très récentes, de ses consistoires et de ses états civils paroissiaux. Mais ce qui échappé aux efforts isolés de deux ou trois savants, n'est point hors de la portée des yeux d'Argus, des cent bras, des intelligences et des ressources combinées d'une *Société* historique, où chaque spécialité est représentée. On est toujours étonné de ce que l'existence seule de semblables Sociétés peut faire sortir de choses des moindres localités, des familles, des voisins, de l'étranger, de l'ennemi même, de dessous terre en quelque sorte, où elles auraient pu se perdre ou rester enfouies éternellement sans l'occasion qui les fait revivre. Naturellement ne faut-il pas, pour un petit pays, que semblable Société soit créée à l'instar de celles des capitales, où chaque branche suffit à une association nombreuse ; mais qu'elle soit constituée en vue de grouper toutes les forces intellectuelles de son ressort, comme c'est le cas de quelques sociétés cantonales ou départementales

de nos contrées. Sous ce rapport, nous ne saurions recommander meilleur modèle que la *Florimontane* de la Haute-Savoie (Annecy), et ses Mémoires sous forme de journal mensuel (*la Revue Savoisienne*), où l'histoire, la biographie, l'archéologie, la langue, les dialectes, les lettres, les sciences naturelles, la météorologie même sont représentées sans se nuire mutuellement. Que d'anneaux n'y aurait-il pas à retrouver et à ressouder, à cette longue chaîne de l'histoire vaudoise, rompue non seulement dans ses origines et au moyen âge, mais encore pour plusieurs événements du XVI^{me} siècle !

Une *Bibliothèque nationale*, destinée aussi bien aux manuscrits qu'aux imprimés, serait un complément indispensable dans un pays sans autres archives proprement dites. Nous ignorons jusqu'à quel point celle du Collège de la Tour remplit ce but. Mais ce que nous savons, c'est qu'il faudrait qu'elle contint, au moins en copies fidèles, facsimilées, photographiées même si possible, ces poèmes antiques et tous ces vénérables écrits vaudois, dont les seuls exemplaires connus sont disséminés au loin dans les dépôts scientifiques de l'étranger. (1) — Dans beaucoup de pays et particulièrement en Suisse, il n'est guère de souvenirs plus populaires du passé que les *Musées* et les *Arsenaux historiques*, même ceux qui sont nés de hier par un simple appel à la libéralité des particuliers. Rien de plus aisé, d'ailleurs, que de conserver aux exposants la propriété des objets présentés au public, comme c'est le cas pour le musée historique de Florence. N'y aurait-il donc pas

(1) Un exemplaire de la *Nobla Leyczon* à Genève, l'autre à Cambridge ; les actes du synode d'Angrogne de 1532, à Dublin. Dans cette dernière ville et à Genève, plusieurs autres anciens écrits vaudois. Que sont devenues les anciennes traductions vaudoises des Saintes Ecritures, qui furent, dit-on, mises à contribution pour la Bible d'Olivet ? On nous assure que de cette Bible elle-même il ne reste plus qu'un seul exemplaire dans les Vallées.

moyen de créer quelque chose de semblable dans les Vallées ? — A l'exception de la musique, pour quelques chants d'Eglise, les beaux-arts n'ont fleuri ni chez les Vaudois, ni à leur intention, et cela se conçoit. Cependant, peu d'annales offriraient à la peinture historique des sujets plus saisissants et plus pittoresques ; et le paysagiste en quête « d'études », serait servi à souhait dans les Vallées. Les contributions de la peinture se bornent ici à quelques portraits des pasteurs les plus éminents ; nous n'avons pas même réussi à découvrir quelque reproduction des principaux sites du pays ; il est vrai que ce n'est pas là qu'il faut s'en enquérir. (1)

Aujourd'hui, que les patriotes de tous pays, voire de simples municipes, s'évertuent à trouver dans leurs annales des prétextes de consacrer, par le bronze ou la pierre, le souvenir de quelque personnage ou de quelque évènement flatteur pour le pays, et qui devienne en même temps une occasion de fête ou d'anniversaire, on est étonné de ne rencontrer, dans toutes les Vallées Vaudoises, d'autre *memento* que celui par lequel le Roi Charles-Albert a voulu leur témoigner sa reconnaissance. Certes, ce n'est pas que les hommes et les faits qui mériteraient pareil hommage fassent défaut chez les Vaudois ; car, s'il s'agissait de commémorer de cette façon seulement toutes

(1) La seule librairie qui existe à La Tour, peut-être aussi dans toutes les Vallées vaudoises, est mêlée à un atelier de reliure ; son stock utilitaire consistait surtout en livres d'église, d'école et d'édification. Un photographe vient cependant de s'établir près de là, dans le hameau de Sainte-Marguerite. Quant aux cartes du pays, la meilleure que nous ayons pu trouver est celle de 1881, qui est consacrée à toute la province de Turin, et elle ne suffit pas à une étude détaillée de l'histoire vaudoise. La plus importante serait probablement la grande carte de l'état-major piémontais ; mais les Vallées vaudoises y figurent au point de réunion de quatre grandes feuilles, qu'il faudrait empléter pour les avoir au complet.

les victoires qu'ils ont remportées dans les *trente-trois* guerres ou campagnes dirigées contre eux, il y aurait pour ainsi dire de quoi épuiser une de leurs carrières de marbre. Mais ce luxe ostentatif, auquel, quoiqu'on fasse, l'esprit de parti n'est jamais complètement étranger, ne leur ressemblerait guère ; et d'autant moins que la plupart de ces trophées seraient aujourd'hui comme autant de reproches aux souverains qui leur ont rendu librement tout ce qu'ils pouvaient désirer. Le monument qui dominerait tous les autres, serait toujours l'existence même de cette antique Eglise, qui a vu si longtemps le flot ennemi se briser au pied de ses rochers. C'est le seul aussi qu'il importe de conserver, non comme une froide pierre ou une lettre morte, mais, *ære perennius*, en souvenir toujours *vivant*, — ce qui ne s'obtient qu'en sachant *vivre* soi-même dans le souvenir.

GOTTFRIED ET THÉODORE KÖRNER

Étude biographique et littéraire

L'Europe politique et littéraire de 1815-1840, les nationalités rêvant un nouvel avenir, les protestations des penseurs et des hommes d'action pour l'émancipation de la pensée publique offrent à l'écrivain et au publiciste un champ intéressant de découvertes. Plus rapproché de nous, le mouvement de la Restauration en France nous est suffisamment connu; en Allemagne, elle s'ouvre par deux périodes distinctes : la première, qui s'étend de 1800 à 1830, est une réaction contre l'influence étrangère. Une jeunesse enthousiaste veut ressusciter les souvenirs du vieil empire germanique; et dans ce culte du passé, dont la poésie et les lettres font leur profit, Rückert, Schenkendorf, Arndt et Th. Körner illustrent cette première levée de boucliers. La lutte continue jusqu'en 1840, et ne se termine guère que huit ans plus tard; cette période est la contre-partie de la précédente. C'est une opposition nouvelle qui surgit, avant tout préoccupée de défendre les libertés intérieures de son pays, car après le Congrès de Vienne les souverains n'avaient pas ménagé les promesses; mais une fois leurs trônes raffermis, ils les oublient et les

Constitutions sont encore ajournées. On revendique énergiquement la liberté de la presse, la publicité des tribunaux, le droit d'association ; la littérature et la poésie se font alors militantes ; les chaires professorales se transforment en tribunes, les universités en parlements dans lesquels on élabore des systèmes nouveaux, une esthétique nouvelle qui réponde mieux au besoin de la polémique du jour que les théories classiques du siècle dernier. C'est sur ces deux époques que se portent maintenant les recherches des historiens et des critiques d'au-delà du Rhin. Les correspondances inédites, les papiers de famille, les mémoires sont interrogés avec curiosité, et, quoique les trouvailles soient de portée et de mérite inégaux, elles nous offrent souvent des surprises intéressantes dont l'histoire des lettres ne peut que profiter.

Parmi les ouvrages dernièrement parus, il en est deux en particulier qui méritent une mention spéciale ; le premier, dû à la plume de M. Jonas, littérateur berlinois, est un recueil de nouvelles biographiques et littéraires sur le poète Th. Körner et sa famille ; le second retrace la carrière agitée de Freiligrath dans les années 1840-48 ; l'auteur, M. de Buchner, a pu consulter des documents biographiques qui modifient et complètent les études de St-René Taillandier sur la Jeune Allemagne. Désormais chacune des deux époques dont nous parlions plus haut a son représentant ; c'est la première que nous voudrions faire revivre en l'étudiant dans un de ses héros. Th. Körner représente deux tendances : par ses traditions de famille, sa culture poétique, il se rattache à la période d'imitation où l'esprit de Goethe et de Schiller plane encore sur la jeune génération ; mais par son enthousiasme pour la liberté, sa haine de l'étranger, son lyrisme hardi et puissant, on reconnaît en lui le poète moderne. Étudié et lu dans son pays, traduit à l'étranger, le poète de *la Lyre et*

l'Epée restera toujours une figure sympathique, à laquelle s'attache le charme mélancolique d'une mort de patriote, moissonné par la guerre avant l'épanouissement complet de son talent.

I

La famille Kœrner, éteinte aujourd'hui, appartient à cette bourgeoisie lettrée que nous voyons en Allemagne, vers la fin du siècle dernier, s'élever par son seul mérite aux fonctions publiques dans les résidences et les centres importants. Le père de notre poète, Christian Gottfried Kœrner, né à Leipzig en 1756, était fils d'un pasteur qui lui fit donner une instruction solide, plutôt qu'étendue et variée. D'une piété sincère, mais étroite, fermement attaché aux dogmes de l'orthodoxie luthérienne, le respectable ecclésiastique exerça sur son fils une influence qu'on retrouve dans les années suivantes. A l'âge de 20 ans le jeune Gottfried se rendit à l'Université de Gœttingue pour y étudier le droit, et après quelques voyages sur les bords du Rhin, à Dusseldorf, où il connut Jacobi, et en Suisse, à Zurich, où il fut en rapport avec Lavater, il revint dans sa ville natale où il prit le grade de docteur en droit. Introduit dans l'intimité de quelques familles cultivées, il sentit pour la première fois s'éveiller en lui le goût des beaux-arts, de la poésie et de la musique que son père lui avait sévèrement interdits, n'y voyant que des distractions futiles, dangereuses même. Ce fut à Leipzig qu'il fit la connaissance d'une jeune fille, Minna Stock, dont le père, graveur distingué, comptait parmi ses élèves Goethe, alors étudiant à l'Université. Dès 1781 *privat-docent* à la Faculté de droit, et successivement membre du Consistoire supérieur, et assistant de la Chambre

de Commerce, Christian Kœrner n'avait qu'un revenu trop modique pour songer à s'établir ; son père ne le voyait pas non plus de bon œil entrer dans une famille d'artistes. La sœur aînée de Minna, Dora Stock, était un peintre de portraits distingué dont quelques musées de l'Allemagne ont conservé des originaux ou des copies ; Minna, la fiancée de Christian, annonçait un goût très vif pour la musique ; et dans de petites réunions composées de quelques amis, chacun donnait libre essor à ses aptitudes, on chantait, on lisait et discutait avec passion les écrivains et les poètes contemporains. C'était le moment où Schiller faisait paraître ses premiers drames : les *Brigands*, *Fiesque*, *Cabale et Amour*, et quelques-unes de ses poésies lyriques ; on ne sait que trop combien la période d'élaboration, connue dans les fastes littéraires de l'Allemagne sous le nom de période de *tumulte* et *tempête*, exerça de ravages sur certaines organisations poétiques. Même dans les milieux humbles et bourgeois l'imagination était surexcitée, les créations de Schiller disposaient à la rêverie et au merveilleux, et, bien des années plus tard, Minna Kœrner racontait en riant à l'historien Fœrster qu'elle s'attendait à voir dans Schiller ce héros même des brigands, Carl Moor, et qu'elle ne pouvait revenir de sa surprise à la vue de la figure douce et grave du poète. A la suite de démêlés qu'il avait eus avec le Grand Duc de Wurtemberg, et d'engagements contractés avec le directeur du théâtre de Mannheim à propos de sa seconde tragédie, la *Conjuration de Fiesque*, Schiller se trouvait dans un état voisin de l'indigence. Le désespoir s'empare de lui, lorsqu'il reçoit un message anonyme de trois admirateurs que le hasard ne lui fait connaître que deux ans plus tard. Réduit à fuir de Mannheim, il se rend à Leipzig, à l'invitation de ses nouveaux amis, qui mettent en commun leurs ressources pour lui venir en aide. Kœrner, après la mort de son père,

était entré en possession d'une fortune considérable pour le temps, dont il sut avec un tact généreux faire profiter le poète malheureux. La correspondance des deux amis, à laquelle nous empruntons ces détails, commence dès cette époque; elle est empreinte de la plus touchante intimité, et ces marques de sympathie furent décisives pour la carrière future de Schiller; il le reconnaissait lui-même: « Si je deviens un jour ce que je rêve, écrivait-il à Kœrner, qui peut se dire plus heureux que toi ? » — Sous l'empire de si douces émotions et du sentiment si profond du bonheur domestique, Schiller composa son *Hymne à la joie* qu'il a plus tard jugée sévèrement; elle n'en est pas moins une date marquante tant pour l'éclosion de son génie que pour ses humbles et discrets protecteurs.

Les années de 1785-1790 furent les plus heureuses à tous égards pour les deux amis. Devenu l'époux de Minna Stock, Kœrner emmène Schiller avec lui dans sa modeste maison à Loschwitz, placée dans un site ravissant sur l'Elbe, près de Dresde; c'est dans cette retraite qu'en attendant une renommée plus haute l'auteur des *Brigands* achève son *Don Carlos*, et mène de front les travaux les plus divers dans l'intimité de la famille, véritable continuation de l'idylle de Goëthe à Wetzlar, que la noblesse de cœur des trois acteurs sait maintenir dans la pure sphère de l'amitié. Mais l'heure de la séparation allait bientôt sonner. Le duc de Saxe-Weimar, Charles-Auguste, avait entendu lire à Darmstadt le premier acte de *Don Carlos* et songeait à attirer le poète à Weimar; Schiller prit congé de ses hôtes en 1788, et continua avec Kœrner une correspondance qui s'arrêta en 1806, quelques jours avant sa mort. Les lettres originales se trouvent aujourd'hui à la Bibliothèque Royale de Berlin; au dire de juges compétents, c'est en définitive ce que Kœrner a écrit de mieux; elles suffisent amplement à nous faire connaître une personnalité inté-

ressante, quoique modeste, et nous fournissent, comme nous le verrons bientôt, plus d'un renseignement pour l'histoire des lettres allemandes. De la part de Schiller, on est peiné et surpris du ton de froideur qui règne par intervalles dans ses rapports avec son premier bienfaiteur ; on l'a souvent accusé d'inconstance et d'ingratitude ; il faut faire la part de l'exaltation malade et de l'humeur inquiète qui formaient le fond de son caractère, car, à dater de l'époque de son mariage avec Charlotte de Lengefeld, les anciennes relations reprirent leur cours, et l'amitié ne fut jamais altérée.

La position de Koerner avait aussi changé. Nommé en 1790 conseiller d'appel à la cour de Dresde, il s'établit dans cette ville où il resta jusqu'en 1812. Une phase nouvelle s'ouvre dans son existence ; il sentait en lui la vocation d'écrivain et de penseur ; le travail forcé que lui imposaient ses nouvelles fonctions n'était pas son fait, et, quoiqu'il s'en soit acquitté avec l'approbation de ses supérieurs, ce fut plutôt par devoir et pour assurer le bien-être de sa famille qu'il resta fidèle à son poste. Occupé jusqu'alors de science pratique, d'industrie et d'économie politique, il se plaît maintenant au commerce des artistes et des gens de lettres ; les notabilités intellectuelles de son pays trouvent chez lui un accueil empressé. On a dit de la petite cour littéraire de Weimar que c'était le siècle de Louis XIV en famille ; on en peut dire autant de l'hospitalière maison de G. Koerner dont les habitudes contrastaient grandement avec la vie frivole de la haute société de Dresde à cette époque. Son salon était l'oasis dans le désert, suivant l'expression de Schiller. Ce magistrat lettré, ce digne patriote nous fait penser, dans une sphère plus restreinte, à ce ministre de Louis XVI qui prend plaisir à réunir autour de lui les écrivains nationaux et les hommes politiques, et dont la pensée doit réagir un jour si fortement dans l'esprit de son fils. Il

y a chez Kœrner le mélange d'austérité aimable, d'intelligence pratique, de tendances libérales qui caractérise le genevois Necker; Saxon de vieille roche, protestant luthérien convaincu, il impose à la fois le respect et l'affection par la solidité de ses principes, la pureté de sa conduite et la largeur de ses vues, qui lui permettent de se mouvoir librement dans le conflit des discussions avec les hôtes illustres qui se donnent rendez-vous chez lui. Ils ont été nombreux : à côté de Goëthe et de Schiller, nous rencontrons le poète Matthison, Auguste et William Schlegel, Herder, le musicien Zetler, le compositeur Fernando Paër, appelé plus tard à Paris par Napoléon I^{er} en qualité de maître de chapelle; le Talma de l'Allemagne, l'acteur Iffland, le poète malheureux Henri de Kleist, Arndt et le futur historien et biographe de Th. Kœrner, Charles Fœrster ont aussi, quelques années plus tard, trouvé un sûr asile dans la maison de Kœrner pendant la guerre de délivrance.

Il semble qu'on soit en droit de réclamer beaucoup de ces imaginations ouvertes à toutes les impressions par le contact journalier avec des individualités supérieures; l'histoire des lettres est là cependant pour nous démentir; ces esprits aimables, flexibles, qui nous étonnent dans leur conversation ou leur correspondance par l'étendue et la finesse de leurs aperçus, gagnent plus à être vus dans une demi-teinte discrète d'obscurité qu'au grand jour; rarement ils ont produit des œuvres de longue haleine. Kœrner a beaucoup ébauché et peu tiré de son propre fond; il s'est essayé dans des domaines très divers; son œuvre est fragmentaire, et, pour nous faire une idée de son activité comme écrivain, il faut avoir recours à des publications spéciales, difficiles à trouver aujourd'hui, aux premières feuilles littéraires qui virent le jour un peu partout à la fin du XVIII^e siècle en Allemagne. Kœrner avait reçu une forte instruction classique, comme Goëthe; il s'entretenait dans

ses souvenirs en lisant à ses heures de loisir Eschyle et Sophocle, Platon pour lequel il avait une préférence marquée; les littératures anglaise et française lui étaient familières; Calderrone, Lopez de Vega et les poètes allemands contemporains formaient le fond de ses lectures. En 1784, en l'absence du professeur Becker, il avait reçu à Leipzig les *Ephémérides de l'Humanité*; mais ce ne fut guère qu'à l'instigation de Schiller qu'il commença à écrire pour le grand public. Le poète avait reconnu en lui un critique pénétrant, sachant mieux comprendre et exprimer la pensée d'autrui que la sienne propre; aussi lorsqu'il voulut fonder la *Thalia*, il s'adressa tout d'abord à son ami. Cette revue contient de lui une traduction du *Mahomet* de Gibbon, et une dissertation sur la liberté du poète dans le choix de son sujet. A la même époque nous le voyons en rapport avec l'historien Huber, prêt à collaborer avec lui pour une histoire de la Fronde; il rassemble et classe en même temps pour Schiller des mémoires sur l'histoire d'Angleterre; l'Encyclopédie attirait aussi son attention et il se proposait d'en traduire quelques articles. Les lettrés et les poètes allemands furent tous plus ou moins philosophes, et lorsqu'en 1793 Schiller laissa de côté ces travaux historiques pour étudier Kant et son école, Koerner prit une part active aux travaux de son ami. A partir de l'année suivante, leurs lettres prennent de plus en plus la forme de dissertations philosophiques et littéraires dont ils consignent le résultat dans le *Journal des Heures* et l'*Almanach des Dames*, pour initier le public aux questions d'art et d'esthétique. On s'étonnera peut-être de l'importance accordée par les commentateurs modernes de Schiller à la critique de Koerner sur les œuvres du grand poète; il suffira de rappeler qu'à l'époque dont nous parlons, le goût public était loin d'être éclairé comme il peut l'être aujourd'hui, par des revues et des publications qui provoquent un échange

fécond d'idées entre l'écrivain et le lecteur : « Il n'y a pas, écrivait Goethe, de capitale pour le poète allemand. Son public est dispersé, et ne se compose que de quelques esprits d'élite qui savent estimer sa valeur, mais dont la voix se fait rarement entendre. L'église invisible a besoin d'un représentant ; autrement le poète se croirait dans un désert. » — « Ce représentant et ce guide », ce sage ami toujours rigoureux, inflexible, qui

Jamais sur nos défauts ne nous laisse paisibles,

les écrivains allemands le rencontraient encore plus difficilement que les auteurs du grand siècle en France dans ces petites capitales fermées à toute innovation artistique et littéraire ; heureux quand ils trouvaient dans les rangs de la bourgeoisie cultivée un caractère droit, un esprit de portée comme G. Kœrner ! Avec G. de Humboldt et Goethe, il a eu sur le talent poétique de Schiller la plus heureuse influence ; la critique de ses trois juges s'est exercée chacune dans un sens différent. Goethe, avec son calme olympien, tempère la fougue et l'exaltation du rival devenu son ami en lui inculquant le sens de la forme poétique qu'il possède à un si haut degré ; Humboldt cherche en philosophe l'évolution de la pensée du poète et l'esprit général de ses œuvres, tandis que Kœrner représente le tribunal de l'opinion publique qui juge les œuvres d'art en elles-mêmes et admire le beau partout où elle le reconnaît, sans lui demander son diplôme et ses papiers d'identité. Schiller se plaint un jour de ce que ses compatriotes se plaisent à enfermer l'art dans des cadres de convention, dans des formules strictes qui empêchent l'artiste de se mouvoir librement, comme la réformation avait enchaîné la pensée dans des dogmes sacrés et immuables, Kœrner non plus ne craint pas les hérésies

permises : « Un esprit ouvert à la poésie, écrit-il, conserve une certaine prédilection pour les premières impressions qu'il a reçues dans les beaux jours de la jeunesse. Il reste ordinairement fidèle à ses chères images du temps passé pendant toute sa vie ; il cherche toujours quelque chose qui leur ressemble, et un sentiment pénible se produit en lui lorsqu'il cherche à s'orienter dans ce sens-là parmi les œuvres de ses contemporains. Un pas de plus, et le dédain se fait jour contre tout ce qui n'est pas d'accord avec la théorie qu'il s'était formée selon son goût. Mais l'immense empire de l'art ne doit pas être limité par des vues étroites et exclusives. L'esprit libre ne doit pas se soumettre à des autorités, mais à des lois. Honorons donc toute création, alors même qu'elle ne réunit pas toutes les qualités qu'on lui voudrait voir, et sachons tenir éveillé en nous le sens artistique pour tout ce qui est méritant, afin qu'aucun des dons aimables que nous présente le poète ne soit perdu pour nous. Ce n'est pas dans les serres chaudes de la spéculation abstraite, mais sous le ciel libre de la réalité que prospère l'idéal ; le sens artistique devenu plus pénétrant et plus universel, familier avec les trésors de tous les temps et de tous les peuples, réclame du genre créateur et fait appel à des exigences que le meilleur artiste ne doit pas dédaigner. » — En lisant ces lignes qui font entrevoir une doctrine déjà large pour une littérature qui ne faisait que de secouer le joug des règles et de l'imitation étrangère, on croit entendre un critique contemporain ; qu'on nous permette, à titre de parallèle, la citation suivante empruntée à Maxime Du Camp : « Restreindre l'art, l'émonder, l'empêcher de s'étendre, le clore dans une formule, — classique, romantique, réaliste, sensualiste, idéaliste, naturaliste, peu importe, — c'est le diminuer, ne pas le comprendre et en faire une chose hiératique qui peut être intéressante, mais qui devient promptement insupportable. »

table. L'art ne vit que de diffusion. L'enfermer dans une règle, c'est l'étouffer ; il ressemble alors à ces plantes élevées dans les appartements : elles ne sont qu'une apparence et n'ont plus ni parfum, ni couleur. Les grands mots n'y font rien ; on peut invoquer le respect des traditions ou l'étude de la nature, rien n'équivaut à l'initiative individuelle. En art, en religion, en tout, il n'y a de fécond que la liberté. »

Parmi les correspondants de Kœrner nous trouvons le nom du musicien Zelter ; il échangea quelques lettres avec lui, dont quelques-unes sont de véritables dissertations musicales. La musique fut en effet le délassement favori de Kœrner jusque dans sa vieillesse ; Mozart avait été reçu chez lui, et plusieurs des hymnes et des ballades de Schiller et de Goëthe ont été mises en musique par leur ami commun. Zelter, ami de Goëthe, dont la correspondance a été publiée dès 1828, est un nom connu honorablement dans l'art ; mais, en dehors de l'Allemagne, ses œuvres n'ont joui d'aucune popularité. Artiste consciencieux, mais sans originalité, se renfermant dans l'étude de quelques maîtres de prédilection, il s'est attiré les sévères critiques de G. Kœrner qui pressentait la révolution qui devait s'accomplir aussi dans ce domaine. Jusqu'à cette époque, la musique allemande n'avait guère été que de la musique spirituelle dont les plus glorieux représentants étaient Sébastien Bach et Hændel. Entraînés par le courant général, quelques amateurs voulaient doter leur pays d'un opéra national à l'exemple de la France et de l'Italie dont la musique avait alors une vogue incomparable en Europe. C'est à cette tentative que se rapportent les efforts faits à Hambourg par plusieurs directeurs du théâtre, mais sans succès. Il y avait là aussi une période de *Sturm und Drang* à traverser, et cette période ne devait se terminer que par l'avènement d'un génie universel qui, profitant des expériences de

ses devanciers, produira des œuvres dans tous les genres ; ce que Goethe avait fait dans la poésie, Mozart l'accomplissait dans la musique, et Kœrner encore ici se montrait critique pénétrant en prescrivant à l'artiste comme au poète un champ d'études plus vaste à parcourir pour le mettre à même de traduire par les sons les impressions les plus diverses ; car pour lui, comme pour Rousseau, c'est avant tout à l'âme que la musique s'adresse. Outre les travaux dont nous avons parlé plus haut, Kœrner avait conçu le plan d'un opéra *Alfred*, qui fut repris par son fils Théodore.

Les rapports de Goethe avec Kœrner ont été moins suivis et moins intimes qu'avec Schiller. Nous savons cependant que Goethe faisait grand cas du jugement de Kœrner dont les lettres lui étaient souvent communiquées ; il ne dédaigna même pas d'insérer dans le *Journal des Heures* l'appréciation de celui-ci sur le roman de Wilhelm de Meister, dont le plan était finement analysé et même refait à nouveau. Le journal des *Heures* n'avait pas répondu à l'attente des auteurs ; pour réveiller le monde littéraire de sa torpeur, et pour se venger de l'indifférence générale par des épigrammes, Goethe communiqua à Schiller le projet de faire paraître dans l'*Almanach des Muses* de 1797 une attaque dirigée contre les journaux littéraires et les écrivains médiocres ; telle est l'origine des *Xénies*, que Goethe appelait des renards enflammés lancés dans le pays des Philistins. Kœrner fut un des rares intimes que l'on admit à cette croisade littéraire qui n'a d'intérêt que pour un Allemand, car ses allusions, comme celles de l'art poétique de Boileau, exigent un commentaire pour être comprises. Bon nombre de ces épigrammes ont été composées à Iéna, où les familles Kœrner et Schiller se donnaient rendez-vous avec Goethe. Jusqu'à midi, les trois amis restaient entre eux, devisant, discutant et riant si fort que les dames, dans une salle

voisine, se demandaient avec effroi quelle victime on immolait aux muses. A l'heure du diner, on se réunissait ; on échangeait les souvenirs du temps passé ; Dora Stock rappelait malicieusement à Goëthe ses méfaits d'étudiant à Leipzig. Le poète goûtait fort sa conversation et ses innocentes taquineries, et c'est en souvenir de cette heureuse époque qu'il a donné le nom de Dora à deux de ses héroïnes ; « quand vous lirez cette idylle (*Alexis et Dora*), au commencement de l'*Almanach des Muses*, écrivait-il à Kœrner (1796), pensez aux bonnes heures dans lesquelles elle prit naissance », il y pensait lui-même encore lorsqu'il écrivait *Hermann et Dorotheë*. Kœrner entre-tint aussi une correspondance avec Goëthe, qui protégea les débuts du fils dans la carrière dramatique ; quant à Schiller, il le vit pour la dernière fois en 1801, à Dresde, où il resta du 9 août au 1^{er} septembre, habitant à Loschwitz, dans une maison que l'on voit encore aujourd'hui. Le 12 septembre, les deux familles se rendirent à Leipzig pour assister à la représentation de *Jeanne d'Arc*. Quoique les acteurs fussent médiocres, la salle était comble ; à la fin du premier acte, la foule acclama l'auteur, et se pressait respectueusement sur son passage à l'issue du spectacle. Dès les années suivantes, la santé de Schiller empira ; il semble, dans la dernière lettre qu'il adresse à Kœrner, renaître un instant à l'espérance ; la réponse de ce dernier est datée du 5 mai 1805 ; le 9, Schiller avait cessé de vivre. Kœrner réunit et classa sans tarder les lettres de son illustre ami ; cette collection renferme aussi la lettre de condoléance qu'il écrivit à M^{me} de Schiller et la réponse de G. de Humboldt, alors à Rome, datée de cette ville le 5 juin de la même année. La veuve du poète lui remit en 1809 tous les documents nécessaires pour une édition des œuvres complètes de Schiller. Kœrner lui proposa de les faire précéder d'une notice biographique, comptant sur la colloba-

ration de G. de Humboldt ou de Goëthe; ce ne fut qu'après le refus de l'un et de l'autre qu'il se mit lui-même à l'œuvre. Cette biographie est restée la source de toutes celles qui suivirent, et en particulier du livre de M^{me} de Wolzogen (*Vie de Schiller retracée d'après les souvenirs de sa famille*) qui a consulté avec fruit les notes de Kœrner; ce travail est un des meilleurs guides pour ceux qui voudront connaître intimément l'homme, le prosateur et le poète.

II

A la mort de Schiller Kœrner était âgé de 49 ans; sa fille Emma en avait 18, et son fils Charles-Théodore né en 1790, entrait dans sa 15^e année. Ce n'est point exagérer que d'attribuer en partie au brillant entourage et à la conversation du père le prompt développement des enfants; ils paraissent d'ailleurs avoir hérité du tempérament et des aptitudes de leur aïeul maternel; la nature impressionnable et ardente du graveur Stock se retrouve chez le futur poète national. Théodore Kœrner eut une enfance malade qui inspira des craintes sérieuses à ses parents; jusqu'à l'âge de 8 ans il fut élevé dans une complète liberté; son père fut son premier ami et son premier maître. Lorsque sa santé permit de l'astreindre à un système d'éducation plus régulier on le mit à l'école, en le confiant néanmoins à un précepteur du nom de Küttner, pour lequel l'enfant n'eut jamais qu'une médiocre affection. Doué d'un cœur sensible, d'une imagination très vive, facile à s'exalter, jointe à une volonté très-arrêtée, Théodore n'eut pas d'abord grand goût pour l'étude des langues et des littératures, tant anciennes que modernes; son antipathie pour le français

est déjà marquée; en revanche l'histoire, les mathématiques et les sciences naturelles avaient pour lui grand attrait. Il va de soi que les poésies de Schiller furent ses premières lectures; on lisait ses drames en famille, et Théodore se passionnait dans les rôles qu'on lui attribuait; une lettre du père nous apprend que le manuscrit de Guillaume Tell, auquel Schiller avait mis la dernière main en 1804, fut lu de cette façon pour la première fois par Kœrner et ses intimes. Les comédies de Kotzebue étaient alors fort en vogue; malgré l'antipathie et le mépris qu'on professait déjà ouvertement pour l'auteur, la famille se divertissait souvent des représentations que lui donnaient Emma et Théodore. On nous a conservé les premiers vers que composa celui-ci à l'âge de 13 ans, à l'occasion du départ de son précepteur qui se rendait à Yverdun auprès de Pestalozzi; c'est une parodie de la pièce de Schiller *Le Départ d'Hector*. Non content de cette boutade, Théodore lança contre le pauvre maître, à titre d'épigramme, les abominables vers français que voici :

Küttner a le plus beau dessein ;
Küttner s'en va à Yverdun ;
Sa philanthropie est extrême :
Il veut — il est pasteur des âmes —
Sauver les cœurs des belles dames
En les retenant pour soi-même.

Quand le moment fut venu de choisir une carrière, Théodore, à l'âge de 17 ans, se rendit à l'école des mines de Freyberg. Quoique son père eût déjà pressenti sa future vocation de poète, il le vit avec satisfaction embrasser une carrière pratique ; sans décourager les goûts du jeune homme, craignant que de premiers essais ne le détournassent de sa véritable voie, il lui rappelle sans cesse dans ses lettres le travail incessant

auquel l'artiste est soumis, et lui prodigue les plus judicieux conseils sans affectation, sans pédanterie, en le tenant au courant des incidents de la vie de tous les jours, des intérêts de la famille ; Théodore de son côté se montre docile et confiant dans la direction éclairée de son père , à qui il communique ses moindres impressions, ses plans d'avenir ; on dirait deux compagnons d'âge, tant on sent d'abandon et d'effusion dans ces causeries intimes.

L'enfant maladif est devenu un robuste jeune homme endurci à la fatigue par de longues courses et des voyages. Il s'exerce dans la partie pratique de son art, comme le plus ordinaire des ouvriers mineurs ; dès 4 heures du matin il descend dans les galeries souterraines, d'où il revient pour entendre des cours de chimie, de physique et de mathématiques. Dans les visites imprévues à la maison paternelle, il s'achemine gaiement, nouveau troubadour, une guitare à la main, tout entier au commerce des muses, composant odes et ballades. Son père l'associe à la publication des œuvres de Schiller ; dès lors sa vocation se révèle, et, sous l'inspiration des hommes de lettres qui fréquentent son foyer, il se décide à tenter la fortune en livrant à la publicité ses premiers essais poétiques. Ce fut en 1809 que parut ce recueil sous le titre de *Knospen* ; pour un poète de 19 ans le succès paraissait douteux ; Gottfried Körner n'était pas sans inquiétude sur la valeur des débuts de son fils. Il copie sans relâche le manuscrit qu'il charge d'annotations et de remarques grammaticales ; il le met en garde sur les exigences de la critique : « Ne sois pas étonné, lui écrit-il, de rencontrer des épines à ton entrée dans le monde littéraire ; il m'est dur de faire le métier de critique contre toi, tu peux m'en tenir bon compte ». Ces appréhensions pourront paraître exagérées, puériles même ; elles s'expliquent cependant par les événements et les tendances du public d'alors. L'école classi-

que était déjà en butte à des attaques qui ne sont que le prélude de l'orage qui éclatera en 1830, au moment où la Jeune Allemagne lèvera très haut l'étendard de la révolte; Schiller et Goëthe n'avaient pas satisfait tout le monde; ce dernier surtout, comme nous le verrons, avait rencontré de violents détracteurs. On se plaignait de son attitude froide et réservée dans les événements de 1806, et, la passion s'en mêlant, on s'en prenait à ses œuvres et à son théâtre; c'est ainsi que la *Gazette littéraire* de Halle ne craignit pas de publier des articles violents dans lesquels elle risquait un parallèle insultant entre le poète de Weimar et Frédéric Schroëder, comédien et dramaturge médiocre, aujourd'hui tombé dans l'oubli, qui essaya, sous l'inspiration de Lessing, de populariser Shakespeare au théâtre de Hambourg; la *Gazette littéraire* de Iéna, organe de Goëthe, restée fidèle aux traditions classiques, s'efforçait de lutter contre le courant. On comprendra facilement l'anxiété d'un jeune débutant que ses relations et ses souvenirs de famille rattachaient étroitement aux deux maîtres.

Le recueil des *Knospen* fut apprécié dans l'*Almanach des Muses* par Amédée Wendt, ami de Chr. Kœrner, qui professait encore la philosophie à l'Université de Gœttingue en 1829. M. Jonas cite de lui quelques lettres adressées au père et au fils: Wendt reproche à notre poète de suivre Schiller de près, et le met en garde contre le style imagé et à effet. Théodore sentit que la critique était méritée, et le pria d'être encore plus sévère dans ses jugements. La même observation lui fut faite par un de ses anciens maîtres, Jean Dippold, professeur d'histoire à Danzig. « Laissez pour un temps l'aimable Schiller, écrivait-il à son élève, et étudiez Goëthe à fond. La réflexion, le raisonnement appartiennent à la philosophie; elles doivent être étrangères à l'art ». — Un poète lyrique peut s'ins-

pirer d'une idée abstraite qu'il exprimera sous les couleurs les plus vives, en évitant d'outrer sa pensée par la recherche de la forme. Cette exagération et cette recherche se montreront dans des tours étranges et des images qui n'en sont pas ; on y sentira trop la main de l'homme, et la nature ne s'y reflétera pas assez. Ce désaccord entre le fond et la forme se retrouve quelquefois chez les lyriques allemands ; les premières productions de Schiller n'en sont pas exemptes, et son jeune et enthousiaste disciple n'a pas non plus évité ce défaut. L'inspiration vraie manque dans les quatre sonnets sur « *l'Amour et l'Harmonie de l'Amour* » ; l'expression est correcte, mais pâle et un peu prosaïque, et le ton est encore didactique et sententieux. C'est dans la pièce intitulée « *Langueur de l'Amour* » (*Sehnsucht der Liebe*) que l'on remarque un talent déjà plus mûr. Le poète chante les joies et les douleurs de l'amour qui sommeille toujours dans le cœur de l'homme, l'entraîne et l'égare dans les sentiers inconnus, tandis que la nature calme et sereine poursuit sa marche invariable. Voici quelques strophes qui pourraient tenter un traducteur français :

« Comme la nuit avec son frémissement sacré envahit la terre silencieuse ! Comme elle berce paisiblement dans le doux sommeil les ressorts de l'âme, la force exubérante et la vie ! Mais la mélancolie avec ses douleurs toujours nouvelles s'élève dans mon cœur. Quand tous les sentiments sommeillent assoupis en lui, lorsque la peine et le plaisir sont muets dans l'âme, la langueur de l'amour ne sommeille jamais, la langueur de l'amour veille matin et soir.

« Doucement, comme les sons d'une harpe éolienne, une brise légère m'effleure de son souffle. La lune brille, gracieuse et amie dans sa sereine beauté, la nuit poursuit sa marche silencieuse. Mais l'amour entraîne les sens enivrés dans les

orageux sentiers. Comme toutes les forces se déploient avec violence ! Hélas ! il a disparu le repos du cœur, la langueur de l'amour ne sommeille jamais, la langueur de l'amour veille matin et soir ! »

Au jugement de Goethe, ce qui manquait aux jeunes poètes d'alors, c'est que leur disposition, leur état personnel n'offrait rien d'original, et qu'ils ne savaient pas retrouver dans le monde extérieur la matière de leurs chants. Cette observation se justifie, si l'on considère que dans la littérature allemande la critique a précédé et enfanté le génie, et que les premiers poètes ont été aussi des théoriciens qui cherchaient à dégager leurs contemporains d'une imitation servile de l'étranger. Kœrner s'est affranchi de ces entraves ; on voit chez lui les émotions de l'âme associées au spectacle de la nature, la muse toute moderne de la mélancolie apparaît enfin dans la poésie allemande comme elle l'avait déjà fait en France avec Rousseau. Profitant des expériences de ses devanciers, si riches en épithètes choisies et en descriptions, il a laissé cette fadeur sentimentale qui faisait dire à Boileau que beaucoup de poètes n'ont jamais souffert que par métaphore.

Les amis de la littérature allemande se rappellent les belles pièces de Schiller : « *Les Dieux de la Grèce* », « *L'Anneau de Polycrate* » qui tiennent à la fois du drame et de l'épopée. C'est à cette manière que se rattache Kœrner dans le poème d'*Amphiaraüs*. Le devin engagé dans l'expédition contre Thèbes, se voyant trahi, sent venir l'heure suprême et se prépare à mourir en brave pour laisser un exemple à la postérité ; le Dieu engloutit son char sous la terre, et le bruit de la foudre est un gage de son immortalité. Le sujet lui-même ne manque pas de grandeur, mais il eût exigé des développements plus longs, une mise en scène plus saisissante, comme dans les « *Grues d'Ibycus* » ; au lieu d'une pièce de cinq strophes, il fallait

une épopée et des personnages, au lieu qu'ici tout se réduit au monologue d'Amphiaräus. En revanche, le poète a pleinement réussi dans le *Diologue de Brutus et de Porcia* qui semble faire pendant aux Adieux d'Andromaque et d'Hector. Ici, la note change ; le souffle patriotique et guerrier y fait pressentir l'auteur des *Chants de la Lyre et de l'Epée* et de *Zriny*. La mort pour la liberté, la honte de l'esclavage sont exprimées dans des vers d'une inspiration vraiment cornélienne, qui rappellent aussi l'art de Shakespeare encadrant dans des scènes de tumulte populaire les drames intimes de la famille :

« PORCIA. Fier Brutus, peux-tu te séparer de moi, les joies de l'amour ne te retiennent-elles plus ? Tu t'élances impétueusement loin des bras de ton épouse ; tu es heureux quand les armées s'entrelacent, quand les épées s'échauffent, rougies par le sang ; le cri du meurtre est ton plaisir !

BRUTUS. Femme, le bonheur de la paix n'est pas mon partage ; je puis commander à des héros, mais non pas à des esclaves ; une force redoutable me pousse dans la mêlée des lances et pour un but lointain ; je me fraie sûrement un chemin à travers le tumulte de mort, à travers la nuit d'airain du combat.

PORCIA. Et n'aurai-je pas un époux à pleurer ? Il s'élance en combattant dans le royaume des ombres, sans donner une pensée aux siens. Lors même qu'il succombe aux puissances du destin, la liberté rayonne pour lui dans les ténèbres de la mort, et son bonheur est de mourir dans le combat.

BRUTUS. Oui, Porcia, je pense aux miens ; mais l'homme ne peut se plaindre, ni pleurer, il doit combattre comme son cœur lui commande. Lors même que le monde s'écraserait sous lui, lors même que Hadès vomit des flammes empoi-

sonnées, il reste debout, ferme comme un rocher dans la mêlée.

PORCIA. Mais si tu tombes, qui doit sauver ton épouse ? Qui la délivrera des chaînes maudites, quand l'ennemi viendra briser les lauriers de la victoire ; la femme est née pour souffrir, l'homme est né pour les armes ; je ne sais qu'aimer et non pas mourir..... Ecoute : déjà la mort s'approche pour les fils de Rome ; comme le bruit des cymbales et des trompettes éveille l'angoisse dans mon cœur ! Dans des songes sanglants, un fantôme se dresse vers moi, je te vois transpercé de ta propre épée.

BRUTUS. Espère fermement jusqu'à ce que les aigles soient abattues, jusqu'à ce que les champs boivent le sang de notre cœur et que la tyrannie brise ses chaînes. Le bonheur seul, mais non pas la gloire peut changer.»

Dans les dernières pièces de ce recueil, le poète revient à la simplicité et au naturel pour retracer quelques impressions de jeunesse lors d'un séjour en Silésie. Les *Souvenirs de Silésie* sont des poésies fugitives, de petits tableaux qui ne forment pas l'objet d'un long développement. Goethe et Heine après lui ont donné l'exemple de ces courtes productions dans lesquelles la vue d'une montagne, d'un fleuve éveille tour à tour la joie et la mélancolie, évoque les formes et les couleurs, les êtres vivants et la patrie, la patrie surtout, avec les souvenirs et les gloires du passé. Kœrner y revient toujours avec prédilection, et fraie ici la voie au moyen âge dont l'école romantique allait bientôt ressusciter les souvenirs ; c'est dans le *Schreckenstein et l'Elbe*, longue pièce dialoguée que l'on saisit cette inspiration. Avant G. Sand, le poète a vu en imagination cette élévation semée de rochers et de ruines qu'il était difficile de distinguer les uns des autres,

tant la main de l'homme jalouse de celle du temps y avait été destructive. Ce n'était plus qu'une montagne de débris, où jadis avait été brûlé le célèbre chef Calixtin, Jean Ziska....; le village incendié avait éclairé la marche et l'assaut des Thaborites; la colline abandonnée et le village avaient été appelés Schreckenstein, c'est à dire pierre d'épouvante. L'auteur de *Consuelo* se rencontre ici avec le poète allemand; tous deux ont été saisis du contraste que l'imagination peut commenter en présence des forces de la nature et des souvenirs encore parlants de l'histoire. Il est à regretter que cette veine d'inspiration n'ait pas été plus profondément exploitée par notre poète, qui avec ses ardentes convictions patriotiques eût rouvert à la muse allemande les drames de la Réforme et de la guerre de Trente-Ans. Lorsque à distance on relit ces vers sur un coin écarté de la Bohême, on se demande avec quels accents il aurait célébré le Rhin, la cathédrale de Cologne, la riante nature de la Souabe. Henri Heine saluant à son retour de l'exil le grand fleuve allemand nous éblouit par sa verve et sa grâce, son lyrisme puissant; il nous refroidit par son persiflage qui ne recherche dans le passé que des allusions cruelles au présent. L'honnête Kœrner n'a pas connu le scepticisme de cœur de son brillant compatriote; s'il s'élève moins haut, l'absence du génie est remplacée par la noblesse des sentiments, la délicatesse du goût et la rectitude de la pensée; pour ces poètes dont la mort a si vite tari la veine, on est toujours disposé à rêver un grand avenir, et devant la critique ils jouiront du privilège de voir vanter leurs premiers essais.

III

En 1810 Kørner quitta Freyberg pour suivre la carrière universitaire. Les villes les plus fréquentées par la jeunesse académique étaient Tubingue, Gœttingue, Berlin et Leipzig ; Kørner se décida pour cette dernière et s'y rendit au mois d'octobre de la même année. Son père ne l'avait pas vu partir sans appréhension, car les étudiants de Leipzig étaient en fort mauvais renom ; l'antipathie contre les *Philister* était à l'ordre du jour, et les sociétés académiques entretenaient entre elles un jeu toujours ouvert d'hostilités. Aussi les débuts de Théodore furent loin d'être satisfaisants. Une lettre d'un témoin oculaire nous le montre se promenant dans les rues, le visage balaféré, coiffé d'une casquette de drap rouge, un ruban rouge, blanc et noir passé sur la poitrine, tenant d'une main une longue pipe, appuyé de l'autre sur le bras d'un camarade. Son manque de tenue le fait exclure de la bonne société, et il se plonge plus que jamais dans la vie fouguese du *Bursch*. Ses amis ont auprès de lui caisse ouverte ; il met en gage, fait des dettes, et à la suite de plusieurs duels il est une première fois mis aux arrêts. Condamné à 6 mois de détention au carcer, il croit pouvoir s'y soustraire en se sauvant à Berlin ; mais là encore, il se trouve sous le coup de la loi universitaire, et, pour éviter de nouvelles complications, son père ne songe plus qu'à l'éloigner et le fait partir pour Vienne. Cette époque orageuse n'eut heureusement pas de conséquences fâcheuses pour l'avenir, grâce à la douceur et à la prudente sévérité de Christian Kørner. A Berlin Théodore avait entendu les cours de Schleiermacher, de Fichte et de Niebuhr, sans toutefois renoncer à la poésie ; c'est à Vienne que sa vocation allait se déci-

der. Là, comme à Berlin, le théâtre et la musique avaient plus d'attraits que les études régulières. Vienne était déjà ce qu'elle fut plus tard en 1830, un centre lettré où l'esprit de conversation et de sociabilité se développait plus librement que dans d'autres capitales; Koerner s'y vit bientôt introduit dans les cercles brillants, le monde des artistes et des poètes qui se groupaient autour des chefs de la nouvelle école romantique, Frédéric et W. Schlegel, Guillaume de Humboldt, dans la maison duquel il trouva toujours la plus large hospitalité. Sous l'influence de ce milieu, ses études prirent une direction différente. Il revint aux langues et aux littératures anciennes, et à l'histoire qui devait être pour lui un moyen plutôt qu'un but, et, dans une lettre datée du commencement de 1812, il informe son père du projet arrêté par lui de se vouer au théâtre. Le drame de *Conradin* devait être son premier début, et un voyage en Italie lui semblait un complément indispensable pour sa nouvelle carrière; il comptait cependant avec l'éventualité de la guerre dans le cas où le cabinet de Berlin se rallierait à la France. Christian Koerner ne fut qu'à moitié content en voyant ses plans encore déjoués : faire de la marchandise courante pour le théâtre de Vienne ! Assurément son fils était né pour quelque chose de mieux ; mais enfin, il fallait s'y résoudre ; le 17 Janvier on avait représenté pour la première deux pièces de Théodore : *La Fiancée* et *le Domino vert* qui furent vivement applaudies, grâce au talent d'une jeune actrice, Antonie Adamberger. Elles obtinrent l'honneur de plusieurs représentations et la critique théâtrale prodigua à l'auteur les plus flatteurs encouragements. Dans son orgueil paternel, Christian Koerner oubliait son mécontentement : « Ce n'a pas été une petite fête pour nous que de voir ton nom sur les affiches et d'apprendre tes succès, écrivait-il à Théodore à quelque temps de là. Le

temps n'est pas toujours beau sur le Parnasse; jouis de la lumière du soleil, autant qu'elle durera, et ne perds pas courage si le ciel se voile. A Vienne, tu as à faire avec un public amoureux de vie et de changement, et qui ne s'en tiendra pas à la première impression, si agréable soit-elle ». Cette faveur du public, le jeune poète dramatique sut se la concilier par les productions les plus variées; il nous dit lui-même que la masse des sujets qui se présente à son imagination l'empêchent de travailler avec le repos d'esprit nécessaire. Sans avoir la prétention de donner la liste intégrale de ses œuvres, nous empruntons au livre de M. Jonas les renseignements suivants. Vers la fin de 1811 il avait composé les deux comédies de la *Fiancée* et du *Domino vert*, un texte d'opéra la « *Fille du Pêcheur* » pour le compositeur Steinacker; le 8 Janvier de l'année suivante il avait fait représenter le *Veilleur de Nuit*, qui est peut-être sa meilleure comédie; quelques jours après parut son premier drame en vers, les *Fiançailles de St-Domingue*, d'après une nouvelle de Kleist; en mars, il ébauche *Zriny* qu'il achève trois mois plus tard; la comédie du *Cousin de la Brême*, les drames de *Hedwig*, *Rosamonde*, l'opéra des *Mineurs*, ont été composés en 1812. En février 1813 il travaillait au drame *Joseph Heyderich*; enfin, si l'on ajoute encore les plans qu'on retrouva dans les papiers de l'auteur après sa mort, tels que *Conradin*, *Ferdinand*, le *Dévouement de Décius*, des textes d'opéras tels que *Ulysse*, *Faust*, *Rosamonde de Lombardie*, on pourra se faire une idée de la fécondité de sa veine dramatique. Il paraît avoir renoncé momentanément à la poésie lyrique. Une excursion faite en compagnie de Humboldt au champ de bataille d'Essling lui inspira la ballade *Vive la maison d'Autriche*, à laquelle succéda de nouveau un hymne patriotique *Sur le champ de bataille d'Aspern*.

Ces deux pièces furent adressées avec quelques distiques au vainqueur d'Aspern, l'archiduc Charles, qui après le succès de *Zriny* (janvier 1813) accorda une audience au jeune auteur. Dès lors la carrière de Théodore n'est qu'un triomphe ; l'aristocratie viennoise lui ouvre ses salons, et se presse aux lectures intimes où il soumet ses premières productions à une société d'élite. Fiancé avec Antonie Adamberger, l'interprète de ses rôles de femme, qui n'est pas sans influence sur son talent, il jette un regard confiant sur l'avenir. « Le 23 septembre, — écrivait-il à son père en 1812 lors de son anniversaire, le dernier qu'il devait célébrer, — ne m'a jamais trouvé aussi heureux ! » Un nouveau bonheur l'attendait l'année suivante. La direction des spectacles de la cour avait été confiée au poète Alxinger ; après la mort de ce dernier, en 1797, Kotzebue lui avait succédé dans ce poste où il avait réussi à se faire pensionner de la bonne façon. Lassé de l'opposition qu'il trouvait dans l'opinion publique, il se décida à passer en Russie : Théodore Koerner était tout désigné pour la place laissée vacante. Aux termes du contrat conclu pour trois ans, daté du 1^{er} janvier 1813, et signé neuf jours après, il s'engageait à écrire chaque année deux grandes pièces et deux comédies. C'est dans cette période trop courte, mais la plus brillante de sa carrière, que nous allons le suivre.

Après Schiller et Goethe, le théâtre allemand puise à trois sources ses sujets d'inspiration : les événements de la vie réelle, l'histoire et les traditions classiques. Le premier motif avait donné le genre intermédiaire du drame bourgeois, mis à la mode par Lessing et Schiller ; après eux, les quelques œuvres qu'il suscite ne sont guère qu'une suite de tableaux, de scènes compliquées qui lassent et refroidissent le spectateur. Les sujets empruntés à l'antiquité n'ont pas joui de la vogue et de la popularité qu'ils ont eues en France pendant le grand

siècle ; un instant Goëthe dans son *Iphigénie*, Schiller dans les traductions des *Phéniciennes* et de l'*Agamemnon* d'Eschyle, de la *Phèdre* de Racine, avaient montré l'effet que produisent sur le public de belles imitations ; mais ce succès ne fut qu'éphémère ; la tragédie historique reparait sur la scène et accapare les suffrages avec les drames de famille et les péripéties intimes, dont quelques-unes reproduisent des canevas antiques. Mieux renseignés que M^{me} de Staël, nous pouvons apprécier aujourd'hui toute la portée de la première école romantique, sans mettre sur le même plan, comme le fait l'auteur de l'*Allemagne*, des auteurs qui n'ont acquis qu'une notoriété secondaire, analogue à celle de Crébillon en France. Comme ce dernier, Zacharias Werner a pris le sombre et le terrible pour le pathétique dans la tragédie d'*Attila* ; le drame fataliste de Grillparzer, *Le 24 Février*, les trop nombreuses productions d'Iffland, de Müllner et de Kotzebue ne se recommandent guère que par l'effet théâtral et l'entente de la scène. Pour trouver une conception puissante, le langage du cœur et de la passion, il faut reprendre les œuvres d'Henri de Kleist et de Théod. Körner. Il y a entre eux plusieurs points communs ; l'un et l'autre respirent l'enthousiasme patriotique et guerrier ; si le premier est le plus connu, même pour des lecteurs français, la critique n'a pas été juste envers le second ; on ne mentionne aujourd'hui que pour mémoire les drames de Th. Körner, *Zriny* seul a survécu. On peut même se demander s'il n'est pas téméraire de les sauver de l'oubli. La part des circonstances atténuantes est facile à faire : la jeunesse de l'auteur, sa vie trop courte, l'état social et politique de son pays, le public auquel il s'adressait expliquent assez pourquoi la postérité a laissé dans l'ombre cette seconde face de son talent.

C'est après 1815 que le théâtre recommença à fleurir,

« après la réunion des membres dispersés de l'Allemagne ». Les petits centres, les résidences provinciales ont toujours agi d'une manière fatale sur la littérature dramatique ; elles ont par-dessus tout empêché l'essor de la critique. Il n'y avait plus de ces théoriciens de génie qui prissent à cœur, comme l'auteur de la *Dramaturgie*, de former le goût du public par un contrôle judicieux et sévère exercé sur les œuvres d'imagination, pour y retrouver l'expression générale des traditions de l'art qui relie entre elles les générations ; le public venois, dans les premières années de ce siècle, était préparé à recevoir ces impressions, qui agissent à leur tour sur les inspirations de l'artiste et l'encouragent à produire ; il n'a pas été trop injuste, il est vrai, à l'égard de Théodore, qui, s'il n'a pas eu le temps de donner sa mesure, a voulu essayer ses forces sans guide, les yeux fixés sur les modèles vénérés de la première génération de poètes vraiment nationaux.

Tony est la première en date des compositions dramatiques qui attirèrent sur lui l'attention. Cette pièce, en trois actes et en vers, est tirée de la nouvelle d'Henri de Kleist, *les Fiançailles*. L'action se passe à Saint-Domingue, en 1803, pendant la révolte des nègres contre les blancs. De sanglantes représailles ont anéanti tout sentiment d'humanité ; une métisse du nom de Babeckan, séduite et abandonnée par un colon français qui l'a rendue mère d'une fille nommée Tony, étend à toute une race des sentiments de vengeance, qu'elle ne peut cependant faire partager à son enfant. Un jeune officier, Gustave Stromly, échappé à un massacre, vient demander asile à Babeckan, qui, sous les dehors de l'hospitalité, médite un sinistre projet. Mais Tony, qui a pénétré les desseins de sa mère, ne songe plus qu'aux moyens de sauver l'étranger ; elle s'apprête à mettre à exécution un plan d'évasion, lorsque la maison est cernée par une bande de noirs ; Gustave, fait

prisonnier, est sur le point de succomber sans l'habileté de Tony, qui, dissimulant devant les siens sa pitié et son amour pour un blanc, se met secrètement en campagne, et rallie les restes de la petite troupe envoyée à la recherche du jeune homme. Une lutte acharnée s'engage, dans laquelle l'héroïne tue de sa main Hoango, le chef nègre, et délivre le prisonnier, qui répond à son amour en la prenant pour épouse. Telle est en substance la donnée d'une pièce remplie de situations fortes et touchantes, que la censure voulait cependant modifier, et avec raison. L'opposition des caractères, le procédé des contrastes y est trop souvent employé ; les personnages de la mère et de la fille, la perversité et la grandeur d'âme éveillent, quoique dans des situations bien différentes, un lointain rapprochement entre le père et le fils de *Cabale et Amour*. Mais on ne saurait refuser à l'imitateur le mérite d'avoir su habilement exploiter l'antagonisme de race comme ressort dramatique ; Tony, la jeune libératrice, reste une gracieuse création ; dans des proportions restreintes, elle évoque le souvenir de l'héroïne française, que le poète de Weimar avait entrepris de réhabiliter. Jeanne d'Arc apparaît sentimentale et amoureuse sur la scène ; Tony, plus modeste et plus passionnée à la fois, ne s'abandonne pas au vague lyrisme que l'on a plus d'une fois reproché aux poètes romantiques ; dans l'époque de crise nationale où nous sommes, il eût été facile à l'auteur de glisser quelque allusion à la politique du moment ; Kœrner le fera plus tard ; il ne l'a pas fait alors, et l'on ne peut que lui en savoir gré. Ce premier début valut à Christian Kœrner une lettre flatteuse de Goëthe, qui s'empressa de faire représenter *Tony* à Weimar et s'occupait lui-même, avec son activité ordinaire, des décors et de la mise en scène (octobre 1812) ; à Vienne, le public s'était montré aussi fort enthousiaste ; Théodore écrit au mois de

juin de la même année que sa pièce en est à la neuvième représentation. Encouragé par ce succès, il s'essaie dans le drame historique, et compose, à un intervalle très rapproché, *Rosamonde* et *Zriny*, rajeunissant dans deux pays opposés les vieilles chroniques du moyen-âge.

Rosamonde, la fameuse maîtresse de Henri II, roi d'Angleterre, était en butte à la jalousie d'Eléonore de Guyenne, son épouse, qui se défit de sa rivale ; la version la plus accréditée raconte que le roi cachait sa maîtresse dans le château de Woodstock, et qu'Eléonore s'y étant rendue secrètement la fit périr de ses propres mains. De ce fond Koerner a su tirer une action émouvante, quoique un peu compliquée. Lassé d'une union qu'il n'a contractée que par politique, Henri a enlevé une jeune fille noble, Rosamonde Clifford, à qui il dissimule son véritable titre ; il l'épouse secrètement, et vient goûter les joies de la famille auprès d'elle et des enfants qui sont nés de cette union. Cette idylle amoureuse, épanouie au milieu de compétitions coupables, et dans un temps où l'avenir de la royauté est déjà compromis, est d'une heureuse invention et prépare l'intérêt ; dès le début Rosamonde conquiert toutes les sympathies ; il ne s'agit plus que de la grandir en opposant sa faiblesse et sa beauté à une reine impérieuse et vindicative ; on le voit, Elisabeth et Marie Stuart se sont d'elles-mêmes présentées à l'imagination du poète. Comme la reine d'Ecosse, Rosamonde est gardée dans son château par Thomas Nesle et son fils George, serviteurs dévoués à Henri. Un hasard de la chasse conduit Richard, un des fils du roi, dans cette retraite ; trompant la vigilance des gardiens, sans connaître le secret de son père, il parvient à s'introduire auprès de Rosamonde, à laquelle il fait l'aveu de sa passion. Une première fois, elle le repousse avec indignation, sans rien dire à Henri ; mais, dans une seconde tentative, Richard se

rencontre avec son père. Cette fatale découverte, tout en brisant le cœur de la jeune femme, l'élève au sublime; elle immole généreusement son amour, et se décide à rompre des liens qu'elle avait crus jusqu'alors légitimes. Cependant, Eléonore a deviné qu'elle était trahie, et veut tirer une vengeance éclatante en excitant ses fils à la révolte; Richard, indifférent d'abord, se met à la tête d'un parti qui rêve de détrôner Henri II; il revient cependant à des sentiments meilleurs et implore le pardon de son père. La rupture des deux souverains a déjà provoqué un meurtre : Thomas Nesle est mort empoisonné par un émissaire de la reine, qui s'est rendue sur-le-champ à Woodstock avec des hommes d'armes. A cette nouvelle, le père et le fils, mus par un même soupçon, accourent pour empêcher l'exécution d'un sinistre dessein. La dernière scène est digne d'un maître; les deux femmes sont en présence. Eléonore, après s'être assurée des enfants de Rosamonde, lui présente une coupe empoisonnée en la menaçant d'égorger sous ses yeux ses enfants si elle se refuse à la vider. Rosamonde, expirant entre les bras des siens, rassemble une dernière fois ses forces pour adresser un adieu déchirant à Henri, dont elle arrête le bras, en implorant son pardon pour Eléonore, qui triomphe froidement devant le cadavre de sa rivale.

Si les personnages n'ont pas conservé la réalité de l'histoire, et sont un peu trop façonnés en vue du dénouement, on ne saurait méconnaître que l'auteur, tout en étudiant à bonne école, peut être déjà original, et que Rosamonde marque la première étape d'un talent dramatique plus mûr. Les sentiments de piété filiale, le conflit entre le devoir, l'amour et la vengeance s'entrecroisent de manière à produire des situations saisissantes, et à faire entendre les accents d'un pathétique véritable. Nos dramaturges modernes se sont trop

souvent complu à mettre en présence la famille légitime et la famille naturelle ; ces mélodrames rebattus qui courent un peu toutes les scènes de l'Europe n'ont heureusement rien de commun avec l'œuvre du poète allemand ; ici le contraste est complet, mais l'unité d'intérêt est observée d'un bout à l'autre. Rosamonde attire tous les regards ; elle n'a pas le privilège d'exciter la passion comme la gracieuse reine d'Ecosse ; elle n'est pas entourée du prestige d'un grand nom, et d'une destinée qui pèse dans la vie politique de deux nations ; l'intérêt est tout psychologique ; la courtisane de haut parage disparaît, et dans un cadre plus restreint, on voit se dessiner la figure plus bourgeoise et plus pure de l'épouse et de la mère de famille, qui, vivant des affections et des douleurs des siens, arrache au spectateur, sinon des cris d'admiration, du moins des larmes d'attendrissement. S'il eût fourni une plus longue carrière, Kœrner aurait été le poète de la femme, le peintre des émotions du cœur, de ses faiblesses et de ses triomphes de ces passions que l'art d'Euripide et de Racine a fait vivre à jamais à travers tous les milieux et les temps : « Je crois pouvoir dire en toute assurance que Rosamonde est ma meilleure pièce », écrivait-il (21 novembre 1812). Le jugement des contemporains ne démentait pas le sien ; il ne lui restait plus désormais qu'à produire une de ces œuvres qui demeurent en possession du public par le choix même du sujet. A la liberté d'invention qui n'exclut pas la fidélité historique, il fallait ajouter discrètement la note de l'actualité et faire appel à la conscience nationale, qui aime à pénétrer l'esprit caché des œuvres confiées à la scène. « C'est le drame historique, écrivait après 1830 M. Saint-René Taillandier, qui appelle les poètes de l'Allemagne ; c'est sur ce terrain que l'imagination reprendra ses droits et que le théâtre pourra unir la grandeur à la vérité. » Cette voix nouvelle, Kœrner

l'inaugurait en écrivant *Zriny*, représenté à Vienne pour la première fois le 30 décembre 1812.

L'action, tirée de l'histoire de la Hongrie, se passe en 1566; Zriny, le Léonidas Hongrois, a été chargé par l'empereur Maximilien de défendre la forteresse de Szigeth contre les attaques incessantes des hordes de Soliman. Le vaillant soldat a accepté cette tâche; il a su inspirer à tous ceux qui l'entourent le courage dont il est lui-même animé. Juranitch, un jeune officier qui aime sa fille Hélène, a juré de partager son sort. La position devient de plus en plus critique; Zriny n'a plus de secours à espérer de l'extérieur et les assauts réitérés des Turcs ont épuisé la garnison. Une dernière ressource, ressource héroïque, reste aux assiégés; Zriny n'hésite pas à l'employer. Tandis que sous ses ordres, les troupes font une sortie et trouvent une mort glorieuse sur le champ de bataille, son épouse fait sauter la forteresse et s'ensevelit avec des milliers d'ennemis sous les ruines; Juranitch suit son exemple, après avoir poignardé de sa propre main sa fiancée, qui ne trouvera que le déshonneur en tombant au pouvoir des infidèles.

La Guerre de Trente Ans est loin de nous, et cependant le drame rapide de la mort de Wallenstein excite encore aujourd'hui une vive émotion; l'indépendance de la Hongrie, la lutte contre les Turcs appartiennent à des temps encore plus reculés et moins connus, et cependant Zriny a survécu longtemps dans la mémoire du public allemand, au point d'y occuper la place d'un héros national; c'est que le patriotisme avait beau jeu pour saisir au vol telle ou telle allusion et retrouver maintes situations qui évoquent le présent dans le passé. Le succès d'enthousiasme s'explique par le fond du drame qui se résume en deux mots : haine à l'étranger. Nous sommes à la veille de 1813 et de la bataille des nations, il est facile de

comprendre à qui s'adresse la leçon. Soliman, c'est le conquérant superbe, le despote qui ne veut mourir qu'après avoir conquis le monde ; mais il se sent isolé dans ses vastes projets ; ses ministres, dociles exécuteurs de ses caprices, ont compris que la force du nombre se brisera contre le patriotisme et les haines séculaires. Malgré la transparence de l'allusion, alors même que le contraste ne manque pas de grandeur, ce personnage ne se prête pas à l'analyse délicate dont le héros de Schiller est susceptible. Un conquérant peut captiver l'imagination lorsqu'il possède l'art de mener les hommes, de remuer les masses par la grandeur de ses vues, tout comme le spectacle de ses travers et de ses faiblesses peut concourir à l'émotion, exciter la sympathie et la répulsion. A cet égard, le Soliman de Kœrner ne supporte pas un instant le parallèle avec la grande figure du duc de Friedland ; Soliman n'inspire qu'un médiocre intérêt et ne sort guère de la classe des despotes et des ambitieux vulgaires. L'attention du spectateur est ailleurs ; l'auteur a mis toute son âme dans la peinture austère du devoir et du dévouement inflexible à la sainte cause de la patrie. On est partagé entre la catastrophe où périt Zriny et le sombre dénouement de l'amour de Juranitsch et d'Hélène ; ces sentiments, tour à tour tendres et héroïques, attendrissent et bouleversent également. Zriny reste jusqu'à la fin le type du vieil honneur chevaleresque qui ne voit que la puissance impériale à laquelle tout sujet doit immoler ses plus chères affections. Le monologue, dans lequel il se voit forcé de mourir et d'entraîner dans sa mort une ville qui dort paisible à ses pieds, est une des scènes les plus remarquables ; il y a là un mélange de raison et d'exaltation qui rappelle le sublime de Corneille, et qui élève Kœrner à la hauteur des plus grands tragiques. On est tenté de faire quelque réserve sur le dénouement ; la tragédie finit par la mort de

tous les personnages. La jeune fiancée tombe la première sous le poignard de son fiancé. Il n'y a peut-être pas de scène plus terrible au théâtre, et Kørner, en pensant probablement à Emilia Galotti, a plus osé que Schiller dans la dernière entrevue de Max Piccolomini et de Thécla. Un mystère plane sur le sort de cette héroïne; Hélène, avec un implacable sang-froid, veut être sacrifiée par le bras de celui qu'elle aime; et lorsque celui-ci, à moitié fou d'exaltation et de douleur, se prépare à lui porter le coup funeste, elle le retient encore et pousse l'héroïsme jusqu'à lui demander une mort douce et calme dans un dernier baiser. Cette scène fut vivement critiquée; elle ne détruit heureusement pas l'impression une et forte sous laquelle le spectateur aime à rester; quoique l'intérêt se partage entre deux actions, la mort du jeune couple, et la catastrophe finale dans laquelle va disparaître le héros principal, il y a là l'expression d'une grande réalité; à côté des drames de l'histoire, il y a les péripéties intimes, les infortunes privées qui sont entraînées par le courant de la destinée.

L'esprit souple de Th. Kørner savait passer du sévère au plaisant; les quelques comédies qui nous restent de lui sont de mérite très-inégal; elles n'ont pas réussi à tenir la scène, mais elles font encore aujourd'hui les délices des théâtres de société. Deux seulement ont survécu; à une époque où les innombrables productions de Kotzebue formaient tout le répertoire de la comédie allemande, *le Veilleur de nuit* et *le Cousin de Brême*, offrent des situations de vrai comique dans la peinture des travers et des préjugés des petites villes; le rire est franc, la verve railleuse, mais de bon aloi, ne fait pas de profondes blessures. Irrité du gros sel et des grandes prétentions qu'affichait l'auteur des *Kleinstdter*, ne pouvant se consoler d'être traité, déjà de son vivant, d'écrivain subalterne, le public ne craignait pas de voir son image reflétée dans les types

familiers du veilleur, de l'étudiant amoureux, de la fillette rusée qui le paie de retour et s'entend avec lui pour échapper aux obsessions d'un Apollon sur le retour. Après Molière et Beaumarchais, même dessinés par une main plus jeune et moins expérimentée, Agnès, Arnolphe et Bartholo, vivront à jamais, parce qu'ils sont de tous les temps et de tous les pays.

IV

Le jour de l'an 1812 Théodore Koerner avait écrit à son père ces paroles prophétiques : « Je crois qu'une année importante va s'ouvrir ; *l'homme* devra se tenir ferme ; peut-être y va-t-il de la vie. » La dernière coalition se formait contre Napoléon ; l'Angleterre, la Russie, la Prusse, la Suède et l'Espagne faisaient enfin cause commune et l'Autriche armait secrètement pour se joindre à elles. Napoléon avait trouvé une nouvelle Espagne sous le pôle ; Moscou s'abîmait dans les flammes, et quelques semaines plus tard, après les horreurs de la Bérézina, il quittait l'armée pour se rendre à Paris où venait d'éclater la conspiration du général Malet. Le soir du 14 décembre, un traîneau glissait silencieusement dans les environs de Dresde au milieu d'une neige épaisse, portant quatre voyageurs et s'arrêtait vers minuit devant un édifice de la Ville-Neuve (*Neustadt*). Écoutons le récit d'un témoin oculaire, Fréd. Fœrster, dans la lettre dramatique qu'il écrivit cette même nuit à son ami Théodore : « Quoiqu'il soit passé minuit, je prends la plume pour retrouver en m'entretenant avec toi le calme et la réflexion. A mon écriture tremblante, tu reconnaîtras dans quelle agitation je t'écris et je me demande encore si ce que j'ai vu était une illusion de la nuit ou de la réalité. Il était une heure du matin, lorsque je

quittais la maison de tes parents qui avaient une soirée musicale ; je courais vers le pont de l'Elbe, à pas rapides, poussé par un tourbillon de neige ; car, comme tu le sais, je demeure dans la Ville-Neuve. Devant la maison du docteur Segert, j'entends des jurons en allemand et en français ; un postillon soufflait dans son cor, comme s'il y avait du feu. Malgré la bourrasque, je m'avance curieusement et je vois l'ami Segert en robe de chambre et en bonnet de nuit ; regardant à la fenêtre, il criait : « Ce n'est pas chez moi, moi je suis le docteur Segert et vous cherchez M. Serra. » Il ajouta en allemand vertement et à sa façon : Que diable ! laissez-moi tranquille pendant la nuit et n'exigez pas que j'aille faire le métier de messager par vingt-cinq degrés de froid ! Il ferma la fenêtre et le bonnet de nuit disparut. Alors du traîneau on m'appela, et comme je savais déjà ce que demandaient les voyageurs, je dis : N'est-ce pas ? Vous cherchez l'hôtel de l'ambassadeur Français, M. de Serra ? suivez-moi ! C'était ce qu'ils désiraient, et comme Serra demeure juste au coin dans la Kreuzgasse, au palais Loos, j'arrivai bientôt, suivi du traîneau, à l'endroit souhaité. Aussitôt un domestique ou quelque esprit officieux se dégagea des chancelières, et agita avec violence la sonnette de l'ambassadeur, comme s'il appartenait lui-même à la maison. Le portier ouvrit ; il y avait encore de la lumière en haut, et, durant ce temps, deux autres moines bourrus, tout emmitoufflés, étaient sortis dans leurs peaux de loups, des chancelières. Le premier était un homme vigoureux, imposant ; mais il avait les mains et les pieds si gelés, qu'il s'efforçait vainement de soutenir et d'aider à descendre son camarade encore plus gauche. A la fois par complaisance et par curiosité, je m'approchai, et aussitôt l'homme de neige, tout froid, me met son gant sur l'épaule ; il me sembla qu'un ours blanc n'avait touché de sa patte ; le gant tomba, mais je sou-

tins l'homme de mon bras et le conduisis jusqu'à la porte. Celle-ci s'ouvrit; deux domestiques avec des bougies, l'ambassadeur lui-même, un candélabre à la main, vinrent au-devant de nous; la lumière tomba en plein, comme un éclair, sur le visage de l'étranger dont la main me retenait encore, mais on ne voyait que ses yeux et son nez. Je les reconnus aussitôt, ces étoiles de feu que j'avais vues au printemps dernier briller si souvent de très près; — c'était l'empereur Napoléon dont la main était dans la mienne, et je puis dire maintenant que le destin de l'Europe s'est reposé une fois sur mes épaules. Ami, quelles pensées se pressent maintenant dans mon cerveau! Il me semble avoir fait un mauvais rêve, comme dans un accès de fièvre. Le journal, avec son 29^e et fatal bulletin, est là sur ma table; la Grande Armée est anéantie; hier seulement, nous avons reçu la nouvelle. N'ai-je pas cru tout à l'heure tirer de mon manteau un poignard et en criant : « Europe, je te donne la paix ! » — l'enfoncer dans le cœur de l'ennemi mortel de la patrie et de la liberté ? — Mais non, Brutus, je ne t'envie pas ton action. César, tu tomberas, mais non sous la main lâche du meurtrier ; nous voulons te combattre en loyaux chevaliers, te donner selon l'usage, la juste mesure et partager également avec toi le vent et le soleil; ainsi s'accomplira sur toi le vrai jugement de Dieu ».

Cette lettre, plusieurs fois réimprimée dans les revues littéraires de l'Allemagne, a la valeur d'un document historique et nous montre bien l'effervescence qui régnait chez les jeunes patriotes dans les rangs de la bourgeoisie lettrée. Parmi les contemporains qui ont survécu aux événements de 1813 et de 1815, Frédéric Forster est un de ceux qui ont fourni la plus longue carrière; il n'est mort qu'en 1868 à Berlin, où, après la révolution de 1830, il fut nommé directeur du Musée Royal. Lors de la conclusion de la paix en 1815, l'école d'artillerie et

des ingénieurs de Berlin le compta au nombre de ses professeurs ; mais dès 1817, ses opinions démocratiques le firent révoquer de ses fonctions ; forcé de se retirer de l'enseignement, il se tourna vers la carrière des lettres. A l'époque où nous sommes, Fœrster étudiait la théologie à Iéna ; depuis quelques années, il était en relations d'amitié avec Théodore Koerner ; c'est à quelques-unes de leurs lettres imprimées dès 1840 dans la « Pandora » à Stutgardt, que nous empruntons quelques indications biographiques sur les derniers jours de notre poète.

Trois mois après d'énormes recrutements se faisaient sur tous les points ; des corps-francs s'organisaient et la jeunesse universitaire s'enrôlait avec enthousiasme sous les drapeaux de la Prusse. Théodore ne fut pas le dernier à répondre à l'appel ; le 15 mars 1813, après avoir dit un dernier adieu à sa fiancée, il quittait Vienne, avec le consentement de son père, pour rejoindre à Breslau le corps des chasseurs noirs du major de Lützow, où il retrouva Fœrster et quelques anciens camarades d'études. C'était, comme il le dit lui-même un vrai camp de Wallenstein, dans lequel il aimait à se représenter lui-même sous les traits de son héros favori, Max Piccolomini, au milieu de cette foule vêtue de noir. Le soldat et le poète se confondent ; déjà, ses chants patriotiques courent de bouche en bouche ; on les met en musique, et avec le choral de Luther, on les chante dans les services religieux. Le 6 avril, Théodore envoyé à Dresde en qualité de commissaire de marche, revit une dernière fois la maison paternelle. Comme les choses avaient changé dans l'intervalle ! L'isolement et la tristesse avaient envahi cette demeure naguère si joyeuse ; la plupart des brillants commensaux étaient partis, et, parmi ceux qui restaient, le malheur des temps ne contribuait pas à resserrer les cœurs ; patriotisme exalté chez les uns, indifférence

et scepticisme chez les autres ; deuil et misère partout ; tout conspirait à rendre pénibles les rapports entre familles et amis. Théodore rencontra chez son père Arndt et Goethe : le premier plein de l'enthousiasme que respirent ses *Sonnets cuirassés*, le second mécontent et réservé en présence de l'élan national qui voulait l'enlever à son calme olympien. On comprendra sans peine que ses relations avec un patriote tel que le vieux Kœrner furent dès-lors empreints de la plus extrême froideur. O mes bons amis, disait un jour Goethe à Gottfried Kœrner, qui lui parlait de ses espérances et lui montrait l'épée de Théodore suspendue à la paroi ; secouez seulement vos chaînes : vous ne les briserez jamais : Napoléon est trop grand pour vous. — Les racontars et les exagérations se sont donné libre carrière. Il suffit d'ouvrir une correspondance pour s'en convaincre : « Sait-on, à Berlin, écrivait M^{me} Kohlrausch, femme d'un président de cour, l'affaire que Goethe a eue avec Colloredo ? Quelques-uns prétendent que Goethe a été souffleté. Ce qui est certain, c'est qu'il ne porte plus son ordre russe, et qu'il parade publiquement avec cette marque d'infamie (la croix de la légion d'honneur). Il est bien triste de voir qu'un aussi grand poète soit un aussi petit Allemand (*ein so kleiner Deutscher*) M. Jonas traite ces anecdotes de comérages (*Klatscherei*) ; cependant les opinions sont aussi partagées dans la jeunesse militaire. Un matin, raconte Théodore Fœrster, nous venions d'achever notre chant devant l'auberge où logeait notre ordonnance, lorsque je vis monter en chaise de poste un homme dont les traits ne m'étaient pas inconnus. J'en crus à peine mes yeux lorsque je reconnus Goethe. Il portait une casquette militaire profondément rabattue sur son visage, et se dissimulait dans le manteau à col rouge d'un général Prussien. Mais lorsque je vis son petit secrétaire, l'ami John, s'approcher de la voiture, l'incertitude ne fut plus per-

mise; je communiquai sur le champ ma découverte à mes camarades. L'aide de camp commanda : Présentez les armes ! et je m'écriai : « Vive Goethe, le poète des poètes ! » Toute la compagnie poussa un hurra, avec accompagnement de trompettes. Avec tout le sérieux d'un général, Goethe porta la main à sa casquette, et nous fit un signe amical. Il ne sert de rien à Votre Excellence, lui dis-je en m'approchant, de garder l'incognito; les chasseurs noirs ont la vue perçante, et Goethe, dans une première marche était un présage que nous ne pouvions laisser passer inaperçu : nous vous demandons de bénir nos armes ! De tout cœur, répondit-il. Je lui tendis fusil et couteau de chasse, il leva la main et dit : *Allez* avec Dieu et que le succès soit accordé à votre courage allemand. Pendant que nous l'acclamions d'un nouveau vivat, il partit en nous saluant. En chemin, il s'engagea un vif débat sur Goethe. Ils n'avaient pas poussé leur vivat de plein cœur et pensaient que ce n'était pas un poète populaire, le poète de la liberté et de la patrie. Mais je leur répondis : Je ne connais pas d'enthousiasme plus élevé pour la liberté que dans Egmont ; je ne connais pas de nature plus vigoureusement allemande que Goetz de Berlichingen, et si vous voulez savoir ce qu'il faut à l'Allemagne, souvenez-vous des beaux vers d'Hermann et de Dorothee où Hermann déclare qu'il veut mourir pour la patrie et donner aux autres un digne exemple.

Quelle réaction que celle qui allait s'opérer dans la poésie quelques années plus tard ! Nous assistons au prélude : sur les champs de bataille, au milieu de ces volontaires appartenant à la classe lettrée, chansons patriotiques, souvenirs de l'histoire, culture philosophique, tout concourt au même but ; tout contribue à rendre plus amère l'idée d'être esclave. C'est à la fois la gloire et le malheur de Théodore Körner d'avoir été la vivante image de cette génération nouvelle qui marchait

stoïquement en avant, disputant à la mort des jours achetés par des luttes incessantes, mais qui lui permettaient l'immortalité. La pensée d'une fin prochaine le poursuit, et réveille en lui toutes les forces vives de l'imagination et du cœur. Entre deux marches, il continue à écrire ses hymnes que l'on chantait le soir dans les tavernes, les portes closes, lorsqu'il n'y avait plus, selon le mot du temps, que les frères allemands. Arrivé le 17 avril 1815, à Leipzig, il demeure chez son ami Kunze qu'il charge de préparer une édition de 12 hymnes, et complète ce premier recueil par la pièce intitulée « *Lutzw's wilde Jagd* » qu'il compose dans la chambre de Kunze, la veille de son départ. Une bataille paraissait imminente ; promu au grade d'officier, Théodore trouve encore le temps d'envoyer à ses camarades de tente, comme testament de poète et de soldat la « Dédicace » (*Zueignung*), qui se trouve en tête du recueil de la *Lyre et de l'Epée*. A la suite de quelques engagements partiels avec des corps de troupes françaises, entre Plauen et Hof, un armistice fut conclu le 4 juin; mais dès la journée du 14 les hostilités recommencèrent; les chasseurs de Lützow furent surpris par des Français à Hitzten; Kœrner fut grièvement blessé. Après être resté longtemps sans connaissance, épuisé de fatigue, il eut encore la force de se traîner péniblement dans un bois voisin où il resta jusqu'au jour suivant. Ce fut là qu'il écrivit au crayon les beaux vers *Meine Wunde brennt*.

Retrouvé le lendemain par des paysans, il fut transporté à grand'peine, à la faveur d'un déguisement jusqu'au plus prochain village, où vint le rejoindre son ami Kunze qui, après lui avoir donné tous les soins qu'exigeait sa blessure, lui procura une perruque et des habits. Ces précautions n'étaient que trop nécessaires, car les chasseurs noirs étaient tout particulièrement haïs de l'ennemi. Parvenu enfin, à travers mille

dangers, à Chemnitz, il se dirigea sur Carlsbad, où il croit pouvoir respirer en liberté, et écrit à ses parents un court billet signé du nom de son héros : Laurent Juranitch. Mais à la frontière, un gendarme saxon l'arrête : « Votre passe-port? — Quelle idée! répond Kœrner imperturbablement, ne me connaissez-vous pas? je suis M. de Witzbaum; c'est mon château que vous voyez là-bas; je vais visiter mon voisin, M. de Rachenitz qui demeure à 500 pas d'ici. » Le gendarme s'éloigne avec des excuses, et Théodore est cette fois en sûreté. Néanmoins, l'état de sa blessure s'était aggravé et il dut s'arrêter plus longtemps qu'il ne comptait à Reichenbach, chez l'ami de son père, le comte de Gessler, dont la maison était occupée par des soldats russes. Il y passa quelques jours en compagnie du père Arndt, puis se rendit à Berlin où la famille du conseiller aulique Parthey lui fit l'accueil le plus empressé; là, dans un cercle d'intimes, le jeune homme lut encore une fois ses odes patriotiques qu'il avait toujours avec lui, écrites dans un petit cahier portant le titre de *Lyre et Epée*. Mais impatient de rejoindre son corps, il quitta Berlin dès que ses forces le lui permirent et arriva au commencement d'août dans le Mecklembourg. A partir du 17 août les chasseurs de Lutzow combattaient presque chaque jour. Le 26 à 7 heures du matin, sous la conduite du major lui-même, un détachement cherchait à surprendre une colonne française de munitions dans les environs de Gadebusch. Kœrner se trouvait en qualité d'adjudant à côté de Lutzow. Au moment où il s'élançait sur son cheval, il fut frappé d'une balle dans les intestins; la mort fut instantanée. Ses camarades relevèrent son cadavre et le déposèrent sous un chêne dans le village de Wobbelin; quelques jours après, au roulement funèbre des tambours, le cercueil descendit dans la fosse, au bord de laquelle on entonna l'hymne du poète : *Vater, ich rufe dich* et la

Marche des chasseurs de Lutzow. Quelques heures avant sa mort, il avait lu à quelques-uns de ses compagnons d'armes le *Chant de l'Epée*, qu'on trouva sur lui dans son livre de notes.

La famille Kœrner n'apprit que quelques mois plus tard, et par les journaux, le deuil dont elle était frappée. A la suite d'une requête adressée au duc de Mecklembourg, Christian Kœrner put acheter la place où son fils était enterré ; elle est restée un tombeau de famille où l'on voit encore le monument élevé au poète qui reçut, le jour de l'inauguration, les hommages de l'Allemagne entière et de ses princes. Inconsolable de la perte de son frère, Emma Kœrner ne lui survécut que de deux ans. Après les événements de 1815 Goutfried Kœrner passa au service de la Prusse. Lors de l'administration provisoire de la Saxe au nom des puissances alliées, il avait siégé au conseil de gouvernement ; une fois le sort de son pays réglé, Fr.-Guillaume III s'empressa de le nommer conseiller de régence à Berlin, où il mourut en 1831. Tout entier au souvenir de son fils, il passa les dernières années de sa vieillesse à publier les œuvres poétiques de son fils en collaboration avec Fœrster et Kunze, et à recueillir les papiers et les lettres éparses pour une biographie qui parut en tête de la première édition des poésies de Théodore Kœrner.

Que reste-t-il aujourd'hui de ce pieux monument ? — Le poète dramatique a passé ; mais les vers écrits à la lueur des feux du bivouac ne s'effaceront pas de la mémoire des Allemands. Les chants de la Lyre et de l'Epée annonçaient un écrivain de grande espérance qui aurait pu prendre place au premier rang parmi les poètes politiques qui continuèrent la lutte jusqu'en 1840. Chez eux la muse agite ses grelots ; Th. Kœrner, et avec lui Arndt et Ruckert ont les premiers sonné des fanfares ; les premiers, ils ont poussé des cris d'indépendance pour arracher leur nation à l'épicurisme et à la grossière in-

différence. Ne nous attardons pas trop à relever les critiques maintes fois adressées à cette jeune école; les défauts qu'elles relèvent sautent aux yeux chez Théod. Koerner. Cette fougue par trop sauvage, ces images vives, mais trop fortes, ces expressions qui détonnent parfois, nous causent au premier abord une surprise qu'il vaudrait mieux peut-être ne pas définir. Lorsque nous lisons Béranger et les poètes de ce temps, nous nous trouvons en présence d'écrivains qui suivent une tradition littéraire, et prennent pour modèles des devanciers qui ont consacré à jamais par leur génie les idées du bon droit, du droit commun; il ne faut pas demander un art si délicat à un poète allemand encore jeune et qui s'essaye à voler de ses propres ailes. A côté de l'impétuosité inconsidérée, dernier écho de la période de tempête et d'orage, ce qui force l'admiration, ce qui restera chez Koerner, c'est l'inspiration vraie, le souffle poétique. Tout est poésie pour lui; la flamme du mousquet, c'est l'étincelle de la liberté, le sang qui rougit les campagnes, c'est la pourpre de l'aurore, de l'aurore de la liberté. Ecoutez les strophes de son chant de l'Épée (*Schwertlied*). « Épée suspendue à ma ceinture, que veut dire ton joyeux éclat? — Tu jettes sur moi un si tendre regard que tu me pénètres de joie, hurrah! — C'est qu'un brave cavalier me porte; c'est pour cela que je lui d'un joyeux éclat. L'épée se réjouit de défendre un homme libre, hurrah! — Oui, bonne épée, je suis libre et je l'aime d'un ardent amour, comme si tu étais ma fiancée, ma bien-aimée, hurrah! — Aussi t'ai-je consacré ma vie, mon âme de fer. Ah! quand serons-nous unis, quand conduiras-tu ta fiancée à l'autel? Hurrah! — La trompette qui retentit annonce joyeusement l'aurore de nos noces. Quand les canons tonnent, je conduis ma fiancée à l'autel: Hurrah! — O céleste union, désirée avec ardeur! Prends-moi donc, ma fiancée. A toi, à toi seul ma couronne. Hurrah!

Nous sommes loin de ces Tyrtées de cabinet qui, au coin de leur feu, font des chansons guerrières ; ce qu'il faut admirer, c'est la rudesse même de ce talent qui se ressent de la brusque commotion d'où il est né ; c'est le mode dorique qui vibre sans cesse à l'oreille ; il ne faut pas chercher ici les grâces du langage et le charme de l'éloquence. Pour d'autres, il semble qu'une invocation au peuple, un appel au souverain, un hymne à la liberté ne soient autre chose que des lieux communs favorables, des sujets qui se prêtent avec complaisance à de poétiques développements. Kœrner lui aussi appelle son peuple à une levée en masse ; mais non pour une stérile revendication de territoire, comme le fit imprudemment en 1840 l'obscur poète Becker, connu par la brillante riposte d'Alfred de Musset ; encore moins pour une énumération prosaïque et monotone de tous les pays où résonne la langue germanique, comme l'auteur de *das deutsche Vaterland* ; il y a plus et mieux ; il y a l'indomptable fierté des peuples du Nord qui a passé dans son âme, il y a quelque chose du Germain de Tacite :

« Lève-toi, mon peuple, les signaux de flammes fument ; c'est du Nord que brille le flambeau de la liberté. Il te faut enfoncer l'acier dans le cœur de l'ennemi ; lève-toi, mon peuple, la moisson est mûre ; faucheurs, ne tardez pas ! Purifiez la terre, le pays allemand, avec votre sang-froid ! Ce n'est pas une guerre que font les couronnes ; c'est une croisade ; c'est une guerre sacrée ! Droits, mœurs, vertu, croyance et conscience, le tyran les a arrachées de ton sein ; sauve-les avec la victoire de la liberté. La voix de tes vieillards crie : Réveille-toi ; les débris de la chaumière maudissent le pillage ; la honte de tes filles crie vengeance ; le meurtre de tes fils demande du sang. » (1). La *Marche des Chasseurs noirs de*

(1) *Aufruf*.

Lutzow, le célèbre chant d'insurrection. *Le peuple se dresse, l'orage éclate*, sont empreints du même caractère et ont été traduits ou imités. Il y a cependant des contrastes dans cette nature ardente; le patriotisme s'unit parfois à la rêverie, à l'exaltation religieuse et mystique; le génie de Kœrner est bien un génie allemand; il a pour la nature, pour les douces émotions du cœur, des hymnes dans lesquels Schiller se serait reconnu. La pièce intitulée les *Chênes* (*die Eichen*), renferme de véritables beautés; le poète y revient à des inspirations plus calmes. En présence de ces rameaux, toujours verts, dans lesquels la sève continue à monter, il se sent pris de mélancolie en pensant à l'abri qu'ils offrent d'une génération à l'autre; ils subsisteront toujours, mais le peuple allemand est tombé. Le contraste est grand et simple; comparez cette pièce avec le *Pin de Strasbourg* (*die Strassburger-tanne*) de Rückert, et vous éprouverez une impression choquante, pour ne rien dire de plus, en entendant le poète exhaler de longues plaintes sur les arbres des bords de l'Ille et du Rhin qui ne servent qu'à bâtir des métairies; en guise de consolation, il leur promet de plus nobles destinées quand la terre qui les porte sera réunie à l'Allemagne de l'avenir!

Dans un siècle de vague religiosité, il faut enfin faire une place au poète qui demande plus directement ses inspirations à la religion et au christianisme : Les grands dévouements procèdent d'une forte croyance; la piété douce et mystique de la maison paternelle laissait une trace profonde dans l'âme du jeune homme que le Choral de Luther faisait éclater en sanglots, sur le champ de bataille, dans le baptême solennel auquel chaque volontaire devait se soumettre. Frappé de mort à 23 ans, quelques jours avant le coup fatal, Kœrner adressait ses adieux à la vie dans le sonnet suivant qui résume bien sa carrière de poète et de soldat : « Ma blessure est brûlante,

mes lèvres pâles tremblent. Je sens aux battements toujours plus faibles de mon cœur que je touche à mes derniers instants. Que ta volonté soit faite, ô mon Dieu, je me suis remis entre tes mains ! — J'ai vu flotter autour de moi mainte image enchanteresse et le rêve charmant se change en un glas funèbre. Courage ! courage ! ce que je porte ainsi fidèlement dans mon cœur me suivra au-delà de la tombe, dans une vie immortelle. — La vérité que j'ai proclamée ici-bas, une chose sainte, celle qui a enflammé d'ardeur mon cœur de jeune homme, que je la nomme amour ou liberté ; — sublime vérité, je te vois apparaître comme un séraphin, étincelant de lumière, et, à mesure que mes esprits m'abandonnent lentement, un souffle céleste m'emporte sur les hauteurs où luit l'aurore du soleil éternel. »

Cette mélancolie mystique empreinte d'un véritable accent lyrique allait bientôt revivre dans les poètes de la nouvelle école ; d'une part on entend les accents d'une foi virile qui entonne des odes à la gloire du Dieu Tout-Puissant, consolateur des peuples affligés ; de l'autre, c'est le catholicisme sentimental qui, avec Novalis, Brentano, Achim d'Arnim, fait son entrée dans la poésie et rappelle les aspirations du Génie du Christianisme. Malgré les tendances qui les séparent, nous aimons à les rapprocher de celui qui eût suivi leurs traces, qui eût peut-être été leur maître ; avec Théodore Kœrner la poésie allemande est descendue des régions trop élevées pour se mêler aux souffrances et à la vie de tous les jours ; elle n'a plus désormais qu'à unir plus intimement, selon les besoins du temps et dans les conditions du génie national, la pensée et l'action, l'idéal et le réel.

Dr L. MOREL.

RECHERCHES

SUR UN OUVRAGE DE

S. FRANÇOIS DE SALES

(L'ÉTENDARD DE LA SAINTE CROIX)

PAR

Eugène Ritter

Professeur à l'Université de Genève

§ I. — Introduction.

Le 1^{er} avril 1842, en lisant à l'Académie française son *Rapport sur la nécessité d'une nouvelle édition des Pensées de Pascal*, M. Cousin a ouvert une voie nouvelle aux recherches de l'érudition ; et comme il l'avait fait plus d'une fois auparavant, il a manifesté brillamment cet esprit d'initiative intellectuelle, qui a été dans sa longue carrière et qui demeurera dans l'avenir le solide fondement de sa célébrité.

« Le temps est venu, disait-il, de traiter cette seconde antiquité, qu'on appelle le siècle de Louis XIV, avec la même religion que la première, de l'étudier en quelque sorte philologiquement, de rechercher avec une curiosité éclairée les vraies leçons, les leçons authentiques que le temps et la main

d'éditeurs inhabiles ont peu à peu effacées. Quand on compare la première édition de tel grand écrivain du XVII^e siècle avec celles qui en circulent aujourd'hui, on demeure confondu de la différence qui les sépare. »

La librairie Hachette, en publiant la *Collection des Grands écrivains de la France*, qui a commencé à paraître en 1862, et qui comprend aujourd'hui plus de soixante volumes, semble avoir pris à tâche de se conformer littéralement au programme tracé à grands traits par M. Cousin.

Vers le même temps, M. Sainte-Beuve (1) disait en parlant des poètes du XVI^e siècle : « Le moment serait pourtant venu, je le crois, de dresser une Anthologie française, et d'y apporter à la fois la sévérité de l'érudition et celle du goût. Il y aurait avant tout à faire un travail philologique de révision ; car il est incroyable à quel point les textes de ces vieilles poésies se sont corrompus ; l'incorrection des copies ou des impressions s'est ajoutée à celle de la langue pour embrouiller le sens de certaines pièces qui, bien rétablies, pourraient paraître ingénieuses. Nos *Analecta* auraient besoin par moments de la sagacité d'un Brunck ou d'un Jacobs ; mais des esprits de cette trempe ne croiraient-ils pas s'y rabaisser ? »

Ce vœu de M. Sainte-Beuve a été, lui aussi, entendu et rempli ; les gracieux poètes de l'école de Ronsard ont vu leurs œuvres reparaitre au jour dans des éditions surveillées avec soin par des érudits distingués.



Dans notre pays savoyard et romand, qui s'étend de l'île de Saint-Pierre aux Charmettes, dans ce pays qui a été déchiré

(1) Article sur *François I^{er}, poète*, publié en mai 1847 dans le *Journal des Savants*, et recueilli dans le volume des *Derniers Portraits*.

par les luttes qui ont accompagné et suivi la Réforme : à l'époque de cette grande crise, ce sont les écrits de deux théologiens, Calvin et saint François de Sales, qui s'imposent avant tout à l'attention de celui qui recherche le passé littéraire de nos contrées.

La science protestante a donné des œuvres de Calvin une édition qui fait honneur à MM. Reuss, Cunitz et Baum. La science catholique, de qui saint François de Sales attendait l'accomplissement du même devoir pieux, n'a pas encore fait tout ce qu'on est en droit de lui demander à cet égard.

On sait que dans une carrière de plus de trente ans, depuis la fin de ses études à l'Université de Padoue où il fut reçu docteur le 5 septembre 1591, jusqu'à sa mort (28 décembre 1622), saint François, tout entier à ses devoirs de prêtre et d'évêque, n'a publié, à côté de quelques courts morceaux et de certains écrits de circonstance, que trois ouvrages importants : *l'Etendard de la sainte Croix*, *l'Introduction à la vie dévote*, et *le Traité de l'amour de Dieu*.

En étudiant le premier de ces livres, *l'Etendard de la sainte Croix*, j'ai cru reconnaître que le texte des éditions courantes doit différer à quelques égards du texte de la première édition (1) que je n'ai pas vue.

(1) Semblablement, les éditions successives de *l'Introduction à la vie dévote* donneraient lieu à un intéressant relevé des variantes qu'elles doivent offrir. Car saint François de Sales, dans une lettre à M. Deshayes, de la fin de 1610, dit qu'il a ajouté à la seconde édition « beaucoup de petites « chosettes, suivant les désirs que plusieurs dignes juges m'ont témoigné « d'en avoir, et toujours regardant les gens qui vivent en la presse du « monde. » Et dans une lettre de 1616 adressée à la mère Favre, il parle d'une nouvelle réimpression de *l'Introduction*, en vue de laquelle il la prie de lui apporter divers papiers, pour l'aider à faire quelques additions à son livre.

L'*Etendard de la sainte Croix* se place dans une série d'écrits de controverse, qui comprend :

1^o Deux feuilles volantes — deux placards, comme on disait alors — répandues parmi les catholiques par un des leurs, à l'occasion de l'oraison des Quarante Heures, célébrée au village d'Annemasse, dans les premiers jours de septembre 1597. Elles portaient pour titre, l'une : *De la vertu de la Croix*, et l'autre : *Comment la Croix doit être honorée*. On n'en connaît point d'exemplaire, et on n'en peut parler que d'après les ouvrages suivants :

2^o Un écrit du pasteur genevois Antoine de la Faye, publié sans nom d'auteur, quelques semaines après ces placards, en vue de les combattre : *Brief traité de la vertu de la Croix et de la manière de l'honorer*. S. l. 1597, 63 p. 8°. L'exemplaire qu'en possède la Bibliothèque de Berne est peut-être le seul qui ait été conservé. Dans l'*Etendard de la sainte Croix*, saint François cite le *Traité* de La Faye à plus de soixante reprises, et en transcrit une grande partie ;

3^o L'*Etendard de la sainte Croix*, que chacun peut lire dans les œuvres de saint François de Sales. La première édition est sans doute celle dont Brunet donne ainsi le titre :

Défense de l'Estendart de la sainte Croix de Nostre-Sauveur Jésus-Christ, Lyon, J. Pillehotte, 1600, in-8° ;

4^o *Replique chrestienne à la response de M. F. de Sales, se disant évesque de Geneve, sur le Traicté de la vertu et adoration de la Croix*, par Antoine de la Faye, ministre de la parole de Dieu en l'Eglise de Genève. De l'Imprimerie de Iacob Stœr. M. DC. IIII. 8 feuillets non paginés et 240 pages 8°. Cet ouvrage se trouve à la Bibliothèque de Genève ; je ne sache pas qu'on le rencontre ailleurs.

De ces écrits et d'autres documents, je vais détacher quelques passages qui jettent du jour sur l'histoire de cette con-

troverse, et qui contiennent les données de certains petits problèmes que je discuterai ensuite.

Une première série d'extraits se rapportent au point de départ de toute l'affaire : la restauration de la croix Philiberte, pendant l'oraison des Quarante Heures qui eut lieu à Annemasse, du dimanche matin 7 septembre 1597, à 10 heures, jusqu'au mardi 9, à deux heures du matin (1), et les placards qui furent distribués à cette occasion.

Viennent ensuite des fragments du *Brief traité de la Croix*. Une bonne édition des œuvres de saint François de Sales devrait le reproduire tout entier.

En troisième lieu, je déterminerai la date à laquelle a paru l'*Etendard de la sainte Croix*.

Enfin, en conférant cet ouvrage avec la *Replique chrestienne* de La Faye, je chercherai à poser quelques jalons, à tracer quelques lignes du commentaire que donnera un jour de cet ouvrage l'annotateur savant et soigneux que saint François de Sales finira bien, sans doute, par trouver parmi ses coreligionnaires.

§ II. — Les placards distribués à Annemasse, à l'occasion du rétablissement de la croix Philiberte.

a) Extrait de l'*Etendard de la sainte Croix*, avant-propos, 3^e partie.

« L'oraison des Quarante Heures se fit au village d'Annemasse, l'an 1597, où accourut un nombre incroyable de personnes, et entre autres la Confrérie des Pénitents d'Annecy,

(1) Baudry, Relation abrégée des travaux de l'apôtre du Chablais, II, 20.

ainée de toutes les autres de Savoie, laquelle, quoique éloignée d'une journée, sachant que l'on avait à dresser une grande croix sur le haut d'un grand chemin tirant vers Genève, près d'Ennemasse, se trouvant à fort bonne heure en l'église, où les confrères ayant communie de la main de Mgr le révérendissime évêque, elle le suivit aussi à la procession, pour faire la première heure de l'oraison avec la procession de Chablais, en laquelle il y avait déjà grand nombre de nouveaux convertis.

« Or, sur le soir, les confrères d'Annecy, revenant dévotement en l'oratoire, chargèrent sur leurs épaules la croix, laquelle dès le matin avait été apprêtée et bénite, et s'acheminèrent avec icelle assez loin de là, au lieu où elle devait être plantée, chantant sous ce doux fardeau avec une voix pleine de piété l'hymne : *Vexilla regis prodeunt*; ayant toujours auprès d'eux Mgr le révérendissime, suivi d'une très grande troupe de peuple.

« Etant arrivés au lieu destiné, le saint étendard arboré, le révérend père Esprit de Baumes (lequel avec le père Chérubin, de Maurienne, et le père Antoine, de Tournon, capucins, faisait les prédications des Quarante Heures), étant monté près de la croix, fit une bonne et courte remontrance touchant l'honneur et érection des croix, après laquelle l'on distribua plusieurs feuilles imprimées sur le même sujet, dressées par quelque bon religieux.

« Puis, tous les confrères, ayant reçu la bénédiction de Mgr l'évêque, et à son imitation baisé dévotement la croix, prirent en bon ordre et silence le chemin de leur retour à Annecy : saint et dévot spectacle ! et qui tira les larmes des yeux les plus secs qui le virent.

« L'auteur du traité sut comme toutes ces choses s'étaient passées, et eut communication des feuilles qu'on avait distri-

buées, et ce fort aisément : car tout avait été fait aux portes de la ville de Genève, c'est-à-dire une petite lieue près d'icelle. C'est cela qui l'échauffa à faire ce beau traité. »

b) Extrait de l'*Histoire du bienheureux François de Sales*, par son neveu CHARLES-AUGUSTE, livre III.

« Il y avait autrefois, au grand chemin qui mène à Genève, une croix de pierre, ornée de deux statues de même, l'une du très saint crucifix, et l'autre de la glorieuse Vierge Marie, qu'on appelait la croix Philiberte, du nom de celui qui l'avait fait faire. Les hérétiques l'avaient abattue, n'ayant rien laissé qu'une colonne rompue, et trois degrés faits en rond, sur lesquels elle était posée.

« Les catholiques furent d'avis d'orner ce même lieu d'une autre croix, qu'ils firent de bois; laquelle, ayant été bénie par le prévôt de Sales, elle fut élevée triomphalement avec la solennité de la musique, par laquelle les prêtres chantaient hautement ces belles paroles ; « Les enseignes du roi se montrent, le mystère de la Croix reluit, en laquelle le Créateur de toute chair a été pendu en chair » ; et en même temps fut apposée une lame de fer-blanc, en laquelle l'apostolique François fit inscrire une épigramme qu'il avait lui-même composée, portant ce sens, que ce n'est point la pierre ni le bois que les catholiques adorent, mais bien ce Dieu qui, étant mis en croix, la rend honorable par son sang (1), et aussitôt, étant de retour à

(1) « Nous gravons sur le fer et le cuivre, et protestons devant le ciel et la terre, que

Ce n'est la pierre ou le bois
Que le catholique adore,
Mais Dieu, lequel mort en croix,
De son sang la croix honore. »

(*Étendard de la sainte Croix*, IV, 15.)

la maison de Jean Saget, il écrivit des thèses pour la défense de ce sacré bois, qu'il exposa publiquement à Thonon, et en envoya des copies aux ministres de Genève. »

c) Extrait du *Registre du Conseil de Genève*.

Vendredi 26 août 1597 (ancien style, soit 5 septembre N. S.)

« A été rapporté que tous les sujets du Duc, du côté du Faucigny et des environs de cette ville, doivent faire la fête de la Vierge Marie, dimanche et lundi prochain, à Annemasse, avec des processions et autres grandes solennités, èsquelles doivent assister plusieurs gens de guerre.

« Attendu quoi, et d'autant que sous le prétexte de dévotion, on pourrait entreprendre sur la ville, vu même le rapport de Samuel Cartier, venant d'Annissey, qui rapporte que les Savoyens font courir un bruit de la mort du roi de France, a été arrêté qu'on fasse faire meilleure garde que de coutume, que les quartiers de la ville soient visités, et que la porte de Rive soit tenue fermée pour quelques jours. »

d) Extrait du *Registre du Conseil de Genève*.

Vendredi 2 septembre 1597 (ancien style, soit 12 sept. N. S.)

« Pierre Besson, renvoyé du Consistoire (1) pour avoir été à Annemasse, exprès pour être spectateur de l'abomination qui y a été commise; arrêté qu'il tienne prison trois jours au pain et eau. »

e) Extrait du *Registre de la Compagnie des Pasteurs de l'Eglise de Genève*.

« Le même jour, (vendredi 2 septembre 1597, ancien style,

(1) Les registres du Consistoire font défaut pour cette époque.

soit 12, N. S.) furent présentés en la Compagnie deux placards faits par les capucins d'ici à l'entour, pour l'adoration de la Croix, auxquels il fut trouvé bon de répondre brièvement, aussi en forme de placard ; et en fut baillée la charge à M. de la Faye, en communiquant avec MM. de Bèze et Perrot. »

* * *

On voit que les pasteurs de Genève ne tardèrent pas à prendre connaissance des placards qui avaient été distribués à l'occasion du rétablissement de la croix Philiberte. Or, qui en était l'auteur ? « Quelque bon religieux », nous a dit saint François. « Les Capucins d'ici à l'entour » écrivait le secrétaire de la Compagnie des Pasteurs.

Mais La Faye, lui, les attribue rondement à François de Sales :

« Le Traditionneur (1) n'a voulu que cette miette de gloire, prétendue par lui en ces deux belles jumelles filles, ou feuilles de papier placardé, fût recueillie ou avalée par un autre que par lui.

« S'il ne peut vivre sans cela, qu'il s'en abreuve tant qu'il voudra : Si, n'a-ce pas été un trop notable chef-d'œuvre, pour un qui se jacte d'être grand maître. »

(*Replique* de La Faye, page 32).

Charles-Auguste de Sales semble corroborer le dire de La Faye, quand il rapporte, comme on l'a vu, qu'après l'érection de la croix d'Annemasse « l'apostolique François, étant de retour à la maison de Jean Saget, écrivit des thèses pour la défense de ce sacré bois, qu'il exposa publiquement à Thonon, et en envoya des copies aux ministres de Genève. »

(1) Dans l'*Etendard de la sainte Croix*, saint François, en parlant de l'auteur anonyme du *Brief traité*, l'appelle : *le Traiteur*. La Faye, en retour, appelle son adversaire : *le Traditionneur*.

Ces thèses seraient alors les deux placards en question; et l'attribution qu'en fait saint François de Sales à «quelque bon religieux » serait de la part du saint un trait d'aimable modestie. Je n'insiste pas. Tant qu'on n'aura pas retrouvé un exemplaire de ces placards, la base d'une conclusion solide manquera ; mais il serait intéressant de les retrouver (1), puisqu'ils sont peut-être un des premiers écrits de saint François de Sales.

Pour le dire en passant, il serait intéressant aussi de retrouver un ouvrage que C. A. de Sales nous apprend avoir été mis au jour par son oncle avant la mort de Claude de Granier (17 septembre 1602). C'est en parlant du *Rituel des Sacrements* que le biographe de saint François rapporte : « Enfin, il « ajouta une forme de proposer au peuple les points principaux de la religion chrétienne, tous les jours de dimanche, « qu'il avait déjà mise en lumière par le commandement de « son prédécesseur, mais qu'il corrigea de plusieurs fautes « que les imprimeurs y avaient commises. (2)»

(1) Les extraits que je donne plus loin du *Brief traité* offrent un résumé du contenu des placards, et permettraient de les reconnaître, si un heureux hasard les faisait retrouver.

(2) Cet ouvrage de sa jeunesse n'a pas été mentionné par saint François de Sales dans les pages de la préface du *Traité de l'Amour de Dieu* où il passe en revue ce qu'il a écrit et mis en lumière. On voit donc que ces pages, qui sont d'ailleurs importantes et pleines d'intérêt, ne donnent pas une énumération complète des écrits de notre auteur : le silence qu'il y garde sur les deux placards en question ne saurait donc être une objection bien forte contre la conjecture qui les lui attribue.

§ III. — **Extraits du « Brief traité de la vertu de la Croix et de la manière de l'honorer ».**

(Page 5). — Mais pour le présent, nécessité nous est imposée de parler de l'abus insupportable commis par eux, touchant la croix, afin que tous apprennent comment il se faut munir contre le poison de l'idolâtrie que le diable vient à vomir de rechef en ce temps et en ce voisinage, se servant du batelage de certains siens instruments, qui, et par paroles et par écrits, tâchent à rétablir l'idolâtrie, comme les murs de Jéricho, qui par la voix des trompettes de Dieu sont tombés dès bon nombre d'années en ces quartiers. Nous estimons que ceux qui ont ici apporté et divulgué les deux écrits qu'ils font voler en forme de placards, ont voulu faire pleurer et gémir plusieurs bons chrétiens d'entre nous. Car, qui est celui qui voyant les choses ineptes, absurdes et idolâtriques, contenues en iceux, se puisse tenir de lamenter, voyant le fils de Dieu déshonoré, un nombre d'âmes mal assurées se détourner de la vraie chrétienté, et une plus grande multitude se fortifier en ignorance et fausseté?

(Page 18). — Or, ne se peut-il nier que beaucoup de choses merveilleuses n'aient été faites sous le nom et signe de la croix; combien qu'il est aussi certain que grande partie de ce qui se dit et lit, a été licencieusement avancé et controuvé. Car qui ne voit que c'est fable de ce qui se lit, qu'une fille mangeant une laitue sans faire le signe de la croix, avala un diable? Qu'un frère convers buvant du vin, sans faire le dit signe, fut aussi saisi du diable? et infinis autres tels contes.

(Page 20). — Il n'y a doute que la pureté de la doctrine chrétienne ne soit grandement intéressée par le mélange ou

levain de cette doctrine erronée, attribuant en partie au signe la vertu de celui qui veut sa croix être fichée en nos cœurs, et non attachée à nos habits, ou plantée ès villes et champs.

(*Page 21*). — Nous tâcherons à soudre les allégations contenues au premier placard, dont le titre est :

DE LA VERTU DE LA CROIX

Le but d'icelui est de montrer que le signe matériel de la croix a de grandes et belles vertus.... Cette proposition est appuyée sur un passage d'Ezéchiel, chap. IX, et sur quelques passages de quelques anciens.

(*Page 25*). — Le second fondement est un recueil de passages de quelques anciens, confusément récités et la plupart changés et altérés : comme il appert par ce qui est allégué de saint Athanase.

Car saint Athanase, magnifiant la vertu de notre Seigneur J.-C., dit qu'elle se montrait en ce que, combien que les païens se moquassent de la mort et passion d'icelui, si est-ce que le signe de la croix et l'invocation du nom de Christ chassaient les démons, et les devinements cessaient.

Mais ce que ce placard ajoute n'est pas dit par saint Athanase, à savoir que Dieu fait grand état de ce signe et qu'il l'a fait prédire par le prophète Ezéchiel.

(*Page 26 et suivantes*). — Le second témoignage est d'Epiphanius, qui, parlant d'un certain Joseph de Tiberias, fait chrétien du temps de Constantin, décharma des fourneaux à cuire de la chaux (pour bâtir un temple chrétien dans la ville de Tiberias), que certains Juifs avaient charmés (1). Le

(1) Cp. *Étendard de la sainte Croix*, III, 5.

placard prétend par l'exemple de ce Joseph, que les ennemis des Chrétiens se sont servis du signe de la croix.

Le troisième est de saint Grégoire au 3^e livre de ses Dialogues, chap. VII, touchant un Juif qui, se trouvant une nuit en un temple d'Apollon (où, dit-il, plusieurs diables tenaient leur conseil), fit le signe de la croix et fut garanti de mal.

Le quatrième est de Nazianzene, qui récite que Julien l'Apostat se signa de la croix, se trouvant éperdu en un lieu obscur par des esprits malins.

Le cinquième est de saint Augustin, au livre des 83 questions, question 79^e.

Le sixième est du premier livre des Confessions de saint Augustin, chapitre II.

Le septième est du livre intitulé : *De la visitation des malades*.

Le huitième est du sermon 130 : *Du Temps*.

Le neuvième est du livre XII contre Fauste, manichéen, chap. XXX.

Le dixième est du livre intitulé : *De l'altercation de l'Eglise et de la Synagogue*.

L'onzième est tiré du sermon XIX : *Des Saints*.

Le douzième est du XXII de la Cité de Dieu, chap. VIII, où il est dit qu'une certaine dame de Carthage fut guérie d'un chancre à la mamelle, ayant été avertie en dormant de remarquer avec le signe de la croix la première femme baptisée qui viendrait au-devant d'elle.

Le treizième est de l'exposition sur le Psaume 36, en ces mots : Anciennement les criminels étaient crucifiés. A présent, on ne crucifie personne. La croix est en honneur et à sa fin. Elle est à sa fin, quant au supplice, mais elle demeure en gloire.

Le quatorzième est pris du troisième traité sur saint Jean,

en ces mots : Si nous sommes chrétiens, nous attouchons à Jésus-Christ. Nous portons au front la marque d'icelui, dont nous ne rougissons point, si nous la portons aussi au cœur. La marque d'icelui est l'humilité d'icelui.

A ce témoignage nous joindrons, à cause de brièveté, tous les autres suivants qui sont jusqu'au nombre de dix, pour ce qu'ils se rapportent presque tous à ce qui est dit, que les Chrétiens se signaient au front.

.

Et ceci brièvement touché suffira pour répondre aux allégués contenus au premier placard.

Venons au second, qui est intitulé :

COMMENT LA CROIX DOIT ÊTRE HONORÉE

(Page 49). — Quelques-uns ont dit que la vraie croix, qui avait touché au corps de J.-C., devait être adorée de latrie, ou pour le moins d'hyperdulie ; mais que les autres croix devaient être servies de l'honneur de dulie ; c'est-à-dire que la vraie croix devait être révéree de l'honneur dû à Christ, et les autres croix devaient être honorées de l'honneur que les serviteurs doivent à leurs maîtres. Et c'est la belle résolution du présent second placard. Lequel il faut aussi que nous considérions et épluchions brièvement.

Quelques passages des anciens y sont allégués (suit le passage reproduit dans l'*Étendard de la sainte Croix*, 1, 1).

(Page 52). — Et n'a pas été seulement appelée la croix aorée, c'est-à-dire adorée : mais aussi le vendredi a été dit aoré, c'est-à-dire adoré, à cause de l'adoration de la croix de ce jour-là.

(Page 53). — Pareilles inepties et blasphèmes se commet-

tent autour de la lance, dont on dit le côté de Notre-Seigneur avoir été transpercé, qui fut envoyée par le Grand Turc Bajazet à Innocent, huitième de ce nom, environ l'an 1490, si le conte ne ment : de laquelle sainte lance la fête se célèbre le vendredi après les octaves de Pâques, et lui est adressée la prière suivante :

*Ave ferrum triumphale,
Intrans pectus tu vitale,
Cæli pandis ostia.
Felix hasta, nos amore
Per te fixi saucia.*

De manière que qui croira ces gens, il faudra aussi adorer saint falot, sainte éponge, sainte échelle, sainte corde, saint fouet et autres instruments des bourreaux qui ont tourmenté Jésus-Christ. Que les sophistes rongent leurs ongles tant qu'ils pourront,... si ne pourront-ils jamais faire que du bois ne soit du bois. Et pourtant, qu'ils bénissent du bois et s'inclinent devant du bois... : nous disons, nous, qu'ils sont plus stupides que le bois, s'ils ne reconnaissent la grande faute qu'ils commettent, en honorant du bois au lieu de s'adresser à celui qui a porté nos péchés en son corps sur le bois.

Nous n'ignorons pas leurs beaux vers :

Effigiem Christi, etc.,

mais nous disons que c'est une drogue semblable à celle que l'on appelle l'*Endormie* (1) : car voirement, c'est pour endormir les ignorants ; au lieu que ceux qui sont enseignés en

(1) « Nos saintes excuses, ou plutôt nos saines déclarations... c'est cela même qu'ils rejettent et abhorrent le plus, et l'appellent *Endormie*, par mépris et dédain. » *Etendard de la sainte Croix*, IV, 15.

L'*endormie*, dit Littré, est le nom du *datura stramonium*.

l'école de Dieu, retiennent que puisque Dieu ne veut point être servi par les images, c'est chose totalement insupportable d'en avoir pour les adorer.

§ IV.— **La publication de la « Défense de l'Estendart de la sainte Croix de Nostre-Sauveur Jésus-Christ ».**

a) Extrait de l'*Etendard de la sainte Croix*, épître dédicatoire.

« L'enfer, qui n'a pas assez de charbon et de fumée pour noircir la croix, produit néanmoins parfois quelques-uns de ses barbouillés qui, voilés du beau manteau de l'Ecriture, jettent devant les yeux des simples gens certains brouillards de divers discours, pour faire paraître au travers d'iceux, cette sainte croix aussi noire et souillée qu'elle fut oncques. L'un d'entre eux, estimant la mettre en la nuit d'un éternel mépris, mit naguère au jour un certain petit traité sans aucun nom d'auteur, d'imprimeur, ni du lieu d'où il sortait.

« Or, entre plusieurs de la compagnie de la sainte croix d'Ancey, qui pouvaient et se sentaient obligés de répondre à cet écrit, j'en pris fort librement la charge, et fus (à mon avis), avoué de sa divine bonté : car je n'eus pas sitôt commencé à dresser cet avertissement, que pour ne me laisser écrire de sa croix en clerc d'armes, elle me mit sur les épaules la croix d'une âpre et longue maladie : au relever de laquelle je me trouvai distrait à tant d'occupations, et l'imprimerie tant incommode, que je n'ai pu le produire jusqu'à cette heure, qu'enfin il sort. »

b) Extrait de la *Replique* de La Faye, pages 1 et 2.

« A la parfin, M. F. de Sales, évêque (comme à tort, sans cause ne raison, il se nomme) de Genève, a fait réponse au Bref Traité de la Croix. Ce traité, bâti soudain et opposé à deux placards volants, touchant la Vertu et Honneur de la Croix, fut mis en lumière à Genève, l'an mil cinq cent nonante et sept. Dès adonc, on n'en a point parlé.

« A présent (1) seulement s'est éveillé le dit De Sales, et s'est tellement escarmouché à l'encontre, que pour combattre quatre petites feuilles, il a dressé un livre de 326 grandes pages. Aussi y a-t-il employé environ sept années.

« Qu'est-il de faire ? On a déjà tant répondu à la plupart du contenu en ce livre, que ce n'est qu'ennui de remettre sur la table un même service. Mais si on se tait, que faut-il attendre ? Rien autre, que le son de toutes les cloches de Savoie, pour carillonner la victoire de M. l'évêque de N. (et nullement de Genève). Car aussi la coutume des disputeurs et écrivains papistiques est, que quand ils auront seulement soufflé un mot, ils trompettent et cornent partout qu'ils ont vaincu ; tant ils ont le front assuré et la bouche effrénée ! »

* * *

Une remarque est à faire ici. — Comment La Faye compte-t-il ces sept années ? Sans doute, son traité ayant paru en 1597 dans le courant de l'automne, il compte pour une année les dernières semaines de 1597 ; et comme l'ouvrage de saint

(1) La *Replique* de La Faye est datée de « S. Apre, ce 12 de Décembre 1603, jour et an révolu après l'extraordinaire miracle de Dieu, veillant pour notre conservation ». — On sait que la maison de Saint-Apre occupait l'emplacement du n° 16 de la rue des Granges, à Genève.

François a dû paraître dans le courant de 1603, il compte pour une année les premiers mois de 1603.

Il est clair que la première édition de la *Défense de l'Étendard de la sainte Croix*, qui parut à Lyon, chez J. Pillehotte, avec la date de 1600, ne circula dans le public que dans le courant de l'année 1603. La page de La Faye qu'on vient de lire, le prouve avec évidence.

Mais que dirons-nous d'une édition que Brunet indique ainsi : « Petit in-8°, Annecy, 1597 » ? Il y a là quelque malentendu, que saura expliquer le savant qui aura cette édition sous les yeux.

L'année 1597 est celle où saint François résolut de répondre au *Brief traité*. L'évêque indique lui-même les causes du retard qu'éprouva la publication de son livre, quand il parle de sa *longue maladie* et de *l'imprimerie tant incommode*, trop lente évidemment à son gré. — L'évêque, ai-je dit, à tort sans doute ; car saint François, quand il écrivait son premier ouvrage, n'était encore que prévôt de l'église cathédrale de Saint-Pierre de Genève.

« Or je me nomme, dit-il à la fin de son avant-propos, non pour l'obliger (*mon adversaire*) à aucun respect ; car peut-être que le rang auquel je suis en cette église cathédrale le mettra en humeur de me traiter plus mal, mais afin que, etc. »

§ V. — Esquisse de quelques notes et remarques sur « l'Étendard de la sainte Croix ».

La Faye nomme le cardinal Bellarmin et le jésuite Gretser comme les deux principaux auteurs dont son jeune adversaire a mis à profit les ouvrages :

« La plupart de cet écrit est des plumes de Bellarmin, furtivement tirées des ailes d'icelui, comme le même Bellarmin a dérobé la plupart de sa compilation de ses devanciers, Eclius, Clichtoveus, Rofensis, Driedo, Taperus(1), et autres tels champions de la prétendue Eglise catholique romaine : mais il a été plus fin et plus regardant à soi que ceux-là n'ont été en leur temps. Aussi en a-t-il été cardinalé. Or si tout son œuvre est plein de faste et d'ostentation, comme il est, c'est principalement au Traité de la Croix qu'il en regorge.

« Aussi n'a pas été oublié le labeur du jésuite Gretserus, qui a fait un gros volume *de Cruce*, dont le Traditionneur a écrémé, ou plutôt écumé la fleur, qui est telle que, de mauvais froment distribué en latin, n'a été faite guères bonne farine en français. » (*Replique* de La Faye, page 45.)

Le premier ouvrage de saint François de Sales a moins d'originalité que les autres, et l'esprit du temps s'y fait jour, plutôt que le caractère propre de l'auteur. Il faut qu'une comparaison suivie avec les traités de Bellarmin et de Gretser détermine exactement tout ce qu'il a emprunté à ses devanciers : alors les morceaux de ce traité de controverse qui constituent la part personnelle de l'enfant de la Savoie se détacheront du reste du livre avec plus de clarté qu'aujourd'hui, où nous ne pouvons les distinguer qu'au jugé.

* * *

A la seconde page de sa *Replique*, La Faye récapitule les injures adressées par saint François de Sales à l'auteur du Traité de la Croix :

(1) Eclius est sans doute une faute d'impression ; il faut lire *Eckius*. Les autres auteurs cités, sauf Rofensis que je ne connais pas, ont leurs articles dans les grands dictionnaires biographiques.

« Le dit traité n'est rien qui vaille : il est rempli d'inepties, de mensonges, de blasphèmes : il n'y a point d'ordre : il est écrit par un arrogant, pauvre ministre, morfondu, hors d'haleine, à qui la rage et passion a ôté la raison, téméraire, insolent, aveugle, très impudent, imposteur, charlatan, Protée, Chameleon, ennemi de la Croix, jadis moine ou prêtre, très ignorant, etc. »

C'est dans la 3^e partie de l'avant-propos de l'*Etendard de la sainte Croix* que se trouvent les deux principaux passages visés par La Faye :

a) « Le traité n'est rien qui vaille : ce n'est pas seulement un mensonge bien agencé..... Le tout n'est que de soixante petites pages : en la première, il n'y a que le titre, lequel pour bon commencement est du tout mensonger : car il porte le nom : *De la vertu de la croix et de la manière de l'honorer.* »

b) « Un si grand nombre d'impertinences manifestes, en si peu d'ouvrage comme est le traité, me fait croire que l'auteur ne peut être sinon quelque arrogant pédant, ou quelque ministre hors d'haleine et morfondu : ou si c'est quelque homme d'érudition, la rage et la passion lui en aura levé l'usage : et de vrai, il fit cet ouvrage fort à la hâte, et ne se bailla guères de loisir après la sortie des placards. »

La plupart des autres épithètes rassemblées par La Faye se retrouvent *passim* dans l'*Etendard de la sainte Croix*, et surtout dans la seconde partie de l'avant-propos, et les chapitres III, IV et V du premier livre ; mais je suis comme M. l'abbé Fleury, qui n'a pas réussi (1) à trouver dans l'édition Vivès les qualifications de *Protée* et de *Chameleon* : je ne les ai pas trouvées dans l'édition Blaise ; et cependant c'est contre elles que La Faye se gendarme et se rebiffe spécialement :

(1) Saint François de Sales, le P. Chérubin et les ministres de Genève, Paris, 1864, page 41.

« L'auteur de ce traité, dit-il, jamais n'a été vu ou entendu dire ou faire acte d'enragé, impudent, Chameleon ou Protée : ains il s'est comporté avec toute simplicité et modestie, sans se détourner de la vérité de Dieu, depuis qu'il l'a connue, et a toujours d'un même pied marché fermement en icelle. »

J'en conclus, sauf meilleure information, que ces deux qualifications métaphoriques se trouvaient dans l'édition princeps, et que saint François a jugé à propos de les faire disparaître quand il a réimprimé son ouvrage.

* * *

« Le ministre La Faye, de Genève, a fait un livre exprès contre moi ; il n'épargne pas la calomnie ; il laisse à part la grande multitude de mes imperfections, qui sont sans doute blâmables, et ne me censure que de celles que je n'ai point , par la grâce de Dieu : *d'ambition, d'oisiveté extérieure, luxe en chiens de chasse et écuries*(1), et semblables folies, qui sont non seulement éloignées de mon affection, mais incompatibles avec la nécessité de mes affaires et la forme de vie que ma charge m'impose. Or béni soit Dieu qu'il ne sait pas mes maladies, puisqu'il ne les voudrait guérir que par la médisance.

« Je branle à savoir si je dois répondre ; et n'était l'opinion de mes amis qui me combat, je serais résolu à la négative : même que j'ai en mains quelque petite besogne qui sera sans doute plus utile que celle-là ; et je suis si tourmenté de la multiplicité des sollicitudes, que je n'ai nul loisir d'étudier. »

(1) Quelques mois auparavant, dans les constitutions synodales du 2 octobre 1603, saint François avait arrêté : « A tous ecclésiastiques sont défendus les jeux illicites en tous lieux, et les licites et autres passe-temps es places, carrefours, rues, chemins et autres lieux publics, *comme aussi la chasse qui se fait à course de chiens*, et avec l'arquebuse, de laquelle le port leur est totalement inhibé. »

Ceci est extrait d'une lettre datée d'Annecy, 14 août 1604, et adressée par saint François de Sales à un évêque. Les passages de la *Replique* de La Faye, auxquels il fait allusion, sont les deux suivants, sauf erreur :

a) « Il sied mal à ceux du clergé papistique de dire qu'on doit déférer l'honneur religieux aux princes : vu qu'il ne leur rend pas même le civil. Il n'y a si petit capelotton qui ne s'en exempte. Qu'on considère seulement la souscription de l'épître de ce livre adressée à l'Altesse de M. le Duc de Savoie : le Traditionneur s'est bien gardé de s'appeler son *sujet*, quoiqu'il soit savoisien de père en fils, et s'est renfermé au terme de *serviteur* qu'il appliquerait au moindre de ses familiers. C'est d'autant qu'il est sujet et obligé du Pape, en foi de prêtre. Les princes y aviseront quand il leur plaira, et quand Dieu leur fera la grâce de voir ce qu'ils ne voient pas. »

(*Replique* de La Faye, pages 9 et 10.)

Ici encore une remarque : les éditions courantes de *l'Eten-dard de la sainte Croix* portent toutes, à la fin de la dédicace en question :

*Je ne suis porté d'autre désir que d'être tenu pour homme
qui est, qui doit et veut être à jamais,*

MONSEIGNEUR ,

*Très humble et très obéissant serviteur et sujet de Votre
Altesse,*

FRANÇOIS DE SALES.

Il semble donc que l'évêque se soit incliné devant l'observation de son adversaire, et qu'il y ait fait droit.

b) « Aussi ne vont les Chrétiens à la chasse après Christ, comme les chiens des veneurs qui suivent les fumées et les passées de la bête, comme parle ici le Traditionneur, voulant faire entendre par ces manières de parler qu'il n'est ignorant

du métier des veneurs, et qu'il va à la chasse, ce qui est défendu aux évêques et clercs. »

(*Replique* de La Faye, pages 175 et 176).

Le reproche de La Faye s'adressait au passage suivant de saint François :

« Cherchez Jésus-Christ et ce qui est en haut, ce me dites-vous; je le cherche pour vrai. Et tant s'en faut que la croix, lesépulcre, et autres saintes créatures, m'en détournent comme vous pensez : qu'elles m'échauffent et empressent davantage à cette quête. Les fumées et traces ne retirent pas le bon chien de la quête, mais l'y échauffent et animent : ainsi, éventant en la croix, en la crèche, au sépulcre, les passées et allures de mon Sauveur, tant plus suis-je affectionné à cette bénite recherche. » (*Etendard de la sainte Croix*, livre III, chap. IV.)

* * *

Je conclus. Une édition critique des œuvres de saint François de Sales est un des desiderata de l'histoire littéraire de notre pays.

M. Jules Vuy a publié sur l'auteur de l'*Introduction à la vie dévote* des recherches remarquables, et trop peu remarquées chez nous : la *Philothée de saint François de Sales*, 2 volumes, 1878 et 1879 ; mais ce n'est qu'un premier pas : il faut poursuivre jusqu'au bout. Dans l'état actuel des études, on doit reconnaître que la science protestante a fait pour Calvin beaucoup plus que la science catholique pour saint François de Sales. Il est à souhaiter que le célèbre évêque de Genève trouve parmi ses coreligionnaires, des éditeurs qui réussissent à attacher leur nom à ses œuvres, comme MM. Reuss, Cunitz et Baum ont attaché leur nom aux œuvres de Calvin.

COMPTE-RENDU ADMINISTRATIF

(1 8 8 2)

En 1882, l'Institut a tenu, suivant l'usage, deux séances, l'une littéraire et publique, l'autre administrative ; dans cette dernière, le Bureau a été réélu pour deux ans, ainsi que le Comité de gestion, composé de MM. Olivet, Flammier, P. Vau-cher, Sylvestre et Vuy, auxquels sont adjoints le président et le secrétaire-général.

Bibliothèque

La Bibliothèque a reçu pendant l'année 1882, par voie d'échanges avec des Sociétés savantes, 131 volumes, 36 brochures.

	Volumes	Brochures	Cartes
Par échange avec des sociétés sa- vantes	131	36	
Dons d'administrations ou de Co- mités officiels	17	17	5
Dons de particuliers	13	149	
Par abonnement	8		
Par achat	1	7	
Total	170	209	5

L'Institut est entré en relations d'échange avec :

La Société d'Histoire de la Thuringe.

L'Académie d'Histoire et d'Archéologie de Stockholm.

La Société d'Histoire de Schwytz.

La Société d'Etudes des Hautes-Alpes.

L'Académie d'Agriculture, des Sciences et des Lettres d'Aix en Provence.

COMPTE - RENDU

DES

TRAVAUX DES SECTIONS

PENDANT L'ANNÉE 1882

I

Section des Sciences naturelles et mathématiques.

La Section des Sciences de l'Institut a tenu six séances durant l'année 1882 et elle a entendu successivement la lecture des travaux suivants :

M. le professeur H. FOL. Application de la photographie à la zoologie.

M. le docteur H. OLTRAMARE. De l'extirpation du chancre induré comme procédé pratique dans le traitement de la syphilis.

M. le docteur VULLIET. Rapport sur un ouvrage de M. le docteur Millot-Carpentier relatif aux progrès de l'obstétrique en Italie.

M. le professeur C. VOGT. Communication sur la faune de Cette et des environs.

M. le docteur E. YUNG. Sur les hallucinations chez l'homme éveillé et les erreurs des sens.

M. le professeur C. VOGT. Sur la dentition des mammifères.

La Section a nommé membre honoraire M. Gustave Michaud, et membres correspondants M. le professeur Gustave

Retzius à Stockholm et M. le docteur Millot-Carpentier, à Masnières (département du Nord). Elle a perdu deux de ses membres, E. Desor, le savant naturaliste de Neuchâtel, et le Dr Pétavel, de Chêne.

II

Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire.

La Section a tenu neuf séances ordinaires. Elle a entendu diverses communications, savoir :

De M. Jules VUY : *Documents inédits du XVI^e siècle, pièces provenant du Fort de Sainte-Catherine, une Ancienne Chanson relative à l'Escalade*, une communication historique sur la *Conspiration de Lausanne en 1588* et une dite sur *des procès de sorcellerie, à Genève, au XVII^e siècle*.

De M. Henri FAZY, sur *Genève, le prince de Condé et le duc d'Alençon* (relations de Genève avec le parti huguenot).

De M. C. FONTAINE-BORGEL. Sur le peintre Louis-Auguste BRUN, de Rolle, et une *Histoire de Lancy dès les anciens temps à nos jours*.

De M. César DUVAL. Sur des *Procès de sorcellerie dans la baronnie de Viry*; la préface de ce travail est due à M. Eloy DUBOIN.

De M. Emile GOLAY. *Etude sur la concordance du droit civil et du droit public*.

De M. GRAND-CARTERET. *Caractéristique de l'art dans les Républiques du Moyen-Age*.

De M. Ch. ROUMIEUX. *Troisième série des médailles genevoises.*

De M. Louis DUFOUR. *Pertes des Genevois dans les guerres de 1589 et 1590.*

La Section a perdu l'un de ses anciens membres effectifs, Philippe Campério, et cinq de ses membres correspondants, le comte Franchi-Vernay, à Milan, de Mandrot de Gingins, Quiquerès, A., inspecteur des mines, à Delémont, Louis Rochat, conservateur du musée d'Yverdon, et le Dr Uhlmann, de Münchenbuchsée.

Elle a élu membres correspondants l'abbé Ulysse Chevalier, à Romans, Huguet-Lacour, à Montréal (Canada), Albert de Montet, baron Antonio Manno, à Turin, Léonce Pingaud, à Besançon, Gustave Vallier, à Grenoble.

III

Section de Littérature.

De février 1882 à janvier 1883, la Section a eu six séances ordinaires et six séances d'effectifs.

Elle a perdu parmi les membres honoraires MM. L. Vaucher et Rod. Rey, et parmi les correspondants M. l'abbé Roussel; elle a reçu membre honoraire M. Galiffe, et nommé M. Maystre membre effectif, en remplacement de M. Richard.

Elle a entendu de M. Duvillard une *Notice sur Petit-Senn*, destinée à une lecture populaire; du même auteur, la *Lenore celtique*, traduction en vers d'après la Villemarqué, essayant de reproduire l'accent de l'original breton.

M. L. VAUCHER lui a communiqué des *lettres* particulières très intéressantes de M. le professeur Vulliemin, le montrant sous un jour intime et extrêmement sympathique. Le même membre effectif a lu de courtes remarques sur le *Journal posthume* de M. H. F. Amiel.

M. Eugène RITTER a présenté deux travaux, des *Recherches généalogiques* à Genève, principalement sur les familles Neker et de Staël, et une Notice sur *Marcet de Mézières*, contemporain et correspondant de Rousseau.

M. J. HORNING a soumis à la Section *Quelques vues sur la preuve en histoire et les sources de l'histoire contemporaine*.

M. A. CARTERET a lu une poésie : *l'Egalité*, programme politique plein de sentiments généreux ; dans la séance publique de décembre 1882 cette poésie a obtenu un grand succès.

Le nouvel effectif a lu, soulignées d'applaudissements, de charmantes poésies, les *Ris*, *l'Absence*, et un poème dramatique : les *Sauveteurs du Havre*, également choisi pour la séance générale.

M. Ch. RITTER a présenté quelques *Notes* sur l'Académie française.

M. le professeur VAUCHER a communiqué le morceau qui ouvre ses Etudes d'histoire suisse, sur les *Commencements de notre Confédération*.

M. GALIFFE a intéressé la Section par son mémoire d'*Un siècle à l'autre*, tableau du mouvement religieux genevois de 1808—1824 ; il va sans dire qu'un pareil sujet a donné lieu à une discussion intéressante.

M. L. VAUCHER a lu dans la même séance (18 mars) son

essai de traduction de Shakespeare, les parties poétiques en vers, la prose en prose. Il avait choisi le premier acte d'*Henri IV*. Cette traduction a été le dernier travail de l'ami que nous devons perdre prématurément.

M. SIGOGNE a parlé du *Roman expérimental* et par conséquent de M. Zola ; son Etude était encore incomplète et fragmentaire, mais témoigne de beaucoup d'élévation et de vigueur.

M. Em. JULLIARD a lu *Inconsolée*, pièce mentionnée au concours de l'an dernier ; il a lu aussi à la séance générale les *Adieux du Poète à son manuscrit*, pièce originale qui a été très applaudie.

M. A. DUFOUR, avocat, également mentionné au dernier concours poétique, a lu la *Ballade du Chêne coupé*, à la *Jeunesse*, *l'Ours qui danse*, le *Parc*, et surtout une ravissante légende antique, *Syrinx*.

M. Ed. HUMBERT a communiqué une lettre du général Laharpe.

Enfin, la Section a eu communication de plusieurs pièces de son correspondant M. l'abbé ROUSSEL, mort récemment ; M. SCHELER a fait surtout valoir les *Inconvénients des Journaux*, morceau qui a été très apprécié par tous. M. Charles RITTER a été chargé de rédiger une Notice sur notre correspondant.

Au mois de mai, M. le professeur HUMBERT a présenté, à la séance générale, le *Rapport sur le Concours de Nouvelles* ; dix-sept avaient été présentées, cinq ont été récompensées, et les cinq pièces mentionnées, toutes publiées depuis, avaient

cinq dames pour auteurs. L'une d'elles est morte cette année même, à la fleur de l'âge et du talent.

Un nouveau Concours, cette fois, d'histoire littéraire, a été ouvert, et son programme a été répandu par les journaux.

La Section s'est intéressée à la publication de l'*Almanach de la Suisse romande* et des *Nouvelles rustiques de Sciobéret*, éditées par M. Ch. RITTER, par l'acquisition d'un certain nombre d'exemplaires.

Elle s'occupe maintenant des *Œuvres posthumes* de notre membre honoraire M. le juge VAUCHER ; elles sont précédées d'une Notice émue de M. Marc MONNIER, et contiendront plusieurs pièces inédites, outre la dernière comédie de l'auteur, lue à la Section.

A la fin de 1882 la Section a tenu une séance générale où MM. VUY, CARTERET, HORNING, Em. JUILLARD, MAYSTRE se sont fait successivement entendre ; M. Marc MONNIER était représenté par M. JAMES, et M. SALMSON par M. SCHELER, qui a lu aussi un poème dramatique de sa composition ; M. VUY a rappelé quelques-uns de ses souvenirs, principalement à l'occasion du *Rhin suisse*, et M. HORNING a parlé de notre très regretté correspondant M. Rod. Rey.

Pendant l'année, la Section a perdu trois de ses membres, Louis Vaucher, membre honoraire, Rodolphe Rey, et l'abbé Roussel, de Rouxières (Vosges), membres correspondants.

IV

Section des Beaux-Arts

La Section des Beaux-Arts a tenu, pendant l'année, onze séances, dont une de membres effectifs.

Des communications lui ont été faites : par M. BURILLON, sur Abraham Bouvier et son œuvre ; par M. Ch. MENN, sur un projet d'écoles professionnelles pour la France, analyse d'un mémoire de M. L. CHARVET, inspecteur des écoles de dessin à Lyon ; du même, sur l'enseignement du dessin dans le canton de Berne et l'Institut des sculpteurs sur bois de l'Oberland ; il a rendu compte de l'assemblée convoquée à Olten, pour organiser un pétitionnement en faveur d'une loi pour la protection de la propriété industrielle.

M. Alfred VAN MUYDEN a lu deux mémoires concernant la protection de la propriété artistique. La Section a décidé de faire un tirage à part du premier de ces mémoires publié dans la *Semaine judiciaire*, et de l'envoyer aux Autorités fédérales et aux membres des deux Chambres en le faisant appuyer par une pétition des artistes suisses dont elle a pris l'initiative.

La Section a reçu onze plats pour le Concours de décoration céramique et a appris que plus d'une vingtaine d'autres plats qui étaient destinés au Concours avaient subi des accidents de cuisson. Malgré ce contretemps, la Section ayant lieu d'être satisfaite du résultat obtenu, mais ne pouvant renvoyer le Concours, a acquiescé à la demande que lui adressait le Jury, d'ouvrir un nouveau concours pour 1883.

Le Jury n'a pas cru devoir décerner de premier prix, il a accordé quatre prix de 100 francs chacun à MM. Louis Pautex, William Bettinger, Edouard Viquerat et Jules Reynaud, et trois prix d'encouragement, l'un de 40 francs à M. Marc Durouvenoz ; deux de 30 francs à M^{lle} Valentine Lacroix et à M. Jacques Mayor.

La Section a perdu un de ses membres, le peintre Emile

Robellaz. Elle a nommé membre correspondant M. Mathis Lussy, de Stanz, organiste à Paris, auteur de plusieurs ouvrages sur la musique.

V

Section d'Industrie et d'Agriculture.

Pendant l'année 1882 la Section d'Industrie et d'Agriculture s'est réunie douze fois, cinq de ces séances ont été tenues par les membres effectifs.

Dans les séances ordinaires, elle a entendu des communications de : M. ARCHINARD sur la concentration des moûts de raisins, destinés à la fabrication des vins artificiels et à la coloration des vins de seconde cuvée ; sur le traitement dans notre canton des vignes phylloxérées ; sur le sucre de lait et sa fabrication ; sur la culture rationnelle des prairies ; sur les causes de la crise agricole en Suisse et les moyens d'y remédier, etc.

De M. MICHAUD, sur le fonctionnement du bureau d'analyse des substances alimentaires.

De M. ROCHAT, ingénieur, sur le nouveau système de vidanges de M. Mourasse, et sur le cycle à vapeur de M. Testud de Beauregard.

De M. SCHÆCK-JAQUET, sur la fabrication de la bière.

De M. UHLER, ingénieur, sur les différents systèmes de chemins de fer aériens et leurs applications ; sur la construction des fours employés pour la gazéification de divers combustibles.

De M. CHALLET-VENEL, sur les conséquences de l'exploitation du chemin de fer du Gothard au point de vue de la place de Genève, mémoire dans lequel il a montré l'importance du Tarif 442 pour le commerce de transit de France en Suisse. A la suite de cette communication la Section a décidé, d'accord avec l'*Association commerciale et industrielle*, d'adresser au Conseil fédéral, par l'intermédiaire du Conseil d'Etat, un mémoire demandant que ce Tarif 442 fût remis en vigueur et que des démarches fussent faites pour obtenir de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée que Genève et d'autres villes de la Suisse romande fussent comprises dans la liste des gares qui doivent bénéficier des avantages de ce Tarif.

Sur la demande du Département de l'Intérieur, la Section a donné un préavis sur la répartition entre les cantons du subside de 20,000 francs alloué par les Chambres fédérales pour l'amélioration des races bovines ; sur l'emploi d'une autre allocation fédérale pour l'achat de reproducteurs de races ovine et porcine ; le Département de Justice et Police lui a demandé un préavis sur une pétition qui lui avait été adressée pour que la chasse des palmipèdes fût permise pendant les mois de mars et d'avril.

Pendant l'année, la Section a perdu cinq de ses membres : MM. Andeer Justus, pasteur à Bergum (Grisons), Constant Lambelet, conseiller d'Etat et député de Neuchâtel au Conseil national, membre correspondant ; Abraham Girard, ancien vérificateur des poids et mesures, membre émérite ; Emile Dégrange ; Henri Giessler et Monnier-Peichaubeis, membres honoraires.

COMPTE - RENDU

DES

TRAVAUX DES SECTIONS

PENDANT L'ANNÉE 1883

I

Section des Sciences naturelles, physiques et mathématiques.

Dans le courant de l'année 1883 la Section des Sciences a entendu la lecture des travaux suivants :

M. le professeur W. ZAHN. Note relative à la thrombose.

M. le professeur C. VOGT. Sur un crustacé copépode parasite des *Alcyoniums*.

M. le professeur E. YUNG. De l'action du froid sur les microbes et en particulier le *Bacillus anthracis*.

M. le professeur VULLIET. Les eaux et la fièvre typhoïde.

M. le professeur REDARD. De la greffe des racines dentaires.

M. G. LUNEL. Sur un cas d'association d'un poisson et d'une méduse.

M. le professeur E. YUNG. Sur l'évolution du parasitisme chez les animaux.

La Section a perdu deux de ses membres, Louis Bréguet, horloger-mécanicien, membre de l'Institut de France, et Fr. Josseaume, membre honoraire.

II

**Section des Sciences morales et politiques,
d'Archéologie et d'Histoire.**

Dans le cours de l'année 1885, la Section a tenu dix séances ordinaires et deux de membres effectifs.

Outre les nombreuses communications spéciales de la présidence (M. J. VUY), les travaux suivants ont été présentés :

De M. Jules VUY. *A propos d'une procuration passée à Loche le 20 Mai 1560 par Charles de Guise, archevêque de Reims, à Georges de Vidomne, dit de Noveiry, seigneur de la Chapelle.*

De M. le docteur GALIFFE. *Quelques mots sur les Allmenden des Cantons suisses primitifs.*

Notice sur les Vallées vaudoises du Piémont.

De M. Louis DUFOUR-VERNES. *Anciens artistes genevois, étude sur le développement de l'industrie genevoise.*

Statistique sur l'industrie genevoise (1823), d'après une lettre de Pierre Bellamy-Aubert à François Chaponnière.

De M. le professeur Henri SILVESTRE. *Une communication sur l'Architecture à Genève du Moyen-Age à la fin du XVIII^{me} siècle, avec exposition de tableaux.*

La Section, désireuse de conserver cette précieuse collection, en a recommandé l'acquisition au Conseil administratif de la Ville de Genève, à destination de ses établissements artistiques ou des Ecoles industrielles. Cette demande a heureusement abouti.

De M. Frédéric SASSONE (auteur de la *Savoie armée*), sur les *Evènements se rapportant à l'indépendance italienne et l'invasion de la Savoie par la Jeune Italie*.

De M. Antoine BALLY. *Tableau synoptique des Sociétés du canton de Genève*, travail qui ne comporte pas moins de 382 sociétés.

De M. Claudius FONTAINE-BORGEL. *Jean-Pierre Bérenger, historien, ancien Syndic de Genève, 1737-1807*, formant, pour cette période l'*Histoire politique et philosophique de Genève*.

Exposé des Rapports entre Genève et Berne au sujet du mouvement insurrectionnel du major Davel, au Pays de Vaud (1723).

Etude historique, dès les anciens temps à nos jours, sur les anciennes paroisses et communautés de Veyrier, Troinex et Bossey.

Ces diverses communications ont été suivies de critiques et de discussions toujours très-nourries et intéressantes.

Les membres effectifs ont procédé à la nomination d'un Jury, composé de trois membres, pour le Concours d'histoire dont l'échéance avait été fixée au 30 Juin. Ce concours sur l'*Ancien état social de Genève* n'a donné aucun résultat.

Un concours sur l'*Histoire de l'industrie à Genève*, organisé avec la Section d'Industrie, a été admis en principe. Deux délégués ont été nommés pour représenter la Section au sein de la Commission d'organisation.

La Section a souscrit à 25 exemplaires de la seconde édition publiée à Genève par M. Henri FAZY, secrétaire général de l'Institut, de la biographie de M. Philippe Camperio, ancien magistrat de la République genevoise et l'un des fondateurs de l'Institut national genevois.

La Section a admis comme membres honoraires :

MM. Victor LEIBBRAND, dessinateur au Cadastre cantonal de Genève; Jules NICOLE, professeur à Genève; AULDJO, consul de S. M. Britannique, à Genève; François-Henri CHAULMONTET, propriétaire au Plan-les-Ouates, fils d'un membre émérite, M. A. Chaulmontet, ancien Président du Tribunal civil.

Trois modifications ont été faites au tableau des honoraires. M. Emile SIGOGNE, professeur, qui s'était fait connaître et apprécier à Genève par ses nombreuses conférences, est parti pour l'étranger, de même que M. Th. MUELLER, ancien libraire. Sur leur demande, leur démission a été accordée avec regret.

M. GRAND-CARTERET, publiciste, fixé en France a été admis comme membre correspondant.

Deux autres membres correspondants ont été nommés, soit :

MM. Robert RAE, publiciste écossais, en résidence à Londres, secrétaire général de la *Temperance league* et rédacteur en chef du *Temperance record*; Charles-Joseph WOLFF, officier d'instruction publique, linguiste distingué, Général commandant la VIII^e division militaire à Besançon.

La Section a eu à déplorer la perte de cinq membres correspondants, en la personne de :

MM. Octave-Louis-Denys PIRMEZ, écrivain belge et philosophe, auquel on doit des travaux de mérite; LANCIA DI BORLO, sénateur, vice-président et chancelier des études à l'Université de Palerme; Jaques AMIET, avocat, ancien Président du Tribunal de Soleure, Procureur général de la Confédération suisse; Baron Nicolas KORFF, qui avait fait partie de la Section comme membre actif; François LENORMANT, membre de

l'Institut de France, professeur à la Bibliothèque nationale de Paris, auteur de travaux remarquables.

Deux membres honoraires sont décédés, soit :

MM. Henri PFISTER, qui a laissé une belle collection de médailles et monnaies, et Marc MEHLING, ancien libraire-éditeur à Genève.

III

Section de Littérature.

La Section a eu le regret de perdre deux de ses membres les plus distingués dans la personne de :

MM. Amédée ROGET et BRAILLARD.

Une démission lui a été envoyée par M. SIGOGNE qui a quitté le pays.

Elle a renouvelé son bureau en Février 1883, et a élu :

MM. DUVILLARD, président ; Eugène RITTER, vice-président et trésorier ; MAYSTRE, secrétaire.

Elle a tenu neuf séances ordinaires avec les travaux suivants :

« *Un correspondant de J.-J. Rousseau, Isaac Marcet de Mézières* (M. Eugène RITTER). — *Syrinx*, légende antique, poème (M. Alfred DUFOUR). — *Sur le journal italien d'Amiel* (M. P. VAUCHER). — *Marc Cambiagio*, drame (M. Em. SIGOGNE). — *Le Carnaval s'en va*, poésie (M. SALMSON). — *Traduction du poème de Valaoritis, Enthymion Vlachavas* (M. DUVILLARD). — *L'Envie, l'Etoile*, poésies (M. et Mme SALMSON). — *La Chasse aux prix de la bonne ville de Piogre*, poème (M. JULLIARD). — *Un Billet inédit de Rousseau* (M. G. VAL-

LIER.) — *Notice nécrologique sur l'abbé Roussel* (M. Charles RITTER). — *La Fille de l'aveugle*, drame (M. MAYSTRE). — *Poésies de Potvin* (lues par M. SCHELER). — *La petite berceuse*, poésie enfantine (M. CUCHET). — *Les Jésuites en Angleterre* (compte-rendu par M. E. REDARD). — *Poésies de Paul Tavan*, lues par son petit-fils (M. Ed. TAVAN). — *Trop douce*, comédie (M. JULLIARD). — *Poésies* (M. J. VUY). — *Etude sur Kærner* (M. MOREL). — *Poésies* (M. SALMSON). — *Les Langues parlées en Pologne* (M. GUILLEMIN). — *Jean Populus*, poésie (M. CARTERET). — *Préface du dernier volume de Roget* (M. P. VAUCHER).

MM. les membres effectifs ont tenu cinq séances. Dans la séance de Juillet, il a été décidé que la Section ferait pour le 2^{me} volume des poésies d'Albert RICHARD ce qu'elle a déjà fait pour le premier; elle a décidé d'acheter 13 exemplaires du 2^{me} volume de SCIOBERET (*Nouvelles rustiques*).

Il a été tenu en outre une séance générale qui a réuni un nombre considérable de membres et d'amis de l'Institut.

La Section a ouvert un concours d'histoire littéraire sur un écrivain de la Suisse romande.

Elle a admis plusieurs membres nouveaux :

Membres correspondants : MM. Alfred DUFOUR (Amérique); E. CHAMPURY (France); Ch. POTVIN (Bruxelles); FAVRAT (Lausanne); Aug. SCHELER (Bruxelles).

Membres honoraires : MM. Ad. WAGNON; CUENDET; E. TAVAN; DU BOIS-MELLY; Aug. LEMAITRE; LOUIS WEGMANN.

IV

Section des Beaux-Arts.

Pendant l'année 1883, la Section des Beaux-Arts a tenu sept séances, dont trois de membres effectifs.

La Section a continué à s'occuper de la question de la propriété artistique et elle a adressé une pétition au Conseil des Etats pour obtenir le maintien des droits déjà acquis lors de la discussion au Conseil national.

Sur la demande de l'Association internationale littéraire, la Section a nommé un délégué au Comité suisse chargé d'organiser une Conférence internationale pour une convention entre les divers Etats réglant la protection de la propriété littéraire et artistique. M. SILVESTRE a été désigné comme délégué et a assisté à cette conférence qui s'est tenue à Berne du 10 au 13 Septembre, sous la présidence de M. le Conseiller fédéral Numa Droz. Cette Conférence a élaboré un projet de convention internationale que le Président de la Confédération doit présenter à l'adhésion des autres Etats.

La Section a adhéré également au Congrès pour la propriété industrielle qui s'est tenu à Zurich les 24 et 25 Septembre.

M. MENN a fait une seconde communication sur l'enseignement du dessin dans le canton de Berne.

Le Concours ouvert par la Section pour la décoration d'un plat en céramique, grand feu, a amené vingt-six concurrents, les travaux envoyés ont été très appréciés par le Jury.

M. BOURDILLON a présenté un rapport très complet au point de vue de l'esthétique dans ses applications à la décoration de

la céramique, rapport qui sera inséré dans le prochain volume du *Bulletin*.

Le Jury a décerné six prix et six mentions honorables dont une avec prime.

Les lauréats sont :

1^{er} prix : de 200 francs, à Mlle Amélie FLOURY ; — Deux 2^{me} prix : de 100 francs, à Mlle Eugénie HENRY et M. Jacques MAYOR ; — 3^{me} prix : de 80 francs, à Mlle Jane BACHOFEN ; — 4^{me} prix : de 50 francs, à M. Jules REYNAUD ; — 5^{me} prix : de 40 francs, à Mlle Mary GOLAY ; — Mention honorable avec prime de 30 francs, à Mlle Valentine LACROIX ; — Mentions honorables, à Mmes Rose REHFOUS, DARIER-GUIGON, Mlles Henriette TEYSSEIRE, Emilie VOAN et Marguerite JACQUEMET.

La Section a élu membre correspondant M. Louis-Léon GOZLAN, compositeur de musique à Marseille.

Elle a perdu un de ses membres honoraires, M. Laurent BRÉMOND, peintre amateur.

V

Section d'Industrie et d'Agriculture.

Pendant l'année 1883 la Section d'Industrie et d'Agriculture a tenu douze séances, y compris six séances de membres effectifs.

Des communications lui ont été faites par :

M. Louis ARCHINARD. Sur les mesures que pourrait prendre la Confédération en faveur de l'agriculture ; — Sur la culture de l'osier et les écoles de vannerie en Suisse.

De M. CHALLET-VENEL. Sur le nouveau tarif des péages ; — Sur l'influence de l'ouverture du chemin de fer du Gothard au point de vue de la place de Genève.

De M. GRANDCHAMP. Sur la culture des bégonias ; — Sur un procédé économique pour planter les pommes de terre ; — Sur une recette de vin artificiel.

De M. LACHENAL. Sur le greffage du cerisier et du prunier sur un sujet mixte.

De M. Charles MENN. Sur l'industrie de la sculpture sur bois dans l'Oberland ; — et l'analyse d'un mémoire de M. GFELLER, de Lausanne, sur les causes de la crise économique actuelle au point de vue du Canton de Vaud.

La Section ayant délégué MM. ROCHAT et MENN au Congrès de la propriété industrielle qui s'est tenue à Zurich, M. ROCHAT a présenté un rapport sur les travaux de ce Congrès.

De M. SCHÆCK-JACQUET. Sur l'hygiène à l'exposition de Zurich.

De M. UHLER. Sur la position et le mode de vivre des entrepreneurs vis-à-vis des ingénieurs dans les grands travaux publics en France et dans les pays de langue allemande.

La Section, ayant à utiliser sa part de l'allocation de la Confédération pour des conférences agricoles, en a fait donner trois dans le courant de l'année, deux sur la culture de l'osier et la vannerie, avec distribution de boutures, l'une au mois d'Avril l'autre en Décembre ; la troisième sur la conservation des fourrages verts au moyen de silos ; ces trois conférences ont été faites par M. L. ARCHINARD.

La Section a ouvert trois concours pour la composition d'un manuel pratique d'agriculture ; à ce concours qui est ouvert

jusqu'au mois d'Août 1885 est affecté un prix de mille francs; pour la culture de l'osier de vannerie, une somme de trois cents francs sera distribuée en prix pour ce concours qui est ouvert jusqu'au 30 Juin 1888; pour la conservation des fourrages verts en silos, la Section a affecté deux cents francs pour ce concours qui sera ouvert jusqu'au 31 Décembre 1885.

La Section a nommé une commission ayant pour mandat d'étudier les moyens de propager la culture de l'osier dans notre Canton et d'y introduire l'industrie de la vannerie. Elle s'est également occupée de la création à Genève d'une station d'essais agricoles.

Trois nouveaux membres ont été admis :

MM. AMANN-MONIN, Emmanuel MAIGROT et Christian ZAUGG.

Elle a perdu M. Louis FATON, ancien membre effectif; MM. DÉCLÉ et GUICHON, membres honoraires.

Publications.

Dans le cours de l'année 1883, l'Institut a publié un volume du *Bulletin* (tome XXV) et un volume des *Mémoires* (tome XV).

Comptes de l'exercice 1882, arrêtés par l'Assemblée générale.

Recettes

Solde disponible au 1 ^{er} Janvier 1882	Fr. 2,847 90
Allocation de l'Etat.....	5,000 »
Recette provenant de la Vente des <i>Bulletins</i> et <i>Mémoires</i>	99 15
Intérêts à la Banque de Genève.....	39 50

	Fr. 7,986 55
A déduire les dépenses.....	7,465 80
Solde disponible.....	Fr. 520 75

Dépenses

Allocation à la Section d'Industrie et d'Agriculture.....	Fr. 400 »
» à la Section des Beaux-Arts	400 »
» à la Section des Sciences morales et politiques	400 »
Solde des frais d'impression du tome XXIV du <i>Bulletin</i> et à compte sur frais d'impression du tome XXV du <i>Bulletin</i> et du tome XV des <i>Mémoires</i>	3,600 »
Planches du tome XV des <i>Mémoires</i>	546 70
Impressions diverses, réimpression des Lois et règlements de l'Institut....	234 »
Gravure du diplôme de l'Institut.....	300 »
Indemnités du secrétaire général et du bibliothécaire	600 »
Menus frais de la bibliothèque.....	108 70
Frais de reliure.....	526 90
Agencement de la bibliothèque et frais divers concernant le mobilier.....	71 90
Frais d'éclairage et gratification au concierge du Bâtiment Electoral	128 50
Chauffage	78 40
Prime d'assurance	26 90
Frais divers.....	43 80
	Fr. 7,465 80

Comptes de l'exercice 1883, arrêtés par l'Assemblée générale.

[illegible]

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Discours de M. le professeur VOGT, président de l'Institut, à la séance annuelle du 1 ^{er} Mai 1883.....	1
Notice sur l'abbé Constantin Roussel, correspondant de la Section de Littérature, par M. Ch. RITTER.....	17
Les inconvénients des journaux, poème humoristique, par l'abbé C. ROUSSEL.....	27
Un billet inédit de J.-J. ROUSSEAU, publié avec quelques autres documents, par M. Gust. VALLIER, membre correspondant de l'Institut genevois..	47
La fièvre typhoïde, par le docteur et professeur VULLIET	63
Notice sur les crânes et fragments de crânes trouvés à la Balme, près du Salève, par M. BURKHARD REBER..	111
La preuve en histoire comparée avec la preuve judiciaire, étude par M. le professeur HORNUNG.....	121
Le cabinet treize, monologue comique, par M. Jules SALMSON.....	169
<i>La Femme, la Gloire et l'Argent</i> , comédies, par M. le professeur E. JULLIARD.....	175
<i>Jean Populus</i> , poésie, par M. A. CARTERET.....	313
<i>Petit-Senn</i> , conférence, par M. le prof. J. DUVILLARD.	319

	Pages
Rapport du Jury sur le concours de céramique, par M. A. BOURDILLON.....	345
Discours de M. le professeur DUVILLARD, président de la Section de Littérature, à la séance publique du 4 Jan- vier 1884.....	355
Les Vallées vaudoises du Piémont, tableau historique et topographique, par M. le professeur GALIFFE.....	371
Gottfried et Théodore Koerner, étude biographique et littéraire, par M. le docteur L. MOREL.....	417
Recherches sur un ouvrage de Saint-François de Sales (l'Etendard de la Sainte-Croix), par M. le professeur Eug. RITTER.....	465
Compte-rendu administratif de 1882.....	489
Compte-rendu administratif de 1883.....	499
Relevé des comptes de l'Institut, 1882 et 1883.....	509



IMPRIMERIE CENTRALE GENEVOISE, rue du Rhône, 52.

BULLETIN
DE
L'INSTITUT
NATIONAL GENEVOIS

TRAVAUX DES CINQ SECTIONS

1^o DES SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES; 2^o DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE; 3^o DE LITTÉRATURE; 4^o DES BEAUX-ARTS; 5^o D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE.

TOME XXVII

GENÈVE

CHEZ GEORG, ÉDITEUR, LIBRAIRE DE L'INSTITUT GENEVOIS
ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE LA SUISSE

1885

BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

BUREAUX

DE L'INSTITUT NATIONAL GNEVOIS

Président de l'Institut : M. Charles VOGT, professeur à l'Université.

Vice-Président : M. Jules VUY

Secrétaire-général : M. Henri FAZY.

Bibliothécaire-adjoint : M. Ch. MENN, sculpteur.

Section des Sciences naturelles et mathématiques : Président, M. le professeur Ch. VOGT. — Secrétaire, M. Emile YUNG. — Secrétaire-adjoint, M. le Dr V. OLTRAMARE.

Section des Sciences morales et politiques, d'Archéologie et d'Histoire : Président honoraire, M. Jules VUY. — Président, M. Henri FAZY. — Vice-président, M. Emile GOLAY. — Secrétaire, M. FONTAINE-BORGEL. — Secrétaire-adjoint, M. D. MORIAUD-BRÉMOND. — Trésorier, M. Ch. MENN.

Section de Littérature : Président, M. le professeur DUVILLARD. — Vice-Président et Trésorier, M. le professeur RITTER. — Secrétaire, M. le pasteur MAYSTRE. — Secrétaire-adjoint, M. Henri CUENDET.

Section des Beaux-Arts : Président, M. Henri SILVESTRE. — Vice-Président, M. S. DELAPEINE. — Secrétaire et conservateur des tableaux, M. C. MENN. — Trésorier, M. Henri BACHOFEN.

Section d'Industrie et d'Agriculture : Président, M. L. ARCHINARD. — Vice-Président, M. A. NIEDERHAUSERN. — Secrétaire, M. Ch. MENN. — Trésorier, M. G. TOURNIER. — Secrétaire-adjoint, M. NICODET.

COMITÉ DE GESTION

Outre le Président et le Secrétaire Général de l'Institut, MM. ARCHINARD, Louis ; OLIVET, Marc ; RITTER, Eugène ; SILVESTRE, Henri ; VUY, Jules.

BULLETIN
DE
L'INSTITUT
NATIONAL GENEVOIS

TRAVAUX DES CINQ SECTIONS

1^o DES SCIENCES PHYSIQUES ET NATURELLES; 2^o DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES, D'ARCHÉOLOGIE ET D'HISTOIRE; 3^o DE LITTÉRATURE; 4^o DES BEAUX-ARTS; 5^o D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE.

TOME XXVII

GENÈVE

CHEZ GEORG, ÉDITEUR, LIBRAIRE DE L'INSTITUT GENEVOIS

ET CHEZ LES PRINCIPAUX LIBRAIRES DE LA SUISSE

1885

BULLETIN

DE

L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS

DISCOURS

DE

M. Jules VUY, Vice-Président de l'Institut,

dans la séance annuelle et publique du 2 Mai 1884.

M. Jules Vuy, vice-président de l'Institut, ouvre la séance générale par le discours suivant, sur l'*Origine de la commune de Genève*.

MESDAMES ET MESSIEURS !

CHERS ET HONORÉS COLLÈGUES ! (1)

Malgré les travaux intéressants publiés de nos jours sur notre vieille histoire de Genève, celle qui plonge ses racines dans les siècles du moyen âge, elle est généralement plus ou moins négligée et peu connue. On laisse volontiers dans un injuste oubli les grandes et belles pages qu'elle renferme ;

(1) M. Vuy a relu ce discours, le 5 Juin 1884, à Lausanne, dans la séance annuelle de la *Société d'histoire de la Suisse romande*.

avec une apparente impartialité, on supprime par le silence plusieurs siècles de nos annales.

Qu'on me permette une franchise un peu brusque, mais loyale et sans détour : lorsque, de loin en loin, nous estimons convenable d'en parler, nous jugeons trop facilement les temps passés de notre pays au seul point de vue de l'époque contemporaine et nous avons ainsi peine à les bien saisir, à les bien comprendre. Un des grands penseurs du siècle dernier, l'auteur de *l'Esprit des lois* l'a dit avec raison : « Transporter
« dans des siècles reculés toutes les idées du siècle où l'on vit,
« c'est des sources de l'erreur celle qui est la plus féconde. »

A cette disposition des esprits se joignent des circonstances de fait dont nous serons difficilement les maîtres. Des huit ou dix vieilles chroniques originales que possédait Genève et qui auraient pu nous fournir, sur ces temps éloignés, que nous ne connaissons guères, des renseignements précieux, aucune n'est parvenue jusqu'à nous, à l'exception de quelques fragments de seconde main, de peu d'étendue, de la chronique de Saint-Victor ; et encore ces fragments ne sont que des copies, plus ou moins exactes, sans doute, mais dont l'exactitude absolue sera difficilement établie.

Toutes ces chroniques, qui jetteraient un grand jour sur cette époque lointaine, paraissent avoir définitivement péri dans les orages du seizième siècle ; je désirerais vivement me tromper, cela va sans dire, mais je ne puis, à cette heure, que partager les regrets de plusieurs de nos historiens sur une perte si grande et très probablement irréparable.

Ne nous étonnons donc point que, sur des questions de la plus haute importance et qui tiennent, comme l'on dit, au cœur de notre histoire, des opinions opposées aient été émises et soutenues avec la même bonne foi, la même conviction.

Au moment où, grâce à une décision louable de la municipalité genevoise, se restaure avec intelligence la chapelle gothique des Macchabées, et où les archives qu'elle renfermait dans une grande salle dallée, point inconnues sans doute, mais peu utilisées par la force des choses, vont pouvoir bientôt être étudiées de plus près, il m'a paru utile d'aborder, dans cette séance, une de ces questions délicates, plus ou moins incertaines, et qui tiennent à notre titre de noblesse comme nation. Elle mériterait des développements étendus, elle pourrait donner lieu à des études longues et intéressantes, je puis à peine, dans le temps dont je dispose, l'effleurer aujourd'hui.

Quelle est l'origine de la commune de Genève, à quelle époque remonte-t-elle? Quand la cité genevoise parvint-elle à conquérir ses premières attributions, quand s'organisa-t-elle comme municipalité indépendante?

Cette question, qui paraît très simple au premier abord, est des plus compliquées; consultez plusieurs historiens, vous entendrez plusieurs cloches et plusieurs sons; quelle est la solution véritable?

Cette époque coïncide-t-elle avec la grande révolution du moyen âge, avec ce temps qui vit naître, dans une foule de villes, soit anciennes, soit relativement modernes, des chartes de franchises, des espèces de constitutions libres, pour parler le langage moderne. Est-elle antérieure à cet âge pour la vieille cité de Genève, comme pour d'autres cités épiscopales? Ou bien, les franchises d'Adémar Fabri ne datant que de l'an 1387, est-elle plus moderne et plus rapprochée de nous?

J'interroge avant tout un de nos écrivains que nous avons tous connu et qui a fait, sur Genève, bien des recherches et d'assez nombreux travaux, un jurisconsulte d'un mérite incontestable, trop préoccupé peut-être des notions strictes du droit

civil privé pour bien saisir et dominer les grands problèmes de l'histoire, M. Edouard Mallet.

Il me répond que c'est vers la fin de l'épiscopat de Robert de Genève que les citoyens, profitant des guerres et des troubles de cette époque, et surtout de l'entrée du comte de Savoie en armes dans Genève, se lièrent par le serment d'une commune jurée, lui donnèrent une complète organisation, élurent des représentants (*procureurs, syndics, agents, recteurs ou gouverneurs*), dans le but d'administrer, en leur nom et pour leur compte, les affaires de la ville (1).

Ailleurs, il précise davantage encore son opinion en affirmant que c'est de l'année 1288 que date la première tentative connue pour l'organisation d'une commune genevoise (2).

Ainsi, d'après lui, l'origine de la commune de Genève remonterait aux dernières années du treizième siècle seulement et nous serions en arrière de plusieurs petites villes des environs qui avaient déjà, à cette époque, leur organisation municipale; d'un autre côté, un de nos confédérés les plus savants (3) ayant établi, par des documents authentiques, que la commune de Sion en Valais existait déjà dans le douzième siècle, Genève serait, d'après M. Mallet, d'un siècle en arrière de la cité valaisanne.

Cette double comparaison me donne à réfléchir et je me dis, avec de hautes autorités historiques, que, pour déterminer l'époque exacte où prit naissance la commune genevoise, il ne faut point s'arrêter uniquement, comme s'il s'agissait d'un procès de droit civil, à certains documents écrits qui seuls

(1) *Mémoires de la Société d'histoire de Genève*, Tome IX, p. 142, 143. — *Id.*, Tome I, 2^{me} partie, p. 7.

(2) *Mêmes Mémoires*, Tome VII, p. 245.

(3) M. l'abbé Gremaud.

sont parvenus jusqu'à nous; en suivant cet étroit terre à terre, on risquerait de faire fausse route, et c'est là, il faut le dire, le grand défaut de l'honorable jurisconsulte genevois et de ceux qui suivent le même chemin. Nous n'avons pas de documents écrits qui nous prouvent qu'à une époque reculée les glaciers du Mont Blanc ou des *montagnes maudites*, comme on disait autrefois, s'étendaient jusqu'à la vallée du Léman; le fait n'en est pas moins incontestable.

Et encore, au point de vue strict des documents écrits, en ne franchissant pas cet horizon, peut-on, sans peine, contrairement à l'opinion de M. Mallet, soutenir et démontrer que l'origine de la commune genevoise est antérieure à l'année 1288, que cette commune existait et qu'elle était établie au moment où, suivant lui, on en aperçoit à peine, pour ainsi dire, les premiers germes. Je me borne à en rapporter deux ou trois preuves; elles émanent des princes-évêques eux-mêmes et elles sont, par cela même, d'autant plus significatives; au point de vue purement égoïste, ils avaient intérêt, plus que personne, à ne pas laisser entamer leur souveraineté.

Trois ans avant l'année 1288, le prince-évêque Robert avait parlé lui-même de la commune de Genève dans une pièce officielle qu'il lui adressait et qui a été publiée (1) (*communitati seu universitati civitatis gebenn*). Il fallait bien que la commune existât puisque le prince-évêque s'adressait à elle.

Vingt-un ans auparavant, nous trouvons un document qui a un caractère international et dans lequel figurent à la fois le petit Charlemagne, c'est-à-dire, le comte de Savoie, et le prince-évêque de Genève. Le petit Charlemagne et sa femme promettent solennellement de ne pas prendre sous leur garde

(1) 30 Septembre 1285: « tam singulariter quam *in communi* ». *Mémoires de la Société d'histoire de Genève*, Tome VIII, p. 219 à 221).

la commune de Genève (*quod nos communitatem de Gebennis in gardam non recipimus*) (1); ce qui prouve bien que la commune de Genève était reconnue en 1267, soit par le prince-évêque de Genève, soit par le comte de Savoie. On peut en conclure qu'elle ne datait pas de la veille.

Cela est tellement vrai que, deux ans auparavant, une longue contestation ayant pris naissance entre le prince-évêque et les citoyens genevois, plusieurs arbitres furent, du consentement exprès des deux parties, choisis pour trancher le différend; les citoyens firent valoir leurs droits après avoir été réunis en Conseil et avoir délibéré (*cives deliberato concilio responderunt*) (2). Des citoyens réunis en Conseil et qui délibèrent, constituent sans aucun doute une commune organisée.

Que la dénomination de *syndics* fût employée alors ou qu'elle ne le fût pas, qu'ils fussent appelés *recteurs*, *gouverneurs*, *procureurs* de la cité, ou désignés de toute autre manière, peu importe, ce n'est pas au nom qu'il y a lieu de s'arrêter, c'est à la chose elle-même. L'essentiel, c'est que la commune de Genève était établie, sans qu'il soit possible, il faut le reconnaître, de déterminer et de préciser très exactement, quels étaient ses droits qui se développèrent et s'étendirent dès lors; elle gardait, en particulier, *de tout temps*, porte un document de 1286, les clés d'une des portes de la ville (3). Il y avait beaucoup de bigarrures dans le système féodal, tout n'était pas tiré au cordeau, comme de nos jours; pour être différente de celle de notre temps, la vie publique des municipalités constituées n'en était pas moins grande. Certains

(1) 23 Août 1267. *Mémoires de la Société d'histoire de Genève*. Tome VII, pages 250, 319.

(2) 9 Juin 1265., *Id.* Tome VIII, page 255.

(3) 17 Juin 1286. *Id.* Tome VIII, page 230.

droits étaient plus récents, on les appréciait mieux et peut-être en jouissait-on davantage.

Sans s'arrêter à d'autres preuves de la même nature, qui ont trait au treizième siècle et qui exigeraient un développement particulier, comment expliquer ces dénominations de *bourgeois* (*burgenses*), de *citoyens* (*cives*), déjà données aux Genevois dans le siècle précédent, soit dans le douzième siècle ? N'entraînent-elles pas avec elles la preuve qu'il y avait alors à Genève un corps moral qu'on appellera *bourgeoisie*, *commune* ou auquel on donnera toute autre qualification quelconque, mais qui suppose nécessairement l'idée d'une organisation municipale ? Ce corps moral, composé de citoyens, qu'était-ce donc, à voir le fond des choses, sinon la commune de Genève ?

Et, comme à l'ongle on reconnaît le lion, un mince fragment, conservé dans nos archives cantonales, nous apporte ici, malgré les pertes nombreuses de documents faites dans le seizième siècle, une preuve nouvelle qui a bien son prix. C'est le fragment d'un édit sans date, mais dont le titre nous reporte à une époque fort ancienne et bien au-delà de l'année 1288 ; c'est sans doute, ainsi qu'on l'a fait déjà remarquer avec raison, un fragment de l'ancienne compilation des franchises genevoises, qui n'est point parvenue jusqu'à nous, ou qui, tout au moins, n'a pas encore été retrouvée. Il mentionne la *Commune* de Genève, les *procureurs*, (c'est-à-dire, les syndics), et le *Conseil de Genève* dont il parle à plusieurs reprises. Il est même question, dans cet édit, de *statuts* faits par eux (*statuta per procuratores et consilium facta*) (1) ; d'où l'on peut conclure que, déjà à une époque reculée, très an-

(1) *Liber certorum antiquorum computorum universitatis gebenn.*
Mémoires de la Société d'histoire de Genève. Tome II, p. 275, 282 375.

cienne, la Commune de Genève avait, en matière municipale, dans de modestes limites, sans doute, certaines attributions législatives. « Un privilège important qui compétait, a dit « M. Léon Ménabréa (1), soit aux bourgeois constitués en assemblée générale, soit aux syndics et conseillers réunis, « était celui de pouvoir formuler des statuts. » En d'autres termes, le pouvoir de faire des règlements municipaux était plus ou moins réservé à la commune ; il y a bien des communes de nos jours qui n'ont point ce pouvoir. (2)

Cette compétence se conciliait fort bien avec la souveraineté du prince-évêque ; c'est ce que dit, en d'excellents termes, Jean-Jacques Rousseau lui-même, dont je reproduis textuellement les paroles : « ... les évêques, seuls protecteurs « du peuple, le tirèrent de la soumission et *les droits municipaux de la ville de Genève ne s'établirent que sur ceux du* « *clergé*. Le prince, qui devait au peuple sa puissance, paya « sa dette avec usure, il fonda la liberté. Elle vint du côté « dont on l'aurait le moins attendue. »

« Genève avait à peu près sous les évêques les mêmes « droits que Neuchâtel a sous ses princes, l'honneur et l'embarras du gouvernement était (*sic*) pour le prélat, l'avantage et la sûreté était (*sic*) pour le peuple. Au dehors, protégé par son souverain, au dedans, *par ses franchises*, le « Genevois ne craignait ni son maître, ni ses voisins, il était « beaucoup plus libre que s'il eût été tout à fait républicain.

« Son administration était aussi démocratique qu'il était « possible. *Le peuple ne reconnaissait ni classes, ni privilège,* « *ni aucune inégalité parmi ses membres.... On ne sait quand*

(1) *Histoire de Chambéry*, p. 124.

(2) « Ville indépendante, a dit M. le docteur Galiffe, sans cesser d'obéir « à un prince. » *Genève historique et archéologique. Supplément*, page 161.

« le vrai droit de bourgeoisie a commencé, on sait seulement
« qu'il est fort ancien. (1) »

Ainsi, d'après Rousseau, la coexistence de la souveraineté du prince-évêque, en réalité plus nominale que réelle, et celle d'une commune constituée, jouissant de certains droits, sont deux idées qui ne s'excluent point, qui semblent, au contraire, plus ou moins inséparables l'une de l'autre. (2) On a remarqué avec raison que les pouvoirs sans contre-poids sont volontiers sans fondement. Avec son chapitre nombreux, composé d'hommes instruits et expérimentés, sans le conseil desquels il ne prenait aucune décision importante, le prince-évêque était en quelque sorte dans la position d'un roi constitutionnel ; d'un autre côté, il n'avait ni garnison ni force armée permanente. Il devait donc s'appuyer avant tout sur l'attachement des Genevois. (3) Ce système excluait un élément onéreux au point de vue des impôts, dangereux au point de vue de la liberté, comme on en fit plus tard longtemps l'expérience à Genève. Il plaçait les villes épiscopales dans une position toute particulière, très favorable à leur prospérité, il donnait nécessairement à la Commune genevoise, sinon toujours en droit, au moins en fait, une grande et réelle importance. De là, le proverbe que nous constatons des deux côtés du Rhin et qui est reproduit en toutes lettres dans le plait de

(1) *Revue Suisse*, 1861, pages 461, 462.

(2) « Ils n'eurent jamais de garnison dans la ville, ni de troupes à eux, ni l'autorité des armes ; ils n'imposèrent jamais de peines capitales, ni par eux-mêmes, ni par leurs officiers immédiats ». *J.-J. Rousseau. (Revue Suisse*, 1861. page 117).

(3) « La souveraineté de l'évêque était depuis longtemps limitée par les « droits des citoyens, tandis que le duc, par délégation du prélat, exerçait « le vidomnat ». *Charles Lefort. L'émancipation politique de Genève*, 1883, p. 24.

Seyssel, un des plus vieux documents de notre histoire de Genève : *Melius esse episcopi quam alterius domini* (1).

Ces considérations déjà longues mériteraient toutefois d'autres développements encore. Concluons en disant que l'origine de la Commune de Genève est beaucoup plus ancienne que ne le pense M. Mallet. A cet égard, Rousseau a vu plus juste que l'honorable jurisconsulte, et il n'est pas le seul.

Qu'on me permette de citer, à l'appui de cette manière de voir, celles de deux ou trois hommes qui ont un nom dans la science et dont l'autorité est des plus respectables.

Ainsi, un des plus savants écrivains de notre pays, M. G.-A.

(1) Un historien genevois, qui a fait, durant vingt-cinq ans, une étude suivie des archives de sa ville natale, M. J.-A. Galiffe, s'exprime en ces termes :

« Les citoyens... étaient aussi heureux que possible : libres sous la souveraineté plutôt nominale qu'effective d'un prince essentiellement et presque nécessairement pacifique, ils en profitaient pour faire un commerce immense et très lucratif, qui les conduisait ordinairement en peu d'années à toutes les prérogatives et à toutes les jouissances de la noblesse féodale... Les affaires de la communauté étaient gérées par quatre fondés de pouvoirs, nommés indifféremment procureurs ou syndics, assistés de vingt conseillers... Les syndics et le trésorier étaient élus annuellement par l'assemblée générale de tous les citoyens majeurs, sans distinction de fortune, qui formaient le Conseil général. On y admettait aussi ceux auxquels on avait accordé le droit d'habitation, car on les nomme, en général, les citoyens, bourgeois et habitants, (*cives*, *burgenses* et *incole*)... Les syndics pouvaient seuls conférer la bourgeoisie... Le Conseil général... remettait solennellement entre les mains de ses délégués la véritable souveraineté de la ville, le pouvoir de vie et de mort ; car les syndics étaient juges nés, inamovibles et uniques, de toutes les causes criminelles. Ni l'évêque, ni le comte ne pouvaient s'y immiscer en aucune manière pendant la durée des procès.... » (J.-A. Galiffe. *Matériaux pour l'histoire de Genève*. Tome I, p. 9-11.)

Matile, (1) a fait remarquer, avec beaucoup de raison, que, dans nombre de villes, soit de la Franche-Comté, soit de la Suisse romande, les titres de liberté manquaient, qu'ils se constataient par l'usage et la tradition. M. Matile cite, dans la Franche-Comté, Pontarlier, Clerval, Vesoul et d'autres villes qui, sans avoir des titres de commune, n'ont pas cessé d'en exercer tous les droits: il remarque aussi qu'il en est de même de Lausanne, Payerne, Orbe, Genève, ce qui fait remonter bien haut l'origine de la Commune de Genève, puisqu'il est établi, d'une façon incontestable, que les franchises d'Adémar Fabri ont été précédées d'autres franchises écrites qui ne sont pas parvenues jusqu'à nous. (2)

Un des hommes, qui ont fait sur l'histoire de nos contrées les recherches les plus sérieuses, M. Léon Ménabréa, que j'ai déjà cité, s'exprime en ces termes :

« Question importante..... savoir si, antérieurement aux chartes d'affranchissement, les villes étaient organisées en communautés et possédaient les éléments de l'existence municipale. Pour la plupart d'entre elles, non. Mais pour quelques-unes et principalement pour celles qui possédaient le titre de cités, *civitates* et où résidaient les évêques, il y a apparence que oui... Peut-être, en ce qui regarde ces dernières, les éléments dont je parle remontaient-ils au municipe romain. Ainsi je ne doute pas que Grenoble, Genève, Moutiers n'aient eu constamment des magistrats destinés à représenter la masse

(1) *Musée historique de Neuchâtel et Valangin*, 1841. Tome I, p. 298,

(2) En 1381, on donne six sols à Etienne Peyrolier qui a copié pour les syndics les franchises de la ville. *J.-A. Galiffe. Matériaux pour l'histoire de Genève*. Tome I, p. 92.

des citoyens et à prendre les mesures que commandait l'intérêt commun (1)... »

Par une singulière coïncidence, un des hommes d'état qui ont le plus influé sur Genève, depuis Calvin, émet une opinion qui, en somme, est à peu près la même que celle de M. Ménabréa.

Pour lui, déjà dans le douzième siècle, Genève possédait une organisation municipale complète, elle avait des magistrats annuellement élus chargés des intérêts de la généralité et de la justice pénale ; mais tout prouve que cette organisation remontait à des temps plus anciens, tout fait présumer qu'à l'époque de la conquête elle dut conserver les mêmes institutions municipales qu'elle avait sous l'empire romain, qu'elle ne dut pas cesser dès lors de jouir des franchises dont elle jouissait lorsque les peuples du nord s'établirent dans nos contrées (2).

Et ailleurs : « Plusieurs historiens ont attribué à Charlemagne la concession de franchises en faveur de cette cité ; tout semble indiquer que Genève avait avant lui une organisation municipale, qui depuis les Romains avait subi peu d'altération. Charlemagne confirma peut-être ce qui n'était que coutume, ce qui résultait de conventions menacées de tomber en désuétude. » (3)

A l'appui de ces autorités, de nature diverse, qui, réunies, forment un faisceau assez solide, on pourrait en citer bien d'autres encore et conclure de cet ensemble, qui n'est point l'effet du hasard, à l'origine extrêmement ancienne de la commune de Genève.

(1) *Histoire municipale et politique de Chambéry*, 1847, p. 85.

(2) *J. Fazy, Précis de l'histoire de la République de Genève*, 1838, p. 20.

(3) *J. Fazy, Ibid.*, p. 11.

Au moment où je viens de citer l'historien qui, en qualité d'homme d'état, a inauguré dans Genève un système fort différent de celui de Calvin, plus conforme aux idées modernes, il ne sera pas sans intérêt d'étudier quelle opinion a émise la Genève calviniste sur la question qui nous occupe.

Lorsque, à peu près à l'époque de l'*Escalade*, se débattait, après la guerre à coups d'épée, une guerre acerbe à coups de plume, lorsque paraissaient plusieurs ouvrages de polémique internationale, le *Soldat français*, le *Cavalier de Savoie*, etc., le gouvernement de Genève jugea convenable de prendre part à la lutte, sans le faire toutefois d'une manière officielle. Les archives de la ville du Léman furent étudiées de fort près et on vit bientôt publier un volume, le *Citadin de Genève* (1); il était sans nom d'auteur, mais on sait très positivement qu'il a été rédigé par les syndics Jean Sarasin et Jacques Lect. J'emprunte un ou deux passages à ce livre qui est le fruit de nombreuses recherches et qui, abstraction faite d'un style un peu grossier, comme le comportait le goût de l'époque, est peut-être trop oublié de nos jours.

« Ceste puissance et jurisdiction temporelle... donnee et accordee aux Euesques estoit néanmoins limitée et restrainite dans ses bornes et regles, en telle sorte que plusieurs belles marques de souveraineté, plusieurs bonnes reliques de l'ancienne liberté demeuroient deuers le magistrat seculier, Syndiques et conseil de la ville, si bien que tels princes et Euesques semblent avoir esté plustost princes de Geneue de titre seulement et par honneur, que d'effect et en puissance, semblables aux Ducs qui sont ès Republiques de Gennes et de Venize, ou bien à l'Euesque de Sion en Valey.... » (2).

(1) Le *Citadin de Genève* ou *Response au Cavalier de Sauoye*, Paris, MDCVI.

(2) *Citadin de Genève*, p. 51, 52.

Et ailleurs : « En affaires d'importance, les Euesques ne pouvoient en déterminer ni resouldre sans l'aduis et conseil du Chapitre et du Peuple qui estoit assemble dans les cloistres de S. Pierre au son de la grosse cloche. Mesmes les cries se faisoient de la part de l'Euesque et des Syndiques. L'un ne pouuoit rien sans l'autre ».... (1)

Ailleurs encore : « En somme ladite ville n'estoit point subiecte aux Euesques comme a quelques absolus Princes et Seigneurs seculiers, ains comme a Peres Pasteurs et vtiles protecteurs et administrateurs d'icelle, honorez du titre de Princes par vn respect et obeissance volontaire et religieuse.... » (2)

Qu'est-ce à dire ? et pourquoi, ce qui serait facile, prolonger encore ces citations ? La Genève calviniste ne proclamait-elle pas, elle-même, hautement que la Genève épiscopale jouissait, depuis une époque fort reculée, de libertés très importantes, très étendues ? Ces libertés, dont le *Citadin de Genève* donne une énumération, qui est loin d'être complète, n'entraînent-elles pas, avec elles, l'idée d'une commune genevoise organisée depuis une époque extrêmement ancienne ?

Et que penser de cet auteur d'outre-Rhin, qui, sans avoir la solide et profonde science allemande, dans un style que désavoue l'urbanité française, soutient que les Genevois étaient des espèces de serfs, longtemps même après les franchises d'Adémar Fabri, que les droits dont ils jouissaient n'étaient que provisoires, sans valeur, et qu'on pouvait à volonté les

(1) *Citadin de Genève*, p. 58.

(2) *Id.*, p. 66. — L'auteur de la *Description de la ville de Genève*, publiée en 1538, dit qu'il pourrait raconter « comment de toute mémoire ancienne elle a été de grand renom et du nombre des cités qui jouissaient de la franchise et bourgeoisie romaine. » E. A. Bétant. *Notice sur le Collège de Rive*, 1866.

leur enlever du jour au lendemain ? Laissons là ces pauvretés historiques qui se réfutent sutfisamment d'elles-mêmes.

Il est temps de conclure et c'est à peine si j'ai effleuré le sujet dont j'ai eu l'honneur de vous entretenir. La plupart des auteurs, des hommes sérieux et savants de temps et de pays divers, donnent à la Commune de Genève une origine bien antérieure au treizième siècle, c'est-à-dire, se prononcent dans un sens opposé à celui de M. Edouard Mallet ; je ne puis que partager leur opinion.

Ils diffèrent entre eux sur un point important ; les uns, comme Rousseau, cherchent cette origine chez les princes-évêques, les autres la font remonter jusqu'à l'empire romain. A l'appui de cette dernière opinion, qui mériterait d'être étudiée de près, on fait valoir, entre autres, un argument curieux ; c'est qu'à plusieurs reprises, vers la fin du treizième siècle et dans les premières années du quatorzième, Genève eut à la fois *dix syndics*, au lieu du nombre de quatre constamment adopté dès lors. On se demande si ces dix syndics ne rappelaient pas les *decaprotes* ou *decemprimi*, de l'empire romain (1), dont parle, dans son commentaire sur le Code Théodosien, notre savant jurisconsulte, Jacques Godefroi ?

Encore un mot sur une assertion qu'on a été surpris, à juste titre, de voir émettre dans cette ville de Genève qui a donné, il y a quelques années à peine, le nom d'Adémar Fabbri à l'une de ses rues.

On a prétendu, à propos d'un fait spécial mal interprété, que les princes-évêques étaient hostiles aux franchises com-

(1) Voir, à propos de la ville de Besançon, l'article de M. Auguste Castan, imprimé dans le *Magasin pittoresque* de l'année 1884, en particulier page 147. M. Castan parle, à propos de Besançon « des souvenirs du fonctionnement de l'époque romaine. »

munales ; quelques mots suffiront, j'espère, pour faire justice de cette grave erreur.

Rappelons, avant tout, que les projets qu' a nourris longtemps sur Genève la maison de Savoie remontaient à une date très antérieure à celle de la réformation ; plusieurs siècles, en effet, avant 1535, la lutte, en faveur de l'indépendance genevoise, contre ces prétentions étrangères, fut extrêmement vive, passionnée, parfois même sanglante. On peut l'affirmer hautement : sans le courage, l'énergie, le dévouement et le patriotisme de plusieurs des princes-évêques, l'indépendance genevoise aurait sombré, à diverses reprises, durant le moyen âge. « Ne craignons pas de le dire, ainsi s'exprime Jean Se-
« nebier, ministre du saint Evangile, la prudence, la sa-
« gesse, le savoir, la fermeté, le courage de la plupart des
« Evêques de Genève ont assuré aux Genevois cette précieuse
« liberté qui a fait envier leur sort de toutes les nations du
« monde » (1). Ils ont, suivant l'expression employée, à pro-
pos de l'un d'eux, par M. Edouard Mallet (2), *sauvé l'avenir de
l'indépendance genevoise*. Il suffit, pour s'en convaincre, de
ne pas jeter un voile sur plusieurs belles et glorieuses pages
de notre histoire.

Dans la seconde moitié du treizième siècle, en particulier, lorsque la maison de Savoie, qui a donné tant de princes illustres, eut à sa tête un homme d'une grande ambition, d'un talent supérieur, le petit Charlemagne, lorsque bon nombre de terres romandes passèrent sous sa domination, l'indépendance genevoise traversa des années bien difficiles ; il en fut de même, à différentes reprises, plus tard.

En 1307, la lutte devint des plus orageuses ; une guerre

(1) *Histoire littéraire de Genève*. Genève, 1786. Tome I, page 26.

(2) *Mémoires de la Société d'histoire de Genève*. Tome VIII, page 93.

civile acharnée éclata, dans Genève même, entre le parti de Savoie et le parti national soutenu par le prince-évêque, qui ne voulut à aucun prix admettre une domination étrangère. Les tués et les blessés couvrirent le champ de bataille ; le drapeau de Savoie sortit vainqueur de la lutte et fut acclamé dans Genève, les chefs du parti national virent leurs maisons rasées et furent eux-mêmes pendus sans pitié sur les hauteurs de Champel. (1)

Exilé comme beaucoup d'autres, durant plusieurs années, le prince-évêque s'opposa avec persévérance à une domination étrangère et aux franchises que nous ne connaissons pas, qu'on promettait aux citoyens genevois en échange de l'indépendance nationale. Si le prince-évêque avait suivi une autre politique, Genève serait, depuis plus de cinq siècles, rayée du nombre des nations. De ce que, fidèle à son serment, le prince-évêque a suivi cette ligne de conduite avec toute loyauté, en pourrez-vous conclure qu'il n'aimait pas les franchises genevoises ? Elles demeurèrent intactes à son retour, elles tendirent à se développer et le code qui les renferme, hautement apprécié par le *Citadin de Genève* et par Rousseau lui-même, est éternellement lié au nom d'un de ses successeurs. (2)

(1) D'après la copie de la chronique de saint Victor, publiée par M. Edouard Mallet (*Mémoires de la Société d'histoire de Genève*, tome IX, p. 301, 302) deux des chefs auraient été pendus, tandis que, d'après la chronique latine, que cite, p. 348, le *Citadin de Genève*, ce serait six au lieu de deux, et même davantage, car la chronique latine dit six : « cum eorum complicitibus » :

(2) M. Vuy a terminé son discours en parlant des membres de l'Institut décédés durant l'année et en annonçant la pleine convalescence de M. le professeur Charles Vogt, président de l'Institut, atteint, en Italie, d'une grave indisposition, durant l'hiver précédent.

L'ARCHÉOLOGUE FR. LENORMANT

Membre de l'Institut de France (1)

MESDAMES ET MESSIEURS,

Il est d'usage dans nos séances annuelles de rappeler le souvenir des membres actifs ou correspondants que nous avons perdus. Peut-être m'accorderez-vous quelques instants de bienveillante attention pour résumer une brillante carrière, prématurément brisée, celle d'un de nos membres correspondants, Fr. Lenormant, membre de l'Institut de France et professeur d'archéologie près la Bibliothèque Nationale. Le 9 décembre dernier, ce savant si distingué succombait, dans la force de l'âge et dans tout l'éclat du talent, aux atteintes d'une cruelle maladie supportée avec une stoïque résignation.

Né à Paris en 1837, Fr. Lenormant eut l'inappréciable bonne fortune de se développer au contact de deux intelligences d'élite. Son père, M. Ch. Lenormant, l'ami de Champollion et le suppléant de Guizot à la Sorbonne, était un archéologue doublé d'un artiste, aimant l'antiquité, non seulement en érudit, mais aussi en homme de goût. Sa mère, nièce de la célèbre M^{me} Récamier, s'est occupée avec succès de littérature ; il y a deux ans, elle publiait la correspondance de Benj. Constant avec M^{me} Récamier, et faisait ainsi connaître un des

(1) Notice lue à la séance annuelle et publique de l'Institut genevois, le 2 mai 1884.

épisodes les plus curieux de la vie intime si agitée du grand orateur de la Restauration. Elevé à pareille école, le jeune Fr. Lenormant ne tarda pas à manifester des aptitudes et une précocité vraiment surprenantes ; le croirait-on, à quatorze ans il publiait déjà dans la *Revue Archéologique* une lettre sur des tablettes grecques trouvées à Memphis. A vingt ans, en 1857, il remportait le prix de numismatique au concours de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, au moment où il terminait ses études de droit et obtenait le grade de licencié. Une irrésistible vocation l'entraînait vers les recherches d'archéologie et d'histoire. Son père ne pouvait que l'encourager dans ses goûts qu'il partageait lui-même. En 1859, ils partent ensemble pour Athènes ; M. Ch. Lenormant se réjouissait à la pensée de faire connaître à son fils les merveilles de cette terre classique de la Grèce, berceau de l'art et de la science, et qui, à ce titre, exercera toujours une puissante attraction sur l'imagination des hommes. Les deux voyageurs visitèrent ensemble Thèbes, Eleusis, mais les enchantements de ce voyage d'exploration devaient être de courte durée. Une visite aux ruines d'Epidaure fut fatale à M. Ch. Lenormant. Subitement atteint d'une terrible fièvre paludéenne, il languit quelques jours, puis succomba malgré les soins dévoués dont il fut entouré.

Privé de l'appui et des conseils paternels, Fr. Lenormant se remit néanmoins à l'œuvre avec l'ardeur fiévreuse qu'il n'a cessé de montrer jusqu'à ses derniers moments. En 1860, il retourne en Grèce pour réunir les matériaux de cette belle publication sur la voie sacrée d'Eleusis, publication qui devait d'emblée le placer au premier rang des archéologues de notre temps. Il explorait paisiblement Eleusis, lorsqu'il apprit la nouvelle des affreux massacres qui se commettaient dans le Liban. Pour être érudit, on n'en est pas moins homme ; Le-

normant avait l'enthousiasme pur et désintéressé, la soif de dévouement que donne la jeunesse ; il quitte ses fouilles d'Eleusis, arrive en Syrie et se met à la disposition des comités qui s'étaient formés pour secourir les chrétiens du Liban. Sans s'inquiéter un instant du danger qu'il allait courir, il se rend dans le Liban et, de là, il écrit aux journaux français une série de lettres remplies de détails navrants. Ces lettres eurent un grand retentissement et ne furent pas sans influence sur les déterminations du gouvernement français qui envoya en Syrie une expédition militaire.

C'est vers cette époque, en 1862, que l'auteur de ces lignes rencontra pour la première fois Lenormant, au Congrès Archéologique de Lyon. C'était alors un beau jeune homme de vingt-cinq ans, débordant de vie, d'entrain et d'activité. Il prit part aux travaux du Congrès et tint plusieurs fois les assistants sous le charme de sa parole si élégante et colorée. Tous étaient émerveillés de l'étendue de ses connaissances, de la puissance de sa mémoire qui lui fournissait les termes de comparaison les plus variés. Il fut entouré et choyé comme il le méritait. Les maîtres de la science saluaient en lui l'avenir, plein de promesses et d'espérances.

Pendant ses premières années de labeurs, Lenormant s'était voué presque exclusivement à l'antiquité grecque, mais son horizon ne tarda pas à s'élargir. En 1866, il présente à l'Académie des Inscriptions un mémoire sur la propagation de l'alphabet phénicien. Bientôt il se sent attiré par ces grandes et mystérieuses civilisations de l'Orient, dont l'histoire est intimement liée aux origines du judaïsme et du christianisme. Il se familiarise avec la langue de Ninive et de Babylone ; il déchiffre des inscriptions cunéiformes et finit par condenser ses vastes recherches en un livre devenu populaire, le *Manuel de l'histoire ancienne de l'Orient jusqu'aux guerres médiques*.

Cet ouvrage, publié en 1869 et qui a atteint sa neuvième édition, contenait le germe d'une révolution dans la méthode d'enseignement ; il tendait à substituer à la routine universitaire les notions scientifiques résultant des dernières découvertes.

En 1870, les terribles évènements dont la France fut le théâtre arrachèrent Lenormant à ses paisibles études ; l'homme de cabinet, le savant, se fit soldat et paya dignement sa dette à son pays ; pendant que Henri Regnault tombait non loin de lui, les balles prussiennes l'épargnaient, trouant son képi et sa vareuse ; mais sa santé se ressentit cruellement des fatigues et des privations du siège de Paris. Après la paix, il se remet au travail avec cette ardeur fiévreuse qui était un danger permanent pour sa santé. Les origines de la civilisation orientale l'attiraient et le captivaient toujours davantage ; en 1874, il publie deux volumes sur les *Premières civilisations*, puis un curieux ouvrage qui fut immédiatement traduit en anglais et en allemand, sur *la divination et la science des présages chez les Chaldéens*.

En 1874, les brillants travaux de Lenormant obtinrent une première consécration officielle. Lorsque la mort si soudaine et mystérieuse de Beulé laissa vacante la chaire d'archéologie à la Bibliothèque nationale, Lenormant fut appelé à lui succéder. L'enseignement public fut pour lui comme un nouveau stimulant. En 1878, il publie son bel ouvrage sur la *Monnaie dans l'Antiquité*, et à peu près en même temps, il aborde un autre champ d'études qui, se rattachant à la fois à l'histoire et à la théologie, offrait pour un croyant des côtés périlleux ou délicats. C'est alors qu'il publie coup sur coup une traduction de la Genèse et un volume sur les origines de l'histoire d'après la Bible. Lenormant était un croyant, mais non un bigot ; il croyait à la possibilité de concilier les découvertes de la science avec les affirmations du dogme. Dans ses loyales ten-

tatives de conciliation, il fit à l'esprit scientifique des concessions que l'orthodoxie théologique est peu disposée à ratifier. Ainsi il n'accepte l'inspiration divine qu'en ce qui touche à la foi et aux mœurs, c'est-à-dire aux enseignements surnaturels contenus dans les écritures. « Pour les autres choses, dit-il, « le caractère humain des écrivains de la Bible se retrouve « tout entier. Au point de vue des sciences physiques, ils « n'ont pas eu de lumières exceptionnelles ; ils ont suivi les « opinions communes et même les préjugés de leur temps. » Sans se l'avouer peut-être, il glissait sur la pente de l'hérésie.

Nous arrivons, hélas, aux dernières étapes de cette carrière si courte, mais si noblement et si utilement remplie. En 1881, Lenormant vit s'ouvrir pour lui les portes de l'Institut de France ; en entrant à l'Académie des Inscriptions, il obtenait, jeune encore, la plus haute distinction scientifique que son pays pût lui accorder. Il était arrivé au port, il aurait pu prendre quelque repos, mais il ne savait pas se reposer. En 1879, il avait entrepris un premier voyage d'exploration dans l'Italie méridionale, dans cette grande Grèce, si peu connue, où l'on peut suivre la trace des civilisations les plus diverses, des antiques colonies grecques, de la domination romaine, des invasions sarrasines et des conquêtes normandes. Le premier voyage fut pour Lenormant une véritable révélation ; il retourne en Italie en 1881 et en rapporte les matériaux d'un excellent livre, *la Grande Grèce, paysages et histoire*. Mais la curiosité insatiable de l'explorateur n'était pas encore satisfaite ; il entreprit en 1882 un troisième voyage qui devait être le dernier. Ce fut le suprême effort de cette énergique et vaillante nature. Une chute de cheval eut pour sa santé les suites les plus funestes ; il revint d'Italie épuisé et malade. Bien loin de ménager ses forces, il se remit au travail, se prodigua avec son ardeur accoutumée et publia son dernier livre, *l'Apulie et*

la Lucanie. Mais la maladie suivait impitoyablement son cours et minait sourdement sa robuste constitution. Une périostite se déclara et après plusieurs mois de cruelles souffrances, Lenormant succomba, le 9 décembre de l'année dernière, à l'âge de quarante-six ans.

Les œuvres de notre ami se distinguent non seulement par la profondeur des recherches et l'originalité des vues, mais aussi par l'élégance et la merveilleuse clarté du style ; ses derniers livres, consacrés à la Grande Grèce, ont une saveur particulière ; les incidents de voyage, les traits de mœurs, les observations piquantes y sont habilement mêlés aux récits historiques. Les descriptions des sites et des monuments sont d'une exquise fraîcheur et elles attestent à quel degré Lenormant était sensible aux sereines beautés de la nature, comme aux merveilles de l'art antique. Si je ne craignais pas d'abuser de vos instants, je me permettrais de vous lire quelques-unes de ses descriptions des paysages de l'Italie méridionale ; elles sont si harmonieuses de style et de couleur qu'elles semblent écrites plutôt par un poète que par un érudit. Laissez-moi du moins vous lire un admirable fragment, la description du Campo Santo de Catanzaro, empreinte d'une pénétrante mélancolie :

« Le Campo Santo de Catanzaro est dans des proportions assez modestes si on le compare à ceux de villes de la même population dans le nord de l'Italie et dans la Toscane, à ceux par exemple de Vicence et de Sienne. Mais c'est un des plus admirablement placés de toute la péninsule, et je ne connais guère que celui de Messine, avec son merveilleux panorama du détroit et du massif calabrais de l'Aspromonte, qui puisse rivaliser avec lui sous ce rapport. Son enceinte, accompagnée de quelques chapelles de famille à l'entour, a été établie sur un petit plateau rocheux qui présente d'un côté

une pente rapide, descendant par étages vers la ville, de l'autre des escarpements abrupts et profonds, qui le séparent des hautes montagnes par lesquelles il est dominé au nord. La vue qu'on a de là est très étendue et incomparablement belle. C'est celle que je conseille au voyageur de réserver pour la dernière, afin de couronner sa visite à Catanzaro par une impression solennelle et vraiment ineffaçable de cette nature grandiose. Que l'on se tourne vers l'ouest ou vers l'est, on a devant les yeux cinq ou six plans successifs de montagnes, qui, séparés par des vallées, courent parallèlement vers la mer... C'est là ce qui ferme l'horizon du côté du septentrion, tandis que dans la direction opposée, par delà les ondulations violentes du terrain, la ville et la vallée qui s'ouvre devant elle, l'œil suit la courbure des côtes du golfe de Squillace et se repose sur le miroir étincelant de la mer, s'étendant à perte de vue. Autour de nous, les fleurs du renouveau automnal couvrent le sol, ce sont des parterres de scilles dans les endroits découverts, des tapis de cyclamens roses sur les revers des fossés ; les colchiques violettes diaprent les fonds herbus, les gentianes bleues et jaunes le gazon ras qui revêt l'esplanade de rochers autour du cimetière. La brise nous apporte des bouffées parfumées de lavande et de thym et par moments l'odeur résineuse des lentisques et des pins. Des essaims d'abeilles voltigent en bourdonnant autour des buissons. Les alouettes et les chardonnerets s'élèvent dans les airs en chantant joyeusement, tandis que les tourterelles, dans le creux des rochers, prolongent leurs roucoulements, si doux et si tristes en même temps. Du fond des ravins monte vers nous le bruit des clochettes des troupeaux et les bêlements par lesquels les agneaux et leurs mères s'appellent et se répondent. Des chèvres noires s'accrochent aux escarpements des précipices, grimpant et broutant là où aucun autre

animal ne pourrait les suivre. Des bergers passent auprès de nous avec leurs grands chiens blancs, occupés à rassembler leur troupeau avant la nuit. Leur tournure est superbe et remplirait de joie le cœur d'un peintre. L'un d'eux tient dans ses bras deux petits agneaux qui viennent de naître, un autre porte sur ses épaules une brebis fatiguée, exactement de la même manière que le Bon Pasteur des peintures des Catacombes. Sur les sentiers lointains, des femmes s'en vont, portant des fardeaux sur leurs têtes avec l'harmonieuse attitude et la fière allure de canéphores antiques. C'est un de ces tableaux qui se gravent à jamais dans la mémoire, et l'heure où nous le contemplons, cette heure où l'approche du soir fait descendre les grandes ombres des montagnes, ajoute encore à son inoubliable majesté (1) »

Combien ce tableau est vivant et quel sentiment élevé et poétique de la nature, dans cette page d'une touche si délicate.

MESDAMES ET MESSIEURS,

J'ai essayé de résumer en quelques pages la carrière scientifique de Fr. Lenormant ; après vous avoir entretenus du savant, qu'il me soit permis de vous parler de l'homme. On reproche parfois aux savants de se laisser absorber par leurs recherches, de devenir exclusifs et d'oublier ce qui les entoure. Lenormant n'était pas atteint de ce défaut ; c'était non seulement une belle intelligence, ouverte et compréhensive, mais encore un cœur chaud et généreux, accessible à toutes les émotions, capable de tous les enthousiasmes. A

(1) *La Grande Grèce*, paysages et histoire, t. II, p. 324 et suiv.

l'exemple d'un Ancien, il pouvait dire : *Homo sum, nihil humani a me alienum puto*. Je suis homme, rien de ce qui est humain ne m'est indifférent. Patriote éclairé, libéral et tolérant, il s'intéressait vivement à toutes les questions politiques et économiques qui s'agitent en France. Ses traditions de famille le rattachaient au parti orléaniste, et sous l'Empire il s'était rangé du côté de l'opposition. Lorsque la République fut proclamée, il s'y rallia sans arrière-pensée, tout en conservant son indépendance et en déplorant, à l'occasion, les actes qui froissaient ses convictions religieuses, son libéralisme très délicat et généreux. Son merveilleux talent de parole lui réservait certainement une place à la tribune française; la destinée en a disposé autrement.

A la suite de son mariage, Lenormant était devenu un peu notre voisin; il avait acquis dans le Bugey, non loin de Ceyzerieux, un petit manoir, tout entouré de vignes et de frais ombrages. Rien de plus agreste, de plus paisible, que cette résidence de Bossieu, attrayante dans son isolement, et où on n'entend que le gracieux ramage des oiseaux. Le site lui-même est des plus pittoresques; dans le lointain les coteaux de la Choutagne; à gauche, le Valromey et ses hautes forêts de sapins. A droite, les montagnes bleuâtres qui séparent le Bugey du lac du Bourget. C'est là, dans cette paisible retraite, que Lenormant passait sept à huit mois de l'année; il venait s'y dérober à l'agitation fiévreuse de la vie de Paris; là, du moins, il pouvait travailler des journées entières sans être troublé ou inquiété par les oisifs et les importuns. Dans sa splendide bibliothèque, se trouvaient réunis tous les matériaux qui pouvaient lui être utiles (1). De temps à autre,

(1) Cette bibliothèque, qui renferme de grandes richesses, sera probablement vendue cet hiver à Paris; le catalogue paraîtra incessamment.

un ami venait pendant quelques jours troubler cette retraite studieuse et le visiteur trouvait le temps trop court. Le maître du logis était un incomparable causeur ; on était émerveillé à la fois de son érudition vraiment prodigieuse et de sa simplicité, de sa modestie parfaite. Tantôt c'étaient l'Egypte et ses inscriptions hiéroglyphiques, qui servaient de thème à la conversation, tantôt les inscriptions cunéiformes et les origines des mystérieux empires de Ninive et de Babylone, ou bien encore l'entretien s'engageait sur une question d'archéologie grecque, sur un point controversé d'archéologie gallo-romaine. Savantes causeries qui se poursuivaient en été à l'ombre de quelque ormeau séculaire, en automne au coin du feu. Aujourd'hui l'habitation verdoyante où se préparèrent tant de livres excellents renaît à la lumière et au soleil du printemps, mais la voix qui l'animait ne s'y fera plus entendre. Combien le sanctuaire paraîtra désert et désolé !

Lenormant aimait notre pays où il comptait plusieurs amis. Lors du centenaire de Jean-Jacques Rousseau en 1878, il voulut assister à notre fête nationale ; il s'assit à notre modeste table du quartier de Rive. La cordialité fraternelle, les sentiments patriotiques qui dominaient les assistants firent sur lui une vive impression. Il monta, lui aussi, à la petite tribune ornée de drapeaux et de feuillage, qui s'élevait sur la place et il improvisa, d'une voix émue, un éloquent discours dans lequel il manifesta toute sa sympathie pour notre pays, ses souvenirs et ses institutions. A l'entendre, qui se fût douté que cet homme, si jeune de cœur et d'intelligence, n'avait plus que quelques années à vivre !

Lorsqu'un homme succombe aux atteintes de l'âge et des infirmités, on s'incline devant la loi immuable de la nature ; mais, comment ne pas éprouver un sentiment de révolte, une sorte de déchirement, lorsque la mort brise sans pitié

une brillante carrière, frappe un homme dans tout l'éclat de son talent ! Pauvre Lenormant, il avait le droit de former tant de projets pour l'avenir ! Il se sentait une telle vitalité intellectuelle ! Malgré sa fin prématurée, il a creusé son sillon dans le champ de la science. Il a été heureux, autant qu'un homme peut l'être, car il a vécu de la vie sereine de la pensée et il a fait le plus noble usage de ses belles facultés. Il n'a connu ni les calculs mesquins, ni les ambitions vulgaires, il a servi la science avec le dévouement, l'abnégation du soldat qui sert son pays et il est mort au champ d'honneur. Il a conservé jusqu'à sa dernière heure le culte de l'idéal, de la vérité et de la science. C'est le plus digne hommage que nous puissions rendre à sa mémoire, nous qui l'avons connu et qui ne l'oublierons jamais.

Henri FAZY.

LES TARIFS DES CHEMINS DE FER SUISSES

ENVISAGÉS DANS LEURS
RAPPORTS AVEC L'AGRICULTURE ET L'INDUSTRIE

MÉMOIRE

Présenté par M. CHALLET-VENEL à l'Institut National Genevois

SECTION D'INDUSTRIE ET D'AGRICULTURE

Séance du 5 Décembre 1884

LES TARIFS

DES

CHEMINS DE FER SUISSES

Envisagés dans leurs rapports avec l'agriculture et l'industrie.

I

J'ai hésité quelque temps avant de me décider à vous entretenir de ce sujet.

D'après la loi du 28 avril 1852, qui a décrété la fondation de l'Institut national genevois et sa répartition en cinq grandes divisions distinctes, il semblerait, au premier abord, que notre Section d'agriculture et d'industrie doive rester étrangère aux questions commerciales et en particulier à la question spéciale et compliquée des tarifs de transport par chemins de fer.

Cependant la prospérité et le développement de l'agriculture et de l'industrie se trouvent intimément liés aux questions commerciales.

Les produits indigènes du sol et de l'industrie, après avoir fourni aux besoins de la consommation locale, doivent pour le surplus de la production, chercher des débouchés dans les contrées voisines et même dans les pays lointains.

Il faut songer alors à transporter ces produits, à des conditions de bas prix, qui permettent de concourir avantageusement sur les marchés étrangers.

On se trouve ainsi conduit forcément à s'occuper des moyens de transport. Or, les chemins de fer possèdent actuellement le monopole de ces moyens.

L'industrie et l'agriculture ne peuvent donc se passer de cet intermédiaire. Par conséquent, l'étude des conditions de transport, qui pouvait paraître ne concerner que le négociant proprement dit, s'impose également, dans une certaine mesure, à tous ceux qui s'occupent du trafic des produits du sol et de ceux de l'industrie.

Telles sont les considérations qui m'ont engagé à entretenir notre Section d'un sujet qui se trouve précisément à l'ordre du jour des Chambres fédérales ; je veux parler du nouveau système de tarifs pour les transports de marchandises, système que l'on désigne sous le nom caractéristique de *Tarifs de réforme*.

Le nom même qu'on a donné à ce système, indique qu'il s'agit d'une innovation d'une certaine importance.

Quelles sont les réformes que ce nouveau tarif prétend introduire pour justifier son nom ?

Les réformes portent essentiellement sur trois points principaux, qui distinguent le nouveau système de nos anciens tarifs de 1863 et de 1872.

Tous ceux qui ont dû recourir aux chemins de fer pour l'expédition de quelque produit, ont été frappés de la diversité et de la complication des tarifs de transport des Compagnies suisses.

Cette difficulté qui était déjà considérable, lorsque nous n'avions affaire qu'à un petit nombre de Compagnies, a été aggravée, dans ces dernières années, par l'apparition de nouvelles lignes, construites dans toutes les directions et qui sont exploitées par des administrations distinctes.

La diversité des tarifs est devenue telle, et présentait pour

les expéditeurs de si grandes complications, qu'on en était arrivé à désirer une refonte générale de tous les tarifs, au moyen de laquelle la Suisse serait dotée d'un système uniforme et général, sans qu'on ait à se soucier des systèmes de tarifs qui sont en vigueur dans les pays limitrophes.

Le but auquel on aspirait en premier lieu était donc l'unification des tarifs de toutes les Compagnies suisses de chemins de fer.

Ce but se trouvera atteint, si, comme cela est à prévoir, l'Assemblée fédérale, dans sa présente session de décembre, décrète l'application uniforme, pour toutes les Compagnies suisses, du nouveau tarif dit de réforme

Dès lors, les bases des tarifs de transport ne changeront plus en passant du réseau d'une Compagnie à un second ou à un troisième réseau. Les mêmes principes pour l'établissement des taxes seront maintenus dès la station de départ jusqu'à celle de destination finale.

Telle est la première réforme introduite par le nouveau système.

Une seconde modification également très importante, est celle en vertu de laquelle on fera jouir de taxes réduites, les expéditions de marchandises en grande et en petite vitesse, lorsque ces expéditions s'effectueront par wagon complet, du poids de 5,000 kilogrammes ou de 10,000 kilogrammes. Plus le poids augmentera, plus la taxe diminuera. Des taxes différentes et à base décroissante, seront donc appliquées : 1° Aux expéditions partielles de colis isolés de poids inférieur à 5,000 kilogrammes ; 2° aux expéditions atteignant 5,000 kilogrammes et 3° à celles de 10,000 kilogrammes et au-delà.

Notons, en passant, que les expéditions par wagon complet comportent généralement des marchandises lourdes, des matières premières ou des produits ébauchés de moindre

valeur, et qui ne pourraient pas supporter une taxe de transport élevée. Ce sont, pour en citer quelques exemples : les combustibles, les matériaux de construction, les produits métallurgiques, les produits de l'agriculture, les engrais naturels et les engrais chimiques, les bois bruts et les bois d'œuvre, le coton brut, la laine brute, le sucre brut, les produits de la meunerie, etc., etc.

Pour ces produits, le chemin de fer peut consentir à une réduction de taxe. son intérêt étant de transporter des wagons complets et de diminuer ainsi les frais de traction du poids mort.

La réduction de taxe en faveur du transport par wagon complet, est donc une seconde réforme que réalise le nouveau système.

Parlons maintenant de la troisième modification. D'après les systèmes primitifs, il avait été établi, pour l'ensemble de toutes les marchandises, une nomenclature aussi complète que possible ; c'était une sorte de dictionnaire volumineux, où l'on trouvait la désignation de la taxe à côté de la dénomination de chaque marchandise.

Mais on avait bien été forcé de reconnaître, par la pratique, qu'une telle nomenclature laissait beaucoup à désirer ; que plus on entrait dans les détails, plus cette nomenclature devenait confuse, arbitraire, embrouillée, et plus aussi son application provoquait de malentendus, d'interprétations diverses et de réclamations.

Le système de réforme supprime le gros de la nomenclature ; il n'y a de nomenclature que pour quelques *marchandises spéciales*, au nombre restreint de 700 à 800 articles tout au plus et tout ce qui n'est pas compris dans cette nomenclature abrégée, forme la masse des produits désignés sous le nom de *marchandises générales*.

En résumé, trois modifications principales caractérisent les nouveaux tarifs dits *de réforme*.

1^o Abolition de toutes les anciennes bigarrures de tarifs et remplacement par un système uniforme applicable à tous les réseaux.

2^o Réduction de taxe pour toutes les expéditions par wagon complet de 5,000 kilogrammes et de 10,000 kilogrammes.

3^o Suppression de toute nomenclature⁷ détaillée et volumineuse, et établissement d'une nomenclature très restreinte, pour quelques *marchandises spéciales*, qui demandent à être traitées, au point de vue de la taxe, d'une manière exceptionnellement favorable.

C'est ici le lieu de faire observer que ce sont les chemins de fer de l'Allemagne qui, à dater de 1872, ont inauguré la réforme des tarifs des chemins de fer.

Après le rétablissement de la paix, un grand nombre d'industries diverses s'établissant en Allemagne, le transport des matières premières prit un immense développement et l'on sentit impérieusement la nécessité des transports à bas prix, par wagons complets.

Nos chemins de fer de la Suisse orientale, l'Union-Suisse et le Nord-Est, qui sont en contact journalier avec le grand réseau ferré de l'Allemagne, ne tardèrent pas à comprendre l'avantage qu'ils pourraient tirer de l'adoption du nouveau système.

La position géographique de la Suisse, au centre du continent européen, rendait désirable d'essayer d'un système qui faciliterait la soudure des chemins de fer suisses, avec ceux du nouvel Empire.

Depuis l'établissement du chemin de fer du Gothard, qui devait bientôt être suivi de celui de l'Arlberg, il fallait bien reconnaître que les chemins de fer suisses sont appelés, beau-

coup plus qu'auparavant, à devenir les intermédiaires d'un trafic international très important.

Le territoire suisse est trop restreint, pour que nos chemins de fer puissent se renfermer dans un système de tarifs tout-à-fait indépendant des systèmes des pays limitrophes.

Notre réseau ferré, en effet, ne forme pas un réseau terminal, mais plutôt un réseau de transit, pour une forte partie du trafic international.

Ces considérations ne manquaient pas de justesse, et elles furent assez puissantes pour que l'impulsion donnée par les compagnies du Nord-Est et de l'Union-Suisse, entraînant bientôt successivement l'adhésion des compagnies du Gothard, du Central-Suisse, du Jura-Berne-Lucerne et de l'ensemble des autres compagnies secondaires. Seule, la compagnie de la Suisse-Occidentale et du Simplon, dont les rapports avec les chemins de fer français sont importants, persista à se tenir à l'écart. Mais le moment n'est pas éloigné où cette compagnie se ralliera et adoptera aussi le nouveau système.

Du reste, le tarif de réforme gagne peu à peu des adhérents dans toutes les directions.

La Belgique a adopté le même système pour son trafic avec l'étranger. Les chemins de fer austro-hongrois, qui se rapprochent déjà du tarif de réforme, s'en rapprocheront probablement davantage encore dans un prochain avenir. Enfin, les chemins de fer français eux-mêmes ont dû l'accepter aussi partiellement pour faciliter plusieurs de leurs relations internationales.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que le Conseil national, dans sa session de juin dernier, ait déjà donné son approbation au nouveau système dit de réforme.

A son tour, le Conseil des Etats dans la présente session de décembre, s'occupera de cette importante question.

Je voudrais, Messieurs et chers collègues, vous expliquer brièvement et aussi élémentairement que possible, le mécanisme détaillé des tarifs de réforme dont je viens d'esquisser à grands traits l'origine historique et les principes généraux.

C'est une tâche qui n'est point facile, et je vais me trouver forcé d'aborder le côté le plus aride de mon sujet. J'aurai à vous imposer la lassitude d'une énumération de chiffres, qui sont absolument nécessaires pour la démonstration.

Je m'efforcerai de soutenir votre attention, par la citation de quelques exemples, qui intéressent spécialement l'agriculture et l'industrie, et, pour vous permettre de suivre les détails dans lesquels nous allons entrer, j'attire votre attention sur le tableau synoptique, qui vous a été distribué, et qui renferme à la fois le cadre du tarif de réforme, *système allemand*, et le cadre du tarif de réforme, *système suisse*.

Vous comprendrez mieux ainsi les analogies et les divergences des deux systèmes.

II

Commençons par le système allemand.

Nous avons dit que le système de réforme favorise les expéditions par wagons complets de 5,000 et de 10,000 kilogrammes, et vous pouvez constater du premier coup d'œil, que la majeure partie du cadre du système allemand est consacrée aux expéditions par *wagons complets*.

La place réservée aux *colis isolés*, soit aux envois de poids inférieur à 5,000 kilogrammes, est très minime en comparaison.

Pour les expéditions par wagons complets, le tableau présente deux catégories, l'une pour les *marchandises spéciales*, l'autre pour les *marchandises générales*.

Occupons-nous d'abord de la tarification des *marchandises spéciales*.

Vous trouvez au bas du tableau synoptique, dans les colonnes indiquées par les chiffres romains I, II, III, un aperçu de quelques articles dénommés dans cette catégorie de productions.

Il est bien entendu qu'en partant des diverses industries, je n'ai garde de mentionner nos importantes fabriques d'horlogerie et de bijouterie, dont le tarif de réforme ne s'est guère occupé, attendu que les produits précieux de ces industries, ne se transportent généralement pas en chargement de wagons complets de 5,000 ou de 10,000 kilogrammes.

Je m'en tiens donc aux industries en général, et aux produits divers dont le tarif de réforme favorise le transport. Je signale : l'argile, l'asphalte, les balais de bruyère, les balais de bouleau, le bitume, les briques, tuiles, poterie, charbons de bois et de tourbe, les cendres d'orfèvre, la chaux, les ciments, les cordages, les déchets des industries de toute sorte, les fers bruts, les fers et aciers ouvrés, en barres, en plaques, les tôles, les colonnes, les rails, les parties de machines, le zinc, le plomb en plaques, fil, tuyaux ; quelques catégories de produits chimiques, les goudrons, les papiers d'emballage, les cornets en papier, le verre et la verrerie creuse, les tuiles en verre ; les aiguilles, les épingles, les ciseaux, les clous, les outils en général, etc.

L'agriculture est favorisée par le tarif de réforme, quant aux principaux articles suivants : les bois de toute provenance, arbres, racines, souches, fascines, traverses de chemins de fer, poutres, planches, plateaux, etc.

Les céréales de toute sorte, froment, seigle, orge, avoine, maïs, millet, sarrazin, ainsi que les légumes secs et farineux, le chanvre, le crin végétal, les châtaignes ; les fruits des

champs et des jardins, les fourrages verts, les choux, les betteraves, les oignons comestibles, les pommes de terre ; les fruits frais, comme poires, pommes, cerises, pruneaux, frais ou en fermentation ; tous les résidus agricoles, les engrais naturels et les engrais chimiques ; les écorces, les glands, la glace ; les outils d'agriculture, les osiers pour vannerie, les pierres, le gravier, le sable ; le sel pour bétail et le sel de cuisine ; les tourteaux, les tuyaux pour drainage, etc.

Tous ces articles et autres analogues sont classés dans la nomenclature des *marchandises spéciales*, en faveur desquelles on a établi des réductions de taxes de transport.

Il a été formé trois catégories de marchandises spéciales.

La colonne qui porte en tête la lettre majuscule A² se rapporte aux marchandises spéciales transportées par wagon complet de 5,000 kilogrammes. Il n'y a qu'un seul et même prix, pour le transport des marchandises spéciales en wagon de 5,000 kilogrammes. La taxe est fixée uniformément à 7 centimes par tonne et par kilomètre.

En ce qui concerne au contraire, le transport par 10,000 kilogrammes le tarif de réforme a déterminé trois prix différents pour les trois classes de *marchandises spéciales*.

Ces trois classes portent en tête de colonne les chiffres romains I, II, III.

Les marchandises dénommées dans la classe

I sont taxées à 6,₃ cent. par tonne et par kilomètre.

II » » 5,₂ cent. » »

III » » 3,₇ cent. » »

Ces taxes ne comprennent pas les frais du chargement et du déchargement, qui se paient en sus, lorsque ces manutentions ne sont pas effectuées par l'expéditeur et par le destinataire, et qu'on en laisse la charge à la Compagnie du chemin de fer.

La III^e classe des marchandises spéciales, transportées par wagon de 10,000 kilogrammes jouit comme on le voit de la taxe la plus favorable. La taxe de 3,₇ cent. n'est que fort peu supérieure aux dépenses de traction incombant à la Compagnie de transport. Cette troisième classe, ainsi favorisée, s'applique aux matières brutes et aux divers produits qui, sous un poids considérable, ne représentent qu'une minime valeur proportionnelle.

Si nous passons à la classe II des produits spéciaux, nous trouvons encore dans la nomenclature des matières brutes ou légèrement ébauchées, mais d'une valeur un peu plus élevée. Ces articles peuvent donc supporter une taxe plus forte ; ils sont transportés à raison de 5,₂ cent. par tonne et par kilomètre.

Enfin dans la colonne sous chiffre romain I, pour chargement de 10,000 kilogrammes, la taxe suit une progression ascendante ; elle est fixée à 6,₃ cent. par tonne et par kilomètre. C'est que, dans cette classe, se trouvent les produits spéciaux de plus haute valeur, et qui peuvent par conséquent, supporter une taxe plus élevée. C'est ce dont on se convaincra, en jetant un coup-d'œil sur la nomenclature indiquée, comme spécimen, au bas du tableau synoptique.

En résumé, le système allemand *dit de réforme* établit d'abord une nomenclature pour un certain nombre de produits, qui réclament une taxation spéciale, qui voyagent par wagon complet de 5,000 et de 10,000 kilogrammes, et qui, de cette façon, ne laissent que fort peu de poids mort à la charge de la Compagnie de transport.

Il y a une seule et même taxe pour les wagons de 5,000 kilogrammes, et trois taxes échelonnées pour les wagons de 10,000 kilogrammes ; en tout quatre prix différents, qui permettent de prendre en considération, autant que possible, la

valeur relative de la marchandise, ainsi que les besoins économiques de l'Allemagne.

Mais il n'existe de nomenclature que pour un certain nombre de marchandises spéciales, qui ont paru motiver, au point de vue de la taxe, un traitement particulier et exceptionnel. Tout l'ensemble des autres produits, ne donne lieu à aucune nomenclature. Tous ces produits que nous appellerons *marchandises générales*, par opposition aux *marchandises spéciales*, rentrent sous la loi commune et paient une taxe plus élevée

Cependant, même en ce qui concerne les marchandises générales, l'idéal du wagon complet continue encore à exercer son empire. Les marchandises générales en wagon de 10,000 kilogrammes, paient une taxe moins élevée, que si ces mêmes marchandises voyagent en wagon de 5,000 kilogrammes.

Le système allemand présente, à ce sujet, deux colonnes distinctes. Celle qui est désignée par la lettre majuscule A², se rapporte aux marchandises générales expédiées par wagon de 5,000 kilogrammes. Pour cette classe, la taxe est fixée à 9 centimes par tonne et par kilomètre.

Si l'expédition s'effectue par wagon de 10,000 kilogrammes, on applique la taxe de la classe B, qui est de 8 centimes par tonne et par kilomètre.

Mais, dira-t-on, que devient, dans le système allemand, le transport des *colis isolés*, ou envois de marchandises, dont le poids n'atteint pas le minimum de 5,000 kilogrammes, soit le chargement d'un wagon complet ?

Il est évident que le tarif de réforme part, en première ligne, de l'idée de réaliser des économies sur les frais de transport, au moyen de grosses expéditions dans lesquelles se trouve réduite la quantité de poids mort, à attribuer à chaque quintal de marchandise transportée.

Quant aux expéditions de poids inférieur à 5,000 kilogrammes le tarif allemand de réforme ne paraît pas s'en être soucié outre-mesure.

Il ne renferme qu'un seul prix, 14^{,5} cent. par tonne et par kilomètre, pour toute expédition inférieure à 5,000 kilogrammes, tandis que nous venons de voir que les expéditions de 5,000 et de 10,000 kilogrammes jouissent de six taxes différentes et graduées.

C'est là, évidemment, un des points les plus faibles du système allemand.

On a prétendu remédier à cet inconvénient, en facilitant, dans un même wagon, le *groupage* des colis isolés, de manière à présenter un chargement collectif total de 5,000 ou de 10,000 kilogrammes.

Mais ce genre d'opération, qui peut être effectué facilement et rapidement dans un vaste pays comme l'Allemagne, possédant de grands centres d'affaires, se trouve être impraticable dans une contrée comme la nôtre, où les grands centres d'affaires n'existent pas.

Du reste, on ne prétend pas en Allemagne avoir atteint la perfection. L'on s'efforce au contraire d'apporter sans cesse au système primitif des améliorations, soit dans la nomenclature des marchandises spéciales, soit dans les dispositions des tarifs mêmes, de manière à tenir compte des réclamations du commerce, sans perdre de vue cependant les intérêts des capitaux engagés dans les entreprises de chemin de fer.

Si nous avons accordé autant de place à la description du tarif de réforme allemand, c'est que nous trouvons dans ce tarif le cadre et les bases du système de réforme suisse, que nous avons intérêt à étudier, puisqu'il est probable qu'il remplacera prochainement et définitivement nos anciens tarifs de 1863 et de 1872.

III

Les chemins de fer suisses n'ont pas accepté tel quel le système allemand, et, à l'aide du tableau synoptique (v. p. 9), nous vous ferons saisir facilement les différences.

Pour les expéditions des *colis isolés*, de poids inférieur à 5,000 kilogrammes, le système allemand, ainsi que nous l'avons déjà constaté, ne présente qu'une seule colonne et qu'un seul prix de transport, fixé à 14,₅ cent.

Les compagnies suisses, cédant aux réclamations énergiques du commerce de détail, ont établi deux prix différents pour le transport des colis isolés, de manière à mieux prendre en considération le plus ou moins de valeur de la marchandise à transporter.

D'après le système suisse, les marchandises rentrant dans la nomenclature des produits spéciaux, sont transportées à une taxe réduite, lors même qu'elles se trouvent consignées en poids inférieur à 5,000 kilogrammes. L'essentiel pour une marchandise est donc d'être dénommée dans les produits spéciaux.

Prenons pour exemple comparatif le *vinaigre* et les *pommes de terre*. Le vinaigre est classé dans les marchandises générales; une expédition de 500 kilogrammes de vinaigre sera taxée à raison de 17,₅ cent. par tonne et par kilomètre, tandis que le même poids de pommes de terre rentrant dans les tarifs spéciaux ne sera taxé qu'à 13,₅ cent.

Il résulte de cette disposition que là où le système allemand ne présente qu'un seul prix uniforme, les compagnies suisses en appliquent deux différents, afin de faciliter l'expédition des marchandises spéciales, dont le poids n'atteindrait pas 5,000 kilogrammes.

Si nous passons maintenant aux expéditions par wagons complets, chargés de *marchandises générales*, nous constatons les mêmes dispositions dans le système suisse et dans le système allemand. Il y a une taxe pour les wagons de 5,000 kilogrammes et une autre taxe plus réduite pour les wagons de 10,000 kilogrammes.

Une nouvelle divergence, par contre, est à signaler dans les colonnes suivantes en ce qui concerne le transport des marchandises spéciales par wagon complet.

D'après le système allemand, le wagon de 5,000 kilogrammes chargé de marchandises spéciales est taxé uniformément à 7 centimes par tonne et par kilomètre, quelle que soit la classe des tarifs spéciaux dans laquelle rentre la marchandise transportée.

Tandis que la tarification suisse admet trois prix différents pour le transport des wagons de 5,000 kilogrammes selon que la marchandise se trouve être dénommée dans la classe I, dans la classe II, ou dans la classe III des produits spéciaux.

Mais, hâtons-nous d'ajouter que cette multiplicité de prix différents ne constitue pas, en faveur du système suisse, une supériorité bien marquée sur le système allemand, parce que la base de la taxation allemande est bien plus modérée, et par conséquent plus favorable au commerce, que celle adoptée par les compagnies suisses. Il suffit, en effet, de jeter un coup d'œil comparatif sur les diverses colonnes du tableau synoptique, pour juger de la différence considérable, qui sépare les taxes des deux systèmes.

Enfin, en dehors des tarifs que nous venons d'énumérer, les compagnies suisses ont commencé à établir quelques *tarifs exceptionnels*, pour certaines marchandises, qui paraissent nécessiter une réduction toute particulière de taxe de transport.

Nous avons indiqué, au bas du tableau synoptique, quelques

uns des produits actuellement classés dans les tarifs exceptionnels. Vous remarquerez que la plupart des productions qui figurent dans cette nouvelle catégorie, intéressent tout spécialement l'agriculture.

IV

On devait bien s'attendre à ce que la mise en vigueur du tarif de réforme, dans les parties de notre pays où il a déjà été appliqué, rencontrerait de la part du commerce de nombreuses réclamations.

Tout ce qui trouble d'anciennes notions ou d'anciennes habitudes, paraît fort incommode au premier abord.

Le Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, après avoir recueilli les principaux griefs que soulevait l'application du nouveau système, a publié un volumineux mémoire, auquel les compagnies intéressées ont répondu, en cherchant à faire ressortir les avantages du tarif de réforme, dont les taxes non seulement ne dépassent pas le maximum fixé par les concessions, mais restent généralement fort au-dessous.

L'Assemblée fédérale, nantie de ces réclamations par une motion présentée par M. Zschokke, conseiller national, demanda un rapport au Conseil fédéral.

Ce rapport parut le 23 novembre 1883 ; il mérite d'être lu en entier et longuement discuté.

L'affaire fut alors renvoyée par le Conseil national à l'examen d'une Commission, laquelle présenta son rapport le 29 mai 1884.

Enfin, le Conseil national, à la suite d'une discussion approfondie, a pris un arrêté d'après lequel le système de tarif de réforme adopté déjà par la majeure partie des administrations

des chemins de fer suisses, est considéré comme entré en vigueur. Toutefois, le Conseil fédéral est invité à faire en sorte que le système étende aussi ses effets, dans le plus bref délai possible, sur le réseau de la Suisse-Occidentale et du Simplon, où il n'a pas encore été appliqué.

Il est également recommandé au Conseil fédéral d'engager les compagnies à introduire dans le nouveau système diverses améliorations réclamées par le commerce suisse.

Ces décisions prises par le Conseil national, le 18 juin 1884, ont été renvoyées au Conseil des Etats, qui statuera à son tour très probablement dans la présente session de décembre.

La Chambre de commerce de Genève, dans un rapport adressé en octobre dernier, à la Commission du Conseil des Etats, a insisté sur l'urgence de favoriser dans une plus large mesure les expéditions du petit commerce, soit celles de poids inférieur à 5,000 kilogrammes, et a exprimé le vœu que, dans la classification des marchandises en faveur desquelles on a créé des tarifs spéciaux, on fît entrer diverses productions, qui ont pour la Suisse une grande importance, et qui sont restées jusqu'ici classées dans les marchandises générales, et soumises à une taxe supérieure.

La Chambre de commerce a signalé surtout : La bière en fûts ; les vins ; le vinaigre ; les alcools ; les huiles en fûts ; le lait condensé ; les fromages ; les fruits secs ; les peaux brutes ; le papier ; le tabac en feuilles et en carottes ; les viandes fumées et salées ; les pâtes alimentaires et autres produits dont l'énumération est indiquée dans le tableau synoptique ci-annexé.

Les compagnies de chemins de fer ont refusé jusqu'ici d'admettre ces divers produits dans la nomenclature des tarifs spéciaux, afin de se séparer le moins possible de la classification des tarifs allemands.

On objecte que si la Suisse commence à apporter des changements plus nombreux à la nomenclature allemande, la formation des tarifs directs se compliquera considérablement.

Il nous semble que cet argument n'est pas péremptoire la qu'il n'y aurait aucun inconvénient à étendre quelque peu la liste des marchandises spéciales, dans le sens des justes réclamations du commerce et de l'industrie suisses, et cela avec d'autant plus de raison, que les taxes du système suisse sont bien plus élevées que celles du système allemand.

V

Une question qui se présente ici naturellement est celle-ci : Vous nous mettez en présence d'un nouveau système de tarifs de transport, qui va être introduit pour le service de l'ensemble de toutes nos compagnies.

Les principes qui sont à la base de ce nouveau système nous paraissent acceptables, mais veuillez nous faire connaître le point qui nous intéresse le plus, et nous dire, si les nouvelles taxes de transport pour le service interne et pour nos relations de tous les jours, nous présenteront les mêmes avantages, que les anciens tarifs de 1863 et de 1872.

Je vais tâcher de répondre à cette question.

Dans le *Mémoire* adressé, le 31 octobre 1883, par les compagnies de chemins de fer, au Vorort de l'Union suisse du commerce et de l'industrie, à Zurich, on a cité des exemples qui tendraient à démontrer que le nouveau système procurera généralement des réductions de taxes assez importantes.

Nous allons détacher des tableaux, qui se trouvent annexés au *mémoire* des compagnies, quelques taxes comparatives de transport, de Genève à Olten et vice-versa, distance de parcours, 215 kilomètres.

TABLEAU N° I

Exemples comparatifs présentés dans le Mémoire
des Compagnies de Chemins de fer

Prix de transport de Genève à Olten

Parcours : 215 kilomètres

DÉSIGNATION des marchandises	Prix par wagon complet			
	Tarif de réforme		Anciens tarifs	
	Poids 5,000 kil.	Poids 10,000 kil.	Poids 5,000 kil.	Poids 10000 kil.
	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.	Fr. C.
Pommes de terre ...	91 —	118 —	92 —	184 —
Bois de chauffage ..	91 —	118 —	69 —	138 —
Bois de construction	91 —	118 —	69 —	138 —
Pétrole	153 —	284 —	188 —	376 —
Denrées coloniales ..	153 —	284 —	188 —	376 —
Fer brut.....	91 —	118 —	92 —	184 —
Fers en barres.....	107 50	182 —	132 —	264 —
Fers ouvrés grossiers	123 50	215 —	132 —	264 —
Produits manufactu- rés.....	153 —	284 —	188 —	376 —

On voit que les compagnies de chemins de fer, en citant les exemples ci-dessus, comme démonstration des avantages que procureront au commerce les nouveaux tarifs dits de réforme, se sont renfermées dans la taxation du transport par wagons complets de 5,000 et de 10,000 kilogrammes et se sont bien

gardées d'aborder la comparaison des prix, pour le transport des envois isolés, de poids inférieur à 5,000 kilogrammes.

Et cependant, les expéditions de produits n'atteignant pas le poids de 5,000 kilogrammes sont bien plus fréquentes, en Suisse, que les expéditions par wagon complet.

Il est à remarquer, en outre, que les compagnies ont eu soin de choisir leurs exemples dans la catégorie des marchandises spéciales, qui sont traitées relativement à d'autres d'une manière plus favorable au point de vue de la taxation.

Les résultats comparatifs seraient bien différents et autrement instructifs, si l'on choisissait d'autres marchandises, tout aussi importantes, si ce n'est plus, pour notre pays ; c'est ce que nous allons essayer.

Nous citerons : les vins, la bière, les huiles de graines ; les cuirs verts ; les peaux brutes ; les viandes fumées et salées ; les tabacs bruts ; les fromages ; les céréales et les pâtes alimentaires.

Nous prendrons le parcours de Genève à Berne et vice versa ; distance 159 kilomètres.

TABLEAU N° II

Autres exemples comparatifs à opposer aux citations du
Mémoire des Compagnies de Chemins de fer

Prix du transport de Genève à Berne

Parcours : 159 kilomètres.

POIDS de l'expédition	Désignation des marchandises	TARIF de réforme	ANCIENS tarifs
		PRIX du transport	PRIX du transport
Kilogram.		Fr. C.	Fr. C.
500	Vins en fûts	14 30	11 —
10,000	» »	193 —	220 —
2,000	Bière en fûts	57 10	44 —
10,000	» »	193 —	188 —
1,000	Huiles de graines.....	28 55	22 —
5,000	» »	108 50	110 —
500	Viandes fumées et salées...	14 30	11 —
4,500	» »	108 50	99 —
3,500	Tabacs bruts	99 95	77 —
10,000	» »	193 —	220 —
1,000	Fromages	28 55	22 —
10,000	»	193 —	188 —
2,500	Céréales et légumes farineux	58 55	55 —
10,000	» »	124 —	152 —
500	Pâtes alimentaires	14 30	11 —
5,000	» »	108 50	94 —
3,000	Cuirs verts	85 65	66 —
10,000	» »	193 —	220 —
4,000	Peaux brutes sèches.....	108 50	88 —
9,500	» »	193 —	209 —
3,000	Foin, paille, fourrages secs.	65 —	41 40
4,000	» »	65 —	55 20
5,000	» »	65 —	69 —

On pourrait multiplier les exemples, mais on constaterait toujours les mêmes résultats.

Les tarifs de réforme accusent une augmentation sensible de taxation sur un certain nombre d'articles, et des diminutions sur d'autres catégories de produits.

Les augmentations portent surtout sur les expéditions de faible poids, celles inférieures à 5,000 kilogrammes. Elles frappent aussi tous les produits, qui n'ont pas eu la chance d'être admis dans la nomenclature des tarifs spéciaux et des tarifs exceptionnels.

Néanmoins, il convient de constater que les taxes des tarifs de réforme ne dépassent pas les limites fixées par les concessions primitives. Les compagnies qui ont adopté ce système ont donc agi dans la plénitude de leur droit légal.

C'est sans doute pour cela que nous voyons les Chambres fédérales ne mettre aucune entrave à l'application du tarif de réforme, et se borner à inviter le Conseil fédéral à user de son influence, pour obtenir des compagnies certains allègements, soit dans l'application des principes qui sont à la base de ce système, soit dans la taxation elle-même.

Quelle sera l'influence, en Suisse, de la mise en vigueur des tarifs de réforme? Telle est la question qu'il nous reste à examiner.

Dans toutes les contrées de notre territoire, où le tarif de réforme a été déjà expérimenté, il est certain qu'il s'est produit de nombreuses critiques, et qu'on a accusé le nouveau système de traiter le grand expéditeur, plus favorablement que le petit négociant.

Cette opinion a du vrai, et ce que nous avons dit des premières améliorations apportées déjà par les compagnies suisses au système allemand, prouve bien que les critiques

avaient quelque fondement réel, puisque les administrations de nos chemins de fer se sont préoccupées d'y apporter remède.

Cependant, cette question comme la plupart de celles qui se soulèvent, présente deux faces distinctes.

Il est possible que les tarifs de réforme, basés sur le principe des expéditions par wagon complet, aient fait perdre aux colis isolés et aux envois de faible poids, une partie des faveurs dont ils jouissaient antérieurement. Mais, d'autre part, il est certain en même temps, que ces tarifs ont assuré, au public en général, et surtout aux consommateurs, l'avantage d'une réduction des taxes, pour le transport de toutes les marchandises par wagons complets, soit pour la petite vitesse, soit pour la grande vitesse, et cela sans distinction de produits spéciaux ou de produits généraux.

Le débitant de denrées coloniales, le négociant en vins et spiritueux ont à supporter une légère augmentation sur leurs expéditions de détail; d'autre part, ils jouissent d'une notable réduction de taxe, pour les marchandises qu'ils reçoivent par wagons complets.

Sans doute, il serait préférable et plus avantageux encore, d'obtenir une réduction générale sur toute la ligne; mais nos administrations de chemins de fer sont peu prospères, elles sont forcées de calculer de très près et d'établir strictement la balance entre les réductions et les augmentations de taxes, de manière à maintenir un certain équilibre dans leur situation financière.

Il est incontestable que la transformation économique que nous subissons depuis une vingtaine d'années, a produit non seulement un grand développement de trafic, mais en même temps un déplacement d'intérêts, qui a frappé les uns et favorisé les autres, et qui a jeté la perturbation dans la plupart des anciens rapports.

Les chemins de fer très certainement sont un des facteurs principaux de cette transformation extraordinaire; personne cependant ne saurait méconnaître les avantages que nous ont procurés ces nouveaux moyens de transport, et nul ne songerait à revenir en arrière, pour réinstaller les anciennes entreprises de diligences et de roulage.

L'introduction générale, en Suisse, du système de réforme nous rapprochera évidemment de cet idéal que nous avons poursuivi de nos vœux depuis bien des années, savoir l'uniformité des tarifs pour le transport des marchandises.

Le fait que toutes nos administrations de chemins de fer seront soumises à l'application d'un système uniforme, est une garantie d'une plus grande fixité dans les tarifs. Les changements seront probablement moins fréquents.

Cependant on se tromperait si l'on se flattait d'avoir atteint la fixité absolue. Il est impossible, en effet, de créer des tarifs qui n'aient jamais besoin d'être modifiés.

Il se construit de temps à autre, de nouvelles lignes, qui viennent altérer l'état antérieur des choses; il se produit des changements dans les tarifs des pays limitrophes; les innovations qui surgissent dans les conditions générales de la production, dans les procédés qui s'introduisent dans le trafic, sont autant de motifs impérieux pour modifier les trafics antérieurs.

Nous ne pouvons pas, en conséquence, espérer de posséder dans le tarif de réforme un monument durable, qui soit à l'abri de tout changement.

Quelque désirable que puisse paraître, au premier abord, une plus grande stabilité dans les tarifs de transport pour les marchandises, d'autre part, nous devons bien nous dire que la stagnation en cette matière indiquerait, ou bien que les administrations de chemins de fer s'abandonnent au sommeil et négligent leurs devoirs, ou bien que les affaires en général souffrent d'un marasme inquiétant.

Nous croyons, Messieurs, en avoir dit assez pour vous mettre au courant des considérations qui ont motivé, de la part des autorités fédérales, l'étude d'un nouveau système de tarifs pour le transport des marchandises, et qui serait appliqué uniformément par toutes les compagnies suisses.

Les documents imprimés, dans lesquels ce sujet a été traité depuis plusieurs années, sont très nombreux, et peu de nos membres seraient disposés à consacrer à cette étude une partie du temps quotidien, que réclame le soin de leurs affaires.

J'ai donc pensé qu'il pourrait être utile de condenser dans un résumé cette volumineuse littérature, et je désire que l'analyse que je viens de vous présenter, et qui n'est autre chose qu'une compilation de tout ce qui a été publié sur ce sujet, vous laisse quelques notions claires et précises, sur le nouveau système dit : *Tarif de réforme*.

VI

Avant de terminer, je ne résiste pas au désir d'ajouter quelques mots, au sujet d'une opinion qui ne sera peut-être pas partagée par l'unanimité des membres de cette assemblée, mais qui, telle est ma conviction, gagnera rapidement des adhérents, dans toutes les classes de notre activité nationale, par suite de l'application prochaine à l'ensemble de notre réseau ferré, du système uniforme des nouveaux tarifs, dont je viens de faire la description.

Je veux parler de la nécessité de compléter les avantages de l'unification des tarifs de transport, par l'indication de l'*unité de direction* pour tous les chemins de fer établis sur notre territoire.

Depuis trente et quelques années, et malgré l'attachement et la préférence des citoyens des différents cantons pour les

institutions, les mœurs, les coutumes et la législation qui leur appartiennent en propre, on a vu successivement surgir dans les esprits, l'idée d'un rapprochement, d'une fusion, d'une unification, qui ferait disparaître les bigarrures dont on ne s'étonnait pas autrefois, mais que les nouvelles facilités de locomotion ont rendues de plus en plus sensible et incommodes.

C'est ainsi que l'unification s'est établie dans les monnaies, dans le système des poids et mesures, dans la perception des péages, dans l'organisation de l'armée, dans les postes et les télégraphes, et plus récemment dans la circulation des billets de banque, dans les lois sur la capacité civile et sur les obligations commerciales.

Bientôt nous posséderons l'unification pour les tarifs de transport par chemins de fer.

Mais cette unification laissera cependant subsister la diversité dans l'application, puisque dans tous les cas de réclamations ou de contestations, l'expéditeur se trouvera toujours en présence de plusieurs administrations, représentant des intérêts différents, souvent opposés, et qui devront être consultées successivement dans les cas litigieux.

Malgré l'unification des tarifs, il existera encore toute une série de formalités bureaucratiques, qui retarderont la traction et la solution des affaires.

Il y aura donc encore évidemment perte de temps dans un grand nombre de cas et l'on sentira impérieusement la nécessité d'arriver à une organisation moins compliquée et plus économique.

Je ne suis pas fixé personnellement sur le choix des meilleurs moyens à mettre en œuvre, pour arriver à l'unité de direction dans l'exploitation des chemins de fer suisses, mais je suis intimement convaincu que cette idée s'imposera dans un avenir plus ou moins rapproché.

Des hommes d'une grande valeur ont déjà proposé, il y a bien des années, de résoudre la question au moyen du rachat des chemins de fer par la Confédération.

MM. Bartholony, Isaac Bonna et Stämpfli ont marqué parmi les promoteurs de cette idée.

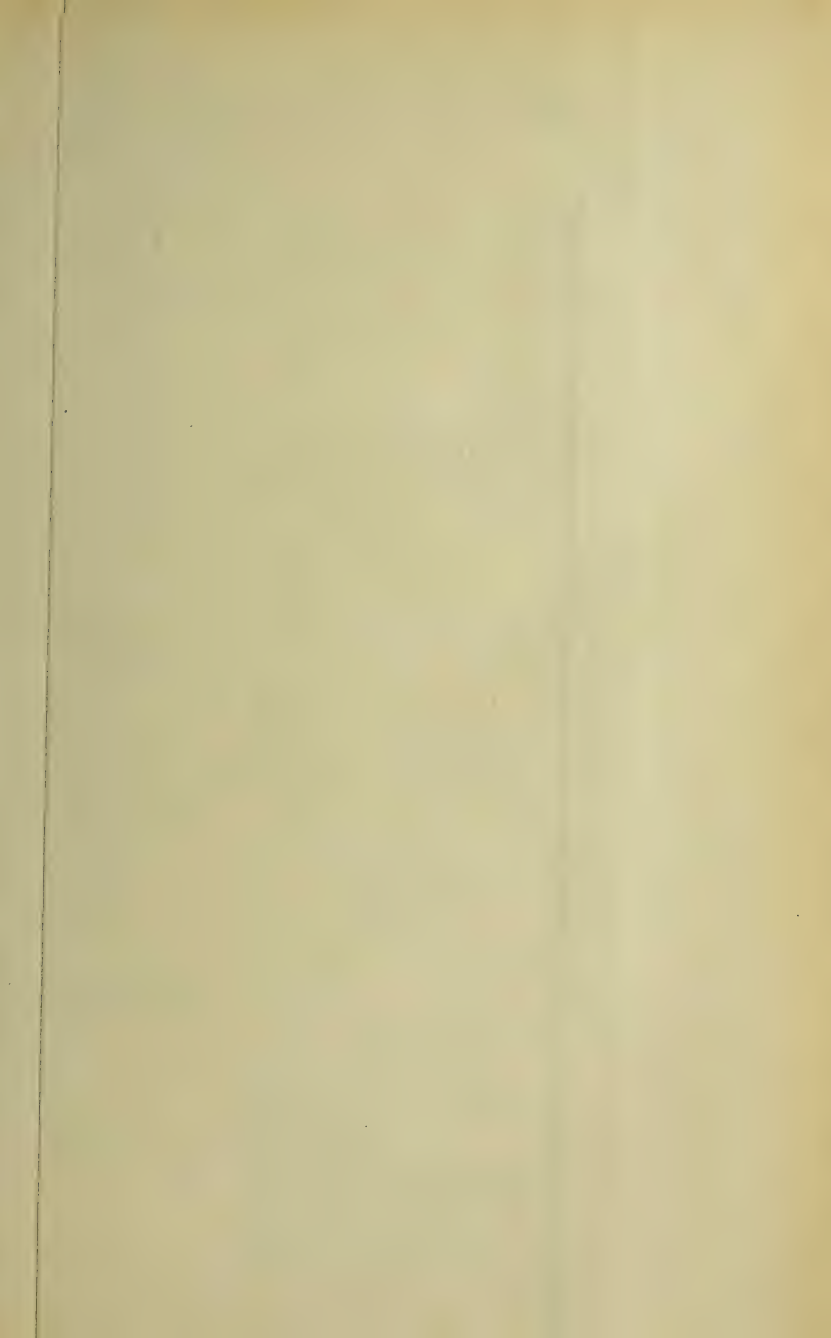
Plus récemment, un des membres de la députation genevoise à l'Assemblée fédérale, M. Arthur Chenevière a traité le même sujet dans le Conseil national, avec toute la compétence que lui confère une longue pratique de toutes les questions administratives.

Quant à moi, il me paraît de toute évidence que, si le réseau des chemins de fer suisses, au lieu d'être divisé entre un grand nombre de compagnies distinctes, était administré à un point de vue unique, celui de faire rendre le plus possible à l'ensemble du réseau, sans se préoccuper de savoir sur quelles parties des lignes s'effectueraient les meilleures recettes, les produits généraux augmenteraient dans une notable proportion.

Il me paraît tout aussi certain que les frais d'administration pourraient, en même temps, être réduits dans une notable mesure, lorsque le service général de toutes les lignes serait remis à l'entreprise, et dirigé par une seule société d'exploitation.

C'est là, j'en conviens, une question délicate, qui sera fort débattue, tant au point de vue général du principe, qu'à celui des positions acquises et des nombreux intérêts particuliers.

Pour le moment, je dois me borner à planter un jalon, et à signaler l'unité de direction comme le corollaire presque indispensable de l'unification des tarifs de transport des chemins de fer de notre pays.



TARIF DE RÉFORME. — SYSTÈME ALLEMAND

COLIS ISOLÉS		EXPÉDITIONS PAR WAGONS COMPLETS							
Marchandises générales		Marchandises générales				Marchandises spéciales			
Expéditions de poids inférieur à 5000 kilog.		A ¹		B		A ²		I	
		A ²		II		A ²		III	
		5000 kilog.	10,000 kilog.	5000 kilog.	10,000 kilog.	5000 kilog.	10,000 kilog.	5,000 kilog.	10,000 kilog.
Prix en centimes, par tonne et par kilomètre, frais de chargement et de déchargement en sus.									
14 ^s		9	8	7	6 ^s	7	5 ^s	7	5 ^s

TARIF DE RÉFORME. — SYSTÈME SUISSE

COLIS ISOLÉS		EXPÉDITIONS PAR WAGONS COMPLETS							
Marchandises générales	Marchandises spéciales	Marchandises générales		Marchandises spéciales					
Classe	Classe	A	B	I		II		III	
1	2	5,000 kilog.	10,000 kilog.	5,000 kilog.	10,000 kilog.	5,000 kilog.	10,000 kilog.	5,000 kilog.	10,000 kilog.
Prix en centimes, par tonne et par kilomètre, frais de chargement et de déchargement en sus.									
17 ^s	15 ^s	13 ^s	12 ^s	11	9 ^s	9 ^s	8	8	5

Aperçu de quelques articles dénommés dans les tarifs spéciaux

PRODUITS IMPORTANTS pour la Suisse, classés actuellement dans les marchandises générales et dont on demande l'admission dans les Tarifs spéciaux.

Alcool.
Bière en fûts.
Coton filé brut.
Fromages.
Fruits secs.
Fil de coton pour tissage.
Fil de jute.
Fil de chanvre, de laine ou de lin.
Huiles en fûts.
Lait frais.
Lait condensé.
Papier.
Pâtes alimentaires.
Peaux brutes.
Pétrole.
Tabac en feuilles et en carottes.
Tissus de coton écrus.
Viandes fumées et salées.
Vins en fûts.
Vinaigre.

I
Acide sulfurique.
Alun.
Amidon.
Bois exotiques bruts.
Bois de teinture.
Carton bois-paille.
Cendres d'orfèvre.
Céréales et farines.
Châtaignes.
Chaudières.
Chicorée.
Chlorure de chaux.
Coton brut.
Crin végétal d'Afrique.
Eaux minérales.
Fécule de pommes de terre.
Fers et aciers, ouvrages de toute espèce d'une valeur moyenne.
Feutres asphaltés pour toitures.
Glands de chêne.
Harengs.
Laine brute.
Maculature écrite ou imprimée.
Outils de construction.
Papier d'emballage.
Pierres lithographiques.
Plomb.
Plumes de lit.
Potasse.
Soude brute.
Sulfre.
Sucres d'Allemagne en transit par la Suisse.
Les tannins.
Tuiles en verre.
Verrerie.
Vinaigre de bois.

II
Acide muriatique.
Asphalte.
Bitume.
Bois de construction exotiques.
Carbonate de magnésie.
Céramique.
Chanvre.
Chiffons.
Coquillages.
Emeri.
Fers et aciers, en barres, plaques, tôle, tuyaux, colonnes.
Fruits frais.
Houblon.
Liège.
Lin teillé.
Marbres ouvrés.
Mélasse.
Ouvrage en ciment.
Pâte de bois.
Pâte de paille.
Pierres à polir.
Pierres travaillées.
Poterie, porcelaine.
Produits de l'agriculture et de la sylviculture.
Silicate de soude.
Son de riz.
Terres à couleurs.
Tourteaux.
Tripoli.
Verrerie creuse.
Vitriol de fer.

III
Ardoises.
Baryte, sulfate de de.
Betteraves.
Bois de toute provenance, ne dépassant pas 25 mètres de longueur.
Briques-tuiles.
Combustibles de toute sorte.
Chaux vive.
Chlorure de magnésie.
Ciment, dalles en ciment.
Corles.
Craie brute.
Créosote.
Crin végétal des Alpes.
Débris et déchets.
Ecorces pour tannerie.
Engrais, fumier, guano.
Fer brut.
Fouirages verts.
Glace.
Goudron.
Gravier.
Magnésie brute en morceau.
Manganèse.
Marbre brut.
Nitrate de soude.
Phosphates.
Pierres ébauchées.
Plâtre.
Pommes de terre.
Racines de chicorée.
Sels de Glauber.
Sulfate de soude et autres.

Tarifs exceptionnels

Balais de bruyère et de bouleau.
Bois indigènes.
Céréales T. E. n° 6.
Fruits frais.
Osiers pour corbeilles.
Sel de cuisine.
Sucres d'Allemagne pour la Suisse.

JEAN-PIERRE BÉRENGER

HISTORIEN

ANCIEN SYNDIC DE LA RÉPUBLIQUE DE GENÈVE

1737-1807

HISTOIRE POLITIQUE ET PHILOSOPHIQUE DE GENÈVE

POUR CETTE PÉRIODE

PAR

Claudius FONTAINE-BORGEL

Secrétaire de la Section des sciences morales et politiques, d'archéologie
et d'histoire de l'Institut National Genevois

Il est utile de connaître l'historien genevois dont nous nous proposons de compléter le remarquable et impartial ouvrage, publié à Genève en 1801, et qui porte pour titre « *Précis historique des derniers temps de la République de Genève et de sa réunion à la France* ».

Cette étude biographique est d'autant plus nécessaire pour être pénétré de la valeur de Jean-Pierre Béranger, non seulement comme littérateur, mais encore comme homme politique et comme philosophe.

La République genevoise comptait en lui un généreux patriote, et cependant ses magistrats, à l'esprit puritain, ont agi envers lui comme à l'égard du célèbre Jean-Jacques Rousseau : ils ont fait bâtonner, lacérer et brûler ses premiers écrits par l'exécuteur des hautes œuvres, — ils ont fait proscrire du sol natal, auquel il ne cessa de vouer une

affection sans égale, ce citoyen digne, à tous égards, de la considération publique.

Nul ne saurait mettre en doute l'ardent patriotisme et surtout la moralité de l'historien Béranger.

La plupart de ses ouvrages montrent qu'il n'était pas un écrivain, ni un penseur commun. Bien doué de la nature, il était parvenu par de persévérantes études à enrichir ses connaissances et à les consolider. Ses écrits présentent de véritables déductions géométriques; ils offrent un mélange du style si pur de Jean-Jacques Rousseau et des pénétrations de Pascal. Un auteur genevois, à l'occasion duquel nous aurons à revenir dans ce travail, Marc-Théodore *Bourrit*, que Béranger accompagna dans plusieurs excursions, plaçait cet ami à côté de J.-J. Rousseau. (α *Description des Alpes pennines.* » T. II, p. 269.) Personne, disait-il, n'en a autant approché; souvent il en a le charme et l'énergie.

Ce n'était pas le feu de la dispute qui donnait au style de Béranger la vivacité, l'animation, mais bien la force et la lumière de la vérité.

Ami de la vérité, il ne cessa même dans son exil d'écrire et de combattre pour son triomphe: sa pensée dominante fut constamment dirigée vers l'extension rationnelle et progressive des droits du peuple. Non seulement il rêva, mais il prépara avec les grands penseurs de son temps la réforme politique et philosophique de la Genève future.

Le mobile de cet écrivain en dotant le peuple genevois de son *Précis historique* était d'aider la postérité, déclarait-il, à juger de l'événement qu'il retrace, d'éclairer les Français sur les sentiments des Genevois, tout en conservant l'espoir qu'au milieu de tant d'années consommées pour la gloire, les rivalités, l'ambition, il y aurait enfin un instant pour la justice!

Comment exprimer l'amour de Béranger pour la libre

Genève? Ecoutons les accents du cœur de ce grand citoyen après la perte de l'indépendance genevoise en 1798, et nous, citoyens genevois rendus à la liberté, nous comprendrons mieux encore l'hommage que nous devons rendre à la mémoire du patriote Bérenger.

« A notre grosse cloche, ou à la Clémence

Clémence, toi dont les sons harmonieux et nobles semblaient donner plus de vie à notre patrie et nous rappelaient à son amour ; toi, dont les sons furent souvent pour nous la voix de la liberté, faut-il que tu sois condamnée au silence par un peuple qui se dit libre et qui annonce vouloir rendre libre toutes les nations qui l'environnent.

« Tu assistas à la naissance de la République, tu fus placée près de son berceau, tu égayas son enfance. Genève renfermait alors de gras chanoines ; ils y vivaient dans l'opulence et entouraient un évêque souvent plongé dans le luxe et les plaisirs, quelquefois cependant père et modèle de son troupeau. Mais dans son enceinte vivaient aussi des hommes honnêtes et paisibles et chaque année, à tes coups lents et répétés, on les voyait sortir de leurs maisons simples et rustiques, se rassembler, élire et mettre à leur tête des hommes vénérables par leur âge, leurs cheveux blancs et leur vertus.

« Quand la main de la tyrannie s'appesantissait sur eux, que le sentiment de l'injustice faisait bouillonner leur sang, tu les réunissais ; leur indignation cessait d'être comprimée, elle devenait force et courage, et dans un élan généreux, ils brisaient les fers qu'on leur préparait : de sujets qu'ils allaient être, ils redevenaient des hommes libres, des citoyens.

« Un prince puissant conduisait autour de leurs murs ses bataillons nombreux : ils sentirent leur faiblesse et cherchèrent des secours. Genève vit près d'elle des Républiques ; c'étaient des Suisses ; elle y trouva des alliés fidèles qui ne devinrent pas les maîtres et qui la défendirent. Les intrigues et les promesses du prince leur firent espérer que Genève serait plus tranquille si elle renonçait à leur alliance, et ils vinrent

pour le leur persuader. Tu les rassemblas alors pour leur faire prononcer sous les yeux de ses alliés et des envoyés, ce décret noble et fier : « Que tout Genevois qui osera proposer de rompre cette Alliance par laquelle nous sommes
« libres encore, soit puni de mort. »

« Et l'alliance dura jusqu'à nos jours.

« Tu fus quelque temps l'esclave de la superstition. Tu appelais les Genevois à des cérémonies stériles qui n'offraient que le fantôme de la piété, qui inspiraient ni les sentiments du chrétien, ni les vertus de l'homme. Mais bientôt la raison fit renaître la religion, et tu les rassemblas alors dans les temples et sous les yeux de la patrie, qui voyait à la fois ses soutiens et son espérance honorer le Dieu qu'ils invoquaient par des actions utiles à leurs concitoyens avec lesquels ils vivaient en frères.

« Tu les appelas à sanctionner ces anciennes lois qui firent pendant plus d'un siècle le bonheur de la République, elles étaient simples et peu nombreuses ; elles ne reposaient que sur des principes qui ne sont que dans la bouche, qui ne sont que des moyens de séductions ; mais appuyées sur les mœurs et la religion, elles descendaient dans les cœurs et faisaient régner dans l'Etat l'ordre, la tranquillité, la paix, les vertus.

« Dans les combats, lorsque l'ennemi nous attaquait à face ouverte, tu nous appelas souvent à la défense de nos murs. Lorsque cachant sa marche dans les ombres de la nuit, il tenta de nous surprendre et que nous le forçâmes à la fuite, combien de fois tes vibrations sonores se sont mêlées aux élans de la reconnaissance et aux élans de la joie.

« Tu nous rappelais ce jour heureux. A tes premiers coups, les Genevois frémisaient de plaisir, ils sortaient de leurs maisons, se rencontraient, s'embrassaient et se rendaient ensemble dans les temples pour y remercier Dieu qui les avait sauvés. Ils allaient visiter les tombeaux de leurs pères morts pour la défense de leur patrie, les honoraient, apprenaient à imiter leur dévouement et leur courage ; et quand la nuit les faisait rentrer dans leurs maisons, ils célébraient encore ce jour par des festins de famille si intéressants et si doux pour un peuple qui a des mœurs.

« Combien de fois n'as-tu pas annoncé nos solennités aux Genevois ; ils se rendaient en foule dans nos temples ; ils se sentaient environnés, pressés de leurs enfants, de leurs pères, de leurs épouses, de leurs amis, de tout ce qu'ils avaient de

plus cher, ils étaient émus, de douces larmes coulaient de leurs yeux. Un orateur les invitait à l'union, à l'amour de ses frères, au pardon des injures, à toutes les vertus bienveillantes qui lient les hommes entr'eux et nourrissent le calme dans les sociétés. Et souvent pénétrés de ce qu'on venait d'entendre, croyant être sous les yeux de Dieu même, on a vu des fils se jeter aux genoux de leurs pères, le père pardonner à son fils, des amis, des époux se réconcilier, l'homme avide et injuste se montrer désintéressé et généreux. Mais hélas ! la religion perd son empire, l'homme se corrompt, la vraie sensibilité se perd, le cœur devient esprit et à force de raisonner, l'intérêt de la société se relâche et dans son sein le citoyen est isolé.

« Tu ne fus jamais le signal de la sédition et de la révolte ; tu ne te fis entendre qu'à la voix des chefs de l'Etat pour appeler les citoyens au secours de la patrie ou pour demander leur assentiment à des lois de conciliation et de paix. Tu annonças quelquefois des orages passagers : ennemis d'une heure, amis d'une année, des vapeurs malfaisantes égarèrent quelques moments notre raison ; mais ces vapeurs ne sortaient pas de notre sol, ne naissaient pas dans l'enceinte de nos murs, — elles y étaient apportées.

« Il y avait quelques années qu'on y avait vu entrer des guerriers de cette nation pour nous donner des lois oppressives, mais ce n'était que pour un temps. Le roi qui les envoyait était désintéressé ; il était trompé ; il ne voulait que calmer nos dissensions, que nous donner la paix et il les rappela quand il crut nous l'avoir donnée. Aujourd'hui, les dissensions de cette nation firent renaître les nôtres ; ce sont elles qui les ont nourries et enflammées, et déjà au milieu de nous, ce feu s'était éteint de lui-même. Ils sont revenus, ces guerriers : ce n'est plus pour nous donner la paix, pour éloigner de nos frontières le char sanglant de la guerre qui moissonne les champs voisins ; c'est pour s'y fixer pour toujours.

« On nous donne aussi la liberté : on le dit ; mais que celle d'un grand Etat ressemble peu à celle dont nous jouissons, à celle dont nous pouvions jouir ! Là, elle est gênée et pesante ; il faut un grand pouvoir pour faire marcher ensemble un grand empire, et l'abus est toujours lié au pouvoir ; il faut une multitude de mains pour conduire dans le cœur de l'Etat le sang qu'elles tirent des veines qui se multiplient et s'étendent au loin, et il s'en échappe par toutes ces mains ; il faut

des masses de bras armés pour le défendre et en comprimer les parties, et ses bras ne se meuvent pas sans froisser tout ce qui les environne.

« Ici, sa physionomie est plus riante et sa démarche plus légère. C'est une famille qui élit ses pères; ce sont des chefs qui rendent compte à leurs enfants rassemblés; l'intérêt s'y fait peu entendre, l'honneur suffit pour le contenir et il n'y a point de dégradations. Non, cette liberté ne ressemble pas plus à celle de la grande République qu'elle ne ressemblait au gouvernement d'un monarque.

« Tais-toi, Clémence, garde un silence morne, la patrie n'est plus. — Il fut un jour où sa tête pencha de faiblesse, elle tomba sans éclat et sa chute ne fut entendue que des cœurs genevois. Elle n'est plus, tais-toi : l'air vibrant sous tes coups ne ferait que nous rappeler des souvenirs cruels, que faire verser des larmes amères ! Couvre-toi d'un voile funèbre ; tu seras placée près de sa tombe, comme tu le fus de son berceau. Depuis quelques jours nos regards la cherchent en vain — elle n'est plus... Ah si elle pouvait renaître comme nos cœurs palpitieraient, comme nos âmes s'élanceraient au-devant d'elle ! Si nous voyions sa tête chérie se relever au milieu de nous et que tu te fis entendre, combien nos demeures nous paraîtraient plus riantes, nos campagnes plus belles ! Tout reprendrait à nos yeux un nouvel éclat, nos peines seraient adoucies, nos plaisirs plus vrais, notre repos plus paisible ; la vieillesse serait moins pesante ; les cendres mêmes de nos pères nous paraîtraient tressaillir de joie et nous pourrions descendre et les rejoindre dans le grand lit de la mort sans éprouver ni la honte, ni le désespoir. »

.

Après ces douloureux accents et ce chaleureux cri d'espérance de l'historien Béranger, qui oserait lui faire un crime d'avoir voulu inspirer quelques regrets sur la chute honorable de la République genevoise ? Ainsi qu'il l'espérait, nul ne lui reprochera d'avoir débarrassé sa tombe du feuillage trompeur dont on l'avait couverte, d'y avoir jeté quelques fleurs et quelques larmes.

N'est-ce pas le cas de répéter ici avec un homme distingué,

devenu Genevois (1), que ces grands découragements qui, au jour des cataclysmes sociaux, envahissaient l'âme des sages font place maintenant à une religieuse conviction dans le triomphe désormais inéluctable de la vérité, de la justice et du bien. C'est ce que confirmera le travail que nous allons entreprendre sur la personnalité de notre concitoyen Jean-Pierre Bérenger.

C. FONTAINE-BORGEL.

(1) *Fragments d'une introduction à l'étude de la philosophie de l'histoire* par M. le professeur DAMETH. *Bulletin de l'Institut National Genevois*, Genève 1864, t. XI.

Jean-Pierre Bérenger (*Beranger, Berenger*) naquit à Genève, le 26 mars 1737, de Isaac-Zacharie Bérenger et de Louise Engelheim. Nos registres d'état civil portent par erreur *Angelin*. Elle était originaire de Tullins, en Dauphiné. (Il reçut le baptême au Temple-Neuf, de Spectable Perron, l'ainé, le 31 mars, présenté par Pierre *Javel*, habitant). Son père, né *par hasard* à Coppet, fils de Jacques, de simple manœuvre devenu négociant, était originaire de Movandre, en Dauphiné, admis à Genève comme habitant, le 17 juillet 1733. L'origine dauphinoise des Bérenger est attestée dans d'autres réceptions à l'habitation :

Jean, fils de Jean Bérenger, de Saint-Vincent en Dauphiné, ouvrier en laines, du 18 mai 1733.

Jean-David Bérenger, de Pontet en Dauphiné, domestique, du 7 novembre 1760.

Durand-Bérenger, fils de Durand, du Plan-de-Bay, diocèse de Die, en Dauphiné, du 27 juillet 1764.

Dans les *bourgeois* du nom de Bérenger, se trouve Pierre, fils de feu Moïse, maître tondeur, de Saint-Vincent en Dauphiné, habitant avec ses fils Pierre et Alexandre, reçu le 15 juin 1726, pour 5,000 florins, deux assortiments et 40 écus à la Bibliothèque.

Une recherche approfondie sur les origines des ancêtres de Bérenger le ferait descendre d'une souche des plus distinguées. Il suffit pour cela de rappeler Laurent-Pierre Bérenger, littérateur, né à Riez (1749-1822); le comte Jean Bérenger, homme politique, né près Grenoble (1767-1845) et qui eut pour fils Alphonse-Marie-Marcellin-Thomas, dit Bérenger de la Drôme, né à Valence en 1785.

Bérenger avait une sœur qui vivait en Dauphiné et à laquelle il confia tous ses titres de famille en vue de se faire restituer le bien provenant de sa mère qu'il évaluait à 30,000 livres, mais des avocats qu'il consulta lui ayant montré le succès du procès comme fort incertain et les frais très grands, il écrivit à cette sœur d'abandonner son projet, ce qu'elle fit (1).

En ce qui concerne Genève, la famille de Bérenger a des affinités avec celles des Bellot, Bonnet, Bourrit, Chastel, Cherbuliez, Comblefort, Dechoudens, Deveyras, Dominicé, Guillet, Marcet, Panny, Pillet, Porte, Rampont, Rilliet, Rich-ter, Soret, Siegrist, Toulouse, etc...

* * *

Les parents de J.-P. Bérenger n'étant pas favorisés de la fortune le destinèrent à une profession mécanique. Mais là n'était point sa vocation : l'amour de l'étude, son attachement pour les sciences et particulièrement pour l'histoire opérèrent en lui une surprenante transformation. Contemporain du philosophe Jean-Jacques Rousseau, Bérenger partagea ses hautes aspirations ; aussi, dans les divisions qui ébranlèrent l'aristocratique cité genevoise, le voit-on prendre non seulement le parti de Rousseau, mais encore s'occuper des besoins du peuple et en embrasser vigoureusement la cause.

Ainsi, en 1763, Bérenger, âgé de vingt-six ans, exprime son inaltérable attachement aux idées politiques et philosophiques de Jean-Jacques Rousseau. Ce sentiment devint en quelque sorte le prélude de cette pensée qu'il manifesta publiquement en 1775, en publiant, sous le couvert de Londres, sa brochure, *Rousseau justifié envers sa patrie*.

(1) *Lettre à M. Favre*, docteur en droit, à Rolle, du 30 mai 1776.
(Archives de la bibliothèque de la ville de Rolle.)

Les penseurs, citoyens et bourgeois de Genève, représentant aussi les partisans de leurs idées dans les habitants et sujets, ne craignirent pas de manifester nettement le mécontentement que leur inspiraient les décisions de l'autorité supérieure à l'endroit des publicistes qui avaient le courage de prendre fait et cause en faveur de leur opinion ; ils considéraient ces décisions de l'autorité comme autant d'atteintes aux lois de la République et à la liberté des citoyens.

C'était dans un langage plein de hardiesse et de franchise qu'ils protestaient contre les outrages portés à la souveraineté politique et philosophique du peuple.

La condamnation officielle de l'*Emile* et du *Contrat social* de Jean-Jacques Rousseau leur suscita ces généreuses paroles dans la *Représentation* qu'ils adressèrent au Conseil de Genève le 20 juin 1763 :

« Les faits dont les citoyens et bourgeois se plaignent concernent, il est vrai, de simples particuliers ; mais la liberté
« publique est une chaîne qui doit son existence et sa force à
« l'union des anneaux qui la composent : c'est un corps formé
« de libertés particulières ; un seul anneau ne peut être détruit
« sans que la chaîne perde de sa force, une seule partie du
« corps ne peut souffrir sans que tout le corps y participe.
« C'est par cette raison que les griefs d'un seul membre de
« l'Etat, quand ils ne sont pas réparés, deviennent ceux du
« public, et c'est sur ces principes impérissables du lien de
« l'Etat que les citoyens et bourgeois réclament. »

Deux ans s'écoulent ; les idées font leur chemin et la situation du Conseil de Genève devient si critique, que le 30 novembre 1765, il décide, sans attendre de nouveaux événements propres à amoindrir son autorité, de requérir les bons offices et la garantie des puissances médiatrices, garantes des précédents édits.

Le *peuple genevois* d'alors ne comprenait officiellement que ceux qui avaient le droit d'élire, c'est-à-dire les citoyens et bourgeois. — Ceux qui ne partageaient pas les idées du gouvernement entendaient que ce droit et d'autres prérogatives, fussent étendus aux autres catégories dénommées habitants, natifs, sujets ou étrangers.

Ce désir d'extension des droits populaires donna lieu à la publication de nombreuses brochures attaquant tour à tour les autorités civiles et religieuses.

Aussi les principales de ces publications étaient-elles condamnées à être supprimées, lacérées et brûlées par l'exécuteur de la haute justice, devant l'Hôtel de Ville.

Citons parmi les plus importantes :

Lettre d'un solitaire, brochure de quinze pages, lacérée et brûlée le 10 avril 1765.

Dialogue au village.

Réponse de l'auteur de la Gazette d'Amsterdam à la lettre qui lui fut adressée le 13 mars 1765, brochure de sept pages, lacérée et brûlée le 4 mai 1765.

Douze brochures faites à dessein de tourner en ridicule la religion, les miracles de Jésus-Christ, l'Evangile et ses ministres, lacérées et brûlées le 28 septembre 1765.

La Vérité, ode à M. de Voltaire, suivie d'une *Dissertation historique et critique sur le Gouvernement de Genève et ses révolutions*, avec cette devise : « *Veritas unquam extat.* » Sen. Londres, 1765, 145 pages, lacérée et brûlée le 15 novembre 1765.

Lettre d'un citoyen à Jean-Jacques Rousseau.

Lettres et Remarques d'un étranger sur la déclaration donnée par le Conseil le 12 février 1760.

Avis aux citoyens et bourgeois, lacérée et brûlée le 26 novembre 1765.

En 1766, trois écrits attirent spécialement l'attention du Conseil. Le premier est un « *Mémoire sur les droits dont les habitants ont joui avant la Réformation* » ; le second, un *Mémoire instructif et raisonné sur l'état à donner aux natifs de Genève*, attribué à Bérenger ; le troisième, le *Dictionnaire des négatifs*.

Le mémoire, rédigé par Bérenger, remis aux Seigneurs Syndics par les citoyens *Pouzait et Gros*, avait été discuté dans plusieurs assemblées de natifs.

Les membres du Conseil commencèrent par désapprouver ces assemblées faites pour concerter le mémoire de Bérenger, quoique les délégués des natifs leur donnèrent l'assurance qu'ils étaient pleins de soumission et de respect pour le Conseil et qu'ils ne s'écarteraient jamais de ces sentiments.

Ce que les natifs réclamaient, c'était surtout plus de liberté au point de vue de leur établissement et de leurs rapports commerciaux, l'admission à la bourgeoisie, ou leur part à la législation et le droit de faire partie du souverain. Après examen du mémoire, le 15 août 1766, le Conseil considéra comme criminelle et séditeuse leur proposition d'examen des preuves qu'ils pouvaient avoir des droits dont ils ne jouissent plus et de rendre un arrêt qui les anéantisse ou les consacre.

Le Conseil refusa de faire parvenir directement leurs desiderata au Gouvernement, vu qu'il ne pouvait les considérer « *comme un ordre de l'Etat ni comme un ordre dans l'Etat* ». Il se borna à transmettre leur mémoire aux Ministres plénipotentiaires.

Mais les Seigneurs plénipotentiaires estimèrent qu'il leur paraissait convenable que les Petit et Grand Conseil fissent éprouver aux natifs des effets de leur bonté, *en tant qu'ils ne seraient pas contraires aux lois*. Quant au droit à la bour-

geoisie et au pouvoir législatif, ces Seigneurs déclaraient avoir senti le peu de fondement de telle demande et le danger qu'il y aurait à les accorder. Ils conclurent d'anéantir toutes les prétentions et demandes contenues dans le mémoire, excepté celles qui regardent le commerce et l'exercice des métiers et professions. La Haute Médiation promit en outre d'intervenir, s'il y avait lieu.

Le Conseil, fort de cet appui, rejeta, en séance du 6 septembre 1766, les demandes formulées en faveur des natifs par le mémoire de Bérenger.

Ces derniers ne perdirent point courage. Ils adressèrent au Conseil un nouveau mémoire dont il prit connaissance dans sa séance du 22 septembre 1766 et qu'ils transmirent immédiatement aux Seigneurs plénipotentiaires, avec prière de ne confirmer que les privilèges accordés aux natifs en 1738 et d'anéantir à jamais toutes les prétentions ultérieures qu'ils ont élevées ou pourraient élever.

C'est ce qui eut lieu. Cependant, les Seigneurs plénipotentiaires insinuèrent au Conseil d'adoucir le refus qu'on fera de toutes les demandes des natifs relatives à leur état politique par une déclaration leur faisant connaître que le Conseil était et continuerait d'être animé d'un esprit de bonté pour eux, lorsque des personnes de leur ordre lui demanderaient d'être admises à la bourgeoisie (1).

Telle fut la réponse transmise par les Syndics aux délégués des natifs le mercredi 3 décembre 1766.

Cette décision jeta la consternation au sein des natifs ; un grand nombre craignant d'être mis sous surveillance ou poursuivis vinrent faire acte de soumission dès les premiers jours de 1767.

(1) Séance du Conseil, 5 novembre 1766.

Le *Mémoire instructif concernant les natifs* (in-8°, 28 pages), devint le sujet de violentes attaques. Imprimé après quelques changements et répandu dans le public, Béranger y soutenait avoir prouvé que la stabilité de la Constitution demandait que les natifs y entrassent comme partie nécessaire et qu'une inégalité absolue et consacrée par la loi pourrait enfin détruire la liberté publique. Il faisait ressortir la nécessité d'une assimilation de la population considérée comme absolument étrangère et, combattant les idées rétrogrades du Conseil, il engageait les citoyens à voir s'ils veulent du maintien d'un vain pouvoir à ce prix, si, leur disait-il, votre orgueil satisfait, ou plutôt nourri par des distinctions, peut compenser les avantages que vous abandonneriez, si votre amour pour la patrie se manifeste mieux en formant des esclaves dans son sein pour les commander qu'en voulant la rendre heureuse, la conserver florissante, et si vous ne serez vraiment grands, plus tranquilles en voyant vos parents, vos amis, vos frères dans ceux que la nation fit vos égaux et à qui Dieu donna la même patrie à servir, les mêmes lois à respecter.

Béranger avait touché au point sensible; les Citoyens Représentants le comprirent si bien que, par leurs mémoires au Conseil des 19 mai et 16 octobre 1767, ils mirent en demeure ce corps d'avoir à se justifier du reproche d'être l'auteur des malheurs de la République par le fait qu'il avait invoqué l'intervention des puissances garantes et rejeté toute conciliation. Ils s'exprimèrent en ces termes: « Pourriez-vous soutenir
« longtemps le spectacle de votre autorité établie sur les
« ruines de nos lois, à la face de la patrie, à la face de l'Europe
« entière qui serait enfin éclairée par la force irrésistible de
« vos seuls aveux dont cette pièce est le dépôt. Ces aveux
« convaincront toute l'Europe que s'il est vrai que vous sou-
« haitiez de priver le Conseil général des droits que ces lois

« lui assurent, vous aspirez à le priver du bien que vous savez
« lui appartenir. »

Le Conseil ainsi mis en demeure publia l'*Exposé de sa conduite* sous la signature du secrétaire d'Etat Jean-Jacques de Chapeaurouge.

Béranger s'était constitué correspondant des plus importants organes de publicité à l'étranger. La *Gazette de Londres*, entr'autres, publia plusieurs de ses lettres, écrites de Genève aux amis genevois qu'il comptait alors sur le sol britannique. Les numéros de ce journal du 25 au 27 décembre 1766 nous fournissent un *article extraordinaire*, ainsi le désigne le Conseil de Genève, eu égard à son *caractère satirique* appliqué aux événements :

« On apprend que les citoyens ont rejeté le projet de média-
« tion incompatible avec notre liberté, que les citoyens rassem-
« blés ont annulé le Petit et Grand Conseil, qu'ils l'ont rem-
« placé par un *Grand Conseil défenseur de la foi religieuse*
« *orthodoxe*, lequel, après avoir donné sur le gouverne-
« ment les statuts les plus salutaires, et les plus justes, et les
« plus politiques, a résolu d'empêcher qu'un voisin ambitieux
« qui pourrait être jaloux de notre liberté, *tant spirituelle que*
« *temporelle*, de tenter à l'avenir de se mêler de nos affaires,
« d'établir de telles forces sur notre lac qu'elles nous assurent
« une constante supériorité, et pour mieux réussir dans ce
« dessein, notre *Conseil sublime* a déterminé de prendre à
« double paie deux mille étrangers tant officiers que gens de
« mer et constructeurs et d'élever des forts à la distance de
« trente mille l'un de l'autre. »

Béranger se couvrait de ces deux mots : *Le Genevois*

Dans l'une de ses lettres, il avait ajouté en post-scriptum :
« Les Anglais sont un peuple libre ; c'est pourquoi ils doivent
« s'intéresser à la cause de la liberté ; ils sont aussi protes-

« tants et par la même raison feront du moins des vœux pour
« le bonheur d'un Etat protestant, car l'esclavage et le papisme
« sont inséparables. » (1).

* * *

Le rejet du projet de conciliation dont la France voulait forcer l'acceptation aux Genevois suscita à Béranger de violentes expressions à l'égard des magistrats de son pays: « Dieu seul sait, écrivait-il, quelles seront les conséquences de cet événement. Cependant nous avons bon courage et nous espérons que l'union qui a subsisté entre nous et les citoyens Représentants pourra nous mettre en état de conserver nos chères libertés, nonobstant tous les attentats faits contre elle par nos perfides magistrats et leur protecteur avoué le Ministre français ».

Les magistrats genevois tinrent à punir l'audace de Béranger en déférant le 31 juillet 1767 au Seigneur Procureur général son *Mémoire instructif concernant les natifs*. Sur le rapport des syndics André Gallatin et Léonard Buisson, le Conseil fit mander Béranger et deux autres natifs, Bourrit et Auzières, pour avoir des renseignements sur le mémoire écrit par Béranger qu'on appelait le *Mémoire de l'avocat*. Le 7 août 1767, sur les conclusions du Procureur général Rivot, le Conseil condamna le mémoire à être lacéré et brûlé par l'exécuteur de la haute justice devant la porte de l'Hôtel de Ville, comme un libelle téméraire et séditieux, tendant à plonger l'Etat dans le trouble en renversant la Constitution de la République.

(1) *London Evening Post*, Archives d'Etat de Genève, 1766 et 1767 portefeuille IV, pièce n° 37.

Dans le cours de l'année 1767, Bérenger écrivit plusieurs lettres sur les affaires de Genève, une *Nouvelle relation concernant l'état actuel de Genève, contenant ce qui s'est passé de plus remarquable jusqu'à présent*, imprimée à Lyon. Le natif, *Lettres de Théodore et d'Annette*, in-octavo, de 63 pages qui fut réimprimée en 1768. Le Conseil, dans sa séance du 19 octobre 1767, condamna cette publication à être lacérée et brûlée par l'exécuteur de la haute justice, comme étant un libelle téméraire, séditieux, contenant des faits faux tendant à usurper les droits des citoyens et bourgeois, à plonger l'Etat dans le trouble et à renverser la Constitution de la République.

Un certain nombre d'autres publications furent condamnées à la suppression ou à être lacérées et brûlées par l'exécuteur.

Le 8 août 1767, c'est la *Lettre à un ami*, traduite de l'anglais, datée de Londres, 20 juin, signée Levis Gordon (in-12, 29 pages), libelle téméraire, dit le registre du Conseil, tendant à entretenir et augmenter le trouble dans l'Etat, injurieux et calomnieux et outrageant envers le Conseil, offensant les Hautes Puissances garantes de la manière la plus audacieuse et la plus criminelle.

Le 7 septembre 1767, c'est la brochure intitulée : « *Collection des pièces intéressantes présentées à la Haute Méditation et au Magnifique Conseil en 1766*, par les citoyens de Genève connus sous le nom de natifs ; puis la *Défense apologétique du sieur comte de Portes* ; le 20 novembre suivant, une *Lettre aux citoyens et bourgeois*, corrigée et augmentée.

Une brochure imprimée à Annecy, intitulée *Apologie du refus du plan de conciliation proposé par les Seigneurs plénipotentiaires*, donna lieu à informations dès le 18 août 1767.

Le Conseil de Genève se montra si peu disposé en faveur des natifs que, dans sa séance du 20 décembre 1767, il décida de ne rien insérer les concernant dans le projet de conciliation,

s'en tenant, comme on le voit, à sa décision du 6 septembre 1766.

Du refus de Bérenger à ne pas assister en 1768 Jean Bacle dans les prisons et de l'accompagner à l'audience, il ne faudrait pas inférer un refroidissement de l'enthousiasme de Bérenger pour la cause des natifs. Bacle n'était, ainsi que Bérenger le déclare au Conseil, ni son parent, ni son ami, ni même de sa connaissance. (*Registre du Conseil*, 3 mai 1768.)

Jean Bacle, horloger, auteur de plusieurs brochures politiques, avait émis, comme natif, la prétention qu'il pouvait jouir des droits civils et commerciaux attribués aux citoyens. Il fut emprisonné comme inculpé d'avoir voulu usurper la qualité de citoyen et d'avoir soutenu cette prétention avec persévérance par des principes faux et destructifs de la Constitution. Après son jugement, rendu le 15 mai 1768, Bacle, banni pour dix ans de la ville et des terres de la République, se retira au Grand-Saconnex et de là à Versoix où il coopéra à la publication de plusieurs mémoires en faveur des natifs. (*Voir Ecrits condamnés en 1770.*)

Bérenger fut indigné de cette proscription. Dès l'année suivante, le Conseil eut à s'occuper de sa personne, à l'occasion d'une brochure imprimée sous le titre de *Lettre de Bérenger*.

Le temps ou l'usage, comme le rappelait justement Bérenger dans un mémoire postérieur, interdisait aux natifs les professions estimées et honorables, ou parce qu'elles étaient moins pénibles et plus lucratives, ou parce qu'elles demandaient des connaissances que peut-être on ne les jugeait pas capables d'acquérir. L'édit de 1738 leur en ouvrit l'entrée, mais en devenant maîtres ils étaient astreints à payer une imposition. Des vues étroites sur le commerce ou des rivalités firent ordonner que les natifs payeraient cette imposition en

devenant apprentis, sans doute afin d'écarter de ces professions une partie d'entre eux. Ce changement à la loi de garantie, joint à d'autres sujets de plaintes, avait déjà produit l'agitation de 1767 et la présentation de mémoires au Magnifique Conseil.

La nouvelle *Lettre de Bérenger* était spécialement dirigée contre l'ordonnance édictée par le Conseil le 15 juillet 1769. Les magnifiques et très honorés Seigneurs, Syndics et Conseil, interdisaient aux particuliers, colporteurs et autres étrangers de porter par la ville et dans les maisons des marchandises à vendre au préjudice des citoyens et bourgeois. Le Conseil ne permettait la vente des marchandises colportées que par l'entremise de courtiers établis à ce sujet. L'ordonnance contenait défenses très expresses à tous natifs et habitants qui n'avaient pas obtenu le privilège de citoyenneté, de négocier, de retirer, emmagasiner, vendre, échanger ou donner en paiement aucunes marchandises, de quelque nature qu'elles soient, à peine d'amende et de confiscation. Et pour prévenir tous abus, il était défendu à tous marchands et négociants de faire porter dans les maisons des particuliers leurs marchandises par toutes autres personnes que leurs commis ou domestiques.

La lettre de Bérenger du 10 août 1769, *Protestation contre toute entrave à la liberté de défense des intérêts des natifs*, était adressée à M. Jean-André de Luc, célèbre physicien, de Genève, chaud partisan des représentants, qui l'année suivante devint membre du Conseil des Deux-Cents.

« Je ne chercherai pas, lui témoignait Bérenger, à justifier les motifs qui m'engagent à vous écrire. C'est au « politique, à l'homme de bien, au patriote que je m'adresse « et cela seul prouve que mes intentions sont pures. » Puis, après un exposé d'un style aussi noble que précis, il termine sa lettre par cette délicate déclaration: « Je viens de vous

« exposer les plaintes des natifs, je puis les avoir mal saisies ;
« ils se trompent peut-être et je puis me tromper. Si je suis
« injuste, ne les accusez point ; excusez-moi ; je n'eus pas
« l'intention de l'être ; instruisez-moi, je crois le mériter.
« Vous m'estimiez, je m'en flattais du moins, je m'en flatte
« encore, et si je consulte mon cœur, les vœux qu'il m'inspire,
« les projets qu'il me fait former, j'ose croire que je mériterai
« toujours l'estime des gens de bien et par conséquent la vôtre. »

Le 28 août 1769, le Conseil chargea l'un des Seigneurs Auditeurs de se rendre chez le libraire Jacobi pour saisir les exemplaires imprimés de cette lettre ; cette recherche n'ayant pas abouti, le Conseil décida de mander les sieurs Béranger et de Luc.

Au moment de la convocation du Conseil, Béranger se trouvait absent, étant parti le dimanche précédent pour les provinces méridionales de la France. De Luc ayant comparu témoigna qu'il avait bien reçu la lettre en manuscrit, qu'il l'avait désapprouvée et en avait dit son sentiment au sieur Béranger, en lui reprochant qu'elle eût été imprimée. Béranger lui en parut fâché et lui dit qu'il n'avait eu aucune part à son impression ; qu'il l'avait communiquée à un ami ; qu'au surplus Béranger lui parut disposé à la rétracter. — Sur cette déclaration, le Conseil arrêta que Béranger serait appelé aussitôt de retour de son voyage.

En séance du 16 octobre 1769, MM. les syndics *Saladin* et *Dunant* informent « que Béranger leur avait avoué être l'auteur de la lettre incriminée ; qu'il ne l'avait composée et adressée au sieur de Luc que dans la vue de s'éclairer sur les plaintes des natifs et pour le prier de dissiper ses doutes. Que le sieur de Luc les lui leva en effet, de manière que d'abord il fut disposé à écrire une seconde lettre pour rétracter celle adressée, mais qu'on

« lui fit faire là-dessus des réflexions qui l'en empêchèrent ;
« qu'au surplus il n'avait eu aucune part à l'impression
« de cette lettre, qu'il ne sait qui l'a fait imprimer ; qu'un
« jour on vint la lui demander de la part du sieur Bel-
« lamy, qu'il eut la complaisance de la donner sans autres
« informations ; que plus tard sieur Bellamy à qui il réclama
« cette pièce dit qu'il ne l'avait point vue, ce qui lui fit présu-
« mer qu'on l'a surpris, et qu'on a abusé de sa confiance
« pour faire imprimer à son insu. Sur quoi opiné, l'avis a été
« que M. le Premier mande de nouveau le dit Béranger pour
« lui remontrer ses torts et les conséquences de son impru-
« dence, lui faisant défense de rien écrire à l'avenir qui
« puisse émouvoir les esprits et apporter du trouble dans la
« République. »

Cette interdiction eut pour effet de raviver chez Béranger ses sympathies pour la question des natifs.

Une inégalité profonde séparait les citoyens, les bourgeois et les natifs. Ces derniers, — *filis d'étrangers, admis à l'habitation, nés dans la ville*, — étaient, comme leurs pères, privés de tout droit politique (1). « Ils ne pouvaient se livrer à au-
« cun commerce, être admis à aucune profession libérale,
« parvenir à aucun droit militaire, gagner les premiers prix
« dans les tirs. Pour eux, les droits des halles, ceux de lods
« ou mutation de fonds étaient bien plus élevés que pour les
« bourgeois. Ils payaient une finance à l'hôpital en se mariant ;
« ils payaient un droit d'apprentissage ; ils payaient patente
« pour s'établir, etc., leurs biens-fonds en Savoie ne partici-
« paient pas aux privilèges des traités ; ils n'avaient pas le
« droit d'adresser des représentations.

« L'acte de médiation en les admettant à toutes les maîtri-

(1) *Histoire de Genève* par JULLIEN.

« ses, c'est-à-dire à pouvoir exercer toute industrie pour leur
« compte, et non comme simples ouvriers, avait beaucoup
« amélioré leur sort. Dès lors, leur nombre, de même que celui
« des habitants et des étrangers ou simples domiciliés, s'était
« considérablement accru ; il dépassait celui des citoyens et
« bourgeois. »

C'est à l'admission des natifs aux maîtrises que l'avocat *F. d'Yvernois* attribue la prospérité étonnante de l'industrie horlogère à Genève ; il vit dans cette admission une preuve que les privilèges exclusifs tuent l'émulation et que le succès suit toujours la liberté.

Nul n'a plus vigoureusement fait ressortir l'ostracisme qui frappait les natifs genevois que cet historien, dans son *Tableau soit Histoire impartiale des révolutions de Genève dans le dix-huitième siècle* : « L'amour de l'égalité, si naturel à
« l'homme devint en eux une espèce de fureur et ce sentiment
« qui remplissait leurs cœurs s'extravaçait par les menaces
« les plus propres à leur fermer celui des citoyens. Le temps
« s'approche enfin, s'écriaient les principaux d'entre eux, où
« nous cesserons d'être les îlotes de ces citoyens ingrats qui
« n'aiment la liberté que pour eux : S'ils ne nous mettent pas
« bientôt à leur niveau, si ces murs doivent renfermer plus
« longtemps un peuple souverain et un peuple sujet, nous
« désertérons une patrie qui ne sait nous attacher à
« elle par aucun lien et nous irons porter dans l'asyle (1)
« que nous offre un grand roi une industrie qui ne
« sera plus étouffée par des entraves aussi multipliées
« qu'avilissantes. »

Les natifs s'unirent plus étroitement pour réclamer l'égalité civile et commerciale et la bourgeoisie pour un certain nom-

(1) Allusion à Ferney-Voltaire et à Versoix (Choiseul-la-Ville).

bre, chaque année. Tel était le plan de Béranger, mais les natifs exigeaient davantage et les citoyens voulaient donner moins. Ce que redoutaient les opposés des natifs, c'était leur accès aux charges publiques. Ils se trouvaient donc dans cette alternative: ou de combattre leur admission comme citoyens ou de les réduire par la force.

Il est à croire, selon *d'Yvernois*, « qu'on serait venu à
« adopter de sages tempéraments si les natifs avaient possédé
« dans leur corps quelques hommes capables d'en régler les
« démarches, mais Béranger, le plus éclairé d'entre eux et le
« seul qui eut les talents propres à défendre leur cause, n'ob-
« tint jamais le crédit nécessaire pour la diriger. Il avait con-
« senti à la défendre, non par la conviction que toutes leurs
« demandes étaient fondées, ni peut-être qu'aucune d'elles le
« fût sur des titres existants, mais par le sentiment profond
« qu'elles l'étaient sur l'esprit des gouvernements républicains.
« Une généreuse pitié le fit céder à leurs pressantes sollicita-
« tions. Fait pour les études méditatives du cabinet et non pour
« les affaires, philosophe sensible et ami du peuple, mais timide
« à l'excès et dépourvu de l'extérieur nécessaire pour lui en
« imposer, on juge combien il était peu propre à maîtriser les
« mouvements d'une multitude échauffée. »

* * *

Le bannissement de Jean Bacle servit de prétexte aux natifs pour la publication d'une justification que le Conseil refusa de recevoir tout en repoussant les desiderata exprimés.

La situation si critique ne fit qu'empirer. Le 22 novembre 1769, le Conseil, sur les conclusions du Procureur général, ordonne de lacérer et brûler devant la porte de l'Hôtel de Ville par l'exécuteur de la haute justice un *libelle* en sept couplets

annotés, « comme tendant à plonger l'Etat dans le trouble en
« renversant la Constitution de la République et dont l'auteur
« par une insigne calomnie représente un tribunal respectable
« comme rendant des jugements avec partialité. »

Ce libelle imprimé, répandu à profusion dans la ville, n'était autre que la *Chanson nouvelle*, composée sur l'air « *Pour passer doucement la vie* » et que l'on chanta dans toutes les réunions des natifs. Cette curieuse pièce révélait les griefs des natifs dans ses sept couplets portant chacun en regard une annotation, il est bon d'en connaître la teneur :

Pauvres natifs peuples d'esclaves
Qu'on veut bien souffrir en ces murs,
Sans chercher à faire les braves,
Rampez dans votre état obscur.

Les soi-disant natifs seront libres lorsqu'ils connaîtront leur force : le prix de la liberté, celle que des lois sages leur ont assignée, dont on n'a pu les priver sans faire l'acte le plus injuste.

A l'amusement de la pêche
Vous osez vous livrer parfois,
Sachez si l'on vous en empêche
Qu'il n'est fait que pour les bourgeois.

Les lois fondamentales, les traités et les ordonnances jusqu'en 1668 n'ont supposé qu'un peuple dans l'Etat ; il était réservé au magistrat de 1707 de décomposer le peuple pour le subjuguier.

R*** assez vous le déclare
Par ses arrêts, ses jugemens,
Cet homme d'un mérite rare
Juge très équitablement.

R*** réfléchit un peu tard pour ceux qui sont appelés devant son tribunal : Le jugement prononcé il faut le subir. Il vaut mieux que des hommes sans crédit (tels que sont les natifs et habitants) souffrent et se taisent que supposer que l'homme de la loi puisse se tromper.

Avec justice il emprisonne
De natifs trop hardis pêcheurs,
Et la même peine il ordonne
Pour le simple spectateur.

Un juge qui court après les honneurs, qui sert sa patrie, moins par goût que par les avantages qu'il y trouve ; un tel homme la servira mal si le poste dont il est revêtu ne lui est donné que par la plus petite portion du peuple, l'autre doit s'attendre à être sacrifiée : pour qu'il règne plus d'impartialité dans les jugements qu'il rend. La première question que vous fait ce magistrat intègre, *qu'êtes-vous ?* Natifs ou habitants vous n'êtes point écoutés : on envoie en prison celui qui a commis le délit et celui que le hasard en a rendu témoin. Les mêmes fautes commises en différens temps par différentes personnes doivent subir les mêmes peines ; mais condamner un de ces hommes solidaires pour des personnes qu'il ne connaît pas, et avec qui il n'a pas commis le délit dont il est accusé, c'est le comble de l'injustice.

Un bourgeois qui de compagnie
Avec eux pêchait librement,
Par égard pour sa bourgeoisie
N'a point subi de jugement

Les magistrats tiennent leur autorité des bourgeois ; pour se conserver l'entrée aux charges, ils sont forcés de consulter la loi et d'être justes.

C'est un des moindres avantages
Du Grabeau dans différens cas,
Il faut ménager les suffrages
De ceux qui sont les magistrats

Pour obliger ceux qui gouvernent à remplir leur devoir envers tous, il faut abolir ces distinctions déshonorantes pour l'Etat et pour les hommes

qui le composent ; il faut appeler tout le peuple à sanctionner les lois, à créer ses magistrats, alors et seulement alors la justice et l'équité reparaitront dans notre patrie.

Mais à quoi bon de se contraindre
A rendre justice aux natifs,
Sans pouvoir seraient-ils à craindre,
Ce n'est qu'un peuple de captifs

Un peuple qui cherche à s'éclairer n'est pas à mépriser ; le moment où il doit rompre ses fers n'est pas loin. Heureuse ma patrie, si les hommes qui la gouvernent avancent son bonheur.

C'est au milieu de ces conflits grandissants que Béranger écrivit l'éloge du savant et vertueux Firmin Abauzit (1) dont une partie des œuvres fut imprimée à Genève en 1770 chez Cl. Philibert et Barth. *Chiol*. Dans ses travaux de critique et de théologie, le Conseil genevois fit retrancher toutes les pièces dans lesquelles l'auteur exprimait des tendances soci-niennes. Ces regrettables retranchements trouvèrent néanmoins place dans les éditions qui parurent en Angleterre et en Hollande. La mort d'Abauzit affecta vivement son ami Béranger. Aussi, à la nouvelle de la publication de ses œuvres, obtint-il la faveur de les faire précéder d'un éloge historique. Il méritait, dit Béranger, « d'être célébré par une meilleure plume ; mais le cœur et la vérité parleront et ce sera avec la simplicité qu'il aimait et qui faisait un des principaux traits de son caractère : un éloge pompeux, oratoire, trop recherché, y serait mal assorti. »

C'est par ces paroles empreintes du plus profond respect

(1) *Abauzit*, F., né à Uzès (Languedoc) le 11 novembre 1679, organisateur de la *Bibliothèque de Genève*, fut admis gratuitement à la bourgeoisie en 1727. Il mourut le 20 mars 1767.

que Bérenger commença son éloge : « Les hommes qui se
« distinguent par un génie rare, par de grandes lumières et
« surtout par leurs vertus, et tel était Abauzit, — ont un
« droit bien légitime à la considération publique. Ils en jouis-
« sent pendant leur vie, après leur mort, on conserve chère-
« ment leur souvenir, on honore leur mémoire, on les cite
« avec éloge, on chérit tout ce qui peut être un monument de
« ce qu'ils ont été. — Leur portrait en particulier retrace
« leur idée : on aime à le considérer ; on s'imagine en voyant
« leurs traits de les voir encore eux-mêmes ; illusion douce
« que l'âme se plaît à entretenir. Mais le vrai portrait des
« gens de lettres se trouve proprement dans leurs ouvrages ;
« c'est là qu'on voit leur esprit, leur âme, leur cœur, et n'est-
« ce pas ce qui fait l'homme. »

Au témoignage respectueux de Bérenger, J.-J. Rousseau joignit le sien dans une note de sa *Nouvelle Héloïse*.

* * *

Bérenger, l'un des principaux natifs, devint des plus suspects au Conseil genevois. Il avait eu la prudence de se retirer à Thônex en vue de conserver sa liberté d'action. Le 15 février 1770, le Conseil, saisissant cette bonne occasion, commit un des Seigneurs-Auditeurs pour se transporter à son domicile et y procéder à la saisie de ses papiers. Cette visite faite par les (1) seigneurs auditeurs *Bandol* et de *Tournes* ne produisit aucun résultat. Bérenger habitait en ce moment la rue Verdaine. Les Auditeurs lui ordonnèrent de ne pas absenter son

(1) Dans son ensemble et plus spécialement dans la personne de ses chefs, le gouvernement genevois était qualifié de *Seigneurie*, soit parce qu'il avait succédé à un prince souverain, soit comme seigneur féodal direct du territoire rural de la République. *D'un siècle à l'autre*, par J.-B.-G. Galiffe.

appartement jusqu'à nouvel ordre. On perquisitionna chez Georges Auzière, Edouard Luya et autres natifs, l'imprimerie Grasset, etc.

Les documents trouvés chez Auzière (1), entre autres, le mémoire du 30 janvier 1767 dans lequel l'appui du duc de Choiseul était sollicité en vue de faire réussir à Versoix le transport des fabriques d'horlogerie et d'orfèverie suffisaient pour redoubler l'exaspération des membres du Conseil à l'égard des Natifs. Cette découverte et les mesures prises en vue de déjouer le projet amenèrent un mouvement dans les journées du mercredi 13 et jeudi 14 février qui coûta la vie aux natifs *Chevallier, Ollivier et Cholet*.

Cinq des principaux meneurs furent mis en lieu sûr ; on n'osa pas même les conduire dans les prisons, tant on redoutait une émeute. Pour prévenir de nouveaux troubles, le Conseil, réuni le 19 février 1770, rédigea un projet d'arrêté de proscription contre divers natifs dans le nombre desquels ne figurait pas le nom de J.-P. Bérenger.

(1) Voir ma *Notice sur Versoix-la-Ville dite la Nouvelle-Choiseul, Versoix-la-Raison, Versoix-le-Bourg*, 1700 à 1846, *Bulletin de l'Institut National Genevois*, t. XXI, page 95 à 97.

Le dossier qui renferme les pièces saisies chez Auzière et principaux natifs contient entre autres des lettres-mémoires adressées à M. Vieusseux, marchand-drapier, aux rues Basses ; *Réponse à une lettre anonyme circulaire adressée aux natifs de Genève le 7 janvier 1767*, du 1^{er} Août 1767, et comme brochures imprimées : « *Les droits, libertés et franchises accordés à la République et à l'Eglise de Genève, reconnus appartenir aux citoyens et mis à couvert contre toute proscription, 1768.* » — « *Réflexions politiques sur la marche de nos idées*, Yverdon, 1769, de l'imprimerie du professeur de Félice. » — « *Lettre d'un cosmopolite à un citoyen de Genève représentant*, datée de Genève 4 février 1768. » — « *Les natifs à M. César J. ou Conclusion des Lettres de Théodore et d'Annette.*

Ce projet d'arrêté, soumis à la sanction du Conseil des Deux-Cents était précédé de ce préambule :

« Messieurs avaient espéré que l'édit de 1768 en terminant nos dissensions mettrait fin aux malheurs de la République. Ils avaient lieu d'attendre que tous les natifs seraient également touchés des avantages que cet édit leur avait procurés, et que flattés de l'accès qu'il leur ouvrait à la bourgeoisie, ils s'empresseraient à mériter cet honneur par leur attachement à l'Etat et à la Constitution.

« C'est avec une douleur extrême que Messieurs ont vu quelques-uns des dits natifs s'éloigner de ces dispositions, et oublier leurs engagements et leur fidélité à l'Etat, pour satisfaire une ambition aussi insensée que criminelle. Affectant de méconnaître l'état que la loi leur assigne, ils ont imaginé que les natifs de la ville sont du nombre de ceux que nos édits appellent citoyens; système aussi chimérique qu'absurde et qui serait le renversement total de notre Constitution.

« C'est pour parvenir à ce but criminel qu'ayant formé entre eux une association, ils ont travaillé par toutes sortes de voyes à grossir leur parti; qu'ils ont tenté de corrompre la fidélité des habitants de la ville et de la banlieue; qu'ils ont établi des assemblées soit cercles pour y traiter de leurs prétendus intérêts politiques; que pour échauffer les esprits ils ont répandu des écrits séditieux, remplis de faits faux et d'insinuations calomnieuses; et qu'enfin ils ont porté l'audace au point de s'attrouper en grand nombre près de la Maison de Ville, tandis que le Conseil siégeait pour juger un homme de leur parti, d'y tenir des propos menaçans, de paraître déterminés à s'opposer au cours de la justice, de désobéir à l'ordre qui leur fut donné de se retirer, de reconduire avec un triomphe insolent le coupable qui venait

« d'éprouver la clémence du Conseil (1) ; de s'attrouper le lendemain d'une manière plus criminelle encore, en faisant des dispositions offensives, et en annonçant par leurs discours et par leurs démarches des desseins de violence qui exposaient la patrie aux plus grands dangers. »

A la suite de ce préambule, suivait l'arrêt d'exil susmentionné, puis un projet d'édit accepté par le Conseil des Deux-Cents. Mais aux noms des proscriptions proposées, et à la date du 20 février 1770, le Conseil des Deux-Cents jugea prudent d'en ajouter de nouveaux dans lesquels Bérenger fut compris. L'édit commença par accorder quelques concessions aux natifs, espérant par ce moyen calmer l'irritation. Ces concessions consistaient à maintenir inviolablement les natifs, c'est-à-dire ceux qui étaient nés dans la ville d'un père natif ou qui auraient été reçu habitants, dans les droits et privilèges qui leur avaient été accordés par les édits de 1738 et de 1768 et par l'article 6 du nouvel édit, ainsi que dans ceux dont ils jouissaient en vertu de divers règlements, comme aussi dans le bénéfice des lettres d'habitation accordées à leurs pères, dans lesquelles la clause *sous le bon plaisir de la Seigneurie sera censée annulée* ; et il était arrêté que pour l'avenir cette clause ne serait plus insérée dans les lettres d'habitation.

L'article 6 dispensait les natifs du paiement du droit auquel ils étaient soumis envers l'Hôpital à l'occasion de leur mariage ; ils étaient astreints au paiement du droit des halles au même titre que les citoyens et bourgeois ; ils furent admis dans les exercices militaires à remporter les premiers prix de tous les tirages ; ils conservaient le droit d'admissibilité aux Jurandes déjà accordé par l'édit de 1768, etc. Comme on le voit, il y

(1) *Resseguaire*, Guillaume, réduit aux prisons pour discours séditieux et pour avoir chanté au café de Bel-Air une chanson politique.

avait réellement une amélioration nécessaire à apporter à la situation intolérable faite aux natifs.

Les nommés George Auzière, monteur de boîtes; *Jean-Pierre Bérenger*, Jean-Pierre Mottu, dit la Jonquille, monteur de boîtes; Edouard Luya, horloger; David-François Pouzait, tapissier; Louis-Philippe Pouzait, horloger; Pierre Rival, horloger, et Guillaume-Henri Valentin, horloger, furent condamnés à se retirer incontinent de la ville et du territoire, avec défense d'y rentrer sous peine de mort, attendu, relate l'édit, « qu'il est de notoriété publique qu'ils ont eu la principale part aux menées et machinations pernicieuses qui se sont faites. » — Il était de plus interdit sous de grièves peines, à toute personne, d'avoir avec les condamnés aucune correspondance pour affaire d'Etat.

En sanctionnant cet édit par 1182 suffrages contre 99, le Conseil général crut qu'il contribuait à un acte de clémence.

Dans sa séance du 20 février, le Conseil délibéra sur l'exécution de l'édit. Il fut arrêté que d'abord après la tenue du Conseil général les Seigneurs Auditeurs signifieront aux condamnés l'ordre porté en l'édit et qu'incontinent, ils les conduiront hors de la ville jusqu'au Râteau de l'Avancée, avec une escorte, afin d'empêcher qu'il leur soit fait aucun mal.

Le procès-verbal, déposé le 22 février 1770, rapporte l'exécution de cette mesure prise de suite après la sanction de l'édit en Conseil général.

Bérenger, de tous les natifs, le plus intéressant et dont la modération mieux connue n'aurait mérité que des récompenses, venait de subir une détention de six jours à la porte de Rive au moment de la signification de l'arrêt. Cette signification ordonnée par Noble Rigot, seigneur syndic de la garde, fut prononcée par l'auditeur Chandol, accompagné de l'huissier Machar, d'un caporal et de six soldats de la garnison. Bérenger

demanda à sortir par la porte de Rive, déclarant vouloir se retirer à Chêne sur Savoie. Cet ami de la liberté, rappelle d'*Yvernois*, sembla ne s'occuper que de la blessure qu'elle venait de recevoir dans une sentence prononcée sans entendre les accusés: « *Ce décret est bien dur et bien injuste* », dit l'exilé à quelques concitoyens qui l'accompagnaient en pleurant. Il ajouta à cette plainte les vœux de Camille: « *Puisse mon exil donner la paix à Genève! Puissent ses habitants être encore heureux! Puissent-ils ne pas être appelés à gémir un jour sur cet acte d'injustice et d'illusion.* »

Le procureur-général Jean Robert *Tronchin*, qui avait déjà manifesté son opinion dans sa brochure: « *Lettres écrites de la campagne, 1765* », protesta contre cette injuste condamnation, contre cet outrage à la liberté où le souverain trompé substituait sa volonté aux formes judiciaires et se montrait tout à la fois, comme l'exprime *D'Yvernois*, législateur, juge et partie.

On n'appliqua pas aux exilés la peine infligée aux bannis. On faisait ordinairement *fustiger* par les *chasse-gueux*, au bas de l'escalier, ou à la Cour de discipline, les personnes condamnées à l'infamie, à une prison de six mois ou au bannissement d'un an ou à quelque autre peine plus grave. Le 31 décembre 1776, le Conseil résolut que nul ne passerait par la fustigation que par un jugement du Conseil rendu sur le vu des conclusions du Procureur général.

Le Conseil ouvrit une enquête sur les événements survenus dans les journées des 13 et 14 février. Il résulte des dépositions de l'auditeur *Perdriau*, de Spectable *Chauvet*, natif, ministre du Saint-Evangile, que Béranger qui se trouvait à la rue du Boule au moment de l'arrivée de l'auditeur Calendrini fit tous ses efforts pour calmer les soixante personnes armées sorties des maisons voisines et qu'il releva les fusils de ceux

qui voulaient en jouer. Il est vrai que Béranger portait l'épée au côté, droit qui n'appartenait alors qu'aux citoyens.

Comme nous l'avons dit, Béranger avait pris résidence provisoire à Chêne-Thônex. C'est de ce lieu que, le 12 mars 1770, il écrivit au premier syndic *Cramer*. Cette lettre est un document d'une haute importance; elle forme un récit fidèle des événements, et, d'autre part, elle est une justification de la conduite personnelle et politique de Béranger.

« Monsieur,

« Je voulais garder le silence, je ne le puis; la plainte serait
« elle un crime dans la bouche de celui qui se sent innocent et
« se voit opprimé? Nul devoir ne m'ordonne de me taire, il
« en est qui m'obligent à parler: je n'ai plus de patrie, il ne me
« reste que mon honneur à défendre; c'est là mon premier
« devoir, c'est le seul intérêt que je consulte. Vous n'êtes plus
« mon magistrat, mais vous serez toujours pour moi un
« homme respectable; c'est dans votre sein que je vais épan-
« cher mes plaintes, c'est à vous qui préparâtes l'arrêté qui
« m'a proscrit à qui je veux en demander les raisons.

« Le jour que vous ordonnâtes de prendre les armes, j'étais
« bien éloigné de prévoir les malheurs qui me menaçaient.
« Affligé du triomphe indécent que les natifs s'étaient permis
« le jour précédent, j'attendais qu'ils réparassent leur faute
« en l'avouant, j'avais fait le discours qu'ils devaient présenter
« et sans avoir partagé leur joie, je partageais leur repentir.
« Tout à coup on m'annonce qu'on doit se saisir de ceux qui
« portaient ce discours, qu'on doit les emprisonner; je ne puis
« le croire, j'attends encore: je vois des apprêts militaires,
« le nombre des soldats de garde s'accroître, les capitaines,
« les majors de la garnison s'assembler, je vois des mouve-
« ments extraordinaires parmi les citoyens; tout me paraît
« sait l'effet d'une vaine terreur qui va se dissiper: bientôt
« la foule effrayée se disperse, j'entends le cri ordinaire lors-
« que le feu a pris quelque part, le tocsin sonne, je me retire
« inquiet sur ce qui a fait naître cette alarme et sur ce qui
« peut la suivre. Chacun court à ses armes, je vais prendre
« la seule que j'aie jamais eu, mon épée, je descends, j'arrive

« au moment où des compatriotes allaient verser le sang les
« uns des autres, j'ai le bonheur d'arrêter leurs coups : à
« quelque distance du lieu où nous étions, des coups de fusil
« se font entendre, les natifs croient voir leurs amis massacrés
« expirer en leur demandant vengeance, ils veulent avancer,
« je fais ce que je puis pour les arrêter encore. Tranquille
« sur mon sort, j'essaye de calmer leurs allarmes, je vais
« m'informer si leurs craintes sont fondées, je suis arrêté. On
« veut que je demeure à la place de Rive, j'y demeure ; une
« heure après on me dit qu'il faut me retirer chez moi ;
« la nuit vient, j'entends du bruit sur l'escalier, je sors, je
« vois deux Auditeurs ; je soupçonne que c'est chez moi qu'ils
« cherchent. Je me nomme, on me demande mes papiers, je
« les dépose tous, je n'en eus jamais que je dus craindre
« de montrer, je ne fis jamais d'écrits dont j'aie à rougir de
« me dire l'auteur. On ne trouve rien, on m'avertit que je ne
« dois pas sortir de la maison, je n'en sors point. Le lende-
« main j'entends des hommes armés sur la montée, je les
« attends, ils cherchent des armes et n'en trouvent aucune,
« ils m'entourent et m'ordonnent de les suivre, je vais avec
« eux : on m'enferme dans un corps de garde, on ordonne de
« me garder à vue, de ne me laisser parler à personne. Un
« ami trouve cependant le moyen de me faire parvenir une
« lettre. On le sait, on vient me fouiller, on la trouve, elle
« est dans vos mains, elle n'a rien qui ne fasse honneur à
« celui qui l'a écrite et à celui qui l'a reçue ; j'ose le dire,
« tel eût été le caractère de toutes celles que m'auraient écrit
« mes amis. Je demande en vain quel est mon crime, je sup-
« plie qu'on vienne m'interroger, on est sourd à mes prières.
« Enfin, après six jours de détention on vient me lire un
« ordre du Conseil général de sortir des terres de la Répu-
« blique et de n'y pas rentrer sous peine de mort ; je demande
« quelques heures de délai, il faut sortir à l'instant : Cela est
« bien dur, dis-je alors, et bien injuste ; je le répète encore.

« Quels sont les faits qui peuvent justifier une procédure
« aussi extraordinaire, aussi tyrannique même appliquée à un
« étranger ? Daignez, Monsieur, me les apprendre, vous le
« devez à votre honneur, à celui de l'Etat dont vous êtes le
« chef : je ne puis vous citer devant ces tribunaux de justice
« établis par les lois particulières des sociétés politiques, mais
« je vous cite à celui des gens de bien, formé par les lois
« immuables de la nature, le magistrat et le sujet obscur sont

« soumis à ses décrets ; il venge le faible opprimé par le
« tendre intérêt qu'il prend à son sort et par l'opprobre qu'il
« attache au triomphe de l'homme puissant et injuste. C'est
« devant ce tribunal équitable que vous devez justifier ma
« condamnation, c'est à lui que je vais exposer mes sentiments,
« puisque si je suis criminel je ne crois pouvoir l'être que par
« eux.

« Il fut un temps où des systèmes opposés, des craintes
« réelles ou chimériques divisèrent les citoyens ; les uns
« étaient pour les autres des tyrans ou des séditeux. Né dans
« le sein d'un des partis, imbu dès mon enfance de ses prin-
« cipes, la réflexion vint en affaiblir quelques-uns et confirmer
« les autres. Attaché aux Citoyens Représentants par l'amitié,
« par mes principes, par mes préjugés peut-être, je pensais
« comme eux et sans me laisser entraîner à un fanatisme qui
« n'est pas dans mon caractère, sans m'abandonner aux con-
« seils de la haine que mon cœur repoussa toujours, je m'affli-
« geais sur leurs fautes et je partageais leurs succès comme
« leurs revers. Les natifs élevèrent des plaintes, elles par-
« vinrent jusqu'à moi, je les trouvai fondées, je joignis ma
« voix à la leur ; mais cette nouvelle cause n'affaiblit point
« l'intérêt que je prenais à celle des citoyens, ne me fit point
« rejeter mes premiers sentiments. Je déclarai aux natifs, ils
« déclarèrent eux-mêmes qu'ils ne voulaient chercher leur
« bonheur que dans celui de la patrie et que leur intérêt par-
« ticulier serait toujours subordonné à l'intérêt général. Lors-
« que les passions et de fatales conjectures eurent séparé une
« partie d'entre eux des citoyens, que des craintes peut-être
« imaginaires m'eurent fait croire la liberté politique ébran-
« lée et l'indépendance de l'Etat en danger, j'abandonnai leur
« cause et la mienne, sans cesser de les plaindre, de m'inté-
« resser à eux, je me joignis à ceux qu'ils croyaient leurs
« adversaires et qui le sont en effet devenus. Je ne demandai
« jamais quel parti triomphera ? quel est celui dont je dois le
« plus attendre ? mais je consultai ma raison, plus souvent
« mon cœur et je me déterminai par eux.

« Enfin l'édit du 13 mars 1768 termina nos dissensions ; ce
« jour fut pour moi un de ceux dont on ne rappelle pas le
« souvenir sans éprouver encore la douce émotion, la joie
« pure à laquelle on fut livré. Mes compatriotes paraissaient
« heureux et je l'étais. Cependant, je l'avouerai, j'eus des
« instants de tristesse ; il me semblait que les citoyens n'avaient

« pas su faire des sacrifices, qu'ils n'avaient pas été généreux
« pour ceux qui n'avaient rien redouté pour les défendre,
« mais je me tus, ou si je me plaignis, ce ne fut pas à des
« natifs.

« Rendu à ma première tranquillité, je me flattais que mes
« jours s'écouleraient désormais dans son sein; quelques
« mouvements se faisaient remarquer encore parmi nous, je
« cherchai à les ignorer, j'évitais même des hommes que
« j'estimais, auxquels je devais être lié par l'amitié et par la
« reconnaissance; j'aimais à croire que leurs plaintes n'étaient
« qu'un reste de la fermentation qui venait d'agiter les esprits
« et que quelques instants de calme n'avaient pu faire cesser
« ainsi que le mouvement des ondes subsiste lors même que
« l'orage qui le fit naître n'est plus. Je me renfermai dans un
« cercle étroit d'amis presque tous citoyens, je fuyais tout ce
« qui pouvait m'en faire sortir; je puis citer des écrits, des
« faits qui le prouvent; mais je me hâte d'avancer.

« Cette fermentation loin de s'éteindre, s'étendit avec vio-
« lence; l'esprit mercantile porté dans la politique, l'amour
« de la domination, celui de l'égalité, la hauteur, la crainte
« du mépris, l'orgueil du protecteur, l'impatience du protégé
« firent naître l'inquiétude et la haine, multiplièrent les mur-
« mures et les calomnies. En quelque lieu que j'allai, je trouvai
« de l'humeur et j'en pris: des injustices particulières for-
« mèrent le mécontentement général. On nous disait: « Il est
« des citoyens que la passion égare, mais ils ne forment pas
« le peuple, le législateur; et vous ne devez pas imputer aux
« lois l'injustice des hommes »; j'avais souvent entendu ces
« maximes, je n'avais jamais vu qu'elles influassent sur les
« cœurs; des distinctions ne donnent ni n'ôtent les sentiments,
« et seuls dans l'Etat, les natifs ne pouvaient être des dieux
« pour oublier les injures du grand nombre en faveur des dix
« Justes.

« On avait vu paraître une ordonnance sur le commerce
« sollicitée par des marchands bourgeois, les natifs crurent
« qu'elle tendait à gêner le leur: la fermentation prit une
« nouvelle force, des plaintes s'élevèrent, elles me parurent
« mériter qu'on s'en occupât, j'écrivis à un citoyen que j'esti-
« mais. Cette lettre raisonnée et dont le défaut est, peut-être,
« de ne l'être pas assez, fut regardée par des hommes qui ne
« raisonnent jamais, comme un libelle affreux, et son auteur
« fut un monstre. Je passe encore ici sur des détails qui me

« mèneraient trop loin ; j'ignore s'ils sont nécessaires, j'ignore
« si cette lettre a fait mon crime, j'attendrai qu'on ait daigné
« me l'apprendre pour détailler les effets qu'elle produisit et
« les suites qu'elle eut pour moi ; il m'eût été facile d'éviter
« les inquiétudes qu'elles durent me donner, je n'avais qu'à
« suivre l'exemple que m'avaient tracé quelques-uns de ceux
« qui me condamnaient, je n'avais qu'à semer avec audace les
« craintes, l'aigreur, la zizanie et m'envelopper du manteau
« de l'anonyme, avouer l'ouvrage en secret pour jouir de sa
« gloire, et de le savourer en public pour être impuni ; mais
« de tels exemples n'étaient pas contagieux pour moi et ne
« le seront jamais ; ma lettre fut imprimée sans que je le sus
« et je ne la désavouerai pas quoiqu'on pût me rendre respon-
« sable de son impression.

« Des magistrats m'exhortèrent à chercher de ramener la
« paix ; cette exhortation était bien inutile, la paix fut tou-
« jours un des vœux de mon cœur, j'étais né pour elle. J'avoue
« que pour la faire naître, je ne m'avisai pas du sublime
« expédient de dire aux natifs : « Demeurez tranquilles, taisez-
« vous, vos plaintes sont injustes, vos prétentions absurdes,
« vous devez être contents, on vous a donné beaucoup plus
« même que vous ne méritez. » Tel était le langage qu'on
« semblait me dicter, mais je ne pouvais dire ce que je ne
« pensais pas. Je ne réfutai point un système qui me paraissait
« avoir des fondements et que je n'aurais pu détruire ; je ne
« cherchai point à le répandre parce que son évidence ne
« m'entraînait pas. J'étais convaincu qu'un peuple souverain
« et un peuple sujet, renfermés dans la même enceinte de
« murs, ne pouvaient s'aimer, ne pouvaient être unis, à
« moins que le dernier ne fût opprimé et faible, parce que
« recevant la même éducation, les mêmes principes, ils avaient
« des intérêts différents, parce qu'ayant les mêmes besoins,
« ils n'avaient pas les mêmes ressources ; que les arts, le
« commerce, les petites passions qu'ils font naître jettent dans
« tous les cœurs des rivalités et la haine ; parce que dans une
« ville agitée par des factions, où la liberté paraît toujours
« attaquée, toujours dans la nécessité d'être défendue, elle ne
« peut l'être qu'en inspirant le fanatisme de la liberté et que
« cette passion germant dans les cœurs des natifs comme dans
« ceux des citoyens ne peut s'arrêter dans ceux-là dans les
« limites que voudront leur prescrire ceux-ci ; qu'il faudrait
« alors la réprimer par des lois violentes et que des lois

« violentes sont destructives dans un petit Etat. Je cherchais
« donc des moyens qui, en conservant des distinctions qu'on
« pouvait croire utiles, pouvaient unir tous les membres de
« l'Etat entr'eux et rendre le gouvernement moins étranger
« aux natifs, sans le rendre plus populaire: Je consultai des
« amis, je fis communiquer mes idées à un magistrat ; ce fut
« en vain et je le craignais ; c'était de ces projets dont j'étais
« occupé quand vous avez daigné vous occuper de moi. J'avais
« éprouvé que la loi de Solon qui ne permettait pas de demeurer
« neutre au milieu des dissensions, était non seulement une
« bonne loi politique, mais encore une maxime de prudence.
« Pour n'être pas suspect aux citoyens, pour ne pas être
« regardé comme un traître, il fallait parler comme eux ; il
« fallait donner aux natifs les noms de séditieux et d'ingrats,
« et je ne le pouvais pas. Déjà les natifs avaient cru mon
« inaction l'effet de la crainte, ma modération leur paraissait
« lâcheté, il fallait prendre un parti, je le pris et ce fut encore
« celui que je croyais le plus faible. Mais dans ces circonstances
« même n'ai-je pas toujours recommandé la modération,
« l'amour de l'ordre, l'équité, le dévouement à la patrie ? Ai-je
« été dans des assemblées échauffer les esprits, ai-je jamais
« inspiré de coupables desseins ? J'ai vécu avec ceux qui m'ont
« condamné dont quelques-uns me plaignent peut-être et
« d'autres me trahissent avec ceux que j'ai voulu servir et
« ceux dont je partage le sort, qu'il y en ait un qui cite de moi
« un discours, un écrit, un fait contraire à ce que j'avance,
« qu'il le prouve et je me reconnais coupable.

« Et c'est moi que l'on transforme en conspirateur, en
« séditieux, en homme avide de sang, en ennemi de la patrie !
« S'il est des personnes qui aient pu m'en accuser, ce sont-
« elles qui le croient le moins ; j'en appelle à leurs consciences,
« si la vérité peut s'y faire entendre encore.

« Mais pour opprimer des hommes dont les prétentions
« alarmaient, il fallait ébranler l'imagination par la crainte
« d'un complot affreux, il fallait créer des monstres pour faire
« sentir la nécessité de les combattre. Ce ne sont pas des
« crimes qui nous ont perdu, c'est le dessein de nous perdre
« qui fit nos crimes, il a fallu nous calomnier pour nous punir.
« Et ces citoyens qui durant leurs dissensions parlaient tous
« d'humanité, d'indulgence, de support, d'équité ; ces soutiens
« de la liberté n'ont pas dédaigné de prendre pour eux les
« leçons qu'un tyran donnait à son fils pour retenir sous son

« empire de nouveaux sujets, ils ont abattu les têtes des pavots
« qui s'élevaient au-dessus des autres.

« Mais voyons cet édit où se trouve notre sentence. Qui a
« été notre juge ? le souverain. Et ce juge a-t-il entendu les
« témoins ? A-t-il vu les dépositions, les faits qui nous accu-
« sent, les pièces qui les prouvent. Non ? Et l'on n'a pas craint
« d'avilir le souverain en le faisant décider sans connaissance,
« et l'on charge la conscience de ceux qui le composent de la
« condamnation de huit de leurs compagnons qu'on accuse,
« mais dont on ne justifie point les accusations ! On oublie les
« principes du gouvernement, ceux de la justice criminelle,
« ceux de la religion ; on fait du législateur un juge et un
« juge aveugle qui prononce sur des préventions, sur des
« soupçons, sur des craintes vagues et cela parce qu'on crai-
« gnait de ne pas trouver coupables ceux que l'on voulait
« bien redouter, ceux qui alarmaient l'esprit de domination.
« Monsieur, je me tais sur les conséquences qui résultent de
« ceci. Et quelles sont ces accusations ? Moi, j'ai fait des
« machinations pernicieuses ; j'ai annoncé par mes discours,
« par mes démarches des desseins de violence ; j'ai voulu
« m'opposer au cours de la justice ; j'ai fait, j'ai répandu
« des écrits séditieux, remplis de faits faux et d'insinua-
« tions calomnieuses ; j'ai tenté de corrompre la fidélité des
« sujets de l'Etat : Monsieur, je dois vous sommer de
« prouver ces faits ; montrez que j'en ai commis un seul et
« je veux être puni comme coupable de tous. Mais si
« vous ne pouvez apporter des preuves, s'il n'en existe pas
« pour des crimes imaginaires, quel nom voulez-vous que
« je donne à ceux qui font du souverain l'organe du men-
« songe, qui font parler aux lois le langage du plus lâche
« calomniateur.

« Je suis donc déclaré criminel de lèse-majesté au premier
« chef : pourriez-vous, Monsieur, m'apprendre ce que c'est
« que ce crime à Genève ? Je crains bien qu'il n'y soit
« comme sous le tyran Tibère le crime de ceux qui n'en ont
« point commis, je crains bien que ce ne soit celui d'être le
« plus faible. S'il existe dans vos murs de tels criminels, je
« dirai, et tout homme juste le dira après moi, ce furent ceux
« qui ne craignirent pas de violer la loi pour opprimer leurs
« compatriotes, qui les massacrèrent de sang-froid, qui
« aimèrent mieux porter le poignard dans le sein de leur
« patrie, exposer ses enfants à s'égorger les uns par les

« autres plutôt que de partager avec leurs frères quelques
« prérogatives.

« Et vous pouvez sans rougir nous vanter votre odieuse
« clémence, vous avez pu vous flatter que nous la reconnai-
« trions jamais! Non, elle n'est dans vous qu'une injustice de
« plus; elle n'est pas ici la crainte d'avoir à punir des cou-
« pables, elle est celle de trouver des innocents.

« Vous avez eu, dites-vous, la satisfaction de voir que le
« plus grand nombre des natifs s'est montré fidèle et obéissant.
« Faites-moi la grâce de m'apprendre comment vous avez pu
« distinguer les *fidèles* et les obéissants de ceux qui ne
« l'étaient pas? Ne sont-ils pas tous soumis à vos ordres
« portés même par des hommes qu'ils regardaient comme
« leurs ennemis? Armez-vous ou rendez vos armes, leur disait-
« on, et ils se sont armés ou ont rendu leurs armes. Ceux
« qui pensaient qu'en donnant la mort à quelques bourgeois
« qui les en menaçaient, ils usaient de représailles et n'exer-
« çaient qu'une vengeance juste, ne retirèrent-ils pas leurs
« armes au moment qu'un magistrat le leur ordonna. Ceux-
« mêmes que vous avez *enjoint de se retirer incontinent* et
« qui n'étaient pas déjà détenus, ne se sont-ils pas rendus à leur
« quartier, n'ont-ils pas obéi comme les autres? Où sont donc
« les rebelles? Et vous avez pu vous exprimer ainsi dans un
« édit, et dans un édit où vous nous reprochez des écrits rem-
« plis de faits faux et d'insinuations calomnieuses!

« Lorsque vous obligez les natifs à jurer qu'ils seront fidèles
« à l'Etat, obéissants aux magistrats, vous les forcez à se
« calomnier eux-mêmes; et lorsque vous voulez qu'ils jurent
« qu'ils seront soumis spécialement au présent édit, vous pro-
« fanez la sainteté du serment. Quoi! vous voulez que des
« hommes persuadés que leurs prétentions étaient justes, légi-
« times, utiles au bien de la patrie, les regardent comme
« absurdes, chimériques, pernicieuses, parce que vous décidez
« qu'elles sont telles! Vous voulez qu'un commandement des-
« potique amène la persuasion dans des matières de discussion
« et de raisonnement et sur des hommes que vous n'osez
« appeler des sujets! Vous voulez qu'ils regardent comme
« atteint d'un crime capital celui qui parlera de ce qu'ils ont
« été, de ce qu'ils sont, de leurs droits, de vos injustices,
« vous voulez qu'ils signent l'exil de huit compatriotes de leurs
« amis, d'hommes qu'ils savent innocents, qu'ils les recon-
« naissent criminels lorsque tout leur crime est d'avoir voulu

« les servir? Vous les forcez de le faire, ou de renoncer à
« leur patrie, à leur famille, à leurs liaisons, à leurs établis-
« ments; et vous appelez cela des lois équitables, l'exer-
« cice d'une autorité légitime? Et ce sont là les *armes* dont on
« se sert pour combattre un système absurde, lorsqu'on se
« vante d'avoir pour soi tout le poids, toute la force des rai-
« sons, toute l'autorité des preuves? Et vous voulez que
« l'homme désintéressé ne soupçonne pas que toutes vos rai-
« sons se réduisent à la force?

« Il subsistera cet édit, vous le déclarez perpétuel, et c'est
« tout ce que pouvait désirer notre vengeance. Il ira attester
« à la postérité qu'il est l'ouvrage de la passion et de la vio-
« lence; il conservera les noms de ces victimes innocentes de
« ce qu'ils ont cru le bien public; il fera désirer de connaître
« les faits qui les justifient; on apprendra comment on leur
« inventa des crimes pour se donner le droit de les opprimer;
« comment on déchira leur réputation sur des soupçons inspirés
« par une haine aveugle; comment on punit en eux des
« desseins qui les eussent assurés de l'impunité, s'ils les avaient
« en effet formés, ou qui du moins eussent fait acheter à leurs
« ennemis le droit d'être injustes au prix de leur sang; il
« apprendra que pour n'être pas punis comme coupables, il
« faut oser l'être; que les natifs ne l'ont été que pour avoir
« faiblement imité ceux qui les insultent aujourd'hui! Il dira
« aux nations quels furent les ennemis de la patrie, ou ceux
« qui désiraient qu'elle ne renfermât plus que des frères
« unis par les liens de l'égalité, ou ceux qui préparèrent sa
« ruine en arrachant de son sein ceux qui aidaient à sa pros-
« périté, en la rendant odieuse à ceux qui y restent encore,
« en la peuplant d'ennemis.

« Car enfin, qu'avez-vous fait? Vous avez les armes à la
« main, vous avez fait des règlements, vous avez dicté des
« lois; mais avez-vous changé les cœurs? Vous en avez arraché
« l'amour de la patrie, vous y avez semé le désespoir, le res-
« sentiment, le désir de la vengeance. Vous les avez divisés
« par la haine et les calomnies. Pouvez-vous vous dissimuler
« que ce qu'éleva la violence peut être renversé par la vio-
« lence? Condamnés à une inquiétude éternelle, vous règnerez
« par la crainte ou vous succomberez sous votre propre fai-
« blesse, vous ferez du Genevois un peuple d'espions, de
« délateurs et d'esclaves, vous ferez d'une ville libre un cachot
« où vos prisonniers épieront le moment où vous serez occu-

« pès de vous-mêmes pour vous accabler du poids de leurs
« fers.

« Je détourne mes regards de ces images affligeantes. Per-
« mettez-moi, Monsieur, de faire encore une réflexion. Il fut
« un temps où réduit à craindre vos concitoyens, vous vous
« éloignâtes de votre patrie. Ils vous accusaient d'avoir attenté
« sur leur liberté, d'avoir corrompu les principes du gouver-
« nement, d'avoir violé les lois, altéré l'indépendance de
« l'Etat : si l'on vous eût jugé alors sur des préventions, sur
« des craintes, sur des soupçons ; si l'on eût consulté la
« haine comme on l'a consultée pour nous, vous auriez été
« déclaré *criminel de lèse-majesté au premier chef*, et l'on
« eût appelé cet acte, un acte de justice. Cependant vous
« réglez, vous tenez les rênes de l'Etat, et nous sommes
« proscrits ! C'est ainsi que des hommes cruels font à leur
« gré des innocents et des coupables ; ils gémiront peut-être
« un jour sur leur triomphe, et c'est en versant des larmes
« sur notre condamnation qu'ils prouveront qu'ils ont encore
« des cœurs citoyens.

« Grand Dieu ! c'est moi que l'on accuse d'avoir voulu ren-
« verser ma patrie ! moi qui n'en pouvais entendre le nom
« sans une émotion involontaire ; moi, qui consacrais à sa
« gloire le fruit de mes veilles, moi qui lors même qu'elle me
« rejetait de son sein, versais des larmes sur elle ; moi, que
« son souvenir déchire, dans qui il triomphe encore du désir
« de la vengeance ; moi, qui ne puis m'arracher au sentiment
« amer qu'elle n'est plus pour moi ! Une consolation me reste,
« j'y laisse des hommes injustes qui m'ont accablé, mais, j'y
« laisse aussi des âmes honnêtes et sensibles, des hommes qui
« m'estiment et me plaignent, des amis : j'aime à me rappeler
« ce moment où je jouis des regrets de ceux-mêmes qui
« venaient de me condamner, où ils confondirent leurs larmes
« avec les miennes, m'ouvrirent leurs bras, me pressèrent
« pour la dernière fois contre leur sein. O mes amis ! je ne
« vous oublierai jamais, puissiez-vous être heureux, puissiez-
« vous mériter votre bonheur ! C'est le dernier vœu que forme
« mon cœur.

« Pardon, Monsieur, j'oublie que c'est à vous que j'écris :
« je rendrai ma lettre publique, mon jugement l'a été, ma
« défense doit l'être : j'attendrais cependant quelques jours
« pour savoir si l'on ne daignera point m'apprendre sur quelles
« preuves on m'a jugé. J'espère entrer dans de plus grands

« détails sur ceux qui partagent mon sort, sur moi, sur les
« causes de la révolution dont nous avons été les victimes ;
« mais je laisserai au temps à calmer l'agitation que ce sou-
« venir me cause, je veux pouvoir dire la vérité sans passion,
« et s'il est possible sans intérêt personnel.

« J'ai l'honneur d'être, Monsieur, avec toute la consi-
« dération que vous méritez par votre âge, vos lumières, vos
« vertus,

« Votre très humble et très obéissant serviteur.

« Jean-Pierre BÉRENGER.

« Tônex, ce 12 mars 1770. »

Le premier syndic *Cramer* soumit cette lettre au Conseil qui, dans sa séance du 14 mars, estima qu'elle contenait l'aveu et l'approbation d'un système tendant à la destruction de la Constitution de la République et la confession d'ouvrages ayant contribué à persuader ce système et à exciter le mouvement dont la ville a été agitée de la part des natifs. Cela seul, ajouta le Conseil, peut suffire pour justifier l'expulsion du dit Bérenger et de ses sectateurs. Puis le Conseil avisa que quant à présent il n'y a rien à faire et qu'il suffit d'envoyer copie de cette lettre au Ministre de la République à Paris.

Dans l'intervalle nécessité pour cette transmission, la lettre de Bérenger était imprimée à Versoix et répandue dans la ville. Le Conseil s'en montra si vivement froissé qu'il résolut, en séance du 9 avril 1770, de communiquer l'imprimé de Versoix au Procureur général pour obtenir ses conclusions.

Ces conclusions furent défavorables à Bérenger.

Le 10 avril, lecture est donnée en Conseil de l'imprimé de Versoix (1). Sur le vu des conclusions du Seigneur Procureur général, l'avis, en deux tours, a été de condamner le dit imprimé à être lacéré et brûlé par l'exécuteur de la haute justice devant la porte de l'Hôtel de Ville, comme un libelle

(1) *Mémoire justificatif pour les natifs de Genève*, in-8°.

outrageant le Petit, Grand et Général Conseils de la République, calomnieux envers les citoyens et bourgeois, et dans lequel l'auteur paraît n'avoir d'autre but que de ramener le trouble et le désordre dans l'Etat. Suit, après cette sentence, la formule d'usage d'expresse inhibition et défenses aux libraires, imprimeurs, colporteurs, etc.

.
Comme on le voit, Béranger ne fut pas plus ménagé que Jean-Jacques Rousseau et cela pour avoir simplement réclané et soutenu l'attribution en faveur des natifs de l'égalité des droits politiques.

* * *

L'émigration des natifs à Chêne, Ferney et à Versoix jeta l'épouvante dans Genève. Aussi voyons-nous le Conseil de Genève aviser aux moyens de la prévenir. Le 14 mars 1770, il déclarait que l'article du règlement qui défend aux ouvriers de s'établir en pays étranger plus près que de trente lieues, sous peine de cassation de maîtrise et de mille florins d'amende, sera exécuté. Le Conseil reconnut ensuite « que tout moyen « violent irait à contre-fins, qu'on ne doit employer que des « moyens doux, qu'on doit faire ses efforts pour procurer des « bons traitements aux natifs de la part des bourgeois et qu'il « convient d'accélérer à cet effet la publication qui fut résolue « le 12 de ce mois. »

Les 12 et 13 mars, le Conseil délibère sur la restitution des pistolets saisis sur les natifs ; le 20 même mois, il transmet au Ministre de la République à Paris une *Lettre anonyme d'un natif* qui présente des réflexions sur l'édit du 22 février, les suites qu'il peut avoir, un pronostic des conséquences de l'établissement de la ville de Versoix, enfin, un projet d'arrangement pour remédier aux maux dont se plaignent les natifs.

Le 30 mars, il envoie un Seigneur Auditeur à Chêne pour rassurer les natifs au sujet de ses dispositions à leur égard.

Les natifs et leurs partisans disséminés autour de Genève représentant un groupe de sept cents personnes se montraient fermes et résolus. Les chefs exilés, réunis à Versoix, exprimèrent leur vœu par une *Lettre circulaire* adressée au Conseil et qui, imprimée à Versoix, fut répandue dans la ville, toujours au grand désappointement du Conseil. De l'enquête ordonnée, il résulte que ce document a été introduit à Genève par la fille *Dejean*, hôte du *Logis-Neuf* de Sécheron ; on en saisit un certain nombre d'exemplaires chez une femme *Duchêne* et chez un sieur *Bosson*. Ce dernier les tenait d'un nommé *Daloz*, domestique de M. de Voltaire. Tous ces exemplaires furent remis en chancellerie pour y demeurer supprimés.

Le 30 mars, cette *Lettre circulaire* est lue en Conseil, déferée au Procureur général, puis condamnée à être lacérée et brûlée par l'exécuteur de la haute justice devant la porte de l'Hôtel de Ville « comme un libelle séditieux, contenant des maximes « et des prétentions déjà manifestées dans plusieurs ouvrages « condamnés et flétris comme tendant à détruire la Constitu- « tion, lesquelles ont été spécialement prosrites par l'édit du « 22 février dernier, dans lequel libelle les auteurs avancent « des faits faux et publient des calomnies atroces, tant contre « le Conseil, que contre un tribunal respectable et contre les « citoyens et bourgeois. »

D'autres écrits publiés par les natifs eurent la même destinée, c'est-à-dire *lacérés*, *bâtonnés*, puis *brûlés*; les moins importants étaient simplement saisis et supprimés. Outre ceux indiqués dans cette notice, les registres du Conseil nous ont fourni cette nomenclature :

Chansons en forme de dialogues, imprimées, condamnées le 10 janvier 1770.

Le Citoyen exilé ou l'Exposé des procédures et d'un jugement unique de l'esprit duquel dérive l'origine des troubles présents et à venir de la République de Genève, imprimé à Versoix, dite la Nouvelle-Choiseul, 1770, signé par Jean Bacle (in-8°, 128 pages), brûlé le 16 mai 1770.

Edit de la République de Genève, pour servir d'éclaircissement au présent édit, 1770 (in-12, 39 pages), brûlé le 11 juin 1770.

Mémoire justificatif pour les citoyens de Genève connus sous le nom de natifs, avec cette épigraphe :

La loi dans tout Etat doit être universelle

Les mortels quels qu'ils soient sont égaux devant elle.

(VOLTAIRE. *Poème sur la loi naturelle*, partie 4, 1770.)

Ce mémoire est signé *Bovier*, avocat au Parlement de Grenoble (151 pages, in 8°), brûlé le 3 juillet 1770.

La Vérité développée ou Réplique à l'auteur de la Réponse aux remarques, etc., par Goudet, bâtonnée et lacérée le 2 avril 1777.

Eloge de l'appel, par un ancien natif devenu citoyen, lacérée et brûlée le 25 mars 1777.

Lettre d'un natif à un bourgeois de ses amis, lacérée et brûlée le 19 avril 1777.

Dialogue entre un bourgeois représentant et un natif, lacérée et brûlée le 19 avril 1777.

Plaidoyer du S^r Du Roveray.

Examen politico-patriotique, par Jacques-Daniel Berlie, lacéré et brûlé le 12 mai 1777.

Lettre de M. P. à M. le P. V., lacérée et brûlée, 1778.

Premier coup d'œil ou Notes sur la déclaration de prétendus

constitutionnaires, du 9 novembre 1780, lacérée et brûlée le 4 décembre 1780.

Le Postillon de la liberté, lacéré et brûlé le 25 mars 1780.

Mes Vœux ou les Etrennes du Magnifique Conseil à la patrie pour l'année 1781, lacérée et brûlée le 3 février 1781.

A Monsieur le Général de la neutralité mensongère de la Ville et République de Genève, lacérée et brûlée le 23 juin 1781.

Catilinaire moderne suivie de notes historiques, 10 juin 1781, lacérée et brûlée le 25 juin 1781.

Les Ressources de la politique, lacérée et brûlée le 20 août 1781.

Dialogue sur l'ostracisme et les questions du jour, 27 septembre 1781.

Divers libelles recherchés, imprimés à Carouge, chez Jean Thomas.

Réflexions d'un citoyen patriote sur le projet de conciliation du M. P. Conseil, 1781, supprimée.

Remarques d'un citoyen sur la réponse du Magnifique Conseil, du 18 mai 1781, supprimée.

Réponse à la seconde lettre à un natif représentant, 8 juin 1781, supprimée.

La Brochure sans titre, supprimée.

Requête Rillet, Théodore, adressée au Magnifique Conseil des Deux-Cents, supprimée.

Réquisitoire du Procureur général (10 août 1781), impression interdite.

Une brochure qui ne doit pas être attribuée à Béranger est la *Réponse* que fit le *Cercle de la Liberté* le 4 octobre 1781. Elle est signée B., secrétaire (brochure in-8°). Le procès-verbal de la séance du 12 octobre relate un verbal du sieur auditeur Argand, du 9 octobre, au sujet de la perquisition

qu'il a faite inutilement de ce libelle, et la condamnation de cette publication à être lacérée et brûlée devant la porte de l'Hôtel de Ville par l'exécuteur de la haute justice, comme étant un libelle infâme et calomnieux, attentatoire à l'honneur des Conseils, et contenant des personnalités odieuses contre des personnes respectables et un grand nombre de particuliers. Arrêté de plus que l'information pour découvrir les auteurs, imprimeurs et distributeurs, sera continuée.

Cette brochure doit avoir été écrite par Abraham-Gédéon Binet, auteur d'un imprimé intitulé : *Très humble et très respectueuse Représentation*, adressée aux Seigneurs Syndics par A.-G. B., que le Conseil condamne à la suppression le 26 mars 1781.

Bérenger fut malmené dans une *Réfutation anonyme au Mémoire des citoyens de Genève connus sous le nom de natif*. Cette réfutation, due à la plume d'un de ses violents adversaires, fut imprimée à Genève. Elle porte la date du 30 mai 1770 avec ce titre : *Lettre d'un citoyen de Genève à l'éditeur de la « Gazette de Leyde »* (64 pages in-8°). « Le men-
« songe, dit l'anonyme réfuteur, passe souvent pour vérité
« à travers les brillantes antithèses ; c'est en quoi M. Bérenger
« paraît très ingénieux. » — Puis il continue sur ce ton non moins aigre : « Chacun de ses écrits a porté un coup funeste
« par la raison même qu'ils venaient de lui et qu'on le suivait
« comme un vrai prophète, sans examiner les faux titres de
« sa mission, en les comparant avec l'inconséquence de ses
« principes. Sa lettre du 10 août 1769 à M. J.-André de Luc
« est peut-être de ses écrits celui qui a fait le plus de mal. On
« lit cette phrase à la pénultième page : « On méprise peut-
« être leur faiblesse (des natifs), mais ceux qui sont faibles
« aujourd'hui peuvent ne pas l'être demain. » C'était leur dire
« indirectement : Profitez de la sécurité qui vous favorise,

« liez bien votre partie ; le temps est un grand maître, vous « viendrez à bout de tout. » — Et l'anonyme écrivain poursuit : « Quoique M. Béranger traite de calomniateur qui- « conque garde l'anonyme, j'espère que son autorité n'aura « pas plus de poids qu'elle ne mérite. J'ai de bons garants ; « ceux de M. Béranger ne sont qu'au bout de sa plume ; on a « vu ce qu'on doit en penser. »

Ces lignes acerbes de l'ennemi de Béranger démontrent l'importance qu'on attribuait à notre historien dans le camp opposé ; elles révèlent en même temps la persévérance et la franchise de celui contre qui elles étaient dirigées et qu'à tout prix on s'efforçait de vouloir perdre dans l'opinion publique.

Cet écrit , spécialement dirigé contre la personne de Béranger, était l'œuvre d'un magistrat genevois, voilé sous la personne du sieur Jean-Antoine *Comparet*, secrétaire de la Bourse française. Le procès-verbal de la séance du Conseil, du 13 juillet 1770, fait mention du rapport de MM. les syndics *Rilliet* et *Sales*, chargés de l'enquête au sujet de cette publication, lequel constate l'aveu du sieur *Comparet* et la saisie de quelques centaines d'exemplaires de la *Lettre*. La séance du 20 juillet contient une nouvelle déclaration de *Comparet*, au domicile duquel un grand nombre d'exemplaires avaient été trouvés. Il répondit « qu'il pourrait nom- « mer plusieurs auteurs de ces notes, mais qu'il aimait mieux « prendre sur lui et s'exposer à la peine de cette faute que de « les déclarer. »

Comparet fut, séance tenante, condamné à une forte censure et à trois jours de prison.

Le Conseil a ensuite procédé au jugement de cet imprimé diffamant pour le magistrat et pour Béranger. Voici cette curieuse sentence :

« Vu les conclusions du sieur Procureur général, mesdits
« Seigneurs ont condamné ainsi qu'ils condamnent à être
« *supprimé, bâtonné et lacéré* comme un libelle, et notamment
« les notes, dans lequel l'auteur, au mépris de l'édit du
« 22^e février dernier et de la publication du 2^e avril suivant,
« imprimée et affichée, *fait des reproches injurieux aux natifs*
« *en général et nommément à quelques-uns d'entre eux, le dit*
« *libelle contenant de plus des insinuations odieuses propres à*
« *inspirer la défiance, à fomenter la discorde et à troubler la*
« *tranquillité pnblique.* »

(Suivent les inhibitions contre les introducteurs, libraires, imprimeurs, colporteurs.)

Comme on le voit, les larges idées politiques et philosophiques de Bérenger devaient lui susciter bien des déboires de la part d'un gouvernement au tempérament aussi vétilleux, craintif et stationnaire que l'était celui de Genève.

Bérenger, alors retiré provisoirement à Lausanne, consacra tout son temps aux travaux littéraires, politiques et historiques. Au nombre des travaux composés loin du sol natal, il faut citer l'*Histoire de Genève depuis son origine jusqu'à nos jours* (6 volumes in-8°, publiés sous le titre de : *Genève, 1772-1773*). Cet ouvrage porte pour épigraphe : « *Admiranda tibi levium spectacula rerum. Georg. Lib. IV.* »

La préface est admirable dans sa grande simplicité. L'auteur affirme son impartialité dans ces nobles paroles :

« Un historien doit être le prêtre de la vérité et cette fonction auguste doit lui élever l'âme et lui aider à écarter au loin le nuage que les préjugés ou les passions forment autour de lui. »

L'apparition des premiers volumes de cet ouvrage philosophique où l'auteur donnait beaucoup plus de développements à l'histoire contemporaine qu'à l'histoire ancienne, mit

en grand émoi le Conseil genevois. Le 14 août 1772, sur le rapport fait que dans la *Gazette de Berne* n° 65, il y a un avis qui porte que M. Grouner reçoit des souscriptions pour la nouvelle *Histoire de Genève du célèbre exilé M. Béranger*; il arrête « d'écrire à nos alliés de Berne pour les prier de
« vouloir bien donner des ordres à l'éditeur de la *Gazette*
« pour qu'il n'y soit rien inséré qui regarde notre Etat. »

En séance du Conseil du 21 août, lecture a été faite « d'une
« lettre de nos alliés de Berne du 17 de ce mois, par laquelle
« ils témoignent qu'ils ont été fâchés d'apprendre que le
« Gazetier se fut ingéré d'insérer dans sa gazette l'avis dont
« le Conseil s'était plaint au mépris des défenses précédentes,
« et qu'ils lui ont fait les reproches convenables, lui intimant
« de nouveau qu'il ait à s'abstenir de faire insérer dans sa
« gazette aucun article relatif à notre Etat. »

Le 22 août, noble Turretini, seigneur, ancien syndic, a communiqué au Conseil une lettre que M. l'avoyer Sinner lui a écrite le 21 de ce mois, qui mande « que le gazetier *Durand*
« avait déclaré qu'il n'avait inséré dans la gazette l'avis dont
« le Conseil s'était plaint, que conformément à l'avertisse-
« ment que le libraire *Teron* lui avait envoié, et en étant
« opiné, l'avis a été que M. le Premier mandera les frères
« Teron pour les censurer de la part du Conseil, et noble
« Turretini a été chargé de remercier M. l'avoyer Sinner de
« la part du Conseil de son attention. »

Jacques Benjamin *Teron* fut censuré le même jour comme coupable de s'être occupé de la souscription à l'*Histoire de Béranger* et surtout pour avoir ajouté la qualification de *célèbre* à l'avis envoyé par lui à la *Gazette de Berne*.

Le 5 décembre 1772, le Conseil arrête que l'ouvrage de Béranger, dont on attend la suite, sera déféré au sieur Procureur Général. Même décision prise en séance du 15 janvier

1773, avec ordre de *saisie*, pour trois nouveaux volumes d'une brochure intitulée *le Patriotisme*, d'un *Commentaire sur le projet d'Edit* et de toutes autres brochures sur lesquelles les sieurs auditeurs *Jolivet, J.-L. Pictet*, et *Dentand* rapportèrent le 16 janvier et le Procureur Général le 6 février.

Le Conseil apprenant que Béranger est venu clandestinement à Genève en deux ou trois fois décide que, s'il reparait, il sera saisi et réduit incontinent dans les prisons (séance du Conseil du 23 janvier 1773.)

Les conclusions du sieur Procureur Général sur l'Histoire de Genève furent déposées en séance du Conseil du 8 février 1773 ; de suite on passa au jugement.

L'Histoire de Genève (!) fut condamnée « à être lacérée et
« brûlée par l'exécuteur de la haute justice devant l'Hôtel de
« Ville comme un ouvrage diffamatoire, contenant un grand
« nombre de faits faux ou altérés et calomnieux, tendant à
« troubler la tranquillité publique, contraire aux lois de
« l'Etat, composé dans le dessein odieux d'inspirer la défiance
« contre le gouvernement en représentant l'administration
« comme suivant dans tous les temps et constamment au
« projet criminel d'usurper les droits du Conseil général,
« attentatoire à l'honneur de plusieurs magistrats respecta-
« bles et de plusieurs citoyens, outrageant par les traits les
« plus audacieux les puissances amies ou alliées de la Répu-
« blique et leurs ministres qui lui ont donné des preuves
« multipliées de leur précieuse bienveillance. »

(Suivent les expresses inhibitions aux détenteurs, imprimeurs, libraires, colporteurs, etc.)

Ce jugement reçut exécution le 8 février 1773.

Tel fut le sort réservé à une œuvre dont le capital défaut était d'exciter au sein du peuple des idées de réveil que les

membres du gouvernement avaient tout intérêt à étouffer dans leur germe (1).

Les familles genevoises de cette époque aspiraient à une aristocratie absolue ; d'autre part la vénérable compagnie des pasteurs, véritable bras séculier, devenait un précieux auxiliaire au maintien du régime sous lequel le peuple genevois était forcé de fléchir. Les uns redoutaient l'explosion des idées philosophiques pour la perte de leurs charges et partant de là celle de leur ascendant sur la masse, les autres combattaient par tous les moyens cette révolution naissante pour les idées de parfaite égalité, dans la crainte qu'elle ne devînt fatale à l'autorité ecclésiastique et à certaines croyances religieuses.

Cette situation est dépeinte dans cette maxime d'une *défense apologétique* : « Point de noblesse reconnue dans nos familles les plus apparentes et point de roture dans celles qui le sont le moins. » Une brochure qui parut en ce temps d'agitation des esprits avait traduit cette pensée par ce vers satirique :

*Qu'il soit du haut, qu'il soit du bas
Genevois ne se distingue pas.*

Béranger avait touché la corde sensible en ce qui se rapportait à la domination des familles de l'ancienne magistrature ; de la plus modeste à la plus élevée elles se targuaient de leur noblesse héréditaire. L'écrit les *Penseurs* résumait le sentiment de tous et c'est encore cette pensée qui prévaut aujourd'hui : « Tout le monde sait que la plupart de nos familles genevoi-

(1) Etrange parallèle, les *chansons du poète français Béranger* furent prosrites en 1821. Sur la demande de la Compagnie des Pasteurs, ces chansons furent déferées au Procureur général et, par suite, les libraires genevois prirent l'engagement de ne pas vendre cet ouvrage.

« ses sont très modernes ; que les unes tiennent leur origine
« du commerce et les autres de professions peu honorables,
« et dans le très petit nombre qui datent de plus loin, il en
« est bien peu qui aient des prétentions si saillantes. Tout le
« monde sait encore que la plupart des familles tiennent plus
« ou moins à d'autres familles qui vivent dans l'obscurité du
« travail de leurs mains. »

La *noblessomanie* de divers chefs des anciens novateurs de Genève et de plusieurs autres membres ou partisans de la bourgeoisie de cette ville est admirablement dépeinte dans les *Notices biographiques* du baron de Grenus, publiées à Genève en 1849, à l'article E de l'appendice, page 211 et à l'article F page 213. Cet auteur prouve que les familles de la magistrature de Genève n'avaient point de prétentions nobiliaires dans le XVII^{me} siècle et en ont quelquefois manifesté d'exagérées dans le XVIII^{me}.

On doit maintenant comprendre la raison pour laquelle les recherches historiques étaient peu favorisées à Genève. Ces études se mêlaient au mouvement politique en ce que leurs auteurs voulaient trouver dans les anciens titres des preuves des antiques libertés et des armes contre les usurpations de l'aristocratie. Inévitablement, Béranger dut froisser les sentiments hautains de cette caste, ce qui explique l'intérêt que l'on prit à faire tomber dans l'oubli son *Histoire de Genève*, que l'on taxa d'œuvre exagérée, partielle et même mensongère. Ce fut, du reste, le sort réservé à tous les écrits qui tendaient à instruire le peuple de ses droits politiques ou qui étaient reconnus comme entachés de philosophie et, comme tels, dangereux pour les mœurs et la religion (1).

(1) Mademoiselle Octavie *Bourrit*, petite-fille de Béranger, domiciliée à Grange-Canal, commune de Chêne-Bougeries, possède le manuscrit de la

Nos historiens modernes les plus éminents ont rendu justice à l'esprit d'impartialité de Béranger tout en faisant ressortir quelques-unes de ses contradictions contre les abus de l'aristocratie genevoise. Ses reproches, dit *Galiffe*, (*D'un siècle à l'autre*) bien que fondés en principe sont contredits par ceux qui lui échappèrent sur l'intégrité parfaite des magistrats et pour juger sainement la portée de ses écrits démocratiques, il faut voir ceux fort différents dont il les a fait suivre après l'escamotage de Genève par la France révolutionnaire. Après ce jugement, *Galiffe* ajoute : « Les plaintes et les rébellions de la bourgeoisie genevoise au XVIII^e siècle, seraient beaucoup plus intéressantes si cette classe n'avait pas montré à l'égard des habitants et des natifs une dureté et un égoïsme pires encore que tout ce qu'elle avait à reprocher au gouvernement patricien dont les fautes reposaient au moins sur des erreurs sincères et respectables. »

Béranger eut à se défendre contre les attaques du chef du parti des Représentants, François De Luc (1), horloger, membre du Conseil des Deux Cents, auteur de brochures politiques et d'ouvrages dans lesquels il prit la défense de la religion en opposition aux écrits de savants *incrédules*. Une des lettres de Béranger à J.-F. De Luc a été imprimée (2). « Je pensais pas

partie non publiée de l'*Histoire de Genève*. Ces documents, selon indication qui nous en a été fournie dans une lettre du 24 septembre 1882, *n'ont pas été publiés jusqu'ici par discrétion et scrupule à l'égard de certains noms de Genevois vivant encore*. Plus tard, nous dit M^{lle} Bourrit, une publication pourra en être faite ; ces documents sont donc, pour le moment, appelés à rester dans l'ombre.

(1) Né à Genève le 14 mai 1698, mort le 12 mai 1780.

(2) Archives d'Etat de Genève, année 1772, portefeuille V, pièce 12 : Lettre à J.-F. *De Luc*, citoyen et bourgeois de la ville et république de Genève.

« avoir jamais rien à vous dire, je croyais, lui dit Béranger,
« vous laisser en paix, mais vous parlez de moi d'une manière
« si obligeante, avec un style si léger, avec des préventions
« si honnêtes et une bonté si rare qu'il m'est bien permis de
« me débattre un moment avant que vous m'ayez accablé.

« Je ne vous dirai pas ce qu'on attribue avec votre cher
« concitoyen Rousseau (qui par parenthèse vous aime bien
« autant que je vous aime). Vous voulez la guerre, vous
« l'aurez. Vous cherchez la guerre, je ne m'en étonne pas ;
« vos armes se rouillent durant la paix, et il faut bien les
« aiguiser quelque fois. »

Béranger riposte à De Luc au sujet de fausses accusations qu'il a portées contre lui et l'accable ainsi à propos de son ouvrage *« Observations sur les savants incrédules »*.

« Si vous ne l'aviez pas donné, qui aurait jamais pensé à le
« lire ! Il m'en coûte un remerciement, une visite et il me
« fallut en lire quelques pages ; c'était l'acheter assez cher.
« Je ne comprenais rien aux mouvements convulsifs que cet
« ouvrage me donnait, mes bras se raidissaient et s'étendaient,
« mes yeux se fermaient, mon visage s'allongeait, ma bouche
« s'ouvrait, ma tête tombait sur mes épaules : sans doute
« qu'un pressentiment m'annonçait le don d'un ennemi.
« Je m'endormis, et je crus que c'était d'admiration. »

A son adversaire De Luc, Béranger rappelle cette pensée de Rousseau : « Je sens dans mes malheurs que je n'ai pas l'âme haineuse. » « Je le sens comme lui ; après avoir dit ce
« que je pense, je pourrais vous voir avec indifférence, je
« pourrais vous tendre la main, dans un mauvais pas, mais
« je n'aurais jamais la force de faire un tour de promenade
« avec vous, car j'ai assisté deux fois à vos sermons du matin
« et c'est beaucoup, c'est trop sans doute pour un homme
« qui redoute les rabâcheurs et les déclamations violentes,

« qui n'aime pas qu'on voie sans cesse des projets de tyrannie
« dans nos magistrats, prouvés par les actes les plus indiffé-
« rents, par un geste, par un regard, par la manière de se
« rendre à sa chaise percée... »

« Vous dites que j'ai assisté à deux de vos exercices de
« dévotion, *machiaveliste*, c'est dire que je pourrais vous
« accabler de plaisanteries et vous marquer d'un ridicule
« ineffaçable, mais quand vous ne m'épargneriez pas cette
« peine, je me tairais encore et c'est être bien charitable
« envers un homme qui l'est si peu. »

Béranger termine sa lettre en exposant d'avoir été fâché d'être obligé de prendre carton avec De Luc ; « j'aurais, dit-il, toujours respecté votre vieillesse, vos mœurs, des vertus que vous avez pratiquées, si vous vous étiez respecté vous-même, si vous aviez respecté la vérité et l'infortune. »

Cette lettre de Béranger du 6 septembre 1772, signée : *Les citoyens surnommés natifs*, fut transmise au Conseil dans sa séance du 3 octobre 1772, comme contraire à l'article 2 de l'édit de 1768, mais ce corps avisa de suspendre de procéder à son sujet.

* * *

Le mariage de Béranger fut célébré au Pays de Vaud, en l'église de Duillier, le 4 juin 1773. Il épousa Antoinette Lorentz, fille de Gaspard Lorentz (1) (soit *Laurence*, *Laurent*)

(1) Gaspard Lorentz, fils de Jean-Pierre, s'était marié à Genève à Charlotte, fille de feu Gabriel Chatel, citoyen, femme divorcée de Jean Lechaire (1742, 4 juillet, contrat J. Vignier, notaire à Genève). La liquidation de son hoirie a été opérée à Genève le 26 décembre 1782 par acte Jean Vignier, notaire.

Dans les papiers de la famille Béranger j'ai recueilli divers actes, soit titres de propriété et de créance, passés en l'étude *Vignier* et en celle de M^e *Binet*.

de Grossen-Hain, en Saxe, domiciliée à Genève. Ce mariage ne put être transcrit sur les registres de l'Etat civil de Genève, eu égard à l'état de l'époux comme exilé. Le registre du Conseil, séance du 22 mai 1773 mentionne « que M. le
« Premier a rapporté que le nommé *Laurents* était allé chez
« lui pour le prier de signer les annonces de sa fille qui doit
« se marier avec J.-P. Béranger et il a invité à délibérer s'il
« devait signer ces annonces, et l'avis a été qu'il peut les
« signer, et que le dit Béranger doit y être dénommé né à
« Genève et qu'il y sera inscrit ; que le mariage ne pourra
« être béni sur le territoire de la République, et qu'au lieu
« des mots de fiancés et annoncés, il sera mis qu'on permet
« la publication des dites annonces. »

Béranger était alors fixé à Calève, près Nyon ; il y séjournait encore en 1775, ainsi que le constate un acte Goncerut, notaire, du 3 août 1775.

L'épouse de Béranger, charmante personne, avait une instruction bien au-dessus du commun ; ses correspondances recèlent un délicieux caractère, badin parfois ; elles dénotent l'énergie, la fermeté de cette digne femme que Béranger apprécia si vivement aux jours de ses grandes épreuves.

Dans l'une de ses lettres d'invitation à une amie, madame Pellet (1) à Genève, elle lui faisait entrevoir combien les marques de son souvenir lui étaient agréables ; « elles m'ai-
« deront, disait-elle, à supporter notre éloignement ; nous
« nous communiquerons par là nos plaisirs et nos peines.
« Mais tout devient intéressant quand on s'aime ; l'on croit
même partager les uns et adoucir les autres en se les
communiquant. Nous aurons ensuite le plaisir de nous

(1) *Pellet*, imprimeur de la République à Genève (bourgeois de Genève dès 1711).

« embrasser quelquefois ; ton époux voudra bien y consentir,
« c'est à cette seule condition que je lui permettrais de
« m'appeler encore *bougnette* ; fais-le lui bien sentir, afin
« qu'il n'aille pas contrecarrer nos plaisirs quand il nous
« plaira en prendre. Embrasse-le sur le marché, d'abord pour
« toi, parce que tu as le premier privilège et puis pour moi
« parce qu'il est ton époux ; je suis un peu mécontente du
« mien : dans huit jours j'en ai passé quatre sans lui, non
« content de cela il me gourmande ; je crois en vérité qu'il
« est un peu sorcier, car il a beau faire, je l'aime toujours
« plus. Mais mon amitié pour lui n'empêchera pas que je ne
« sente celle que j'ai pour toi et que je m'en occupe souvent.

« Adieu, chère amie, mes amitiés à celui qui doit m'appeler
« *bougnette* conditionnellement. »

La malicieuse *bougnette* prie alors Bérenger d'ajouter quelques mots à sa missive ; il cède au désir si cordialement exprimé et voici ce qu'il ajoute :

« Et l'on veut que je finisse la lettre et je la finirai avec
« plaisir parce qu'elle a été faite pour vous, parce que vous
« devez la lire et que vous penserez à ceux qui vous écrivent.
« Or, je vous dirai que *mon amie* est un peu menteuse : je ne
« l'ai point gourmandée et je ne suis point sorcier. Je ne sais
« comment m'y prendre, je veux qu'elle ne boude jamais,
« et elle ne veut me boudier, je veux lui faire la mine, elle me
« regarde et je cours la baiser. Oh ! en vérité c'est un petit
« démon ou c'est un ange. Je croirais cependant que c'est le
« dernier et voici mes raisons pour le croire. Les anges sont
« ordinairement des messagers de bonne nouvelle et elle
« semble toujours en annoncer ; ses yeux inspirent le plaisir,
« son souris fait espérer le bonheur et c'est ainsi que doivent
« faire les esprits célestes. Mais pourquoi chercher tant de
« raisons, il suffit d'une seule : elle est votre amie, vous

« l'aimez, vous la regrettez, donc elle n'est pas un être mal-
« faisant. Cela me paraît sans réplique, qu'en pensez-vous ?
« Tenez, cousine, elle est devant moi et je ne sais ce que
« j'écris, ce que je pense ; elle m'ôte l'imagination, ma foi, je
« ne puis voir, ni penser qu'à elle.

« Bonjour, aimez-nous bien, faites nos amitiés à votre
« époux. Je finis ma lettre pour baiser les yeux de *mon amie*,
« c'est mon excuse, elle doit vous faire pardonner à la brièveté
« de votre affectionné serviteur.

« BÉRENGER.

« *Mon amie* vous prie de visiter souvent mama et si je
« pouvais ajouter du poids à cette prière, je vous en prierais
« aussi. »

Bérenger fixé à Calève, près Nyon, de 1773 à 1776, devint un intime ami du docteur en droit Jean-Marc-Louis Favre (1), en résidence à Rolle, personnage qui se fit la réputation d'un jurisconsulte sage et éclairé et qui s'attacha à Frédéric-César de La Harpe comme un véritable conseiller et l'un de ses plus actifs correspondants.

Grâce à la bienveillance de M. Charles *Vittel*, l'un des administrateurs de la bibliothèque de la ville de Rolle, trente-neuf lettres de Bérenger nous ont été communiquées et nous ont fourni de précieux renseignements sur la vie de notre concitoyen pour la période de 1773 à 1782. — Il s'occupait, paraît-il, d'une entreprise d'imprimerie pour la production de divers travaux politiques et scientifiques. Cette entreprise comptait un certain nombre d'intéressés au nombre desquels était l'avocat Favre. De Calève, le 14 décembre 1773, il lui

(1) Né à Rolle le 10 février 1733, d'Elisée Favre et de Jeanne-Louise Dufresne, mort en 1793.

expédie, outre d'anciens actes, une copie d'un manuscrit de M. Chouet Jean-Robert (1), écrivain genevois qui fournit à Spon la plupart des matériaux pour son *Histoire de Genève* ; le 4 juin 1775, il annonce à M. Favre qu'il a reçu les *Associés typographes* et les lui adresse pour le règlement de ce qui le concerne. « Je désire, ajoute Béranger, le bien commun de la « Société, je n'exige rien d'elle que ce que votre équité vous « dictera. Je serai fâché de faire mon bien à ses dépens et je « n'en jouirais avec plaisir qu'autant qu'elle trouvera des « des avantages dans le mien, et que j'en trouverais dans le « sien, autant du moins que cela est possible dans la société « politique. »

Toujours de Calève, du 12 décembre 1775, il signale à son ami Favre ses rapports avec *Reverdil* (2) Elie-Salomon-François, qui devint précepteur des princes de Danemark et dont l'ainé, devenu roi sous le nom de Christian VII, créa cet ami de Béranger Conseiller d'Etat et secrétaire de son cabinet particulier. Reverdil fut, dans la suite, lieutenant baillival de Nyon en 1788 et occupa diverses charges publiques. Dans cette longue missive, Béranger s'exprimait ainsi sur sa situation :

« Je consentirais volontiers à n'être jamais rien dans le « Pays de Vaud si cela ne jetait de l'incertitude dans mon « établissement et mes projets mais je ne puis couper sans « imprudence les fils qui pourront m'attirer ailleurs tant que « je ne serai pas sûr de mon état dans ce Pays...

« Mais pourquoi s'opposerait-on à ce que je me fixasse

(1) Ancien syndic, né à Genève le 30 septembre 1642, mort le 17 septembre 1731.

(2) Il était fils du secrétaire baillival Urbain Reverdil, naquit à Nyon, le 19 mai 1732 et mourut à Genève le 4 août 1808.

« ici par une bourgeoisie ? Me peut-on croire un homme dan-
« gereux ? Qu'importent mes principes si je ne les répands
« pas, si je vis solitaire, si je me borne aux soins de mon
« état et de ma famille. Or c'est là ma manière de vivre
« et la seule qui me plaise. Craindrait-on mes écrits ; mais
« en me fixant dans le Pays, c'est m'obliger à ne pas en
« heurter les préjugés, les maximes, les lois ; c'est me
« rendre moins dangereux s'il est possible que je puisse
« l'être. Si j'étais en France, par exemple, je pourrais plus
« librement écrire sur les aristocraties, sur les Gouverne-
« ments en général, sur celui de Berne en particulier. — C'est
« tout ce qu'on peut craindre de moi, mais c'est ce qu'on a
« plus à craindre quand je ne serais pas établi dans ce Pays.

« Et puis, plus je me tâte, et moins je comprends comment
« je puis être à craindre, mais il ne faut pas raisonner quand
« on n'est rien, il faut se soumettre. Eh bien je me tais.

« Je n'ai point montré le portrait de Sophos à son original,
« il ignore qu'il existe ainsi que le roman dans lequel il est
« enchassé. J'aime à rendre justice à mes amis dans le silence
« de ma solitude, mais non à les instruire. Je me flatte que
« vous voudrez bien que je vous range parmi eux, j'en aurais
« plus de plaisir à les faire passer en revue. »

Comme on le voit par la lettre qui précède, l'exilé Bérénger fit quelques tentatives pour obtenir la bourgeoisie d'Etats voisins. (1) De 1775 à 1777, ses correspondances avec M. Favre relatent qu'après ses démarches à Lyon et à Paris, c'est en Suisse qu'il voyait un état plus sûr et le meilleur pour lui. Berne n'accéda pas à sa demande en bourgeoisie vaudoise. —

(1) Lettres à M. Favre des 23 septembre, 28 novembre 1773, 25 janvier et 4 juillet 1776, 22 novembre 1777, Bérénger eut à cette occasion de nombreuses correspondances avec M. *Tschärner* et *Schmidt* et d'autres personnages.

Bérenger, fixé à Lausanne, songeait à retourner à Calève ou à se fixer à Neuchâtel avec l'espérance d'y être admis.

Une brochure qui parut en 1780 ayant pour titre : « *Voyage de Galeg dans la ville de Yenef à Sindif*, » fut tour à tour attribuée à Bérenger et à l'avocat Favre, de Rolle Elle n'était cependant pas leur œuvre. Bérenger signale l'apparition de cet écrit et les suppositions auxquelles il donna lieu dans une lettre du 16 décembre 1780. Sans en nommer l'auteur, il désigne M. de Végobre comme ayant écrit l'introduction. C'est donc par erreur que cette brochure figure à l'avoir des travaux de Bérenger dans l'intéressant *Dictionnaire biographique des Genevois et des Vaudois*, d'Albert De Montet.

L'exil auquel était astreint Bérenger devint pour lui un supplice d'autant plus rigoureux qu'il portait un intérêt suivi aux destinées du pays et qu'il se trouvait séparé de ceux auxquels il vouait une affection sans égale. Vers la fin de 1774, il pensa que le moment était propice pour obtenir une réhabilitation. De concert avec les sept exilés de l'édit de 1770, le 28 novembre 1774, il adresse au Magnifique Conseil une lettre datée de Versoix, pour le prier de proposer au Conseil souverain la suspension de la loi qui les condamnait jusqu'à ce qu'un examen impartial, fait dans les formes juridiques, ait prouvé qu'ils méritaient d'y être soumis. Ils exposaient qu'ayant été condamnés sans avoir été entendus, ils pouvaient avoir recours à la loi qui accordait cinq ans pour purger la contumace.

Le conseil de Genève, qui délibéra sur cette lettre dans sa séance du 7 décembre 1774, fut d'avis de n'avoir aucun égard à son objet et arrêta de n'y faire aucune réponse. Puis le 21 même mois, le conseil donne comme extension à sa décision de mettre un R. majuscule au dos de la requête, comme marque de *Refus* et d'en garder copie.

De Lausanne, le 16 novembre 1777, où il se trouvait en convalescence, Béranger annonçait à M. Favre que des citoyens de Genève sont venus lui rendre visite, qu'ils lui ont témoigné tant de regret de ne pas le voir rendu à sa patrie et qu'ils lui en ont montré la facilité pour y rentrer. J'arrangeai une requête, dit Béranger, telle qu'elle pouvait satisfaire les gens raisonnables sans heurter mes sentiments, et en l'envoyant, je les priai de voir la disposition des esprits. Ils les trouvèrent bien disposés; le premier syndic dit à la personne qui le consulta qu'il se ferait un grand plaisir de me servir sur ce point; d'autres membres du conseil y parurent disposés et les citoyens l'étaient. J'avais donc lieu d'espérer quand la commission s'est rompue, les mécontentements renouvelés et la défiance devenue atroce. Dès lors on s'est trop occupé de ces débats pour que je pusse m'attendre qu'on s'occupât de moi.

* * *

De 1775 à 1779, Béranger donna des leçons, collabora à quelques journaux, fit d'innombrables traductions pour son compte et pour celui de publicistes à l'étranger.

Il publia une géographie de *Busching*, abrégée dans les objets les moins intéressants, augmentée dans ceux qui ont paru l'être, retouchée partout et ornée d'un précis de l'histoire de chaque état. Cet ouvrage imprimé à Lausanne en 1776, chez la Société typographique, forme douze volumes in-8°. On doit conserver les ouvrages enfantés par le génie : il faut multiplier les ouvrages utiles, et tel était celui du géographe Antoine-Frédéric *Busching* que Béranger rendit populaire en diminuant son étendue, en l'améliorant, en le perfectionnant. Béranger avait une haute idée de la science géographique si utile au militaire, au commerçant, au navigateur, au politique.

Il avait le sentiment que l'ouvrage de Busching méritait d'être recherché parce qu'il était plus étendu, mieux rempli que ceux alors connus sur la matière; il ajoute aux vérités, disait-il, il retranche aux erreurs de ceux qui le précédèrent : il est le fruit d'un long travail, du bon sens éclairé : on y voit de l'ordre, de la sagesse dans le choix des auteurs qu'il suit comme dans ses réflexions, de l'exactitude dans les descriptions de ce qu'il a vu lui-même ; c'est enfin le meilleur livre de géographie qu'on ait eu encore.

La traduction de Bérenger fut critiquée sur plusieurs points par l'auteur d'une édition traduite de l'allemand, tirée à Strasbourg en 1785, parce que Bérenger, en vue de jeter plus de clarté et plus d'intérêt sur son œuvre, avait fait précéder la description de chaque État d'un tableau du gouvernement régnant, avec un précis rapide des révolutions qui ont fait l'État ce qu'il était au moment de la publication.

Bérenger collabora à un remarquable travail de Busching, la « *Description de l'univers*, » publié à Hambourg, en dix volumes, de 1754 à 1792, ainsi qu'à d'autres œuvres de ce fécond géographe qui, né à Stadthagen en Schauenbourg-Lippe en 1724, mourut à Berlin en 1793.

La Société typographique de Lausanne, déjà citée à l'occasion du séjour de Bérenger, à Calève, comptait plusieurs Genevois parmi ses membres ; citons au nombre de ceux-ci l'avocat *Boin* et *D'Yvernois* alors apprenti avocat. Son directeur-libraire était Jean-Pierre Heubach, à Lausanne.

En relations intimes avec Pierre *Prévost*, physicien et littérateur distingué (né à Genève le 3 mars 1751 décédé le 8 avril 1839), Bérenger fit admettre une série d'articles de son ami dans le journal auquel il collaborait (*Lettre à M. Favre, du 30 mai 1776, Bibliothèque de la ville de Rolle.*) — Parmi ces articles, citons l'*Analyse de Condillac*. A ce même journal

correspondait M. De Luchet dont la plume n'était pas bien exercée, paraît-il, à en juger par cet extrait d'une lettre de Béranger, du 16 mai 1766. « Le *Journal* sera maigre cette
« quinzaine, M. De Luchet n'a envoyé que des brinborions, la
« plupart nés dans les environs de Genève et pour ces brin-
« borions, il renouvelle la proposition d'imprimer le journal
« à Cassel et de payer pour ceux qu'il enverrait de Lausanne.
« On n'est point d'avis d'accepter. »

Dans le cours de l'année 1777, le Conseil de Genève continua la chasse aux écrits appelés séditieux. Les principaux ouvrages ou libelles condamnés furent :

Chansons de Michelin l'aveugle, brûlées le 25 février 1777.

Requête d'un père de famille jugé sans avoir été entendu.

La Vérité développée ou Réplique à l'auteur de la Réponse aux Remarques, etc., par Pierre Goudet, auteur des *Remarques sur le projet de commission pour la révision des édits politiques, proposée en deux cents* le 10 février 1777, brûlée le 2 avril 1777.

Éloge de l'appel au sens commun, par un ancien natif, devenu citoyen, brûlé le 25 mars 1777.

Autre retour des Indes orientales, supprimée le 25 mars 1777.

Lettre d'un natif à un bourgeois de ses amis ; dialogue entre un bourgeois, représentant et un natif, brûlé le 19 avril 1777.

Plaidoyer prononcé le 2 avril 1777 à l'audience du magnifique conseil, par l'avocat Du Roveray, en faveur de Goudet.

Examen politico-patriotique, brûlé le 12 mai 1777.

Mémoire du magnifique conseil pour le sieur David Pons, condamné le 29 septembre 1777.

* * *

Dans les premiers mois de 1778, Béranger se rendit à Versailles et fut présenté au comte de Vergennes. Le 4 avril,

sur l'ordre du roi, un passeport lui était délivré afin qu'il pût se rendre en Italie par Gênes avec un sieur Trouard. Le passeport est signé par le roi Louis et contresigné par le comte de Vergennes. A son retour en juin, il communiqua ses impressions à M. Favre, de Rolle. Disons à ce sujet que Béranger était un observateur prenant des idées justes des diverses choses qu'il ne connaissait que d'une manière vague.

Il comptait à son retour venir s'installer à Rolle, son médecin lui ayant conseillé les bains de cette localité, renommés par la vertu de leur eau ferrugineuse, mais il fut retenu à Lausanne par la visite de Marc-Théodore *Bourrit* (1) et son fils qui se rendaient au Grindelwald, puis par celles de plusieurs dames de Genève et de M. Bovier (2).

Le fils de M. Bourrit, Charles, devint le gendre de Béranger par son mariage avec sa fille Charlotte, célébré en l'église des Machabées, près St-Pierre, à Genève, le 14 décembre 1794.

* * *

La mort de Voltaire et celle de Rousseau affecta beaucoup Béranger, mais plus particulièrement celle de son compatriote.

« On me dit que Rousseau est mort, écrivait-il le 13 juillet 1778 (3) : cela peut être et je ne le crois pas encore, « peut-être parce que je ne le désire pas. — J'ai une sorte de « vénération pour cet homme là. Ne serait-ce point un men- « songe officieux pour le mettre à couvert des suites de l'im-

(1) Né à Genève le 6 août 1739, décédé dans cette ville le 7 octobre 1819, *Bourrit* fut le compagnon de Horace Bénédict De Saussure dans ses excursions alpestres ; en 1793, il comptait parmi les membres de l'Assemblée nationale de Genève.

(2) Né à Genève le 18 février 1772.

(3) Lettres à M. *Favre*, à Rolle, 11 juin, 13 et 19 juillet 1778.

« pression de ses mémoires ? C'est acheter la célébrité un peu
« cher ; vous avez le meilleur lot : la sûreté et la paix,
« l'échange des droits que vous pouviez avoir à la gloire
« contre de tels biens est bien avantageux. Je n'ai fait que
« montrer mon nez dans la région qu'habite Rousseau,
« Voltaire, etc..., et j'ai reçu une si bonne nazarde que
« quand ce n'aurait pas été impuissance, ç'aurait été sagesse
« de rentrer dans ma coquille.

Les 19 juillet, il revint sur la mort du philosophe genevois.

« On m'a écrit des détails sur la mort de Rousseau : il prit
« mal à déjeuner, il se promena cependant, admira la
« sérénité du jour, la beauté de la campagne, puis tomba en
« faiblesse ; on le fit revenir, il retomba, perdit connaissance
« mourut un quart d'heure après. On dit que Paris le regrette
« plus que M. de Voltaire, que tous les honnêtes gens se sont
« intéressés à sa perte. — Il avait désiré qu'on l'ouvrit : on
« l'a fait et les causes de sa mort ont paru être la sérosité
« qu'on a trouvée dans son cerveau. On attribue sa mort par
« conséquent à la chute que lui fit faire le chien danois.
« Depuis ce temps, on remarquait qu'il était moins gai. On
« dit que le vol de son manuscrit était un conte, qu'il n'avait
« quitté Paris que pour vivre avec plus d'économie, soin
« auquel l'assujettissait la petitesse de sa fortune. Je crains
« qu'on ne parvienne à ensevelir ses mémoires. J'aimerais
« qu'on pût les mettre en sûreté ».

Bérenger vouait une réelle sympathie au philosophe genevois. Déjà, en 1775, il avait, sous le couvert de Londres, publié une brochure de 79 pages avec ce titre : *Jean-Jacques Rousseau justifié envers sa patrie, ouvrage dans lequel on a inséré plusieurs lettres de cet homme célèbre qui n'ont point encore paru.*

Quelques appréciations de Béranger sur Rousseau, trouvent ici leur place légitime :

« Un homme ignoré qui n'a de talens que la sensibilité de
« son cœur ose prendre la défense d'un homme célèbre et
« malheureux, haï et persécuté des grands, odieux aux faux
« dévots, aux tyrans, à quelques auteurs qui semblent
« craindre que sa réputation ne s'étende en resserrant la leur,
« mais estimé, chéri des hommes vertueux, et libres. —
« Un ami de l'humanité s'intéresse à celui dont elle échauffa
« le génie, dont elle dicta les écrits; ceux à qui la vertu est
« chère peuvent-ils ne pas aimer celui qui la leur rendit plus
« chère encore, qui la peignit avec force, avec ces traits qui
« partent du cœur. »

« Tel est cet homme, dit Béranger, dont on calomnia la
« vie, après l'avoir semée d'amertumes. Il aimait la paix, il
« voulut toujours le bien, sa sensibilité extrême ajouta à ses
« malheurs, elle lui fit partager ceux des autres.

« Rousseau honora l'humanité par son génie et si ses
« ennemis en étaient crus, il l'avalissait par ses sentiments;
« j'ai prouvé qu'ils se trompaient; j'ai offert un nouvel
« examen de l'injustice des jugemens humains; j'ai montré
« que des yeux fascinés par la haine jugent mal des hommes. »

Et Béranger termine son exposé par ces mots pleins de dignité : « Si l'homme vertueux m'approuve, tous mes
« vœux sont remplis. »

Nul doute qu'une autre brochure, publiée le 15 juin 1791 à l'occasion du transfert probable des cendres de Rousseau au Panthéon, et de l'érection projetée d'un monument à Genève, n'ait pour auteur J.-P. Béranger. Cette pièce, imprimée à Genève, n'est revêtue d'aucune signature, les ressemblances de style tendent à corroborer l'hypothèse qu'elles ont fait naître. — Elle a pour titre :

« A la mémoire et à la patrie de J.-J. Rousseau par un de ses concitoyens.

Béranger reproche aux Genevois qu'une nation voisine gémissant naguère sous le joug du despotisme, sous l'empire des préjugés, sous le poids des plus révoltants abus, les a devancés dans une carrière où ils l'avaient cependant précédée. Elle a, leur dit-il, plus fait pour la liberté que vous ne pensâtes jamais en faire. — Sur le frontispice du temple consacré aux grands hommes dont la patrie était reconnaissante, cette nation a destiné une place à Rousseau, à ce véritable ami des hommes qui le méconnurent et ne l'aimèrent que lorsque son cœur flétri par leur injuste haine, ne pût plus sentir la douceur d'en être aimé; à Rousseau dont l'immortel ouvrage sur lequel ses concitoyens voulurent imprimer une note d'infamie sert de base au grand œuvre de la Constitution, à Rousseau enfin dont le crime passé fait aujourd'hui la gloire.... à Rousseau qui vécut et mourut peut-être victime de la haine de ces hommes qu'il voulut éclairer et rendre heureux.

Genève ma patrie et la sienne ! ne gémis-tu pas de voir ta gloire souillée par le décret que tu portas contre lui ! Il ne suffit pas de l'avoir révoqué en silence, il faut encore le révoquer à la face de l'Europe entière; il lui faut une réparation aussi éclatante que l'offense; il faut même la faire à tous les hommes libres dont tu offensas le génie tutélaire.

Ne gémis-tu pas d'avoir condamné et livré aux flammes ce livre dont les principes éternels sont écrits en caractères de feu dans le cœur de tes concitoyens ? Ne rougis-tu pas de t'être couverte du voile sacré de la religion dont tu prétendais voiler l'injure pour essayer de diffamer ce grand homme ? de la religion que tu disais insultée, tandis que tu ne songeais qu'à retarder l'instant où les grands et immuables principes

du droit naturel et politique, éclaircis, consacrés par lui, produiraient une explosion, fatale aux tyrans condamnés, ainsi qu'aux petits despotes, dont la tyrannie hypocrite et concentrée n'en est que plus redoutable et plus funeste.....

.

Laisser subsister l'injure et continuer à se taire, c'est l'approuver; avoir en mains la puissance de la réparer, et ne pas le faire, c'est s'en rendre complice. — Laisserons-nous donc lâchement à la France l'honneur de venger Rousseau de notre ingratitude? Ne lui disputerons-nous pas ce glorieux devoir? Si nous n'eûmes pas la gloire d'y penser les premiers, il est encore beau d'y penser après elle.

Bérenger voulait faire réclamer les cendres de Rousseau.

« Oui nous allons nous réunir, nous allons demander à l'Assemblée nationale ces restes précieux devenus un trésor national, nous allons faire briller notre gloire d'un nouvel éclat en réhabilitant parmi nous sa mémoire.

« O Rousseau ! ta patrie, le lieu de ta naissance que tu rendis à jamais célèbre, où tu passas les premiers jours de ta vie, les seuls hélas ! qui furent heureux, va reconnaître enfin ce qu'elle te doit ; le mausolée qu'elle veut t'élever ranimera son zèle pour la liberté, son énergie presque éteinte, et renouvellera en elle le sentiment de son antique vertu ! Eloquent même après ta mort, tu nous instruiras du fond de ton tombeau.

« Pères, mères, enfants, citoyens, tous viendront baiser à genoux le marbre sacré qui couvrira ton corps ; nos hommages apaiseront ton ombre chérie ; les hommes libres de tous les climats viendront payer à tes cendres le tribut de leur admiration : nous les regarderons comme le palladium de notre liberté, et ta gloire ne fera plus notre honte. »

L'érection du monument ordonné par le souverain fut con-

sacré par une fête publique et nationale qui n'eut lieu que le 28 juin 1794; le buste placé dans la promenade des Bastions était l'œuvre du citoyen sculpteur Jacquet; la dernière main y fut mise en mars 1795. La promenade des Bastions portait alors la dénomination de *Lycée de la patrie*.

Le monument de J.-J. Rousseau fut détruit en 1815. En 1821, le 30 avril, on y plaça un nouveau buste dû au ciseau du sculpteur genevois Pradier et le 24 Février 1835 on inaugura la statue du philosophe érigée au centre de l'île des barques qui dès lors changea de nom.

* * *

Quant à la mort de Voltaire, Béranger en parle avec sobriété de détail dans une lettre du 11 Juin 1778. « On me dit, annonce-t-il à M. Favre, que le corps de M. de Voltaire revient à Ferney, et qu'il est mort de mauvaise grâce. »

Dans cette même lettre, Béranger, dirige une pointe à l'endroit de l'avocat et littérateur Simon-Nicolas-Henri *Linguet* (1) rédacteur du *Journal politique* et des *Annales politiques*, (on retrouvera plus loin ce nom dans une note concernant l'historien genevois *Mallet-Du Pan*), avec lequel il forma une association. « Vous savez les bizarreries de M. *Linguet*; « il donne de l'inquiétude à Genève parce qu'il a soupé avec « des Représentants. Je ne le crois pas propre à faire des « sages républicains: lui-même ne s'entend pas trop dans « ses principes de politique et ces principes encore s'allient « mal avec son caractère. »

Le publiciste *Linguet* auteur d'un libelle imprimé contre le

(1) Linguet, né à Reims en 1736, fut emprisonné à la Bastille en 1782, puis exilé. Il obtint des lettres de noblesse de Joseph II et mourut en 1791, victime du Tribunal révolutionnaire de Paris.

Ministre de France, le comte *de Vergennes* avait fait répandre cet écrit à Genève en juin 1777. Le 17 même mois après avoir entendu lecture d'un procès-verbal du Seigneur auditeur *Claparède*, le Conseil de Genève condamna le libelle de *Linguet* à la suppression.

Cinq ans plus tard, soit le 14 avril 1783, le Conseil interdit au libraire *Barde* d'annoncer en public l'abonnement pour la lecture aux *Annales politiques* de *Linguet*, ce journal devant contenir des choses contre le Ministère de Versailles et contre le gouvernement qu'il serait dangereux de laisser rendre publiques.

Le Docteur *Favre* ayant sa femme dans une position intéressante, *Bérenger* terminait sa lettre du 11 juin 1778 en le saluant de toute la sincérité de son cœur, lui souhaitant de ne point ressentir les suites du péché d'Adam et d'être aussi heureux qu'il était digne de l'être.

* * *

A Lausanne, *Bérenger* vivait en solitaire relégué dans une petite campagne et toujours renfermé dans sa famille. Ses relations de voyage, divers travaux littéraires ainsi que ses correspondances absorbaient tout son temps. Il s'entretenait fréquemment avec *M. Favre* de la politique genevoise à propos des divisions entre Représentants et Négatifs. Il s'agit de définir en quoi consiste l'autorité du Conseil général : « Ceux-ci, dit *Bérenger*, reconnaissent que le Conseil général « est souverain dans toutes les matières qu'on lui porte, et « ceux-là disent que rien ne peut être porté au Souverain qui « n'ait été traité et approuvé par les Conseils. Or, entre ces « deux opinions je ne vois qu'un être métaphysique, un nom « qui les sépare. En voyant les choses de sang-froid, je crois

« qu'il serait bien facile de se rapprocher, » (Lettre du 18 novembre 1779).

L'année suivante, dans sa lettre du 19 mars, la politique semble inspirer du dégoût à Béranger : « J'ai toujours eu, « écrit-il, plus de plaisir à voir jouer qu'à jouer moi-même. » Il passe aux nouvelles : « Le journal *De Félice* est mort ou « suspendu, j'en suis fâché pour ma part. Je regrette surtout « de n'avoir plus rien du journal de *Rozier* (1), dont je « préférerais bien des articles à ceux de cette littérature banale « qui en remplissait au moins le tiers. — Béranger a colla- « boré à l'*Encyclopédie* soit *Dictionnaire universel raisonné « des connaissances humaines*, » imprimé à Yverdon et formant quarante-deux volumes. *De Félice*, Fortuné-Barthélemy, était un publiciste distingué, né à Rome le 24 août 1723 ; il avait établi à Yverdon un pensionnat ainsi qu'une imprimerie qui acquit une réputation européenne. *De Félice* est décédé le 15 février 1789.

Le 4 avril 1780, Béranger se réjouit de ce que l'abbé *Raynal* a parlé avec chaleur à des Représentants en faveur des Natifs et contre l'édit de 1770. Ce contentement lui fait tenir ce vigoureux langage : « Je sens que j'aurais pris le « parti du peuple, je n'aime pas les grands, j'en ai vu assez « pour connaître leur orgueil, leurs mœurs, leur mépris « intérieur pour tout ce qui n'est pas grand ou riche comme « eux, j'en ai vu qui cachaient entre eux des faits qu'ils « allaient gravement punir sur un misérable, etc..... Tout « enfin m'a fait désirer non pas que le peuple fût maître,

(1) L'abbé *Rozier*, Jean-François, agronome, fondateur du *Journal encyclopédique*, est né à Lyon en 1734. Curé constitutionnel de la paroisse des Feuillants, il a laissé un certain nombre d'ouvrages de chimie, d'agriculture et de botanique. Il périt écrasé par une bombe pendant le siège de Lyon, en 1793.

« mais qu'il n'en eut pas, que les grands fussent aussi soumis
« aux lois que les individus, qu'ils n'eussent pas trop les
« coudées franches. Si l'on m'élisait pour médiateur je crois
« cependant que je serais juste et impartial, que je ferais aussi
« bien que *M. de Lautrec*, mais je vois qu'il me manque un
« titre et que je n'ai que celui de médiateur de ma famille. »

Puis, Bérenger compare son mode de vivre avec celui de son correspondant (*M. Favre*) :

« En vérité, mon ami, votre vie est bien vagabonde com-
« parée à la mienne : si je vous faisais l'énumération de mes
« courses pendant une semaine, vous trouveriez que de grand
« matin et le soir j'ai fait un tour de jardin, qu'après dîner
« j'ai été avec ma compagne et mes deux enfants sur une
« roche du Signal, que là pendant que les bambins font des
« maisons de sable, de mousse, nous contemplons le lac,
« nous comptons les chevaux qui passent sur le chemin de
« Berne et nous nous enrichissons en supposant que chaque
« cheval nous rapporte mille francs, que chaque barque à
« la voile nous en apporte deux mille. Quelquefois nous y
« lisons, puis nous nous amusons des amusements des enfants
« et quand nous avons passé ainsi trois quarts d'heure, nous
« revenons, je reprends mon œuvre. Voilà tous mes voyages,
« je ne fais guère celui de la ville qu'une fois par mois, mais
« il faut pourtant que je me secoue un peu : une vie trop
« sédentaire m'appesantit ; je ferai ma tournée ordinaire dans
« quelque temps et alors je pourrai vous faire une visite qui
« ne sera ni de deuil, ni d'intérêt, ni de nouvelliste. »

Les nouvelles de Genève ne sont pas abondantes, selon Bérenger. Le 19 juin 1780, il parle de *Cornuand* qu'on lui dit avoir été houspillé dans deux brochures ; l'une le fait un peu grossièrement, l'autre avec plus de sel. Il déclare n'avoir rien vu de tout cela et n'en pleure pas. En septembre, c'est le

procès de *Rilliet* qui occupe tous les esprits et Béranger ajoute à cette nouvelle : « *Cornuau*d cependant, l'infatigable *Cor-nuau*d, y a toujours, dit-on, une diarrhée effroyable de « brochures. L'odeur n'en vient point jusqu'à moi. (Lettre du 30 septembre 1780).

C'est en novembre de cette année, qu'ensuite de procédés dégoûtants de malhonnêteté, d'accusations bien méchantes, bien atroces, Béranger publia une brochure portant sa signature, sous forme de *Lettre sur les Natifs de Genève*. Il en reçut des reproches de quelques amis, de Favre en particulier auquel il répondit le 20 novembre : « Je le sens, je ne « puis le changer et quoiqu'on me fasse, quelque danger que « je courre, je serai toujours prêt à signer que les Natifs « doivent être vraiment neutres, que la réélection n'est pas « une loi sage, que la République est indépendante et que « ceux qui se refusent à tout accommodement honnête, hono- « rable, consenti et formé dans le sein de la République, sont « de mauvais et méprisables citoyens. Lisez-moi, critiquez- « moi, mais surtout plaignez et aimez-moi. »

* * *

Béranger eut de fréquentes relations avec le statuaire Etienne-Maurice *Falconnet* (1), élève de *Lemoyne*, et membre de l'académie des beaux-arts. Il le reçut à son domicile, l'aïda de ses conseils et de ses directions pour la publication de l'*Histoire de l'art*, œuvre importante qui parut en six volumes à Lausanne, en 1781. Béranger appréciait fort cet artiste. « Il a en effet beaucoup de goût, exprimait-il dans sa

(1) Né à Paris, en 1716, de parents pauvres, devint bourgeois de Vevey. C'est Falconnet qui exécuta à Saint-Pétersbourg la belle statue équestre de Pierre-le-Grand. Il est décédé en 1791.

« lettre du 19 juin 1780 à *M. Favre* ; il faut l'entendre
« raisonner sur la peinture, la sculpture. Il est très instruit
« et ce qu'il dit, on le sent.... C'est réellement un homme
« estimable et même agréable car il est presque toujours fort
« gai et sa gaieté n'est pas bête, il s'en faut. Je voudrais le
« mener un jour à Rolle mais je ne sais si je pourrais réussir,
« c'est un ours.... »

En septembre 1780, Béranger parvint enfin à décider *Falconnet* à se rendre auprès de *M. Favre*, à Rolle. Il lui remit le 27 une lettre ainsi conçue :

« *M. Falconnet* me demande une lettre pour vous, mon
« ami ; c'est un titre pour vous faire une visite : en a-t-il
« besoin ? Ce qu'il est lui assure la considération que vous
« aurez pour lui. Il part et je le vois s'éloigner avec un vif
« regret : il est un homme de bien, et sous ce titre il restera
« plus longtemps dans mon souvenir que sous la relation d'un
« homme de génie. Peut-être je ne le reverrai plus, mais je
« m'en souviendrai toujours. Je voudrais le suivre partout
« pour le faire jouir des attentions qu'il mérite. Je n'ai
« pas besoin de vous le dire pour que vous en ayez pour
« lui. »

.

Béranger contribua aussi à encourager un de nos historiens genevois, Mallet-Du Pan. (1) Il parle souvent en sa faveur

(1) *Mallet-Du Pan*, Jacques, publiciste, né à Céligny en 1749, ami de *Voltaire*, écrivit en faveur de *Linguet*, qui, plus tard, chercha à l'accabler en 1782. Il fut condamné à mort, par contumace, par le Tribunal révolutionnaire de Genève, en 1794, comme libelliste, puis fut exclu du droit de devenir citoyen français en 1798, lors de la réunion de Genève à la France. Il se retira alors à Londres, où il fonda le *Mercure britannique*. Il mourut chez le comte *Lally-Tolendall*, à Richemond, le 10 mai 1880. — Un autre Mallet (Paul-Henri), historien genevois, se réfugia à

auprès de ses plus intimes relations. Le 16 décembre 1780, il fit à *M. Favre* l'éloge de son ouvrage « *Idées soumises à l'examen de tous les conciliateurs par un médiateur sans conséquence* » (Genève, in-8° 1780). — Béranger suivait avec attention les publications de son compatriote sur lequel il porta ce jugement dans une lettre du 12 juin 1781 à propos d'un article sur *Necker*, inséré dans les *Annales politiques, civiles et littéraires du XVIII^e siècle* » que *Mallet-Du Pan* continua sous le nom de « *Mémoires historiques, politiques et littéraires sur l'état présent de l'Europe*. « Il me semble, dit Béranger, que
« s'il peut prendre un style plus châtié, plus facile, un peu
« plus clair ; Mallet deviendra un de nos meilleurs écrivains.
« Je souhaite vivement que le succès l'encourage et le dé-
« dommage. »

* * *

L'année 1781 s'ouvrit sous des auspices favorables au retour de l'exilé Béranger. Dans une très humble et très respectueuse représentation des citoyens et bourgeois représentants, remise aux seigneurs syndics le 24 janvier, ils faisaient ressortir les conséquences de l'attitude des Négatifs qui leur imposait la nécessité de détruire, par l'exposition de la vérité, le contenu de leur réquisition du 12 janvier. Ils reprochaient aux Négatifs d'avoir, dans leurs déclarations du 9 novembre et 7 décembre 1780, osé rejeter sur les citoyens et bourgeois représentants ou sur ceux qu'ils affectaient de considérer comme leurs chefs contre la connaissance qu'ils avaient eux-mêmes des faits le blâme d'avoir provoqué une intervention étrangère.

Rolle, tandis que la Révolution s'emparait de ses biens en 1792. Ce dernier est né à Genève le 20 août 1730 et décédé dans cette ville, le 8 février 1807.

Les pétitionnaires attribuaient aux Négatifs d'avoir été, par leurs menées, la source des mouvements qui troublèrent la République, et ils déclaraient que si l'indépendance de l'Etat est un bien sacré pour tout citoyen, ce n'était pas en la foulant aux pieds que les Négatifs calmeraient les agitations qu'ils avaient fait naître et qu'ils cherchaient à entretenir. Après les importantes considérations soumises au Conseil, ils lui proposaient une incessante amélioration du sort des différents ordres d'individus, que les natifs privés de leur patrie y soient rappelés, que réunis à leurs compatriotes, ils jouissent des mêmes biens conjointement avec les citoyens et bourgeois.

S'il est vrai, disaient-ils, que ce soit aussi là le désir des Négatifs, si cet attachement dont ils parlent n'est point chez eux un sentiment dérisoire, qu'ils cessent de nous repousser par leur conduite tout en nous pressant d'aller à eux, qu'ils cessent de solliciter une intervention étrangère, là où il n'existe de difficultés que celles qu'ils ont suscitées, et que le moindre patriotisme de leur part ferait disparaître ; qu'ils cessent d'invoquer la force, là où les raisonnements les abandonnent ; qu'ils se montrent enfin citoyens. Nous pourrions croire alors à leurs protestations et nous nous efforcerions d'oublier tous leurs torts envers la patrie.

L'intervention désignée par le règlement de 1758 était l'objectif du gouvernement, aussi une nouvelle représentation fut-elle adressée au Conseil le 1^{er} février 1781 par la généralité des citoyens et représentants. Nous sentons, exprimait-elle, qu'il en coûte aux membres du Magnifique Conseil pour combattre des vues dans lesquelles leurs proches, leurs amis, les personnes qui composent leurs sociétés journalières se trouvent engagés. Mais quand ils s'assirent dans ces places qui donnent à leurs opinions un si grand poids sur tout ce qui concerne la chose publique, ils jurèrent de n'avoir devant

les yeux que les lois, la justice, la liberté et l'indépendance de la patrie. A quelques désagréments que puisse l'exposer sa fidélité envers elle, le Magnifique Conseil ne peut plus différer de joindre sa voix à la nôtre, pour déclarer qu'il n'existe rien, absolument rien dans l'Etat qui exige une médiation et moins encore un exercice de la garantie.

C'était cette déclaration qu'attendaient la très grande pluralité des citoyens, bourgeois, natifs, habitants et sujets comme une suite nécessaire de la protestation faite par le Conseil à la face de la patrie dans son préambule de projet de conciliation du mois de décembre 1780.

Ces fermes représentations provoquèrent l'édit du 10 février, sanctionné par le peuple, qui par son article 13 au chapitre III contenait cette formule de réintégration des natifs :

« Ceux des natifs auxquels il avait été enjoint de se retirer
« de la ville et du territoire, auront la faculté d'y rentrer et
« seront réintégrés dans leur état de natifs, en prêtant entre
« les mains du Petit Conseil le serment de fidélité à l'Etat, de
« soumission aux lois et d'obéissance aux magistrats. »

Le chapitre IV du susdit édit était réservé au titre *Acte d'oubli* en vertu duquel, pour procurer un entier rétablissement de la paix et de l'harmonie, tout ce qui avait pu être dit ou écrit de reprehensible relativement aux dissensions, était mis dans un entier oubli ; personne ne pouvait être recherché à l'avenir. Dérogation expresse à ces fins était faite aux jugements rendus à cet égard depuis le 18 janvier 1781.

Béranger fut donc relevé de toute peine et, en ce qui le concernait personnellement, le Conseil en fit la déclaration dans sa séance du 13 février.

* * *

Il est intéressant de connaître quelle était, à cette époque, la composition de la population de la cité genevoise. D'après le dénombrement opéré en juin, les rôles des vingt-sept dizaines de la Ville présentent les résultats suivants :

Citoyens ou bourgeois	2,965		
Natifs de tout âge	3,800		
Habitants	1,355		
Femmes et filles des citoyens, bourgeois, natifs et habitants	9,805		
Simple hommes	1,344		
Domiciliés, femmes	1,212		
Étrangers { Protestants	1,103	}	4,252
{ Catholiques romains	371		
{ Femmes	246		
{ Hommes	256		
Domestiques { Femmes	2,276	}	
{ Hommes			
Total.			24,733

* * *

Bérenger avait donné son approbation aux réformes proclamées par l'édit du 10 février. Il développa dans une brochure de 60 pages, in-8°, ses considérations sur cet acte si important à l'application duquel le Conseil réservait une opposition toute systématique. Cette remarquable publication est précédée d'un avis aux lecteurs : l'idée de la paix dans la patrie en est la note dominante.

Bérenger y combat ce penchant qui existe encore dans les coterie politiques de notre temps, celui de condamner un

parti pour justifier l'autre. Il fait appel aux Genevois de tout rang et de tout ordre, et les supplie, pour l'amour de la patrie et d'eux-mêmes, de se souvenir que le principe, l'unique principe qui serve de base à la liberté et à l'indépendance d'une petite république, c'est selon tous les hommes de sens et l'immortel Montesquieu, la *Vérité*.

Il voyait dans cet édit l'union tant désirée des natifs, des habitants et des sujets de l'Etat aux citoyens ; son effet, disait-il, ne blesse point les riches, les familles respectées ou par leur ancienneté ou par leurs services, car leur intérêt est devenu le même que celui de tous les autres individus de l'Etat.

L'édit maintenait, conservait, ranimait l'esprit national. Quand cet esprit national n'existerait plus à Genève, il faudrait l'y faire revivre, car, selon Bérenger, c'est l'esprit vraiment conservateur de l'Etat et plus il y a de causes qui tendent à le détruire, plus on doit lui donner de nouveaux appuis. Bérenger ne ménageait pas ses riches adversaires ; déjà la plus grande partie d'entre eux ne sont plus Genevois, pour ainsi dire ; ils tâchent d'atteindre à l'amabilité, à l'élégance française, ils en ont les mœurs, le brillant, la légèreté et surtout dans les manières de voir et leur exemple devient contagieux ; les uns ne se marient point pour ne pas diminuer leur fortune ; les autres ne se marient que pour l'accroître ; tous en craignent le partage par le nombre de leurs enfants ; ils ne sont plus ainsi républicains, citoyens, ils veulent être des grands. Et si l'on n'admet pas des lois dont l'effet soit de répandre plus d'énergie dans l'âme des autres Genevois, qui encouragent leur industrie et enflamment cette activité qui crée sans cesse des ressources à des arts, à un commerce d'économie et fassent renaître de nouvelles branches au tronc nourricier à mesure que les révolutions font dessécher et tomber les anciennes, on

ne verra bientôt dans nos murs que des grands et des petits ; on n'y verra que la pauvreté rampant autour des fortunes colossales pour s'en alimenter, et aux ressources des âmes honnêtes et indépendantes, substituer l'adresse du vicieux et du bas flatteur.

Bérenger considérait la misère comme un facteur qui avilit l'âme, et l'opulence comme un facteur qui la corrompt et dans l'intervalle qui sépare ces deux extrêmes, dans cet état moyen, qui est le foyer où s'entretient l'esprit national, l'amour de la patrie, on ne trouvera plus personne, estimait-il, ou du moins trop peu de vrais citoyens pour se faire apercevoir, ou moins encore pour se faire entendre.

Tous les avantages que réunissait l'édit au point de vue des intérêts populaires bien entendus, composaient l'intéressant sujet des considérations de Bérenger.

Cornuaud (1) ne lui pardonna pas cet écrit dans lequel Bérenger, rejetant ses propositions, faisait comprendre aux natifs combien leur union avec les représentants devenait indispensable, parce qu'à ses yeux c'était le parti du pauvre contre le riche, du faible contre le puissant, de l'opprimé contre l'oppresseur et surtout celui la patrie et des mœurs que la liberté conserve en ne reconnaissant d'autres distinctions que celles du mérite. Aux virulentes lettres de Cornuaud des 6, 13 et 20 juin 1781, Bérenger répliqua toujours avec la plus grande dignité et c'est ainsi qu'il agit envers tous ses adversaires. Il savait qu'il avait à redouter des hommes puissants, mais il savait qu'il n'avait rien à craindre des hommes

(1) *Cornuaud*, Isaac, originaire du Poitou, né à Genève le 13 août 1743, fils de Gaspard et de Madeleine *Gaudi*, décédé à Genève le 5 décembre 1820, joua un rôle important comme chef des *Cornualistes*. Son insistance à réclamer l'intervention des puissantes garantes causa l'occupation de Genève à la fin de juin 1782 par les armées française, sarde et bernoise.

justes et cette persuasion le rassurait. Les lettres de Béranger datent des 28 mai, 8, 9 et 13 juin 1781 ; ajoutons que la très humble et très respectueuse déclaration des natifs et des habitants remise aux seigneurs syndics le 19 juin 1781 fut rédigée par Béranger.

Cornuaud lui opposa un mémoire (juin 1781). Notre historien *D'Yvernois* a témoigné de l'effet salutaire produit par les écrits de Béranger : Les leçons patriotiques de Béranger, dit-il, et la profonde moralité de celui qui les donnait éclairèrent l'élite des natifs et enlevèrent à Cornuaud presque tout ce qu'il traînait encore d'honnêtes gens à sa suite.

Béranger fut cependant l'objet de vives attaques de la part des partisans de Cornuaud. En février 1782 le Conseil dut faire saisir et supprimer les exemplaires d'une brochure intitulée : *Lettre à M. Béranger, auteur du discours, etc.....* (1)

(1) Au nombre des brochures condamnées à être lacérées et brûlées par l'exécuteur de la justice, on remarque :

L'Informateur, de l'imprimerie des citoyens, exécutée le 30 mars 1782.

Le Négatif encore meilleur, exécutée le 12 janvier 1782.

Pièces importantes, relatives à la dernière révolution, exécutée le 3 août 1782.

Tableau historique et politique de la dernière révolution de Genève, par *Mallet-Dupan*, l'ainé, supprimé, avec interdiction à Mallet d'insérer dans ses *Annales* quoi que ce soit de relatif aux affaires de Genève.

Brochure imprimée par *Astruc*, précédée d'un Avertissement et d'une Lettre aux seigneurs plénipotentiaires, condamnée le 16 novembre 1782.

Examen de l'ouvrage des Illustres seigneurs plénipotentiaires, etc., daté de Genève le 1^{er} décembre 1782, signé A.-G. Binet. Saisie et supprimée, séance du 18 décembre 1782.

Emigration de Genève pour aller s'établir en Barbarie, par Abraham-Gédéon Binet ; *manuscrit* saisi et supprimé en décembre 1782.

Tableau historique saisi chez la veuve D'Yvernois, décembre 1782.

A l'esprit de justice de Béranger, *D'Yvernois* rendit encore hommage dans son *Tableau des Révolutions*.

« Ai-je fait de ma patrie un tableau digne d'intéresser le
« grand nombre des lecteurs ? Je suis bien éloigné de m'en
« flatter ; ce n'est qu'aux hommes instruits que je le présente
« et quoiqu'il n'offre en apparence que des débats entre une
« petite communauté et ses syndics, les vrais observateurs ne
« dédaigneront point d'en approfondir les causes et sentiront
« peut-être la justesse de ce vers dont M. Béranger a fait la
« devise de son « Histoire de Genève » : *Admiranda tibi*
« *levium spectacula rerum.* »

* * *

L'édit du 10 février 1781 ne fut pas respecté par les magistrats. Le 2 mai, 1,096 citoyens ou bourgeois représentants transmirent une réquisition aux seigneurs syndics et au Procureur général pour exprimer la vive douleur qu'ils éprouvaient en voyant, sans exécution, les divers articles relatifs à l'amélioration du sort des natifs, des habitants et des sujets de la république. Ils demandaient avec instance que l'acte de la volonté souveraine reçut son exécution sans délai.

Le Conseil resta sourd à ces justes sollicitations. Le 18 mai, il manifesta catégoriquement son opinion sur ce point si délicat, en affirmant qu'il ne pouvait envisager l'édit comme une loi de l'Etat vraiment émanée de la volonté souveraine puisqu'il le considérait comme un acte opéré par la contrainte où les formes prescrites par le règlement de la médiation de 1738 furent violées et auxquels les Petit et Grand Conseil se virent réduits à souscrire sans examen pour éviter les malheurs dont l'édit était menacé. Un pareil édit, ajoute le Conseil, ne peut subsister plus longtemps que les jours d'anarchie qui

lui donnèrent naissance, « et le Conseil, devenu libre, ne saurait l'exécuter sans trahir ses devoirs envers la patrie. »

Les Etats de Zurich et de Berne partageaient l'opinion du Conseil sur la manière d'envisager l'acte du 10 février. Ils allaient jusqu'à faire entendre que les seules concessions désirables aux natifs, habitants et sujets, sont celles qui, étant faites du libre consentement de tous les Conseils et liées à la Constitution, seront consignées dans le règlement qui terminera les dissensions et qui sera garanti par les augustes puissances, auxquelles, à l'aide de la divine providence, on devra le retour d'une paix et d'une prospérité durables.

Le roi de France, garant du traité de 1738, se joignit à cette opinion, selon lettre signée *Castelnau*, du 28 mai 1781.

La non observation de l'édit produisit une grande fermentation. Le 8 avril 1782, il y eut prise d'armes. Le représentant de la France, *Castelnau*, se retira de Genève le 10 avril, sur l'ordre du roi qui ne jugeait pas de sa dignité de laisser personne accrédité de sa part dans une ville dont une faction s'était emparée. Le Conseil dissous ne fut réintégré dans ses fonctions qu'à partir du 4 juillet ensuite de l'intervention de leurs majestés très chrétienne et sarde et du louable canton de Berne, dont les troupes occupèrent Genève. Celles de France étaient placées sous les ordres du marquis de Jaucourt, maréchal des camps et armées, gouverneur des villes et comté de Blaye et du fort Médoc ; celles de Sardaigne sous les ordres du comte Ferrero de la Marmora, chevalier de l'ordre de l'Annonciade, lieutenant-général des armées et grand-maître de la maison royale ; celles de Berne sous le commandement du baron de Lentulus.

Une commission désignée pour travailler à la pacification reçut pour mandat de prendre pour base des concessions à accorder, l'édit de 1738 auquel seraient adjoints un petit

nombre d'articles nouveaux qui devraient être combinés avec cet édit. Ce fut donc là le germe de l'édit de pacification du 21 novembre 1782. Mais, par cet édit, on ne tint aucun compte des réclamations sans cesse renaissantes relatives à la publication des lois politiques organiques, depuis si longtemps réclamée, malgré l'édit de pacification de 1738 qui l'avait solennellement promise et par suite d'un vote du Conseil général. Ainsi que le fait remarquer notre éminent jurisconsulte, Antoine *Flammer*, dans son travail, *Le Droit civil genevois dans son développement historique* (1), la collection des édits de 1713, reproduction presque textuelle des édits de 1568, demeura en conséquence le code définitif des lois de la République genevoise, en matière civile, jusqu'au 14 novembre 1791, époque où le nouveau code genevois fut sanctionné et réalisa enfin le vœu formulé d'une collection complète de nos lois politiques (2).

L'édit de pacification du 21 novembre 1782 confirma l'annulation des condamnations prononcées contre Bérenger par son *Titre XVIII, loi sur les natifs exilés en 1770*, dont voici la teneur :

« L'exil prononcé en 1770 contre huit natifs sera regardé
« comme nul et non avenu ; en conséquence, ils seront censés
« n'avoir jamais été déchus de leurs droits de natifs, et leurs
« enfants nés pendant cet exil seront réputés natifs. »

* * *

La restauration du gouvernement aristocratique par les puissances médiatrices réduisit un certain nombre de

(1) *Bulletin de l'Institut national genevois*, t. XX.

(2) Le projet de Code fut élaboré par les Syndics avec le précieux concours de MM, Dunant et Thellusson.

Genevois du parti démocratique à s'éloigner du pays. Béranger avait pressenti les difficultés de la situation politique ; il resta fixé à Lausanne. En effet, dans une lettre du 5 janvier 1781, il voyait avec douleur les dissensions se prolonger à Genève.

« Et qui sait quand elles finiront et comment, disait-il !
« L'affection vive et sincère que j'ai toujours conservée pour
« ma patrie me prépare encore bien des chagrins. Jamais ne
« la verrais-je paisible et heureuse !..... Peu importe qu'on
« me rappelle ou ne me rappelle pas. Je n'ai depuis quelques
« années formé aucun projet pour rentrer à Genève. Je
« cherche une retraite paisible où je puisse passer tranquil-
« lement mes jours et je le puis aussi bien et mieux dans ce
« pays qu'à Genève. » — Et malgré ce profond désespoir, le
21 janvier, Béranger donnait cette note affirmative de son
inséparable attachement à sa cause : « Je m'intéresserai
« toujours pour le peuple : il est os de mes os et chair de ma
« chair. ».....

« Le ministre *Royer* et sa femme sont épouvantés de se
« voir à Genève dans ces circonstances et ne désirent rien
« avec plus de chaleur que de s'en éloigner. »

Mottu, l'un de ses compagnons d'exil, mourut le 13 novembre 1780 ; Béranger eut la douleur d'apprendre que l'on avait profité de son agonie pour enlever ses papiers et y recueillir les lettres qu'il lui avait adressées, pour y chercher de quoi justifier la haine de ses adversaires politiques. Dans l'une de ces pièces, Béranger en parlant de la *Neutralité* appelait *Cornuand* un dictateur. Ils osent, disait-il, se servir de ces lettres pour me dénigrer : si je les avais, je m'en servais pour me défendre.

Afin de n'être mêlé en rien aux évènements de Genève, Béranger se retira quelque temps en Savoie. Il s'y occupait à corriger ou à fortifier son *Histoire de Genève*. On lui avait

procuré la facilité d'avoir de gros volumes d'*Extraits des registres du Conseil* et de la grande *Histoire manuscrite du Conseiller Gautier*. Mais, avoue-t-il dans une lettre datée de Lausanne du 20 novembre 1782 où il était rentré le 17 septembre 1781, il entendit un jour sonner le tocsin et il vint à Genève par le pont de Sierne, y calma le désespoir de quelques personnes qu'il savait portées à tout tenter et à tout braver.

Son propre désespoir à l'égard d'une amélioration politique à Genève n'avait fait qu'augmenter dès lors et il l'expose ainsi crûment à son confident, le docteur Favre.

« Quant à mes idées politiques, je les ai crues bonnes
« et vraies, je les crois telles encore; elles ne tendaient
« point à approuver une démocratie à Genève, ni même tout
« ce qui s'y est fait pour maintenir l'égalité politique; mais
« telles qu'elles sont, elles ne peuvent plus me faire envisager
« Genève comme ma patrie. Les lois qu'on lui prescrit, la
« manière de les lui prescrire, tout me la rend étrangère et
« très sûrement je ne quitterai pas le lieu où je suis pour m'y
« transporter. »

Pauvre Bérenger ! Écoutons-le par cette lettre du 20 novembre 1782 et dans laquelle il reconnaît que son éloignement de Genève est devenu une nécessité aussi bien pour son propre repos que pour celui de la République dans le sein de laquelle il voudrait voir une efficace restauration de paix et de prospérité.

« J'ai vu le moment où je pouvais faire un rôle à Genève,
« j'y arrivai de Grenoble et je m'y suis refusé. J'y ai vécu
« ignoré, je suis bien vu partout; j'allais quelquefois chez les
« chefs pour être au courant des affaires; on y parlait avec
« confiance devant moi, mais je ne suis entré dans aucune
« opération. Je voyais mes amis le soir comme en pleine
« paix et ces amis sont d'honnêtes gens qui n'avaient pas

« d'influence. Je m'y suis instruit, mais sans y faire un per-
« sonnage. Jamais je n'ai eu cette manie, jamais je ne l'aurai.
« Je suis bien ici, j'y resterai; au moins jusqu'à ce que je
« trouve mieux et cela n'est pas facile. J'y suis aimé de ceux
« qui m'y connaissent, je n'y ai point d'ennemis. Voilà
« comme je veux passer ma vie et comme je la passerai.
« Si vous me conservez votre amitié, j'en serai plus content
« encore. »

* * *

C'est à Paris que Béranger fit éditer en 1782 un roman politique en deux volumes relatif aux troubles de Genève. Cet ouvrage porte pour titre : *Les Amans républicains ou lettres de Nycias à Cynire*. D'un style admirable, touchant, qui rappelle l'antiquité et sa noblesse, l'auteur, après une série de correspondances, remercie sa compagne de lui avoir fait voir en frémissant l'abîme dont il venait de sortir, sur les bords duquel il se sent ferme et qu'il s'apprête à quitter pour voler dans les bras de sa plus fidèle amie. Les vrais jours de bonheur vont renaître pour ces deux époux et leurs âmes resteront unies dans le cours paisible et doux de la vie nouvelle qui doit leur devenir commune. Dans sa dernière et délirante missive, l'époux dit à sa compagne : « Je m'amuse à t'écrire et peut-être tu me verras avant ma lettre. Je prépare tout pour hâter mon départ. Adieu. »

Béranger publia ensuite la *Collection de tous les voyages faits autour du monde par les différentes nations de l'Europe*. Ce magnifique et consciencieux travail en neuf volumes ornés de figures, fut édité à Paris chez Poinçot, à Lausanne chez P. Heubach et C^e et à Genève chez François Dufart, libraire, en 1788. Les voyages décrits sont ceux de Fernando Magellan,

Sir François Drak, capitaine Thomas Cavendish, d'Olivier de Noort, Georges Spilberg, Jacques Le Maire, Jacques l'Hermite, capitaine Clippington, Genelli Carrevi, capitaine Shelvock, Dampier, Cowley, Woode Rogers, le Gentil, Commodore Anson, capitaine Wallis, Roggewin, Commodore Byron, capitaine Carteret, Pagès, de Bougainville, de Surville et trois voyages de Jacques Cook.

M. Marc-Théodore Bourrit attribue à Béranger la traduction de l'ouvrage de *John Howard* (1), philanthrope anglais, intitulé : *Etat des Prisons de l'Europe, 1788*, deux volumes in-8°. Cette traduction est due à Mademoiselle *Louise de Kéralio* (2), fille du littérateur *Louis-Félix Guinement de Kéralio*, la même à laquelle on attribue les *Crimes des Reines*, auteur d'une *Histoire d'Elisabeth*, reine d'Angleterre, d'une *Collection des meilleures ouvrages composés par des femmes (1786-1789)*, de plusieurs romans, et des traductions de l'allemand et de l'italien.

Béranger a publié en 1790 une brochure sur l'amovibilité des fonctions publiques. Dans une lettre qui m'a été obligeamment communiquée par M. Dufour-Vernes, sous-archiviste, adressée le 15 juillet 1790 à M. le pasteur Vernes, maison des Trois-Rois à Genève, Béranger lui expose qu'il a reçu plusieurs lettres au sujet de cette brochure : les citoyens extrêmes, dit-il, trouvent mon amovibilité trop faible ; les aristocrates et une bonne partie des modificateurs n'en veulent point du tout. Je n'en suis pas persuadé qu'il est de l'essence d'un Etat libre qu'il y ait une assez forte amovibilité et qu'il n'y aura de paix à Genève que lorsqu'elle y sera établie ; je parle d'une paix vraiment stable. Je le crois, mais ne me

(1) Né en 1726, décédé en 1790.

(2) Née à Paris en 1758, décédée à Bruxelles en 1821.

tourmenterai point pour le faire croire : je n'y mets point un intérêt d'amour-propre. J'ai lâché mon écrit ; mais peu importe son sort : il me suffit qu'on y reconnaisse de bonnes intentions.

L'occasion d'obtenir enfin justice du Conseil pour la réalisation des vœux jusqu'ici formulés au nom des natifs par le groupe auquel s'intéressait Béranger, semblait se présenter. Non-seulement l'idée de l'égalité politique groupa de fermes adhérents dans la ville, mais elle renforça ce groupe par des réclamants les plus influents de la campagne. Le Conseil eut, en juillet et août 1790, à s'occuper de diverses adresses présentées par des Genevois, d'une adresse d'un citoyen surnommé natif à ses compatriotes de la campagne et aux citoyens surnommés natifs et habitants de Genève, d'une lettre du citoyen Lossier. Il crut devoir prendre certaines mesures de précaution contre les imprimeurs en les rendant, par son arrêté du 4 octobre, responsables de leurs publications. D'autre part, M. Tronchin signala au Conseil les articles que publiait sur Genève le journal la *Gazette de France* et dans lesquels on signalait l'existence d'un parti nombreux à Genève qui, à l'exemple d'Avignon, voulait se donner à la France. Le Conseil fit mander un certain nombre de citoyens pour s'assurer de leurs dispositions.

Le 17 décembre 1790, Béranger fit remettre à M. le premier syndic et à la noble commission du Conseil des Deux-Cents un mémoire rédigé et signé par lui auquel était joint un mémoire des Genevois de la campagne, rédigé par MM. *Grenus*, citoyen, avocat, membre du Conseil des Deux-Cent, et *Bousquet*, citoyen, avocat. Ce dernier portait les signatures de trente délégués des campagnes, soit : Une d'Avully, le procureur *J. Durand* ; — une de Bourdigny, *Terroux*, procureur ; — une du Canelet, *A. Métral* ; — trois de Cartigny, le procureur

J.-C. Rasp et les conseillers *Jacob Varin* et *T. Dufour*; — une de Céligny, *J.-M.-L. Baud*; — une de Chancy, le procureur *J.-L. Revachier*; — deux de Chêne, le procureur *J.-S. Cauffin* et *E. Brazier*; — une de Chouilly, le conseiller *J. Dutrembley*; — deux de Cologny, *Jacques Proch* et *G. Rojoux*; — une de Crête, le procureur *Jacques-Michel Déléamont*; — une de Dardagny, *F. Ramu*; — une d'Epeisse, le procureur *J.-L.-M. Berthet*; — une de Genthod, le procureur *A.-D. Guignard*; — deux de Gy, le procureur *J.-A. Deléamont* et *Pierre Duwillard*, conseiller; — deux de Jussy, *J.-A. Olivet* et *Daniel Pittard*; — une de Malval, le procureur *A. Joly*; — une de Peissy, le procureur *A. Penay*; — une de Peney, le procureur *A. Pellegrin*; — une de Russin, le conseiller *J.-E. Vieux*; — une de Saconnex, *J. Vaillet*; — une de Satigny, le conseiller *C. Rey*; — une de Sionnex, le conseiller *M.-A. Desales*; — deux de Vandœuvres, *Guillaume Langin* et *Jacques Chambaud*.

Ce que demandent ces nombreux délégués, c'est de voir leur sort identifié avec celui de leur classe des Genevois de la ville, ils manifestent clairement leur pensée « que l'égalité politique peut seule assurer l'état de chaque membre de la République, qu'elle peut seule établir entre tous cette harmonie d'intérêt qui est l'unique base d'une paix inaltérable, Ils ne se gênaient point pour dire aux magistrats que la république les traita longtemps comme une mère ingrate, mais qu'ils ne cesseront jamais de l'aimer, qu'ils lui seront inviolablement dévoués, lorsqu'elle ne les repoussera plus de son sein et qu'ils ne formeront véritablement avec leurs frères qu'une seule et même famille.

Quand à Bérenger, il expose que l'espèce d'oubli dans lequel on laisse les natifs, a fait naître en eux un sentiment de douleur profonde. On parle de faire des lois librement

concertées, librement consenties, des lois qui doivent faire la prospérité ou le malheur de la République et sa gloire ou sa honte, qui décideront du sort des natifs et celui de leur prospérité.

Genève est notre patrie, dit-il, c'est dans son sein que sont renfermés nos familles, nos amis, nos projets de fortune, nos espérances de bonheur ; nous ne reconnaissons de lois que les siennes, de magistrats que les siens ; nous payons toutes les impositions nécessaires à son administration ; nous aidons à la prospérité de ses manufactures et de son commerce ; nous partageons ses succès comme ses revers. Nous voguons avec le vaisseau de l'Etat, exposés aux périls qui l'environnent, ayant à craindre avec tous ceux qu'il porte, les tempêtes, les écueils, les naufrages qui peuvent l'assaillir ; nous tendons au même port, et travaillons en commun pour le sauver. Et voyez, Magnifiques Seigneurs, voyez combien il doit nous paraître cruel d'y être regardés comme des étrangers dont on peut déterminer le sort sans daigner écouter ou leurs demandes, ou leurs plaintes !

Dans un Etat despotique, on pourrait régler notre sort en nous ordonnant le silence ; mais dans un petit Etat libre, dans une République où nous ne voyons que des frères, que des amis, pourquoi ne peut-on nous consulter sur des objets qui doivent nous intéresser également. S'il était des lois qui ne permissent pas de nous appeler et de nous entendre, elles seraient odieuses, elles seraient aussi injustes que cruelles.

Bérenger après avoir passé à une étude des faits historiques, accompagnée de considérations à l'appui de la demande des natifs, ajoute : Ils ne sont plus ces temps où chez nous comme chez nos voisins, l'inégalité entre les diverses classes des citoyens était consacrée par les préjugés, justifiée par l'intérêt sous le masque de la raison. Tout annonce aujourd'hui qu'on

parviendra à répartir entr'elles des droits égaux et des impositions égales. Et si dans ces temps mêmes, par l'action seule des principes que devaient avoir les citoyens, nous avons senti le désir, le besoin de l'existence politique, que sera-ce lorsque ce besoin nous sera donné au-dedans et que tout au dehors tendra fortement à nous l'inspirer encore ?

Bérenger traite magistralement dans ce mémoire les conséquences néfastes de l'inégalité et les effets heureux que consacrerait l'égalité politique. La crainte de voir plus de pauvres, plus d'hommes sans éducation mêlés au souverain, si redoutée par les magistrats de l'époque, suscite à Bérenger ces nobles pensées :

« Ils savent bien que la probité est aussi unie à la pauvreté qu'à la richesse, et que les trahisons ne germent pas toujours dans le sein de l'ignorance et de l'obscurité. C'est au milieu des factions que les vices se déploient avec le plus d'énergie, et il y a peu de temps que l'Etat était déchiré par des factions violentes. Eh bien, que ceux qui nous repoussent, nous disent s'ils trouvèrent beaucoup d'hommes vils qui se soient vendus ou à eux, ou à d'autres.

Ce préjugé contre nous prit sa naissance dans les temps où nous étions éloignés des professions lucratives et du commerce; mais c'est l'exercice des droits civils qui conduit à l'aisance, à la fortune, à la faculté de donner une éducation soignée à ses enfants, et aujourd'hui tout est égal sur ce point entre nous et les citoyens. La seule différence est qu'il en est peu parmi nous qui doive quelque chose à ses ancêtres; mais celui qui se crée lui-même est bien aussi estimable que celui qui doit tout à ses pères.

L'usage financier de mettre à prix d'argent le droit de cité, le nom de citoyen qui n'exige pour le mériter que des vertus morales, n'est pas propre à éloigner les pauvres du Conseil

général, souvent il en augmente le nombre. Et l'enfant de la patrie qui en paya toujours les charges, auquel aucun tribunal n'infligea de peines, que des mœurs honnêtes ont rendu irréprochable aux yeux de l'organe des lois, ne vaut-il pas l'étranger riche qui vient acheter le droit de décider de son sort et de sanctionner les lois auxquelles nous sommes soumis, sans qu'on nous consulte même dans celles qui nous intéressent particulièrement.

S'il est possible de lire l'histoire de l'avenir dans celle du passé, on peut prévoir qu'il faudra enfin venir à cette égalité politique que nous demandons. Depuis vingt-trois ans, chaque agitation de l'Etat a forcé de nous en rapprocher, et aujourd'hui moins que jamais on ne pourra conserver des privilèges exclusifs. Ne serait-il pas plus noble, plus généreux, de faire par sagesse et par prudence, ce qu'on a toujours fait par nécessité, et de se donner la gloire de précéder les temps. »

Le Conseil reçut avec indifférence les mémoires de Bérenger et des habitants des Genevois de la campagne; il les laissa aux mains du syndic Lullin pour être communiqués aux seigneurs commissaires (Séance du 17 décembre 1790). Dans son procès-verbal du 7 janvier 1791, il remplaça les mots de Genevois de la campagne par celui de *sujets*.

.
Ainsi que nous l'avons déjà constaté, le nouveau *Code genevois*, objet du vœu général depuis tant d'années, avait été adopté le 14 novembre 1791. Des journées orageuses précédèrent cette sanction populaire et la suivirent. Avant son adoption, Dumont, Lebeuf et Bérenger avaient envoyé au Conseil une *très respectueuse adresse* pour lui signaler l'existence de coupables menées contre la patrie. Dans cette requête, soumise au Conseil le 11 février, ils espéraient que le Conseil poursuivrait avec sévérité les auteurs de ces menées,

afin qu'il n'arrête pas de vagues soupçons pouvant tomber sur des innocents. Les trois requérants sollicitaient le Conseil de faire une recherche exacte sur le nombre, l'état et les desseins de ceux qui s'étaient rendus sans intention hostile à la porte de Saint-Gervais, afin de juger si leur présence en ce lieu était liée avec un complot organisé.

En séance du 19 février 1791, le Conseil déclarait qu'il n'avait pas attendu la démarche de Béranger et Cie pour ordonner des informations exactes sur les causes des dangers que la République avait courus et de ceux qui pourraient lui être suscités encore. Il reconnaissait que l'Etat devait son salut, après la protection divine, au zèle avec lequel les bons patriotes s'étaient réunis pour maintenir la tranquillité et l'indépendance et qu'il était persuadé que les sentiments patriotiques par eux manifestés dans leur adresse les animaient véritablement. L'adresse à laquelle il est ici fait allusion avait été remise au premier syndic par *Béranger* et *Neff* de la part du Cercle du Tiers-Etat ; Béranger et Neff sollicitaient l'égalité pour ceux de la campagne. (Séance du Conseil du 15 février 1791.) Le 16 février 1791, on rapporta au Conseil qu'il y avait beaucoup d'armes rassemblées au Cercle du Tiers-Etat, puis que les sieurs Dumont et Béranger ont assuré que la veille, dans tous les cercles des natifs, on avait signé un engagement de ne rien faire qui pût troubler la tranquillité publique et que la Commission des natifs avait dessein de faire dire aux paysans qui s'attroupaient vers Cornavin qu'ils devaient se retirer.

Le Conseil reçut de nombreuses adresses de dévouement. L'une d'entr'elles marque le profond respect porté par le peuple genevois au verdict exprimé par le Conseil général : « Qu'elles qu'aient été notre opinion sur cet ouvrage, notre « devoir est aujourd'hui de le défendre. Le respect pour le

« vœu de la pluralité librement exprimé est un principe sacré
« pour tout républicain, et ceux même d'entre nous qui n'ont
« pas approuvé le Code genevois ne souffriront pas que la
« violence ou toute autre voie illégale soit employée pour y
« opérer des changements. »

* * *

Les réformes espérées depuis si longtemps par Béranger étant en voie d'accomplissement, il n'hésita pas à recourir auprès du Conseil pour obtenir sa bourgeoisie et en faire profiter ses deux fils mineurs Jean-Charles, né à Genève le 3 mai 1782 et Benjamin-Paul-Joseph, né à Lausanne le 4 juillet 1785.

Sur le vu des conclusions du procureur général et dans sa séance du 18 mai 1791, le Conseil arrêta de lui accorder sa demande en l'astreignant à satisfaire aux prescriptions du § 5 de l'article 5 du titre XII de l'édit du 22 mars. Dans les lettres qui lui furent expédiées et selon ordre du Conseil, Béranger et son fils Jean-Charles y sont qualifiés de citoyens, tandis que Benjamin son autre fils est qualifié de bourgeois. Béranger prêta serment comme citoyen le 25 mai 1791.

* * *

La considération qui entourait la personne de Béranger et ses talents le firent rechercher pour de hautes charges publiques. Dès le mois de février 1793, il siégea dans l'Assemblée nationale où il avait été appelé par 2,616 suffrages

La charge d'*Hospitalier* lui aurait été dévolue en février 1793 sans son refus positif motivé sur la louable raison qu'il ne voulait pas faire concurrence à l'un des aspirants, son ami.

Le 13 juillet suivant, il est élu membre du Comité provisoire d'administration et le lendemain désigné comme commis sur l'état des perruquiers. En 1794, il est successivement porté dans la liste des citoyens indiqués pour la grande Cour de Justice criminelle et la grande Cour de Justice civile, puis dans la liste pour l'office d'administrateur et de membre du Comité législatif. Il occupa la charge de syndic du 4 avril 1796 au 4 avril 1797, fut chargé de la présidence du Département des finances et de celle du Département de l'éducation nationale, de l'instruction et du culte public.

Bérenger présida le Conseil comme intérimaire ainsi que la direction de la Chambre des comptes et du Sénat académique. (Séances des 23 septembre et 13 décembre 1796). Il eut aussi la présidence du régiment de la garde nationale, arrondissement du Collège, par suite des élections des 23 novembre et 24 décembre 1796. Comme magistrat, Bérenger s'acquitta scrupuleusement de toutes ses fonctions. Aucun détail ne lui échappait, aucun intérêt ne devait rester en souffrance. Il n'épargnait aucune peine pour soigner les affaires publiques et donner une solution profitable même aux choses les plus ingrates. Le 9 mars 1795, il entretenait correspondance avec le ministre de la république de Genève à Paris, M. Etienne-Salomon Reybaz, (1) ancien pasteur réformé, valeureux collaborateur de Mirabeau. Dans ses missives il lui exposait la situation difficile faite à notre république par la perte des dîmes autrefois possédées par elle dans le Pays de Gex, soit par les pertes éprouvées sur les denrées par les Genevois, propriétaires dans le susdit pays, et il intercédait afin que Genève obtienne quelque dédommagement.

(1) Né à Nyon en 1737, mort en 1804. Auteur de divers travaux littéraires très-estimés et de *Stances sur la mort de J.-J Rousseau*.

« Pardon si je vous importune, disait-il au ministre après
« son minutieux exposé, mais je voudrais servir ma patrie,
« lui donner une base qui assure mieux son existence pour
« l'avenir et ce motif sera toujours une excuse suffisante
« auprès de vous. Je vous salue, j'espère pouvoir dire un
« jour, avec la reconnaissance qu'un Genevois devra à son
« bienfaiteur; ils vous doivent déjà beaucoup. »

A l'occasion de la mort d'un savant distingué, l'abbé *Raynal*, (1) Béranger rappelait au ministre genevois à Paris les rapports d'amitié qu'il avait eus avec cette illustration et les nombreuses lettres qu'ils avaient échangées. Voici deux pièces y relatives, conservées aux archives d'Etat de Genève :

En avril 1796.

« Je n'attends pas, citoyen, le départ de C. La Planche (2) pour vous répondre comme j'en avais d'abord le dessein ; il ne part que dans quinze jours ou trois semaines et c'est trop tard ou peut l'être.

Comment pouvez-vous croire qu'il soit utile que je voie vos lettres pour être persuadé qu'elles sont dictées par le vrai civisme, par un ami de l'indépendance et du bonheur de sa patrie ? Je vous connais depuis trop longtemps pour en douter un seul instant. Je crois que je me défierai de mes sentiments avant de défier des vôtres et ce que je vous rapportais n'avait

(1) *Raynal*, Guillaume-Thomas-François, né à Saint-Geniez (Aveyron) en 1713, était un prêtre catholique qui renonça au ministère pour s'attacher au parti des philosophes. Il a écrit d'importants ouvrages historiques et philosophiques, dont plusieurs ont été condamnés à Paris ainsi qu'à Genève. Marseille le nomma comme député du Tiers-Etat en 1788. — Raynal, fixé en France, se rallia à la cause royaliste. Il mourut au Chaillot en 1796.

(2) *De la Planche*, Jean-Lazare, administrateur au Département provisoire de l'Education nationale en 1797, fut syndic en 1794, et ministre de la République genevoise à Paris.

rien de contraire à ces sentiments. Ce n'est pas pour cela que je vous écris ; mais comme mon cœur en est plein, il fallait vous le dire avant tout. J'ai cherché la lettre de l'abbé Raynal que je citais : il me l'avait écrite de Paris peu de jours après qu'il y fut arrivé ; il m'avait écrit ensuite qu'il voulait venir finir ses jours avec moi ; j'avais demandé et obtenu de M. Clavière de le loger dans sa maison ; mais un décret ne lui permit plus de partir et il fut forcé d'attendre des moments plus favorables. J'ai cherché ces lettres et ne les ai plus trouvées. Après des informations, j'ai su que ma femme les avait trouvées mêlées avec d'autres *qui traitaient de politique genevoise dans l'insurrection de juillet 1794 pendant laquelle j'étais en Suisse* et qu'elle avait tout brûlé. Cependant comme j'en avais un très grand nombre écrites soit de *Paris*, à deux époques, soit de *Berlin*, de *Suisse*, de *Marseille*, de *Toulon*, j'ai fureté partout pour en trouver qui eussent échappé aux mains trop prudentes qui les livraient aux flammes ; j'en ai retrouvé deux, l'une que je ne vous envoie pas, *où il me pressait d'aller vivre avec lui près de Marseille, l'autre où il me promettait au moins une partie de ses manuscrits*. Le témoignage de personnes probes et hors de toute suspicion et qui ont vu la lettre brûlée pourrait me sauver du reproche d'avoir avancé un fait qui ne serait pas l'exacte vérité.

Au reste, je ne les réclamaïs pas pour m'en rendre le propriétaire ; je n'y ai des droits que par convenance. Je sais que le bon abbé promettait beaucoup soit aux libraires, soit à ses amis. Les seuls motifs que j'aie en serait le plaisir de veiller à leur impression comme j'ai veillé à celle de l'*ouvrage de M. Necker* qui est celui dont il est parlé dans la lettre que je vous envoie, et le seul intérêt est celui de mettre un imprimeur-libraire en état de me payer ce qu'il me doit. L'abbé lui en avait aussi promis l'impression en échange de

services qu'il lui avait rendus gratuitement. Et je crois qu'il convient aussi de les imprimer en France.

S'ils sont corrigés ou changés, il ne faut pas craindre qu'on y mêle ici rien d'étranger, son manuscrit en ferait foi, on le conserverait et on pourrait toujours les comparer.

Je suis étonné que l'abbé n'ait pas reçu ses intérêts ; je m'en informais à M. Odier-Chevrier (1) à qui j'avais tout remis et qui m'a toujours dit que l'intérêt était payé, que la maison de Paris était chargée de la somme, que Roman m'a assuré qu'on avait été exact. Odier-Chevrier est un honnête homme avec qui je ne veux pas avoir de procès. D'ailleurs que ce soit lui ou la maison de Paris qui ait reçu, il a reçu en assignats, et peut me le rendre en même monnaie et les deux cent louis en valent moins d'un. Je consulterai sur ce point le frère aîné d'Odier-Chevrier qui doit venir ici, et qui aime je crois également son frère et moi.

Je remercie le citoyen Corsangé de ses bonnes intentions ; veuillez les entretenir. Je suis obligé de finir ici ; M. Trembley vient m'offrir de porter ma lettre et de vous la remettre et je vais la lui remettre. Je me remets entre vos mains pour cet objet, faites comme vous le pourrez. Comme vous le voudrez tout sera bien par vous. Je vous salue avec les sentiments d'estime et de considération que vous méritez à tant de titres.

Tout à vous,

BÉRENGER.

P.-S. Je vous écrirai bientôt sur des objets différents. »

Lettre de l'abbé Raynal

« Je ne vous ai pas répondu plus tôt, mon ami, parce que vous me marquiez que vous partiez pour Lyon et que j'ignorais combien de temps durerait ce voyage.

(1) *Odier-Chevrier*, Jacques, fut député de Genève à Paris dans plusieurs missions.

Votre lettre s'est malheureusement égarée dans les fréquentes courses que j'ai faites durant l'été et il est possible que j'en oublie quelques articles.

On m'a remis les trois volumes. L'impression en est agréable, mais il eût été, ce me semble, à souhaiter qu'on y eût mis un petit avertissement qui indiquât d'où ces discours avaient été tirés. Il serait facile de l'ajouter aux exemplaires qui n'ont pas été distribués.

Il me paraît vraisemblable qu'on vous aura rendu un compte satisfaisant de l'entreprise que vous avez formée de concert avec les libraires de Lyon. S'il en était autrement, il faudrait renoncer à toute opération ultérieure.

J'ai refait à neuf la plupart des discours qui terminent l'*Histoire philosophique*, le reste de l'ouvrage est aussi arrangé. Je travaille à mettre au net l'Amérique septentrionale. Je prendrai des précautions pour qu'une partie de mes manuscrits vous soit remise après ma mort ; dans le cas actuel des choses, il m'est impossible de songer à leur impression.

Je vous prie de m'envoyer tous les noms de baptême de votre aimable famille. Lorsque vous apprendrez ma mort, vous vous adresserez à M. Ferdinand Grand, banquier à Paris, rue des Capucines, pour lui demander communication de mon testament.

J'ai conservé un souvenir très tendre de M^{me} Druon. Je voudrais bien l'avoir auprès de moi, mais l'avoir seule. Ce n'est pas que j'aie aucun éloignement pour M. Druon ; c'est un très honnête homme que j'estime beaucoup. Seulement je craindrais d'être en quelque manière étranger dans ma maison si le mari et la femme s'y trouvaient réunis. C'est une inquiétude peut-être mal fondée, mais je l'aurais. Vous me ferez plaisir d'en causer franchement avec M^{me} Druon, vous verrez ce qu'elle vous répondra.

Ma santé va passablement, quoique je ne prenne qu'une fois de lait par jour, je mange des fruits dont quelques-uns sont exquis. On me prodigue toujours les soins les plus tendres dans l'excellente famille où je suis incorporé depuis dix ou onze mois. Cependant j'ai voulu la quitter plusieurs fois, sans en avoir jamais été le maître; il faudra bien à la fin y venir, *et ce sera vraisemblablement Marseille* qui obtiendra la préférence. J'y dois faire un voyage à la fin de ce mois ou au commencement du mois prochain.

Mes respects les plus tendres à M^{me} Bérenger et mille embrassements à vos chers enfants. Je ne pense jamais sans attendrissement au vertueux bonheur dont vous jouissez; je pense que vous êtes toujours très content de votre fille adoptive. Vous m'avez inspiré des sentiments de bienveillance pour elle, vous savez, mon cher ami, tout ce que je vous suis. »

Raynal était fort en estime de Bérenger; il le recommanda à tous les hommes lettrés avec lesquels il était en relations. « Avez-vous, écrivait-il le 12 juin 1781 à son bienveillant ami le docteur en droit rollois Favre, lu l'*Histoire de Guillaume-Thomas Raynal*? Je l'ai ouverte en divers endroits: il fait grand plaisir à lire, mais il est un peu enthousiaste. Son ouvrage fait certainement époque. Vous savez qu'averti du sort qui l'attendait, il s'est mis à couvert. J'aurai voulu qu'il fût venu près de nous; quoique causeur, il est très bon homme et cette qualité fait pardonner le caquet, même à qui n'a pas ses connaissances. »

Il s'agissait, dans cette lettre de Bérenger, de l'*Histoire philosophique et politique des établissements et du commerce des Européens dans les deux Indes*, interdite en France et brûlée par arrêt du Parlement. Raynal fut sous le coup d'un décret d'accusation.

Bérenger contribua à la rédaction de certaines parties de

l'ouvrage de Raynal, livre fait de plusieurs mains, d'un style inégal et dans lequel on trouve des pages éloquentes et d'un puissant effet oratoire qui font un singulier contraste avec les détails du commerce et les chiffres de la statistique dont l'ouvrage abonde.

* * *

Pendant la période révolutionnaire, Béranger s'était retiré à Chougny, hameau qui fait aujourd'hui partie de la commune de Vandœuvres, ainsi que le constatent les états officiels de fonctionnaires dans lesquels Béranger figure comme membre de la Cour de Justice civile non contentieuse années 1794, 1795. En janvier 1798, il refusa son élection de président à la Cour de Justice criminelle dont l'Assemblée souveraine avait daigné l'honorer. La validité de cette élection étant contestée, Béranger fit valoir auprès du Conseil cette considération « qu'il ne pouvait être appelé à une place par la violation ou l'interprétation illégale de la loi et qu'il désirait faciliter soit le retour à la loi si on reconnaissait qu'elle a été mal entendue, soit la conciliation de deux lois qui paraissent se heurter. » (Séance du Conseil du 12 janvier 1798.)

Parmi les pièces importantes rédigées par Béranger pendant son syndicat, deux adresses méritent mention. (1) La première est une lettre destinée à l'empereur de toutes les Russies, Paul I^{er}, à l'occasion de son avènement au trône; la seconde au roi de Sardaigne, à la même occasion. Nos rapports commerciaux avec ces Etats rendaient cette démarche nécessaire; quoique tardive, le retard en fut justifié sur l'instabilité de la position antérieure heureusement fixée par la nouvelle Constitution.

(1) Séance du Conseil, 21 février 1797.

* * *

Dans une liasse de documents ayant appartenu à Béranger, se trouvait *la réponse manuscrite faite au Club fraternel pour imposition forcée sur les aristocrates*. Ce discours avait sans doute été soumis à Béranger pour en corriger les points vicieux : son auteur, homme simple et juste, reste inconnu. Avant de reproduire ce curieux document, il est nécessaire d'examiner sur quelle base était établie la taxe révolutionnaire de 1794.

Cette taxe reposait sur une distinction politique admise par le parti qui était au pouvoir. La Commission nommée, dit l'historien *Thourel*, avait dressé un rôle des citoyens avec déclaration de leur fortune, et à côté des noms de chacun d'eux on avait mis un A, un E ou un P, pour désigner les aristocrates, les englués ou les patriotes. Les principaux membres de la Commission étaient *Cornuau*, *Odier-Chevrier*, *Bernier* et *Bourdillon-Diedey*.

L'arrêté prenait pour base de la perception de l'impôt le 2 % sur les premières 12,000 livres avec la progression d'un sixième sur chaque mille livres en sus *pour les patriotes*; le 2 % sur les premières 12,000 livres avec la progression d'un quart pour chaque mille livres en sus *pour les englués*; le 5 % sur les premières 12,000 livres avec la progression de un douzième par chaque mille livres en sus *pour les aristocrates*. Dans tous les cas, la taxe ne pouvait s'élever au-dessus de 25 % pour les patriotes, 30 % pour les englués, 40 % pour les aristocrates.

On considéra comme aristocrates les anciens membres du gouvernement, ceux qui avaient invoqué la garantie en 1780 et l'on plaça sur la même ligne les gens de la même classe

connus sous le nom d'*égoïstes*. Les englués étaient ceux qui avaient été du parti négatif, qui avaient soutenu le gouvernement ou qui s'étaient refusés à prêter le serment civique. A cette classe, on adjoignit aussi comme égoïstes ceux qui n'avaient pas pris part aux affaires publiques, et n'avaient par conséquent rien fait pour la liberté. Tous les autres citoyens, les veuves, les demoiselles et les mineurs furent réputés patriotes.

Si, ajoute *Thourel*, la taxe n'eût pas été établie et à moitié perçue à cette époque, elle aurait certainement échoué, mais ceux qui avaient payé voulaient que les autres payassent, et ceux qui avaient pris des engagements s'en seraient cru libérés, si la même loi ne s'était pas appliquée à tous. La réaction qui se faisait sentir dans l'opinion produisit seulement quelques lenteurs et quelques difficultés de la part des contribuables : on ajourna plusieurs citoyens, on en mit d'autres en prison, et la mesure reçut ainsi sa complète exécution.

Ceci dit, passons au texte du document annoncé ; il nous montrera que dans les terribles années de la tourmente révolutionnaire, il se trouvait parmi les citoyens genevois des hommes respectables par leur esprit de justice et par leur pur patriotisme :

« Citoyens !

« La grande question qui se traite mérite selon moi une discussion approfondie. Au premier aperçu elle est juste, nécessaire, urgente, mais est-elle praticable sans danger d'occasionner des suites funestes à notre République en général ?

« Citoyens, l'appétit vient en mangeant et le goût de l'oisiveté vient souvent de la facilité de satisfaire à ses besoins sans un travail honnête, assidu. Je crains, en envisageant cette motion sur plusieurs faces, qu'elle ne facilite :

« 1^o Les intrigants secrets qui pourraient se servir de ce moyen pour porter atteinte à notre indépendance ;

« 2^o Que cela ne réveille des prétentions fondées qui seraient préjudiciables à un grand nombre de nos citoyens innocents ;

« 3^o Que les difficultés qui naîtraient de l'exécution de cette motion ne facilitent des vexations, suscitent des haines nouvelles et ne portent enfin à changer le caractère essentiel des vrais Genevois, qui est franc, humain, sensible, charitable. Je sais que ce dernier mot ne doit plus être à l'ordre du jour et qu'il doit être remplacé par celui de secourable qui est plus analogue à l'égalité et à la liberté. Je crains, dis-je, que l'exécution de cette motion, si elle n'est pas sentie sous son vrai point de vue, ne rende les Genevois sombres, soupçonneux, aigres, violents et même cruels ; c'est ce qu'il convient à tout prix d'éviter.

« Conservons notre nacelle, Citoyens, et puisqu'elle se trouve placée au milieu d'une mer en tourmente, servons-nous de toutes nos ressources pour l'aider de toute notre force à se garantir des écueils dangereux. Je sens ainsi que vous, citoyens, l'intention qui a dirigé cette motion ; servons-nous donc de ce moyen avec prudence, développons, chacun selon nos facultés, le parti que l'on peut en tirer, mais évitons avec soin les dangers qui en peuvent résulter.

« Voici mon opinion : Trois cent soixante ou quatre cent Genevois tenant les rênes du gouvernement, croyant, les uns, être les propriétaires de l'Etat, les autres être de droit leurs héritiers à cette succession, ont fait tous leurs efforts pour parvenir à régner sans contradiction et sans obstacle, ont détourné les revenus de l'Etat pour nouer des intrigues étrangères, se faire appuyer, autoriser dans leurs prétentions et en sont venus à bout. Aujourd'hui, on leur demande qu'ils remboursent à l'Etat, de leur poche, ce qu'ils ont détourné des deniers publics. Pour faire réussir ce projet, rien n'est plus juste, mais c'est très difficile.

« Citoyens, réfléchissons à notre position ; il est triste de l'avouer : pour notre gouvernement intérieur nous sommes libres, mais notre localité nous rend dépendants de nos voisins. C'est pourquoi la justice dans cette affaire doit être liée avec les convenances.

« Je m'explique ; dans toute délibération d'administration où les arrêtés se prennent à la pluralité des suffrages, comme l'on doit juger toujours favorablement ceux dont on n'a pas la

preuve de leur délit, l'on doit supposer que quand un arrêté a été formé contre l'intérêt général, ce n'a été que la majorité qui est coupable et que la minorité est innocente de l'arrêté qui a prévalu. Ainsi ce n'est que ceux qui sont coupables qui doivent être punis. Vous me répondez : Suivant le nouveau régime la minorité devait se plaindre ; mais pour vous prouver qu'elle ne le pouvait pas, il n'y a qu'à citer en 1707 les Fatio, Galatin en 1718, Léger en 1734 ; les Le Fort en 1735, 1737 ; nos députés en 1768 ; les De Luc, Flournoy en 1781 ; les Dentand, Flournoy, Ringler, Duroveray ont-ils été soutenus de la masse ? Non, ils ne pouvaient l'être tant que de l'extérieur les intrigants du dedans étaient soutenus. Ainsi, en demandant un acte de justice évitons toute injustice.

« Développons dans un écrit clair et précis notre situation, les causes qui l'ont produite, les remèdes nécessaires et les moyens d'y remédier ; disons franchement à chacun ses torts, engageons-les à se juger eux-mêmes ; je pense que c'est le moyen préparatoire à employer avant tout autre. Je ne doute pas de son effet, et comme un homme avisé en vaut deux, cela, je crois, pourrait opérer sans secousse le bien qui est nécessaire de se procurer.

« Mais veillons à ce qu'aucun des confédérés ne fasse des dispositions contraires à ce qu'on attend d'eux ; accordons à ceux qui sont tranquilles le temps convenable pour que le fruit de leurs réflexions soit salutaire à notre patrie. »

* * *

En 1794, le bruit étant répandu dans le public que Béranger était l'auteur d'un journal imprimé à Lausanne sous le titre de : *Tableau de la dernière quinzaine*, il crut devoir adresser aux citoyens syndics une déclaration par laquelle il reconnaissait avoir formé le plan de ce journal, plan, dit-il, qui a été mal suivi et dont il avait fait le prospectus tel qu'il est joint à sa déclaration, mais que réfléchissant sur sa situation et sur celle de la République, il craignait de la compromettre en se compromettant lui-même ; qu'il y a renoncé volontaire-

ment et qu'il n'y a pas une ligne de lui dans les numéros qui ont paru.

Le Conseil arrêta de lui donner acte de cette déclaration.

L'année 1795 fut consacrée à la publication d'une traduction de l'anglais de la *Relation des voyages*, écrits par J. Hawkesworth, docteur en droit, entrepris par ordre de S. M. Britannique pour faire des découvertes dans l'hémisphère méridional. Ces voyages avaient été successivement exécutés par le commodore Byron, le capitaine Carteret, le capitaine Wallis et le capitaine Cook dans les vaisseaux le *Dauphin*, le *Swallow*, et l'*Endeavour*.

En mai 1796, Béranger fit un mémoire sur la vente des biens communaux. Il donna à son travail une attention toute particulière et voici comment il s'exprimait avant de soumettre le sujet de ses prudentes et judicieuses réflexions :

« Le désir de faire ce qui est bien, ce qui nous paraît juste
« entraîne toujours les âmes honnêtes, mais il est dangereux
« de s'y livrer quand on n'a pas un guide sûr : quelquefois
« on va au delà du but, quelquefois on croit l'atteindre où il
« n'est pas ; mais lorsque l'expérience a prouvé notre erreur,
« ce même désir du bien nous fait revenir sur nos pas. C'est
« ce qui nous est arrivé sur différents objets et parmi ceux-là
« on doit comprendre les communes. »

* * *

Pour le développement de l'instruction publique, Béranger ne ménagea pas ses efforts ; ce fut sous son syndicat et sur son préavis que le Département chargé de l'instruction fit délivrer des encouragements *dans les écoles de la campagne*. A cet usage on frappa trente prix d'argent au coin de ceux de la huitième classe. Ces médailles étaient distribuées aux élèves

par des députés envoyés par le Département (1). Béranger fit aussi accorder à ses subordonnés des encouragements pour leurs travaux pédagogiques. Le 27 décembre 1796, le citoyen *Malan-Prestreau*, régent de la IV^{me} classe, auteur d'un ouvrage destiné à l'usage des V^{me} et VI^{me} classes du collège et reconnu très propre à l'avancement des écoliers, reçut une indemnité de deux cents florins.

La cause de l'éducation et de l'instruction avait déjà occupé Béranger bien des années précédemment à son syndicat. Le 26 février 1779, il écrivait de Lausanne à M. Favre, docteur en droit, à Rolle, qu'il pensait employer quelques moments « à faire des contes moraux et des dialogues de morale pour les enfants qui pourront en même temps jeter les fondements de leur science politique et civile; les contes donneront du goût pour la lecture; les dialogues feront un système de tous les principes que les contes auront inspiré sans liaison. J'en ferai de même, dit-il, pour l'histoire naturelle et la physique, mais comment pourrai-je le faire pour la géographie et l'histoire. » Le 15 mars 1779, il transmettait les premiers échantillons de ses essais qui, sans doute, sont restés dans les manuscrits du docteur Favre.

Déjà dans ses *Considérations sur l'édit du 10 février 1781*, Béranger faisait entrevoir toute sa pensée à l'endroit d'une réforme dans le système de l'instruction publique. Il voyait un remède aux maux dans une éducation publique mieux appropriée aux besoins : qu'elle n'ait pas pour objet l'étude des langues mortes, l'art de scander des vers, de connaître et surtout de juger des anciens auteurs avant qu'on ait le

(1) *Séance du Conseil, 21 Mai 1796*. L'usage de délivrer en valeur des gratifications annuelles aux écoliers du Collège de Genève date du 1^{er} mai 1562. Voir à ce sujet l'*Armorial genevois* de J.-D. Blavignac, à l'article *Médailles*.

jugement formé, de pérorer longuement sur des riens. Béranger voulait que l'éducation publique fût dirigée vers les besoins du peuple, qu'elle ait pour but de former des artistes instruits, d'habiles négociants et de bons citoyens ; que son but principal soit les mœurs, soit de former des hommes.

Cette élévation de pensées chez Béranger, manifestée dans tous ses écrits, l'est aussi dans ses discours. Ainsi, l'an V de l'égalité, soit le 11 décembre 1796, il faisait comprendre aux magistrats de tous ordres l'importance et la grandeur des devoirs de leur charge, dans le discours qu'il prononça à l'occasion de leur installation. Il s'adressait à eux comme syndic, président du Conseil administratif.

« Plus les fonctions sont grandes, leur disait-il, plus elles
« peuvent influencer sur le bonheur de tous et plus la société
« entière est intéressée à vous les prescrire rigoureusement.
« Les négliger, ce n'est pas un oubli, c'est un crime. Il est
« rare que cette négligence ne retombe uniquement sur vous ;
« elle nuit à la société ; elle nuit aux lois qui sont les garants
« de la sûreté des individus, elle peut désorganiser le corps
« politique, et l'importance de ses effets exige qu'on y oppose
« une barrière plus forte.

Aux citoyens membres de la Cour criminelle il disait :

« Que de petites convenances du moment où la crainte de
« blesser un parti ou des familles puissantes ne vous arrête
« point, il n'est qu'un moyen de remplir son devoir, c'est
« d'aller par le chemin le plus court où il vous appelle. Une
« équité sévère fait seule respecter et le juge et la loi dont il
« est l'organe. Pensez que Dieu, vos concitoyens et l'équita-
« ble postérité, vous jugeront à votre tour. »

Après avoir parlé aux divers ordres administratifs, Béranger terminait son simple, mais ferme et noble discours en s'adressant ainsi au peuple genevois :

« Nous tous, citoyens, qui sommes rassemblés ici, soyons
« tous animés par la généreuse émulation de nous montrer
« les plus soumis aux lois, les plus attachés à nos devoirs,
« les plus dévoués à la patrie. C'est le moyen le plus sûr de
« calmer les passions qui nous divisèrent, d'éteindre les
« haines que nos préventions firent naître, et de ramener la
« paix et une modeste prospérité au milieu de nous. »

* * *

Dans la seconde partie de son *Précis historique des derniers temps de la République de Genève*, publié à Genève en 1801 (un volume in-8°), Jean-Pierre Bérenger, ancien magistrat genevois, traite spécialement de la réunion de Genève à la France.

Cette annexion du territoire de la République genevoise fut préméditée par le Directoire : la mission principale du Résident à Genève était de la rendre facile tout en la précipitant.

Déjà en 1796, Bérenger qui n'avait cessé d'être en correspondance intime avec le ministre Reybaz, à Paris, émettait ses inquiétudes naissantes au sujet du péril qui menaçait l'indépendance genevoise. Le 14 avril (1) il lui écrit en déclarant d'abord qu'il lui parle confidentiellement, comme particulier, comme ami, comme Genevois. Il s'agit d'un drapeau envoyé par le Directoire à la République genevoise, à l'occasion duquel Reynier, envoyé extraordinaire de la République française près celle de Genève, avait fait des instances pour qu'il fût promené par la ville en grande cérémonie et qu'on tirât le canon. Mais les Genevois n'avaient pas voulu se prêter à ce jeu. L'objet n'était important, ainsi

(1) Archives cantonales de Genève, pièce n° 5479 bis.

que le reconnaissait Béranger *que par la chaleur que paraissait y mettre le Résident*. Un paragraphe du compte-rendu de l'Administration qui rappelait ce fait fut mal interprété à Paris ; les expressions employées furent considérées comme inconvenantes et même offensantes pour le gouvernement français. Le ministre Reybaz exprima même des regrets et le Conseil, en séance du 18 mai, le chargeait d'être son interprète auprès du Directoire pour lui présenter sous une forme détournée les excuses exigées.

« Rien ne fait plus plaisir aux Genevois, disait Béranger au ministre Reybaz, que de les assurer qu'on respecte leur indépendance. *La France avait des vues sur elle, on ne peut le nier.....* Nos principes sont d'honorer la République française, de faire grand cas des témoignages honorables qu'elle nous donne de son amitié et nous avons tâché de concilier ces principes avec les convenances. Voilà les reproches du Résident..... »

Dans cette délicate missive, Béranger entretenait encore Reybaz de la contrebande, des mesures tentées pour être compris dans un traité si la paix se négocie, de l'envoi de l'ancien syndic Gervais à Bâle auprès de M. Barthelemi. « Notre plus grande utilité, exposait-il, serait qu'on nous désenclave, qu'on nous donnât le baillage de Gex pour Jussy et la Champagne ; nous deviendrions alors importants pour les Suisses et nous aurions l'espérance de former un canton. Si nous ne pouvons obtenir Gex, il faudrait, s'il est possible, avoir quelques cessions de territoire qui liât les parties séparées au tout ».

Le système politique de Béranger reposait sur la question de la restitution de la Savoie ; ce qu'il recherchait, c'était de rendre Genève indépendante de ce pays.

Le 7 mai, Béranger revient à la charge ; il demande au

ministre Reybaz si le moment est propice pour faire quelque réclamation sur les pertes en dîmes et sur les demandes pour le désenclavement du territoire. « Il serait cruel, dit-il, de laisser échapper le moment d'être utile à sa patrie. Vous savez qu'il ne s'agit ici que de faire du bien à la patrie, et non de le faire à la manière de *Gauthier* ou de *Garguille*, comme le dit élégamment le roi Jacques dans un de ses discours. »

« Pour l'intérieur, nous sommes tranquilles. Il y a bien quelques discours menaçants de la part de nos sans-culottes renforcés ; mais on veille sur eux et il est à croire que ce n'est là que quelque étincelle d'un feu qui s'éteint et que les nouvelles extérieures ont fait jaillir. En attendant, la prospérité à laquelle on ne peut guère aspirer d'atteindre, nous remettons l'ordre et l'économie dans toutes les parties de l'Administration ; des égards forcent souvent à fermer les yeux, des intérêts plus grands à négliger les petits, mais bientôt il n'y en aura plus de petits pour nous.

« J'ai remis à *M. Trembley-Detournes* une lettre relative aux manuscrits *Raynal*....

« Je vous salue et suis avec le dévouement dicté par le cœur.

Votre concitoyen,

BÉRENGER.

(Place Saint-Antoine, 20).

Le ministre Reybaz partageait les angoisses de Bérenger à l'égard de Genève. Le 22 mai 1796, il lui rapportait que le jour même où fut signé le traité entre la France et le roi Sarde, il eut avec le ministre des affaires extérieures une conversation dans laquelle celui-ci observa que notre République se trouve actuellement cernée et entièrement bouclée dans le territoire français ; que lui, citoyen Reybaz, observa

au ministre en réponse qu'étant au milieu de nos amis nous devons nous regarder en parfaite sûreté et tirer nos motifs de sécurité des principes et des déclarations réitérées de la République française à notre égard, ce dont le ministre ne put s'empêcher de convenir. De ces discours, ainsi que de notre position, *le ministre Reybaz concluait que nous devons plus que jamais cultiver la bienveillance du Gouvernement français et observer la plus grande circonspection au dedans.*

Une lettre du mois de septembre 1796, adressée de Paris à Béranger par le citoyen *Des Gouttes*, l'avisait « qu'on travaillait à la perte de l'indépendance genevoise. M. de Veyss, « à Paris, faisait entrevoir que l'existence de la République « genevoise était bien précaire et que l'intérêt qu'il prenait à « Genève lui faisait désirer que nous fassions un quatorzième « canton et il conseillait d'agir et de s'adresser en conséquence. » Le citoyen *Des Gouttes* informe Béranger que *Grenus* est parti pour Genève et qu'il a déclaré à quelqu'un qu'il allait travailler de manière à ce qu'il faudrait bien que d'ici à très peu de temps Genève se réunisse à la France. (Séance du Conseil du 30 septembre 1796).

Le Résident Félix *Desportes* débuta, pour l'accomplissement de sa mission, par quelques pourparlers avec divers citoyens de Genève, mû par la persuasion que ses communications parviendraient au Conseil. Ce corps, averti, se trouvait naturellement obligé d'entrer en lice avec le Résident ou de se mettre en rapports immédiats avec le Directoire.

On verra, dans notre complément à l'*Histoire des derniers temps de la République de Genève et de sa réunion à la France* (1), comment le Conseil de Genève fut initié au mou-

(1) Ce travail est prêt ; l'auteur du présent mémoire attend de posséder les ressources nécessaires pour en donner la publication.

vement annexioniste par la fidèle reproduction du procès-verbal de la séance du Conseil du jeudi 15 mars 1798 et par celle des procès-verbaux de la Commission extraordinaire, créée par la loi du 17 mars 1798.

Pour Béranger, l'annexion de Genève devenait un crime et, à ce moment suprême, il eut le courage de manifester publiquement sa ferme volonté.

En séance du samedi 14 avril 1798, les citoyens syndics s'occupent d'un écrit de Béranger, intitulé : *Réflexions d'un Genevois à ses concitoyens*, contre lequel une plainte était formulée par le Résident français.

Béranger avait destiné cet écrit à quelques sociétés genevoises ; sa lecture avait produit une si puissante impression sur les auditeurs qu'ils s'offrirent d'en faire la publication à leurs frais, autorisation que l'auteur leur accorda. Mandé auprès du Conseil, Béranger protesta contre l'imputation qu'on pourrait lui faire d'avoir voulu blesser ni la République française, ni son représentant ; que la plus grande preuve qu'il en peut donner est qu'il n'a pas voulu renforcer son écrit d'un trait que lui fournit sa mémoire relativement au citoyen Résident, c'est que se trouvant chez lui pendant son syndicat, le citoyen Résident lui déclara que s'il recevait jamais des ordres de son gouvernement qui tendissent à froisser notre indépendance, il résignerait aussitôt sa place.

L'écrit de Béranger fut imprimé chez Bonnant. Le Conseil arrêta d'envoyer au citoyen Résident une députation pour lui témoigner ses regrets sur la publication donnée à un écrit qui a pu le blesser, qu'on suit à une procédure a ce sujet, et que pour mieux la diriger, on désire connaître plus particulièrement les traits dont il porte plainte.

Les citoyens administrateurs Deonna et Aubert ont été délégués pour cette mission.

Le Résident les reçut dans la matinée du 14 avril, exposa les phrases offensantes pour sa personne et déclara qu'il exigeait un châtiment exemplaire contre l'auteur, observant qu'il eût été fusillé en France. Qu'il était d'autant plus coupable, que comme membre de la Commission extraordinaire il manquait au serment du secret en révélant le résultat de ses négociations.

Le Résident français considéra dès lors Béranger comme un ennemi de la France.

Mais les poursuites demandées ne purent être entreprises, car le lendemain, 15 avril, les troupes françaises effectuaient leur entrée à Genève. On se contenta de faire fermer les clubs de la *Grille* et du *Faisceau*. Le 20 avril 1798, les délégués du Conseil auprès du Résident rapportèrent que la réunion étant un fait accompli, le Résident mettait tout en oubli et qu'il consentait, en conséquence, à l'annihilation de toute procédure.

L'écrivain qui avait fortifié contre Béranger la suspicion du représentant à Genève du gouvernement français, lui avait été inspiré par son amour pour Genève dégagée de toute entrave. Nous allons en juger par son examen : ce document peut être considéré comme l'un des plus importants de ceux publiés au moment même où l'étranger fomentait l'insurrection à l'aide de quelques hommes pervers, admirateurs des jugements affreux, des confiscations et des assassinats qui couvrirent la République de sang et de fange.

La franchise, le patriotisme, la sagesse et le talent de Béranger brillent dans ces *Réflexions d'un Genevois à ses concitoyens*. Tout homme juste et aimant la liberté, telle que l'entendait notre concitoyen, applaudira à ses généreuses pensées; leur lecture suffit pour raviver l'attachement que tout Genevois doit conserver à l'indépendance de ce sol sacré sur lequel

Bérenger consuma la meilleure part de son énergie pour le bien de ses semblables et pour la gloire du pays.

« Les circonstances extraordinaires où nous nous trouvons, la crainte de perdre notre existence politique, et jusqu'à l'espérance de voir renaître le lustre et la prospérité passée de notre patrie, doivent exciter tous les vrais amis de cette patrie à communiquer leurs réflexions à leurs concitoyens.

Lorsque je pèse les divers rapports qui sont parvenus jusqu'à moi, les craintes, les espérances, mes devoirs, mon serment, je ne puis me résoudre à concourir aux desseins des étrangers sur nous, et à jamais céder ma patrie ; car c'est la céder que de perdre son indépendance pour être englouti dans une nation de trente millions d'hommes.

On me dira que cette indépendance n'est presque qu'un vain nom. Je le sais, c'est l'indépendance d'un Etat faible, souvent blessée, souvent forcée de céder sous l'orage, mais qui vit encore dans plusieurs de ses parties, et qui se relève quand le calme renaît.

Si ce froissement de l'indépendance était une raison puissante pour la regarder comme n'ayant plus aucun prix, aucune importance, tous les Etats faibles devraient disparaître et, cependant, ils sont plus heureux que les grands Etats ; ils ont des compensations, d'autres jouissances ; il y a plus d'ordre, moins de vexations, plus de véritable liberté, plus de paix, plus d'attachement aux lois et à la patrie. Si nos pères avaient pensé comme quelques hommes faibles, Genève n'aurait jamais été république. Il y a trois siècles qu'elle se trouvait dans une situation pire que la nôtre, puisque les ducs de Savoie, possesseurs du Pays de Vaud, du bas Valais, de tout le pays qui l'environnait à une grande distance, avaient aussi dans son sein des droits de juridiction qu'ils exerçaient sans contestation. Avec de la patience et du courage, ils parvinrent à des temps plus heureux ; ils fondèrent la République. Avec de l'impatience et de la faiblesse, voulons-nous la faire disparaître ?

Le commerce ne se faisait autrefois que par le moyen des foires : Genève en avait de très fréquentées ; elles nous furent enlevées. François 1^{er}, roi de France, offrit de nous les rendre, pourvu qu'on lui cédât quelques droits de juridiction. Les Genevois s'y refusèrent ; ils préférèrent la pauvreté libre

à l'opulence sujette. Aurions-nous désappris à supporter la première ?

Et cette manière de penser sur notre indépendance nous serait venue d'une manière bien subite. Il y a du tems que notre indépendance a reçu des atteintes ; on cédait, mais on se hâtait de guérir les blessures qu'elle venait de recevoir, et on l'embrassait avec plus de force que jamais ; plus elle était menacée, plus elle nous devenait chère. Nous avons parmi nos concitoyens des hommes qui ont mérité notre estime éternelle pour l'avoir défendue avec courage, avec intrépidité, et quelle horreur ne témoignait-on pas contre quiconque voulait qu'on l'abandonnât !

Il y a peu de jours qu'une *Décade* (1) parut, où l'on nous conseillait de la céder ; on y répondit par deux brochures qui furent lues, applaudies, dévorées par tous nos concitoyens, parce qu'on y prouvait et notre attachement pour elle, et les avantages dont elle nous faisait jouir. Et quelle consternation, quel désespoir n'a pas répandu la nouvelle qu'on exigeait de nous cet abandon ! Un vertige nous aurait-il tout à coup changés, transformés en des hommes si différens ?

Cette indépendance est une chimère, dit-on ; cependant ce n'est pas seulement dans ce tems qu'elle a souffert ; et voyez quels grands effets elle a produit. Pourquoi Genève a-t-elle fleuri ?

Pourquoi ? Allez dans un vaste domaine : vous y verrez toujours des parties négligées ou inutiles, mal cultivées. Visitez une petite ferme : tout y est soigné, mis à profit ; elle produit beaucoup plus que le vaste domaine, comparative-ment à sa grandeur. Le possesseur du domaine jouit dans l'indolence ; celui de la petite ferme s'occupe sans cesse à l'améliorer. C'est à sa petitesse, à sa faiblesse, à son dénuement de ressources mêmes que Genève doit son industrie ; l'abondance riverait le ressort que lui donna cette activité qui la soutint et l'éleva. D'ailleurs, elle a lieu d'espérer que n'ayant plus pour voisin qu'une nation grande, juste, généreuse, son indépendance sera désormais plus respectée.

Pourquoi Genève s'est-elle rendue célèbre dans le commerce, dans les arts, dans les sciences ? Pourquoi tant d'hommes illustres se sont-ils formés dans son sein ? Pour-

(1) *Décade* était le titre d'un journal français philosophique, littéraire et politique ; son rédacteur était fils d'un Genevois.

quoi tant d'établissements publics dont elle a donné l'exemple, tant de ressources contre l'adversité et une prospérité qui s'obscurcit quelquefois, mais toujours renaissante; des mœurs qui se sont soutenues pendant deux siècles, et qui, enfin, dégénérées, le sont moins que celles de nos voisins; cette activité générale, qui excite, nourrit, perfectionne les talens; ces vertus bienfaisantes, ce désintéressement dans diverses parties de l'administration, qui égalent toujours les moyens aux besoins?

J'ai habité une ville qui, sous plusieurs rapports se rapproche de Genève, mais elle n'était pas indépendante; et personne ne voulait consacrer quelques heures de son temps aux établissements publics, même de charité, si chaque séance n'était payée. Otez-nous ce sentiment qui nous unit, qui nous identifie avec la chose publique, qui étend notre moi sur elle et l'égoïsme reprendra tout son empire et se renfermera dans ses seules jouissances. On ne connaîtra bien tout ce que l'on doit au sentiment de l'indépendance, que lorsque nous l'aurons perdue, et qu'il ne nous restera plus que de longs, d'amers et d'inutiles regrets.

Nous souffrons, je le sais, mais le vrai citoyen souffre avec patience, avec une espèce de plaisir; c'est un sacrifice qu'il fait à sa patrie, et il en voit le prix dans un avenir qui ramènera le calme et la paix, suivie de l'empire de la justice; il ose espérer de voir renaître des jours plus heureux pour la République. Mais on nous présente des tableaux effrayants, si nous ne cédon pas; on veut que la crainte fasse ce que la persuasion ne peut faire. La raison, le sentiment repoussent ces tableaux. Jamais je ne pourrais penser qu'une nation, qu'un gouvernement qui annonça, qui proclame encore des principes de philanthropie, de générosité, de justice, de protection pour le faible, et surtout pour ses alliés, puisse vouloir ordonner à ses soldats de saisir, de piller, de dévaster une ville alliée de la France depuis deux siècles, protégée encore par des traités qui existent et qu'elle a toujours respectés, qui a produit des hommes qui lui furent utiles par les lumières qu'ils ont répandues et les services qu'ils lui rendirent, qui sema dans une partie de la France des germes d'activité et d'industrie, qui aida à sa prospérité générale, qui adopta ses principes et régla sur eux son gouvernement, qui fit pour les Français tout ce qu'elle pouvait faire, qui désarmée et tranquille, se confie en ses promesses et ouvre

son sein à ses soldats. Non, de tels actes sont trop odieux pour les croire et pour les craindre ; ce serait déshonorer le Gouvernement français que de penser qu'il pourrait les vouloir et les approuver.

Son ministre à Genève nous presse, nous sollicite, etc. ; mais ses discours affaiblis par ses précédentes protestations. Il aimait l'indépendance de Genève, il voulait la protéger et la défendre. Elle lui était aussi chère qu'à aucun Genevois. Combien de fois n'a-t-il pas témoigné la plus vive indignation, non pas de crainte réelle, mais de l'apparence de crainte, que le Gouvernement français ne voulut toucher à notre indépendance ; le supposer était alors une offense, une insulte grave ; douter de l'exécution constante de ses déclarations, des promesses faites en son nom, était alors un crime ; s'y confier aujourd'hui pourrait-il devenir un crime encore ?

On dit que dans notre situation actuelle, nous partageons les malheurs de la France, sans en partager la prospérité. Cette assertion n'est point vraie. La France peut être agitée, et nous dans le calme ; elle peut être en guerre, et nous en paix ; ses moissons peuvent manquer, et nous tirer nos provisions des autres Etats de l'Europe, etc. Et quant à sa prospérité, il est bien difficile que l'abondance dans nos environs ne pénètre pas jusqu'à nous. Juger de notre état naturel et constant par notre situation actuelle, par les gênes que le commerce éprouve, c'est décider d'une année entière par quelques jours orageux ; cet état doit finir, il tient à des circonstances passagères ; c'est un moyen momentané qui ne peut devenir un état habituel et auquel une paix générale mettra un terme.

Sans doute, il serait honorable pour les Genevois de se fondre dans une Nation au plus haut point de la gloire militaire, et qui commande, pour ainsi dire, à l'Europe entière. Mais notre situation nous défend cette gloire, cet éclat ; elle nous prescrit une existence plus modeste : c'est dans le travail de l'industrie et les tranquilles méditations que nous devons chercher notre prospérité, notre paisible célébrité.

Je n'étendrai pas ces réflexions plus loin ; je ne dirai pas que dans un Etat vaste les maux que font naître les fautes de l'Administration sont moins corrigibles, que ses dissensions, ses guerres civiles sont plus cruelles, plus durables, plus interminables, qu'il peut moins jouir de la paix avec ses

voisins, et qu'il importe à notre existence commerciale d'être en paix avec tous les Etats, etc... Le cœur, la raison, l'intérêt, tout doit nous attacher à Genève indépendante ; tout doit nous obliger à ne céder qu'à l'absolue nécessité, à la force, et à répéter cette expression si connue et si souvent citée, parcequ'elle renfermait un sentiment noble et sage : *Nous attendrons les évènements avec confiance ; ils nous trouveront toujours citoyens.* »

Jamais la flatterie ne fut un moyen employé par Bérenger pour s'attirer l'estime de ses concitoyens. C'était par la justice dans les actes et par la vérité dans ses paroles qu'il captait la confiance générale et particulièrement celle du peuple de la campagne. Comme Bérenger, Félix Desportes, le Résident de France, avait compris que l'appui des agriculteurs n'était pas à dédaigner et voici comment, dans le discours qu'il prononça le 25 prairial, an VI (13 juin 1798), au moment de l'installation des Autorités administratives et judiciaires du Canton genevois, le Résident s'exprimait aux magistrats en faveur de la population agricole :

« Si vous êtes véritablement jaloux de faire fleurir aussi
« la grande République, favorisez les cultivateurs, honorez-
« les, apprenez-leur à se pénétrer de la dignité de leurs
« travaux : dites-leur bien que si la Constitution tolérât des
« distinctions dans l'état ordinaire de la vie, elles seraient
« toutes décernées au respectable citoyen dont les sueurs
« patriotiques fertilisent la terre. Fussiez-vous même au
« milieu de l'éclat de vos fonctions, quand vous verrez
« s'élever vers vous, pour implorer votre appui, des mains
« durcies par le soc de la charrue, descendez de vos chaises
« curules, venez presser ces mains-là ; elles sont précieuses
« à la République ; ce sont celles d'un agriculteur !... Alors
« votre âme émue se remplira des plus doux sentiments et
« vous payerez une dette à la reconnaissance, en prêtant une
« oreille propice aux sollicitations de ce bon citoyen. »

* * *

Un roman en deux volumes in-12, qu'il ne nous a pas été possible de nous procurer, sous le titre de : *Laure et Auguste*, fut traduit de l'anglais en 1798 par Béranger. Il est probable que cet ouvrage devait avoir une portée toute politique pour mériter une traduction de notre concitoyen. Béranger n'avait cessé de conserver des relations avec les Genevois les plus éminents à l'intérieur et à l'extérieur ; la lettre qui va suivre montre que l'esprit de résistance à toute domination étrangère formait un lien puissant entre un grand nombre de citoyens Genevois. Tous avaient à cœur d'entretenir l'esprit national avec l'espoir qu'au jour où ils se trouveraient prêts à reconquérir l'indépendance ils pourraient plus facilement dominer la situation, éviter le retour d'une occupation étrangère et surtout faire prévaloir leurs réformes politiques.

L'un des plus actifs correspondants de Béranger fut le proscrit *David Chauvet*, homme de lettres, bourgeois de Genève, élu membre du Conseil des Deux-Cents le 3 janvier 1782. Retiré sur le sol britannique, à Kensington, il ne cessa de s'occuper des affaires de Genève. Le 22 juin 1798, il adressait à M. Gallatin, citoyen de Genève, membre de la Chambre des représentants des Etats-Unis de l'Amérique pour l'Etat de Pensylvanie, un tableau des crimes du Directoire français envers la République de Genève.

David Chauvet regardait comme un sujet de spéculation, non-seulement les projets d'envahissement du Gouvernement français, mais encore son ambition effrénée, l'art avec lequel il profitait de toutes les circonstances pour semer la désunion et pour propager ses principes chez les peuples qu'il voulait asservir. Ce n'est point un Cromwel qui usurpe un trône, lui écrivait *Chauvet*, c'est un faussaire qui oblige un homme

faible, le poignard sur la gorge, à lui faire une donation de son bien, et qui se vante ensuite de la légitimité de son titre.

David Chauvet exposait à *M. Gallatin* dans une brochure imprimée chez *T. Baylis*, à Londres, la conduite du Gouvernement français envers la République de Genève, faisant ressortir ce fait que moins cette République paraît importante, plus la persévérance du Directoire français pour la conquérir doit étonner. On est souvent disposé, ajoutait-il, à pardonner des crimes à la politique, quand ils sont commis pour un grand objet, mais une suite de procédés perfides et astucieux, un tissu d'alliances jurées et de serments violés pour s'emparer d'une petite ville sans territoire, une politique si perverse et si soutenue pour accomplir un si petit objet, voilà ce qui mérite l'attention de tous ceux qui veulent s'éclairer sur le vrai caractère et les desseins futurs de la République française. *Chauvet* envisageait les Français comme de prétendus républicains, ne pouvant souffrir l'existence d'une petite république, car, disait-il, ces prétendus vengeurs des violences des rois ont détruit une indépendance à laquelle les rois n'avaient porté aucune atteinte.

D. Chauvet avait été proscrit pour dix ans avec conditions de retour réservées, en même temps que ses amis politiques, Jacob Vernes, Isaac Salomon Anspach, déposés de leur charge; Julien Dentand, Jacques Vieusseux, Jean Flournoy, Etienne Clavière, J.-A. Du Roverray, F. D'Yvernois, Marc-François Rochette, exilés à perpétuité; Jacques Grenus, *David Chauvet*, Jean Janot, Guillaume Ringler, Jean-Jacques Breusse, La Motte, Jean-Antoine Thuillier, Esaië Gasc et Jean-Louis Schraidt.

De ses correspondances avec Béranger, nous n'avons pu recueillir que la pièce suivante, datée de Kensington, le 1^{er} décembre 1798.

« J'ai reçu, mon cher Monsieur, le petit billet que vous avez remis à Mademoiselle V. et je vous en remercie bien sincèrement ; vous avez rencontré l'endroit sensible en me parlant de vos espérances, elles fortifient les miennes ; je me plais à m'en occuper et plus je m'y arrête plus elles me paraissent fondées ; et moi aussi je crois un Dieu puissant et juste ; il mettra des bornes aux crimes des hommes comme il en a mis à la mer, et déjà il me semble que les choses prennent une tournure qui annonce de grands changements. Il y a peu de mois qu'on nous croyait dans le plus grand danger, les bravades et les menaces des cinq Tyrans trouvaient du crédit sur le continent ; nous n'avons pas eu un instant d'alarme, mais à présent l'illusion doit être dissipée ; nous sommes également à l'abri de leurs soldats et de leurs principes. Je suppose que le journal de Mallet-Du Pan ne parvient pas jusqu'à vous, et j'en suis fâché ; vous auriez du plaisir à le lire ; vous y verriez le tableau fidèle de ce qui se passe dans les Etats qui ont résisté jusqu'à présent à cet épouvantable torrent. Quant à la brochure sur Genève, je puis vous dire qu'elle a produit ici un grand effet : je ne désespère pas que l'on ne s'intéresse pour nous quand il en sera temps ; j'ai eu soin de la répandre entre les personnes qui peuvent avoir de l'influence et peut-être il viendra un moment où il faudra rappeler ce qu'il y a à dire en notre faveur ; c'est à quoi je serai attentif, surtout si vous me faites passer quelques matériaux. Ce n'est pas très-difficile ; il faudrait seulement que l'adresse et l'extérieur des lettres eussent un peu l'air de ces lettres de servante qui n'excitent pas la curiosité et surtout les mettre à la poste à Nyon ou à Lausanne ; n'y ayant point de signature je crois qu'il n'y aurait aucun risque. En attendant, je vous envoie dix-huit exemplaires du dernier écrit, en vous priant d'en faire parvenir un à chacune des personnes suivantes : M. Roman le Régent, M. Mallet-Romilly, M. Juventin et M. Archer. J'en ai déjà envoyé une trentaine en Suisse qui doivent être arrivées par Neuchâtel, en sorte qu'il pourra être connu. Il est à souhaiter qu'il se conserve une masse de vrais Genevois, par lesquels l'esprit national puisse se renouveler lorsque le moment de la délivrance arrivera ; mais il faut se préserver de tout ce qui donnerait aux autres la moindre défiance, ce ne serait qu'attirer de nouveaux malheurs ; patience et prudence et tout tournera bien. C'est sur ce pays que roule maintenant le sort de l'Europe, et je puis

vous assurer que tous les efforts gigantesques des ennemis de l'humanité ne sauraient l'atteindre : 800 vaisseaux de guerre de toutes grandeurs, 120,000 matelots et 400,000 hommes de troupes de terre, avec l'unanimité de la nation, c'en est assez pour n'avoir rien à craindre ; il est vrai que la masse d'impôts qu'il faut supporter est énorme, mais l'accroissement du commerce et de l'industrie peut soutenir cet état de choses encore quelques années sans risque. Voilà ce qu'a produit un gouvernement sage et ferme et le bon sens d'une nation qui ne se laisse pas mener par des mots. Je me trompe beaucoup, ou ce coin de terre aura sauvé l'Europe avant que deux ans soient écoulés ; il me semble que cela doit soutenir le courage et les espérances de nos compatriotes.

D'Yvernois va publier un volume ; il vous l'enverra par la même voie que ce paquet ; il me charge, ainsi que Dumont, de vous dire mille choses affectueuses. Madame Roget me demande de vos nouvelles avec le plus vif intérêt ; M. Romilly est marié à une belle, aimable et excellente femme qui vient de le faire père d'un fils. Le jeune Roget est docteur en médecine ; il pratique déjà à Londres et promet de se distinguer. Voilà des détails qui vous intéresseront. J'attendrai aussi de vous ceux qui vous concernent. Je vous embrasse de tout mon cœur.

D : CH.

L'esprit national genevois ne se perdit point malgré l'occupation française ; on supporta avec résignation et fermeté les calamités momentanées ; on se réunissait en famille pour discuter la situation et préparer sagement la délivrance.

La solennité de l'Escalade, surtout, devint une occasion de fortifier les patriotiques espérances. Pour ces modestes fêtes au foyer domestique, on réservait de délicieuses chansonnettes du crû ; un joyeux entrain, le fumet de la dinde et le cliquetis des verres faisaient oublier les défauts de ces compositions poétiques, souvent improvisées un instant avant de se mettre à table. — Les chansons qui nous sont restées de ces temps, témoignent de l'amour patriotique de nos devanciers, qui

considéraient avec raison l'anniversaire de l'Escalade comme « *la fête des bonnes gens* ».

Célébrer l'Escalade, c'est célébrer la victoire de la liberté sur le despotisme, le triomphe de la lumière sur l'erreur et le fanatisme !

Pictet de Serigny, dans sa Genève ressuscitée, a eu raison de dire « combien de cœurs soutenus par le souvenir du *miracle* de 1602 palpitaient en secret dans l'espoir d'une nouvelle délivrance ». La délivrance est venue et de nos jours encore le *culte* de l'Escalade ne s'est point refroidi.

Albert *Rilliet*, dans son *Histoire de la Restauration de la République de Genève*, relate que ce fut sous la direction et par l'entremise de MM. *Chauvet*, *Dumont* et *D'Yvernois*, genevois habitant Londres, que le 9 Décembre 1801 « ils « présentèrent à lord Hawkesbury, ministre des affaires « étrangères, un mémoire dans lequel étaient exposés les « légitimes griefs de la République, et ses droits à recouvrer « la possession de son indépendance nationale. Ce mémoire, « auquel le ministre promit son appui, dût être remis aux « plénipotentiaires anglais qui traitaient à Amiens avec la « France, afin de servir de base à une intervention de leur « part en faveur de l'affranchissement de Genève. Ce traité de « paix fut signé le 25 mars 1802, et aucune mention n'y fut « faite de la République genevoise. Il est vrai que tous les « alliés de l'Angleterre étaient enveloppés dans le même « oubli.

« Douze années devaient se passer encore avant qu'une « occasion semblable se présentât. Durant cet intervalle, « l'esprit national, loin de s'affaiblir dans Genève, semblait se « nourrir au contraire et se ranimer par son opposition et sa « résistance au régime français. Il entretenait dans la popu- « lation une lutte sourde, mais persévérante contre un gou-

« vernement, auquel son origine étrangère enlevait plus de
« prestige que l'éclat de ses victoires et la fermeté de son
« administration ne lui donnaient d'autorité. »

Parmi la société genevoise, dit encore *Rilliet*, les coteries de femmes et les cercles d'hommes élevaient contre les progrès de l'assimilation française une barrière presque insurmontable, au-devant de laquelle ne pénétraient sur aucun point les personnes venues à Genève pour représenter ou pour servir le gouvernement impérial.

* * *

Resté Genevois par le cœur, Bérenger inspirait néanmoins une haute confiance aux représentants de l'administration française, puisqu'au 1^{er} mars 1802, le préfet du Léman l'appela à recevoir les votes des citoyens de la première série de la municipalité de Genève pour l'élection du juge de paix de l'arrondissement.

L'année suivante, Bérenger travailla à une édition populaire, imprimée à Paris, puis réimprimée à Genève en 1805, du *Cours de géographie historique, ancienne et moderne*, par *Osterwald*. Cet ouvrage formait deux volumes in-12.

Eu 1805, il publia une édition corrigée du *Dictionnaire géographique ou Description des quatre parties du monde*, de *Vosgien*, célèbre savant hébraïsant, docteur de la Sorbonne, connu sous le nom de *Ladvocat*, Jean-Baptiste. Le *Dictionnaire géographique portatif*, publié par lui en 1747, sous le titre de *Vosgien*, c'est-à-dire né dans les Vosges, a été traduit de l'anglais. Il eut une nouvelle édition publiée par *Giraud*, à Paris et à Lyon, en 1812. *Vosgien* ou *Ladvocat* était né à Vaucouleurs en 1709 ; il mourut en 1765.

Bérenger a aussi traduit l'*Americanische Geographie* de

Auguste-Louis de *Schlæzer*, historien allemand, adjoint à l'Académie de Saint-Pétersbourg (né en 1737 à Jagstadt, Hohenlohe, mort en 1809); il a également travaillé au *Dictionnaire raisonné, universel, d'histoire naturelle* de Jacques-Christophe *Valmont de Bomare*, ouvrage qui fut réimprimé de 1768 à 1770 à Yverdon, puis à Paris et à Lyon. *Valmont de Bomare* était un naturaliste distingué, né à Rouen en 1731, mort en 1807.

* * *

Des revers avaient amoindri la petite fortune que Bérenger s'était acquise par un persévérant travail. En 1801, il était occupé dans les bureaux de la Préfecture, placée alors sous l'autorité de M. A. M. Eymar, préfet du Léman. Ce magistrat faisait grand cas du talent et du caractère élevé de Bérenger.

Qu'on en juge par la lettre suivante, qu'il lui adressa le 17 vendémiaire, an IX, avec cette suscription :

Au citoyen Bérenger, auteur de « l'Histoire de Genève »

« C'est avec le plus grand regret que j'ai vu interrompre
« les communications journalières que le travail, dont vous
« aviez bien voulu vous charger, établissaient entre nous.
« La place que vous occupiez dans les bureaux de la Préfec-
« ture absorbait un temps précieux et ne pouvait que vous
« détourner de travaux plus essentiels. Un homme de lettres
« tel que vous ne doit mettre en œuvre que ses propres idées
« et vous êtes du nombre de ceux qui, dans le travail, s'ap-
« partiennent tout entiers.

« Je fais les vœux les plus ardents, citoyen, pour qu'un
« emploi plus analogue à vos talents puisse corriger envers
« vous les torts de la fortune et vous laisser en même temps
« le loisir nécessaire pour suivre vos travaux de littérature.

« Si jamais je puis vous être bon à quelque chose, je me
« croirai trop heureux de saisir l'occasion de vous témoigner
« les sentiments d'estime et d'attachement que je vous ai
« voués. »

Il est un proverbe qui dit : « Les montagnes ne peuvent se rencontrer, mais deux hommes se rencontrent. » — Les destinées des hommes présentent des cas extraordinaires sous ce rapport. Ainsi, Béranger était employé à la Préfecture du Léman pendant que Cornuau y remplissait les fonctions de secrétaire général.

La franchise et la modestie de Béranger sont révélées dans ses lettres à ses plus intimes amis ; il rebute les banales formules de politesse que l'on avait usage d'employer en son temps pour clore une correspondance et dont le servilisme était le point dominant.

Dans l'une, Béranger se justifie d'avoir laissé cette formule ordinaire, parce que, dit-il, elle est malpropre à rendre ce qui est pour son correspondant ; dans deux autres lettres, il est plus catégorique encore : « Je ne veux plus de formule qui sente la médecine. » Ou bien après l'indication du quantième, du mois et de l'année, cette satirique indication :
« Formule savante comme il appert. »

Le 11 mai 1798, Béranger, souffrant, avait déposé son testament olographe chez le notaire Jacob Vignier, à Genève. Le dépôt de ce titre est contresigné par Laurent Deonna, Joseph Romieux, Philippe Romieux, Philippe Le Royer, Etienne Miqueler, négociant, André-Esaie Ressegueire, joaillier, Jean-André Lesage, J.-P. Béranger et le notaire. En voici le texte :

Mes dernières volontés

« Comme j'ignore si je recouvrerai la santé, je crois devoir
« régler mes affaires comme suit :

« J'ai reçu de ma femme, soit comme dot, soit comme
« héritage, environ trois mille et sept cents livres courantes,
« comme on peut le voir dans les comptes de l'hoirie *Lorentz*.
« Ma femme doit donc rentrer en possession de cette somme,
« dont je suis bien sûr qu'elle fera un usage digne d'une
« bonne épouse et d'une bonne mère.

« Ma fille n'est pas assez avide de biens pour être fâchée
« que je donne à chacun de ses frères quinze cents livres de
« plus qu'à elle, parce qu'étant élevée et établie et ses frères
« ne l'étant pas, il leur est plus nécessaire d'avoir la plus
« grande part à l'héritage paternel, *laissant à ma femme*
« *le soin de compenser cette inégalité de partage entre mes*
« *enfants par celui de la somme dont elle aura à disposer à sa*
« *mort.*

« Je l'établis curatrice de nos deux fils et prie mes deux
« amis, Jacques Odier-Chevrier et Gaspard Delor, de vouloir
« bien être ses conseillers curateliaires.

« Ainsi tout mon avoir, dégagé de créances mauvaises
« s'élevant par le compte que j'en ai fait au moins à 13,800
« livres courantes, il en reste environ 10,000 livres cou-
« rantes qu'il faudra partager entre mes enfants.

« Ma fille en aura 2,333, indépendamment de la petite dot
« que je lui ai donnée, qui ne doit point être comprise dans
« le partage, comme elle ne l'a pas été dans la somme
« totale, et chacun de mes fils en aura 3,833.

« S'il y avait quelque défalcation à faire, elle se ferait dans
« la même proportion, comme aussi si quelques-unes des
« mauvaises créances rapportaient quelque chose à l'hoirie,
« elles seraient distribuées de même.

« Si l'on vend mes meubles, ma bibliothèque, etc., ils
« ajouteront quelque chose à la somme totale de mon avoir,
« je n'ai pas besoin de m'en occuper. Mes bons amis, s'ils

« veulent accepter l'office de conseillers curateliaires feront
« mieux que je ne pourrais le leur indiquer.

« Jean-Pierre BÉRENGER.

« Ce 30 janvier 1798.

« P. S. — Je n'ai pas parlé de mon gendre dans cet écrit ;
« il n'a pas besoin de cela pour être persuadé que j'eus
« toujours pour lui l'affection la plus tendre.

« Si des deux personnes que j'ai nommées ci-dessus, il s'en
« trouvait une trop occupée pour la remplir ou absente, etc.,
« j'oserai prier mon ami Charles-Jean Amat de se joindre à
« eux ou de remplir la place. Il donnera avec plaisir quel-
« ques soins à la famille de celui qu'il affectionnait.

« BÉRENGER.

« 30 janvier 1798. »

A ce testament olographe, j'ai trouvé joint l'annotation suivante, sur une feuille séparée, qui paraît avoir été écrite en 1807, et sur le dos de laquelle est porté (de l'écriture du gendre de Bérenger, Charles Bourrit) : *Dernières volontés du meilleur des hommes, 1807* :

« Mes enfants ont eu trop d'affection pour moi pour que
« j'aie à craindre qu'ils ne suivent pas mes dernières
« volontés.

« Je désire que le petit capital que je laisse demeure
« sous l'administration de ma femme, aidée des conseils de
« mes amis Boin, Delor et Amat. M. Delor pourra être
« curateur ; mes deux fils demeureront avec leur mère.

« Voici les raisons de cet arrangement. Si je rendais à
« ma femme quatre mille livres que j'ai reçues d'elle, son
« augment de deux mille livres et la jouissance de la
« moitié de ce qui me reste, que je puis et dois lui assi-

« gner légalement, l'autre moitié, divisée en trois, serait si
 « peu de chose qu'il se dissiperait ou ne remplirait point le
 « but qu'on pourrait se proposer. Au lieu que la famille et
 « la somme restant réunis, ma femme, au lieu de dissiper,
 « accroîtra cette somme par son économie, et après sa mort,
 « mes enfants auront une part qui ne sera pas bien considé-
 « rable, mais qui pourra les mettre à l'abri du besoin.

« Ma fille seule aurait quelque droit de se plaindre ;
 « mais, outre qu'elle se trouve aujourd'hui dans une situation
 « assez heureuse, *ma femme l'aime, est équitable et y aura égard.*
 « *j'en suis bien sûr,* comme je suis sûr que ma fille et mon
 « gendre ne s'en plaindront pas.

« Je désire que mon gendre ait ma bibliothèque, mon
 « microscope, mes cartes et mes estampes, tous mes manus-
 « crits, et que tout cela lui soit compté pour la valeur de six
 « cents livres, dont il recevra le tiers quand on en viendra
 « au partage de l'héritage, et par conséquent, ne lui reviendra
 « réellement que quatre cents livres ; de plus, je ne veux pas
 « qu'on tienne compte du peu que je lui ai livré à son
 « mariage en guise de dot. Seulement, je le prie de laisser
 « l'usage de la bibliothèque à mes enfants, lors même
 « qu'elle sera chez lui, pourvu que mes enfants n'abusent
 « pas de cette facilité.

« Ainsi par mon dernier inventaire mon avoir se trouve
 « monter à la somme de . . . 24,136 francs courans

« Si à cette somme on ajoute de Genève

« la valeur de 12 Encyclopédies

« dont 3 sont actuellement vendues

« pour près de 180 livres. C'est. 700

« La valeur de la Bibiothèque . 600

A reporter. . 25,436 francs

Report . . 25,436 francs

« Peut-être l'*Histoire de la Réu-*
« *nion* pourra se vendre un jour ;
« et comme il y en a 1500 exem-
« plaires, qu'après quelques dons à
« faire, il en restera environ 1400,
« qui, à 21 sous l'exemplaire ferait
« 700 francs, mais je les réduits à 400

25,836

« qui est ma fortune, dont la dernière partie n'est pas cer-
« taine.

« J'espère qu'après ma mort ma femme pourra y ajouter
« encore par son excellente économie. Mais en ne la comp-
« tant que ce qu'elle est, chacun de mes enfants aura
« pour sa part 8,612 livres courantes. C'est peu pour qui n'y
« ajoute rien par son travail ; c'est peu pour mon pauvre
« Charles, que j'aurai bien voulu avantager ; mais je n'ai
« pas voulu être injuste envers les autres, et j'ai compté sur
« leur bon cœur et sur leurs sentiments fraternels.

« Si j'avais vécu plus longtemps, j'espérais que ma femme
« et moi aurions laissé à mes enfants à chacun 9,000 livres
« courantes ou 3,000 écus ; peut-être ma femme à l'aide de
« sa bonne économie pourra faire ce que je n'ai pu exécuter.
« Je le désire. »

A cette note, le gendre de Jean-Pierre *Bérenger* a ajouté
six points dont l'exquise délicatesse servira de noble complé-
ment aux sages et prudentes volontés de son illustre parent :

« Genève, 3 juillet 1807.

« Etant père de six enfants, ignorant si je n'en aurai pas
« davantage, ayant été jusqu'à présent dans l'impossibilité de

« placer aucun argent et ne sachant point si la Divine Provi-
« dence ne me retirera pas de ce monde avant que j'ai pu
« mettre à l'abri du besoin ma chère femme et mes chers
« enfants, je crois leur *devoir* de supplier ici ma bonne
« maman d'observer :

« 1° Que mon bien-aimé père a oublié de parler dans ses
« dernières dispositions d'un compte d'environ 19 louis qu'il
« me devait dès l'année 1799 et qui si l'on ajoutait les inté-
« rêts monterait actuellement à environ 27 louis, et Dieu me
« garde de les réclamer !

« 2° Que si ma femme pouvait jouir de son capital, les
« intérêts le tierceraient au bout de 10 ans, le doubleraient au
« bout de 20 et que, par conséquent, sa possession est un
« avantage dont elle est réellement privée, mais certainement
« sans aucun regret, ni de sa part ni de la mienne, puisque
« c'est notre mère et nos frères qui l'ont appelés à en jouir.

« 3° Que la somme qui a été remise en guise de dot et qui
« devait être de cinquante louis, n'a jamais été que de douze,
« uniquement par l'effet de circonstances fâcheuses.

« 4° Que la bibliothèque que mon beau-père m'assigne
« n'est pas proprement un don, mais une vente à basse
« estimation.

« 5° Que dans son avoir, il a compris l'ouvrage de la *Réu-
« nion*, mais que postérieurement à l'écrit, il m'en a fait la
« donation verbale, dont je ne prétends pourtant pas profiter
« sans en avoir son libre consentement.

« 6° Que dans le testament comme dans les dernières dis-
« positions qui le remplacent, mon excellent beau-père priant
« sa femme (dans les termes les plus précis et que j'ai pris la
« liberté de souligner), la priant, dis-je, de compenser une
« fois par les dispositions qu'elle pourra prendre l'espèce
« d'inégalité qu'il a cru devoir mettre dans les siennes, j'en

« appelle aussi à l'esprit de justice et d'équité de cette bonne
« mère et à la tendresse qu'elle a de tout temps témoigné à
« ma femme, à mes enfants et à moi-même *pour qu'elle rem-*
« *plisse un jour le dernier vœu de son mari*, sans attendre
« même qu'elle en fût aux derniers instants de sa vie si je
« venais à perdre la mienne.

« Etant seul, je me tairais ; mais j'ai une nombreuse
« famille. Je ne possède rien ; j'ignore si je laisserai quelque
« chose. Puissent donc ma bonne maman et mes bons frères
« me pardonner ces réflexions et croire qu'en tout temps et
« quelles que soient les volontés de mes parents adoptifs, je
« ne cesserai jamais de les respecter et d'être en particulier
« pour mon excellente et bien-aimée mère un fils tendre
« et soumis.

« Charles BOURRIT. »

* * *

Bérenger, qui a tant travaillé pour voir Genève *indépendante*, n'a pu jouir du résultat de ses labeurs.

La mort, à laquelle il s'était dignement préparé, l'enleva dans sa septantième année, le 23 juin 1807 ; il habitait alors la rue des Chaudronniers, à Genève, au numéro 291. L'inscription de son décès fut faite à l'Etat civil par les soins de MM. Gaspard De Lor, propriétaire, et Jean-Joseph Bellamy, négociant.

Bérenger n'est plus ! Mais son esprit demeure.

Aujourd'hui sont réalisées ses généreuses, ses patriotiques espérances : Genève est libre ; l'égalité politique la plus rationnelle, la plus complète règne au sein de son peuple ; des communes rurales de la France et de la Savoie, annexées au territoire de l'ancienne République jouissent des inestimables

bienfaits de la liberté. Citadins et campagnards comprennent que le bonheur du pays et la prospérité des familles sont étroitement liés à cette égalité, à cette union de tous les citoyens s'appliquant sans relâche à l'œuvre du développement matériel et intellectuel de toutes les institutions.

Bérenger n'est plus !

Le plus filial et le plus solennel hommage que nous puissions rendre à la mémoire du patriote-historien, nous, Genevois libres, Genevois égaux, c'est de nous pénétrer de cette impression : Bérenger a noblement servi la cause de la liberté, il a bien mérité du pays, et, sur ce sol devenu réellement libre, auquel il fut si inviolablement attaché, son esprit plane et il demeurera toujours pour vivifier dans tous les cœurs genevois, ces sentiments élevés qui font l'homme libre et qui constituent le vrai citoyen.

C. FONTAINE-BORGEL

EMILE JULLIARD

LA FEMME, LA GLOIRE ET L'ARGENT

SA MAJESTÉ LE ROI MILLION

(L'ARGENT)

Comédie en deux actes

N.-B. Les deux comédies, LA DIPLOMATIE FÉMININE (*L'Amour*), et LE SATELLITE (*La Gloire*), ont paru dans le précédent volume de l'Institut.

SA MAJESTÉ LE ROI MILLION

L'ARGENT

SA MAJESTÉ LE ROI MILLION

COMÉDIE EN DEUX ACTES

PERSONNAGES :

VALIN.

RODOLPHE DARIOL.

BADET.

SOPHIE, femme de Valin.

EUGÉNIE, fille de Valin, d'un premier lit.

PIERRE	}	domestiques.
LISSETTE		

LA SCÈNE SE PASSE A PARIS.

SA MAJESTÉ LE ROI MILLION

COMÉDIE EN DEUX ACTES

ACTE PREMIER

Un salon. — Portes au fond et sur les côtés.

SCÈNE I.

LISETTE (étendue sur un canapé, lit un roman) PIERRE (assis près d'un petit bureau, est occupé à écrire.)

(Au lever du rideau, on sonne dans le cabinet de gauche.)

PIERRE (lisant ce qu'il vient d'écrire.)

« Plan de réformes sociales, politiques et administratives.
— Chapitre I^{er}. — Gouvernement des nations par les pauvres.
— Art. I^{er}. Tout citoyen payant plus de 500 francs de loyer est exclu des charges publiques. Art. II. Les indigents seuls sont éligibles à la présidence de la République. »

(coups de sonnette répétés.)

LISETTE (sans se déranger.)

Je crois que Monsieur sonne.

PIERRE (idem.)

Je le crois aussi. (Lisant.) « Les impôts sont perçus,... » dis-moi, Lisette, toi qui as avalé des bibliothèques entières, tu n'aurais point par hasard rencontré le mot impôt dans tes lectures ? On l'écrit « I M P E A U » n'est-ce pas ?

LISETTE

Est-il permis d'être ignorant à ce point ! tu ne sais donc pas qu'impôt s'écrit « I M P A U D. »

PIERRE (corrigeant.)

Merci, je ne l'oublierai pas.

(Nouveaux coups de sonnette.)

LISETTE.

Ne penses-tu pas, Pierre, qu'il faudrait peut-être aller voir ?...

PIERRE.

Oui, l'on pourrait aller voir,... « les impôts sont perçus... » (cherchant dans sa mémoire.) S U O U S U T ?... c'est S U T... « par les prolétaires sur le capital des riches... » Allons, bon, moi qui écris capital avec un seul **p** comme si je ne savais pas que ce diable de mot en demande deux.

(Violents coups de sonnette.)

LISETTE (sans se déranger.)

Il faut pourtant se décider à répondre à Monsieur.

PIERRE (idem.)

C'est vrai, il faut se décider. — Vois-tu, Lisette, si mon projet de réorganisation sociale et d'anarchie universelle

trouve un éditeur, tu verras du nouveau dans les affaires de ce monde. Il n'y aura plus ni riches, ni pauvres ; tous les hommes deviendront de petits rentiers et personne ne travaillera plus. Les gouvernements actuels, ces bâtons jetés dans les jambes des nations pour les empêcher de marcher trop vite, les gouvernements actuels, dis-je..... (coups de sonnette furieux.) Ce carillon me dérange singulièrement..... Les gouvernements actuels, te répétais-je..... (mouvement dans la coulisse.) Eh bien!.. qui vient là?... Bon ! c'est la sonnette avec le sonneur.

SCÈNE II.

LES MÊMES, VALIN.

VALIN (entrant. — Il tient à la main une sonnette qu'il agite de toutes ses forces.)

Est-on sourd ici, ou se moque-t-on de moi? (Pierre reste assis.) Une minute de plus, coquin, et je te réduisais en poudre ; j'ai bien sonné dix fois et personne... Si tu te levais, manant, quand je te parle.

PIERRE (se levant.)

Monsieur, si je n'ai pas accouru d'abord, c'est de la faute du socialisme et de la politique ; vous ne connaissez pas encore mon plan de réformes ; écoutez : (lisant) « tout citoyen payant plus de 500 fr.... »

VALIN.

Tais-toi, ou je te brise ! Mes journaux sont-ils arrivés ?

(Pierre lui remet plusieurs gazettes chiffonnées et entièrement dépliées.) Comment ! impudent ! tu te permets de déplier mes journaux et de les lire avant moi.

PIERRE.

Le beau mal !.... Est-ce que je vieillis les nouvelles en les lisant avant vous ?.... A propos, vous savez que le ministère roumain est démissionnaire :.... J'en suis enchanté, car je n'aimais pas ces ministres, moi ; ils soutenaient mal la cause du pauvre peuple. N'est-ce pas votre avis ?

VALIN.

Ecoute, Pierre, tu as mangé tout mon fonds de patience ; je n'en ai plus à ton service. Demain, je te mets à la porte.

PIERRE.

Oh ! non, Monsieur, vous vous trompez.

VALIN.

Tu dis que....

PIERRE.

Je dis que vous vous trompez ; d'abord, Madame ne le permettrait pas, et puis vous-même, ne serez-vous pas toujours enchanté de me garder ?

VALIN.

Insolent ! tu crois donc....

PIERRE.

Je ne crois pas, je suis sûr. Qui répondra à Monsieur quand il sonnera ? Qui lui prêtera de l'argent quand il en aura besoin ? qui dira à Madame que Monsieur est rentré à dix

heures et qu'il a fort bien dormi jusqu'au matin, tandis que Monsieur aura passé la nuit à cultiver ses amis ? qui lui parlera politique, qui lui portera ses petites lettres parfumées chez..... ?

VALIN (vivement.)

Chut ! chut ! malheureux !

PIERRE.

Vous voyez donc bien qu'il faut que je reste.

VALIN.

Tu es une abominable brute, entends-tu !

PIERRE.

Monsieur est bien bon, il me flatte... mais il comprend aussi qu'il doit conserver précieusement chez lui ma petite personne avec ses petits défauts.

LISETTE.

En effet, Monsieur ne peut faire autrement ; sans quoi il est perdu.

VALIN.

Voilà encore l'autre à présent ! avez-vous donc juré tous les deux de me rendre fou ?

LISETTE.

Vous savez combien Madame est sévère ; si elle apprenait que.....

PIERRE.

Que Monsieur se dérange,

LISETTE.

Qu'il a dehors des soupers de garçons,

PIERRE.

Où l'on joue un jeu d'enfer,

LISETTE.

Où l'on se déguise en nymphes d'opéra,

PIERRE.

Où l'on introduit....

VALIN (hors de lui.)

Mais voulez-vous bien vous taire, voulez-vous bien vous taire !

PIERRE.

Ainsi, Monsieur me garde.

VALIN.

Mais oui, je te garde, imbécile ; qui te parle de te renvoyer ?

PIERRE.

Oh ! personne ; Monsieur ne l'aurait jamais dit.

LISETTE.

Monsieur n'aurait jamais eu cette cruauté !...

PIERRE.

Cette ingratitude !...

LISETTE.

Cette barbarie !...

PIERRE.

Cette audace !...

VALIN (se contenant.)

Mes bons amis, faites-moi un plaisir : retirez-vous, de grâce, car... (éclatant et criant) car je sens que je vais vous broyer sous mes semelles, entendez-vous ?

PIERRE.

Oui, nous entendons, Monsieur, mais ne vous mettez pas en colère ; vous savez que Madame n'aime pas cela.

LISETTE.

Et nous non plus !

PIERRE.

Cela fatigue Madame.

LISETTE.

Et cela nous fatigue aussi.

VALIN (tombant dans un fauteuil.)

Oh ! j'éclate !

LISETTE.

Cela n'est rien ; j'irai vous chercher un verre d'eau sucrée, et cela passera..... du calme surtout, du calme ! (Coups de sonnette à droite.) Courons, Pierre, c'est Madame qui sonne.

(Ils sortent tous deux.)

SCÈNE III.

VALIN (seul.)

Du calme ! du calme ! quand il y aurait de quoi exaspérer du marbre !... Je suis donc condamné à être le bilboquet de mes domestiques, de ces va-nu-pieds qui m'obéissaient comme des épagneuls avant que j'eusse perdu ma fortune.... Maudit Jarnet ! infâme banqueroutier ! tu ne m'as pas seulement emporté mon argent, mais ma liberté et ma paix, le respect de mes serviteurs et le cœur de ma femme. Aussi, pourquoi me suis-je remarié ?... Sophie avait perdu son premier mari, qui lui avait laissé une belle fortune pour le pleurer ; j'avais perdu ma première femme qui ne me laissa qu'une fille. Je crus que ces deux veuvages réunis feraient un heureux ménage, et je me jetai tête baissée dans la nasse d'un second hymen. Aveugle, aveugle, trois fois aveugle ! Sophie appartient à une famille qui croit que le mérite d'un homme est contenu tout entier dans sa caisse, et que sa valeur se compte par ses valeurs. Naguère, si elle n'adorait pas le mari, elle traitait le capitaliste avec quelques égards. Maintenant le mari vit encore, et le capitaliste est enterré. Je me rappelle toujours les paroles qu'elle me servit en forme de consolation le jour où elle apprit ma ruine. (Imitant le ton de sa femme.) « Comment, vous n'avez plus le sou ! mais vous avez perdu tout ce qui faisait votre charme ; vous allez devenir un homme insupportable, un meuble horriblement coûteux.... Oh ! ne vous flattez pas d'entrer dans ma fortune comme une mite dans une fourrure ! J'aurai l'œil sur vos dépenses, je saurai brider vos désirs, et si je consens à vous entretenir,

vous et votre fille, c'est que je ne puis faire taire les mouvements d'un cœur trop tendre et trop faible ». Je ne répondis rien et j'eus tort. J'y suis bien résolu, maintenant ; je veux reprendre mon sceptre conjugal, être maître chez moi, tyran même, s'il le faut. Ah ! Madame Valin, vous croyez que je me laisserai toujours mener à la ficelle comme un polichinelle de bois. Je suis un autre homme maintenant, venez me braver, si vous l'osez ! (Apercevant sa femme qui entre.) Aïe, ma femme, où me sauver à présent ? (Il cherche à s'enfuir, mais il est arrêté par Madame Valin.)

SCÈNE IV.

VALIN, SOPHIE.

SOPHIE.

Restez ! Que faisiez-vous là ?

VALIN.

Des réflexions amères.

SOPHIE.

Mais que disiez-vous ?

VALIN.

Un monologue sombre.

SOPHIE.

A quel propos ?

VALIN.

A propos de..... à propos de mon parapluie emporté hier

par un coup de vent. (déclamant :) Je déplorais la perte de cet excellent ami, et je comparais son sort à celui de l'humanité, toujours emportée vers les sphères azurées du bonheur par le vent de l'illusion, et retombant lourdement ensuite sur la roche calcaire de la réalité.

SOPHIE.

Vous êtes fou !

VALIN.

Bah ! vous croyez !

SOPHIE.

J'en suis certaine.

VALIN.

Alors, c'est possible.

SOPHIE.

Vous ne sortirez pas ce soir, j'ai besoin de vous.

VALIN (à part)

Ayons du caractère ! (Haut, se croisant les bras.) Ah ! ça, Madame, savez-vous qu'à la fin ?....

SOPHIE (riant)

Ah ! ah ! ah ! qui vous a appris cette jolie pantomime ?

VALIN (à part)

Ayons encore plus de caractère. (Haut, criant.) Oui, savez-vous qu'à la fin.....

SOPHIE.

Ce que je sais à la fin, c'est que vous êtes absurde et que vous ne sortirez pas.

VALIN (criant)

Ah ! vraiment ! je ne sortirai pas ! ! je ne sortirai pas ! !.....
Eh bien ! je..... (très calme.) en effet, je ne sortirai pas.

SOPHIE.

Je l'espère bien !..... D'ailleurs je veux que vous restiez désormais un peu plus à la maison ; vous faites des dépenses révoltantes et vous prenez dehors des allures.....

VALIN.

Pardonnez-moi ; dehors, je prends un fiacre.

SOPHIE.

Ne m'interrompez donc pas ! — Vous avez dépensé deux mille francs dans le courant du mois passé.

VALIN.

C'est que j'ai acheté de l'eau de Botot.

SOPHIE.

Pour deux mille francs d'eau de Botot !

VALIN.

Et puis, j'ai payé mon barbier..... Le savon à barbe est hors de prix maintenant.

SOPHIE.

Avouez plutôt que vous menez une vie de désordres, que vous avez des amis.....

VALIN.

Des amis !.... Ah ! fi donc ! vous me faites injure, Madame ;

je puis avoir des défauts, des vices même, mais je ne m'abaisserai jamais jusqu'à avoir des amis !

SOPHIE.

J'ai pourtant entendu du bruit dans votre chambre, la nuit passée.

VALIN.

Je ronflais apparemment.

SOPHIE.

Pas le moins du monde ; on causait, on riait, on chantait....

VALIN.

C'étaient les rats.

SOPHIE.

C'étaient les rats qui riaient et chantaient ! Quand aurez-vous fini de me répondre des sottises ?

VALIN (à part.)

Parbleu ! quand elle aura fini de m'en dire.

SOPHIE.

A propos, mon frère aîné est arrivé de province aujourd'hui, pour me demander la main de votre fille Eugénie..... Nous la lui donnons.

VALIN.

Ah ! vraiment ! nous la lui donnons ! je ne le savais pas.

SOPHIE.

J'accorde à ma belle-fille, en faveur de mon frère, une dot de 150,000 francs.

VALIN.

C'est fort joli, et qu'en dit Eugénie ?

SOPHIE.

Il n'était pas nécessaire de la consulter ; nous l'avertirons que la chose est décidée.

VALIN.

C'est cela !..... de cette manière tout ira comme sur des roulettes. Pensez-vous seulement qu'il faudra lui indiquer quelques heures d'avance le moment de son mariage, afin qu'elle se tienne prête ?

SOPHIE.

Je crois que vous vous permettez de railler, au lieu de me remercier de la sollicitude que je porte à votre famille;..... car ce mariage est une excellente affaire pour Eugénie.

VALIN.

Oui, mais il y a un petit inconvénient.

SOPHIE.

Je n'accepte pas d'inconvénients.

VALIN.

Oh ! ça n'en est pas un, si vous voulez ! Eugénie a déjà une inclination pour le jeune Dariol.

SOPHIE.

Eh bien ! elle la retirera, son inclination.

VALIN.

C'est vrai, au fait, elle la retirera, rien de plus simple.....

seulement, j'avais fait espérer au jeune homme qui l'aime aussi.....

SOPHIE.

Comment ! vous avez osé, sans me consulter, donner des espérances à quelqu'un !

VALIN.

Pardonnez-moi ; je vous aurais aussi avertie que la chose était décidée.

SOPHIE.

Vous êtes un insolent, et vous me ferez le plaisir de dire à votre damoiseau que vous avez fait, comme toujours, une énorme balourdise et qu'il aille chercher femme ailleurs.

VALIN (à part.)

Reprenons du caractère ! (Haut) Ah ! ça, Madame, savez-vous qu'à la fin....

SOPHIE.

Allez-vous recommencer vos grimaces ?

VALIN.

Des grimaces !

SOPHIE.

Je vous avertis que je ne suis pas d'humeur à y faire attention.

VALIN (à part.)

Le fort ne réussit pas, essayons du doux. (Haut, câlin.) Ma bichette, mon ange.....

SOPHIE.

D'abord, je ne suis pas votre bichette ; et de plus, vous êtes horriblement laid quand vous souriez.

VALIN (à part.)

Le doux ne va pas, passsons au digne. (Haut.) Madame Valin, il est des circonstances dans la vie,

SOPHIE.

Il est des circonstances dans la vie ou l'on dépose sa niaiserie, mais vous ne quittez jamais la vôtre, vous !

VALIN (à part.)

O ma gracieuse épouse !

SCÈNE V.

LES PRÉCÉDENTS, EUGÉNIE

EUGÉNIE (accourant embrasser son père.)

Ah ! mon bon papa, regardez le joli bouquet que je vous apporte. (Elle le lui met à sa boutonnière.) Tenez, vous êtes charmant comme cela ; vous avez l'air d'un jeune marié. (Apercevant Sophie et la saluant froidement.) Madame. . . .

SOPHIE.

Habituez-vous, Eugénie, à m'appeler votre maman ; je vous ai toujours témoigné les sentiments d'une mère, et aujourd'hui en particulier, vous reconnaîtrez jusqu'où va ma tendresse pour vous, car je vous ai trouvé un fiancé que vous voudrez bien épouser sous peu.

EUGÉNIE (vivement.)

Rodolphe Dariol ! oh ! très volontiers !

SOPHIE.

Vous vous trompez, ma chère ; ce fiancé est M. Badet, mon frère.

EUGÉNIE.

Ce gros homme court et rouge comme une grenade, ce phénomène que j'ai vu une fois en province, il y a deux ans, et qui m'a fait tant de peur ?

SOPHIE.

Précisément ; vous pourriez parler de mon frère avec plus de respect.

EUGÉNIE (à son père.)

Mais, mon père, dites à Madame que je ne veux pas épouser ce monsieur-là.

VALIN (à Sophie.)

Ma fille me charge de vous dire qu'elle ne veut pas épouser ce monsieur-là.

SOPHIE.

Et moi, je me charge toute seule de vous inviter à vous taire.

VALIN.

Permettez, je ne suis ici qu'un porte-voix.

SOPHIE.

Ecoutez, Eugénie : M. Badet possède trois cent mille francs en actions et obligations, quinze mille francs de rente sur l'État,

et, de plus, quatre cent mille francs en prairies, forêts et immeubles de toute espèce. Outre cela, je vous donne 150,000 francs que vous toucherez le jour de votre mariage avec lui. Choisissez donc : mon frère millionnaire et la dot, ou votre pauvre hère et rien du tout ; car je vous certifie que si vous résistez à mes volontés et si vous épousez votre Dariol, je ne vous donnerai pour dot que l'ordre de sortir de chez moi et de n'y plus reparaitre.

EUGÉNIE.

Oh ! par exemple, vous me défendrez de venir voir mon père ! que dites-vous de cela, papa ?

VALIN (sous le regard de Sophie.)

Je dis que.... je dis que..... je dis que je ne dis rien.

EUGÉNIE.

Eh bien ! moi, je dis que je ne vous quitterai jamais.

SOPHIE.

Vous m'avez comprise, Mademoiselle ; vous me donnerez votre réponse demain.

EUGÉNIE.

Pourquoi demain ? je puis vous la donner tout de suite : je ne veux épouser ni votre dot, ni votre frère, car ni l'un ni l'autre ne me plaisent ; et je veux être la femme de Rodolphe Dariol et partager sa pauvreté, car je les aime tous les deux.

SOPHIE.

Eh bien ! c'est ce que nous verrons !

(Elle sort).

SCÈNE VI.

EUGÉNIE, VALIN.

VALIN.

Franchement, mon enfant, je trouve que tu mènes les choses un peu trop à la vapeur. Badet est un parti considérable et.....

EUGÉNIE.

Mais il est affreux !

VALIN.

Il est vrai qu'il n'est pas beau.

EUGÉNIE.

Dites qu'il est horrible !

VALIN.

Disons « horrible » pour te plaire.

EUGÉNIE.

Qui se chargerait d'épouser un pareil homme ?

VALIN.

Pas moi, certainement.

EUGÉNIE.

Tandis que Rodolphe, sans être positivement beau....

VALIN.

N'est pas mal.

EUGÉNIE.

Je crois bien qu'il n'est pas mal ! il est magnifique, car je l'aime..... et puis, voyez-vous, mon père, il est musicien et compositeur.

VALIN (avec une grimace de dédain.)

Hou !

EUGÉNIE.

Poète.

VALIN.

Peuh !

EUGÉNIE.

Un poète ! Que pourrions-nous rêver de plus délicieux, nous autres jeunes filles ? Je ne comprends pas pour ma part qu'on puisse aimer un autre homme qu'un poète ; car les autres gens, sans compter qu'ils sont toujours vulgaires, nous prennent juste pour ce que nous valons, quand ils ne nous estiment pas au-dessous de notre prix ; mais les poètes, eux, nous font toujours plus aimables, plus belles, plus gracieuses que nous ne le sommes ; ils nous regardent par les lunettes de leur idéal et nous irisent de toutes les couleurs de leur imagination. Ainsi, Rodolphe est persuadé que j'étais déesse avant d'être votre fille et que je suis descendue du ciel tout exprès pour lui. Connaissiez-vous les vers qu'il a composés pour moi, un jour que je refusais de lui dire que je l'aimais ? Il voulait absolument en mourir, le pauvre garçon ; mais je le lui ai bien défendu..... et il m'a obéi.

VALIN.

Oui, je m'en suis aperçu.

EUGÉNIE.

Ecoutez, c'est un écho ! Je dirai le vers et vous ferez la réponse de l'écho.

VALIN.

Eh ! laisse-moi donc tranquille avec tes vers.

EUGÉNIE.

Voyons, mon bon petit père, soyez gentil ; vous ne voulez donc plus me faire plaisir comme toujours ?

VALIN.

Mais je serais horriblement ridicule.

EUGÉNIE.

Pas du tout, Monsieur mon père, vous serez charmant. Allons, je commence :

« De paix et de bonheur ai-je autrefois joui ?

VALIN.

Oui.

EUGÉNIE.

« Qui me cause à présent cette angoisse cruelle ?

VALIN.

Elle.

EUGÉNIE.

« Sait-elle que de fois je soupire son nom ?

VALIN.

Non.

EUGÉNIE.

« Que dois-je faire, écho, lorsque sa voix m'enchanté ?

VALIN.

Chante.

EUGÉNIE.

« Et qui recueillera mes accents pleins d'émoi ?

VALIN.

Moi.

EUGÉNIE.

« Quand irai-je à la tombe où ma douleur m'invite ?

VALIN.

Vite.

EUGÉNIE.

« Et qui prendra mon âme et mon dernier adieu ?

VALIN.

Dieu.

C'est parfait tout cela , (tirant sa tabatière.) mais ça ne vaut pas la plus petite prise du plus mauvais tabac.

EUGÉNIE.

Vous ne trouvez pas joli ?

VALIN.

Oh ! ravissant ! j'allais m'en évanouir.

EUGÉNIE.

Le moyen de ne pas aimer un homme qui vous écrit des choses comme celles-là ? Aussi, si son cœur est à moi, il peut bien compter que tout mon cœur est à lui.

VALIN.

Ton cœur, son cœur, votre cœur ! tout cela est bel et bon, ma petite ; mais on ne vit pas de cœur.

EUGÉNIE.

Oh ! nous saurons bien en vivre, nous ! il fera imprimer ses vers, qui feront le tour du monde, et la gloire viendra s'installer chez nous.

VALIN.

La gloire n'aime pas la misère ; elle aime les bons morceaux et ne s'installe que chez les gens bien logés et bien nourris.

EUGÉNIE.

Nous aurons une vie si heureuse ! il écrira des poésies que je réciterai ; il composera des romances que je chanterai, et ainsi, chaque jour....

VALIN.

Et ainsi, chaque jour, vous ferez une pastorale délicieuse jusqu'à midi, heure à laquelle vous préférerez le parfum de la soupière au parfum de tous les poèmes du monde.

EUGÉNIE.

Eh bien ! si nous avons faim, ce qui est peu probable, nous viendrons tous les deux nous asseoir à vos côtés autour de votre petite table ronde ; nous vous choisirons les meilleurs morceaux et nous mangerons les autres.

VALIN.

Oh ! tu arranges les choses à ta guise, mais je n'ai plus rien, moi ; ta belle-mère a tout. Tu me diras : N'êtes-vous

pas médecin, papa ? Eh ! parbleu ! je ne le suis que trop ; mais, outre qu'il me répugne d'exploiter la bêtise humaine et de gagner ma vie aux dépens de celle d'autrui, je n'ai qu'un seul malade.

EUGÉNIE.

Quel est cet infortuné ?

VALIN.

C'est moi-même. Je m'envoie mon compte tous les mois, mais je n'ai jamais de quoi le payer.

EUGÉNIE.

Eh bien ! si vous n'avez rien, vous viendrez dîner chez nous.

VALIN.

Mais puisque tu voulais venir t'asseoir à ma table, parce que la disette règnerait dans ton ménage.

EUGÉNIE.

C'est juste ; comment faire alors ?

VALIN.

Tu dis très-bien, comment faire ?

EUGÉNIE (vivement.)

Mais il s'enrichira, mon père, j'en suis sûre, il s'enrichira ! D'abord j'achèterai ses œuvres.

VALIN.

Avec quoi ?

EUGÉNIE.

Je dirai à toutes mes amies de les acheter.

VALIN.

Toutes tes amies ? Tu n'en as qu'une, qui est aussi pauvre que toi.

EUGÉNIE.

Rodolphe trouvera un protecteur, un Mécène.

VALIN.

C'est cela, fie-toi aux Mécènes d'aujourd'hui ; on leur demande un coup de main, ils vous donnent un coup de pied.

EUGÉNIE.

Le public s'empressera.....

VALIN.

Le public n'achète plus, en fait de poésies, que le bulletin de la Bourse et l'Indicateur des chemins de fer.

EUGÉNIE.

Vous êtes impitoyable, mon père.

VALIN.

La raison l'est toujours.

EUGÉNIE.

Vous m'aimez avec raison, mais moi...

VALIN.

On peut vivre pour aimer, mais non aimer pour vivre, ma fille. Que veux-tu ? ce n'est pas de ma faute si nous ne pouvons pas nous nourrir du parfum des fleurs comme les oiseaux-mouches.

EUGÉNIE (sanglotant.)

Je suis bien malheureuse ! Ma pauvre mère ne m'aurait jamais refusé mon petit poète.

VALIN (ému et serrant sa fille dans ses bras.)

Ecoute, ma chère enfant : Dieu m'est témoin que si je pouvais faire de mon corps des côtelettes et des pâtés pour toute votre existence, je me dépècerais moi-même et je vous dirais : Adieu, mes enfants, accommodez-moi aux truffes ou aux champignons et vivez en paix. Malheureusement pour vous et heureusement pour ma chair, la chose n'est pas possible ; il faut donc prendre un autre parti.... Eh ! tiens, parle ! il est tout trouvé : Rodolphe est propriétaire d'une tante fort riche, fort âgée et non moins malade qui lui laissera toute sa fortune. Attends qu'il réalise cette tante et toutes les difficultés seront levées.

EUGÉNIE.

Oh ! non, je ne veux vivre de la mort de personne.

VALIN.

Eh bien ! n'attendons pas ; Rodolphe peut chercher un emploi, et, en dernière ressource, je trouverai bien moyen de vous faire subsister une année ou deux. (à part) Diable, diable, diable ! et ma femme, nous n'y pensons plus !

EUGÉNIE (embrassant son père.)

Oh ! vous êtes le meilleur des pères et je suis la plus heureuse des filles.

VALIN.

Tu es heureuse !... je t'en félicite ; je n'ai jamais connu le bonheur que de réputation, moi.

EUGÉNIE.

Ne dites pas cela ; vous allez voir comme nous allons vous dorloter, vous choyer et vous aimer, Rodolphe et moi.

SCÈNE VII.

LES MÊMES, RODOLPHE.

RODOLPHE.

Vous prononcez le nom, voici l'homme.

EUGÉNIE.

Ah ! mon ami, que vous arrivez à propos ! venez vite, mon père consent à nous marier tout de suite.

RODOLPHE (prenant les mains de Valin.)

Oh ! merci, Monsieur.

VALIN (à Eugénie.)

Doucement, doucement, que diantre !... tu me mets toujours en avant, comme s'il n'y avait ici que toi et moi ; il s'agit de savoir si ma femme est aussi pressée que vous de conclure ce mariage, car il dépend d'elle entièrement.

EUGÉNIE (tristement.)

Oh ! mon père.

RODOLPHE.

Ne me faites pas croire, Monsieur, que le caprice d'une personne qui, après tout, n'a aucun droit sur Mademoiselle Eugénie.....

VALIN.

Pardon, elle a tous les droits d'un bailleur de fonds, car elle donne 150,000 francs de dot à ma fille.

RODOLPHE.

Je ne les accepte pas.

VALIN.

Oh ! tranquillisez-vous ; ils ne sont pas pour vous ; ma femme les accorde à Eugénie à condition qu'elle épousera un candidat de son choix, Monsieur Badet.

EUGÉNIE (avec emportement.)

Mais je n'en veux pas, moi, encore une fois, je n'en veux pas ! Plutôt prendre de l'arsenic que cet homme ! On me sacrifie, on m'immole, je suis une victime infortunée !

VALIN.

Prout ! prout ! prout ! voilà la tête qui trotte ; tu ne seras ni victime ni infortunée, et personne ne songe à t'immoler ; mais enfin, M^{me} Valin n'a pas tort. Un père doit être prudent ! Eh ! parbleu, mes enfants, occupez-vous du cœur, des fleurs et de tous les substantifs en *eur*, c'est votre affaire ; mais laissez le papa veiller aux intérêts de l'estomac. En vérité, toutes les femmes sont des enfants ; elles prennent un

mari comme un joujou ; pourvu qu'il soit bien verni et bien luisant, elles le tiennent quitte du reste et ne regardent pas de quel bois il est fait. A-t-il de quoi tenir sa maison et élever ses enfants ? Qu'importe ? Il a des bottes aimables, des cheveux passionnés, des cravates rêveuses ; il gazouille des cava-tines, fait la conversation avec la lune d'opale et les étoiles d'or ; en voilà assez pour être heureux avec lui *per omnia sæcula*. Je ne dis pas cela pour vous, Rodolphe ; mais enfin, mes bons amis, on ne divise pas la vie comme une romance, en strophes ou en couplets ; on ne la chante pas, on la parle en grosse et bonne prose.

RODOLPHE.

Faisons tout d'un temps de l'existence une règle d'arithmétique ; écrivons-la en chiffres, et n'admettons comme seuls éléments du bonheur que la somme, le reste, le produit et le quotient.

VALIN.

On en viendra là, soyez en sûr ; — mais, dites donc, à propos de somme et de produit, (avec intention) comment va la tante ?

RODOLPHE.

Elle était hier à toute extrémité !

EUGÉNIE.

Pauvre femme, comme c'est triste !

VALIN.

Mais c'est bien, très bien, c'est fort heureux pour vous !

RODOLPHE.

Au point du jour cependant, elle se trouvait tout à fait mieux.

VALIN.

Diable ! diable ! voilà qui se gâte.

EUGÉNIE.

Oh ! tant mieux ! cela doit vous rassurer.

RODOLPHE.

Mais vers dix heures, elle eut une crise violente....

EUGÉNIE.

Qui la sauva ?

VALIN.

Qui vous rendit riche ?

RODOLPHE

Maintenant l'on craint....

VALIN.

On espère....

EUGÉNIE.

Qu'elle guérira ?

VALIN.

Qu'elle rejoindra bientôt ses aïeux ?

EUGÉNIE.

Quel souhait féroce, mon père !

VALIN.

C'est vrai ; voilà pourtant où entraîne la paternité ! S'il ne

s'agissait que de moi, je ne demanderais pas mieux que cette tante eût la durée et la santé des pyramides d'Égypte. Mais votre avenir est en jeu et cela me rend anthropophage. Dame ! vous comprenez ! l'argument du million ferme la bouche à tout le monde et surtout à ma femme. Quand elle apprendra qu'au lieu de poète, vous vous appelez capitaliste, elle sera vaincue et anéantie !

RODOLPHE.

Nous nous dispenserons, Monsieur, d'une victoire inutile, et, forts de votre autorité.....

VALIN.

Mon autorité !..... sans doute, mon autorité suffit, c'est-à-dire pourrait suffire..... dans certains cas au moins..... mais, tenez, mon ami, allez voir un peu comment se porte notre chère malade ; cette pauvre tante doit souffrir de ne pas vous sentir à ses côtés. Le dévouement est si bien à sa place au chevet d'une mourante !

RODOLPHE (regardant Eugénie.)

Quoi ! déjà vous quitter !

VALIN.

Oui, je conçois qu'il est horriblement douloureux de me quitter,..... mais votre intérêt..... je veux dire votre devoir l'exige.

RODOLPHE.

Oh ! je reviendrai vite ! à bientôt donc !

(Il veut baiser la main d'Eugénie.)

VALIN.

Hé ! hé ! hé ! n'anticipons pas, jeune homme ; si vous avez

maintenant quelques baisers de trop, confiez-les au papa ! A la noce, je vous rendrai votre dépôt. (Il embrasse Rodolphe.) Le polisson ! est-il heureux d'être tombé sur un beau-père comme moi !

RODOLPHE.

Adieu donc !

EUGÉNIE (au moment où il sort.)

Guérissez-la et apportez-nous de bonnes nouvelles.

VALIN.

Oui, apportez-nous de bonnes nouvelles et revenez-nous millionnaire.

(Rodolphe sort).

SCÈNE VIII.

VALIN, EUGÉNIE.

VALIN.

Quel brave garçon ! je crois que je finirai par l'aimer autant que tu l'aimes. C'est dommage seulement qu'il soit attaqué des vers.

EUGÉNIE.

Oh ! mon père, donnez-lui toute votre affection et ne nous séparez plus dans votre cœur. Il saura le reconnaître, je vous le jure ; il vous célèbrera, il vous chantera.

VALIN.

Y a-t-il en moi quelque chose à chanter ?

EUGÉNIE.

Mais d'abord votre bonté infinie..... trop infinie peut-être.

VALIN.

Un reproche ?

EUGÉNIE.

Loin de moi une telle pensée ! seulement, je voulais vous demander une grâce.

VALIN.

Va pour la grâce.

EUGÉNIE.

Non, je n'ose pas vous la demander.

VALIN.

Tâche d'oser.

EUGÉNIE.

Je ne le puis, ou plutôt je ne le dois pas.

VALIN.

Voyons, voyons, j'attends.

EUGÉNIE

Ne me pressez pas, mon père.

VALIN.

C'est à toi de ne pas te faire presser.

EUGÉNIE.

Eh bien ! vous si bon, si juste, si sensé, ne souffrez pas que personne ici n'élève sa volonté au-dessus de la vôtre.

VALIN.

Oui, j'entends, il s'agit de ma femme.

EUGÉNIE.

Je ne l'ai pas nommée.

VALIN.

C'était bien nécessaire ! Crois-moi, ma fille, j'ai l'air de passer par tous ses caprices, mais, au fond, je garde en moi une fermeté inébranlable ; il est vrai que, jusqu'à présent, elle ne s'est jamais fait jour ; mais, à la première occasion, je lui ouvrirai la porte à deux battants, et tu la verras agir.

SCÈNE IX.

LES MÊMES, LISETTE, PUIS PIERRE, PUIS UN AUTRE
DOMESTIQUE.

LISETTE (portant un verre d'eau.)

Madame vous fait dire de vous rendre chez elle, Monsieur. Je vous apporte en même temps le verre d'eau sucrée que je vous ai promis.

VALIN (avec une colère concentrée.)

Vous êtes vraiment trop bonne ! (bas à Lisette.) Si ma fille n'était pas présente, je vous jetterais votre verre et votre promesse à la tête, entendez-vous ?

(Fausse sortie.)

EUGÉNIE.

Encore un mot, mon père, un seul mot.

VALIN.

Je ne puis, mon enfant ; je risquerais de la faire attendre.

EUGÉNIE (le retenant par le bras.)

On vous reparlera sans doute de cet affreux Monsieur Badet, dites bien que...

PIERRE (entrant.)

Madame informe Monsieur qu'elle n'est pas faite pour attendre.

VALIN.

J'y vais, que diantre ! dis-lui que je m'attache des ailes aux talons pour arriver plus vite.

(Il va pour sortir.)

EUGÉNIE (le retenant par son habit.)

Mon père !

VALIN.

Au nom du ciel ! laisse-moi aller.

EUGÉNIE.

Je compte sur votre fermeté ; vous ne céderez point, n'est-ce pas ?

VALIN.

Ne crains rien, mais lâche-moi, mon Dieu !

UN DOMESTIQUE (entrant.)

Madame fait dire à Monsieur qu'elle est lasse de se morfondre, et qu'il ait à se rendre immédiatement chez elle.

LISETTE

Mais allez donc, Madame pourrait se fâcher.

VALIN (sortant en courant.)

Eh ! je ne suis pas une étincelle électrique, que diable !

SCÈNE X.

EUGÉNIE, LISETTE, PIERRE.

LISETTE

Eh bien, Mademoiselle, comment vont les affaires de M. Dariol ?

EUGÉNIE.

Apprenez que je ne choisirai jamais pour confidente une personne qui manque de respect à mon père.

LISETTE.

Ah ! vous le prenez sur ce ton-là !

PIERRE.

Oui, vous le prenez sur ce ton-là.

EUGÉNIE.

Oh ! je ne vous le cache pas, je suis indignée de vous voir

traiter avec cette odieuse insolence un maître dont vous mangez le pain.

LISETTE.

Halte-là !

PIERRE.

Halte-là !

LISETTE.

D'abord, ce n'est ni le pain de Monsieur ni le vôtre que nous mangeons, c'est celui de Madame.

PIERRE.

Certes, c'est celui de Madame.

LISETTE.

Ensuite, c'est au service de Madame que nous sommes, et non pas à celui de M. Valin.

PIERRE.

Parbleu ! ce n'est pas à celui de M. Valin.

LISETTE.

C'est elle qui nous paie nos gages, nous donne des gratifications et des soufflets, et peut nous chasser, s'il lui plaît.

PIERRE.

C'est hors de doute, quand il lui plaît.

LISETTE.

Après tout, Mademoiselle, nous vous valons bien, et ce fameux pain dont vous parlez, vous y mordez aussi et de la même façon que nous.

PIERRE.

Ça, c'est positif ! de la même façon que nous.

LISETTE.

Nous sommes tous au service de Madame ici : nous en qualité de domestiques, et votre père en qualité de mari, blanchi, nourri, logé, ou en qualité d'homme de compagnie, ce qui est la même chose.

PIERRE.

Rien de plus juste, c'est tout-à-fait la même chose.

LISETTE.

Et quand nous voyons Madame Valin nous témoigner plus de déférence qu'à son mari, je ne vois pas pourquoi nous nous gênerions !

PIERRE.

C'est vrai ça, pourquoi nous gênerions-nous ?

EUGÉNIE.

Oh ! tenez, vous me faites horreur ! je me sauve bien vite, car c'est un crime même de vous entendre. (au moment de sortir)
O mon père, mon pauvre père !

SCÈNE XI.

LISETTE, PIERRE.

LISETTE.

A-t-on jamais vu cela ! c'est aussi gueux que nous, et ça se croit quelque chose, et ça prend des airs ?

PIERRE.

Et quels airs encore ! Il me semblait voir M. Gambetta quand il présidait la Chambre.

LISETTE.

Elle était superbe avec son pain ! Le travail nous l'apporte à nous, la pitié le lui jette à elle : voilà la différence !

PIERRE.

Différence énorme ! C'est comme dans un gouvernement :... nous sommes fonctionnaires, elle est *sinécuriste*.

LISETTE.

Dis donc, Pierre, va me préparer mon bain et n'oublie pas d'y mettre quelques gouttes d'eau de rose ; tu trouveras le flacon sur ma toilette.

PIERRE.

J'y cours, j'y vole, Mademoiselle Lisette.

(Pierre sort.)

LISETTE (seule allant s'étendre sur un canapé.)

Pendant ce temps, je vais continuer mon roman ; j'en étais à

un endroit si intéressant, si joli ! les deux enfants mouraient l'un de faim, l'autre de froid, tandis qu'on guillotina le père et qu'on étranglait la mère.

SCÈNE XII.

LISETTE, RODOLPHE.

RODOLPHE (entrant par la porte du fond.)

Personne !... Ah ! pardon, Mademoiselle, je ne vous avais pas aperçue. (Lisette ne semble pas le voir.) Mademoiselle ! (après une pause) Mademoiselle ! (même jeu) Mademoiselle, à moins que vous ne soyez une figurine de plâtre, ou une poupée de porcelaine....

LISETTE (restant couchée.)

Qu'est-ce à dire, Monsieur ?

RODOLPHE.

Ah ! vous vivez, tant mieux !... je vous en félicite ; je craignais que vous ne fussiez qu'une statuette, fort jolie par exemple. — Monsieur et Mademoiselle Valin ne sont pas ici ?

LISETTE.

Regardez.

RODOLPHE.

J'ai regardé ; ils n'y sont pas.

LISETTE.

Eh bien ! je ne puis pas les y mettre.

RODOLPHE.

Non, mais vous pourriez sans doute me dire s'ils sont dans la maison ?

LISETTE.

Je ne sais pas.

RODOLPHE.

Ils sont peut-être sortis ?

LISETTE.

J'ignore.

RODOLPHE.

Dans le cas où ils seraient retirés dans leurs appartements, pensez-vous qu'ils soient visibles ?

LISETTE.

Je ne saurais vous dire.

RODOLPHE.

Oserais-je vous demander de vous en informer ?

LISETTE.

Cela n'entre pas dans mes attributions.

RODOLPHE.

Alors, je vais me servir moi-même.

(Il va pour sortir.)

LISETTE (se lève, le rappelant.)

Monsieur! (après une pause, Rodolphe ne répondant pas)
Monsieur! (après une pause) Monsieur, vous êtes-vous pétrifié ?

RODOLPHE.

Qu'est-ce à dire, Mademoiselle ?

LISETTE.

J'ai à vous communiquer des choses de la plus haute importance.

RODOLPHE (froidement, allant s'étendre sur un canapé.)
Soit, communiquez.

LISETTE.

Il ne s'agit de rien moins que de vous sauver.

RODOLPHE (toujours très froid.)
Bien, sauvez-moi.

LISETTE.

Vous aimez Mademoiselle Eugénie, n'est-ce pas ?

RODOLPHE

Je ne sais pas.

LISETTE.

Mais vous lui faites la cour ?

RODOLPHE.

J'ignore.

LISETTE.

Et vous l'avez demandée en mariage à son père ?

RODOLPHE.

Je ne saurais vous dire.

LISETTE.

Ah ! ça, Monsieur, si vous vouliez bien vous donner la peine de me répondre autrement !...

RODOLPHE.

Il n'entre pas dans mes attributions de vous répondre autrement.

LISETTE.

A votre aise, Monsieur ; cela ne m'empêchera pas de parler, et je commence. Vous saurez donc que Mademoiselle Eugénie qui tranche du chérubin près de vous n'est rien moins que cela.

RODOLPHE (très calme.)

Ah !

LISETTE.

D'abord, elle aime son grand dadais de père infiniment plus que vous.

RODOLPHE.

Oh !

LISETTE.

Et puis, elle est très capricieuse, très emportée et même très méchante....

RODOLPHE.

Hé !

LISETTE.

D'une coquetterie inouïe !...

RODOLPHE.

Tiens !

LISETTE

Et n'allez pas attribuer sa fraîcheur à ses vingt-deux ans, — car elle a 22 ans passés et non pas 18 — ; mais faites-en l'honneur au fard dont elle se badigeonne.

RODOLPHE.

Vraiment ! Alors, si elle a les yeux bleus, c'est qu'elle se les teint apparemment.

LISETTE.

Qui sait ? C'est fort possible. En un mot, — et comme je vis toujours près d'elle, je suis bien placée pour le savoir : — c'est une demoiselle insupportable, fort mal élevée, douée des plus mauvais instincts, ayant peut-être des amants, et appelée à tourmenter éternellement la malheureuse victime qui sera condamnée à l'épouser.

RODOLPHE (se levant.)

Eh bien ! Mademoiselle, je vous remercie mille fois du service que vous venez de me rendre.

LISETTE.

Et moi, Monsieur, je suis heureuse de vous avoir éclairé sur le vrai caractère de cette petite sotte, afin de vous détacher d'elle.

RODOLPHE.

Ah ! pardon ; ici, nous ne nous entendons plus, car tout ce que vous venez de m'en dire me la rend infiniment plus chère.

J'adore tous ces défauts et je commençais à craindre horriblement qu'elle ne les eût pas. Merci de m'avoir rassuré !

LISETTE.

J'espère bien que vous raillez, Monsieur.

RODOLPHE.

Nullement ! Oh ! vous ne sauriez croire combien je suis pervers et vicieux. C'est à un tel point que les sept péchés capitaux ne me suffisent plus, et que je me propose d'en inventer un huitième pour mon usage particulier. Aussi, Mademoiselle, — vous voudrez bien me pardonner la dépravation de mes goûts, — je ne donnerais pas le plus petit des défauts de ma fiancée contre tout votre bagage de vertus.

(Il sort.)

SCÈNE XIII.

LISETTE, VALIN, PIERRE.

LISETTE (seule.)

Insolent ! comme je vais t'arranger auprès de ta belle ! je te ferai voir que, quand il s'agit de médire, le plus habile des hommes ne s'élève pas au talon de la plus sotte des femmes.

VALIN (entrant, suivi de Pierre à qui il parle.)

Non ! encore un coup, non ! Ne me romps plus la tête avec tes calembredaines !

PIERRE.

Ah ! Lisette, toi qui as tant d'influence sur Monsieur, décide-le à entrer avec moi dans le *Club des Niveleurs*. Voyons, Monsieur Valin, n'êtes-vous pas comme nous un martyr de l'infâme bourgeoisie, une victime du capital ?

VALIN.

Eh ! grand fou ! si le capital m'opprime, il me nourrit bien et je lui dois maintes douceurs. Je ne désire donc point qu'on l'étrangle.

PIERRE.

Ah ! Monsieur, rappelez-vous mon plan de réformes sociales ! Vous ne possédez rien et vous êtes tyrannisé par celui qui possède. Vous avez donc toute chance d'être nommé chef dans la nouvelle société humaine que nous allons fonder sur ce fameux plan. Qu'en penses-tu Lisette ?

LISETTE.

Ma foi, renversez ce monde et bâtissez-en un autre, bousculez la terre avec ses habitants ; cela m'est bien égal ; pour ma part, j'ai à châtier un certain petit personnage qui s'est moqué de moi, et je vais fourbir mes armes

(Elle sort.)

SCÈNE XIV.

VALIN, PIERRE

PIERRE.

Ah ! les femmes !.... cela ne prend jamais les choses que par leur petit côté. Voyons, M. Valin, vous êtes exaspéré contre votre femme, n'est-ce pas ?

VALIN.

Vive Dieu ! Si je suis exaspéré ! Ne vient-elle pas de me menacer de jeter ma fille à la rue et moi-même par dessus le marché, si nous n'épousons pas son Badet ?

PIERRE.

Et vous lui avez répondu ?

VALIN.

Rien ; le silence écrasant que j'ai gardé en disant plus que toutes les invectives.

PIERRE.

Parfaitement ; vous l'avez foudroyée de votre soumission.

VALIN.

De ma soumission ! Ah ! tu ne me connais pas encore, Pierre. L'orage s'amasse en moi ; je vais être terrible ; et je sens qu'en ce moment je suis assez fort pour la pulvériser.

PIERRE.

Vous !... allons donc !... vous n'oseriez pas même égra-

tigner sa photographie ! Croyez-moi, Monsieur, entrez dans le *Club des Niveleurs* et, sous peu, vous serez vengé. Je vous l'ai dit : nous avons déclaré une guerre à mort au capital. Or, Madame Valin n'est pas une femme, c'est un capital, et elle sera l'une des premières noyées dans le déluge social que que nous préparons. Tenez, j'ai formé un superbe projet : nous fondons, contre elle et contre toute sa caste, un journal incendiaire ;... j'ai déjà le titre, et le titre c'est la moitié d'un journal : l'*Antiventre*.

VALIN.

Mais ma femme n'est pas ventrue.

PIERRE.

Elle l'est, Monsieur, sinon par le corps, du moins par son âme qui....

VALIN.

Ah ! tu crois que son âme est ventrue ?

PIERRE.

Allons, Monsieur, ne me chicanez pas sur les mots. — Notre journal aura deux rédacteurs : vous et moi. Je donnerai les idées et vous fournirez l'orthographe.

VALIN.

En effet, l'orthographe n'est pas ton fort. Eh bien ! Pierre, pendant que tu seras en train de démolir l'édifice social, tu pourrais du même coup culbuter l'orthographe. Il y a assez longtemps que nous obéissons à ce tyran-là.

PIERRE.

Vous avez raison ; l'abolition de l'orthographe est la pre-

mière chose que je proposerai à la nouvelle académie que nous créerons sur les ruines de l'ancienne. Mais cela n'est qu'un détail de notre révolution. J'entends que dès les premiers numéros, notre feuille mette le feu aux poudres. Les riches et les repus n'ont qu'à se bien tenir ! Madame Valin en particulier et son frère Badet passeront un mauvais quart d'heure. Quand ils devraient se rouler à nos pieds, nous ne les épargnerons pas !

SCÈNE XV

LES MÊMES, MADAME VALIN

MADAME VALIN.

Pierre, M. Badet, mon frère, arrive en ce moment. Allez prendre ses paquets et ses malles et montez-les dans la chambre de Monsieur Valin.

M. VALIN.

Dans ma chambre ?

MADAME VALIN.

Oui ; j'ai décidé que vous la céderiez à mon frère, ainsi que le cabinet attenant. On vous mettra un lit dans la lingerie.

VALIN (à Pierre)

Après tout, on y dort aussi bien qu'ailleurs.

PIERRE (à Valin)

Beaucoup mieux, Monsieur, beaucoup mieux.

MADAME VALIN.

Eh bien ! Pierre, qu'attendez-vous ?

PIERRE

De nouveaux ordres, si Madame veut bien m'en donner.

MADAME VALIN.

Non, allez ; et vous, M. Valin, préparez-vous à accueillir gracieusement votre futur gendre. Pour le moment, allons tous deux le recevoir (lui montrant la porte) et passez devant moi.

FIN DU PREMIER ACTE.

ACTE II.

Même décor qu'au premier acte.

SCÈNE I^{re}.

BADET (seul, entrant doucement par la porte du fond)

Ma sœur m'a dit que je la trouverai dans ce salon ; où donc est-elle ? Ma foi, attendons-la ; elle va venir, sans doute. J'ai eu pourtant une idée bizarre de demander en mariage une jeune fille que je n'ai vue qu'une fois, il y a longtemps, et que je n'ai jamais regardée ! Mais les convenances y sont ; je connais la dot, c'est là le point important, ... la femme elle-même n'est qu'un détail accessoire ! ... Il paraît que cette petite Eugénie est d'une espèce toute particulière ; au lieu de lui parler de capitaux et de rentes, il faut la régaler de quelques mots vides de sens, tels que cœur, constance, sentiment, que sais-je ? Du sentiment ! est-ce que je connais ça, moi ? Mais à tout hasard, (tirant un papier de sa poche) j'ai aligné quelques phrases que je lui servirai, s'il en est besoin, pour faciliter l'affaire... Repassons-les un peu (lisant) : Est-il besoin de vous dire que vos grâces ont pénétré... (apercevant Lisette qui entre) Ah ! la voici... eh bien ! elle n'est pas mal du tout.

SCÈNE II.

BADET, LISETTE

LISETTE

Vous attendez quelqu'un, Monsieur ?

BADET (d'un ton composé)

Mademoiselle, je viens auprès de vous, autorisé par Madame Valin, ma sœur, à vous faire ma cour.

LISETTE

Allons donc ! Madame Valin vous envoie auprès de moi pour me faire la cour ?

BADET (naturel)

Positivement.

LISETTE.

Eh bien ! elle a pour moi des prévenances charmantes, bien qu'un peu grotesques. Seulement, elle aurait pu me choisir un Céladon moins mûr et moins rouge.

BADET (composé)

Je viens donc autorisé...

LISETTE.

Avez-vous une autorisation par écrit ?

BADET (naturel)

Non, mais je puis me la procurer, si vous voulez.

LISETTE.

C'est bien, vous me montrerez vos papiers plus tard. Maintenant, commencez votre cour ; un... deux... attaquez !... (Elle fait avec sa main les gestes d'un chef d'orchestre.)

BADET (composé)

Est-il besoin de vous dire, Mademoiselle, que vos grâces ont pénétré dans mon âme par tous les pores ?

LISETTE.

Non, il n'est pas besoin.

BADET (composé)

Et que l'enchantement dans lequel me jettent vos charmes ineffables m'a inspiré le brûlant désir d'enchaîner ma destinée à la vôtre ?

(Il consulte son papier à la dérobée.)

LISETTE.

Après ?

BADET (naturel et emporté)

Attendez un peu, que diantre ! je ne puis pas tout dire en même temps. (composé) J'ose donc, toujours autorisé par Madame Valin, me jeter à vos pieds....

(Il se jette à genoux.)

LISETTE.

C'est tout ?

BADET (naturel)

Non, ce n'est pas tout (composé)... et vous conjurer d'agréer une union qui portera au comble de ses vœux et au sommet

de ses rêves, votre très humble, très dévoué et très passionné serviteur, admirateur et adorateur, Jérôme-Jacques-Paul-Nicolas Badet, millionnaire, propriétaire foncier au Périgord, adjoint de M. le maire, et couronné à l'exposition des bestiaux de 1877.

LISETTE.

Propriétaire ! avez-vous dit ?

BADET (naturel)

J'ai dit propriétaire : 200 hectares de terrain, consistant en prés, vignes, forêts en baliveaux et autres, pâturages et champs arables, potagers de la contenance de deux hectares, prairies artificielles et vergers de quatre hectares, six décares ; maisons de maître formant trois corps de logis séparés, communs et dépendances représentant cinq bâtiments non contigus ; 910 têtes de bétail dont 10 chevaux, 5 ânes, 100 bœufs, 200 vaches, 500 moutons, 55 veaux, 10 chèvres et 10 porcs ; basses-cours et volières, engrais, etc., etc., etc., le tout formant un revenu net de 35,000 francs par an ; de plus, en bons du trésor, obligations et autres titres....

LISETTE.

Assez, assez ! savez-vous que c'est tentant ce que vous m'offrez-là ! mais, dites-moi, on ne pourrait pas avoir tout cela sans vous ?

BADET.

Impossible, Mademoiselle. (à part.) Elle n'est pas aussi romanesque qu'on le disait.

LISETTE.

C'est que vous êtes terriblement laid et rouge. Avouez que

c'est dommage de livrer une jolie fille comme moi à un vilain barbon comme vous ; mais vos propriétés sont belles à votre place, l'écrin fera pardonner le bijou, n'est-ce pas vrai ?

BADET (à part.)

Elle n'est pas sentimentale du tout ; elle est comme tout le monde ; on la calomniait, la pauvre enfant ! (Haut.) Allons ! je vois que nous nous entendrons très bien ; quittons les phrases et parlons d'affaires. Vous savez sans doute que ma sœur vous donne 150,000 francs de dot ?

LISETTE.

150,000 francs de dot ! mais vous plaisantez, vous vous moquez de moi !

BADET.

Je vous jure qu'elle m'en a fait la promesse.

LISETTE.

C'est trop beau, mon Dieu, c'est à ne pas y croire ! Mais Madame Valin est un ange ! Qu'ai-je donc fait pour mériter une générosité si grande ? Oh ! dès aujourd'hui, je lui appartiens corps et âme, à la vie et à la mort ! Je veux m'aller jeter à ses genoux, lui baiser les mains, lui....

BADET (la retenant.)

Calmez-vous, Mademoiselle, calmez-vous. Je comprends tout cela pourtant. L'argent ! oh ! l'argent ! il inspire de si beaux, de si nobles enthousiasmes ! Quant à moi, la vue d'un sac d'écus peut m'attendrir jusqu'aux larmes. Mais ne perdons pas de temps. — Vous savez tenir les livres ?

LISETTE (lui présentant un roman placé sur la table.)

J'ai tenu celui-ci hier, toute la journée.

BADET (lisant.)

Œuvres d'Anne de Radcliffe (jetant le livre.) Que voulez-vous que je fasse de ces sottises ? Vous savez calculer, passer des baux et des contrats, inspecter des domaines ?

LISETTE.

Je saurai tout ce qu'il vous plaira, s'il le faut, et rien que ce que je voudrai, si je le puis.

BADET.

Donc, marché conclu, n'est-ce pas ?

LISETTE.

Marché conclu ! (Ils se serrent vigoureusement la main.)

SCÈNE III.

LES MÊMES, SOPHIE.

SOPHIE.

Eh bien ! mon frère, j'espère qu'on vous a bien reçu et que votre affaire est arrangée ?

LISETTE.

Oh ! Madame, permettez-moi de.....

SOPHIE (la repoussant.)

Eh ! mon Dieu ! ma chère, laissez-moi tranquille, je n'ai pas le temps de vous écouter.

BADET.

Votre belle-fille est charmante, ma sœur ; elle m'a accepté avec l'empressement le plus flatteur pour moi et mes propriétés.

LISETTE (à part.)

Votre belle-fille ! ô désastre ! j'étais une erreur ! Il m'a prise pour Eugénie ! (En pleurant.) Je suis ruinée, ruinée !

SOPHIE.

Elle n'a donc fait aucune résistance ?

BADET.

Aucune. (Bas à Sophie.) Mais parlez donc plus bas.

SOPHIE.

Vraiment, je ne vous croyais pas si fort !

BADET.

Apprenez à me connaître !

SOPHIE.

Cachez-lui bien surtout que vous ne la laisserez jamais venir à Paris.

BADET (bas à Sophie.)

Mais prenez garde ; votre belle-fille vous entend.

SOPHIE.

Ne lui parlez pas encore des travaux auxquels vous l'assujettirez.

BADET.

Mais, sacrebleu ! vous le lui criez aux oreilles, vous !

SOPHIE.

Comment cela ? elle n'est pas ici.

BADET.

Elle n'est pas ici ! quand elle vous crève les yeux.

SOPHIE.

Trêve de badinage, où a-t-elle passé ?

BADET.

Ma sœur, ce jeu est charmant, mais s'il doit durer longtemps !.....

SOPHIE.

Ah ! je perds patience, à la fin. Où est-elle ? où est-elle ? encore une fois, où est-elle ?

BADET (saisissant vivement par le bras Lisette toute confuse et la poussant vers Sophie.)

La voici ! la voici ! la voici !

SOPHIE.

Cela, c'est ma femme de chambre !

BADET (stupéfait.)

La femme de chambre ! — J'allais épouser une femme de

chambre !..... Quoi ! mes frais d'amabilité, mes phrases que j'ai mis deux heures à composer, mes sourires que j'ai étudiés si longtemps devant la glace, j'ai tout dépensé pour une femme de chambre ! — Aussi, diantre ! pourquoi habillez-vous votre soubrette comme votre fille ? Mettez-moi des sabots à l'une et des bottines à l'autre, et je vous dirai : voici la servante, voilà la maîtresse ! Le moyen de les distinguer autrement ! (à Lisette.) Ah ! friponne, vous n'étiez pas dégoûtée.

LISETTE (entre ses dents.)

On serait dégoûtée à moins.

BADET.

Que dites-vous ?

LISETTE.

Ce que je pense. — (à Sophie.) Que Madame me pardonne ! Monsieur s'est dit envoyé par Madame pour me faire la cour et me demander en mariage ; j'aurais craint d'agir contre les ordres de Madame en repoussant Monsieur, (regardant Badet avec rage) comme j'en avais grande envie, du reste !

BADET.

Oui, les raisins sont trop verts.....

LISETTE (entre ses dents.)

Non, ils sont trop rouges. — J'espère que Madame traitera avec indulgence une pauvre fille qui.....

SOPHIE.

Assez, assez ! on ne vous en demande pas davantage ; allez nous chercher Eugénie.

(Lisette sort.)

SCÈNE IV.

SOPHIE, BADET.

SOPHIE.

Maintenant, mon cher, remettez-vous sous les armes ; la victoire ne sera pas aussi facile, je vous en préviens.

BADET.

Ma fortune.....

SOPHIE.

Votre fortune !... Eugénie n'est pas si friande de fortune que vous vous l'imaginez, et vous avez de plus à détrôner un certain poète dont elle s'est permis de s'enamourer sans mon autorisation.

BADET.

Un poète !... Ah ! voilà le rival qu'on m'oppose ! en vérité, vous me faites affront ! Croyez-vous que j'aurai peur de ce gibier d'hôpital ? Une chiquenaude suffit pour en anéantir douze ou treize à la fois.

SOPHIE.

C'est possible ; mais tenez-vous ferme toujours, je vous le conseille.

BADET.

Un poète ! il n'y a qu'une chose au monde de plus absurde que les poètes, c'est l'attention qu'on leur accorde.

SOPHIE (caressante.)

Mon cher Nicolas...

BADET (idem.)

Eh bien ! ma chère Sophie ?...

SOPHIE (idem.)

Voulez-vous rendre un petit service à votre sœur qui vous aime tant, mon bijou ?

BADET.

Je ferai tout ce que vous voudrez, mon ange.

SOPHIE.

Eh bien ! descendons la dot à 140,000 francs, mon mignon.

BADET.

Oh ! ma toute belle, j'allais vous demander de la monter à 160,000 francs.

SOPHIE.

Faites cette petite diminution pour moi, mon ami.

BADET.

Faites cette petite augmentation en ma faveur, ma chérie.

SOPHIE.

Cela vous coûtera si peu, mon cœur !

BADET.

Cela sera pour vous si peu de chose, mon chou !

SOPHIE.

Quoi ! je vous donne 140,000 francs pour enfermer une petite fille en province et l'éloigner à tout jamais de Paris, et vous trouvez que ce n'est pas bien payé !

BADET.

Non, car si je voulais, je pourrais choisir entre douze filles de 200,000 francs chacune, épousables à toute échéance.

SOPHIE.

Eh bien ! allez les chercher, vieux grippe-sou.

BADET.

Et vous, grande avare, allez mettre votre belle-fille aux enchères.

SOPHIE.

Fi donc ! vilain ladre !

BADET.

Pouah ! méchante marâtre !

SOPHIE.

Cessons de nous quereller, mon frère, c'est mauvais genre, et restons-en à 150,000 fr., puisqu'il le faut.

BADET.

C'est bien maigre, mais pour une sœur, que ne ferait-on pas ?

SCÈNE V.

LES MÊMES, EUGÉNIE.

EUGÉNIE.

Vous m'avez fait demander, Madame ?

SOPHIE.

Oui, ma chère Eugénie... Je vous présente mon frère, dont je vous ai parlé; je vous laisse avec lui, et je ne doute pas que vous lui fassiez l'accueil que vous lui devez.

EUGÉNIE.

Je crains seulement que Monsieur ne s'ennuie dans la compagnie d'une personne qu'il ne connaît pas, et qui ne sera jamais pour lui qu'une humble et respectueuse étrangère.

SOPHIE.

Prenez garde, Eugénie; on n'a jamais résisté impunément à mes volontés.

EUGÉNIE.

Oh ! je resterai, si vous le désirez ; il m'est parfaitement indifférent d'être seule ou avec Monsieur.

SOPHIE.

Soyez raisonnable, chère enfant, et songez qu'un brillant avenir vous attend. D'ailleurs, il est un peu poète, lui aussi.

BADET.

Si je suis poète ! je crois bien ! je l'étais avant de naître. La poésie est dans ma famille un majorat dont héritent tous les fils aînés.

SOPHIE (bas à Badet.)

Du sentiment surtout, beaucoup de sentiment.

BADET (bas à Sophie et lui montrant son papier.)

J'en ai fait provision.

(Sophie sort.)

SCÈNE VI.

EUGÉNIE, BADET.

(Eugénie s'assied, prend sa broderie et semble y travailler avec beaucoup d'attention. Badet se rajuste devant la glace.)

BADET (remontant sa cravate.)

(à part) Maintenant il s'agit de recommencer. (haut) Mademoiselle, je viens auprès de vous, autorisé par Madame Valin, ma sœur, à vous faire la cour... (à part) Pas de réponse, elle est déjà émue. (haut) Est-il besoin de vous dire que vos grâces ont pénétré dans mon âme par tous les pores ? (à part) Rien, l'émotion redouble ; (haut) et que l'enchantement dans lequel me jettent vos charmes ineffables m'a inspiré le brûlant désir d'unir ma destinée à la vôtre ? (à part) Ses lèvres tremblent, elle baisse les yeux, des larmes peut-être !... Portons le dernier coup. (haut) J'ose donc, Mademoiselle, toujours

autorisé par Madame Valin, me jeter à vos pieds.... (Il se jette aux genoux d'Eugénie.)

EUGÉNIE (se levant et partant d'un grand éclat de rire.)

Ah ! ah ! ah ! ah ! Monsieur, vous êtes irrésistible !

BADET (toujours à genoux.)

Ça ne m'étonne pas.

EUGÉNIE.

Ravissant !

BADET.

Je le crois de reste.

EUGÉNIE (riant toujours.)

Vous n'avez pas votre pareil au monde.

BADET.

Ah ! Mademoiselle, vous me comblez !

EUGÉNIE.

Oh ! si vous pouviez voir comme vous êtes drôle !...

BADET.

Drôle !

EUGÉNIE (allant prendre un miroir et le plaçant sous le nez de Badet.)

Regardez-vous donc ! Comment, vous ne riez pas ! vous n'éclatez pas ! vous ne vous tordez pas !

BADET (se levant furieux.)

Mais non, sacrebleu ! non, je ne ris pas ; non, je n'éclate pas ; non, je ne me tords pas ! Vous êtes encore plaisante, vous !

EUGÉNIE.

Oh ! Monsieur, pardonnez-moi ; je ne voulais pas vous offenser ; mais vous étiez si grotes..., si agréable, que je n'ai pu m'empêcher de ri... d'être toute joyeuse.

BADET (à part.)

Elle a dit agréable ! (haut) Oh ! mon Dieu, je ne vous en veux pas ; je sais que l'émotion produit quelquefois cet effet sur les nerfs..., mais je poursuis : (composé) J'ose donc vous conjurer d'agréer une union....

EUGÉNIE.

Ah ! Monsieur, si vous recommencez, je ne répons plus de mon sérieux.

BADET (naturel.)

Ne me coupez donc pas mes phrases, sans quoi, je ne m'y reconnaitrai plus.... (composé) une union qui portera au comble de ses vœux et au sommet de ses rêves, votre très dévoué et très passionné serviteur, admirateur et adorateur, Jérôme-Jacques-Paul-Nicolas Badet, propriétaire foncier au Périgord, adjoint de M. le maire, et couronné à l'exposition des bestiaux de 1877.

EUGÉNIE.

Vous voyez, Monsieur, que je n'ai pas ri.

BADET.

Je le crois bien, parbleu ! Il ne manquerait plus que de rire d'un propriétaire adjoint et couronné ! Mais laissez-moi terminer... Serait-ce trop hardi d'oser prendre la liberté

d'espérer que vous daignerez accorder à l'offre de ma main un accueil favorable ?

EUGÉNIE.

Voyons, Monsieur, terminons cette plaisanterie et laissez-moi vous parler franchement. Vous sentez bien que vous n'êtes pas le mari qu'il me faut.

BADET.

Mais non, je ne le sens pas du tout.

EUGÉNIE.

Eh bien ! je le sens, moi. Au reste, de mon côté, je ne vous conviens pas le moins du monde. Je suis une petite fille très méchante, très espiègle, qui vous tourmenterait toute la journée. Je chanterais des romances et lirais des vers au lieu d'aller visiter vos vignes ; je courrais dans les champs cueillir les primevères, les violettes et les pervenches, au lieu de tenir vos comptes et de traiter avec vos fermiers ; je vous ferais une vie si tracassée, si turbulente, si misérable que vous maudiriez vingt fois par jour votre méchante étoile de vous avoir marié à un démon comme moi, et enfin.... enfin, si cela ne vous suffit pas, je ne vous aime pas et j'en aime un autre.

BADET.

Aimer ! aimer ! voilà le grand mot lâché ; eh bien ! c'est une belle raison pour refuser un mari millionnaire.

EUGÉNIE.

Mauvaise ou non, cette raison me suffit ; et sur ce, je lève la séance.

(Elle salue comme pour sortir.)

BADET (la retenant.)

Permettez ! permettez ! vous ne vous en irez pas comme cela. Il y a un malentendu entre nous, c'est évident. — Avez-vous bien compris que je suis riche, très riche ?

EUGÉNIE.

Oh ! parfaitement, après ?

BADET.

Après ! — Mon rival est donc bien plus riche encore, puisque vous le préférez à moi ?

EUGÉNIE.

Rodolphe ?.... Dieu merci !... il n'a rien du tout !

BADET.

Maintenant, c'est moi qui ne comprends plus.

EUGÉNIE.

Le jour où il vous fleurira un cœur dans la poitrine, vous comprendrez, Monsieur.

SCÈNE VII.

LES PRÉCÉDENTS, RODOLPHE.

RODOLPHE (accourant.)

Ah ! chère Eugénie, enfin je touche au port.

EUGÉNIE.

Rodolphe ! oh ! que suis contente !

RODOLPHE.

Croiriez-vous que vos domestiques ne voulaient pas me laisser entrer, sous prétexte que Madame Valin avait défendu que je vous revisse ? Comme je ne tenais pas à perdre mon temps en discussions, j'ai renversé l'un à ma gauche, l'autre à ma droite, et j'ai couru jusqu'à vous. (bas à Eugénie en apercevant Badet.) Mais quel est ce gros Monsieur-là ?

EUGÉNIE (bas à Rodolphe.)

C'est l'affreux épouseur dont je suis menacée ; débarrassons-nous en vite.

BADET (bas à Eugénie.)

Quel est ce petit Monsieur-là ?

EUGÉNIE (bas à Badet.)

C'est M. Rodolphe Dariol, mon prétendu.

BADET (bas.)

Ah ! le poète en question. (haut) J'espère bien, Monsieur, que vous ne comptez pas entrer en rivalité avec moi.

RODOLPHE.

En effet, Monsieur, une rivalité entre nous deux serait parfaitement ridicule ; (le saluant comme pour le congédier) aussi, ma fiancée et moi, nous avons l'honneur de vous tirer notre révérence.

BADET.

Il est superbe, ma parole d'honneur ! Ne dirait-on pas qu'il entre en possession ? Ça, parlons clair, jeune homme ; je vais vous prouver par A plus B que vos prétentions n'ont pas le sens commun. J'apporte à Mademoiselle 60,000 fr. de rente, que lui apportez-vous ?

RODOLPHE.

Vingt-cinq ans et beaucoup d'amour.

BADET.

Est-ce que la Banque escompte ces titres-là ?

RODOLPHE.

Ce n'est pas la Banque que j'épouse ; pourvu que Mademoiselle....

EUGÉNIE.

Oh ! moi, je n'accepte pas d'autres titres.

RODOLPHE.

Vous voyez donc bien, Monsieur, qu'il ne nous reste plus qu'à vous présenter nos salutations.

BADET.

Mais la belle-mère de Mademoiselle....

RODOLPHE.

Mais le père de Mademoiselle....

EUGÉNIE.

Mais Mademoiselle elle-même ne donnera sa main qu'à celui qu'elle a choisi.

RODOLPHE (cherchant toujours à le congédier.)

Ainsi, Monsieur, recevez nos adieux.

BADET.

Minute, minute ! le mariage est une entreprise qui demande une tête rompue aux affaires. Je suis fils et petit-fils de négociants ; j'ai vécu moi-même trente-trois ans dans le commerce, (j'étais marchand de truffes) ; je puis donc, mieux que vous, traiter à fond cette question importante des associations matrimoniales. Je possède plus d'un million sonnante ; donc, je suis un beau, un superbe parti ; vous n'avez pour tout bien que vos rimes et vos moustaches ; donc, vous êtes un parti inacceptable, ou plutôt vous n'êtes pas un parti du tout.

RODOLPHE.

Eh bien ! si vous êtes un parti, moi, je serai un mari.

BADET.

Allons, jeune homme, pas d'obstination.... Eugénie m'appartient, parce que Madame Valin le veut, parce que M. Valin n'a jamais osé et n'osera jamais avoir une volonté, et surtout parce que moi et mon million l'avons décidé ainsi. Quant à vous, allez épouser les muses ; elles ne sont pas frileuses et n'ont pas d'appétit.

RODOLPHE (s'emportant.)

Monsieur !....

EUGÉNIE (s'interposant.)

Rodolphe, je vous en prie...

RODOLPHE.

Oh ! je veux prouver à cet homme qui se moque de moi....

EUGÉNIE.

De grâce, mon ami, restez calme et laissez-moi lui parler.
(à Badet) Oui, Monsieur, je suis tout à fait de votre avis.

RODOLPHE (stupéfait.)

Hein !

BADET (trionphant, en regardant Rodolphe.)

Ha ! ha !

EUGÉNIE.

Et je ferai, en épousant Rodolphe, une affaire déplorable.

RODOLPHE.

Oh ! Eugénie, est-ce possible !

BADET (rayonnant.)

Vous l'entendez, Monsieur, vous l'entendez.

EUGÉNIE.

Mais je vois tant d'autres personnes entreprendre d'heureuses spéculations qui les rendent malheureuses, que cela me donne l'envie d'en tenter une mauvaise qui me rendra peut-être heureuse.

(Elle donne sa main à Rodolphe ; ils s'avancent tous les deux vers Badet et le poussent insensiblement du côté de la porte.)

RODOLPHE (saluant.)

Ainsi, Monsieur, nous vous souhaitons bon voyage.

EUGÉNIE (même jeu.)

Agréez nos adieux.

RODOLPHE.

Croyez-moi votre serviteur.

EUGÉNIE.

Et moi, votre servante.

RODOLPHE.

Je reste votre valet.

EUGÉNIE.

Et moi, votre très humble....

(Quand Badet se trouve dehors, Rodolphe referme brusquement la porte sur lui.)

SCENE VIII.

RODOLPHE, EUGÉNIE

RODOLPHE (allant s'asseoir)

Ouf ! élargis-toi, ma poitrine, dilatez-vous, mes poumons. Ces gens-là trouveraient le moyen de convertir en monnaie l'air qui les entoure.

EUGÉNIE.

C'était peut-être un brave homme au fond ; mais son million lui a mis la lèpre au cœur. Aussi, si vous saviez, Rodolphe, combien je vous suis reconnaissante d'être pauvre ; je vous en aime mille fois mieux, je crois ; la pauvreté, c'est la poésie vivante du poète !

RODOLPHE.

Dans ce cas, je puis me vanter de jouer de malheur ; votre amour va me donner son congé.

EUGÉNIE.

Comment ?

RODOLPHE (se levant)

D'abord, les quelques vers que j'ai commis ne me prouvent pas nécessairement que je sois poète ; ensuite, je suis certain de n'être plus pauvre.

EUGÉNIE.

Que dites-vous ?

RODOLPHE.

Ma tante est morte.

EUGÉNIE (avec bonté)

Vraiment ! cette pauvre tante ! Vous devez être bien affligé.

RODOLPHE.

Sans doute, sans doute.... mais comme je la connaissais fort peu, j'ai cru devoir étouffer les transports de mon désespoir.... Et cependant, elle me laisse de quoi payer son deuil : neuf cent mille francs.

EUGÉNIE (tristement)

Mais alors, vous allez être riche ?

RODOLPHE.

Il paraît bien !

EUGÉNIE (souponnant)

Ah !

RODOLPHE.

Pourquoi ce soupir ?

EUGÉNIE.

Vous me gâtez tout mon bonheur.

RODOLPHE.

Quel enfantillage, Eugénie ! on peut être riche, mais heureux.

EUGÉNIE.

Oh ! jamais, jamais !

RODOLPHE.

La fortune, j'en conviens, est souvent le tyran de celui qui la possède ; je saurai être plus fort que la mienne, je vous le jure.

EUGÉNIE.

Oh ! promettez-moi, mon ami, de donner tout votre bien aux pauvres !

RODOLPHE.

Pour cela, je n'ai qu'à me le donner à moi-même.

EUGÉNIE.

Vous me renversez le charmant échafaudage de délices que je m'étais bâti dans un coin de ma tête. Je m'étais fait pour nous deux une petite mansarde au soleil avec trois chaises de paille, une table de sapin et un lit de fer ! J'y aurais ajouté seulement mon gros piano avec son tabouret, mon guéridon de laque du Japon auquel je tiens beaucoup, mon bureau incrusté de nacre et d'ivoire, le grand fauteuil que j'ai brodé moi-même, ma bibliothèque vitrée, mon divan de velours

avec les chaises assorties, les autres meubles de mon petit salon y compris les rideaux de soie et les tapis de parquet ; enfin le tout eût été du dernier misérable !... Nous aurions eu faim quelquefois ; eh bien ! nous aurions parlé d'amour et de poésie, et l'appétit se serait oublié !... Nous aurions eu froid en hiver ; tant mieux ! nous nous serions tenus plus près l'un de l'autre pour nous réchauffer ! Nous aurions eu chaud en été ; eh bien ! nous aurions été nous promener au bois et diner de fraises et d'épines-vinettes ! C'eût été si bon, si doux, d'être pauvres ! oh ! pourquoi faut-il que tout cela ne soit qu'un rêve ?...

RODOLPHE.

Croyez-moi, Eugénie, la pauvreté peut être charmante en théorie, mais elle est abominable en pratique ; elle ressemble à la flamme que vous aimez tant à regarder folâtrer dans le foyer et qui vous arrache des cris de douleur, dès que vous y touchez. Il est si doux en effet de rêver à la misère, tout en faisant sa sieste dans un bon fauteuil ; il est si bon de penser aux pieds nus dans la neige, quand on promène de moelleuses pantoufles sur d'épais tapis.

EUGÉNIE.

Ah ! si vous saviez toutes les raisons que j'ai pour craindre votre fortune !

RODOLPHE.

Bon ! ce n'est plus *la* fortune, c'est *ma* fortune que vous craignez maintenant.

EUGÉNIE.

Oui, car riche comme vous l'êtes, vous me reprocherez un jour ma misère !

RODOLPHE.

Oh ! Eugénie, ce sont vos nerfs qui parlent, ce n'est pas vous.

EUGÉNIE (avec une exaltation toujours croissante)

Vous vous trouverez bien bon de me faire la charité.

RODOLPHE.

Songez, Mademoiselle, à tout ce que vos paroles ont de cruel !

EUGÉNIE.

Vous direz, comme Lisette, que je mords à votre pain de la même façon que vos domestiques.

RODOLPHE.

Mon Dieu ! taisez-vous, encore une fois, taisez-vous !

EUGÉNIE.

Et que je ne suis pas votre femme, mais votre fille de compagnie.

RODOLPHE.

Je vous pardonne, Eugénie ; car votre cœur est à cent lieues de votre langage et n'en est point responsable ; seulement, je vous certifie que vos paroles, prononcées par un de vos laquais, lui auraient coûté les deux oreilles, et que si mon meilleur ami les avait dites, il les aurait payées de sa vie ou de la mienne.

EUGÉNIE.

Voilà que vous parlez maintenant de m'arracher les oreilles et la vie ! — ô mon Dieu.... je suis bien malheureuse !

RODOLPHE.

Assez, Mademoiselle, assez ! j'attendrai que vous ayez repris un peu de raison pour vous revoir. Adieu.

(Il va pour sortir.)

EUGÉNIE (l'arrêtant)

Oh ! mon Dieu ! qu'ai-je dit ? qu'ai-je fait ?.... Rodolphe, ne vous en allez pas ! ne me punissez pas ainsi ! (Elle fond en larmes).

RODOLPHE (s'arrête et la regarde avec attendrissement.)

Des larmes !.... et c'est moi qui les fais couler ! oh ! je suis un bourreau.... (il tombe à ses pieds et lui saisit la main) Eugénie, mon trésor, mon enfant chérie ; je suis bien coupable, je le reconnais, mais j'avais perdu la tête ; oui, je serai pauvre si tu le veux, je donnerai toute ma fortune, je ne veux que toi ; si tu deviens ma compagne, je serai trop riche encore ; oh ! dis-moi que tu as pitié, que tu as tout oublié.

EUGÉNIE (souriant à travers ses larmes)

Vous êtes bien méchant, Monsieur ; mais je vous aime de tout mon cœur. (Elle lui caresse les cheveux d'une main et abandonne l'autre à ses baisers.)

SCÈNE IX.

LES MÊMES, VALIN

VALIN (en entrant)

Hé ! dites donc, dites donc ! n'allez pas si vite, que diantre ! attendez un peu ma bénédiction.

EUGÉNIE.

Ah ! mon père, si vous saviez comme nous nous aimons !

VALIN.

Oh ! je le vois bien, parbleu ! (frappant sur l'épaule de Rodolphe.) Hé ! mon cher Dariol, j'ai rudement travaillé pour vous auprès de ma femme. (s'essuyant le front avec son mouchoir) Voyez, je suis encore tout en nage. — Il est vrai que je n'ai pas réussi.... mais c'est égal, j'ai joliment plaidé votre cause.

RODOLPHE.

Il me semble, Monsieur, que Mademoiselle Eugénie ne dépend que de vous.

VALIN.

Je le sais, je le sais.... mais je dois des égards à ma femme.

RODOLPHE.

Je vous connais assez, Monsieur, pour être certain que vous ferez toujours passer le bonheur de votre fille avant de simples considérations de politesse.

VALIN.

Sans doute.... mais ma femme.... tenez, je serai franc avec vous : ce qui l'irrite contre vous, c'est que vous êtes pauvre.

RODOLPHE.

Qu'à cela ne tienne, Monsieur, vous pouvez être hors de souci.... Ma tante en mourant....

VALIN.

Elle est morte !... la brave femme !... je suis sûr qu'elle s'est hâtée exprès pour vous.

RODOLPHE.

J'en doute, Monsieur.

VALIN.

Tiens ! tiens ! tiens ! votre tante est morte ! (lui serrant la main.) Mes félicitations, mon cher, mes félicitations !

EUGÉNIE.

Vous voulez dire « mes condoléances », mon père.

VALIN.

Je pense que maintenant ma femme ne verra plus d'obstacles à....

RODOLPHE.

Du moment qu'il n'y en a pas pour vous, cela suffit.

VALIN.

Quant à moi, c'est hors de doute, mais ma femme...

RODOLPHE.

Eh ! je vous en prie, Monsieur, laissez-là votre femme et parlez un peu de vous.

EUGÉNIE.

Oui, mon cher petit père, nous serions si contents de ne devoir notre bonheur qu'à vous seul.

VALIN.

Mais je consens à tout de grand cœur, mes enfants, pourvu que ma femme... tenez, la voici justement. Débrouillez votre affaire avec elle comme vous pourrez.

SCÈNE X.

LES PRÉCÉDENTS, SOPHIE, PUIS PIERRE.

SOPHIE.

Eh bien ! qu'est-ce que j'apprends ? Il paraît qu'en mon absence on se permet ici de faire des folies !

VALIN.

Ma chère amie, la tante de M. Dariol...

RODOLPHE (l'arrêtant ; bas)

De grâce, Monsieur, pas un mot de mon héritage.

SOPHIE (à Rodolphe)

Que venez-vous demander ici, Monsieur ?

RODOLPHE.

J'allais vous faire la même question, Madame.

SOPHIE (agitant une sonnette)

Vous ignorez donc que vous êtes chez moi ?

RODOLPHE.

Je sais que je suis chez M. Valin..

SOPHIE.

Il n'y a point de M. Valin dans cette maison ; il n'y a que Madame Valin.

VALIN.

Hein ! et moi ? Seriez-vous déjà veuve, et serais-je mort sans m'en apercevoir ?

PIERRE (entrant)

Madame a sonné ?

VALIN (à Pierre)

Madame ! et si c'était moi ?

PIERRE.

Je demanderais à Madame si elle me permet de vous répondre (bas à Valin.) Vous savez que les affaires vont mal en Autriche ; je n'ai pas grande opinion de cette politique de compromis, et vous ?

SOPHIE.

Pierre, j'avais défendu, ce me semble, qu'on laissât pénétrer personne auprès de ma belle-fille ?

PIERRE.

J'ai bien tâché d'obéir à Madame, mais M. Dariol a des poings qui n'admettent pas la contradiction.

RODOLPHE.

Vos décrets d'expulsion, Madame, ne pouvaient s'étendre jusqu'au fiancé de Mademoiselle Eugénie, agréé par elle et par son père, le seul parent qui lui reste.

EUGÉNIE.

Et le seul dont elle dépende.

SOPHIE.

Qui vous demande votre avis, Mademoiselle ? veuillez vous retirer.

EUGÉNIE.

M'ordonnez-vous de sortir, mon père ?

VALIN (sur un regard de Sophie.)

Eh ! ma fille, en effet, tu pourrais t'éloigner un moment.... (sur un regard de Rodolphe.) Cependant, si tu désires rester, je ne vois pas pourquoi.... (sur un regard de Sophie.) mais tu ferais peut-être mieux de te retirer... (sur un regard de Rodolphe.) Après tout, tu ne gênes personne ; pourquoi t'en irais-tu ?.... (sur un regard de Sophie.) Ou plutôt monte un moment dans ta chambre.... (sur un regard de Rodolphe, bas à Eugénie.) Eh bien ! reste, mais cache-toi derrière moi.

(Eugénie feint de sortir, puis revient sans bruit se cacher derrière son père.)

SOPHIE (à Rodolphe)

Vous savez, Monsieur, que nous ne vous retenons pas.

RODOLPHE.

C'est possible ; mais je me retiens, moi.

SOPHIE.

Monsieur, cette persistance devient passablement insolente.

RODOLPHE.

Eh ! encore une fois, Madame, nous aurions été charmés, M. Valin et moi, que vous.... qu'une connaissance de Mademoiselle Eugénie reçût avec plaisir la nouvelle de notre mariage ; le malheur veut qu'il en soit autrement, et cela me désole ; mais vous sentez bien que je ne puis sacrifier à cette considération mon amour et mon bonheur.

SOPHIE.

Eh ! mon Dieu, faites de votre amour et de votre bonheur ce qu'il vous plaira, mais j'ai promis Eugénie à mon frère, et il l'aura.

SCÈNE XI.

LES PRÉCÉDENTS, BADET.

BADET (qui est entré à ces derniers mots.)

Cela est évident, je l'aurai..... (agitant une bourse et montrant un portefeuille.) Et voici mes droits, et voici mes titres. Ces deux petits objets payeraient trois fois tout l'amour qui est répandu dans l'univers.

RODOLPHE.

Encore vous, Monsieur !.....

BADET.

Encore moi, jeune homme. Quand le cœur est en procès avec la bourse, la bourse gagne toujours ; c'est le premier article du code social.

RODOLPHE (à Valin.)

Mais parlez, Monsieur, parlez donc !

VALIN.

Parlez ! parlez ! parlez ! il croit que c'est si facile, lui, de parler !.....

EUGÉNIE (derrière Valin.)

Allons, mon père, courage !

VALIN (bas à Eugénie.)

Eh bien ! souffle-moi, ma fille.

EUGÉNIE (bas à Valin.)

Eugénie aimerait mieux épouser la mort que votre frère.

VALIN (haut, à Sophie.)

Eugénie aimerait mieux épouser la mort que votre frère.

EUGÉNIE (même jeu.)

Et ne donnerait pas un cheveu de Rodolphe pour trente hommes comme lui.

VALIN (même jeu.)

Et ne donnerait pas un cheveu de Rodolphe pour trente hommes comme lui.

SOPHIE.

Qu'est-ce que vous dites ? qu'est-ce qui vous prend ? devenez-vous fou ?

VALIN (bas, à sa fille.)

Ne va pas si fort, modère-toi.

EUGÉNIE (bas, à Valin.)

Enfin, moi, son père, je ne veux pas d'autre gendre que M. Rodolphe Dariol.

VALIN (haut, à Sophie.)

Enfin, moi, son père, je ne veux pas d'autre gendre que M. Rodolphe Dariol.

SOPHIE.

Qui vous a permis de vouloir quelque chose ? Je crois que vous vous donnez le ton d'avoir d'autres désirs que les miens, d'autres volontés que les miennes ; prenez-y garde, au moins !

VALIN (bas à Eugénie.)

Dis donc, toi, il paraît que tu me fais dire des énormités.

SOPHIE.

Sachez-le tous ici : Eugénie sera Madame Badet ; (d'une voix tonnante) et cela, parce que je le veux, parce que je l'ordonne !

VALIN (tremblant.)

Du moment que Madame Valin le veut et l'ordonne, il faut nous résigner, mes enfants.

RODOLPHE (impatiente à part.)

Oh ! quel homme !

EUGÉNIE.

Quoi ! mon père, vous aussi, vous m'abandonnez !

UN DOMESTIQUE (entrant.)

Une lettre pour Monsieur Badet ; on m'a recommandé de dire qu'elle est très pressée.

BADET (prenant la lettre et la lisant à part.)

« M. Lafond a l'honneur de prévenir M. Badet qu'il accepte ses conditions, et qu'il donnera 200,000 fr. de dot à sa fille. »
Ho ! ho ! voilà un petit mot qui change terriblement les choses ! tirons-nous d'ici maintenant. (Haut) Eh bien ; tenez, mes amis, vous allez vous moquer de moi, et je vais vous sembler bien ridicule ! mais le spectacle de ces deux gens qui s'adorent et qu'on veut séparer, me fend l'âme ! Oui, leur amour m'attendrit ! Jeunes et beaux tous les deux, le ciel semble les avoir créés l'un pour l'autre. Je fais donc sur moi-même un suprême effort, je me dévoue et je vous dis : « Unissez-les, faites leur bonheur. » Oh ! sans doute, ce sacrifice m'est bien pénible, mais le sentiment d'avoir fait deux heureux me servira de consolation pour toute ma vie. (à part) Amen !

EUGÉNIE (lui tendant la main.)

Oh ! c'est beau, c'est noble ce que vous faites-là, Monsieur, et vous êtes un honnête homme.

SOPHIE.

Ta, ta, ta, vous devenez grotesque, Nicolas. Vous me croyez bien simple, ou vous voulez vous moquer de moi. Je vous connais trop bien, allez.... il doit y avoir quelque affaire de dot là-dessous. (saisissant la lettre qu'il tient.) Ah ! je vais tout savoir.....

BADET.

Rendez-moi cette lettre, rendez-là-moi.

SOPHIE (après avoir lu, en riant)

Ah ! ah ! ah ! voilà le secret du grand cœur qui vous pousse ! Oui, Monsieur se dévoue : il sacrifie une dot de 150,000 fr. pour une autre de 200,000 fr.

BADET.

Eh bien ! oui, parbleu ! Je ne vous le cache plus. Vous comprenez bien que je ne vais pas prendre une femme pour ses beaux yeux. Avant de venir ici, j'avais entamé une affaire avec Lafond, qui offrait 150,000 fr. à celui qui lui prendrait sa fille. Je lui en ai demandé 200,000, et après un marché longtemps débattu, il a fini par les refuser ; c'est alors que j'ai tourné mes vues du côté de Mademoiselle Eugénie, à qui, pour la même somme de 150,000 fr., j'ai donné la préférence.

EUGÉNIE.

Vous étiez trop bon !

BADET.

Ecoutez, Mademoiselle, les 50,000 fr. que Jaqueline Lafond apporte de plus que vous ne sont pas trop pour me payer les dommages-intérêts du désespoir où me jette votre perte. (à M^{me} Valin) A présent, ma sœur, mettez sur Lafond une surenchère de 5,000 fr., et je prends Eugénie.

SOPHIE (à part.)

Oh ! il faut à tout prix que j'éloigne de Paris cette petite péronnelle que je ne puis souffrir. (Haut) Nicolas, je consens à porter la dot à 170,000 francs ; c'est un peu moins que ne donne Lafond, mais ne m'avez-vous pas dit : Pour une sœur, que ne ferait-on pas ?

BADET.

Non, non, non ! je veux 205,000 fr.

SOPHIE.

Allons, je mets 180,000.

BADET.

205,000 ; pas un sou de moins.

SOPHIE.

185,000....

BADET.

205,000.....

SOPHIE.

Oh ! quel être rapace ! 190,000, et n'en parlons plus.

BADET.

Non, non ; je n'ai pas deux paroles, et je n'ai pas deux prix : 205,000.

RODOLPHE (fort et indigné.)

Mais allez donc chercher le commissaire-priseur, M. Valin ! Ne voyez-vous pas que la marchandise est là, et qu'elle pourrait s'avarier ? Il faut la vendre pendant qu'elle est fraîche.

BADET.

Vous avez raison ; je n'aime pas les affaires qui traînent. Terminons, ma sœur : prendrai-je Jacqueline Lafond ou Eugénie Valin ?

VALIN.

Mais comment osez-vous comparer ma fille à cette Jacqueline Lafond, bossue comme un bison et la fille la plus laide et la plus acariâtre des deux hémisphères ?

BADET.

Est-ce que je fais attention à cela, moi ? Toutes les convenances y sont ; que m'importent la laideur et la bosse ? D'ailleurs, j'ai la vue basse.

EUGÉNIE.

Et moi qui l'admirais naïvement et l'appelais un honnête homme !...

RODOLPHE (d'un ton singulier, à Badet.)

Ecoutez, vous ! Allez un peu chez les Lafond, hein ! ces bonnes gens vous attendent et vous leur manquez. (serrant les poings.) Mais, allez vite, allez vite, sans quoi !...

BADET.

J'y cours. Serviteur à tous ! (près de sortir.) Ce brave Lafond !... 200,000 francs !... je n'aurais jamais cru qu'il y arrivât ! C'est égal, je l'ai échappé belle !

(Il sort.)

SCÈNE XII.

LES MÊMES, MOINS BADET.

SOPHIE.

Monsieur Valin, mon aveugle tendresse pour votre fille est allée jusqu'à m'entraîner à lui sacrifier une partie de ma fortune ; vous voyez la façon dont j'ai été récompensée de tant de dévouement. Désormais, je ne me charge plus d'elle et ne veux plus la connaître.

EUGÉNIE.

Oh ! que vous êtes bonne, Madame, et que je vous remercie !

VALIN.

Ainsi, ma chère amie, vous donnez votre consentement au...

RODOLPHE.

Ah ! Monsieur, n'en demandez pas davantage.

SOPHIE.

Mariez-la à qui vous voudrez, mais que je ne la voie plus.

VALIN (se frottant les mains, à Rodolphe.)

Victoire ! victoire ! nous l'emportons ! Du reste, c'était infaillible ; la manière dont j'avais mené les choses !...

SOPHIE.

Je vous préviens que je ne donne pas une obole à Eugénie.

RODOLPHE.

J'y compte bien.

EUGÉNIE.

Et nous vous en saurons toujours gré.

VALIN.

Hé ! qu'en ferait-il de votre obole ? Il a près d'un million.

SOPHIE.

Un million !

VALIN.

Qu'il a hérité de sa tante.

SOPHIE (lui tendant la main.)

Ah ! Monsieur, dès ce moment, recevez l'assurance de toute mon estime. Pardonnez-moi seulement d'être surprise d'une chose : riche comme vous l'êtes, vous trouveriez facilement une femme qui doublerait votre fortune ; cela ne l'empêcherait pas d'être jeune et jolie, puisque vous tenez à cela. Pourquoi donc épousez-vous une fille qui n'est pas une Hébé, certes, et qui, surtout, n'a rien et n'aura jamais rien ? Voilà ce que je ne comprends pas.

RODOLPHE.

Moi, Madame, je comprends fort bien que vous ne compreniez pas. La bourse parle en chiffres et le cœur parle en vers ; comment pourraient-ils s'entendre, je vous prie ?

SOPHIE.

Eh ! Monsieur, le cœur et les vers étaient de fort bonnes choses dans les temps héroïques. Aujourd'hui, ce sont deux grossiers anachronismes. Nous vivons sous le sceptre de Sa Majesté le roi Million, et vous me permettrez d'être de mon époque.

FIN DE SA MAJESTÉ LE ROI MILLION.

NOTICE BIOGRAPHIQUE

SUR

JOSEPH HORNUNG

PROFESSEUR DE DROIT

PAR

ANDRÉ OLTRAMARE

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE GENÈVE



NOTICE BIOGRAPHIQUE

SUR

JOSEPH HORNUNG

Celui dont la perte récente a laissé un vide difficile à combler et dont nous essayons de retracer ici la vie et les travaux, a souvent arrêté sa pensée sur ce qu'il y a de tragique dans toute destinée humaine. Chacun doit plus ou moins, en effet, lutter en ce monde, ne fût-ce que pour les conditions matérielles de l'existence ; mais combien est plus rude encore le combat à soutenir par ceux qui naissent à la vie de l'esprit ! Joseph Hornung en a été un exemple frappant. Rien, assurément, de ce qu'on a l'habitude d'appeler dramatique, dans sa carrière tout heureuse et paisible à première vue ; point de ces épreuves extraordinaires qui bouleversent une existence et remuent l'âme à de grandes profondeurs. Sa vie entière s'est écoulée loin des orages, dans la calme atmosphère du foyer paternel ou conjugal, partagée entre les devoirs austères d'une vocation honorable, les travaux du cabinet et les pures joies de la famille. Mais dans ce cadre, tout restreint qu'il paraît, dans cette vie de soixante et deux

années que nous pouvons aujourd'hui embrasser aisément du regard, il y a eu place pour bien des labeurs, pour bien des luttes et des traverses ; que d'espoirs déçus, que de craintes pour une noble cause, que d'amertumes et d'angoisses morales supportées avec courage pour aboutir à une fin qu'on peut dire prématurée ! Car la mort est venue briser des projets longtemps caressés avec amour ; elle a brusquement rompu les mille liens qui retiennent d'autant plus à l'existence qu'on se voit entouré de douces affections et l'objet de la considération générale. N'y a-t-il pas là tout un drame dont le triste dénouement a dû faire couler bien des larmes ? Puis quel silence et quel calme après une vie si occupée, après un mouvement intellectuel des plus intenses ! Les belles facultés d'une nature d'élite, les généreuses aspirations d'un cœur aimant, tout cela serait-il donc à jamais disparu dans une froide tombe, sous quelques pelletées de terre ? Non, rien ne s'anéantit, car tout se transforme ; tout finit pour que tout recommence.

L'âme de celui que nous avons perdu est entrée dans le repos. A nous, qui l'avons connu et qui lui survivons pour un peu de temps, de rassembler nos souvenirs et de recueillir pieusement ce qui mérite de subsister dans la mémoire de ses compagnons de voyage et de ses concitoyens. Je sens combien est délicate la tâche qui m'incombe de rendre hommage à notre cher et regretté collègue et ami. Puissé-je, en m'en acquittant, ne pas rester trop au-dessous de la mission que m'a confiée la Section de littérature de l'Institut genevois ! Si je réclame pour moi-même l'indulgence, je me plais à compter aussi sur la bienveillante sympathie des lecteurs pour la digne et touchante figure dont j'entreprends d'esquisser les traits si familiers à la plupart de ceux qui liront ces pages.

On ne sera pas trop surpris, je l'espère, de me voir entrer

dans des détails quelque peu circonstanciés sur les premières années d'Hornung. En présence d'une individualité aussi originale que la sienne, on éprouve le besoin de se replacer dans le milieu où elle s'est formée et de voir, d'un peu près, les causes qui ont concouru à la déterminer. C'est là seulement que nous pouvons trouver l'explication de ce qu'il a été et de ce qu'il a le plus aimé, de ce qu'il a fait de bien et de ce qu'il a poursuivi avec une telle ardeur dans son passage ici-bas. En nous enquérant des origines de son développement, nous n'atteindrons pas, il est vrai, le fond même des aptitudes qu'il tenait de la nature, mais nous pourrions découvrir la source intime des sentiments qui furent l'âme de toute sa vie, le germe de ses fortes convictions, le principe inspirateur de ses actes, comme de chacun de ses écrits. Si nous ne nous méprenons pas sur l'influence des impressions premières qui ont laissé chez Hornung des traces si durables, et que plusieurs appelleront, sans doute, préjugés de l'éducation, nodosités morales, que sais-je ? cristallisations de l'esprit, nous comprendrons d'où procédait l'harmonie fondamentale d'une activité qui a paru se dépenser sur un trop grand nombre d'objets différents ; nous apercevrons, peut-être, les secrets ressorts qui ont eu pour effet un déploiement d'énergie bien remarquable dans un caractère naturellement doux et timide.

Joseph-Marc Hornung, fils du célèbre peintre Joseph Hornung, est né à Genève, place du Molard, le 11 février 1822. Sa famille (1) ayant bientôt après transporté ses pénates dans

(1) Originnaire de Mulhouse, établie à Genève dès 1685. La mère d'Hornung, Jeannette Mazel, appartenait à une famille sortie des Cévennes.

l'ancienne maison de la Bourse française, n° 8 rue des Philosophes, l'enfance d'Hornung et plus de la moitié de sa vie se sont écoulées dans ce quartier assez sombre et solitaire que dominant les tours de notre cathédrale. La rue étroite qui l'en sépare et qui conduit à la prison de l'Evêché, est d'ordinaire silencieuse et morne ; mais elle s'égaie un peu dans la belle saison grâce à la verdure de quelques arbres, aux joyeuses envolées des martinets qui nichent dans les clochers et à l'échappée qu'on a sur l'azur du ciel où se porte naturellement le regard du passant. Les larges assises de pierres, noircies par le temps, que l'enfant avait toujours devant les yeux, durent évoquer en lui, avec toutes les visions d'un mystérieux passé, l'idée d'une puissance infinie et immuable. Les notes légères du carillon et le son grave des cloches, scandant le rythme de la vie, la voix de l'orgue, s'unissant, le dimanche, au chant des psaumes sous la nef, lui parlèrent de bonne heure de l'instant qui fuit, des réalités éternelles et d'un monde invisible. Comment les tours antiques de Saint-Pierre, où s'accomplissaient jadis tous les actes solennels de notre vie nationale, ne seraient-elles pas demeurées dans son imagination le symbole de l'âme de la patrie dans ce qu'elle a de plus élevé, dans son idéal le plus auguste ? Comment n'aurait-il pas naturellement abrité sa propre destinée à l'ombre de cette église qui s'élevait si près de son berceau ?

Si nous jetons maintenant un regard discret dans le sanctuaire encore plus rapproché de la famille où il reçut ses premières intuitions du monde moral, nous ne voyons autour de lui que les images d'une vie honorable de travail et de cette simplicité patriarcale qui n'était pas une exception dans la Genève d'alors. Entouré des affections les plus tendres, Hornung grandit sous l'aile d'une mère pleine de sens et de dévouement

aux siens, près d'un père dont la célébrité croissait de jour en jour et en qui chacun a salué le type du Genevois de vieille roche. Une sœur plus jeune qui, par la nature élevée de ses goûts, semblait faite pour être bientôt la confidente habituelle de ses pensées; un frère cadet, en qui se retrouvait l'esprit tout primesautier du père, complétaient le nombre des membres de cette famille, entre toutes privilégiée, bien qu'appartenant à la simple bourgeoisie. Pas d'autre salon que l'atelier du peintre où l'on venait admirer, dans leur fraîcheur, les grandes scènes de la Réforme illustrées par le pinceau d'un maître. C'était le rendez-vous de nombreuses notabilités du dedans et du dehors; on y agitait les hautes questions de l'art, de la littérature et de la politique, avec une bonhomie assaisonnée de tout le sel de l'esprit gaulois. Il y avait là un échange d'idées autrement actif que dans nombre de maisons à prétentions aristocratiques.

On conçoit que dans un tel milieu, Hornung ait senti avec une grande vivacité, quoique d'une façon encore inconsciente, toute la saveur et la poésie de la vie de famille; on ne s'étonne plus qu'à si bonne école il ait appris à aimer de toutes les fibres de son cœur cette patrie genevoise dont il entendait parler sans cesse avec tant d'amour. Demeurant au centre même de la cité, dans la ville haute, il ne pouvait sortir sans passer et repasser devant l'Hôtel-de-Ville, où se résumait à ses yeux la vie politique de la nation. N'est-il pas à croire qu'il s'habitua dès lors à considérer les destinées de notre petite République comme indissolublement liées à celles de l'Eglise nationale ?

Les années de collège ne firent que fortifier les impressions patriotiques reçues dans la maison paternelle. L'Ecole fondée par Calvin lui rappelait encore cette réforme qui avait fait de la ville des évêques le boulevard du protestantisme au

XVI^{me} siècle. Mais en même temps, grâce aux facultés dont il était doué et à son zèle pour l'étude, il s'abreuva largement aux sources vives de l'Antiquité, en suivant le programme de l'époque, plus resserré qu'aujourd'hui, mais suffisant à poser les bases d'une culture vraiment humaine. Ce fut sa première initiation au sens de l'histoire qui devait un jour solliciter si puissamment sa curiosité. Des régents de mérite, MM. Longchamp, Bétant, André Cherbuliez, déposèrent en lui les germes du goût littéraire et de l'esprit critique, tout en lui ouvrant, par l'étude des langues mortes, l'accès de nationalités plus vastes que la nôtre, mais de nature semblable, vu que les conditions inhérentes à la vie républicaine sont partout à peu près les mêmes. De là date l'admiration, de plus en plus raisonnée, qu'il conçut pour ces Grecs et ces Romains dont le plus grand tort est peut-être d'avoir trop rempli le monde du bruit de leur nom. Hornung ne s'est pas lassé d'applaudir à l'effort généreux de ces peuples qui créèrent les premières formes de notre civilisation et qui nous ont donné les principes de l'art, de la science, de la liberté politique et du droit. Toutes ces grandes choses, ces conquêtes de leur génie, désormais associées dans son esprit et inséparables les unes des autres, il eut l'ambition de les embrasser à la fois dans ses études ultérieures, sans les isoler par une spécialisation qui, à son sens, en aurait détruit l'intime harmonie.

Hornung quitta le collège en 1838, couronné de toutes les récompenses décernées à l'élève studieux dans ces Promotions qui sont la plus belle fête de la jeunesse. Détail insignifiant, pensera-t-on, mais qui ne laisse pourtant pas d'avoir eu sa valeur dans le moment. De quel doux rayonnement l'auréole des premiers succès n'éclaire-t-elle pas le cercle intime de la famille ! Mais le collège laisse après lui des traces plus durables ; c'est là que se nouent des amitiés solides, à

l'épreuve des traverses de la vie. Hornung comptait plus d'un bon camarade dans sa volée, mais il se lia de la manière la plus étroite avec Jacques Barbezat qu'une maladie cruelle devait emporter en 1861. « Le meilleur ami de ma jeunesse, écrivait-il en 1876, en tête des lignes qu'il a consacrées à sa mémoire, (1) est mort avant d'avoir donné la mesure de son talent. » C'était un esprit de même trempe que le sien, une de ces natures sympathiques qui se donnent sans compter jamais, et dont la seule présence fait battre le cœur plus vite.

Heureux les adolescents à qui tout sourit ainsi à leurs débuts ! Heureux surtout ceux qui, comme Hornung, sont d'humeur à trouver qu'il y a du plaisir à vivre ! S'il n'aimait guère à se mêler aux bruyants ébats de la cour du collège, s'il n'avait de goût, comme exécutant du moins, ni pour le chant, ni pour la danse et les mondaines réunions, il n'en jouissait pas moins à sa manière, s'intéressant à tout, s'amusant du spectacle que lui donnaient les autres, et prompt à saisir le côté comique des choses. Il avait un fond de douce gaieté ; ce fut toujours l'un des traits de son caractère si sérieux d'ailleurs.

A seize ans, on n'est plus indifférent aux incidents de la vie politique qu'on voit s'agiter autour de soi, alors même qu'on n'en peut comprendre encore la gravité et qu'on n'en aperçoit pas les lointaines conséquences. Déjà l'actualité essayait son prestige sur les facultés intuitives d'Hornung ; elle l'attirait sans qu'il se doutât des douloureux étonnements que l'avenir lui réservait en ce genre. La physionomie extérieure et morale de notre vieille cité avait commencé à se transformer à partir de la vingtième année de ce siècle, lentement d'abord,

(1) *Notice biographique de Moïse Hornung, à l'Appendice.*

puis d'une manière de plus en plus accentuée sous le contre-coup des évènements du dehors. La guerre de l'indépendance hellénique avait eu son retentissement chez nous et donné essor à l'imagination populaire. Aussi, dès le milieu de la période des vingt-sept années de bonheur (1814-1841), divers symptômes annoncèrent que les têtes se mettaient à fermenter et qu'on secouerait un jour avec plaisir les lisières d'un régime trop paternel. La révolution de juillet, en France, ne fit que hâter le mouvement qui poussait à demander des réformes constitutionnelles. Il y eut de l'agitation dans plusieurs cantons suisses et, à deux reprises, un bataillon genevois dut partir, grand sujet d'émoi pour la population enfantine. La ridicule échauffourée des réfugiés polonais et italiens mit encore en jeu les cerveaux, dans le temps que les chants nationaux de Kaupert électrisaient la jeunesse et que l'on excitait en elle la flamme du patriotisme par des fêtes où étaient conviés tous les enfants du pays. Hornung avait dix ans lorsque fut érigée, au milieu d'un grand enthousiasme, la statue de Rousseau, l'écrivain dont les idées devaient s'emparer puissamment de l'esprit du jeune homme, en attendant le jour où il pourrait les juger en connaissance de cause, dans la pleine maturité de la pensée. — D'un autre côté, dans le domaine religieux, le zèle des citoyens protestants pour leur Eglise nationale, assez languissant d'abord, comme au siècle passé, s'était ravivé de toute l'antipathie qu'inspiraient à des fils de Jean-Jacques les sectes importées de l'Angleterre, et aux descendants des huguenots, l'ambition naissante de la cure catholique de Genève. L'élan tout spontané avec lequel fut célébré, en 1835, le troisième jubilé de la Réforme, l'affluence des fidèles remplissant tous les temples, les maisons pavoisées, l'illumination des quartiers les plus populaires, tout concourut à faire sur la génération

qui s'élevait une impression ineffaçable. Hornung n'a jamais oublié les émotions de ces belles journées du 21 au 23 août où un peuple entier semblait n'avoir qu'une seule âme. Le rétablissement du Jeûne genevois en 1837, où l'autorité dut céder devant l'émeute du troupeau conduit par quelques-uns de ses pasteurs, puis la chaude alarme causée, l'année suivante, par l'affaire de Louis-Napoléon, achevèrent d'exalter les esprits, en faisant vibrer plus fort que jamais la corde nationale.

Or le père d'Hornung, qui était entré au Conseil représentatif en 1836, et dont la personnalité était un centre d'attraction pour quiconque pensait librement à Genève, prenait le plus vif intérêt à toutes les questions palpitantes soulevées au près et au loin. Membre de l'Association du 3 mars, il fut appelé à faire partie du premier Conseil municipal de la ville de Genève, en 1841. Le fils, qui vivait dans cette atmosphère traversée par les courants de la vie politique, aurait-il pu ne pas s'intéresser, à son tour, à ce qui se passait dans l'étroite enceinte de nos murs ? Il commençait même à porter ses regards vers ces peuples éloignés dont la destinée se trouvait tout à coup mêlée à la nôtre. Le secret de cette solidarité lui échappait alors, mais devait faire un jour l'objet de ses recherches et de ses méditations. Ainsi s'élargissait l'horizon intellectuel de celui que nous verrons par la suite étudier les races principales de l'Europe dans leurs rapports entre elles, étendre ses sympathies même aux peuplades encore barbares et s'enquérir des lois de l'évolution sociale tout entière. En voyant l'histoire se faire sous ses yeux sur une petite échelle, il se préparait à comprendre la marche du développement historique de l'humanité.

Mais ne nous laissons pas entraîner à parler déjà des travaux de l'âge mûr ; nous avons à suivre Hornung quelque

temps encore pendant les sereines années de la jeunesse qui s'envolent, hélas ! toujours trop vite. — Du collège il passa dans l'auditoire de Belles-lettres, alors installé dans la chapelle des Macchabées, à deux pas de sa demeure. Là, le champ des études s'étendait avec d'autres maîtres qui, eux aussi, marquaient de leur empreinte l'esprit de leurs élèves. Bornons-nous à rappeler deux noms bien connus, le professeur François Roget dans le domaine de l'histoire et, dans celui de la littérature, Töpffer, notre humoristique écrivain. Les ouvrages de ce dernier, assurément plus goûtés que ses cours, étaient pour Hornung un vrai régal après le casse-tête des équations algébriques. Rien qui répondit mieux aux besoins de son esprit, lorsqu'il lui donnait vacance, que les amusants récits et la philosophante flânerie de l'auteur des *Nouvelles genevoises*. Il se plaisait à rappeler que la scène de la *Bibliothèque de mon oncle* avait été placée par Töpffer dans l'appartement même occupé par sa famille. Mais serait-ce dans les pages de l'aimable conteur des *Voyages en zigzag* qu'il aurait puisé le sentiment si vrai des beautés de la nature dont il a donné des preuves nombreuses dans ses propres écrits ? La campagne étale autour de nous tant de magnificence et, surtout à l'époque dont nous parlons, elle faisait à tous, à peine au sortir des portes de la ville, un si gracieux accueil que tout bon Genevois naît, pour ainsi dire, avec des trésors de tendresse pour elle. Qui ne sait d'ailleurs que nos riants environs et les flancs sauvages de notre Salève ont toujours exercé sur les Hornung, père et fils, une séduction irrésistible ? En dehors des heures laborieuses, la promenade faisait leurs délices ; vrais promeneurs, plutôt que marcheurs émérites, ils aimaient à s'adjoindre des compagnons avec qui causer, chemin faisant, de choses légères comme de graves questions ; causeries à bâtons rompus où l'esprit trouvait son

compte, sans qu'on cessât de jouir des charmes du paysage. On épiloguait là volontiers tel ou tel ouvrage dont la lecture était la préoccupation du moment ; car si les Hornung ont été d'infatigables promeneurs et causeurs, ils n'ont pas été moins grands lecteurs de bouquins poudreux et de nouveautés, des avaleurs de livres, comme il ne s'en voit plus guère aujourd'hui, où l'on a peine à se défendre de l'invasion des feuilles quotidiennes. Pour eux, ils faisaient en famille leur pâture habituelle des meilleurs écrivains de notre temps, de vieilles chroniques, de mémoires du XVI^me siècle. Michelet et Quinet étaient, pour lors, les auteurs préférés de notre ami. Macaulay vint plus tard, puis bien d'autres. Ce goût pour l'histoire et cette passion de lecture, héréditaires en quelque sorte, ne l'ont jamais quitté. Plus que personne il a mis à contribution et fureté les rayons de la Bibliothèque publique et de la Société de lecture. Il lisait vite et avec fruit, prenant des notes, couchant par écrit ses propres remarques et ses jugements, ayant l'art d'aller immédiatement dans un livre à ce qui rentrait dans le cadre de ses recherches et d'y trouver ce qui venait à l'appui de ses idées favorites. C'est grâce à cette méthode, appliquée durant des années, qu'il a pu accumuler, sous forme de volumineux cahiers, une masse énorme d'indications de tout genre, d'aperçus et d'heureuses trouvailles. Dans ce vaste répertoire il avait constamment sous la main des matériaux tout prêts qu'il n'avait plus qu'à mettre en œuvre pour les faire entrer soit dans ses cours, soit dans ses publications toujours si substantielles, si riches, trop riches même de faits, d'idées et de renseignements bibliographiques.

Mais, encore une fois, n'anticipons pas sur une époque plus avancée et revenons au temps qui nous reste à parcourir jusqu'au dernier terme de la vie d'étudiant. — Les deux années de la Faculté préparatoire des Sciences et des Lettres

mirent Hornung en contact avec de nouveaux professeurs dont quelques-uns comptaient parmi les sommités de la science contemporaine. Celui qui eut au plus haut degré le don d'allumer le feu sacré chez la jeunesse fut Adolphe Pictet dont les cours sur l'esthétique, sur les épopées de l'Inde et sur Homère nous initièrent à des études ignorées jusque-là de notre Académie. Un souffle littéraire plus élevé et plus puissant que celui qui avait régné de longues années dans notre enseignement supérieur, eut bientôt dissipé les brouillards d'une froide rhétorique ; les lointaines perspectives de l'extrême Orient et des âges primitifs se découvraient à nos regards surpris. Hornung fut l'un des plus fervents disciples d'Adolphe Pictet, et la direction de son activité se serait définitivement tournée du côté des sciences littéraires et historiques si d'autres influences ne s'étaient fait sentir. Les lettres seules, en dehors de l'enseignement, ne sont pas une carrière où l'on puisse arriver aisément à une position indépendante. La plupart des jeunes gens, n'ayant pas alors des laboratoires qui leur permissent de cultiver les sciences naturelles, se portaient vers la théologie ou vers le droit. Les goûts personnels d'Hornung, ses instincts religieux et le désir qu'il avait de se dévouer à une grande tâche l'auraient peut-être incliné vers l'auditoire de théologie, où il se plaisait déjà à suivre par surcroît les cours de l'excellent Diodati ; mais les sciences sociales l'attiraient, de leur côté, par leurs rapports avec l'histoire et avec les questions qui étaient dans l'air à ce moment. Töpffer, consulté, n'eut pas de peine à faire pencher la balance en faveur du droit. Sans doute aussi la société de Zofingue dont Hornung faisait partie, eut quelque influence dans cette décision.

Pourquoi ne rappellerais-je pas, à ce propos, que les deux sociétés académiques, alors seules existantes, Belles-Lettres

d'abord, puis Zofingue avaient trouvé dans le nouvel étudiant un membre des plus actifs et qu'elles se font encore honneur de l'avoir possédé dans leur sein ? Hornung fut président de la section genevoise en 1846, après avoir fait, l'année précédente, le pèlerinage de Zofingue, en qualité de secrétaire central, sous la présidence de Jean Rivoire, notre ami commun. La belle devise *Patrie, amitié, science*, s'est comme incarnée dans sa personne. Notons ici en passant, comme un trait de caractère dont nous avons déjà vu des indices, le peu de part qu'il prenait aux seconds actes, prolongés au milieu des vapeurs de la bière et d'un nuage de fumée. Ce n'était pas sauvagerie, mais affaire de tempérament, et surtout habitude d'une vie réglée et laborieuse. Il s'intéressait d'autant plus à la première partie des séances qui ne laissait pas que d'être souvent fort agitée. Pouvait-on s'abstenir, en ces temps, de débattre les questions brûlantes de la politique du jour, alors que l'avenir de Genève et de la Suisse était en jeu ?

L'émotion causée, en 1841, par la suppression des couvents d'Argovie, les éloquents discours de Camperio, professeur de droit, le pronunciamento sur la Treille et devant l'Hôtel-de-Ville, qui aboutit à la nomination d'une Constituante, tournaient les pensées du côté des études politiques et sociales. Jamais peut-être, sauf à l'époque de la Réforme, notre république n'eut à traverser une crise plus forte qu'au milieu du siècle où nous sommes. La démolition des fortifications (dès décembre 1849), qui fit bientôt de Genève une autre ville, n'a été que la traduction, en un fait matériel, de la rupture morale qui se produisait alors entre son passé et son état présent. Une belle carrière s'ouvrait donc à l'activité de la jeune génération. Un esprit comme celui d'Hornung, attaché, d'un côté, à la tradition nationale par ses plus lointains souvenirs d'enfance, ayant reçu, d'autre part, une culture assez

large pour comprendre ce qu'il y avait de légitime dans les besoins nouveaux, devait se vouer de préférence aux études qui conduisent dans l'arène politique. Aussi, sans se demander s'il était taillé pour l'action et les combats de la parole à la tribune ou au barreau, mais se sentant assez de courage pour défendre, un jour ou l'autre, son drapeau dans la chaire du professeur, dans la presse et sur les bancs du Grand Conseil, il n'hésita plus à entrer dans la Faculté de droit. Là, il eut pour professeurs MM. Odier, Trembley, Duval et Antoine Cherbuliez. Ce dernier, économiste de talent, apôtre d'un système social fondé sur le patronage et vigoureux champion du principe historique, fit surtout impression, par la hauteur d'un grand caractère, sur un jeune homme dont les sympathies étaient acquises à la cause libérale, mais en qui respirait aussi le vieil esprit genevois avec une tendance foncièrement conservatrice. Redoublant de zèle à mesure qu'il approchait des sommets de la science, Hornung fit face à toutes les exigences d'un programme qui s'étendait sur quatre années. Fidèle à son passé, il ne lui arriva pas une fois de manquer l'approbation complète aux examens qu'il eut à subir. Il mit enfin le couronnement à ses études académiques, en présentant pour la licence une thèse des plus remarquées et citée aujourd'hui encore avec éloge. Elle roule sur cette question qui atteste à elle seule la tendance philosophique du futur publiciste : *Pourquoi les Romains ont-ils été le peuple juridique de l'ancien monde ?* Cette production, datée de 1847, l'année où succomba le Sonderbund (1), n'était pas le premier fruit des méditations d'Hornung. Dans le cours de l'année

(1) Singulière coïncidence ! La victoire de la diète semble avoir préparé les voies à l'unification du droit en Suisse, de même que l'extension du droit romain dans le monde n'a été possible que par les armes de Rome.

précédente, il avait déjà donné à la Bibliothèque universelle, sur la demande du professeur Auguste de la Rive, trois articles littéraires qui procédaient directement de l'inspiration d'Adolphe Pictet, mais qui n'en portent pas moins un cachet d'originalité incontestable (1). Ils furent réunis et réédités en 1847, sous ce titre : *Quelques idées sur la place qu'a occupée la nature dans la poésie aux différents âges.*

Ces deux publications, qui témoignaient d'une portée d'esprit peu commune à l'âge de 24 ou 25 ans, annonçaient un talent plein de belles espérances. S'il ne lui a pas été donné de réaliser dans la suite toutes les promesses de ce début, rien non plus ne faisait pressentir encore le zélé patriote qui s'est manifesté plus tard et qui a consacré tant d'heures à la chose publique. On trouve là, en tout cas, le savant et l'écrivain en possession déjà de presque toutes les qualités qu'il a désormais déployées, comme avec les défauts de ses qualités : érudition luxuriante, puissance d'abstraction et d'observation interne qui impose au lecteur une tension d'esprit trop continue ; des généralisations parfois excessives, un style ferme, net, précis, souvent coloré et pittoresque, mais trop touffu, trop serré dans le détail et embarrassé de digressions dans l'ensemble. Quant aux idées générales qui forment la trame solide de ces compositions, elles se retrouveront aussi dans celles qui doivent les suivre. Dans la thèse historique, c'est la théorie de l'évolution dans la marche des choses humaines, qui est à la base du travail. L'auteur l'a fait servir avec succès à l'explication des origines du droit romain et des phases de son développement, conformément à la logique du principe qui lui a donné naissance ; malgré certaines lacunes, il y a là des vues qui,

(1) Hornung eut à essayer, en 1846, des tracasseries de la part des rédacteurs de la *Bibliothèque universelle* à propos de cette publication.

selon nous, jettent plus de jour sur le véritable caractère de l'histoire romaine que ce qu'on rencontre à cet égard dans le grand ouvrage de Th. Mommsen. — Dans l'opuscule littéraire, c'est l'homme considéré dans les éléments les plus relevés de son être, qui occupe le centre. En face du spectacle que lui offrent la nature et la société, il entre en rapport avec l'esprit qui est au fond des choses; plus est forte la commotion morale ressentie sous le choc des réalités, plus est éclatante cette révélation de l'esprit, et plus aussi le poète inspiré interprète fidèlement le symbolisme de la nature. La profondeur de sentiment avec laquelle l'auteur a compris la poésie des premiers âges de l'humanité, l'intelligence et le savoir dont il a fait preuve dans l'analyse d'un procès juridique fort complexe, annonçaient un esprit trop enclin peut-être à systématiser, mais singulièrement compréhensif et bien préparé à aborder les subtils problèmes de la littérature et de la jurisprudence.

Nous venons d'assister à la première floraison de ce talent dont nous avons vu les racines plonger dans un terrain des plus propices, et voici que déjà, comme un arbre pressé de porter tous ses fruits, à peine Hornung avait-il quitté les bancs de l'Auditoire pour un stage de peu de mois dans l'étude de M^e Gide, il posait sa candidature à la chaire de droit romain et d'histoire générale du droit, laissée vacante par la retraite d'Antoine Cherbuliez. En vue de cette place, il donna, en 1847-1848, un cours sur l'histoire du droit romain sous la république, mais il ne réussit à attirer à ses leçons qu'un petit nombre d'étudiants. On s'étonnait avec quelque raison de l'entendre parler *in extenso* de peuples qui n'avaient avec le droit romain que des rapports très éloignés. « L'un de mes auditeurs », m'écrivait-il (13 janvier 1848), « m'a demandé « déjà deux fois quand j'entrerais en matière : c'est un ami du

« positif : le pauvre garçon ! il ne me connaît pas : il ne sait
« pas qu'un homme qui a écrit sur la poésie indienne ne
« peut pas entrer de plain-pied dans l'histoire du droit
« romain et qu'il éprouve le besoin de divaguer un peu
« préalablement ». Il sentait bien lui-même que son introduction était infiniment trop longue et qu'il avait été conduit, sans le vouloir, beaucoup plus loin qu'il ne pensait d'abord ; mais il reconnut trop tard qu'il avait donné prise contre lui à ceux qui ne goûtent pas les idées générales. La chaire à pourvoir demeura sans titulaire et fut remise au concours en 1849. Hornung, ayant renouvelé sa candidature, présenta, comme thèse à l'appui, un mémoire qu'il publia, en janvier 1850, sous ce titre : *Idées sur l'évolution juridique des nations chrétiennes et en particulier sur celle du peuple français*. A la suite d'épreuves publiques très sérieuses et sur le préavis favorable du jury d'examen, l'Académie jugea bon d'accorder à deux des candidats, MM. Le Fort et Hornung, le grade de docteur en droit ; mais le Conseil d'Etat s'abstint de procéder, pour le moment, à aucune nomination. Le but principal était donc manqué et ce nouvel échec fut très sensible à Hornung : il demeura persuadé, à tort ou à droit, qu'il avait été victime d'injustes préventions, sa couleur politique ou celle de son père n'étant pas agréable au parti qui tenait alors le pouvoir.

Quoi qu'il en soit, une consolation lui était réservée en dehors de Genève : M. Hisely, l'historien du comté de Gruyère, alors recteur de l'Académie de Lausanne, avait conservé une excellente impression des articles d'Hornung qui avaient paru dans la Bibliothèque universelle. Il lui fit des ouvertures pour qu'il se chargeât de donner un cours de littérature comparée. C'était en août 1850. Hornung, qui se voyait, ou du moins se croyait mal apprécié dans son pays,

accepta l'offre qui lui était faite ; toutefois, il hésita beaucoup en face du chagrin que causait à sa mère la seule pensée de se séparer de son fils aîné. Mais les avantages d'une position provisoirement assurée et l'espoir de revenir bientôt à Genève l'emportèrent sur les raisons de sentiment qui le retenaient auprès des siens et dans sa ville natale. L'exil, d'ailleurs, ne pouvait être bien dur dans une ville aussi rapprochée que Lausanne, au sein d'une société très distinguée qui fit le meilleur accueil au jeune professeur. Son séjour, il est vrai, s'y prolongea plus qu'il ne s'y était attendu ; car il resta éloigné seize années, *grande mortalis ævi spatium* ; mais ce ne fut pas un temps perdu pour lui, ni pour la science. Il vécut là dans un milieu relativement paisible et favorable à l'étude, en présence des scènes grandioses d'un site admirable. Le cercle de ses relations s'étendit dans cette société toute pleine encore de l'éclat qu'avaient jeté sur la terre vaudoise les Monnard et les Vinet. Il entra en rapports plus ou moins intimes avec les Rivier, les Secrétan, les Cérésole, L^s Vulliemin, J.-J. Porchat, sur lequel il a écrit une de ses meilleures notices biographiques, et beaucoup d'autres personnes de mérite. Nous pouvons nommer encore, parmi les relations d'Hornung à Lausanne, M^{lle} Fréd. Bremer, la célèbre romancière suédoise, puis Émile Souvestre, MM. Troyon, Morlot, Ancrenaz, etc. Les tendances particulières du caractère vaudois, si distinct du nôtre, beaucoup plus tourné vers l'idéal et plus près de la nature, fournirent matière aux préoccupations de son esprit avide à saisir les traits caractéristiques des individus et des races (1). Sous tous les rapports, il a été heureux

(1) Étant très-observateur, il imitait tous les accents dans un point de perfection : aucune nuance ne lui échappait, malgré sa myopie. F. H.

(Les notes marquées F. H. proviennent de la famille d'Hornung.)

pour lui qu'il quittât pour un temps l'atmosphère un peu âpre et desséchante de Genève et qu'il fît connaissance d'un monde moins prosaïque que le nôtre. Il avait vécu jusque-là beaucoup plus avec les livres qu'avec les hommes ; il apprit à les connaître sous un jour favorable et prit de plus en plus goût aux conversations de la bonne compagnie, sans lui jamais faire le sacrifice de son indépendance et de ses opinions personnelles.

Loin de se laisser gagner aux idées qui régnaient dans son entourage à Lausanne, lorsqu'en 1852 fut soulevée chez nous la question de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, il ne craignit pas d'affirmer hautement ses convictions et adressa au *Journal de Genève*, en 1852 et 1853, une série de lettres qui firent sensation. Réunies en une brochure, en 1855, avec l'épigraphe suivante, qui en résume la tendance : - *L'Eglise, comme l'Ecole, constitue un devoir et un droit pour l'Etat et pour les citoyens*, ces lettres furent la première intervention d'Hornung dans les questions à l'ordre du jour. Dès lors, il n'a pas cessé de se prononcer dans tous les grands moments de notre vie politique, lorsque les principes qui lui étaient sacrés, paraissaient en péril. Se jetant dans la mêlée des partis en présence, sans être enrôlé sous aucune autre bannière que celle de la nationalité, il s'est fait des ennemis dans les deux camps par la franchise avec laquelle il a dit leurs vérités aux uns et aux autres. Nous en verrons bientôt des exemples. A Lausanne, où les idées séparatistes étaient en grande faveur, on ne put cependant s'empêcher de respecter en lui la sincérité des convictions, et sa personne fut toujours l'objet, sinon de la sympathie de tous, du moins de l'estime universelle.

L'attachement qu'avaient conçu pour lui ses étudiants se manifesta dans une journée qui resta profondément gravée

dans son cœur. Son enseignement de littérature comparée ayant pris fin en 1853, il fut nommé professeur ordinaire de philosophie du droit, d'histoire du droit et de droit romain. Le soir de son installation, qui eut lieu avec une certaine solennité, et à l'occasion de laquelle il lui fut recommandé d'éviter dans ses cours les spéculations oiseuses, le corps des étudiants organisa à son honneur un cortège aux flambeaux et vint lui donner une sérénade au Petit-Château, où il demeurait chez les Gaudin (21 novembre).

Hornung n'en continua pas moins de suivre avec un vif intérêt ce qui se passait dans notre ville. L'éloignement où il se trouvait, bien qu'il vint plusieurs fois par mois visiter les siens et qu'il passât avec eux la plus grande partie de ses vacances, jetait sur lui comme un voile de tristesse. Il avait de fréquents accès de nostalgie. Voici ce qu'il écrivait à sa sœur, peu de mois avant sa nomination définitive, à la suite d'une de ses courtes apparitions :

« Lundi (27 juin 1853), je suis parti singulièrement
« attristé d'être obligé de quitter Genève en un jour pareil
« (c'était la fête des Promotions), attristé surtout du chagrin
« de maman : je ne comprends que trop qu'elle regrette le
« temps où, Jean et moi, nous étions encore au Collège. Je
« ne puis pas rendre l'émotion que j'ai éprouvée dans l'église
« pendant les courts moments que nous y sommes restés.
« Cette fête aperçue ainsi et aussitôt quittée, c'était bien
« l'image de ce qu'est déjà la vie à mon âge : la joie sans
« mélange y tient déjà bien peu de place : la patrie apparaît
« comme imposant des devoirs, comme sujet d'inquiétude ;
« ce n'est plus une mère qui vous soutient dans la vie : au
« contraire, c'est vous qui devez contribuer à la soutenir.
« Mais ces plaintes sont de l'ingratitude ; après tout, la poésie
« des choses n'apparaît à l'âme que dans la lutte et les obsta-

« cles de la vie. » Généreuses paroles, on aime à les rencontrer sous la plume de celui qui a prouvé par des actes que ces beaux sentiments n'étaient pas rien qu'une pose ou une illusion de l'amour-propre (1). N'est-ce pas, en effet, dans un élan de courage civique qu'il protesta si énergiquement, en novembre 1855, contre l'attitude du parti radical d'alors, qui lui semblait engagé dans une voie fatale. Jamais il ne s'est montré aussi éloquent que dans cette circonstance où l'indignation était, certes, des plus légitimes. A l'issue d'une ardente lutte électorale, lorsque J. Fazy revint au pouvoir à l'aide des *Fruitiers d'Appenzell*, des cris de : *A bas Genève !* avaient été vociférés dans nos rues par une bande d'individus que poussait une main occulte, occupée à la destruction de la Rome protestante. « On voudrait ne pas le croire, » écrivit-il de Lausanne à cette nouvelle, le 19 novembre ; « le cœur se révolte à la seule pensée d'un blasphème pareil. Mais non, le cri a été proféré. Des milliers de voix l'ont fait retentir. L'antique patrie, la patrie, cette mère vénérable, qui ne peut rien que par ses enfants, la patrie qui, hélas ! ne saurait se défendre ni répondre, la patrie a été publiquement insultée, — et personne n'a protesté ! » Et il continue, sur ce ton, dans une brochure de cinq pages, à sangler les coups de fouet, ou plutôt à jeter à tous les échos les cris d'alarme de son patriotisme. Les larmes viennent aux yeux à la lecture de cet appel déchirant qu'un citoyen de cœur adressait à la conscience de concitoyens égarés.

Au commencement de 1860, quand surgit la question de l'annexion de la Savoie à la France, un parti assez remuant

(1) Patriote au point qu'il s'était fait graver un cachet avec cette devise :
Omnia pro patria. F. H.

se forma, soit chez nous où le *Journal de Genève* lui servit d'organe, soit chez nos voisins du Chablais et du Faucigny, pour rattacher à la Suisse et à notre canton la portion du territoire savoisien neutralisée par le traité de Vienne. Hornung ne douta pas un instant que c'en était fait de sa Genève bien-aimée si on la noyait dans un flot de populations catholiques. Toujours attentif à signaler les écueils où risquait de sombrer notre nationalité genevoise et protestante, il lança de Lausanne une brochure intitulée : *Le principe républicain ou le spiritualisme politique à propos de la question de Savoie* (février 1860) (1), avec cette épigraphe : *Et nolenti patriæ*. Invoquant la fidélité aux principes d'un vrai républicanisme contre les visées cosmopolites de 89 (2) et les avantages d'un agrandissement de territoire, il repoussait carrément le cadeau très problématique, mais séduisant, qu'on nous offrait en échange de notre individualité autonome et demandait qu'on fit plutôt, si la chose était possible, un ou deux cantons distincts du territoire en litige. Bien plus, il émit l'idée que Genève saisis cette occasion de rentrer dans les conditions normales de son existence, en rétrocédant les communes sardes annexées en 1814. On trouvera peut-être que c'était pousser trop loin la logique des principes et le rigorisme protestant ; mais on se tromperait grossièrement si l'on voyait dans une telle politique une pensée hostile ou un dédain quelconque pour les campagnes qui nous avoisinent. Le fils du peintre des petits Savoyards ne pouvait éprouver que de la sympathie pour les habitants de la Savoie dont il appréciait fort « l'originalité piquante, ce mélange de bon-

(1) Extrait de la *Gazette de Lausanne*.

(2) Représentées par J. Fazy et l'honorable M. Bard, de Bonneville, notre nouveau concitoyen.

homie et d'esprit, de gaieté et de mélancolique résignation, qui les caractérise » (1).

Telles étaient donc les préoccupations patriotiques d'Hornung. Mais son immixtion dans la politique du moment ne l'empêchait pas de poursuivre ses travaux littéraires. C'est même à cette période qu'appartient la plus importante de ses productions en ce genre : *La littérature de la Suisse française*, considérée surtout dans son principe religieux et national et dans ses rapports avec les autres littératures de l'Europe. Ce travail avait été publié dans les numéros de la *Revue suisse*, en 1852, alors qu'Hornung était encore professeur de littérature comparée. Un christianisme affranchi de tout esprit sacerdotal et une nationalité fortement et librement constituée : voilà, selon l'auteur, les conditions morales et sociales que suppose le plein développement d'une vie littéraire véritable. C'est d'après ce principe qu'il tient en si haute estime les productions de la littérature anglaise et qu'il assigne un rôle des plus considérables à la Suisse française et, en particulier, à Genève. Comme ville du droit et de la pensée libre, il la place de pair avec Athènes et Rome dans l'antiquité, avec l'Angleterre et l'Allemagne dans les temps modernes. A ses yeux, Rousseau a eu la gloire d'achever l'œuvre d'affranchissement commencée par les écrivains anglais : il a trouvé Dieu, la nature et l'homme. M^{me} de Staël, qu'Hornung revendique entièrement pour nous, a fait davantage encore : en elle s'est résumée la mission européenne de la Suisse romande, la conciliation de l'idéalisme germanique et de l'individualisme latin, par une puissante synthèse de deux races et de deux religions, du nord et du midi. Individualité des plus complètes, elle a révélé l'être humain, dans toute la force du terme,

(1) *Notice biographique de Moïse Hornung.*

elle a su pénétrer le mystère de la vie dominée par la hauteur de la loi morale et éclairée par la lumière des espérances chrétiennes. Réalisme intense, d'une part, pureté de l'idéal, de l'autre, telle a été l'œuvre de M^{me} de Staël. Après elle, Genève, tournée vers les sciences naturelles, descend des hauts sommets de la vie spirituelle, vraiment humaine, et perd toute largeur philosophique. L'histoire de la période romantique, pendant laquelle s'est relevée notre culture littéraire, rentrait dans le plan de l'auteur; mais il s'est arrêté avant cette époque. Son tableau, demeuré alors inachevé, ne fut complété postérieurement qu'en partie, soit par les portraits qu'il a réunis en 1880, dans la Galerie suisse, sous le titre de *Poètes genevois contemporains*, soit dans ses notices biographiques détachées. On a pu voir par ce qui précède que le littérateur, chez Hornung, était inséparable du philosophe et, disons-le, de l'honnête homme. Par la franchise et même la rudesse de ses appréciations en ce qui concerne la littérature française (1), il risquait de se fermer à jamais l'accès des grandes Revues périodiques, comme celle des *Deux-Mondes*, qui s'est faite l'introductrice des nouveaux venus dans le domaine des lettres, pour les conduire plus rapidement à la renommée (2). C'est bien moins, d'ailleurs, la perfection littéraire de la forme que la portée morale de l'écrivain, qui impose à Hornung ses préférences et ses jugements. On peut n'être pas d'accord avec lui sur l'application qu'il fait de sa théorie historique à la littérature; mais l'élévation du point de vue, l'originalité et l'abondance des aperçus sont incontestables.

(1) Cf. à cet égard, *Idées sur l'évolution juridique*, p. 98 sq.

(2) Des ouvertures lui furent faites cependant et le savant explorateur Félix Belly le recommanda à Buloz de la manière la plus flatteuse; mais il renvoya toujours à plus tard de faire usage de ces offres. F. H.

Les qualités propres à Hornung dans le genre de la critique littéraire apparaissent sous un autre jour, avec plus de relief peut-être, dans certaines monographies, en particulier dans sa remarquable étude critique sur l'histoire de Jules-César, intitulée *l'Histoire romaine et Napoléon III* (Lausanne 1863), ou même dans de simples comptes rendus d'ouvrage de nature assez diverse, tels que le *Chillon* de L. Vulliemin (1851), *Histoire du comté de Gruyère* par J.-J. Hisely (1852 et 1856), *Contes et poèmes grecs modernes*, trad. par Charles Schaub (1865 sq.); ajoutons aussi les notices biographiques consacrées à la mémoire d'un grand nombre de nos hommes distingués. L'une des premières, sinon la première en date, et des plus luxuriantes, est celle qui a pour titre *J.-J. Porchat et la poésie vaudoise* (Extr. de la *Suisse*, nov. 1864). Le spirituel fabuliste y est dépeint *con amore* et placé dans son milieu, un cadre tout poétique; des rapprochements inattendus et de fréquentes excursions aux environs du sujet central pourraient faire penser que l'auteur n'a vu dans le portrait entrepris qu'un prétexte pour exposer ses idées personnelles; mais, s'il semble oublier par moments la figure qu'il voulait esquisser, c'est pour y revenir bientôt avec un nouvel entrain et y faire d'heureuses retouches. Voici un échantillon de cette manière ingénieuse de serrer de près son objet, sans en avoir l'air, et de laisser errer sa pensée, sans qu'elle s'égare en chemin. On pourra juger en même temps du tour d'esprit habituel à l'auteur : « Les fables
« de Porchat ont la douce saveur des fruits d'automne. Je
« connais peu de lectures plus captivantes et plus saines, et
« qui reposent mieux des fiévreuses divagations de la litté-
« rature contemporaine. Aujourd'hui le calme devient tou-
« jours plus rare. Les questions religieuses elles-mêmes
« sont discutées avec aigreur, et le Dieu des théologiens est

« un batailleur forcené : on le fait descendre dans l'arène des
« partis. Oh ! que la méthode divine est différente de cette
« hâte et de ce tragique à bout portant ! Elle est la lenteur
« même : elle est le silence dans l'incessante activité. Dieu
« n'intervient pas, ne discute pas, ne plaide pas. Il fait mieux.
« Il a organisé le monde de telle sorte que pleine latitude
« est laissée aux êtres libres, sous leur responsabilité : mais
« dès qu'ils se mettent en désaccord avec l'ordre, avec le
« cosmos, cet ordre réagit. Voilà comment Dieu nous parle,
« c'est au moyen de son œuvre, et par l'intermédiaire du
« monde. Seulement, il faut être attentif, il faut chercher et
« retrouver l'harmonie réelle de l'univers, au lieu de sim-
« plifier arbitrairement les questions. Eh bien, la fable, dans
« son humilité, est un des meilleurs moyens de ramener les
« esprits au vrai. Elle a l'immense avantage de respecter la
« nature et de l'écouter comme il convient. »

On a pu se convaincre par plus d'une preuve que l'enseignement d'une science aussi absorbante que le droit s'associait fort bien, chez Hornung, à la culture des lettres, sinon dans le champ de l'invention originale, du moins dans les parties qui relèvent du goût, du sens critique et de la philosophie morale. On ne sera donc pas surpris de le voir s'inscrire comme candidat à la chaire d'Esthétique abandonnée par Amiel et mise au concours en 1854. Il se mit au travail de sa thèse avec une telle ardeur, malgré sa myopie et la faiblesse de ses yeux, qu'il tomba gravement malade. Un sursis lui ayant été refusé, il se soumit à un traitement si brutal pour dissiper, à bref délai, l'ophtalmie dont il souffrait que sa vie fut un moment en danger et qu'il ne se releva jamais bien de l'état d'anémie provoqué par cette crise. Dès lors les plaintes sur l'extrême fatigue qu'il ressentait à la fin de ses journées, reviennent plus fréquemment dans sa

correspondance. Que de fois ne s'est-t-il pas écrié : Je suis éreinté, je n'en puis plus ! Cependant, il travaillait toujours. Ce fut pour lui un amer déboire de n'avoir pu se présenter dans la lice et faire ses preuves avec la perspective, s'il réussissait, de revenir se fixer à Genève ; là se bornait toute son ambition. Douze années devaient s'écouler encore avant que ce rêve devint une réalité.

Dans l'intervalle, aucun fait nouveau, au moins jusqu'à son mariage, ne vint modifier le cours uniforme de la vie qu'Hornung menait à Lausanne. Il s'en éloigna seulement dans deux occasions, une fois pour visiter l'Exposition universelle de 1855 et aller jusqu'au Havre voir la mer ; une seconde fois en 1859, pour une excursion en Allemagne, en compagnie d'Amiel. Nos deux professeurs, après avoir passé par Heidelberg où ils désiraient voir Gervinus (1), descendirent les bords du Rhin jusqu'à Cologne. C'était pour Hornung une grande chose que de voir de ses yeux le pays où la réforme avait pris naissance, la patrie de Savigny, fondateur de l'école historique en droit, cette Allemagne enfin qu'il aimait de longue date pour en avoir reçu de précieux éléments de culture, peut-être même, par un phénomène d'atavisme, le fond de son esprit naturellement porté à la spéculation. Ce voyage ne répondit cependant pas à son attente : il en revint plutôt attristé par l'aspect général de la terre allemande, bien qu'il eût admiré la puissance d'idéalisme qui reposait dans la nation. Au reste, dès qu'il perdait de vue nos montagnes et les rives de notre lac, il ressentait le mal du pays ; aussi n'éprouva-t-il jamais un grand besoin de locomotion.

Mais les plus beaux sites du monde ne sauraient empêcher

(1) Hornung a écrit dans la suite quelques pages où est apprécié le mérite de cet historien.

de sentir le vide d'une existence solitaire. Hornung était l'homme de la famille. Enfant, il en avait connu les joies; professeur, il l'avait étudiée scientifiquement: le moment était venu, ainsi qu'il le disait, de joindre la pratique à la théorie et de poser, comme nos ancêtres, les Aryas, la pierre d'un foyer nouveau. Ayant rencontré, dans M^{lle} Camille Coutau la femme sérieuse et modeste qui répondait à ses goûts, outre qu'elle était d'une famille éminemment genevoise, il unit sa destinée à la sienne, le 27 novembre 1861. Epouse dévouée, elle s'associa à ses joies comme à ses tristesses et fut pour lui la compagne fidèle des bons et des mauvais jours. Le mariage fut célébré dans l'église des Eaux-Vives, commune où Hornung avait l'intention de se fixer dès qu'une position convenable lui serait assurée à Genève.

Les chances qu'il avait d'arriver à ce résultat s'accrurent par le triomphe des Indépendants qui l'emportèrent sur les Radicaux, en s'unissant aux Conservateurs, dans la journée du 15 juin 1862 et se maintinrent au pouvoir, avec quelques intermittences, jusqu'en 1870. Hornung professait en effet pour ce parti, bien qu'il ne fût inféodé à personne, ses sympathies les plus décidées. Il n'épargnait cependant pas, dans l'occasion, ses amis eux-mêmes, lorsqu'il les voyait suivre une voie qu'il estimait fâcheuse. C'est ce qu'il ne craignit pas de faire dans une brochure intitulée *Conseils au parti indépendant de Genève* (Extrait de la *Gazette de Lausanne*, 7 et 8 février 1865). Il y reprochait aux Indépendants d'abandonner le terrain du droit et des vrais principes conservateurs, de n'avoir pas un système logique, bien lié et bien franc, d'être incolores et de commettre fautes sur fautes. Ce sont ses propres opinions politiques qu'il a exposées dans le programme qu'il leur recommande d'adopter, et c'est là ce qui fait pour nous l'importance de cette brochure de seize pages. « Rien

ne rapproche, dit-il, comme des idées bien nettes et des questions bien posées. » Là-dessus, il montre que la vie politique doit s'inspirer, d'un côté, de l'idée nationale et du maintien de la tradition dans un esprit sagement conservateur, de l'autre, d'un vrai libéralisme représentant les intérêts généraux de l'humanité et les exigences du progrès, en face du droit historique. La diversité des tendances fait la vie par la conciliation incessante d'éléments qui n'en restent pas moins opposés et qui se font des concessions réciproques par voie de transaction, idée toute juridique. Mais le plus indispensable de tous est l'élément conservateur, parce qu'il répond à l'essence de la nationalité. En vertu de ces principes, Hornung repoussait, soit le radicalisme politique et niveleur, comme hostile au passé national, soit surtout le radicalisme social sous ses diverses formes, tout particulièrement celle de l'individualisme ecclésiastique, « qui est du radicalisme au « premier chef, puisqu'il attaque la nationalité dans son « principe spirituel et qu'il se rattache à un ensemble cosmo- « mopolite. . . L'orthodoxie séparatiste nous propose de rester « indéfiniment liés à un passé qui date de dix-huit siècles et « qui n'appartient pas à notre race. » Cette dernière idée sera reprise et plus amplement développée dans *Genève et le séparatisme*, en octobre 1866. Les indépendants ne tinrent nul compte des conseils qui leur étaient donnés. Ils déterminèrent eux-mêmes leur chute, une première fois pour s'être montrés faibles avec les ultramontains et, en dernier lieu, pour avoir remis en question l'existence de l'Eglise nationale.

Lors de la démission de Camperio, Hornung se vit appelé, en septembre 1866, à le remplacer comme professeur de droit public et de droit pénal, enseignement auquel il joignit plus tard celui du droit international. Rentrer à Genève était, nous l'avons dit, son vœu le plus cher : tout en se rapprochant

des siens, il pourrait dès lors se dévouer plus complètement au bien de la commune patrie (1). Il ne quitta pourtant pas sans émotion la ville où il avait passé seize des plus belles années de sa vie, et ce fut toujours avec un sentiment de vive affection qu'il se reporta par la pensée dans le sympathique milieu de la société vaudoise.

Définitivement installé avec sa famille au Pré l'Evêque, à quelques minutes de Genève, il crut commencer, pour ainsi dire, une nouvelle existence, comme si un avenir sans limites s'ouvrait devant lui et qu'avec ses illusions il eût conservé toutes les forces de la jeunesse(2). Mais les navrantes réalités de la vie et les tâches austères, de plus en plus nombreuses, qu'il s'imposa de remplir, ne laissèrent pas de courber sa tête sous le poids des préoccupations. L'âme resta toujours jeune, mais l'enveloppe fatiguée avant le temps, devait tomber en poussière à la première atteinte sérieuse. Le profond chagrin que lui causa la perte de sa mère en 1868, se renouvela, deux ans après, à la mort de son père, qui semblait appelé à fournir une plus longue carrière et venait seulement d'achever sa dernière œuvre, les *Vendanges de Bonne*. La notice biographique, publiée en 1872 par les enfants du peintre, est tout à la fois un monument de leur piété filiale et un véritable document humain. Elle contient des détails curieux pour l'histoire des mœurs genevoises, de précieux renseignements sur les tableaux d'Hornung et des considérations originales sur l'art

(1) Il était heureux aussi de revenir dans sa ville natale pour y élever ses enfants et en faire de bons Genevois.

F. H.

(2) Entouré de ses enfants qui faisaient sa joie, il redevenait gamin lui-même : un rien pouvait le faire rire aux larmes. Il se plaisait à faire avec eux de fréquentes promenades et même des courses de quelques jours dans les environs, et à leur expliquer, chemin faisant, l'histoire du pays.

F. H.

et le genre de bonheur qu'il procure à ceux qui le cultivent. Qu'on relise les réflexions qui terminent cette notice, et l'on aura la plus exacte expression des sentiments qui ont dirigé et soutenu le fils lui-même dans toute sa carrière active, avant comme après l'époque où il écrivait ce beau passage à l'honneur de son père : « Sa destinée s'était harmonieusement
« encadrée dans celle de la patrie. C'est là peut-être le
« suprême bonheur : sentir sa vie intimement liée à l'histoire
« nationale. Nos destins sont si rapides : c'est si peu de
« chose que l'existence d'un homme, quelque longue et bien
« remplie qu'elle soit ! Il est beau de la sentir portée et
« entraînée par le courant des destinées nationales. On est
« plus sûr ainsi de ne pas mourir tout entier. Aujourd'hui,
« le monde va si vite, la civilisation est si complexe et si
« vaste, elle noie si bien les destinées individuelles, qu'on
« doit estimer particulièrement fortuné celui qui a confondu
« son âme avec celle d'une vraie patrie, et qui a aidé la cité
« de son cœur à se rendre compte d'elle-même et à bien voir
« son propre idéal. Tel a été l'heureux destin d'Hornung. Il
« a lié son nom à celui de la Genève protestante, et son individualité a été acceptée comme personnifiant un type
« national, qui est encore vivant sans doute, mais qui n'en
« est pas moins menacé. Il lui a été donné d'être encore
« pleinement et joyeusement un Genevois de la vieille roche.
« Sa mémoire est donc assurée de ne pas périr. »

L'idée poursuivie par le père dans ses grandes compositions historiques, le fils eut l'ambition de l'exprimer dans ses écrits. Genève, la ville de la réforme, du droit, de la pensée, a toujours été présente à son esprit, et la cause de l'humanité en était inséparable à ses yeux. La carrière de l'écrivain, plus douce à ses débuts, a été plus rude en somme et moins heureuse que celle de l'artiste. Le succès n'a pas aussi souvent couronné

ses efforts; ni la gloire ni la fortune ne lui ont prodigué leurs sourires. Il a succombé à la tâche, avant d'avoir accompli tout ce qu'il avait rêvé. Les forces lui ont fait défaut, non le courage. D'une santé délicate, sans être jamais malade, il ne se plaignait que d'une fatigue générale et il n'a pas cessé un instant de remplir les devoirs de sa vocation avec une fidélité exemplaire; même alors qu'il ressentait déjà les premières atteintes du mal qui l'a emporté, on l'a vu se traîner encore, en juillet 1884, aux examens annuels, après des nuits d'insomnie et de souffrance.

Loin de se ménager jamais, Hornung s'est multiplié sur tous les points, dans les domaines les plus divers : la science et l'école, la politique et les affaires ecclésiastiques, l'économie sociale et la littérature. Il faisait face à la fois aux travaux de cabinet et au tracas d'une polémique ardente, lançant des brochures sur toutes les questions à l'ordre du jour et envoyant sans cesse des articles aux journaux et aux revues périodiques. Bornons-nous à mentionner ici les conférences qu'il fit en 1870 à l'Hôtel de ville, sur *les institutions primitives ou barbares*, à l'Athénée, sur *l'histoire de la propriété*. Rappelons, en outre, qu'il fut député au Grand Conseil de 1870 à 1872, membre du Consistoire durant trois sessions, de 1871 à 1883, juge et président de la Cour de cassation cantonale, président, depuis 1873, du Conseil d'administration de la Caisse de prêts sur gages, créée sur sa proposition en 1872, membre correspondant de l'Institut national genevois dès sa fondation en 1852, membre effectif de la Section de littérature depuis 1867 et son président pendant trois années. Il fit encore partie de diverses sociétés genevoises et étrangères (Utilité publique, Progrès des études, Sciences théologiques, Société genevoise de géographie, Réforme pénitentiaire, Société d'histoire de la Suisse romande, Société suisse des

juristes, Institut de droit international, Fédération britannique continentale, section de législation). Partout il se montrait assidu aux séances et s'astreignait, par conscience, aux labeurs ingrats des rapports, de la révision des règlements, aux corvées des jurys de concours et des commissions. Cependant il trouvait le temps de correspondre avec des illustrations de l'étranger, en France (1), en Belgique, en Allemagne et en Italie. Son nom s'était peu à peu répandu au dehors : on le consultait sur des points de droit, sur des projets de travaux ou de législation. D'une complaisance à toute épreuve, il donnait souvent ses heures de loisir à ses étudiants qui apprenaient à le mieux connaître dans l'entretien familial ; c'est dans ces moments surtout qu'ils appréciaient l'originalité de ses vues et sa vaste connaissance de la littérature juridique.

On est confondu et confus à la pensée de toutes les choses qu'il pouvait mener de front, sans se refuser aux siens, à ses amis d'ancienne ou de fraîche date, non plus qu'aux malheureux. Sa porte était toujours ouverte à ceux qui avaient besoin de ses conseils ou de son assistance. Toujours ils le trouvaient disposé à les écouter ou à leur venir en aide dans la mesure de ses revenus (2). Il n'a laissé en souffrance que ses propres intérêts, car il eût pu aisément faire argent de sa plume, en envoyant aux journaux étrangers des correspondances largement rétribuées (3). Il n'écrivait qu'en vue de

(1) Les lettres de Sainte-Beuve à Hornung ont été publiées par Troubat.

(2) Il n'attendait même pas que les mains se tendissent vers lui pour distribuer ses aumônes : entendait-il parler d'inondés, d'incendiés, etc., même hors de Genève, il était des premiers à leur porter son obole. F. H.

(3) Il a laissé dormir en porte-feuille une lettre d'introduction auprès d'un grand journal américain qui payait généreusement les communications de ses correspondants.

répandre ses idées et non, comme tant d'autres, dans le but d'accroître ses ressources. Ce n'est pas non plus la perspective d'un résultat pécuniaire, fort insignifiant d'ailleurs, mais plutôt l'attrait d'un enseignement nouveau, où il s'adresserait à un auditoire féminin, qui l'engagea à se charger, depuis 1883, des leçons d'histoire des institutions politiques, à l'Ecole supérieure des jeunes filles. Cet essai, qui fut de courte durée, lui donna une entière satisfaction; mais il ne lui en imposa pas moins un surcroît de besogne à un âge où l'on songe souvent à prendre sa retraite.

Comment Hornung a-t-il pu faire face aux occupations multiples qui l'appelaient au dehors et travailler en même temps ses cours pour les tenir au niveau de la science, donner ses soins à l'édition des œuvres posthumes d'Amiel, poursuivre les deux grands ouvrages qu'il avait entrepris, l'un sur *l'histoire et la notion de l'Etat*, l'autre sur *la formation de l'organisme international*, alors qu'il ne pouvait consacrer au travail, vu la faiblesse de ses yeux, que les heures de la matinée? Une mémoire excellente, l'art de s'instruire dans la conversation des hommes spéciaux et de beaucoup apprendre d'eux en les faisant causer, en les feuilletant, pour ainsi dire; puis une grande facilité de rédaction, une rare concentration d'esprit; en un mot, une tête bien organisée: voilà, avec la ténacité de volonté et la régularité des habitudes, le secret de cette activité incessante qui s'est portée sur tant d'objets, sans qu'on ait remarqué chez lui aucun signe d'affaiblissement avant la catastrophe. Il est vrai que le travail est en lui-même plus une jouissance qu'une fatigue, lorsqu'on s'y livre par goût et qu'on a la satisfaction de voir ses efforts appréciés, son zèle encouragé par des marques de sympathie. Rien n'use, au contraire, comme les rapports difficiles avec les autres, les procédés de la malveillance, les attaques injustes ou brutales.

Or, dans sa vie publique, Hornung eut maintes fois à passer par de telles épreuves. Elles l'ont affecté d'autant plus douloureusement qu'elles étaient le fait, tantôt d'un ancien camarade, tantôt d'un collègue, avec lesquels il eût aimé à rester dans les termes d'une parfaite courtoisie, bien qu'il se trouvât avec eux en dissentiment d'opinion. Il prenait aisément son parti des épigrammes et des quolibets de la petite presse ; mais la guerre mesquine qu'on lui fit en laissant des étudiants se livrer à des manifestations odieuses, l'affront immérité qu'on lui infligea en rayant son nom de la liste des candidats démocratiques pour le Grand Conseil de 1872-74, sa non-réélection comme juge à la Cour de cassation, furent pour lui autant de crève-cœur et lui causèrent de cruelles blessures. Un autre se serait laissé aller au découragement ou à des sentiments d'aigreur contre ses concitoyens ; pour lui, il n'en continua pas moins de servir son pays, comme par le passé, avec la plus louable abnégation. Il eut toutefois sa revanche dans les distinctions flatteuses qu'il reçut de l'étranger, revanche tout honorable qui lui rendit confiance en lui-même et le piqua d'une nouvelle ardeur. L'Institut de droit international l'admit dans son sein en 1878, et la collaboration qu'Hornung avait apportée à l'œuvre du nouveau Code pénal italien, lui valut, en mai 1880, la décoration de l'ordre de la Couronne d'Italie.

Reconforté par ces témoignages de haute estime, il se préparait à en conquérir de plus éclatants encore par les publications qui devaient donner toute la mesure de son talent. Malheureusement les forces humaines ont une limite qu'on ne franchit pas impunément. Il se plaignait d'être harassé et de n'en pouvoir plus ; mais il allait toujours, comme poussé par le ressort d'un esprit constamment tendu. Le pressait-on de prendre du repos, il se fâchait presque et ne voulait rien décliner de ce qui lui semblait attendre sa coopération. Que

n'a-t-il pas fait en dernier lieu, dans la question de notre raccordement avec le réseau savoisien, pour faire prévaloir l'emplacement des Vollandes comme répondant le mieux aux intérêts du commerce genevois? Il a dépensé là le peu de forces qui lui restaient. Il semble pourtant qu'il ait eu le pressentiment de sa fin prochaine : aux premiers jours de l'année 1884, il inscrivait dans son cahier de notes particulières les réflexions suivantes : « Le monde continuera son train après nous comme
« si nous n'avions pas vécu, pensée accablante. L'arrivée des
« jeunes nous en donne déjà l'idée et l'impression. Ils ne
« sauraient d'ailleurs partager nos inquiétudes au sujet de la
« mort : elle est si loin d'eux. Gottfried Keller, dans sa can-
« tate, leur demande de tolérer les vieux avec leurs soucis.
« Il faut mériter l'estime et l'affection des jeunes, avoir de la
« piété pour nos aînés et pour les morts, et surtout faire
« œuvre et laisser quelque chose après nous. » A peu près à la même époque, il écrivait ces mots où se trahit aussi une certaine défiance du résultat final : « Les esprits qui voient
« tout dans tout, ont de la peine à produire et à influencer. »

Six mois après, les fatigues et les soucis, accumulés durant des années, produisaient tout à coup leurs conséquences. Elles furent désastreuses. La crise une fois déclarée, il était trop tard pour arrêter les progrès du mal. L'organisme, incapable de réagir, s'affaissa brusquement, comme si le ressort vital eût été brisé. Le feu intérieur qui l'avait animé jusque là, continua de jeter quelques lueurs, par intervalles, dans la période douloureuse où le malade s'est acheminé vers un dénouement inévitable. A Gryon, où il comptait passer le temps des vacances et retrouver la santé en respirant l'air pur des montagnes, on s'étonna de l'entrain qu'il mettait encore dans la conversation à la table des pensionnaires (1). Grave impru-

(1) Partout il en était le centre par son esprit et son affabilité. F. H.

dence! Le mal prit bientôt un caractère aigu. Il fallut descendre à Bex, et de là regagner Genève à la hâte. Dans quel lamentable état il traversa pour la dernière fois ce pays de Vaud et ce beau lac dont la vue éveillait jadis en lui de si douces émotions, dont il avait encore tant joui, comme un écolier en vacances, vingt-cinq jours auparavant! De retour dans le milieu accoutumé, entouré de tous les siens qui lui prodiguaient les témoignages d'affection et leurs soins dévoués, il se crut un moment en voie de guérison; mais il était résigné à tout événement et ne fit entendre aucun murmure durant une inaction forcée de près de quatre mois (1). « La maladie », écrivait-il vers la fin d'août, après avoir enduré les plus terribles angoisses, « atteint la personne elle-même. Elle « supprime tout ce qui est original, pour nous faire passer « par les mêmes conditions que des milliers d'autres. Elle « réduit la vie à la préoccupation d'un mouvement, d'un « souffle, etc. Elle nous fait sentir cruellement l'impassibilité « du grand Tout et notre dépendance vis-à-vis de la nature. « Reste pourtant la façon dont nous la supportons. Les miens « me complimentent sur ma patience : à quoi bon se fâcher? » — Le mystère de l'être l'avait beaucoup préoccupé depuis quelques années. « Pourquoi », se disait-il, « y a-t-il quelque chose? Il serait bien plus simple qu'il n'y eût rien. » Mais il avait besoin de croire à l'existence d'un Dieu personnel. Il est resté jusqu'à la fin spiritualiste et chrétien, sinon par une foi orthodoxe et dogmatique, du moins par l'esprit et par la vie, celui qui écrivait encore dans ses notes de 1884 : « En tout « cas, le principe, ce n'est pas l'idée ou la loi, c'est une

(1) Au lieu de penser à ses souffrances, il s'inquiétait de la peine ou de la fatigue qu'il craignait de causer à ceux qui l'entouraient, et leur exprimait, en toute occasion, sa touchante reconnaissance.

« énergie spirituelle et invisible qui équivaut à l'Etre. » Et dans l'une de ses dernières pensées, où la main se montre ferme encore, à Gryon sans doute : « La grande question, c'est la conciliation entre la religion et la philosophie. La religion est substantielle : elle saisit directement le spirituel. La raison est analytique et destructive. Elle ne s'arrête que devant la matière ; au fond, elle est hostile à l'être qui est toute la religion. »

A partir du 13 octobre, réduit à l'impuissance de tenir encore la plume et de suivre sa pensée, il ne lutta plus contre les étreintes de la mort ; et le 1^{er} novembre, il s'éteignait, sans pénible agonie, « l'âme tournée vers les choses invisibles », selon sa propre expression.

« C'est un grand point pour mourir tranquille, que de pouvoir se dire qu'on a bien et pleinement vécu. » Ces paroles qu'Hornung avait écrites à propos de son père, ne peuvent-elles pas s'appliquer à lui-même ? Abstraction faite des imperfections, des lacunes et des faiblesses de l'humaine nature, ne peut-on pas dire de lui qu'il s'est dignement acquitté des fonctions de la vie, pour nous servir du langage si expressif des Latins : *Vita defunctus est* ?

La carrière qui vient de se dérouler sous nos yeux a été remplie tout entière par le travail. Pour apprécier, comme il convient, les résultats de cette activité incessante, nous devons la considérer, tour à tour, dans les différentes sphères où elle s'est produite. Nous pourrions, après cela, porter sur l'homme lui-même un jugement équitable. Ce sont les travaux du professorat qui ont occupé la plus grande place dans la vie d'Hornung. Qu'a-t-il été à ce premier point de vue, et comment comprenait-il les

devoirs du professeur ? Ce n'est, certes, ni la conscience ni le talent qui lui ont manqué. Un savoir, aussi vaste que solide, s'unissait chez lui à l'élévation des vues et à la fermeté des principes. Son but était moins de former les jeunes gens à la pratique que d'en faire des jurisconsultes pénétrés de la grandeur de leur mission future comme avocats, juges ou législateurs. Aussi lui a-t-on reproché de trop dédaigner le terre à terre de l'enseignement et l'apprentissage du métier. Il est vrai qu'il n'entrait en matière qu'après avoir épuisé toutes les généralités et la philosophie du sujet. Ses introductions prenaient ainsi des proportions inusitées ; une partie du semestre s'écoulait avant que le cours proprement dit eût commencé, et de fréquentes digressions venaient encore en ralentir la marche. Cette méthode offrait des inconvénients, sans doute ; mais le professeur avait-il si grand tort de vouloir conduire les esprits vers les hauteurs de la science désintéressée et d'entretenir chez la jeunesse la foi dans l'idéal plutôt que de la diriger par les voies les plus expéditives vers le terme fixé dans les programmes officiels ? Ce qui lui faisait défaut, ce sont plutôt certaines qualités d'exposition et, en particulier, le don de se mettre en communication avec son public, d'aller à ses auditeurs et de se placer d'abord à leur point de vue pour mieux les amener au sien. Non seulement il était timide de nature et il n'avait pas cette sonorité d'organe qui s'impose à l'attention (1) ; mais encore sa vue basse l'obligeant à se tenir courbé sur ses notes, son regard cherchait trop rarement ceux à qui il s'adressait, de sorte qu'il ne pouvait guère s'établir entre eux et lui cette espèce de cou-

(1) Il sentait si bien ce qui lui manquait qu'une voix forte et puissante était ce dont il a le plus regretté de n'avoir pas été pourvu par la nature.

rant magnétique qui seconde et complète l'action de la parole. Il n'en a pas moins réussi à faire goûter ses leçons aux esprits qui trouvent l'aliment convenable à leur besoin d'activité dans un enseignement de nature plutôt suggestive qu'immédiatement assimilable. Les thèses nombreuses dont il a été l'inspirateur sont la preuve qu'il s'entendait à faire germer ses idées chez les étudiants non prévenus contre l'autorité d'un maître aussi distingué par son savoir que par la valeur de sa pensée.

Si Hornung eût été plus un homme d'action, sans être moins pour cela un esprit d'élite, il eût joui davantage de l'ascendant que peuvent donner à un professeur de droit sa participation directe aux affaires du pays et une haute situation politique. Malheureusement, dans le domaine législatif, il n'a pas exercé, comme député au Grand Conseil, toute l'influence à laquelle il aurait pu prétendre par la nature de ses connaissances et par son dévouement à la chose publique. Habile polémiste, la plume à la main, il semblait peu fait pour la stratégie parlementaire. L'opposition le désarçonnait. Sa nature nerveuse et très impressionnable le laissait désarmé devant les coups de boutoir d'un adversaire, et le rendait impropre à l'attaque aussi bien qu'à la riposte. Il dissertait plutôt qu'il n'entrait vraiment dans la discussion. Tout entier à sa propre théorie, il aimait à poser d'abord les idées générales du sujet, afin d'élever le débat ; mais sur ce terrain étranger aux habitudes des assemblées délibérantes, ses plus forts arguments risquaient de manquer leur effet. Le zèle, d'ailleurs si louable, qu'il apportait à bien remplir son mandat, l'entraînait trop aussi à faire entendre sa voix à tout propos : il tenait à dire son mot dans la plupart des questions. Au lieu de concentrer ses efforts sur le point essentiel dans un projet de loi, il compromettait l'autorité de sa parole en présentant

toute une kyrielle d'amendements. De là des longueurs inévitables qu'une majorité pressée d'arriver à un vote et d'en finir, n'écoutait qu'avec des marques d'impatience, au milieu des conversations particulières et des murmures. Nous aurions écarté le souvenir de ces faits, infiniment regrettables, si l'inconvenance et l'injustice de pareils procédés envers un homme d'un caractère aussi respectable ne faisaient d'autant plus ressortir ce qu'il lui a fallu d'abnégation et de courage pour ne pas se laisser détourner d'une tâche ingrate par elle-même, qu'on semblait s'appliquer à lui rendre plus pénible encore. Ces déconvenues, qui ne laissaient pas de rancune dans l'âme d'Hornung, ne peuvent nous faire oublier d'ailleurs les résultats très positifs obtenus par sa persévérance. Il en est qui ont une valeur assez grande pour avoir marqué son passage dans la législature. En matière de droit, il a contribué à l'abolition de la peine de mort et il fut désigné pour être rapporteur du projet de loi sur cet objet. Il s'est élevé, en 1871, avec une remarquable énergie contre le scandale de la prostitution patentée et les maisons de tolérance. L'insistance qu'il mit à les signaler comme une dérogation au droit commun, provoqua quelques réformes heureuses dans le régime de la police des mœurs. Plus tard, ayant de nouveau traité la question dans sa brochure sur la *Revision du Code pénal de 1810*, il réussit à faire disparaître de celui qui fut adopté en 1874 la base légale de la prostitution.

Dans le domaine économique, l'œuvre capitale d'Hornung a été la création, en 1872, de la caisse de prêts sur gages, qui a eu pour effet de mettre fin à l'exploitation éhontée des prêteurs à la petite semaine. Il y avait en lui un philanthrope animé du même esprit que notre Sismondi. En opposition avec le matérialisme utilitaire et prosaïque des économistes qui se placent en dehors du domaine religieux et moral, il

estimait que la science de la richesse sociale devait s'allier plutôt à l'élévation de la pensée philosophique et même à la poésie. « Comme il le disait, on peut descendre dans la plaine sans perdre de vue les hauts sommets. » De même que Max Buchon, il éprouvait « cette impression mystérieuse et saisissante que fait sur l'âme la vue d'une ville et d'une contrée, quand on songe à toutes les tristesses que cachent ces demeures, à tous ces petits, à tous ces faibles dont les destins sont liés, bien plus que ceux des riches, à la vie générale du pays. » — Lui aussi, il comprenait « la valeur transcendante des « moindres détails d'une humble existence et pénétrait ainsi « plus avant dans l'âme des choses, parce qu'il aimait vraiment ce peuple qui porte tout le poids de l'édifice social, et « dont on s'occupe en réalité si peu, même dans nos démocraties ». — On voit quel sentiment d'humanité a poussé Hornung à se faire l'avocat de ceux qui ont à souffrir d'une organisation sociale encore imparfaite ou de l'injustice et de la turpitude des autres. C'est pour venir en aide à l'ouvrier et au petit commerçant qui se trouvent dans une gêne momentanée, qu'il a rêvé et réalisé l'institution de la caisse de prêts sur gages; c'est au nom des pères de famille soucieux de la moralité de leurs enfants, au nom des jeunes filles sacrifiées à une odieuse industrie, qu'il a protesté contre l'excitation à la débauche, organisée par les maisons de tolérance et autorisée par l'Etat, au mépris de la loi qui en appelle la répression; c'est encore le besoin de s'élever contre la violation d'un droit essentiel, celui de la sécurité pour tous, autant que la sympathie pour les innocentes victimes d'une maladie horrible, qui lui a fait réclamer par la voie de la presse, alors qu'il n'était plus député, des mesures plus efficaces contre la rage. Beaucoup de gens lui ont su mauvais gré de l'insistance qu'il a mise dans la revendication d'un droit qui intéresse directement

tout le monde et qui doit particulièrement préserver l'enfance. On peut juger par là de l'irritation qu'en cas de pleine réussite il aurait soulevée contre lui dans les bas-fonds de la société, pour avoir porté le scalpel sur une plaie aussi envenimée que celle du libertinage.

Mais c'est sur le terrain ecclésiastique qu'Hornung a livré ses plus grandes batailles et qu'il a obtenu les succès auxquels il attachait le plus de prix. Non seulement il participa, durant douze années, à l'administration de l'Eglise, comme membre du Consistoire, où il a joué un rôle de conciliation entre les deux fractions de ce corps, les orthodoxes et les libéraux; mais il prit une part considérable aux graves débats qui s'élevèrent en 1871, dans le sein du Grand Conseil, sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat et sur les corporations religieuses. La croisade qu'il a dirigée contre ces dernières et ses nombreux plaidoyers pour le maintien de l'Eglise nationale sont loin d'être enfermés dans les limites de sa courte carrière législative. Nous touchons donc ici à cette partie importante de son activité où il est intervenu, comme publiciste, dans les affaires du pays et dans un certain nombre de questions générales, par des brochures, des articles de journaux ou de revues et des mémoires. On est frappé de l'unité de vues qui règne dans tout ce qu'a écrit Hornung en des temps divers, quelle que soit la variété des matières qu'il a abordées. Il est resté toujours semblable à lui-même et fidèle à ses convictions premières, malgré le mouvement d'idées qui ne pouvait manquer de se produire dans un esprit en continuelle communication avec les grands courants de la pensée moderne. Au milieu du tourbillonnement des questions qui ont occupé son attention et dont plusieurs ont pu paraître étrangères à son ressort, son centre de gravité intellectuel ne s'est pas déplacé. Son idée dominante, inséparable de ses sentiments intimes,

a été d'affirmer la souveraineté de l'esprit sur la matière dans la nature et dans l'homme, et de défendre les droits de la personne morale, de l'individualité complète. Or, à ses yeux, l'individu n'est tout ce qu'il peut être qu'autant qu'il a une patrie et des ancêtres et qu'il appartient à une nationalité véritable, constituée en un état autonome, tenant, d'un côté, au sol par le territoire, et se mettant, de l'autre, en rapport direct avec Dieu. Le développement normal de l'individualité n'est possible qu'au moyen d'institutions qui la garantissent, la protègent et favorisent son plein épanouissement. Le rôle essentiel de l'Etat consiste dans la tutelle qu'il exerce à l'avantage des faibles; il est le concours organisé des forces particulières pour combattre l'ignorance, la misère morale et matérielle, aussi bien que pour faire régner le droit et la justice. Il est compétent pour faire le bien comme pour empêcher le mal. Pour remplir cette mission, un idéal est nécessaire. La nation doit donc former une société religieuse en même temps qu'un corps politique. L'Eglise, c'est-à-dire une église nationale, est indispensable à la vie collective dont elle est l'âme et le foyer. Telle est la théorie. Dans la pratique, la grande difficulté pour les institutions humaines sera toujours de concilier la solidité avec le mouvement. C'est en vue de la solution de ce délicat problème qu'Hornung a étudié, dans l'histoire du passé, l'évolution des êtres collectifs ou nations vers la liberté politique et la justice; c'est par l'habitude d'y réfléchir constamment qu'au milieu des faits complexes où s'agite la vie contemporaine, il a pu signaler les écueils où risque toujours d'aller sombrer le vaisseau qui porte les destinées d'un peuple; et qu'il a indiqué le but vers lequel doivent tendre les efforts des hommes de bonne volonté pour réaliser toujours mieux les conditions propres à assurer le progrès régulier des institutions humaines. Telle est la conception

généreuse qui éclate à chacune des pages signées du nom d'Hornung. Sa théorie de l'Etat diffère notablement, si elle n'est aux antipodes, de celle d'Herbert Spencer qui a exposé ses idées, avec une égale force de conviction, dans l'un de ses plus récents écrits, sous ce titre significatif : *L'individu contre l'Etat*. Dans la théorie de Vinet, l'Etat était considéré comme un mal nécessaire ; de même pour l'auteur anglais, l'Etat, c'est l'ennemi.

Ainsi tous les antécédents d'Hornung et ses opinions les plus réfléchies faisaient de lui le défenseur naturel de l'Eglise nationale. Il a pu regretter que cette tâche l'ait détourné de la science, mais il s'y est dévoué de tout son cœur comme à une mission sacrée. Pour soutenir la lutte, il eut avec lui le sentiment populaire et la force de la tradition protestante ; mais il eut à se mesurer avec de nombreux adversaires, recrutés dans tous les rangs de la société genevoise. C'étaient, parmi les conservateurs, des individualistes et des orthodoxes dissidents ; parmi les libéraux et les radicaux, des libres penseurs, des indifférents, des politiciens désireux de se débarrasser des questions religieuses et de simplifier les rouages de l'administration, ou même de faire bénéficier l'Etat des fonds affectés à l'Eglise. Naturellement, les esprits à tendances cosmopolites, de même que les catholiques ultramontains, ennemis nés de la nationalité genevoise, telle que l'a faite la Réforme du XVI^{me} siècle, devaient se montrer favorables à tout ce qui pouvait désorganiser une ville fière de son passé et coupable, à leurs yeux, d'avoir pu s'appeler la Rome protestante. L'idée de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, mise en avant dès 1852, dans le programme de l'opposition dite nationale et démocratique, fut d'abord combattue par Hornung dans ses *Lettres au Journal de Genève* ; il les remania et les publia de nouveau sous forme de brochure, lorsque

Duchosal soumit la question au Grand Conseil en 1855. Faisant face aux assaillants de tous côtés à la fois, il relève l'inconséquence des prétendus nationaux et démocrates, leur reprochant de briser l'unité de l'organisme où le temporel et le spirituel se concilient heureusement dans un même principe de liberté ; à l'Eglise mystique des élus rêvée par les individualistes à outrance, il oppose l'Eglise-peuple ou multitude, conforme à l'esprit du Christ, dans laquelle une entière tolérance dogmatique a remplacé le joug des confessions de foi et fait régner la véritable liberté de conscience ; aux voltairiens, il montre le danger qu'il y aurait pour l'Etat, organe du droit, à ne pas garantir l'indépendance du for intérieur, aussi bien que celle du for extérieur, à laisser envahir par d'autres le patrimoine spirituel de tous les citoyens et à tarir la source la plus pure du patriotisme, en se matérialisant lui-même jusqu'à ne représenter que les éléments inférieurs de l'humanité ; aux catholiques enfin, il tient un langage bien propre à les impressionner : il fait appel à leurs sentiments de citoyens genevois, aux principes puisés dans l'éducation laïque et libérale qu'ils ont reçue. Plus que nous, dit-il, ils ont besoin d'être protégés par l'Etat contre leur clergé, et il importe à tous que l'idée antisacerdotale pénètre dans leur Eglise absolutiste. N'y a-t-il pas là comme une invitation à se constituer en une Eglise catholique nationale ? N'était-ce pas pressentir la rupture des catholiques libéraux avec Rome, qui éclata vingt ans plus tard ? On ne peut qu'admirer la force d'argumentation déployée par Hornung dans la thèse qu'il soutient. Les raisonnements s'enchaînent, se pressent et s'accumulent de manière à enfermer les adversaires dans un cercle infranchissable. La logique serrée de l'auteur s'animant de la chaleur des sentiments qui le dominent, le ton de la discussion s'élève parfois à des accents pathétiques de nature à entraîner

les esprits encore hésitants. Tantôt, c'est l'émotion des souvenirs du jubilé de 1835 qui s'empare d'Hornung et lui dicte ces paroles : « Ils ne sont pas si éloignés, ces jours où les
« Genevois n'avaient qu'une âme et qu'une voix pour bénir
« Dieu et pour glorifier l'antique patrie. Ce que je demande
« existe toujours, caché au fond des cœurs... Ou bien cette
« Genève là est-elle déjà dans la tombe, et le sceau du
« sépulcre sur elle ? Faudra-t-il garder ce souvenir, muet
« dans nos cœurs, en sorte qu'il meure avec nous ? » Tantôt, c'est avec une ironie empreinte d'amertume qu'il exprime ce que n'osent peut-être pas dire ses adversaires, mais ce qu'ils pensent tout bas : « Genève n'aurait jamais dû être une
« cité protestante : c'est une ville allobroge, voilà tout...
« Lutter vaillamment pour la réforme, c'était du fanatisme.
« Il faut déraciner de nos cœurs ces souvenirs, ces pensées
« enthousiastes. Ce sont des vieilleries. Ces émotions, à la
« fois patriotiques et religieuses, que nous ressentons dans
« notre cathédrale, c'est de l'enfantillage, car nous mêlons
« ainsi l'Etat et l'Eglise. A quoi bon une cathédrale, c'est-à-dire
« un temple pour la cité, pour la nation ? Mieux vaut une
« simple chambre... Je ne sais pas même s'il ne faudrait pas
« renoncer à notre glorieuse devise protestante ; car enfin
« elle peut blesser les catholiques, et, d'ailleurs, des armoi-
« ries, c'est bien puéril. » L'ironie tourne à l'indignation, quand l'impiété même est prise à partie : « Et le dimanche,
« cette fête de tous, ce culte rendu par la cité, pourquoi le
« garder ? Pourquoi l'imposer à ceux qui n'ont pas de reli-
« gion, ou qui n'ont pas la vôtre ? La vie nationale doit se
« poursuivre sans donner jamais une pensée à Dieu. — Pour-
« quoi la nation célébrerait-elle des jeûnes ? Pourquoi fête-
« rait-elle les événements de la vie terrestre du Christ ?
« Pourquoi ces fêtes où l'âme du peuple s'épanche, où tous

« ressentent l'enthousiasme des grandes idées, et unissent la pensée nationale à celle de Dieu? — La nation n'a aucun devoir envers Dieu! »

Hornung était alors placé au point de vue d'un christianisme très positif, quoique non orthodoxe. Il le considérait, non comme un but, mais comme un moyen, un secours pour l'humanité : l'élément divin qu'il renferme, mis en rapport avec les autres réalités, avec l'Etat, la science et la nature, ne risque plus de s'altérer ou de se perdre, comme au moyen-âge. Qu'il reste en contact avec les multitudes, avec le bon sens populaire, et il ne peut qu'être toujours mieux compris et réalisé. L'idéal à poursuivre est donc une démocratie chrétienne. Ce n'est pas, il est vrai, dans le sens indiqué par Hornung qu'on se mit à marcher; mais en attendant, le projet de loi, patroné par MM. William Turrettini et Duchosal (« toujours les deux extrêmes d'accord pour démolir »), fut rejeté par le Grand Conseil.

Les séparatistes ne se tinrent pas pour battus et ne cessèrent dès lors de travailler l'opinion publique pour arriver à leurs fins. L'année 1866 vit éclore un nouveau projet caractérisé, d'un côté, par des combinaisons financières défavorables à l'Eglise protestante et aux Genevois de l'ancien territoire; de l'autre, par la cession faite aux communes des édifices du culte. L'Eglise, séparée de l'Etat, devenait chose municipale quant à ses conditions matérielles d'existence. Avant qu'un pareil projet fût soumis à la votation populaire, Hornung publia son œuvre-maitresse, celle qui marque l'apogée de son talent, *Genève et le Séparatisme* (Genève, octobre 1866). C'est là, à notre avis, qu'il a mis le meilleur de son âme et qu'il a montré le plus de verve; c'est là aussi qu'il a été le plus passionné. L'amertume de sa pensée s'y fait sentir plus qu'ailleurs; son langage devient mordant,

presque sarcastique, contrairement à ses habitudes de discussion modérée et bienveillante. La gravité du danger ne lui permettait pas d'écrire de sang-froid, il en convient lui-même. Depuis l'annexion de la Savoie à la France, l'indépendance de Genève était d'autant plus menacée que M. d'Hébron trouvait de ce côté un puissant appui à ses prétentions épiscopales. En outre, les hostilités auxquelles Hornung se voyait déjà en butte dans le camp démocratique le piquèrent au jeu. Mis en humeur guerroyante, il usa de représailles. « Tu n'es plus dans le ton », lui avait dit le rédacteur de la *Démocratie suisse*, pour expliquer le refus d'insérer la suite de ses articles sur la question pendante. « Il paraît », remarque Hornung à ce propos, « que nous faisons à beau-
« coup de gens l'effet d'un revenant, qui ne sait plus de quoi
« il s'agit, et qui ne peut ouvrir la bouche sans dire une
« sottise. Si cela signifie simplement que nous sommes com-
« plètement en dehors des partis, et que nous n'avons subi
« en aucune façon l'influence des meneurs et des clubs, nous
« acceptons le reproche, et nous y voyons un éloge. C'est,
« en effet, quelque chose que l'entière indépendance et la
« parfaite sincérité. » Et d'une. « Il y a parmi nous des
« sophistes qui excellent à fausser le sens naturellement si
« droit du peuple. Si c'est là ce qu'on appelle le ton, nous
« n'y sommes décidément pas, et nous n'y serons jamais.
« Nous préférons le gros bon sens et la justice pure et sim-
« ple. » Et de deux, rien que dans la préface de l'opuscule.

La sincérité parfaite dont l'auteur fait profession, et qui n'était pas un vain mot sous sa plume, lui créait des difficultés qu'il n'avait pas rencontrées lors de sa première passe d'armes : sa position philosophique s'était assez profondément modifiée pour qu'il éprouvât un certain embarras à défendre, comme autrefois, l'Eglise officielle, non plus au point de vue

du protestantisme historique, mais à celui de la science et de la libre pensée. Loin de dissimuler les changements que la vie et l'influence des idées nouvelles avaient produits dans sa manière de considérer le christianisme, il les accentue à maintes reprises avec une remarquable vivacité. Le surnaturel n'est plus pour lui « qu'une légende de l'Orient qui fait
« triste figure à la lumière des discussions publiques. —
« Nous en savons beaucoup plus que le Christ ; et sa morale,
« calculée pour des mœurs toutes différentes des nôtres, ne
« saurait plus nous suffire à elle seule. — Nous ne pouvons
« plus nous laisser dire que nos pensées viriles et sincères ne
« sont pas sérieuses, et que nous devons rester indéfiniment à
« l'école de la Judée et du Christ. » Trois années auparavant avait paru la *Vie de Jésus*. Or si l'indifférence systématique et le dilettantisme de Renan répugnaient fort à la tournure d'esprit d'Hornung, il admirait, autant que personne, la puissance de sa critique et le sens pénétrant qu'il a de l'histoire. Eh bien ! ce christianisme « souvent en désaccord avec nos
« tendances les plus profondes et les plus saines », qui a besoin d'être revu et corrigé par la science, Hornung l'acceptait toujours comme un grand fait historique, « parce qu'il
« est lié à notre passé tout entier, à notre morale, à nos
« arts, et qu'il a passé dans notre sang. » Son argumentation repose donc encore sur les mêmes principes ; les développements seuls sont autres, et, à cet égard, il a bien pu dire qu'il ne se répétait pas. Son mot d'ordre est toujours de « con-
« server les organismes traditionnels, tout en renouvelant
« constamment les idées qui leur servent de contenu. » Le maintien de la nationalité prime tout. C'est une question de vie et de mort en présence de l'invasion de l'élément étranger dans nos murs. A côté des raisons tirées de la théorie et de l'histoire, le point de vue pratique, l'examen des mesures

d'exécution et de leurs conséquences, tient une plus grande place dans *Genève et le séparatisme*. Les proportions des différentes parties sont bien observées et la construction de l'ensemble est de nature à produire sur l'esprit une forte impression, tant par la solidité des assises que par l'abondance et le choix des matériaux. C'est une œuvre de tous points réussie, où l'on sent circuler partout le large souffle d'un vrai patriotisme et d'une religion sincère, tout à fait indépendante et personnelle.

Cette brochure, qui renferme plus de substance que bien des gros ouvrages, contribua-t-elle au rejet de la loi? La chose est probable, mais le traité de Turin, avec les difficultés invincibles qu'il opposait à une application logique et complète de l'idée de la séparation fut sans doute pour la plus forte part dans ce résultat; il sauva ainsi, cette fois encore, l'Eglise nationale protestante. L'obstacle fut écarté, en 1868, par la renonciation réciproque des parties contractantes à leurs droits particuliers et par la création de l'Hospice général. Aussi le combat ne tarda-t-il pas de s'engager à nouveau sur d'autres bases et avec de nouvelles recrues. Le projet présenté par M. Chomel supprimait purement et simplement le budget des cultes. Plus de Faculté de théologie protestante. L'Eglise, « renvoyée avec la besace et le bâton, » réduite au rang d'institution privée, pouvait s'organiser en fondation, selon la formule de Cavour *l'Eglise libre dans l'Etat libre*. L'Internationale et les socialistes marchèrent, cette fois, d'accord avec les dissidents orthodoxes. Hornung, alors député au Grand Conseil, repoussa le projet comme tendant à matérialiser l'Etat et à favoriser le développement de l'esprit sectaire et clérical. Il fit ressortir tous les avantages de la position centrale occupée jusque-là par l'Eglise protestante, la seule qui pût être nationale, non sans regretter que

nos concitoyens catholiques ne montrassent pas plus d'initiative. A voir comme il les poussait alors à intervenir dans leurs propres affaires, on ne peut méconnaître qu'il a été pour quelque chose dans le mouvement d'où est sortie l'Eglise catholique nationale.

Le projet Chomel ne put aboutir; d'autres questions plus pressantes réclamaient toute l'attention du Grand Conseil. L'ultramontanisme, de plus en plus envahissant, se disposait à étendre sur le pays entier l'invisible réseau de ses congrégations et corporations religieuses. La souveraineté de l'Etat pouvait être un jour sérieusement menacée. Une enquête avait été ordonnée en 1869, et un projet de loi fut élaboré à la suite de longues discussions où Hornung apporta, comme on peut le croire, le zèle le plus empressé. Il était là dans son élément, une question de droit d'une très grande conséquence, sur laquelle il venait de publier un mémoire : *Les couvents et le droit commun*, rempli de raisons décisives et de faits à l'appui, véritable réquisitoire concluant à interdire les couvents sur tout le territoire de la Confédération suisse. Dans son discours au Grand Conseil, point de déclamation sur l'audacieux retour aux monstrueux abus du moyen-âge, mais une démonstration accablante de l'illégalité des vœux perpétuels, de la séquestration et de la réclusion arbitraires, de la juridiction occulte et de tout ce qui, dans les ordres religieux, porte atteinte à la personnalité civile et morale, à la famille et à l'Etat. Rien de plus habilement choisi que le terrain tout juridique sur lequel Hornung a développé son argumentation. Au lieu de se présenter comme un assaillant et un ennemi de la liberté de conscience, il s'est fait l'avocat des religieux eux-mêmes, lésés, dans leurs droits inaliénables, au profit d'une association dont tous les agissements sont en contradiction avec les articles du code civil. On ne pouvait

plus hésiter à voter une loi qui faisait rentrer tout le monde dans le droit commun. Les dangereux parasites qui travaillaient sourdement à miner le corps social et à ramener les ténèbres après la lumière, furent donc éliminés du canton, à la grande satisfaction de l'opinion publique.

Mais ce ne fut là que le prélude de la transformation plus radicale à laquelle on s'acheminait dans les rapports de l'Etat avec l'Eglise catholique. Le mouvement, presque unanime, qui se produisit, en 1873, contre les prétentions du clergé, entraîna les citoyens catholiques indépendants à rompre avec Rome et à se constituer en une Eglise nationale. D'un autre côté, l'Eglise protestante fut réorganisée, en 1874, d'après le principe d'une entière liberté dogmatique. Une situation entièrement nouvelle ranima toutes les espérances des partisans de la séparation. Voyant le mécontentement des orthodoxes et des ultramontains, les difficultés avec lesquelles se trouvaient aux prises les institutions récentes et les mécomptes qui en étaient déjà résultés, ils crurent le moment favorable pour tenter un dernier et suprême effort. Sur une motion de M. Henri Fazy, une commission du Grand Conseil élaborait, en 1879, un projet de loi qui supprimait le budget des cultes, en laissant les diverses Eglises libres de se constituer en fondations. La discussion fut menée de part et d'autre avec une extrême vigueur, soit dans le Grand Conseil, soit dans des assemblées populaires. Ce fut un branle-bas général. On avait le sentiment que la lutte serait décisive : on voulait en finir une fois pour toutes avec cette question irritante, qui depuis vingt-cinq ans, venait par intervalles jeter le désarroi dans la marche de nos institutions. Les forces se groupèrent, cette fois, un peu différemment : tandis qu'un certain nombre de protestants orthodoxes et tous les ultramontains se réunissaient sous le drapeau de la séparation, l'union de l'Eglise et

de l'Etat rallia d'importants adhérents dans le parti radical. A nouveaux faits, nouveaux conseils.

Hornung, qui n'avait jamais varié, n'hésita pas un instant à rentrer dans la lice comme simple citoyen, membre du Consistoire et professeur. La brochure qu'il fit paraître, en mai 1880, sous ce titre : *La séparation de l'Eglise et de l'Etat au point de vue des questions sociales actuelles*, avec l'épigraphe : « Je suis la voix de l'Eglise et de la Patrie » (Inscription de *la Clémence*), montre que l'âge n'avait ni éteint son ardeur, ni affaibli la vivacité de ses impressions. On y retrouve encore cette fraîcheur d'imagination et de sentiment qu'entretenaient dans son âme les sources toujours jaillissantes des poétiques souvenirs de son enfance ; mêmes convictions, mêmes accents émus ou indignés, qu'assaisonne une pointe d'ironie. « Nous voulons le
« progrès », disait-il ; « nous voulons les créations nouvelles,
« mais en détruisant le moins possible, parce que toute destruction, en affligeant bien des cœurs honnêtes, diminue
« l'énergie morale de la nation... Il y a une piété patriotique
« aussi bien qu'une piété religieuse, et qui ébranle l'une
« ébranle l'autre. Donc, il faut y regarder à deux fois, avant
« de toucher à des institutions pareilles. — Une Eglise
« nationale est comme un grand arbre où, depuis des siècles,
« les oiseaux de l'air ont fait leurs nids, et qui a vu bien des
« générations humaines s'abriter sous ses rameaux. Que si
« une des branches de cet arbre vénérable s'est desséchée,
« coupez-la ; mais ne déracinez pas l'arbre lui-même, car il
« faut bien des siècles pour produire un sapin ou un chêne.
« Oui, comprenons la haute poésie des vieux arbres et des
« vieilles institutions, et n'imitons pas ces petits esprits à qui
« tout ce qui est grand porte ombrage, et qui disent, en
« regardant le tronc chenu et les puissants rameaux du vieil

« arbre : abattons-le ! Nous en ferons des bûches et des
« fagots, et sur le terrain qu'il occupait, nous planterons des
« choux et des navets ! »

Comparaison n'est pas raison ; ce que disait là notre auteur aurait pu se retourner contre la Réforme : elle ne s'est point arrêtée devant de telles considérations, lorsqu'elle jetait bas des institutions tant de fois séculaires. Hornung le savait autant que personne. Ce n'était pas qu'il fût embarrassé pour parler à l'intelligence aussi bien qu'au sentiment. S'il pèche en quelque chose, c'est plutôt par l'abus des expositions théoriques ; mais engagé par son passé dans une polémique sans fin, il était bien obligé de se répéter et de recommencer des démonstrations déjà faites. Après avoir de nouveau déploré la position prise par les conservateurs et reconnu les fautes commises par le parti radical dans l'organisation de l'Eglise catholique et dans la reconstitution de l'Eglise protestante, il combat, les unes après les autres, les doctrines dissolvantes qui tendaient à briser l'unité du corps social et à en séparer les éléments réunis encore dans la nation, cette individualité supérieure. Il saisit cette occasion pour présenter le résumé de toute une philosophie de l'histoire, esquissée déjà dans le mémoire *Idées sur l'évolution juridique*, etc., et pour faire l'apologie de l'esprit libéral qui règne dans l'Eglise et dans le clergé protestants. Puis, abordant l'examen des mesures d'exécution prévues dans le projet de loi, il établit que, sur plusieurs points, elles portent atteinte à des droits incontestables et qu'elles ne sont qu'une « gigantesque duperie vis-à-vis de l'ultramontanisme », attendu qu'il resterait organisé comme avant et garderait ainsi toutes ses positions avec l'avantage d'avoir désormais ses coudées franches. Il faut reconnaître qu'en somme Hornung a su élever très haut le débat rabaissé par quelques-uns à n'être

qu'une misérable question d'argent et de budget. Il appelle de ses vœux, en terminant, la formation d'un grand parti national contre les ultramontains, les socialistes et les centralisateurs. Pourquoi, demandait-il, renverserions-nous de nos propres mains ce qui fait encore notre sauvegarde ? Pourquoi ne pas entrer plutôt dans les voies d'une conciliation dont les éléments existent ? Et il s'ingéniait à les signaler. En un mot, c'est à une transaction entre concitoyens, qu'en vrai juriste et en bon politique, il conseillait alors de recourir, plutôt que de tout compromettre en suivant une abstraction des plus creuses, un principe au moins très discutable. La fougue avec laquelle on se portait au combat de part et d'autre ne permettait plus d'écouter les avis pacifiques. Il n'y avait que le refus ou l'acceptation du projet par le peuple qui pût mettre fin à la querelle.

Hornung se tint jusqu'au bout sur la brèche. Peu de jours avant la votation, inquiet sur le résultat, il publiait encore, sur l'éternelle question, une brochure avec ce titre : *Pourquoi faut-il voter non ?* Là, dans une récapitulation très serrée de ses meilleurs arguments, il ne ménageait pas ses adversaires et disait crûment leur fait aux conservateurs. « La séparation
« ne se justifierait, fait-il observer, que si elle était demandée
« à grands cris par la majorité de la nation ; mais les conser-
« vateurs ont tout fait pour être agréables à leur amie,
« l'Eglise romaine révoltée contre l'Etat. Le projet, révolu-
« tionnaire et subversif, est le prix de cette révolte ; c'est
« Genève s'inclinant devant l'évêque d'Hébron... L'orthodoxie
« séparatiste espère tuer le libéralisme ; le matérialisme veut
« tuer la religion ; le catholicisme ne veut que lui-même, et,
« tout le reste, il le détruira, s'il le peut... On ne doit pas,
« d'ailleurs, se faire d'illusion sur les heureux effets qu'on
« attend de la séparation : la religion sera mêlée à la poli-

« tique comme par le passé. » Quelques rapprochements ayant eu lieu, en présence du danger, entre d'anciens adversaires, l'auteur s'en autorisait pour faire entendre encore des paroles de paix et exprimait le vœu qu'on se mit à travailler d'un commun accord à la solution des problèmes économiques. Mais c'était en vain, sa voix se perdait dans les bruits discordants de la mêlée. Enfin arriva la journée du 4 juillet : une majorité énorme de bulletins négatifs donna au principe de l'union de l'Eglise et de l'Etat la force d'un fait accompli, coupant court à toute velléité de recommencer, à bref délai, une guerre qui avait tenu les esprits en suspens durant un quart de siècle.

Le rôle considérable qu'Hornung a joué dans les différentes phases de ce long débat, n'était pas fait pour plaire à tous les esprits, cela se comprend. Il devait même être antipathique, non seulement à ceux qui ne pouvaient partager son admiration pour la Réforme, mais encore à ceux qui ne voyaient qu'engouement ou superstition dans l'espèce de culte qu'il professait pour la ville de Calvin et de Jean-Jacques. Il ne manquait pas non plus de bons Genevois et de zélés protestants qui, tout en applaudissant un si rude joueur, faisaient leurs réserves sur telle assertion trop absolue ; plusieurs trouvaient qu'il donnait à l'Etat des attributions excessives ; qu'il resserrait la nationalité genevoise dans des limites arbitraires, quant à l'espace et quant à la durée ; qu'il ne voyait qu'à travers ses lunettes l'esprit et les conséquences de la Réforme, etc., etc. Mais ces divergences d'opinion sur des questions secondaires, ou même sur les principes qui étaient en jeu, ne sauraient empêcher tout esprit impartial de rendre justice à la grandeur de l'effort, à la sincérité des convictions, à la persévérance et au talent déployés dans la

défense toute désintéressée d'une cause éminemment nationale (1).

L'Instruction publique et les questions d'organisation scolaire rentrent directement dans le programme de quiconque attache une importance majeure au développement de la vie républicaine. Aussi trouvaient-elles Hornung toujours prêt. A ses yeux, le collège était l'école du patriotisme. Il regardait le vieux bâtiment de Calvin comme l'un des plus forts arcs-boutants de nos traditions protestantes. Lors de la discussion de notre dernière loi de l'Instruction publique, en 1872, il suivit le débat, article par article, luttant pied à pied contre les tendances positivistes qui se donnaient trop carrière, et contribua au maintien de la culture historique, philosophique et littéraire, indispensable aux futurs théologiens et aux juristes. En même temps qu'il affirmait hautement la souveraineté spirituelle et morale de l'Etat représentant les lumières, la morale rationnelle, le droit commun, vrai foyer de la vie sociale parce qu'il est l'organe des intérêts et du droit de tous, il réclamait des garanties contre l'arbitraire gouvernemental pour la nomination et la révocation des fonctionnaires, afin d'assurer leur indépendance et leur sécurité. La création d'un Conseil d'Instruction publique lui paraissait désirable pour le détail pédagogique de l'application de la loi. A défaut d'un pareil milieu ouvert à la discussion, il fut l'un des membres les plus autorisés et les plus assidus de la Société pour le Progrès des Etudes fondée pour grouper en un faisceau, en dehors de la sphère officielle, les membres du corps enseignant et tous

(1) Dans la journée du 4 juillet, Hornung fut abordé et salué avec enthousiasme par plusieurs personnes qui lui étaient inconnues. L'une d'elles agita son chapeau en s'écriant : « Honneur au brave citoyen ! » Il ne put s'empêcher de sourire, car ce mot lui allait au cœur.

ceux qui s'intéressent aux questions scolaires. Il fut appelé à la présider de 1872 à 1873. C'est grâce à son initiative que cette Société demanda et obtint pour la section classique du collège un enseignement spécial de l'histoire de Genève à côté de celle de la Suisse.

Attaché comme il l'était à la patrie locale, il ne pouvait pas ne pas aimer aussi la Suisse, cette patrie plus grande sans l'existence de laquelle les destinées de notre petite cité auraient été si différentes. Malgré l'ardeur passionnée de son patriotisme municipal, il était l'un des hommes qui suivaient chez nous avec le plus d'intérêt les questions de la politique fédérale. Plus d'une fois il est intervenu personnellement, en son nom privé, ou comme l'organe de sociétés suisses, pour empêcher des mesures maladroites et pour corriger les lois souvent mal faites qui nous viennent de Berne. Défenseur de ce qui reste de la souveraineté cantonale et fédéraliste convaincu, il s'est opposé, en toute occasion, à une centralisation exagérée et, en particulier, à l'unification complète du droit. Il avait cependant la plus haute idée de la mission de la Suisse, cette patrie tout idéale, formée par la communauté de l'histoire et des institutions, appelée, par sa position centrale et neutre en Europe, à opérer la fusion des races et des tendances diverses qui les caractérisent. Le développement de ces idées a été présenté, sous leur aspect littéraire, dans l'essai *Sur la littérature de la Suisse française* (1852), et, au point de vue historique et juridique, dans *les Races de la Suisse* (1882).

Tout accentué qu'il était, le patriotisme d'Hornung, n'excluait point les sentiments généraux d'humanité qui ne permettent pas de rester indifférent à ce qui arrive sur un point quelconque du globe, et font détester les oppresseurs, quelles que soient les victimes de la violence et de l'injustice. C'est dans cet esprit de pure philanthropie, sans trace de cosmo-

politisme, qu'Hornung s'est associé aux efforts du Congrès de la Paix, et que ses sympathies étaient acquises aux petites nationalités écrasées par de puissants voisins. De là son admiration pour les Klephtes, les Armatoles et les Pallikares, tenant en échec dans leurs montagnes les forces de la Turquie, pour les Kabyles luttant contre la France, pour les héroïques tribus du Caucase expulsées du berceau de leur race après avoir opposé aux Russes une résistance de 60 années. Il était entré fort avant, à la suite de Michelet et des savants de l'Allemagne, dans l'étude des mœurs et des institutions de la Barbarie, ce premier stage de l'humanité. La logique instinctive et la puissance créatrice de la vie barbare le frappaient particulièrement dans la formation merveilleuse du langage durant cette période antérieure à la civilisation proprement dite, à la division du travail et aux grands systèmes religieux et sociaux. Les travaux de Bachofen sur le *Mutterrecht*, continués par M. Giraud-Teulon, l'intéressèrent au plus haut degré. Aussi l'attirait qu'avaient pour lui les races primitives se révèle dans bien des passages de ses écrits et lui a fait composer, en dernier lieu, une monographie étendue sur *les Civilisés et les Barbares*, qui paraîtra prochainement dans la *Revue de Droit international*. La pensée inspiratrice de ce travail est de plaider la cause des peuples qui sont encore dans l'enfance et de rappeler aux grandes nations civilisées « le devoir de tutelle qui leur incombe, si l'on veut « constituer l'humanité en un tout juridique où les forts « guident et protègent les faibles. » Cette sollicitude pour les membres inférieurs de la grande famille humaine ne partait pas d'un autre principe que celui qui le poussait à s'occuper du sort matériel des classes inférieures dans nos sociétés modernes et à réclamer, pour les pauvres et les petits, les secours spirituels d'une Eglise ouverte à tous sans acception

de personnes. — Au même ordre d'idées se rattache aussi l'ébauche, déjà mentionnée, d'un ouvrage sur l'*Organisation du droit international*. Le dessein de l'auteur semble annoncé dans les lignes suivantes de sa conférence sur Rousseau : « Il « faudrait, après avoir rappelé la prédilection de Rousseau « pour la forme fédérative, comme reposant sur la libre « volonté, citer ses vues sur le droit international. Il a résumé « la théorie de l'abbé de Saint-Pierre sur la paix perpétuelle, « cette idée d'une confédération de tous les Etats civilisés et « d'un tribunal international, qui avait déjà été indiquée par « Henri IV, qui devait être reprise par Kant, et qui approche « aujourd'hui de sa réalisation. » La publication de ce traité, même inachevé, si elle est jamais possible, serait un grand service rendu à la mémoire d'Hornung et à la science.

Nous devons ranger également, parmi les travaux du publiciste, la conférence si approfondie d'où est tirée la précédente citation, et qui roule sur *les idées politiques de J.-J. Rousseau*. Faite en 1878, à l'occasion du centenaire de l'illustre écrivain, elle peut servir à mesurer le chemin parcouru par l'auteur depuis qu'il avait donné son premier jugement sur Rousseau dans sa *Littérature de la Suisse française*, en 1852. Une analyse, même succincte, nous entraînerait trop loin; nous devons nous borner à renvoyer à l'ouvrage lui-même ceux qu'intéresse un sujet si controversé et sur lequel la discussion est loin d'être épuisée. — Pour clore cette revue très-incomplète des productions scientifiques d'Hornung, nous croyons devoir attirer encore l'attention sur l'étude qui a paru dans le XXVI^me volume des *Bulletins de l'Institut*, sous ce titre : *la Preuve en histoire comparée avec la preuve judiciaire, les documents de l'histoire contemporaine et l'importance historique de l'actualité*. L'originalité de ce travail, dont la rédaction première remonte à l'année 1880, consiste en ce que l'œuvre

de la critique historique y est envisagée au point de vue du juriste, assez différent de celui où se placent d'ordinaire les philologues et les historiens. Outre l'intérêt général des questions qui y sont traitées, cet écrit a pour nous une importance particulière en ce qui touche à la personne de l'auteur : on y retrouve, sous une forme systématique, la plupart des idées qui sont éparées dans ses productions antérieures, de sorte que l'on peut mieux embrasser là sa pensée sous ses aspects multiples et dans son unité profonde. Il se répète, mais pour s'expliquer et nous donner la clef de sa méthode intellectuelle. L'intuition en est le principe. La réalité sous ses diverses formes, avec ses mille et mille détails, est le champ illimité où l'investigateur doit recueillir ses matériaux. Rien n'est à négliger ; car la vérité, cachée aux yeux du vulgaire, se découvre souvent dans les infiniment petits. L'érudition ne saurait donc être trop vaste, ni l'enquête trop complète : elle doit s'étendre sur tout le passé. De là l'extrême importance de la conservation des documents de toute espèce qui constituent le volumineux dossier du procès historique. Mais les pièces écrites et les livres sont loin de tout apprendre ; c'est surtout du présent, de l'actualité, des manifestations immédiates de la vie qu'il faut s'inspirer, que l'on soit historien ou politique, artiste ou juriste, n'importe. Rien ne vaut le contact direct des choses dans leur saisissante apparition. L'esprit critique peut alors se mettre avec fruit à son œuvre, s'efforçant de pénétrer le dessous des choses, de les voir dans leur connexion, de les grouper et de dominer la complexité des faits par la vue de l'ensemble. De cet examen se dégage peu à peu l'idée avec une netteté de plus en plus grande ; la vérité vraie apparaît (1).

(1) Il est à noter cependant qu'Hornung a méconnu les droits de la critique historique vis-à-vis des éléments légendaires de la tradition, en particulier dans les récits relatifs aux origines de la Confédération suisse.

Le sens juridique entre à ce moment en jeu, mettant chaque chose à sa place, jugeant le passé en connaissance de cause et posant les principes qui feront règle pour l'avenir. La claire intuition du présent a donc une importance majeure : il doit projeter sa lumière sur les ombres du passé et les ténèbres de l'avenir. Aussi Hornung insiste-t-il sur la transcendence de l'actualité, sur ce qu'elle a d'émouvant et de solennel.

Dans cette œuvre toute de spéculation, mais où la réalité est sentie dans sa grandeur idéale, l'auteur s'élève sans effort jusqu'aux sources d'où jaillit la plus haute poésie, celle qui procède de la vie nationale. C'est avec une prédilection marquée qu'il fait ressortir la beauté des manifestations populaires, leur caractère tragique dans les grands jours où se prennent les décisions qui jugent les choses du passé ou qui engagent l'avenir ; il se complait aux douces émotions des fêtes nationales, où l'on sent palpiter l'âme collective dans le concert des cœurs et des esprits. Plus d'une fois il a parlé avec enthousiasme de la fête des Vignerons qu'il avait vu célébrer à Vevey en 1851 et en 1865, et il a résumé en quelques mots les réflexions éveillées dans son esprit par « le grandiose et harmonieux ensemble de
« ces fêtes incomparables, où tout un peuple, comme au temps
« de la Grèce, se donne en spectacle à lui-même, où la vie
« de nos campagnes est symbolisée dans ce qu'elle a de plus
« touchant et de plus doux, et où l'antique mythologie appa-
« raît plus vivante et plus réelle que jamais. » Les repas en commun, sous la cantine ou dans les quartiers, lui semblaient une réminiscence de la vie barbare et faisaient apparaître à ses yeux l'image de la fraternité primitive. Aussi, les solennités du jubilé de 1835, la commémoration de la réunion de Genève à la Suisse, en 1864, le centenaire de Rousseau en 1878, furent pour lui des spectacles aussi féconds en ensei-

gnements positifs qu'en jouissances esthétiques. Après avoir senti avec la naïveté et la force d'un homme du peuple, il analysait son impression et en faisait la théorie avec la pénétration d'un philosophe. Au lieu de procéder comme l'abeille qui transforme le nectar des fleurs en un miel parfumé de thym et de marjolaine, il se recueillait en lui-même pour dérouler ensuite à l'infini dans le champ de l'abstraction les fils déliés de sa pensée. On comprend ainsi pourquoi, dans l'ouvrage qui nous occupe, l'auteur recommande, en vertu de sa propre expérience, l'intuition de l'actualité comme le moyen, non seulement de créer une poésie vivante, mais aussi de reconstituer scientifiquement le passé par voie d'induction; on voit comment il a pu concevoir qu'il soit possible à un homme cultivé, une fois le type de sa nation bien reconnu, de comprendre aussi, par analogie, les types de nationalités différentes de la sienne, et de devenir le meilleur des philanthropes sans cesser d'être un chaud patriote. Les considérations générales par lesquelles se termine cette étude s'appliquent donc à toute l'évolution historique et aux destinées de l'humanité tout entière. Des historiens, habitués à une méthode moins géniale ou formés exclusivement à l'Ecole des Chartes, traiteront sans doute de chimériques plusieurs des vues de l'auteur; mais personne, à coup sûr, ne saurait lui reprocher cette étroitesse d'un esprit qui ne dépassa jamais l'horizon des choses de son temps et de son pays.

Nous quittons ici le domaine toujours scabreux des questions sociales pour suivre Hornung dans la région plus calme de la littérature, où il a goûté les jouissances les plus douces et les plus pures de sa carrière. Fatigué des luttes de la politique, il aima toujours à se retremper aux sources éternellement jaillissantes de la beauté. Les grandes et belles choses de la nature ou de l'art ne le laissèrent jamais insensible. Il

connaissait ce frisson qui vous saisit partout où éclate soudainement, dans l'harmonie des sons ou des formes, une vérité d'ordre supérieur. Dans un salon de peinture, au concert, au théâtre, au bal même, en présence de la beauté féminine, il recevait l'impression esthétique dans toute sa force. Il n'est que d'être myope pour voir souvent mieux que les autres. Et comme il était heureux lorsqu'il pouvait se plonger dans la lecture de l'un de ses poètes favoris, Juste Olivier, Porchat, Blanvalet, Henri Durand surtout ! C'étaient, en effet, nos auteurs nationaux qu'il relisait le plus volontiers, sans exclure les autres ; il a écrit quelque part : « Se peut-il une poésie plus intime et plus pénétrante que celle de Sainte-Beuve ? » Avec quel plaisir il venait aux séances de l'Institut « un des » endroits de Genève, a-t-il dit, où l'on cause le plus librement et dont l'atmosphère est le plus propice à la vie de « l'esprit. » Il ne manquait guère d'y donner la primeur de ses productions ; pour celles de ses collègues, il les écoutait religieusement, dans une pose presque languissante, la tête légèrement inclinée, le front voilé de sa main, les yeux à demi fermés, l'air songeur et un peu triste par habitude de la réflexion. La lecture achevée, il se retrouvait pour faire ses critiques devant les intéressés, avec cette bienveillance qui est une des formes de la justice, mais, en même temps, avec une parfaite franchise et avec ce sans-façon de la causerie familière, qui n'exclut pas la portée des observations. Il parlait d'une voix doucement timbrée, avec l'accent de la simplicité, sans apprêt comme sans monotonie, prenant plaisir à discourir, s'exprimant avec aisance dans une langue pleine de justesse, colorée çà et là de quelque locution du terroir qu'il accompagnait d'un demi-sourire. Quel que fût le sujet mis sur le tapis, il avait toujours quelque chose d'intéressant à dire. Versé qu'il était, et de longue main, dans les questions

de littérature, d'histoire, de philosophie, il eût été difficile de le prendre sans vert. En cas de besoin, il faisait appel aux vieilles réserves de son premier professorat.

L'apogée de son activité littéraire remonte, en effet, à l'époque de sa tranquille résidence à Lausanne. C'est là qu'il a donné, sinon les plus fortes d'entre les productions sorties de sa plume, du moins celles qui l'ont fait surtout connaître comme historien de la littérature envisagée au point de vue critique. Nous avons indiqué plus haut les qualités qui le caractérisent à cet égard et quelques-unes des idées qui lui étaient propres, celles qui lui servaient de critère pour juger le bon et le mauvais. Nous n'avons pas à revenir là-dessus et nous pouvons nous borner ici à quelques traits qui résument le fond de sa doctrine littéraire. Pour lui, l'essentiel, c'est la vie intérieure. L'art n'est que la révélation du principe spirituel. Or la littérature étant le plus compréhensif des arts, elle a pour idéal d'exprimer fidèlement l'homme complet, se posant librement le problème de la destinée en face des réalités divines. L'écrivain le plus parfait est celui dont l'individualité plonge par ses racines dans le terrain solide d'une nationalité qui laisse l'âme libre de se dilater pleinement, parce qu'elle est de nature identique à la sienne, et qui centuple l'énergie individuelle par toutes les richesses de la vie collective. Hornung ne goûte donc pas, sans faire ses réserves, les écrivains cosmopolites, ceux en qui l'on ne reconnaît plus la marque nationale ou qui ont poussé l'objectivité à ses dernières limites. Le propre du génie est d'être humain dans toute l'acception du mot et de révéler l'homme à lui-même; mais l'homme ne se comprend bien que dans un contact immédiat avec les grandes réalités de la famille et de la patrie, par la révélation du divin dans la nature et dans les mystères de la destinée. C'est à ces signes qu'Hornung a proclamé la préé-

minence du génie chez Rousseau et chez M^{me} de Staël, bien que l'un ait vécu loin du foyer domestique, en dehors de son peuple et presque de l'humanité, et que l'autre ait reconnu « la vraie patrie de son âme dans la société des hommes distingués de tous les pays. » Serait-ce donc que l'on exprime d'autant mieux ce que l'on n'a pas vécu ou qu'il faille être privé d'un bien pour en sentir plus vivement toute la valeur ?

Quoiqu'il en soit, nous aurions mauvaise grâce à nous plaindre de ce qu'Hornung a fait pour exalter nos gloires nationales, en s'efforçant de remonter aux causes qui en donnent, après tout, l'explication la plus satisfaisante. Nous n'applaudirons pas moins au zèle qu'il a mis à tresser des guirlandes pour des renommées plus modestes et à faire l'éloge, un peu trop indulgent peut-être, de tous ceux qui, chez nous, se sont montrés artistes à leur heure, pour avoir été touchés de la muse à un degré quelconque. N'a-t-il pas fait en cela ce qui, en dehors des produits de l'imagination créatrice, peut être regardé comme l'œuvre littéraire par excellence : buriner en quelques traits une image digne de mémoire ? Peut-être a-t-il ainsi sauvé d'un injurieux oubli tel nom qui risquait de s'effacer et qui méritait pourtant d'être inscrit au livre d'or de nos illustrations locales. Combien n'a-t-il pas écrit de ces notices biographiques par un sentiment de piété envers les morts ! Il n'a, pour ainsi dire, laissé passer aucun de ces lugubres départs qui éclaireissent les rangs de la petite phalange intellectuelle, sans rendre hommage, de manière ou d'autre, à la mémoire de l'écrivain ou de l'artiste. La série, si heureusement commencée par la notice pleine de cœur consacrée à J.-J. Porchat, s'est continuée par les portraits, plus ou moins achevés, de Charles Didier, en 1869 ; de Blanvalet, Sayous, Max Buchon, Petit-Senn, Charles Fournel, John Bedot, en 1870 ; de Mülhauser en 1871 ; de Joseph Hornung, le peintre, en 1872 ; de Moïse

Hornung, François Olivet, J. Barbezat, Fréd. Renz, en 1877; de Rodolphe Rey, en 1882. On peut joindre à cette liste les noms de ceux qu'Hornung a mentionnés dans la *Galerie suisse* (1880) sous le titre *Les poètes Genevois contemporains*. Dans les derniers temps, il avait commencé d'écrire une vie détaillée d'Amiel; elle devait paraître avec le 3^{me} volume des OEuvers posthumes de celui dont il a été l'éditeur, en qualité d'exécuteur testamentaire. On sait le bruit qui se fit autour du nom d'Amiel après la publication du 1^{er} volume des *Fragments* de son Journal intime. Hornung ne fut, sans doute, ni le seul, ni même le principal auteur du regain de renommée qui en revint à son vieil ami; mais les soins qu'il mit à s'acquitter de sa tâche furent pour leur part dans ce résultat. Se trouvera-t-il, parmi ses nombreux disciples, quelqu'un d'assez dévoué pour lui rendre un service du même genre? A défaut d'un fonds constitué dans ce but, comme pour les publications d'Amiel, la section de littérature de l'Institut genevois tiendra sans doute à honneur de faire quelque chose pour la mémoire de celui qui a tant travaillé pour notre société et pour la patrie genevoise. Mais en voilà assez sur ce point, revenons à notre sujet (1).

Nature sympathique et bienveillante, Hornung jugeait avec le cœur plus encore qu'avec l'esprit, et, en même temps, en homme de goût, d'une grande culture littéraire, familier avec les questions esthétiques. S'il prête aux autres de sa propre sensibilité et semble parfois se dépeindre lui-même, c'est qu'il aimait à retrouver partout les traits communs à l'humaine nature et les sentiments dont son âme était remplie. Ses por-

(1) Pour répondre au vœu exprimé ci-dessus, la Section a décidé de publier, à ses frais, quelques morceaux inédits d'Hornung et de les joindre à un tirage à part de la présente.

traits n'ont cependant rien de banal, rien de ce qui pourrait convenir au premier venu : ils rappellent bien celui dont ils portent le nom. Il en est, celui de Moïse Hornung entre autres, qui sont de petits chefs d'œuvre pleins de finesse et d'un sentiment exquis. Quoi de plus délicat que les lignes suivantes : « L'austérité de sa religion était corrigée par son amour pour la nature, et par une imagination à la fois mélancolique, rêveuse et brillante. Hornung ressentait la mystérieuse poésie de ce monde, cette poésie à la fois tragique et tendre, avec une intimité et une intensité extrêmes. La nature lui parlait son plus secret langage.... Il se distinguait par la finesse et la délicatesse de l'esprit. Il avait cette gaieté légère, cette douce ironie qui font que la réalité et la vie ne pèsent pas trop lourdement sur l'âme. Il était trop bienveillant pour être moqueur, comme on l'est trop souvent à Genève. Mais sa poésie et son sérieux se tempéraient d'un fin sourire, comme il sied à un esprit observateur, sagace, pénétrant, et qui sait ce que valent les hommes. » Il semble qu'on devait plus aisément prendre son parti de mourir du vivant d'Hornung, pour être ainsi croqué par lui.

Il a été lui-même l'un de nos écrivains les plus distingués, bien qu'il ne fit pas de l'art pour l'art et qu'il ne prit pas à tâche de ciseler ses phrases, comme d'autres; c'est qu'il ne se piquait pas d'être avant tout un littérateur. Penseur bien plus que styliste, il songeait au fond plus qu'à la forme purement littéraire et s'abandonnait au mouvement de ses idées avec une entière liberté d'allure. En le lisant, on se sent comme porté sur le courant d'une eau profonde et toujours limpide où se reflète, par moments, la poésie des rives verdoyantes sous les clartés de la voûte céleste. A côté de pages où règnent les formes sévères de l'argumentation, il y a des morceaux où une émotion vraie se traduit en mouvements

oratoires, où le sentiment se revêt d'images pittoresques, et où la forme est aussi achevée que chez les meilleurs artistes de la parole. Qu'on relise, à ce point de vue, ce qu'il a écrit en 1846 ou 47, à ses débuts dans la littérature : *Quelques idées sur la place qu'a occupée la nature dans la poésie*, et l'on reconnaîtra qu'il n'y a rien d'exagéré dans cet éloge. Nous ne pouvons résister à la tentation de mettre au moins sous les yeux deux courts fragments où, après une analyse toute philosophique, l'auteur essaie de représenter à l'imagination les impressions si différentes qu'éveillent la conception panthéiste de l'univers et la croyance en un Dieu personnel et type de l'homme. « Qu'un orage s'élève, que le vent parcoure
« la plaine verdoyante et fleurie, qu'après nous avoir caressés
« de son haleine embaumée, il fasse ondoyer les moissons et
« s'engouffre dans les bois avec de longs murmures, alors
« notre âme respire et se dilate ; elle n'est plus seule agitée
« dans le monde ; elle se laisse entraîner loin d'elle-même
« sur les vagues frémissantes de l'air ; on dirait qu'aucune
« responsabilité ne pèse plus sur elle ; le trouble de la nature
« lui fait oublier le sien, et les forces qui s'y déploient
« absorbent en elles la pensée au lieu de la ramener vers
« Dieu, comme les scènes paisibles. C'est alors surtout que
« les velléités panthéistiques passent dans l'imagination. Le
« souffle des tempêtes ne serait-il pas celui de la grande âme ?
« Les plaintes profondes des forêts et des montagnes, les
« puissantes clameurs des eaux labourées par l'orage ne
« seraient-elles pas sa voix ? Il suffit que l'illusion dure un
« instant, pour nous faire sortir de nous-mêmes, mêler notre
« vie à celle de la nature et nous faire goûter ainsi les infinies
« jouissances de la vie irresponsable. » Et plus loin : « Quand,
« par une de ces belles nuits des régions tropicales, l'air est
« calme, le ciel pur, et que, dans ses profondeurs infinies,

« scintillent des myriades d'étoiles, ne doit-il pas y avoir là,
« pour l'âme du monde, une indicible quiétude et celle de
« l'homme ne doit-elle pas se perdre dans les douces revêries ?
« Pour nous, l'impression des nuits étoilées est différente ; il
« y a si peu d'harmonie et de paix en nous, et il y en a tant
« au ciel ! Un silence profond nous entoure, et le battement
« de notre cœur est souvent le seul bruit que nous percevions
« au milieu de cette immensité. Pour que notre émotion fût
« alors sans amertume et qu'une joyeuse sérénité remplit
« notre cœur, il faudrait une communion parfaite entre nous
« et Dieu ; il faudrait que la pensée de l'idéal ne produisît
« pas en nous le remords, qu'elle ne vînt pas y exciter la
« tempête du souvenir. Mais l'inévitable rencontre de l'Eternel
« ne saurait manquer de nous faire ainsi descendre en nous-
« mêmes, et alors les magnificences du ciel se voilent à nos
« yeux, parce que Dieu est ailleurs ; nous le retrouvons dans
« le sanctuaire profané de notre âme. »

Ces citations, qu'il serait facile de multiplier, attestent assez la présence chez Hornung de la veine poétique et de cette chaleur de sentiment sans laquelle il n'y a pas de véritable écrivain. Il n'est cependant sorti de sa plume aucune production qui relève de l'imagination créatrice : jamais il n'a, que nous sachions, taquiné la Muse. Chose curieuse, on ne trouverait pas dans tout ce qu'il a écrit un morceau de narration, pas même une anecdote. Il n'avait évidemment ni le talent plastique ni l'art de mettre en scène. Ce sont là des lacunes très caractéristiques. Penseur, avant toute chose, et sagace observateur du monde moral, il n'appliqua ses forces qu'à pénétrer, par une subtile analyse, dans les régions encore obscures de la vie sociale. Le mérite, en ce genre, ne consiste pas à créer par un effort de l'imagination, mais à bien voir ce qui est, à dégager les données complexes de la réalité et

à les mettre en lumière. C'est là ce qu'Hornung a voulu faire, et il y a souvent réussi. Sans partager toutes ses opinions, on doit convenir que ce qu'il a senti, il l'a rendu fidèlement, et que sa pensée, parfois difficile à suivre, à force d'être abstraite, se reflète avec une entière netteté dans la transparence de l'expression. Clarté parfaite, simplicité, naturel sont, en effet, les qualités dominantes de son style. Les traits brillants sont rares, mais rien n'est terne ou banal. Rien non plus de déclamatoire et de prétentieux ; pas de traces d'un faux lyrisme ni d'une rhétorique vulgaire. Hornung n'avait nul besoin de recourir à de tels procédés, à ces grands mots à effet qui dissimulent mal et ne font qu'accuser le vide de la pensée. Veut-il simplement formuler ses idées, les phrases brèves, vives, nerveuses, accourent sous sa plume. Ecrit-il sous l'empire de quelque émotion, son langage s'anime sans que l'enflure se fasse sentir ; le pathétique y conserve un caractère doux, d'autant plus pénétrant.

D'où vient donc qu'une manière de penser et d'écrire aussi originale n'a pas rendu l'auteur plus populaire ? Lui-même s'est étonné du peu de chemin que faisaient ses idées : en dépit de ses efforts pour se faire entendre de tous, elles avaient de la peine à entrer dans la circulation. N'est-ce point que son vocabulaire, bien qu'imagé et même pittoresque par endroits, abondait trop en termes abstraits et techniques pour être aisément compris et goûté du grand nombre ? Puis il y a, dans la structure générale, excès de solidité : les matériaux surabondent, et l'architecte veut les utiliser tous, fût-ce aux dépens de l'harmonieux équilibre et de la légèreté de ses constructions. Tout y est trop serré, trop condensé. Il y manque de l'air et de l'espace. Chaque phrase, chaque mot a sa valeur et réclame une attention continue. On est intéressé par les idées que l'on rencontre, pour ainsi dire, à chaque

pas ; on voudrait s'y arrêter quelques instants ; mais déjà l'auteur vous appelle plus loin, vers d'autres objets, et ne vous permet pas de reprendre haleine. Il écrivait comme il pensait ; or chez lui, la pensée allait toujours, sans ménagement de sa propre fatigue ni de la lassitude des lecteurs. Evidemment il a négligé l'art de faire oublier le chemin parcouru. L'esprit toujours en mouvement, toujours sollicité par les idées qui surgissaient les unes des autres, sans repos ni trêve, comment aurait-il pu songer à l'arrangement artistique de ses compositions, à l'économie de ses plans, aux proportions des diverses parties de l'œuvre totale ? Le flot incessant d'observations nouvelles que lui suggéraient, en outre, les plus menus faits de la vie publique et privée, venait briser aussi les cadres qu'il s'était tracés ou l'exposait à ne plus pouvoir les remplir, tant ils devaient s'étendre pour embrasser une matière toujours plus vaste.

C'est ainsi qu'après avoir beaucoup pensé et beaucoup écrit, Hornung a quitté ce monde sans avoir eu la satisfaction de laisser après lui un monument achevé de ses idées et de son talent. On se prend à regretter qu'une main amie ne lui ait pas fait violence pour le soustraire, pendant quelques années, à l'obsession des bruits de ce monde. Qu'on se le représente séquestré, non pas, sans doute, dans l'un de ces sombres couvents qu'il avait en horreur, mais dans quelque antique abbaye de Bénédictins, sous un beau ciel, en vue de la mer, libre de méditer à loisir, dans le calme d'une cellule, loin des journaux et des revues, sur les grands sujets qu'il n'a pu qu'ébaucher. Là du moins, il eût exploité tout à son aise le riche fonds qu'il avait acquis, et ses belles facultés, fécondées par une lente incubation, en auraient tiré l'œuvre magistrale dont l'exécution a été sans cesse entravée par d'ingrats labeurs.

Mais écartons les regrets superflus et ne risquons pas de fausser l'image que nous avons d'Hornung en le transportant dans un milieu qui ne serait pas en harmonie avec son véritable caractère. L'ami qui l'a précédé de peu dans la tombe, et dont le rapprochaient autant les contrastes que les traits communs de leurs deux natures, H.-F. Amiel se fût mieux accommodé, peut-être, de la vie silencieuse du cloître : il eût mené là, tout à son aise, le rêve de l'infini. Ce qu'il fallait à Hornung, c'étaient plutôt les émotions de l'actualité. « La vie réelle, disait-il, vaut mieux que la science. » Aurait-il tenu ce langage s'il n'eût été qu'un songe-creux, un abstracteur de quintessence, comme étaient portés à le définir ceux qui le jugeaient sur l'extérieur ? Ne l'enlevons donc pas à son milieu naturel, celui de l'austère cité autour de laquelle a gravité son existence ; nous ne saurions le comprendre hors du cadre familier de notre lac et de nos montagnes, loin des clochers de Saint-Pierre et de tous les lieux où son imagination lui retraçait les scènes de notre histoire. Tel est le fond de tableau sur lequel doit se détacher pour nous la figure de celui que nous avons perdu, si nous voulons le revoir comme il était, et qu'après avoir parcouru les diverses étapes de sa vie et de ses travaux, nous cherchions à nous représenter l'homme lui-même, pour fixer, aussi exactement que possible, les traits de sa physionomie morale.

Ce qui nous frappe tout d'abord en lui, c'est sa nature impressionnable et vibrante : les sensations qu'il recevait des choses et des personnes l'ébranlaient avec une intensité souvent douloureuse. La sympathie des autres, leur estime, le succès étaient nécessaires à son bonheur. Il avait la douceur de ton et de manières, l'affabilité, la délicatesse de sentiment et la finesse, comme la timidité d'une âme candide et virginale, faite pour jouir d'être aimée, pour s'attacher et pour

souffrir. Il s'y mêlait aussi une sorte de coquetterie d'artiste. Dans certains cas, la vivacité de ses impressions se traduisait en mouvements passionnés de courte durée ; mais ces émotions passagères n'altéraient guère l'égalité d'humeur qui lui était habituelle. Avec cette organisation nerveuse et un fond de tempérament féminin, développé par une éducation trop casanière et trop tendre, trop attentive à écarter de lui les difficultés matérielles, il craignait d'instinct les chocs un peu rudes de la vie extérieure et réduisait au minimum l'effort musculaire. Aussi, bien différent de ceux qu'emporte dans le vaste monde le goût des aventures ou le simple besoin de locomotion, il tenait par une infinité d'attaches et de racines au sol dans lequel il avait poussé ; sa vie, concentrée d'abord dans le sein de la famille, rayonna ensuite dans le cercle plus étendu, mais nettement circonscrit, de l'Eglise et de la patrie, qui avaient achevé l'éducation de l'homme et du citoyen. De même que le lierre s'incorpore au tronc vigoureux du chêne qui lui prête de sa force et de sa solidité, Hornung avait besoin de se sentir appuyé sur ces grands organismes qui suppléent à notre faiblesse individuelle, institutions séculaires qu'il aimait avec passion. Si, plus d'une fois, « il a tremblé pour ces trésors spirituels », il a su aussi les défendre, non seulement avec le courage qu'inspire un sentiment énergique, mais encore avec les armes de bonne trempe que mit dans ses mains une raison éclairée.

C'est alors qu'apparaissaient en pleine lumière les côtés virils de l'individualité d'Hornung. S'il était d'une sensibilité extrême, semblable à une harpe éolienne agitée par les moindres souffles, son esprit se distinguait, en revanche, par les qualités solides qui semblent être l'apanage de l'homme. Nous entendons par là, d'abord cette ardente curiosité tournée vers les objets les plus dignes d'occuper l'intelligence, cette soif

inextinguible de connaissances variées, ce besoin constant d'information, cette enquête minutieuse dirigée surtout dans le domaine des sciences historiques : Hornung, sexagénaire, était toujours un étudiant, un chercheur, un preneur de notes. Doué, en outre, d'une faculté remarquable d'abstraction et de généralisation, il l'appliquait à débrouiller le chaos des matériaux rassemblés de toutes parts, résumant et capitalisant sous un petit volume les richesses acquises, de manière à les mettre aisément en valeur. Les idées générales et les formules lui venaient en aide pour condenser en peu de mots tout un ensemble de vues théoriques. Sans abandonner jamais le terrain de la réalité, il aimait à remonter aux principes, à se rendre compte et à chercher la raison secrète des choses; il s'efforçait d'en saisir les rapports et de les enchaîner systématiquement; il excellait à poursuivre les rapprochements ingénieux, les ressemblances et les analogies. Il est vrai que dans son ardeur à faire la chasse aux idées, il se montrait plus habile à découvrir les rapports éloignés qu'à distinguer et à reconnaître les différences; trop prompt encore à négliger les nuances, à généraliser avec un petit nombre de faits et à conclure sur les bases mouvantes d'un sentiment tout personnel. La synthèse commençait avant qu'il eût épuisé l'analyse. Le symbolisme qu'il se plaisait à voir partout dans la nature, était sans doute aussi un produit de son imagination poétique, plutôt que le résultat d'une observation rigoureuse. Il y avait donc dans son esprit même, à côté des attributs essentiels de la virilité, des éléments féminins qui se traduisaient par la finesse des aperçus et par le caractère éminemment subjectif de l'argumentation. Eriger en dogmes ses préférences, voilà l'écueil qu'Hornung n'a pas toujours évité. En somme, l'immixtion du sentiment dans les procédés logiques de la pensée faisait à la fois la force et la faiblesse de ses démonstrations,

selon qu'elles rencontraient des esprits sympathiques ou hostiles à ses idées. Mais c'est en même temps, à notre avis, cette alliance rare des sentiments les plus concrets et de la pensée la plus abstraite qui constitue proprement l'originalité d'Hornung et lui assure une place à part dans l'ordre intellectuel.

Il y avait en lui un poète doublé d'un penseur : poète par son enthousiasme pour les grandes réalités sur lesquelles il avait fait reposer sa vie, il a conçu un idéal selon son cœur; penseur, il a transformé par ses méditations cet idéal en une théorie où la raison est appliquée à justifier le sentiment. Tout idéale qu'elle est par son origine, sa théorie n'est nullement une chimère de l'imagination; elle n'a point été construite avec des idées en l'air et n'a rien de vague ni de vaporeux. Tirée du tuf même de la conscience et des données historiques, elle n'est que l'explication des phénomènes sociaux dans lesquels se sont manifestées les forces inhérentes à la nature humaine. Aristote, en définissant l'homme un « animal politique » et en étudiant dans le monde grec le jeu des organismes servant à la vie collective de l'être ainsi classé, a créé la physiologie sociale ou philosophie politique. Cette science difficile en est encore à se constituer après les travaux de bien des profonds penseurs. Hornung voulut apporter aussi sa pierre à l'édifice; il a cherché à déterminer théoriquement, à l'aide de l'histoire générale et des faits du monde intérieur, les conditions les plus favorables au plein épanouissement des sociétés humaines. Les contributions qu'il a données, de son vivant, à la science sociale et celles, plus considérables encore, que l'on attend de publications posthumes, sont de nature à faire grand honneur à la pensée genevoise; elles compteront sans doute, aux yeux des juges compétents, comme le plus sérieux des titres scientifiques de l'auteur. Mais ce ne sont pas les seuls qu'il ait à l'estime publique; il s'en est acquis d'un

autre genre, qui lui assurent des droits directs au souvenir de ses concitoyens. La science, en effet, ne fut pas le seul intérêt de sa vie. Nous l'avons vu, il n'était pas de ceux chez qui le travail de la tête a desséché le cœur. Le patriotisme instinctif qu'il avait hérité de son père, ne demeura pas moins accentué chez lui, après qu'il l'eut fait passer au creuset de l'analyse et amené à l'état de notion claire et distincte : il n'avait rien perdu de son ancienne vivacité pour être devenu un principe raisonné de conduite, une pure conception de l'esprit. La fleur du sentiment, exposée aux rayons concentrés de la pensée, conserva dans l'âme d'Hornung tous ses parfums. N'est-ce point pour cela qu'il est resté jeune d'esprit malgré les années, après avoir été mûr de si bonne heure ?

Si l'œuvre d'Hornung a bien été telle que nous avons essayé de la décrire, elle a une haute valeur morale ; toute fragmentaire qu'il l'a laissée, elle restera comme le meilleur document de ce qu'a été le fond de sa nature, de ce qui a fait l'âme et l'unité de sa vie. Inférieure, sans aucun doute, à la chose grande entre toutes, parmi les formes diverses de l'activité humaine, à l'énergie de l'homme de gouvernement dont le génie organisateur fait passer dans la pratique de la vie sociale les principes de la théorie, le cède-t-elle beaucoup en dignité à l'œuvre de l'artiste dont l'imagination créatrice fait resplendir une figure idéale dans l'argile grossière ? En tout ce qu'a écrit Hornung il y a une pensée dominante : chercher l'esprit, le sens profond des choses. Spiritualiste dans l'âme, sans donner dans l'idéalisme, il avait le sentiment toujours présent des grandes réalités : Dieu et la nature, l'individu, la famille, l'église, la patrie, l'humanité. Ce n'étaient pas là pour lui des mots vides et de pures abstractions, mais des êtres substantiels, simples ou collectifs. Sa vie a été une affirmation continue des droits et de la souveraineté de l'esprit sur les forces

aveugles de la matière. L'harmonie du monde réel et du monde des idées fut l'objet de sa préoccupation constante. Si c'est être optimiste que de considérer les choses par leurs beaux, plutôt que par leurs vilains côtés, il l'était par tempérament et par bienveillance de caractère; mais cet optimisme ne lui a pas caché l'abîme qu'il y a entre notre idéal de bonheur, de liberté, de justice, d'humanité, et les maux de tout genre, les violences, les criantes injustices et toutes les horreurs qui font de cette terre une douloureuse et sanglante arène. Il était singulièrement frappé de tout ce que la nature et l'homme peuvent faire souffrir à l'homme.

D'une manière générale, Hornung a su faire la part des principes les plus opposés : pour arriver à la synthèse de quelque'une de ces redoutables antinomies qui sont le tourment de la pensée, il n'eût pas sciemment laissé dans l'ombre tout un des côtés de la question. En lui-même aussi, les contraires se sont rencontrés et conciliés. Affirmatif, sans être un doctrinaire, il inclinait aux moyens termes entre les extrêmes; à cela se reconnaît un esprit juridique, ami des transactions. C'est qu'il possédait à un haut degré le sens de l'évolution; il n'avait garde d'oublier que la nature procède par transitions insensibles pour réaliser ses desseins, et que les institutions durables ont à décrire une spirale dans la marche de leur développement; il comprenait que les oppositions ont leur raison d'être et que la coexistence d'éléments contradictoires n'a rien d'illogique dans le temps et dans l'espace, où tant d'êtres touchent à leur déclin tandis que d'autres commencent seulement d'exister. Respectueux du passé et profondément religieux dans le sens primitif du mot, il ne s'est pourtant pas emprisonné dans la tradition au point de méconnaître ce qu'ont de légitime les aspirations de notre temps au progrès dans tous les domaines. Il a travaillé sans relâche et vaillam-

ment combattu pour la revendication des droits individuels, comme pour le maintien de la haute tutelle exercée par l'Etat en faveur des petits et des faibles. Ce qu'il y a de généreux dans les idées humanitaires dégagées de leur alliage cosmopolite, s'est greffé chez lui sur un patriotisme des plus vivaces. La saine culture que donnent les humanités, vint corriger heureusement l'âpreté de la sève native qu'Hornung n'a jamais cessé d'entretenir comme le principe de sa force. Demeuré vieux Genevois par le sang, il s'est ouvert, par l'essor qu'a pris sa pensée, d'assez larges horizons pour s'intéresser au sort de toutes les races humaines.

A le considérer sous ces deux faces, on ne peut s'empêcher de reconnaître qu'il représente aussi, à sa manière, la fusion qui s'est opérée, de nos jours, entre les instincts conservateurs de l'ancien esprit genevois et les ferments de l'esprit moderne. Il semble qu'en lui se soient rencontrés les traits contrastants de deux époques bien distinctes, et qu'il ait été, en définitive, comme un trait d'union entre la Genève d'autrefois qui ne sera bientôt plus qu'un souvenir et celle de l'avenir qui se cherche encore. Là est, selon nous, la marque particulière de l'individualité d'Hornung. La voie qu'il a suivie, poussé par un patriotisme sincère, en se dirigeant vers des régions toujours plus lumineuses, est encore celle où nous pouvons tous marcher d'accord avec les tendances nouvelles, sans être infidèles à notre passé.

Le nom de Joseph Hornung mérite donc, à bien des égards, de figurer à une place honorable dans les annales de notre république, non seulement par les services qu'il a rendus comme professeur à l'Université et par le rôle qu'il a joué dans quelques-uns des faits contemporains, mais encore et surtout par la position intermédiaire qu'il a gardée entre les partis politiques : sa personnalité, si nettement accusée, où

les dissonances venaient se fondre dans l'harmonie d'un principe suprême, a été l'expression vivante et comme l'incarnation de l'une des grandes crises de notre existence nationale. Si ce n'est point là une illusion de l'amitié, la mémoire de celui dont nous déplorons la perte, demeurera, selon le vœu le plus cher de son cœur de citoyen, intimément liée, comme le fut sa vie, à l'histoire de notre pays.



DISCOURS

LU LE 22 DÉCEMBRE 1884

à la séance publique de la Section de littérature

PAR

M. le Prof. DUVILLARD

PRÉSIDENT

MESDAMES ET MESSIEURS,

Nous avons d'abord à vous remercier de revenir nombreux à notre rendez-vous annuel, que nous désirons toujours plus vivement voir devenir une véritable institution. Nous voudrions que l'on attendit ce jour avec quelque impatience, et que cette impatience fût toujours justifiée. Nous avons du moins bon vouloir, et la preuve en est dans le nouveau volume du *Bulletin*, plus varié que d'habitude, et par défaut d'annonce moins connu chez nous qu'il ne devrait l'être. La presse le néglige un peu, et pourtant nous ne demandons que justice, et non point l'éloge surtout. Il a les inconvénients d'une publication collective, des hasards heureux, quelque austérité dans l'apparence, des inégalités inévitables, peu de cohésion, mais chacun finit par y rencontrer quelque chose qui l'intéresse, documents nouveaux, recherches consciencieuses, des souvenirs et des promesses. Pour les auteurs nouveaux, c'est un encouragement qui leur est donné par le

pays tout entier pour ainsi dire, et chaque citoyen, pouvant de par la loi se faire inscrire dans l'une des sections, reçoit ainsi gratuitement une série de volumes, où il retrouve l'écho de ses préoccupations intellectuelles.

L'Institut, combiné d'une part avec les séances populaires de l'Aula, et les leçons plus scientifiques de la salle des Cinq-Cents, avec la Société des Arts de l'autre, et les nombreuses sociétés de notre ville, complète ainsi un ensemble d'instruction mutuelle qui n'existe dans aucun autre pays. Par l'*Almanach de la Suisse romande* l'Institut se fait plus populaire encore, en allant chercher jusqu'au fond des campagnes des concitoyens à conseiller dans les faits de chaque jour, et à conduire au goût des choses de l'esprit. Cette double œuvre se fait sans bruit, avec la simplicité républicaine ; c'est la mise en pratique de notre double devise, et genevoise, et fédérale.

Où trouver ailleurs une société, littéraire, industrielle, commerciale et scientifique, qui soit composée comme la nôtre par un peuple entier, puisque tous peuvent en faire partie qui le demandent, sans aucune exclusion, sans aucune couleur politique et confessionnelle, tous les rangs confondus, toutes les voix admises, la société de tous dans l'intérêt de tous ?

Nous avons d'autant plus besoin de sympathie que la première génération nous quitte peu à peu, sans être remplacée encore comme nous en aurions l'ambition. Les Chaponnière, les Longchamp, les Bétant, les Cherbuliez, les Petit-Senn, les Gaullieur, les Blanvalet, les Richard, les Amiel, les Braillard, les Hornung, pour ne parler que de notre Section, ne sont plus, plusieurs ne nous donnent guère que leur nom, plusieurs menacent de nous quitter. Les recrues sont nombreuses sans doute, mais il nous faudra du temps pour

amalgamer plus étroitement les forces actuelles, et leur donner le sentiment de la communauté, l'esprit de corps qui n'est pas celui de la coterie. Pour en éviter même l'apparence, nous désirerions qu'il nous vînt des adhérents de toutes les classes de la société, et de toutes les professions. Nous y gagnerions en horizons nouveaux, en largeur d'idées, en points de comparaison.

Nous ne pourrions pourtant nous plaindre sans injustice. Depuis quelque temps nous avons progressé sous ces différents rapports, les séances sont devenues extrêmement régulières, et plus fréquentées ; et l'on a commencé à y venir moins pour le profit matériel que l'on en peut tirer que pour le plaisir d'y venir librement causer des choses de l'art et de la littérature. Il s'établit un échange amical et familier d'impressions, plus de confiance en soi-même devant un public bienveillant, plus de variété dans la physionomie des réunions. L'on peut dire que chacune de nos soirées présente un aspect particulier suivant les lectures annoncées, et que les divers sujets amènent souvent des conversations générales dont chacun tire à l'improviste intérêt et profit.

Notre sphère d'action est pourtant encore trop restreinte pour une ville de notre importance. Il nous faudrait plus de travailleurs, plus de ressources matérielles, plus d'autorité, une position plus centrale ; il faudrait que nous puissions achever de vaincre les préjugés, et réunir autour de nous tous les hommes de pensée et d'action qui aiment notre Genève.

Mais c'est en dehors de Genève qu'il nous faut aussi regarder. Il existe une province littéraire romande dont nous sommes le centre naturel. Depuis le Jura bernois jusqu'aux Alpes de la Maurienne, depuis les bords de la Sarine et du Rhône jusqu'à la Dôle et au Crêdo, il existe une Bourgogne

intellectuelle qui a plus d'une fois affirmé sa valeur morale et sa réelle indépendance. Malgré les barrières des cantons et des États, il y a là une Belgique littéraire dont nous sommes la capitale, un groupe de petits peuples qui ont les mêmes conditions d'existence, qui parlaient autrefois des patois bien rapprochés, qui ont au fond des mœurs et des besoins analogues. Si l'histoire a séparé nos destinées, si la religion et les hasards politiques nous ont divisés, nous n'en formons pas moins d'une manière plus ou moins inconsciente un petit monde à part, qui a brillé plus d'une fois, et s'est fait respecter toujours. Nous sommes venus à Genève des quatre points de l'horizon, mais la nature romande a confondu dans un même creuset nos diversités ; elle a marqué nos savants et nos littérateurs d'un sceau ineffaçable ; elle nous a capturés par sa poésie particulière ; et, si quelques-uns de nous ont essayé de dépouiller le vieux manteau natal, nos voisins ont su toujours distinguer les traces de notre origine. Ce faisceau de forces dispersées, nous le devons réunir ; sans rien abdiquer de notre histoire, nous devons élargir nos frontières littéraires, ou plutôt les reconquérir.

Si nous savions oublier les étroites barrières qui nous étouffent, combien d'existences littéraires romandes aurions-nous sauvées ? Si notre horizon avait été moins étroit, pensez-vous que Verre, Gallois, Ch. Didier, Sciobéret, Eggis, pensez-vous que ces charmantes natures n'auraient pas obtenu une autre destinée ? Qui les a retenus parmi nous ? qui a compris ces âmes ? Et quels trésors pourrions-nous présenter qui resteront à jamais enfouis, si nous allons les chercher où ils se trouvent ! Nous avons besoin de nous aider, de nous connaître, de nous rapprocher, et c'est une des tâches de l'Institut de tendre à tous la main de la sympathie et de l'encouragement.

D'ailleurs nous en serons récompensés. Le concours dont M. le professeur Ch. Berthoud va vous entretenir vous montrera combien notre histoire littéraire est encore riche en figures oubliées ou mal connues. La synthèse nous manque de ces efforts de deux siècles ; Gaullieur l'avait commencée, Hornung l'avait esquissée, Amiel y avait pensé à différentes reprises, plusieurs Allemands l'ont tentée, mais l'œuvre reste encore à faire, si quelques chapitres sont écrits, et même brillamment écrits.

Pour la langue, pour les traditions, pour l'histoire, nous avons beaucoup à recueillir, beaucoup à étudier. Sans parler des patois, a-t-on jamais essayé de réunir les principaux caractères de notre parler romand, d'une saveur originale pourtant, et où se cache tant d'histoire ? Les matériaux sont là, à pied d'œuvre, et il ne serait que temps de les employer, avant que la culture générale ne les emporte à jamais. D'autres domaines nous sont encore à peine entr'ouverts ; M. Alfred Cérésolle nous a charmés de ses légendes des Alpes Vaudoises, Sciobéret nous a montré la Gruyère, Antony Dessaix la Savoie, mais combien de découvertes demeurent encore à faire dans notre mythologie, dans nos croyances, dans nos souvenirs ? Les races se sont rencontrées chez nous, et chacune nous a légué une part de ses dons naturels, de son héritage particulier. Il n'en faut rien sacrifier, et notre mission est de les réunir.

Dans le sein de notre section MM. Amiel et Hornung surtout s'étaient pénétrés de ces idées. Un ancien ami d'Hornung va parler de celui que nous avons perdu depuis bientôt deux mois, mais je ne puis m'empêcher, comme président, de vous dire combien nous déplorons la perte de cet homme de bien, de goût et de courage. Membre correspondant de l'Institut pendant qu'il était professeur à Lausanne,

puis membre honoraire dès son retour à Genève, il fut élu effectif le 13 juillet 1867. Durant dix-sept ans il fut des plus assidus à nos séances qu'il soutenait de son savoir étendu, de ses travaux substantiels, de ses causeries si pleines de pensée. Personne ne savait mieux écouter, avec une attention plus sympathique. Il aimait à encourager, à relever les jeunes auteurs par ses observations fines et justes, à faire ressortir le mérite, à défendre les premières aspirations. Sa présence était à elle seule une garantie d'aimable sincérité et de critique bienveillante. Dans un cercle plus intime, quand il pouvait se livrer sans méfiance, il était un causeur communicatif, un penseur aux vues pénétrantes, un amateur délicat des arts et de la littérature. L'on trouvera de lui dans le *Bulletin* d'excellents articles, mais ils ne donnent pas de l'homme une idée complète; l'air y manque un peu, la pensée y est trop condensée, l'expression inférieure à l'inspiration. Sa bienveillance intelligente n'a pas toujours été récompensée par une bienveillance semblable, mais nous, qui l'avons approché, qui connaissons son impartialité et sa droiture, nous aurons toujours des regrets amers au souvenir de cet homme excellent, de ce patriote éclairé, de cette nature fine et distinguée. L'Institut a beaucoup perdu, mais Genève plus encore.

J. DUVILLARD, *président*.

RAPPORT

SUR LE

CONCOURS D'HISTOIRE LITTÉRAIRE

Lu à la séance publique de la Section de Littérature le 22 Décembre 1884

PAR

M. CH. BERTHOUD

Membre correspondant

MESSIEURS,

Le dernier concours de *Nouvelles*, ouvert par l'Institut, nous avait montré que la littérature d'imagination était aussi florissante parmi nous qu'aux temps déjà lointains où le Premier consul, Bonaparte, passant sur nos rives, s'informait si l'on écrivait toujours, à Lausanne, autant de romans. Le très-petit nombre de travaux envoyés au concours actuel, ne nous autorise pourtant pas à penser que l'histoire littéraire de notre Suisse romande nous devienne indifférente. Cette disproportion s'explique par la nature même des sujets, et les exigences qu'elle impose. D'ailleurs, si nous n'avons reçu que quatre essais, la valeur de deux d'entre eux est telle que nous n'avons rien à regretter. Notre concours pourra très-justement prendre pour devise le *Non multa sed multum*. Cela vaut infiniment mieux que de devoir dire : *Non multum sed multa*.

Je serai bref en parlant du premier des essais qui nous ont été envoyés, *Notice sur le chansonnier Salomon Cougnard*. L'auteur a joint à son titre cet autre adage latin : *Currente calamo*, et nous lui en savons gré ; en se critiquant lui-même, il a simplifié notre tâche. Fatigué des vers de MM. Rollinat et Guy de Maupassant : « Foin des névroses, s'écrie-t-il, vive la gaité d'autrefois ! » et il est revenu avec charme aux chansonniers genevois de 1825. Il y a dix ans et plus, les études de M. Marc-Monnier sur « Genève et ses poètes », furent saluées, dans la Suisse romande, par un succès que la virtuosité étincelante de l'écrivain suffit à expliquer, mais où la surprise entraît pour une part : on ne s'attendait guère, en dehors de Genève, à cette envolée d'oiseaux chanteurs sortis d'une cité qu'on ne s'était pas figurée comme une volière de poètes. Parmi tous ces poètes, les chansonniers étaient les moins connus. Le biographe de Salomon Cougnard nous dit que M. Marc-Monnier avait entr'ouvert la porte du Caveau genevois : pourquoi, si c'est ainsi, ne pas l'ouvrir toute grande ? Il y avait là l'occasion d'un parallèle piquant avec le Caveau français. Faire ressortir le caractère indigène de cette littérature de chansons, son accent patriotique, son esprit bien genevois, signaler la note un peu vieillote, les petits glaçons mythologiques qui refroidissent ces gais refrains, faire entrer dans cette étude, selon le vœu de l'Institut, des « documents nouveaux », qui auraient été ici des chansons inédites, ainsi, par exemple, cette *Complainte de Fualdès*, qui, partie de Genthod, a fait le tour de la France, et, qui, chose singulière, est introuvable aujourd'hui, bref, essayer un travail complet au lieu de s'arrêter à un seul chansonnier, fût-il même Salomon Cougnard, cette tâche était faite pour tenter le biographe, et nous la recommandons à son choix.

Celui de l'auteur de la seconde notice que nous avons sous les yeux s'est arrêté à une jeune muse, enlevée à l'âge où l'on ne donne encore que des promesses et qui a laissé, parmi tant d'autres essais, une œuvre poétique exquise, d'une pureté de forme qu'on s'explique à peine à vingt ans, et qui gardera son nom de mourir avec elle : j'ai presque nommé Alice de Chambrier. Nous n'avons ici ni une analyse littéraire, ni une biographie : le voisinage de la notice de M. Ph. Godet rendait cette tâche difficile. C'est l'effusion d'une jeune admiratrice qui a beaucoup vu l'auteur d'*Au-delà*, dans ses dernières années, et lui a voué un culte fervent. La nouvelle amie était romantique « avec passion » ; elle apporte *Hernani* à Alice qui ne le connaissait pas encore ; on suit ensemble un cours de latin, on songe au grec, et les deux jeunes filles veulent entendre lire une page d'Homère dans l'original : il leur semble voir passer, à travers ces mots inconnus, la grande figure du poète. Alice est revenue récemment de son long séjour en Allemagne, moins bruyante mais toujours gaie, et avouant en riant qu'elle plaignait ceux qui n'étaient pas elle. « J'ai dansé jusqu'à quatre heures du matin, écrit-elle un jour ; j'étais un peu moulue, j'avais une robe rose avec des fleurs roses et rouges... » Rester toujours jeune était son rêve « absurde et charmant. » Bientôt les rides viendront, « nous serons laides, ah ! que c'est affreux ! » Pourtant, elle s'habituerait à cette pensée : elle serait une aimable petite vieille... En attendant, elle songe aux Jeux Floraux : « Les prix sont des fleurs d'or et d'argent ; quand j'aurai toute une collection de cette Flore-là, je la ferai monter en parure et j'irai le dire à Rome... » Jamais Alice ne fut si heureuse que pendant le dernier été de sa courte vie. On nous la montre patiente au travail, toujours en quête d'une pensée plus haute, aimant les déshérités et, parmi eux, les animaux, ces parents pauvres de l'homme,

pénétrée d'un sentiment religieux qui se résumait dans la charité...

Bientôt vient la fin, les dernières promenades de décembre. Un soir, le lac natal qui était aussi pour elle « le premier », et qu'elle regrettait à Paris, lui paraît empreint d'une couleur de mort. Deux jours après : « Quel brouillard affreux ! dit-elle ; il me semble que j'avale quelque chose. » Frissonnante, elle reste blottie au coin du feu ; mais, dépréoccupée d'elle-même, jamais elle ne fut si aimante.

« Le mardi, à onze heures, je la trouvai, le visage marqué de grandes plaques d'un rouge sombre ; elle parlait bas, presque au souffle. A demain ! dit-elle à son amie, et, le lendemain, elle reposait paisible, au milieu « d'un nuage de fleurs », comme la fiancée dont elle a dit :

Un étrange sourire erre encor sur sa bouche ;
Ses longs cils abaissés ombrent légèrement
Ce visage si pur, et que la mort farouche
Semble avoir dans son vol effleuré seulement.

Ce sont ces confidences discrètes, si douces d'abord, puis si tristes, qui donnent surtout leur prix à ces pages. Il est regrettable seulement que la physionomie poétique d'Alice de Chambrier ne s'y dégage pas davantage dans sa distinction native, ne subissant, — chose si rare à son âge, — l'obsession d'aucun modèle préféré, s'essayant à tout, âme de poète vibrant à tous les appels, poursuivant l'idéal à travers les symboles de la réalité qu'elle excellait à découvrir, et, quand elle les empruntait simplement à la tradition, qu'elle savait fixer dans des vers *pensés* et pourtant d'une allure aisée et flottante, dans des strophes d'un dessin précis, d'une coupe harmonieuse, d'un rythme vibrant, d'un accent parfois superbe...

Mais je m'arrête : pourquoi demander à l'amie inconnue d'Alice ce qu'elle n'a pas donné ? — Malgré quelques jugements littéraires contestables, certaines expressions peu justes dans leur hardiesse juvénile, et les allures vagabondes de cette esquisse, nous l'avons lue avec un intérêt qui s'explique, et votre jury a décerné à la jeune littéraire une mention honorable.

C'est encore un poète que nous allons rencontrer, Messieurs, mais combien différent ! et qui ne rappelle en rien, si ce n'est par sa mort prématurée, celui que nous quittons. *Le Petit-neveu d'Obermann*, tel est le titre de la très-remarquable étude qui nous révèle ce poète. Ce titre n'est point une métaphore. Etienne Eggis, — c'est de lui qu'il s'agit, — né à Fribourg en 1830, était bien en réalité le petit-neveu de M. de Sénancour, mais il ne ressemble pas le moins du monde au rêveur, maladivement replié sur lui-même, qui s'appelle *Obermann*.

Une destinée malheureuse attend, presque inévitablement, ceux que l'indécision morale et la prédominance de l'imagination ont empêchés de se prononcer à temps sur le choix d'une carrière et, parfois, d'une patrie : la vie d'Eggis en est un douloureux exemple. Eggis était né musicien et poète, avec une sève débordante, une verve emportée, mais inégale, admirablement doué pour l'un et l'autre art en dehors desquels il ne voyait rien. S'il ne les eût menés constamment de front pendant sa courte vie, et que le recueillement de son inspiration eût été possible à cet improvisateur fiévreux et toujours agité, il est permis de croire qu'il eût laissé un nom glorieux. La musique et la poésie ! Il suffit parfois de l'un de ces dons pour conduire tout droit au pays de Bohême celui qui l'a reçu : que sera-ce de celui qui les possède l'un et l'autre ?

Eggis fut, en effet, un *bohème*, le seul poète de notre Suisse romande auquel, peut-être, on puisse donner ce nom. Un des morceaux qu'il a laissés porte ce titre significatif. En voici un passage qui donne à la fois une idée de sa vie errante et de sa poésie, de l'ampleur de sa strophe, du souffle qui portait son vers, et de ses excentricités, quelquefois naïves, quelquefois aussi recherchées et voulues.

En cousant une rime aux deux coins d'une idée,
Je m'en allais rêveur, le bâton à la main,
La tête, de soleil ou de vent inondée,
Et laissant au hasard le soin du lendemain ;
Je dérobaï mon lit aux mousses des clairières,
Ma harpe me donnait la bière et le pain noir,
Et je dormais paisible aux marges des carrières,
Sous le ciel qu'empourpraient les nuages du soir.

Je n'avais pour tout bien qu'une pipe allemande,
Les deux *Faust* du grand Goethe, un pantalon d'été,
Deux pistolets rayés non sujets à l'amende,
Une harpe légère et puis la liberté.
Berçant mon jeune cœur d'illusions candides,
Seul et toujours à pied je m'en vins vers Paris ;
J'escomptais l'avenir dans mes rêves splendides....

Mais ce n'est pas dans ces vers que l'auteur du *Petit-neveu d'Obermann* a cherché, comme d'autres l'ont fait, la biographie d'Eggis. Il a eu à sa disposition les correspondances de sa famille, particulièrement les lettres de M^{lle} Eulalie de Sénancour, personne aussi distinguée par le cœur que par l'esprit, une communication importante de M. Arsène Houssaye sur le plus étrange épisode du séjour d'Etienne à Paris, enfin les informations de ses amis et de ses compatriotes à Berlin.

Le biographe s'arrête d'abord à l'éducation toute catholi-

que d'Eggis, dans cette ville de Fribourg qui est à la fois très-française et quelque peu allemande ; il le montre hésitant entre les deux langues dont il fut également maître, si bien qu'un de ses poèmes, *Impressions d'ivresse d'un poète allemand*, celui de tous ceux d'Eggis où il y a le plus de contrastes, des cris sauvages et des mélodies d'une douceur et d'un charme singuliers, avait été peut-être écrit d'abord en allemand. — A vingt ans, le jeune Fribourgeois est instituteur à Munich, dans une maison princière ; bientôt il secoue sa chaîne, erre un peu partout, en Allemagne et jusqu'en Pologne, puis court à Paris où il publie ses *Voyages aux pays du cœur*, qui restent son vrai titre poétique. A bout de ressources, l'enfant prodigue revient au logis paternel qui ne le retient guère. Il va en Italie, parcourt de nouveau l'Allemagne, la Belgique, en barde errant et besoigneux, trompant sa faim comme il pouvait, fumant des feuilles de noyer qu'il appelait le tabac du bon Dieu, et vient enfin échouer à Berlin où il passa les dernières années de sa vie. A peine, vers la fin, aurait-on reconnu le grand jeune homme « aux longs cheveux châains, aux yeux admirables », dont M. Maxime Du Camp nous a donné le portrait. Hâve et amaigri, jouant dans les estaminets des sous-sols de Berlin où il faisait danser une clientèle équivoque, il paraissait étranger à ce qui se passait autour de lui et comme absorbé dans son rêve. Resté doux et timide, quand il avait quelque argent, il le donnait à de plus pauvres que lui.

Rien de plus navrant que le récit de sa fin. « Y a-t-il sur la terre, répétait-il souvent, quelqu'un de plus à plaindre que moi ? » La phtisie acheva ce qu'avait commencé la pauvreté. Peu s'en fallut qu'il ne mourût à l'hospice des indigents. Ses pauvres hôtes allaient l'y conduire : il les supplia de le garder encore. Une nuit, on entendit des gémissements dans sa

chambre. Quand le médecin du quartier arriva, Eggis avait cessé de vivre.

Telle fut la réalité. Le pauvre poète avait rêvé autrefois une mort différente. Ecoutez ce morceau où il apparaît tout entier.

COMMENT JE MOURRAI.

Lorsque je serai las de trainer sans envie,
Le boulet douloureux du baignoire de la vie,
Lorsque mon cœur blessé sera tout à fait mort,
J'irai fier, calme et seul, sans crainte ni remord,
Mourir sur une grève où la mer éternelle
Chante, loin des humains, sa plainte solennelle....
Je m'étendrai, serein, sur le sable mouvant,
Et je resterai là, l'œil dans les cieux, rêvant,
Jusqu'à ce que le flot qu'apporte la marée
M'éteigne lentement dans sa robe *éplorée*,
Et me transporte, avec la souffrance, ma sœur,
Dans le vide insondé de son roulis berceur.

Nul ne saura ma mort que l'orage et la nue,
L'Océan pèsera sur ma tombe inconnue,
Je pourrai d'infini m'enivrer à loisir,
Et mon tombeau sera grand comme mon désir.

Eggis mourut à trente-six ans, après une vie que la misère avait flétrie, sans avoir pu la dégrader. C'est seulement aujourd'hui que nous apprenons à la connaître. Le biographe d'Eggis nous la raconte avec une sincérité scrupuleuse, et, en même temps, une sympathie où se trahit peut-être un frère en poésie. Il analyse son œuvre confuse en critique pénétrant, attentif aux influences diverses qu'a subies le poète et les faisant ressortir avec mesure et finesse. Il a vu surtout en lui « un virtuose improvisateur qui passa sa vie à

se griser de la fanfare de ses alexandrins sonores ». Mais, ajoute-t-il, « dans cette musique étrange, Eggis a mis beaucoup de son cœur, le souvenir d'une mère, l'écho de ses souffrances, de ses désespoirs, de ses remords peut-être.... N'est-ce pas assez pour que son œuvre mérite de ne pas mourir tout entière ? »

Les qualités de décision, de netteté rapide et de spirituelle justesse que nous avons appréciées dans cette étude, nous ont paru mériter la première distinction dont dispose l'Institut. Mais ces mêmes qualités nous les retrouvons dans le dernier travail que nous avons reçu, *le Grand Chaillet, Essai biographique et littéraire*, avec cette épigraphe : *Propheta acceptus in patria sua*. Permettez-nous donc, Messieurs, de ne pas disjoindre ce travail du précédent puisque, après les avoir étudiés, on pense involontairement à une filiation commune, et renvoyons un moment encore à apprendre le nom de l'auteur, ou des auteurs, de l'un et de l'autre.

Le Grand Chaillet ! Ce titre fera sourire, et le biographe ne l'ignore pas. Tout en faisant remarquer qu'on peut être grand sur un petit théâtre, il ne songe pas à justifier cette appellation neuchâteloise qu'on se fait un devoir, dans la patrie de Chaillet, de ne pas trop prendre au sérieux.

Henri-David de Chaillet, né en 1751, fut le prédicateur le plus renommé de son pays. Il est resté un écrivain d'une physionomie très à part, un critique qui, dans son ordre, ne ressemble à aucun autre. Après cela, peu importe le nom qu'on lui donne.

C'est à Genève, où il faisait sa théologie, que les premiers regards de la gloire, « plus doux que les feux de l'aurore », sont tombés sur ce proposant de vingt ans, quand il prêchait quelquefois à l'Hôpital ou à Genthod. Charles Bonnet veut

le connaître et devient son ami. On le suivait des yeux sur la Treille ; M. Des Roches l'aborde comme un homme célèbre à la Promenade des Philosophes. Ne souriez pas, Messieurs : Chaillet ne jouissait qu'avec tremblement de ces succès.

A Neuchâtel, dans sa vieillesse, quand il montait parfois en chaire, après une retraite de la carrière ecclésiastique qui, malgré ce qu'on a pu dire, n'a laissé aucune ombre injurieuse sur sa vie, un de ses sermons était quasi un événement.

Il possédait les deux qualités maitresses de l'orateur, la concentration et l'émotion. Il ne prenait la plume qu'après avoir longtemps *couvé* son sujet, — c'était son expression, — et lorsqu'il se sentait l'âme haute, l'œil humide, et respirait à peine : c'est ce qu'il ne craignait pas d'appeler *l'heure du berger*. A Genève, cette heure-là sonnait quelquefois pour lui à l'auditoire de théologie, au milieu d'une leçon d'histoire ecclésiastique (il n'aimait pas l'histoire ecclésiastique) : « Crac ! mon sermon se décroche.... ! » Et il écrit fiévreusement son exorde, si bien que le professeur Prévost crut qu'il faisait des vers.

Et pourtant les sermons de Chaillet (il y en a plusieurs volumes) ont subi la destinée commune : ils ont vieilli.... Son biographe paraît être d'un avis un peu différent. L'optimisme de ses jugements ne m'a pas convaincu : c'est une des rares occasions où je ne me suis pas trouvé d'accord avec lui.

Quoiqu'il en soit, une chose paraît certaine, c'est que les sermons de Chaillet sont oubliés. Mais avec quel plaisir on lit encore les étonnants articles qu'il a publiés sur ces sermons mêmes qu'on ne lit plus ! C'est que, par tempérament, Chaillet était encore plus un critique qu'un prédicateur.

Pour le connaître, il faut dépouiller les neuf volumes de la

Revue mensuelle (1) dont il fut, pendant près de cinq ans, presque l'unique rédacteur. C'est ce qu'a fait l'auteur du *Grand Chaillet*. Il a exhumé cette figure, entrevue par Sainte-Beuve, et dont M. A. Sayous, dans son *XVIII^{me} Siècle à l'Etranger*, avait dégagé plus tard les traits essentiels. Grâce à l'analyse qu'on nous donne aujourd'hui de ses écrits, Chaillet revit devant nous :

Un critique-né, préparé pour sa tâche par un commerce intime avec les anciens, qui avait trouvé toute sa poétique dans son Homère grec, si longtemps « le fonds de sa subsistance », et sa rhétorique dans les classiques latins qu'il citait constamment avec un à-propos tel que pas une de ses citations n'est un *cliché*, et que M. Ed. Scherer lui-même ne pourrait trouver à y mordre ; lisant avec passion et ruminant ses lectures comme il ruminait ses textes ; d'ailleurs, sans superstition d'école, original et personnel avant tout, discursif et familier, causant avec ses lecteurs, peu soucieux de l'opinion courante et surtout de l'opinion de Paris, ne craignant pas d'être de son pays romand pour lequel il appelait de ses vœux une littérature et des écrivains vraiment suisses ; passionné pour Rousseau, et le jugeant avec une sévérité inflexible ; prévenu contre Voltaire, parceque l'abus de l'esprit lui semblait un crime, et prouvant à sa manière que l'influence de Voltaire a pourtant été favorable à la religion ; devançant d'un demi-siècle les revendications les moins contestables de l'école romantique, et appréciant Shakespeare, — qui devenait alors, pour la première fois, accessible aux lecteurs français, — avec une pénétration qui, aujourd'hui, après les travaux de la critique moderne, nous surprend encore....

(1) Le *Journal helvétique*, auquel Chaillet donna plus tard le titre de *Nouveau Journal de Littérature*, etc. Neuchâtel, 1779-1784.

Jamais peut-être critique n'a mis dans son œuvre autant de son caractère propre : ce fut sa force et souvent aussi sa faiblesse. De là, quand un écrivain, un livre quel qu'il fût, touchaient en lui certaines fibres secrètes, ses enthousiasmes, ses engouements, ses appels à la nature, ses témérités, ses paradoxes. Pour bien comprendre Chaillet, il aurait fallu le connaître, et ses contemporains, ses lecteurs, le jugeaient surtout d'après ses excentricités : le vrai Chaillet leur échappait souvent. Son biographe a été plus heureux. Il lui est échu une de ces bonnes fortunes à rendre jaloux tous les chercheurs de documents inédits. On a retrouvé, et sorti pour lui des archives de la famille, le plus précieux des manuscrits de Chaillet, c'est-à-dire le *Journal intime* qui a été son unique confident pendant les années décisives de sa vie. Chaillet, s'observant et se jugeant lui même avec une droiture inexorable, lui a donné la clef de l'écrivain et du critique. Cette clef ne pouvait tomber en de meilleures mains, mais combien on voudrait que l'auteur du *Grand Chaillet* eût été plus prodigue encore de ces confidences autobiographiques !

Les chapitres dont ce journal lui a fourni la matière essentielle seront lus partout avec une très-vive curiosité, mais nulle part davantage qu'à Genève, car c'est Genève qui y tient la plus grande place. Des confidences épistolaires ont permis au biographe d'écrire le piquant récit intitulé : *Chaillet, Mme de Charrière et Benjamin Constant*. Il a pu enfin, grâce à quelques lettres de famille, nous montrer Chaillet vieillissant dans la solitude, fatigué de vivre et rassasié de lectures, mais attaché jusqu'au terme au titre de *Servus Christi* qu'il avait adopté, un titre glorieux, difficile à porter, et qu'il affectait un peu trop de rendre inséparable de son nom.

Je me résume, Messieurs, sur cette importante étude.

L'analyse lumineuse que nous y avons trouvée de l'œuvre de Chaillet, la justesse de la critique, la sûreté de goût qui a fidèlement servi l'écrivain dans son long travail, enfin l'usage heureux qu'il a fait de ce journal intime dont l'écriture hiéroglyphique aurait découragé d'autres yeux que les siens, tout cela ne pouvait laisser nos suffrages indécis. Dans ses jugements, il a d'ordinaire échappé au danger toujours instant qui menace le biographe : il n'a pas glissé dans le panégyrique. Avec un sentiment très-vif de la valeur littéraire de Chaillet, il a gardé la liberté de ses appréciations. On a relevé dans cet essai, d'une étendue considérable, quelque disproportion entre les parties qui le composent, et, ça et là, quelque inégalité dans un style où l'esprit et le trait abondent. Mais votre jury a été unanime pour décerner à l'auteur du *Grand Chaillet*, le premier prix qui se trouve ainsi également partagé entre lui et l'auteur du *Petit-neveu d'Obermann*.

Permettez-moi, Messieurs, en terminant, un retour personnel sur le passé. C'est grâce à l'initiative d'Amiel que je suis devenu membre de l'Institut, et que j'ai eu l'honneur de prendre aujourd'hui la parole parmi vous. Bien qu'Amiel m'ait demandé plus d'une fois, avec la plus affectueuse insistance, de présenter le rapport au nom de la Section des Lettres, ce n'est que des années après sa mort que j'ai pu m'acquitter envers lui de ce qui était pour moi une dette de reconnaissance. Et, dans l'occurrence présente, c'est pour remplacer Joseph Hornung, le rapporteur désigné du concours actuel, que j'ai été appelé par la confiance de mes collègues à remplir cette tâche. J'éprouve une satisfaction, douce et triste à la fois, à rapprocher ainsi les noms d'Hornung et d'Amiel, deux amis qui furent aussi les miens dans leurs dernières années, de ces amis de l'arrière-saison qu'on ne remplace plus.

Les plis cachetés ayant été ouverts par M. J. Duvillard, président de la Section de Littérature, le rapport du Jury a donné les résultats suivants :

Le prix de 500 francs est partagé *ex æquo* entre l'auteur du *Petit-neveu d'Obermann*, et celui du *Grand Chaillet*, qui se trouvent être un seul et même auteur, M. Ph. Godet, à Neuchâtel.

Une *mention honorable* est accordée à M^{lle} Cassaboïs, à Milan.

DE
L'ALIMENTATION DES VÉGÉTAUX

CONFÉRENCES

DONNÉES A

l'Institut National Genevois (Section d'Agriculture)

PAR

F. BRUNO-GAMBINI

ANCIEN ÉLÈVE DE L'ÉCOLE CENTRALE DES ARTS ET MANUFACTURES DE PARIS

ANCIEN PRÉPARATEUR DE M. J.-B. DUMAS

ANCIEN PHARMACIEN

MEMBRE DE LA SECTION D'AGRICULTURE DE LA SOCIÉTÉ DES ARTS

MEMBRE EFFECTIF DE L'INSTITUT NATIONAL GENEVOIS (SECTION D'AGRICULTURE)



DE L'ALIMENTATION DES VÉGÉTAUX

INTRODUCTION

On demandait à une célébrité médicale européenne, si elle n'attribuait pas les nombreuses guérisons qu'elle obtenait, à l'emploi de ces spécialités dont chacune est annoncée comme guérissant telle ou telle maladie, et à celui de ces produits nouveaux dont les sciences s'enrichissent chaque jour, et que recommandent à l'envi les journaux politiques, et les revues scientifiques.

Non, répondit-elle. Et d'abord, je repousse, et avec raison, ces remèdes dont la composition m'est inconnue, et qui ont le très grave inconvénient de favoriser l'ignorance et d'enrayer tout progrès chez ceux qui les emploient.

Quant aux médicaments nouveaux, je suis loin de les dédaigner et de les regarder comme inutiles. Mais comme je ne peux me rendre compte des avantages qu'ils présentent, et de leur supériorité que par comparaison, j'estime qu'avant d'y recourir, il est bon de s'adonner à une étude consciencieuse des substances déjà reconnues comme actives, et dont le temps et l'expérience ont déterminé la valeur.

C'est principalement à elles seules que je dois mes succès, car je les ai assez étudiées et maniées durant ma longue pratique pour être à peu près sûr d'avance des résultats qu'elles donneront dans tel cas particulier, et sur tel tempérament spécial.

Cette manière de voir et de raisonner devrait, ce me semble, être adoptée par tous les cultivateurs qui veulent retirer profit et utilité des engrais chimiques ou minéraux.

Qu'ils suivent l'exemple de notre médecin, qu'ils renoncent à ceux de ces engrais tout préparés, dont la composition est pour eux nuit close, les noms des substances qui en font partie n'étant pas même indiqués dans la plupart des prix-courants des établissements de ces produits.

Qu'ils apprennent quelle est l'action du fumier de ferme, quelle est celle des différentes substances qu'il renferme, et qui lui donnent ses vertus fertilisantes, connaissance d'autant plus nécessaire, que ce sont ces mêmes substances qui constituent les engrais chimiques.

Qu'ils en sachent non seulement les noms, mais les propriétés, la nature intime, le mode d'agir ; alors ils ne tarderont pas à se les approprier, à en faire leur chose, et à pouvoir dire dans la plupart des cas, quel est l'élément du fumier ou de l'engrais chimique qui a fait défaut dans telle ou telle culture souffreteuse, et quel est celui qu'il faut lui donner pour remédier au mal.

Alors seulement, procédant et marchant du connu à l'inconnu, ils pourront essayer de nouvelles substances proposées comme plus actives que celles qu'ils employaient, et juger avec connaissance de cause de leur valeur réelle.

Aider l'agriculteur à entrer dans cette voie, tel est le motif qui m'avait engagé à faire paraître mon petit manuel sur les engrais chimiques, et tel est aussi le motif qui a décidé la Section de l'agriculture de l'Institut genevois à insérer dans le *Bulletin* les trois conférences que, sur la demande de son président, M. L. Archinard, j'y ai données sur *l'alimentation des végétaux*.

Ce sont ces trois conférences qui, tirées à part, forment une seconde édition considérablement augmentée de mon premier travail, publié en 1882.

F. BRUNO-GAMBINI.

Genève, Juillet 1885.

DE L'ALIMENTATION DES VÉGÉTAUX

CONFÉRENCES

Données à l'Institut National Genevois (Section d'Agriculture)

Par F. BRUNO-GAMBINI

I

Alimentation des végétaux.

L'agriculture a fait ces dernières années de grands progrès au point de vue des travaux mécaniques et de la perfection des instruments qui remplacent avantageusement la main de l'homme, mais elle n'a pas suivi la même marche progressive dans ce qui a trait à l'alimentation des végétaux, et à la fertilisation du sol.

En particulier, les engrais chimiques ou minéraux sont mal employés, ils ne sont pas du tout compris des agriculteurs, qui ignorent leur nature, leur mode d'agir, aussi sont-ils loin de remplir le rôle important qu'ils doivent avoir, et qui leur est réservé du moment qu'on les emploiera avec discernement et intelligence.

Pour qu'ils remplissent ce rôle, pour qu'ils complètent l'action du fumier de ferme et le remplacent dans quelques cas avec avantage, il faut que les agriculteurs soient à même de s'en servir avec connaissance de cause et qu'ils sachent :

1^o Quelles sont les substances qui composent soit le fumier de ferme, soit les engrais dits chimiques ou minéraux ;

2^o Quelle est la fonction que remplit chacune d'elles dans le développement des végétaux.

Les leur faire connaître, tel est, comme je l'ai dit dans mon introduction, le but que je me suis proposé.

Mais, avant d'aborder cette question de l'alimentation des végétaux, il est nécessaire de dire quelques mots sur les conditions générales qui président à leur vie.

II

Conditions générales de la vie des végétaux.

La vie chez les végétaux s'accomplit dans deux milieux bien différents.

Elle s'accomplit dans l'*air* au moyen des *feuilles*.

Elle s'accomplit dans la *terre* par le secours des *racines*.

Avant donc de parler des engrais, c'est-à-dire des substances qui, enfouies dans le sol et absorbées par les racines, alimentent les plantes, il faut d'abord parler de l'air et des corps qu'il renferme, car cet air fournit à ces mêmes plantes la plus grande partie de leur nourriture, et leur est aussi nécessaire qu'il l'est à la vie de l'homme, et à celle des animaux.

L'air est un composé de deux substances invisibles : l'*oxygène* et l'*azote* qu'on appelle *gaz*. Ces deux gaz y sont à

l'état de simple mélange (1). Mais qu'un orage éclate dans l'atmosphère, qu'une étincelle électrique, la foudre, traverse ce mélange d'azote et d'oxygène, instantanément ces deux gaz *se combineront* pour former un corps nouveau qui ne ressemble en rien à ceux dont il est formé : l'*acide azotique* ou nitrique.

Cette union des deux gaz de l'air sous l'influence de l'électricité est, au point de vue de l'alimentation des végétaux, un phénomène des plus importants. Nous y reviendrons plus tard.

Un gaz ou un corps gazeux, ou une vapeur, est une substance qui ne peut être saisie avec la main et que l'œil ne peut voir, mais dont les effets sont palpables et visibles.

Que l'air, par exemple, soit violemment agité, ses effets très souvent désastreux seront visibles, sans que l'air lui-même ait cessé d'être invisible.

L'air renferme toujours de l'eau qu'il prend aux rivières, aux lacs, aux mers. Il en absorbe, en pompe, une quantité d'autant plus grande qu'il est plus chaud.

Cette eau y est à l'état de vapeur, c'est-à-dire qu'elle y est invisible, mais que la température, par une cause quelconque, vienne à s'abaisser, à se refroidir, cette vapeur se condensera et se transformera en brouillards, en pluie, en grêle, toutes choses palpables et visibles.

Une autre substance est mélangée avec l'air, c'est le gaz que produit le bois ou le charbon quand il brûle ; de là son

(1) Que l'on remplisse une bouteille d'eau bouillie dont tout l'air a été chassé par l'ébullition, que l'on la vide à moitié, qu'on la bouche et qu'on l'agite fortement, l'air qui est dans la bouteille se dissoudra dans l'eau ; mais l'eau aura dissous plus d'oxygène que d'azote. Preuve que l'air est un mélange.

nom de *gaz du charbon*, ou de *gaz acide carbonique* ou d'*acide carbonique*. (1)

Ce gaz est également invisible, même lorsqu'il est dans l'air à des doses très élevées, mais ses effets ne le sont pas. Impropre à la respiration, il tue promptement par asphyxie l'homme et tous les animaux.

Il s'oppose également à toute combustion, et c'est sur cette propriété que repose l'action des *extincteurs*, appareils qui dégagent à un moment voulu une grande quantité d'acide carbonique, et qui sont employés avec le plus grand succès pour combattre tout commencement d'incendie.

C'est également en se basant sur cette propriété d'éteindre tout corps en combustion que l'on recommande de ne jamais pénétrer, sans avoir à la main une chandelle allumée, dans une cave où se trouve du moût en fermentation, dans des puits, dans des cavernes, depuis longtemps fermés, et où le gaz pourrait s'être accumulé.

Si la flamme s'éteint ou seulement pâlit et se raccourcit, c'est la preuve que l'acide carbonique s'y trouve en assez grande quantité pour tuer par asphyxie. Il faut alors le chasser ou le détruire en établissant un fort courant d'air, ou en recourant à des substances qui l'absorbent, telles que l'eau de chaux ou l'alcali volatil.

C'est encore au gaz acide carbonique que les vins de Champagne, les limonades, les eaux gazeuses, la bière doivent la propriété de mousser, ce gaz dissous dans ces liquides se dégageant en grande partie dès que le bouchon qui le comprime est enlevé.

Cet acide se dissout, en effet, dans l'eau et ce n'est qu'à cet état de solution qu'il est absorbé par les racines des végétaux.

(1) L'acide carbonique est formé par l'union, la combinaison de l'oxygène avec le charbon appelé en chimie *carbone*.

Enfin l'air contient toujours une très petite quantité de *carbonate d'ammoniaque*, substance volatile et très fertilisante, contenant de l'azote et qui se dégage principalement des substances animales en décomposition.

La première preuve en a été donnée par M. de Saussure qui exposa à l'air des cristaux d'*alun pur* et les trouva plus tard transformés en cristaux d'*alun ammoniacal*. Remarquable observation que dans ces dernières années de nombreuses analyses de l'air ont confirmée (1).

Quant à l'air pur, c'est-à-dire à l'air privé de *vapeur d'eau*, d'*acide carbonique* et de *carbonate d'ammoniaque*, il se compose de deux gaz, (dont l'un, comme nous l'avons dit, se nomme *oxygène* et l'autre *azote*), et cela dans les doses en chiffres ronds de 80 azote pour 20 d'oxygène.

Cette disproportion entre l'oxygène et l'azote est digne de notre attention, elle l'est d'autant plus que ce dernier gaz est impropre à la vie des végétaux comme à celle des animaux, ce qu'indique du reste son nom, le mot *azote* signifiant : *sans vie, qui prive de vie*.

N'était-ce point là une indication que l'oxygène est une substance des plus actives, trop active même, et qu'il devait, pour ne pas nous être nuisible par excès de puissance, être mélangé en doses déterminées par le Créateur avec un autre gaz pour ainsi dire inerte et destiné à en atténuer, ou à en modifier les fâcheux effets ?

C'est ce que la science a confirmé. Elle a montré que c'était une illusion que de croire qu'une plus grande dose d'oxygène dans l'air eût donné, avec leur organisation actuelle, aux plantes un plus grand développement, et aux diverses

(1) THÉODORE DE SAUSSURE. *Recherches chimiques sur la végétation*.

fonctions de l'homme et des animaux une vitalité plus énergique (1).

C'est ce qui ressort de nombreuses expériences faites avec ce gaz pur et sans mélange, dont l'emploi a passé dans la pratique de la médecine. Respiré par le moyen d'un inhalateur, il est à l'essai pour la guérison de quelques maladies et réussit très bien dans les cas d'asphyxie provenant d'un air trop raréfié, ou vicié par le gaz de l'éclairage, par celui des fosses d'aisance, et celui des vapeurs de charbon.

(1) Voici les effets censés produits par la respiration de l'air contenant une plus grande quantité d'oxygène, tels que les décrit M. Jules Verne dans son ouvrage intitulé : *La fantaisie du docteur Ox*. Ce docteur, chargé par une petite ville des Flandres d'y introduire le gaz de l'éclairage, fut pris du caprice d'étudier quelles seraient les conséquences d'un excès d'oxygène que respireraient ses habitants. Après donc que la pose des tuyaux fut terminée, M. le docteur Ox profita d'un bal donné chez un banquier pour faire ses expériences et envoyer son oxygène.

« Ces réunions paisibles, dit *l'auteur*, n'avaient jamais amené d'éclat
« fâcheux. Pourquoi donc, ce soir-là, les sirops semblèrent-ils se transformer
« en sirops capiteux, en champagne pétillant, en punchs incendiaires ?
« Pourquoi au milieu de la fête, une sorte d'ivresse inexplicable gagna-t-elle
« tous les invités ? Pourquoi le menuet dériva-t-il en saltarelle ? Pourquoi
« les bougies brillèrent-elles d'un éclat inaccoutumé. Peu à peu l'animation
« du bal s'augmentait. Les pieds s'agitaient avec une frénésie constante.
« Les figures s'empourpraient comme des faces de Silènes. Les yeux bril-
« laient comme des escarboucles. Et quand l'orchestre entonna la valse du
« *Freyschütz* ! lorsque cette valse si allemande et d'un mouvement si lent,
« fut attaquée à bras déchainés par les musiciens, ah ! ce ne fut plus une
« valse, ce fut un tourbillon insensé, une rotation vertigineuse. Puis un
« galop, un galop infernal, pendant une heure, sans qu'on pût le détourner,
« sans qu'on pût le suspendre, entraîna dans ses replis, à travers les salles,
« les salons, les antichambres, par les escaliers, de la cave au grenier de
« l'opulente demeure, les jeunes gens, les jeunes filles, les pères, les
« mères, les individus de tout poids, de tout âge, de tout sexe, etc. »

Si l'on excepte ces quelques cas médicaux où les poisons peuvent devenir des remèdes, l'oxygène pur tue tous les animaux comme tous les végétaux, et s'oppose à la germination de ces derniers.

Mais si trop d'oxygène tue, trop peu laisse mourir par asphyxie. C'est ce qui arriverait (et est déjà arrivé) à des personnes qui s'élèveraient (en ballon par exemple), à une hauteur telle, que l'air qu'elles respireraient ne contient plus, vu sa raréfaction, assez d'oxygène.

Ce ne sont donc pas les propriétés de l'oxygène pur que nous allons passer en revue, mais celles de l'oxygène, sagement affaibli par son mélange avec quatre parties d'azote et approprié à nos organes et à ceux des végétaux.

Vu leur importance, ces propriétés doivent être connues de tous les agriculteurs.

III

Oxygène.

Tout être vivant meurt s'il est privé de ce gaz. Aucun germe, aucune graine, ne se développe s'il manque d'oxygène. Une semence mise trop profondément en terre ne lève pas, mais elle se développera, si plus tard, même après bien des années, elle vient à être ramenée près de la surface du sol et soumise à l'influence de l'air (1).

(1) Une graine peut être conservée longtemps sans altération dans un terrain sec. De là l'utilité de faire passer le rouleau sur une terre ensemençée. En durcissant la couche superficielle du sol, on conserve l'humidité intérieure favorable au développement de la graine.

Les grands travaux occasionnés par la construction des chemins de fer, confirment chaque jour la vérité de cette observation.

Dans ces terrains si profondément remués, dans ces remblais, on voit souvent pousser des plantes qui depuis longtemps avaient disparu de la localité, ou de la contrée, et dont les graines trop profondément enterrées, et, hors de l'action de l'oxygène, n'avaient pu germer.

Une semence, comme l'a le premier démontré M. Th. de Saussure, germe dans l'eau ordinaire qui contient de l'air, et, par conséquent de l'oxygène. Elle ne germe pas dans celle dont l'ébullition a chassé l'air, et y meurt comme le poisson meurt dans l'eau privée d'oxygène, dans l'eau bouillie.

Ce gaz est également nécessaire à l'éclosion des œufs. Aussi pour conserver ceux des oiseaux de basse-cour, emploie-t-on de nombreuses méthodes, qui, toutes ont le même but : celui de les soustraire le plus possible à l'oxygène de l'air.

L'oxygène est aussi nécessaire aux racines.

Celles qui ne sont pas suffisamment aérées, prennent peu de développement, et la plante qu'elles doivent nourrir en prend elle-même fort peu. C'est ce qui a lieu pour les végétaux dont les racines sont placées en terre à une trop grande profondeur, ou sont mises dans un terrain qui, comme quelques espèces d'argile, est peu pénétrable par l'air.

Il faut alors pour en donner aux racines, recourir à la *plantation en butte*. Pour cela on place les racines des plantes, et, surtout celles des arbustes, immédiatement sur le tapis végétal du sol, on les entoure d'un petit monticule de terre substantielle, de terreau, que l'on recouvre par des plaques

de gazon retournées, et que l'on solidifie par l'addition d'un peu de terre qui achève la butte (1).

Ce sont en effet les racines superficielles et horizontales qui jouent le plus grand rôle dans la nutrition des végétaux, et c'est sur cette observation qu'est fondé un procédé plus spécialement employé pour la vigne, et pour les arbres fruitiers.

Il consiste à transformer les racines pivotantes, et qui s'enfoncent verticalement dans le sol, en racines horizontales. Pour cela on retire de terre, après la première année, le végétal qu'on a obtenu par semis, et l'on coupe au milieu de sa longueur, la racine pivotante. Celle-ci ne tarde pas à émettre des racines horizontales.

On répète la même opération l'année suivante, puis on met la plante ainsi traitée à sa place définitive.

Grâce à la transformation de la racine pivotante en racines horizontales, et, plus rapprochées de la surface de la terre, le végétal ne tarde pas à prendre un grand développement et à se mettre à fruit, à un âge où la même plante laissée à racine pivotante n'aurait donné aucun produit.

C'est encore sur cette observation que repose le conseil de M. Guyot. Ce célèbre viticulteur recommande de n'enfoncer les boutures de vigne qu'à peu de profondeur. La vigne « dit-il, se stérilise, à proportion de la profondeur de la culture « qu'on lui impose. Plus une bouture est placée profondément, « plus la récolte se fait attendre. A 0^m,15, elle produit la « deuxième année ; à 0^m,30 et 0^m,40, elle ne produit que la « troisième année ; à 0^m,50 et 0^m,60, à la quatrième année ; « à 0^m,70 et 0^m,80 à la cinquième seulement. »

(1) *Journal d'agriculture pratique* du 3 novembre 1884.

L'art de planter les arbres, par M. le baron de Manteuffel. Librairie Rothschild, rue des Saints-Pères, Paris.

Sans la présence de l'air, aucune décomposition, aucun fermentation n'a lieu et, c'est sur ce fait qu'est fondée une industrie qui prend chaque jour plus d'extension: *l'industrie des conserves, soit de viandes, soit de fruits, soit de légumes.*

Il suffit, en effet pour conserver une substance quelconque, de la priver d'oxygène, en l'enfermant dans des vases de fer-blanc, ou de verre, en les plongeant ensuite dans l'eau bouillante, qui en chasse l'air, puis en les fermant immédiatement par une soudure, ou par du caoutchouc.

C'est également à la privation de l'oxygène de l'air que l'on a recours pour conserver le marc de raisins destiné à faire de l'eau-de-vie, et pour la conservation sous le nom d'*ensilage*, des fourrages et des fruits de la terre.

Mais l'action la plus importante que l'oxygène exerce, est celle par laquelle il se combine avec *le charbon, et avec les matières végétales (dont la composition peut être représentée par de l'eau et du charbon) pour former de l'acide carbonique.*

Cette union, cette combinaison se fait de différentes manières.

1^o Elle a lieu, avec une *chaleur intense, et par conséquent avec lumière* dans la combustion du bois, et du charbon, telle qu'elle s'opère dans nos foyers.

2^o Elle a lieu, avec une *chaleur modérée et par conséquent sans lumière*, dans la respiration de l'homme, et, des animaux, respiration qui donne naissance à une véritable combustion.

L'oxygène de l'air qui pénètre à chaque aspiration dans leurs poumons, y rencontre le *sang veineux ou noir*, se combine avec l'excès de charbon qu'il contient, le brûle, c'est-à-dire le transforme en acide carbonique qui est rejeté par l'expiration. Le sang débarrassé de son excès de carbone, devient alors *rouge vermeil*. C'est le sang artériel.

3^o Enfin, elle s'opère avec un *développement de chaleur*

encore moins appréciable dans les combinaisons que l'oxygène forme avec le carbone des matières végétales : bois, feuilles, paille, graines, etc.

Si cependant ces matières végétales, ces graines, étaient réunies en une certaine quantité, si elles étaient humides, les petites doses de chaleur produites par la combinaison de l'oxygène avec le charbon, pourraient, additionnées, constituer une haute température, comme cela arrive quelquefois dans les fermes avec le foin, et dans les brasseries, avec la germination de l'orge destinée à produire le malt pour la bière.

Le résultat définitif de cette union de l'oxygène avec les matières carbonées, est la transformation, ou la décomposition de la matière attaquée, et la création d'acide carbonique.

Ce gaz qui se dégage ainsi de toutes parts, de la combustion du bois et du charbon, de la respiration des animaux, et de la décomposition des végétaux, puis qui se mêle avec l'air, devait nécessairement finir par le vicier, et le rendre dangereux à respirer.

Il fallait donc qu'à ces causes nombreuses qui créent du gaz acide carbonique aux dépens de l'oxygène de l'air, fût opposée une cause de destruction de ce même gaz.

Or ce sont les végétaux que le Créateur a chargés de ce rôle.

Leurs feuilles par leur matière verte (chlorophylle), et sous l'influence de la lumière du soleil, absorbent, puis décomposent ce gaz carbonique, s'emparent de son charbon qu'elles emmagasinent, et dont elles se nourrissent, et mettent en liberté l'oxygène qui, rendu à l'air, en rétablit la composition normale (1).

(1) C'est à un naturaliste genevois, *M. Bonnet*, qu'est due cette découverte, 1749. Plus tard, en 1771, un chimiste anglais, *M. Priestley*, continua

C'est ainsi que la houille que nous consommons en si grande quantité, n'est que le produit de la décomposition de l'acide carbonique qu'ont absorbé, il y a des siècles, ces innombrables végétaux qui couvraient alors certaines parties de notre globe.

Ils ont emmagasiné le charbon et rejeté l'oxygène dans l'air.

Le charbon de bois que nous brûlons aujourd'hui provient de la décomposition de l'acide carbonique contenu dans l'air, et l'acide carbonique qu'il produit en brûlant sera peut-être demain décomposé par quelque végétal d'un pays lointain.

Cette fonction des feuilles : *d'aspirer par leurs pores l'acide carbonique, de le décomposer, puis de retenir comme aliment le charbon, prouve clairement qu'elles sont les poumons et l'estomac des végétaux.*

Il est vrai qu'ils se nourrissent aussi par leurs racines, mais dans l'acte de la nutrition, ce sont les feuilles qui jouent le principal rôle.

C'est ce qu'a démontré M. Th. de Saussure. Il constata qu'un tournesol parvenu à toute sa croissance, n'avait pris au sol par ses racines que vingt parties de charbon, et, que les quatre-vingts autres avaient été prises à l'acide carbonique de l'air.

les expériences de M. Bonnet, et constata que l'air vicié par la respiration des animaux était rétabli sain et salubre par le dégagement d'oxygène que produisent les feuilles. Restait à démontrer d'où venait cet oxygène et à prouver qu'il ne vient pas des plantes elles-mêmes, mais de la décomposition de l'acide carbonique de l'air avec lequel elles sont en contact, qu'elles gardent le carbone et laissent échapper l'oxygène qui se répand dans l'atmosphère. C'est ce que fit M. *Senebier*, aussi de Genève.

Les expériences constatant la décomposition de l'acide carbonique par ses feuilles ont été, et sont chaque année, répétées dans les cours publics de la chimie appliquée à l'agriculture.

D'autres expériences plus récentes ont confirmé ce fait : que l'acide carbonique qui se trouve dissous dans le sol, que celui qui provient de la décomposition des engrais et que les racines absorbent, sont absolument insuffisants pour l'entretien des plantes. Il faut de plus qu'elles s'emparent de celui qui est dans l'air (1).

De ce qui précède, on peut conclure qu'il faut agir avec prudence et discernement dans toutes les opérations, qui ont pour but d'ôter des feuilles à un végétal. C'est ce que l'on ne fait pas toujours.

Bien des cultivateurs, en effet, pensent qu'en ôtant les feuilles, ils forcent la sève à se porter sur les fruits; oui, cela peut avoir lieu pour la sève déjà formée, mais cette sève employée, il s'en formera beaucoup moins de nouvelle, car sa formation est en proportion du nombre des feuilles, que l'on a nommées avec raison *appelle-sève*, *forme-sève*.

Puis les sucres ascendants qui partent des racines ne contiennent relativement que peu de sels, et peu de gaz en solution, c'est surtout dans les feuilles et par le travail qui s'y opère qu'ils se modifient, s'enrichissent, se complètent et se changent en sucres nourriciers, qui constituent la sève descendante, qui est celle qui alimente le végétal tout entier, tiges, fruits, racines.

De très nombreuses expériences ont démontré que tel est bien le rôle des feuilles.

M. de Gasparin, dans son *Cours d'agriculture*, cite les essais que fit M. Leclerc sur l'effeuillage de sa vigne qu'il effectua à trois époques différentes.

Il fit le premier effeuillage au moment où les raisins com-

(1) M. CAILLETET. *Comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris*, T. LXXIII.

mençaient à se former. Cet effeuillage donna naissance à beaucoup de faux bourgeons, et à leur développement, mais ne fit rien quant aux grappes.

Le second fait à l'époque où les extrémités des sarments ralentissaient leur marche, arrêta le développement de ces mêmes grappes, et cela d'une manière d'autant plus marquée qu'on avait laissé moins de nœuds au-dessus des raisins.

Enfin plus tard, en septembre, quand il semblait que l'exposition des grappes au soleil, devait être avantageuse à leur maturité, le pincement eut pour effet de nuire au développement de ces mêmes grappes, et quoique celles-ci fussent plus colorées, de diminuer leur quantité de sucre.

M. le professeur Macagno, dans un travail sur les fonctions des feuilles de la vigne, a constaté que ce sont dans les feuilles que se forment, et la crème de tartre, et le sucre, et plus particulièrement dans les feuilles les plus élevées des branches à fruit.

Ce sucre ainsi formé passe dans les tiges, puis dans les fruits, et sa production dans les feuilles progresse avec la quantité de sucre que contient la grappe de raisin, diminue, et cesse avec sa maturité.

Voici une de ses expériences.

Un kilog. de raisins provenant de *ceps pincés* a donné 581 gr. de moût, 140 gr. de sucre, 27 milligr. acide tartrique et crème de tartre.

Un kilog. de raisins provenant de *ceps non pincés* a donné 620 gr. moût, 175 gr. sucre, 26 milligr. acide tartrique et crème de tartre.

Le pincement a donc fait diminuer, et la quantité de moût, et celle du sucre qu'il contient (1).

(1) MACAGNO. *Comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris*. T. LXXXV, p. 763.

Des expériences du même genre ont été faites sur les feuilles de vigne par *M. Petit*, et elles ont donné les mêmes résultats.

M. Matthieu de Dombasle, pour procurer de la nourriture à son bétail, fit effeuiller une partie de ses betteraves, mais cette suppression des feuilles quoique modérée, diminua le poids du sucre de cette racine.

MM. Corenwinder et Contamine ont également constaté que les feuilles de betterave forment le sucre de cette plante, et qu'en les ôtant l'on diminue le sucre qui doit s'accumuler dans les racines, le sucre formé étant en relations avec la quantité et la grandeur des feuilles (1).

Des pommes de terre dont on avait supprimé une partie des feuilles pour les brûler et faire de la potasse, contenaient moins d'amidon que celles que l'on avait laissées intactes.

Des observations de la même nature ont été faites par *M. Dehérain* et par *M. Boussingault*. Voici les conclusions de ce dernier.

« En envisageant la vie végétale dans son ensemble, on
« voit que ce sont les feuilles qui élaborent l'amidon et le
« sucre aux dépens de l'acide carbonique, et de l'eau qu'elles
« absorbent. Ces matières sont ensuite réparties dans les
« différentes parties de la plante.

« Dans le maïs, dans le froment, l'accumulation des prin-
« cipes sucrés a lieu dans la tige jusqu'à l'époque de la flori-
« son ; et tout ce qui a été accumulé disparaît pour la forma-
« tion de la graine.

« Dans la betterave, le réceptacle est la racine charnue.
« Mais quand il n'y a ni tige, ni racines, où se dépose la

(1) *MM. CORENWINDER et CONTAMINE. Comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris. T. LXXXVII, p. 221.*

« matière sucrée élaborée par les feuilles ? Dans les feuilles
« elles-mêmes qui prennent alors une extension considérable.

« L'agave americana en est un exemple frappant. Les
« feuilles de ce végétal partent toutes du collet de la racine,
« elles atteignent jusqu'à deux mètres de longueur, vingt
« centimètres de largeur, et un décimètre d'épaisseur au
« point d'attache. Pendant quinze à vingt ans, ces feuilles
« élaborent et accumulent du sucre, jusqu'au moment où la
« hampe, qui peut s'élever jusqu'à cinq ou six mètres et qui
« doit porter fleurs et fruits commence à pousser. En coupant
« cette hampe, et en empêchant la reproduction de la graine,
« l'Indien se procure la sève sucrée qui lui sert à faire une
« boisson enivrante.

« Un agave rend en quatre mois environ cent kilogrammes
« de sucre que ses feuilles ont préparé et conservé pendant
« tant d'années (1). »

Sans donc tomber dans l'extrême contraire, et proscrire tous les pincements, il faut en être sobre, les faire avec réflexion et intelligence, sans jamais oublier que c'est par les feuilles que les plantes respirent, et que c'est aussi en très grande partie par elles, qu'elles se nourrissent, et que se forment les différents produits particuliers aux diverses espèces de végétaux.

IV

Fumier de ferme.

Les conditions générales nécessaires à la vie des végétaux étant connues, nous pouvons parler des engrais proprement

(1) M. BOUSSINGAULT. *Mémoire sur les fonctions des feuilles*. Comptes rendus, *ut supra*. T. LXI, p. 664.

aits, c'est-à-dire des substances qui, enfouies dans le sol, puis dissoutes dans l'eau et absorbées par les racines, servent de nourriture aux plantes.

L'engrais le plus usité, le plus important, celui dont tant d'années ont consacré l'efficacité est le fumier de ferme.

On désigne sous ce nom l'engrais formé par la paille et par diverses substances végétales employées comme litière pour les animaux, et imprégnées de leurs excréments et de leurs urines.

Ce mélange mis en tas et abandonné à lui même ne tarde pas à fermenter. Les matières animales, vu l'azote qu'elles contiennent, se décomposent les premières et donnent principalement naissance à un corps azoté : l'*ammoniaque*, dont l'odeur piquante est bien connue, et qui est aussi appelé alcali volatil, vu sa propriété de s'évaporer promptement et de se perdre dans l'air.

Les matières végétales, que l'on peut regarder comme formées d'eau et de charbon, entrent ensuite en décomposition, par l'élévation de température que développe la fermentation des matières animales, elles perdent de l'eau qui s'évapore, deviennent ainsi plus riches en charbon, et se changent peu à peu en une matière noirâtre, d'une composition très complexe, appelée *terreau* (en latin *humus*).

Si on laisse le fumier se *faire*, se *consommer*, ce terreau, sous l'influence de l'ammoniaque, change de nature, devient acide, et forme avec cet ammoniaque une combinaison aussi très complexe qu'on a appelée *humate d'ammoniaque*. Cette nouvelle combinaison est soluble dans l'eau, comme la plupart des humates provenant de l'union de l'acide humique avec la *potasse* et la *chaux*.

La matière noire qui constitue dans le fumier fait ce qu'on appelle : le *beurre noir*, les eaux qui découlent des tas :

le *purin*, doivent leur couleur brun foncé, à cet humate d'ammoniaque, combinaison d'ammoniaque, et de charbon rendu soluble.

Cet humate d'ammoniaque dissous dans l'eau contient toujours, d'après M. Th. de Saussure, des matières minérales, c'est-à-dire, des sels de potasse, des sels de phosphore, de chaux, de fer, etc., d'où il ressort que le purin, ou l'eau qui a dissous du beurre noir, renferme une *matière azotée*: l'ammoniaque, une *matière végétale*: le charbon devenu soluble, et enfin les *matières minérales désignées ci-dessus*: substances, toutes des plus fertilisantes, et qui donnent l'explication de la grande valeur du purin.

Cette observation de l'illustre savant genevois a été confirmée par de nombreux et récents travaux et en particulier par ceux de M. Rissler (1) et par ceux du directeur en France de la station agronomique de l'Est, M. Grandeau, qui a constaté:

1^o Que la fertilité d'un sol est liée à la quantité d'aliments minéraux (potasse, chaux, phosphate, silice) que renferme l'humate d'ammoniaque, c'est-à-dire la matière végétale carbonée combinée à l'ammoniaque.

2^o Que les matières végétales et carbonées ainsi rendues solubles sont dans la nature le véhicule, le mode de trans-

(1) D'après M. *Risler*, directeur de l'Institut agronomique, l'acide humique exerce une action particulière sur la silice, l'oxyde de fer, le phosphate et le sulfate de chaux et les rend solubles. En mélangeant de l'acide humique avec du plâtre, on rend non seulement le plâtre plus soluble dans l'eau, mais on rend aussi l'acide plus soluble. La chaux, la potasse, provoquent également la transformation de l'acide humique peu soluble, en acide humique plus soluble, puis sa combinaison avec ces substances et la formation d'humates solubles. (Archives de la Bibliothèque universelle de Genève, 1858)

port, des aliments minéraux qu'elles extraient de la terre pour les présenter aux végétaux comme nourriture absorbable.

3° Que les sols fertiles offrent les éléments nutritifs aux végétaux sous la forme où nous les offre le fumier de ferme et surtout le purin (1).

Dans le fumier *qui n'est pas fait, qui n'est pas consommé*, dans le fumier *pailleux*, les matières végétales qui n'ont pas été attaquées et modifiées par l'ammoniaque passent, mises en terre, à l'état de terreau.

L'étude de cette substance, dont nous indiquerons bientôt les remarquables propriétés, nous permettra alors de déterminer le rôle que joue le fumier de ferme, qui sur 100 kil. contient :

80 k.,000 à 76 k.,650 eau,

13 k.,300 à 14 k.,000 matières végétales,

0 k.,490 à 0 k.,650 potasse,

0 k.,400 à 0 k.,600 azote,

0 k.,180 à 0 k.,300 phosphore,

0 k.,560 à 0 k.,900 chaux,

6 k.,570 à 6 k.,000 matières minérales qui se trouvent dans tous les terrains en quantité suffisante pour que l'on n'ait point à s'en préoccuper et à les ajouter dans les engrais que l'on donne au sol.

Comme on le voit par ces chiffres, le fumier n'a pas toujours la même composition, ce résultat pouvait être prévu et bien des causes l'expliquent. Nous ne signalerons que les deux principales, qui sont : l'espèce d'animaux que le propriétaire possède et le genre de nourriture qu'il leur donne. Le

(1) M. GRANDEAU. *Recherches sur les matières végétales au point de vue de la nutrition des plantes*. Comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris. T. LXXIV, p. 988.

cheval, par exemple, d'après M. Boussingault, produit un fumier qui renferme en *azote*, en *potasse*, en *phosphore* et en *chaux* une dose double de celle que contient le fumier de vache.

Quant à l'influence de la nourriture, elle est aussi très grande. C'est ainsi que les matières fécales qui proviennent d'une caserne, où la quantité de viande qu'un homme consomme chaque jour est réglementée, sont beaucoup moins riches en potasse et surtout en azote et en phosphore, que celles qui proviennent d'un riche hôtel, l'alimentation étant bien différente dans ces deux espèces d'établissements.

En général, la valeur d'un fumier s'estime d'après sa richesse en azote, aussi cette substance est-elle souvent désignée sous le nom de *principe ou élément du fumier*, et un terrain pauvre est celui qui contient peu d'azote.

C'est ce que n'admettait pas le célèbre chimiste Liebig. Selon lui, ce ne seraient que les matières minérales, la *potasse*, le *phosphore* et la *chaux* qui seraient importantes dans le fumier de ferme. Ce n'est pas qu'il ne reconnaisse, tout le premier, les qualités fertilisantes de l'azote, mais en donner à la terre c'est, dit-il, chose superflue, ce corps se trouvant en assez grande quantité dans l'air pour nourrir les végétaux, et la terre cultivée contenant toujours des doses considérables de matières azotées.

Pour combattre cette opinion erronée, et pour démontrer combien il est nécessaire d'ajouter de l'azote aux matières qui doivent servir d'engrais, et l'utilité de l'azote dans le fumier de ferme (malgré celui que contiennent l'air et la terre) de nombreuses expériences furent faites pendant de nombreuses années, par MM. Lawes et Gilbert. Nous en parlerons plus tard. Pour le moment nous ne citerons que celle de M. Boussingault, *qui voulut consulter l'opinion des plantes sur l'utilité de l'azote dans le fumier*.

Ne pouvant les faire voter, il fit pour connaître leur opinion l'essai suivant :

Il sema de l'avoine dans un are de terrain pauvre, et il y enfouit 500 kilogrammes de fumier. A la récolte un grain d'avoine en rapporta 14.

Puis après avoir brûlé 500 kilogrammes de ce même fumier, et après en avoir recueilli les cendres qui renferment toutes les substances minérales qu'il contient, il les mit comme engrais dans un are de ce même terrain pauvre, et y sema la même quantité d'avoine. A la récolte un grain n'en donna que 4.

Cette expérience est des plus concluantes. Elle prouve que les cendres du fumier qui ne contiennent point d'azote puisqu'il s'est dissipé à l'état de gaz pendant la combustion, ne peuvent remplacer le fumier, qui lui a conservé tout son azote.

Quant au rôle que le chimiste allemand assigne aux substances minérales : *potasse*, *phosphore* et *chaux*, il fut aussi l'objet de nombreux travaux qui tous confirmèrent leur importance. Ce fut ainsi que cet illustre savant, même en s'étant trompé sur la question de l'azote, contribua à la création de l'industrie des engrais chimiques qui consiste dans la préparation et dans le mélange de substances et plus particulièrement de sels contenant de la potasse, du phosphore et de la chaux, auxquels on eut, bien entendu, grand soin d'ajouter des sels d'azote.

Destinés dès le principe à remplacer le fumier de ferme, ces engrais sont aujourd'hui plus généralement employés à compléter son action.

Les substances qui les composent, réunies toutes les quatre, mais chacune d'elles pouvant varier dans ses doses, constituent ce que M. G. Ville appelle *l'engrais complet*, et ce n'est

que sous cette condition d'engrais complet que l'on peut juger de l'efficacité de l'azote, de la potasse, du phosphore et de la chaux qui le composent.

Ce propagateur des engrais chimiques ou minéraux recommande l'engrais complet, soit l'emploi des quatre substances réunies, en se basant sur de nombreuses expériences qui lui ont toutes démontré que si deux de ces substances réunies ont pour effet utile de donner un produit évalué à six ou à huit, elles peuvent, mélangées toutes les quatre, en donner un s'élevant jusqu'à trente ou quarante.

Mais comment convaincre les agriculteurs de l'efficacité et de la puissance fertilisante de ces quatre corps ?

Le moyen est des plus simples et à la portée de tous.

Ils n'ont qu'à mettre une ou plusieurs plantes dans des vases ou dans des caisses remplis non avec du terreau ou de la terre, mais avec de la brique pilée qui ne contient aucune substance qui puisse servir d'aliments aux végétaux.

Puis ensuite à arroser ces plantes avec des sels de potasse, de phosphore, d'azote et de chaux dissous et à la faible dose d'un gramme du mélange dans un litre d'eau (un kilog.).

Après quelques arrosages, ils ne tarderont pas à voir que ces plantes l'emportent de beaucoup sur celles de la même espèce, mises dans des vases pleins de terre ou même de terreau, mais qui n'auront pas été arrosées avec de l'eau contenant les quatre substances désignées.

C'est à ce mélange qu'a eu recours un des premiers, M. le Dr Jeannel.

Voici comment ce professeur s'exprime dans une conférence publique tenue à Paris.

« Je mets sous vos yeux, dit-il à ses auditeurs, les expé-

« riences faites il y a deux mois, dans une serre du jardin
« d'acclimatation, et dans mon appartement.

« J'ai pris deux échantillons de chacune des plantes que je
« vous montre. L'un a été mis dans un vase plein de terreau,
« l'autre dans un vase rempli de sable, mais arrosé avec le
« mélange des quatre substances préalablement dissoutes
« dans l'eau.

« Vous pouvez juger des heureux résultats que l'on obtient
« avec cette composition, par les *bégonias*, les *maïs*, les
« *avoines*, la *sauge cardinale*, le *pelargonium zonale*, le *tra-*
« *dascantia virginica* que je mets sous vos yeux.

« Les *maïs* plantés dans du sable, et arrosés avec cet
« engrais chimique, sont énormes; ils sont au moins trois fois
« plus développés, que ceux qui ont végété dans la terre.

« Le *pelargonium zonale* traité de la même manière, est au
« moins deux fois plus beau, et mieux fleuri, que celui qui
« est dans le terreau.

« Toutes les autres plantes, par la beauté de leur feuillage
« d'un vert sombre, par l'éclat de leurs fleurs, démontrent
« la supériorité de culture que donne cet engrais chimique.

« Le sol arrosé avec cet engrais ne s'épuise jamais. On lui
« rend ce que la plante lui prend, de sorte qu'on ne saurait
« prévoir à quelles dimensions parviendraient les plantes
« ainsi cultivées, même dans des vases très petits.

« Voici un lierre qui, mis dans un vase plein de terre,
« l'avait complètement épuisée, il était à moitié sec. Arrosé
« avec la solution des quatre corps de l'engrais chimique, il
« n'a pas tardé à se développer, et à lancer cinq à six pousses
« très feuillées, et de plus d'un mètre de longueur.

« Enfin, voici toute une série d'*arums*, de *petunias*, de *véro-*
« *niques*, de *fuchsias*, qui n'ont pas été rempotés.

« Toutes ces plantes sont plus belles, plus développées que

« celles de la même espèce, qui ont été cultivées dans le
« terreau, et arrosées avec de l'eau ordinaire. »

Telles sont les expériences que peut faire toute personne qui douterait de l'efficacité de ces quatre substances comme engrais.

Elle peut en faire une plus simple encore. Qu'elle remplace la brique pilée par de la mousse, qu'elle arrache délicatement une plante pour ne pas déchirer ses racines, qu'elle les lave à grande eau pour les dépouiller de toute leur terre, puis qu'elle place cette plante dans un vase, en ayant soin que ses racines soient bien étalées et pressées par la mousse, enfin qu'elle arrose cette mousse avec une solution de cet engrais au millième et cela tous les cinq à dix jours, de manière à ce qu'elle reste toujours humide, et elle verra la plante se développer, fleurir et porter des graines.

« L'expérimentateur sera alors probablement très étonné,
« et très surpris de voir une plante parcourir toutes les
« phases de sa vie végétale, germer et mûrir, quand ses
« racines croissent dans du sable calciné contenant à la place
« de terre et de débris végétaux, des sels d'une grande
« pureté, et qu'au moyen de ces sels, substances minérales,
« cette plante augmente progressivement en croissance et en
« poids (1). »

V

Ces remarquables résultats soulèvent une grave question qui est celle-ci :

(1) M. BOUSSINGAULT. *Comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris*. T. XLIV, p. 953.

Ces quatre substances, l'azote, la potasse, le phosphore et la chaux, ces quatre agents de la fertilité, comme on les appelle souvent, remplissent-ils identiquement le même rôle que le fumier de ferme ? Jouissent-ils des mêmes propriétés ?

Répondre affirmativement, ce serait prétendre que les substances végétales qui entrent dans le fumier de ferme en dose moyenne de 14 % ne servent à rien, et que les petites quantités d'azote, de phosphore, et de potasse, qu'il contient (1 1/2 kil. à 2 1/2 sur 100 kil.) jouent seules un rôle actif dans la fertilisation du sol.

C'est ce qu'admet M. G. Ville, qui, regardant les matières végétales comme inutiles, estime que les engrais chimiques sont supérieurs au fumier de ferme.

« On a prétendu, dit-il, jusqu'à ces dernières années, que le « fumier était le meilleur agent de la fertilité, nous soutenons « qu'en cela on a eu tort, il est possible aujourd'hui de com- « poser des engrais chimiques artificiels, qui lui sont supé- « rieurs, et, qui sont plus économiques. Grâce à eux, le « précepte : faites de la prairie pour avoir du bétail, et du « bétail pour avoir du fumier, n'est plus à suivre, car le « fumier rend moins, et coûte plus cher que les engrais « chimiques. »

Or, cette opinion de M. G. Ville est erronée, car les matières végétales, paille, feuilles, herbes, etc., loin d'être inutiles, remplissent dans la fertilisation du sol une fonction capitale et toute particulière.

C'est ainsi que dans le fumier consommé et à l'état de beurre noir, ces matières végétales changées en humates, probablement absorbables par les racines, tiennent en dissolution non seulement des substances minérales qu'elles ont rendues solubles, mais jouissent encore de la propriété de dissoudre celles qu'elles rencontrent dans la terre.

Les matières végétales qui, dans le fumier pailleux, n'ont pas été décomposées et dissoutes par l'ammoniaque, ne tardent pas, mises en terre et sous l'influence de la chaleur et de l'humidité, à se modifier à leur tour.

Formées d'eau et de carbone, elles perdent insensiblement, comme nous l'avons déjà dit, une partie de leur eau, augmentant ainsi leur poids en carbone et finissent par se changer en terreau.

Le terreau que l'on prépare dans les fermes, celui que l'on prend dans les forêts, dans les bruyères, lessivé avec de l'eau, donne, par l'évaporation de cette eau, un résidu, un extrait, plus ou moins considérable, contenant des sels d'azote, des sels de phosphore, des sels de potasse et de chaux, substances qui, comme nous l'avons également fait remarquer, sont les éléments constitutifs des engrais chimiques.

Ainsi à ce seul point de vue, les matières végétales complètement transformées en beurre noir, ou simplement changées en terreau, exercent une action fertilisante (1).

Mais là ne s'arrêtent pas les propriétés des matières végétales. Le terreau qui en résulte s'imbibe d'eau comme une éponge et la conserve avec beaucoup de force, ce qui est très favorable aux racines des végétaux (2).

(1) M. THÉODORE DE SAUSSURE. *Recherches chimiques sur la végétation*.

(2) Résumé des essais faits sur la quantité d'eau que prennent différentes terres :

100 parties de sable siliceux	ont absorbé	25 parties d'eau
— — — calcaire	—	29 —
— — de terre argileuse	—	70 —
— — — arable	—	52 —
— — — de jardin	—	89 —
— — de terreau	—	190 —

Il retient également, comme dans ses mailles, un grand nombre de sels minéraux, phosphates, sels de potasse, d'ammoniaque, etc. Ainsi emmagasinés, ces sels servent de réserve, et ne sont cédés aux plantes que peu à peu.

Cette absorption est un phénomène très remarquable. Que l'on verse, par exemple sur du terreau, soit du purin, soit de l'eau brune, provenant du fumier à l'état de *beurre noir*, on verra que le liquide qui le traverse en ressort incolore, dépourvu d'odeur et de la plupart de ses principes fertilisants.

Cette propriété absorbante donne l'explication de ce fait souvent observé : que les engrais chimiques exercent une action beaucoup plus grande sur les terres riches en terreau, que sur celles qui en contiennent peu. Dans ce dernier cas, les sels solubles de ces engrais descendent dans le sous-sol, et ne profitent pas aux racines, tandis que dans le premier, ils sont absorbés par le terreau, et ne sont très probablement cédés aux plantes que selon leurs besoins.

Quoique à un degré beaucoup moindre que le terreau, la terre en général, et surtout celle qui contient de l'argile ou de la marne, jouit de cette même propriété, propriété admirable, sans laquelle les principes nutritifs qui lui sont donnés comme engrais, la traverseraient comme à travers un filtre pour aller se perdre dans les profondeurs du sol. Il en résulterait que l'appauvrissement de la terre serait la conséquence des irrigations et des pluies.

Une application en grand de cette propriété a été faite dans la plaine de Genevilliers près de Paris. Deux des principaux égouts de cette ville se rendent sur les terrains de cette localité, les arrosent, les fertilisent, et leur font produire de magnifiques récoltes.

L'eau souillée d'immondices qui a enrichi ce sol en ressort limpide, sans odeur et pour ainsi dire potable (1).

C'est encore en se basant sur cette propriété que dans beaucoup de contrées, les agriculteurs stratifient le fumier avec de la terre, et forment des lits successifs de l'un et de l'autre. Les effets de ce mélange comme engrais sont absolument les mêmes que ceux que produit le fumier de ferme, sous la condition que l'on arrose de temps en temps les tas avec de l'eau, ou ce qui est mieux encore, avec du purin ou de l'urine.

Le terreau jouit encore de deux autres propriétés qui lui sont particulières. Etant très riche en charbon (carbone) il est attaqué par l'oxygène de l'air qui le change en acide carbonique que l'eau dissout.

Plus la terre est travaillée, c'est-à-dire, plus l'air peut y pénétrer, plus la formation de ce gaz est considérable, mais il ne faut pas l'oublier, plus la quantité de terreau diminue par sa transformation en acide carbonique. C'est là un fait qui ne souffre aucune exception et les cultivateurs qui ont voulu remplacer les engrais par des labours trop fréquents en ont fait la triste expérience. Leurs champs ont perdu en fertilité par la destruction du terreau (2).

C'est sous l'influence de cette combinaison de l'oxygène avec le charbon des végétaux, que selon les expériences de

(1) M. PAYEN. *Précis de chimie industrielle*. T. I, p. 94.

(2) M. BOUSSINGAULT. *Documents relatifs au mémoire sur la terre végétale considérée, dans ses effets sur la végétation*. Comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris. T. XLVIII. — M. BENEDICT DE SAUSSURE. *Voyage dans les Alpes en 1796*. T. V, p. 206.

M. Dehérain, les deux gaz de l'air *l'oxygène et l'azote*, s'unissent pour former de l'acide azotique (ou nitrique) (1).

Ainsi s'explique cette observation qu'avait faite au commencement de ce siècle M. Théodore de Saussure : que *le terreau doit créer aux dépens de l'air une substance azotée puisqu'il contient plus d'azote que n'en contiennent les végétaux dont il provient.*

M. Truchot qui a repris le travail de M. Dehérain est arrivé à cette conclusion : que la quantité d'acide azotique qui se forme dans un terrain est proportionnelle à la quantité de terreau qu'il renferme (2).

Selon M. Millon, cet acide azotique ne se forme qu'à la condition que le terreau contienne soit des substances potassiques, soit de la chaux, substances, nous l'avons vu, qu'il renferme toujours en plus ou moins grande quantité (3).

Enfin, selon M. Bertholot les deux gaz de l'air se combineraient sous l'influence de l'air électrisé (*l'ozone*) (4).

Mais si on se rappelle que sous l'action énergique de la foudre, les deux gaz de l'air se combinent pour former de l'acide azotique (nitrique), que cette même combinaison s'opère lorsqu'on fait passer une étincelle électrique à travers l'air contenu dans un fort tube de verre, si enfin on tient compte de ce fait : que toute combinaison chimique est accompagnée d'électricité, on peut conclure que c'est sous l'influence électrique résultant de la combinaison de l'oxygène avec le char-

(1) M. DEHÉRAIN. Professeur de chimie à l'Ecole d'agriculture de Grignon. (Comptes rendus, *ut supra*. T. LXXIII, p. 1352.)

(2) M. TRUCHOT. *Comptes rendus*. T. LXXXI, p. 945.

(3) M. MILLON. *Théorie chimique de la nitrification*. (Comptes rendus, *ut supra*. T. LI, p. 548).

(4) M. BERTHOLOT. *Comptes rendus*, T. LXXXV, p. 173.

bon, que les deux gaz de l'air, l'oxygène et l'azote, primitivement à l'état de simple mélange, s'unissent pour former de l'acide azotique (nitrique), substance comme nous le verrons, des plus fertilisantes (1).

Si maintenant nous revenons à cet acide carbonique que crée le terreau, nous voyons qu'une partie de cet acide dissous dans l'eau est absorbée par les racines des végétaux et sert de nourriture à la plante, l'autre partie réagit sur les corps insolubles de la terre, se combine avec eux, et les change en substances solubles, qui peuvent alors pénétrer dans l'intérieur des plantes et les alimenter.

La terre, en effet, il ne faut pas l'oublier est un mélange de nombreuses substances qui varient en qualités et en quantités suivant les terrains. Tantôt la chaux y domine, tantôt l'argile, tantôt le sable, mais quelle que soit la nature de ces différentes terres, elles *ne fondent pas dans l'eau*, ne s'y dissolvent pas, ce qui devait être pour la conservation du sol.

Or, parmi ces substances insolubles se trouvent celles qui font partie des engrais chimiques. Comment donc peuvent-elles pénétrer dans les végétaux ?

Elles y pénètrent, comme nous venons de le dire, grâce à l'action que le terreau exerce sur elles. C'est le terreau qui les rend solubles par l'acide carbonique qu'il dégage en quantités notables, car tandis que l'air libre que nous respirons ne contient en acide carbonique que la petite quantité de

(1) D'après MM. *Schlœsing* et *Muntz*, la nitrification serait l'œuvre d'animalcules infiniment petits travaillant dans les terres arables contenant des matières végétales et des substances potassiques et calcaires (*Comptes rendus*. T. LXXXIX, p. 891.) M. Warington, dans un travail récent, a répété les expériences de MM. Schlœsing et Muntz et a constaté que pour la formation de ce ferment vivant, l'acide phosphorique était nécessaire (*Annales agronomiques*, par M. Dehérain, du 25 février 1885).

$\frac{4}{10,000}$, l'air que renferme dans ses interstices la terre d'un champ bien fumé, contient jusqu'à 10 % de ce même acide carbonique.

C'est ce gaz qui rend solubles, les phosphates insolubles que la terre renferme.

Sa puissance dissolvante a été établie par de très nombreux travaux. M. Boussingault, cet agronome, ce savant si distingué, que nous sommes appelés à citer si souvent, ayant mis du phosphate de chaux dans un sol privé de terreau trouva qu'il avait été inefficace. Mêlé à de la sciure de bois qui, changée en terreau, dégagea de l'acide carbonique, ce phosphate devint soluble et fertilisa la terre.

M. G. Ville fit une expérience du même genre. Il prit deux plantes de la même espèce et les plaça dans deux vases pleins d'un sable privé par la calcination de toute matière végétale. Dans les deux vases il ajouta la même dose de phosphate de chaux, mais ne mit du terreau que dans un seul. Or ce ne fut que la plante de ce dernier vase qui, à l'analyse, donna du phosphate de chaux. Il avait été rendu soluble par l'acide carbonique qui s'était formé par le terreau.

Mais c'est à M. Dumas que l'on doit l'expérience la plus simple et la plus concluante. Il plongea dans une bouteille d'eau gazée par l'acide carbonique, dans de *l'eau de seltz*, des lames d'ivoire et des os de peu d'épaisseur, et le phosphate de chaux qui en constitue la solidité ne tarda pas à se dissoudre et à ne laisser que la gélatine qui forme le réseau des os (1).

Enfin, comme conclusion de très nombreuses expériences qui ont été faites sur les phosphates, il résulte : Qu'ils se dissolvent (indépendamment de leur cohésion et de la dureté

(1) M. DUMAS, secrétaire perpétuel de l'Institut. *Discours de rentrée de l'Académie des sciences de Paris*, 1846.

des corps dont ils proviennent) d'autant plus vite et d'autant plus complètement que le sol qui les reçoit est plus riche en terreau (1).

L'acide carbonique transforme également le carbonate de chaux insoluble, la pierre à chaux, en un sel de chaux soluble : le *bicarbonate de chaux*.

Le tuf et les concrétions mamelonnées blanches ou jaunâtres que l'on remarque dans un grand nombre de murs de soutènement, proviennent de pierres à chaux dissoutes en terre par de l'eau contenant de l'acide carbonique. Cette eau chargée de chaux s'infiltre entre les pierres, traverse les murs, puis exposée à l'air, perd son acide carbonique qui se volatilise et laisse déposer la chaux redevenue carbonate de chaux insoluble.

Sur le sulfate de chaux, le plâtre, dont une partie se dissout dans quatre cent dix parties d'eau, c'est par son charbon qu'agit le terreau. Ce charbon qui, pour passer à l'état d'acide carbonique, a besoin d'oxygène, le prend au sulfate de chaux et le transforme en sulfure de calcium (foie de soufre).

C'est à cette transformation, à ce foie de soufre formé, qu'est due l'odeur d'œufs pourris que répandent les eaux de puits contenant du plâtre et qui, mal entretenus, renferment des débris, des résidus de matières végétales.

C'est encore à cette même cause que certaines eaux sulfureuses, celles d'Enghien, près de Paris, doivent leur sulfuration et leurs propriétés.

(1) Chez l'homme et chez les animaux les phosphates nécessaires à leur organisation sont également rendus solubles par un acide. Mais dans les végétaux, c'est l'acide carbonique qui fait cette fonction ; chez les animaux, c'est un autre acide, l'acide du lait, l'acide lactique qui la remplit.

Le terreau décompose aussi les azotates (nitrates).

M. Pelouze a constaté que l'eau des ruisseaux, que l'eau des drains contient du nitre, mais que l'on n'en trouve plus dans cette même eau dès qu'elle est devenue croupissante en formant un étang. Les végétaux qui y croissent, et qui, par leurs détritits, forment du terreau, décomposent les sels d'azote, les azotates (nitrates) et l'azote libre se disperse dans l'air à l'état de gaz.

Cette décomposition des nitrates par le terreau a été confirmée par les travaux de M. Boussingault, par ceux de M. Jeannel et enfin par les expériences de MM. Schlöesing et Muntz, qui ont démontré que, dans les nitrières artificielles et dans les fumiers, c'étaient principalement les moisissures qui décomposaient les nitrates.

M. le professeur Bineau a également vu disparaître sous l'influence des mousses et des cryptogames, les nitrates que l'eau tenait en dissolution.

De l'ensemble des propriétés particulières aux matières végétales, on peut conclure que les engrais chimiques ne peuvent pas remplacer complètement le fumier de ferme.

Aussi une terre n'est réellement fertile qu'autant qu'elle contient une dose suffisante de terreau, c'est-à-dire de matières végétales en décomposition.

C'est ce qui n'avait point échappé, déjà dans le siècle passé, à M. Bénédicte de Saussure, et à M. de Humboldt. Ils expliquaient ainsi le peu de fertilité de la terre provenant d'un minage profond, fertilité qu'il était facile de lui donner en la mêlant avec des matières végétales.

« Une terre fertile, et cela ressort de mes recherches, dit
« M. Boussingault, qu'elle soit prise sur les bords du Rhin,

« comme dans la vallée des Amazones, dans les sols surabondamment fumés des cultures européennes, comme dans les atterrissements déposés par les grands fleuves des forêts impénétrables de l'Amérique, peut toujours être représentée par du terreau disséminé en quantité plus ou moins grande dans un fond, un sol argileux, calcaire ou siliceux.

« Ce terreau contient toujours les mêmes principes fertilisateurs que la terre, mais à des doses plus élevées (1). »

Dans son ouvrage sur l'*Economie rurale*, ce célèbre chimiste et agronome pose également comme principe : « Que la terre ne donne des récoltes lucratives qu'autant qu'elle renferme une quantité suffisante de matières organiques dans un état plus ou moins avancé de décomposition (2). »

« Il est des sols favorisés, dit-il, dans lesquels cette matière, connue sous le nom d'humus ou de terreau, existe naturellement. Il en est d'autres, et c'est le plus grand nombre qui en sont privés, ou n'en contiennent qu'une quantité insuffisante.

« Ces sols exigent pour devenir fertiles, l'intervention du terreau que créent soit les matières végétales, soit le fumier de ferme. Rien ne saurait y suppléer, ni le travail qui les ameublir, ni le climat qui aide si puissamment à leur fécondité, ni les sels minéraux ou les alcalis (la potasse), qui sont de si utiles auxiliaires à leur végétation.

« Ce n'est pas, ajoute-t-il, qu'une terre privée de terreau ne puisse permettre à une plante de naître, et de se développer, mais dans une semblable condition, la végétation

(1) M. BOUSSINGAULT. *Constitution du terreau comparée à celle de la terre végétale*. (Comptes rendus de l'Académie des sciences. T. XLVIII, p. 934.)

(2) M. BOUSSINGAULT. *Economie rurale*. T. II, p. 1-2.

« est lente, quelquefois imparfaite, et l'industrie agricole ne
« saurait s'exercer dans un sol qui se rapprocherait à ce
« degré de la stérilité absolue. »

Ce n'est donc point sans raison que la plupart des agriculteurs attachent une grande importance au terreau, et il n'est plus possible de dire aujourd'hui : que les *matières végétales ne sont qu'un élément mécanique qui a l'heureux privilège de servir d'explication, à tout ce que l'on ne comprend pas.*

L'action qu'exerce le terreau étant bien déterminée, il est possible de tracer en quelques lignes et d'une manière générale le rôle du fumier de ferme.

Et d'abord il agit en divisant les sols compacts, les argiles, et en permettant à l'air d'y pénétrer, et aux racines de s'étendre. Il accumule de la chaleur dans la terre, chaleur favorable à la végétation.

Puis il apporte la petite quantité de composés solubles en azote, en phosphore, en potasse, et en chaux qu'il contient (1 à 2 kilogrammes sur 100 kilogrammes de fumier).

Ces substances exercent une action immédiate sur les racines des plantes.

Vient ensuite le tour des matières végétales qui forment comme nous l'avons vu, l'eau déduite, la plus grande partie du fumier, car elles s'élèvent jusqu'à 14 % de son poids total.

Si ces substances végétales ont subi l'influence de l'ammoniaque provenant de la fermentation des matières animales, et qu'elles se soient transformées en *beurre noir*, elles apportent à la terre sous la forme de fumates ou d'humates d'ammoniaque, des composés de carbone et d'ammoniaque, corps solubles des plus fertilisants par eux mêmes, et par la pro-

priété dont ils jouissent de dissoudre des substances minérales insolubles.

Dans le cas où ces matières végétales n'ont pas été transformées, comme dans le fumier pailleux, elles n'exercent leur action que d'une manière lente, et seulement à mesure qu'elles se changent en terreau.

Cette décomposition demande d'autant plus de temps pour se faire, que la terre est plus sèche, et, que l'air est plus froid ; elle est d'autant plus rapide que le terrain est plus humide et l'atmosphère plus chaude.

Le terreau une fois formé absorbe l'humidité de l'air, et la retient, il retient de même et emmagasine, pour les livrer peu à peu aux végétaux, les diverses substances solubles que l'agriculteur donne à ses terres, et qui risqueraient d'être entraînées dans le sous-sol par les pluies et perdues en grande partie du moins pour la végétation.

Attaqué par l'oxygène de l'air, il devient une source d'où se dégage, d'une manière plus ou moins active, de l'acide carbonique.

Probablement sous l'influence de l'électricité qui se forme pendant cette combinaison de l'oxygène et du carbone, les deux gaz de l'air, l'oxygène et l'azote, se réunissent, se combinent pour faire de l'acide azotique.

Les fumates, les humates d'ammoniaque, provenant soit du fumier à l'état de beurre noir, soit du purin, sont également en dernier résultat attaqués par l'oxygène, et transformés en azotates.

Quant à l'acide carbonique produit, une partie dissoute dans l'eau est absorbée par la racine et sert d'aliment à la plante, l'autre réagit, comme nous l'avons longuement expliqué, sur les composés insolubles de la terre, et les rend solubles.

Aussi, indépendamment des produits fertilisateurs qu'apporte au sol le fumier de ferme plus ou moins consommé, il crée, mis en terre, de l'engrais chimique, et cela sous l'influence de l'oxygène de l'air, de la chaleur et de l'humidité. En d'autres termes il transforme les substances du sol, inutiles à la végétation vu leur insolubilité, en substances solubles qui se fondent dans l'eau, et qui sont *assimilables*.

Ce mot assimilable demande à être bien compris.

Une substance donnée à un animal quelconque, comme nourriture, ne peut lui servir d'aliment, n'est *assimilable*, que si, introduite dans son estomac, elle s'y décompose, s'y modifie, de manière à se transformer en chair, sang, os, ou à fournir les éléments de ces corps. Chez l'animal l'aliment peut être solide.

Chez les végétaux, l'aliment doit être liquide ou soluble dans l'eau. C'est là une condition de rigueur pour qu'il puisse pénétrer dans la plante par le moyen de ses racines.

La substance alimentaire doit de plus arriver dans le végétal déjà modifiée, ou pouvant s'y modifier de telle sorte qu'elle lui fournisse les éléments de sa sève, de ses feuilles, ou de ses fruits.

Il ne s'agit donc pas de donner aux plantes comme aliments, comme engrais, des substances qui, lors même qu'elles se dissoudraient dans l'eau, ont leurs parties, leurs éléments trop fortement liés entr'eux pour se disjoindre, se désassocier, se décomposer.

De pareilles substances pourraient être des plus nuisibles. Introduites en solution dans le végétal, parvenues dans les feuilles et l'eau qui leur a servi de véhicule s'étant évaporée, elles s'y accumuleraient et boucheraient les pores

par lesquels les plantes respirent et remplissent leurs fonctions.

Cette accumulation de corps solides serait d'autant plus prompte que les plantes auraient des feuilles plus grandes et présenteraient une surface d'évaporation plus large.

Il est donc nécessaire, vu le grand rôle que joue l'assimilation dans la nourriture des végétaux, qu'une fabrique indique dans son prix-courant non seulement la contenance de ses engrais en phosphore, potasse et azote, il faut de plus qu'elle indique avec quelles substances ces quatre corps, ces quatre agents de la fertilité sont unis.

Leur action, en effet, serait nulle, si les sels ou les matières qui les renferment restaient toujours insolubles, ou si étant solubles ils étaient indécomposables.

De pareilles substances ne doivent jamais entrer dans la composition des engrais chimiques, car, malgré leur bas prix, elles sont encore trop chères du moment qu'elles ne donnent pas une augmentation dans le produit des récoltes.

VI

Utilité des engrais chimiques.

De ce que le sol renferme quelquefois, en doses supérieures aux besoins des récoltes, des matières azotées, des phosphates, des composés de potasse plus ou moins insolubles dans l'eau, mais que le fumier peut rendre solubles ; de ce que le fumier, en un mot, crée de l'engrais chimique, doit-on en conclure que la quantité de cet engrais ainsi formé est suffisante, et qu'il est superflu d'acheter et de donner à la terre de ce même engrais préparé artificiellement ?

Non, l'emploi de cet engrais est loin d'être inutile. Il est

au contraire très souvent nécessaire d'y recourir, si l'on veut qu'un terrain ne s'épuise pas peu à peu, et ne vienne à manquer des substances fertilisantes.

Il est vrai que le fumier de ferme rend au sol la plus grande partie des substances que les récoltes lui ont prises, mais cette restitution n'est jamais complète.

Certaines cultures tendent à sortir du sol, toujours les mêmes corps et à fortes doses.

Les céréales, par exemple, qui se vendent hors de la ferme contiennent beaucoup de phosphore qui ne retourne pas à la terre.

Il est de même du lait, de la laine, des peaux, etc., qui emportent également au dehors une grande quantité de phosphore.

Puis, comme l'exportation ne porte pas également sur toutes les substances du sol, il en résulte que les éléments de fertilité qu'il contient se modifient dans leurs rapports ; aussi a-t-on souvent remarqué, que des cultures qui ont été pendant longtemps la richesse d'un pays ou d'un agriculteur, finissent par ne plus réussir dans les mêmes terrains.

Il faut donc, dès que la terre perd plus d'une substance fertilisante qu'elle n'en reçoit, rétablir l'équilibre en y ajoutant l'élément de l'engrais qui, dans le cas particulier, fait défaut.

Enfin dans telles ou telles cultures, telles ou telles substances doivent prédominer (1).

(1) M. G. Ville avait admis que chacune des quatre substances qui composent l'engrais chimique remplissait tantôt l'une, tantôt l'autre, un rôle prédominant selon la plante cultivée. Il appelait cette substance *la dominante*.

Mais la pratique ainsi que les analyses des végétaux ont démontré que la

La vigne, par exemple, demande plus de potasse et de phosphore que le fumier ne peut lui en donner, si toutefois on l'emploie dans les doses voulues pour ne pas développer du bois aux dépens de la fructification.

Le blé demande plus de phosphore que le fumier n'en contient, quand on le donne aux doses normales. Si, pour fournir la quantité de phosphore nécessaire, on augmente celle du fumier, on fournit alors au blé trop d'azote, et on court le risque de le développer trop en tiges et feuilles, et de le faire verser.

Dans ces deux cas (et des cas semblables se présentent souvent), il faut recourir aux engrais chimiques. Ils permettent de compléter l'action du fumier de ferme, et de la proportionner aux exigences de telle ou telle culture.

Il y a des terres noires, celles qui proviennent d'anciens marais, par exemple, qui sont très riches en terreau azoté, mais ce terreau devenu acide forme une combinaison insoluble qui est difficilement attaquée par l'oxygène de l'air. Or sous l'influence de l'engrais chimique, ou sous celle de la chaux employée seule, ce terreau insoluble se modifie, se décompose et donne naissance à de l'acide carbonique et à des produits azotés, à des nitrates, substances qui renferment au plus haut degré l'azote assimilable.

Les composés du phosphore (les phosphates) et ceux de la potasse, peuvent de même se trouver dans la terre dans un état inerte, ou dans un état d'agrégation, de cohésion qui les

vigne a besoin de potasse et de phosphore. Elle aurait donc deux *dominantes*.

D'autres plantes sont dans le même cas, et le sarrasin en aurait trois.

La multiplicité des dominantes enlève donc une partie de sa valeur au principe même sur lequel elles reposent, cependant dans sa généralité ce principe est vrai et son application utile.

rende bien moins assimilables que ne le sont les substances qui les représentent dans les engrais chimiques.

C'est encore à ce genre d'engrais qu'il faut recourir, quand il s'agit d'une terre épuisée, où les composés d'azote, de phosphore, de potasse et de chaux font défaut, ou sont en trop petite quantité.

Le fumier qu'on enfouirait dans un pareil terrain n'agirait (à moins qu'il ne fût mis à une dose très forte) que par la petite portion d'engrais chimique qu'il contient, et non par son terreau. Celui-ci en effet ne pourrait rendre solubles des corps qui n'existent pas dans la terre.

Si au contraire c'est le terreau qui fait défaut et qu'il faille reconstituer le sol par l'apport de fumier de ferme, ou de matières végétales, c'est encore l'engrais chimique qu'il faut employer, si on veut obtenir de fortes récoltes dans l'année courante, la transformation du fumier en terreau exigeant quelquefois beaucoup de temps pour s'opérer.

Enfin, ces quatre substances qui composent l'engrais chimique peuvent être utilisées selon la volonté et suivant l'intelligence du cultivateur, du moment qu'il connaît bien leurs propriétés. Il peut les employer soit seules, soit mélangées avec du fumier ou avec des composts qu'il ne doit pas négliger de préparer pour ses terres.

Ces composts, faits avec tous les résidus des travaux de la ferme, sont en effet chaudement recommandés par M. Bous-singault : (1) « Pendant vingt-cinq ans, dit-il, j'ai critiqué ces
« composts que l'on faisait dans la ferme que je dirigeais, et
« où entraient les balayures, la boue des chemins, les mau-
« vaises herbes, les feuilles mortes, les issues de boucherie,

(1) M. BOUSSINGAULT. *Comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris*. T. XLVIII.

« les cendres de houille, celles de bois, etc., etc., réunies en
« tas et arrosées avec du purin et à la rigueur avec de l'eau
« seulement, mais pendant vingt-cinq ans j'ai laissé faire,
« d'abord parce que les résultats étaient des plus satisfai-
« sants, puis parce que je pensais que sous un point essen-
« tiellement pratique, *l'opinion des paysans valait mieux que*
« *celle d'un académicien.*

« Mais plus tard, l'importance des nitrates, leur mode de
« formation étant connus, il m'a été démontré que ces com-
« posts étaient de véritables nitrières artificielles. — De là
« leur activité (1). »

C'est même lorsque les engrais chimiques sont mélangés avec du fumier, des composts, ou avec des matières végétales qui se changeront en terreau, qu'ils atteignent leur maximum d'efficacité. Aussi la meilleure manière de féconder une terre est de lui donner du fumier de ferme et de l'engrais chimique.

(1) Parmi ces composts il en est un qui a joui et qui jouit encore d'une très-grande réputation, qui est des plus faciles à préparer, et qui ne coûte presque rien. C'est l'engrais artificiel de *Jauffret*. Ce cultivateur provençal le composait de tout ce qu'il trouvait dans son voisinage, de paille, de fougères, de roseaux, de genets, en un mot de tous les débris végétaux qu'il pouvait se procurer. Il déterminait dans ces matières une fermentation très-rapide et très-énergique. Pour cela il les tassait après les avoir mis en morceaux assez petits, et les arrosait pour les entretenir humides, seulement avec de l'eau d'une mare voisine (que l'on pourrait facilement remplacer par des tonneaux de pétrole défoncés) qu'il faisait croupir en y jetant des matières fécales ou de l'urine, de la boue, du plâtre, des cendres et du salpêtre (nitrate de potasse). C'est avec cette espèce de lessive qu'il arrosait ses tas, et une fermentation très-prompte, dont la température s'élevait jusqu'à 75°, ne tardait pas à s'établir. Par cette méthode il obtenait un compost qui, au bout de quinze jours, était changé en terreau et d'un emploi immédiat.

On réduit alors la moitié de la dose de chacun des deux engrais.

C'est ce que résume en quelques lignes M. Boussingault dans ses *Documents relatifs à la terre végétale considérée dans ses effets sur la végétation*.

Les agronomes, dit-il, ont raison d'apprécier l'importance du terreau dans le sol, importance qu'a signalée M. Th. de Saussure.

Le célèbre chimiste Liebig a bien fait de faire ressortir l'influence des substances chimiques et minérales sur la végétation.

MM. Boussingault et Payen ont été fondés à dire que la valeur d'un engrais s'accroît avec sa richesse en matières azotées.

Mais celui-là a bien plus raison encore, qui proclame que l'engrais par excellence est celui qui contient à la fois :

Le terreau,
Les matières minérales,
Les substances azotées.

Mais, pour que l'agriculteur puisse mettre à profit le résultat des observations, et des travaux de ce savant agronome, et employer l'engrais par excellence sans courir de nombreuses chances de désappointement, il ne lui suffit pas de connaître les propriétés du terreau et de ses modifications, il doit de plus connaître celles des différentes matières azotées, et celles des divers sels de potasse, de phosphore et de chaux, qui entrent soit dans le fumier de ferme, soit dans les engrais chimiques.

C'est l'étude de ces propriétés que nous allons aborder dans les pages suivantes.

VII

Azote

Nous commencerons cette étude par celle de l'azote.

De même que l'eau se présente à nous à l'état de vapeur, à l'état liquide, et à l'état solide (glace, neige), de même l'azote se présente à nous sous trois formes.

Dans l'air, il est à l'état de gaz, et non combiné ; dans le sang, dans les urines, dans le suc des végétaux, il est à l'état de combinaison liquide, et à l'état de combinaison solide dans la chair, dans les os des animaux, dans les graines des végétaux, etc., etc.

Dans les pages précédentes, nous avons vu que ce gaz, dont le mot signifie : *qui prive de vie*, a reçu ce nom, parce qu'il ne peut entretenir l'existence, étant impropre à la respiration.

Nous avons vu qu'il constitue à peu près les quatre cinquièmes de l'air, cet oxygène en formant la cinquième partie, et que cette forte dose d'azote est nécessaire pour atténuer l'énergie excessive de l'oxygène et pour modifier l'action trop vive qu'il exercerait sur nos organes.

Mais ce n'est probablement pas le seul rôle que l'azote soit appelé à remplir, il doit en avoir d'autres, si l'on tient compte des considérations suivantes :

1° Qu'il se trouve dans tous les organes des animaux et des végétaux.

2° Que la faculté nutritive des aliments est proportionnelle à la quantité d'azote qu'ils renferment.

Le gaz azote que nous respirons avec l'air, celui que renferment nos aliments, doit donc nous être nécessaire,

puisque une partie se combine avec nos organes, et s'y assimile.

Quant à celle qui ne leur sert pas ou qui est en excès, elle est rejetée du corps de l'homme et des animaux, sous forme d'urine et de matières excrémentielles.

Ce sont ces matières, qui, comme nous l'avons déjà fait remarquer, absorbées par des substances végétales, paille, herbes, feuilles, etc., constituent le fumier de ferme et lui donnent sa principale valeur.

De là il résulte que très souvent on désigne l'azote comme étant l'élément constitutif, le principe important du fumier.

C'est de l'urine que l'on retire une grande partie de l'azote que l'on emploie dans les engrais chimiques, sous la forme d'un sel appelé *sulfate d'ammoniaque*.

Pour l'obtenir, il suffit de conserver de l'urine pendant quelques jours jusqu'à ce qu'elle se décompose et répande cette odeur piquante et désagréable que tout le monde connaît (1).

Cette odeur, qui se fait aussi sentir dans les écuries mal tenues, est due à un composé d'azote qui est très volatil : *l'ammoniaque ou l'alcali volatil*.

Si, à cette urine en décomposition on ajoute de l'acide sulfurique, et qu'on évapore convenablement le liquide, on obtient un sel qui est le *sulfate d'ammoniaque*.

L'urine simplement étendue de trois ou quatre parties d'eau, le purin traité de la même manière, constituent un excellent engrais, mais qui a le grave inconvénient de laisser son azote se perdre dans l'air à l'état d'ammoniaque volatile.

(1) L'urine, conservée et mélangée avec les matières excrémentielles solides, constitue l'engrais flamand.

« Cette ammoniacque entraînée dans l'atmosphère retombe
« dissoute avec la pluie, et retombe à tout hasard, sans
« distinction de localités, où le vent la pousse, de telle sorte
« que, revenant sans cesse de la terre à l'air, de l'air à la
« terre, l'urine qui se décompose à Paris ou à Genève, peut
« nous revenir un jour de la Chine sous forme de thé.

« L'agriculteur doit donc fixer cette ammoniacque par tous
« les moyens possibles. S'il la laisse se dissiper, elle est
« tout aussi utile à son voisin, qu'elle l'eût été à lui-même,
« mais en la recueillant avec soin, il n'aura pour lui aucune
« de ces pertes qui, dans les exploitations agricoles, exigent
« souvent des réparations coûteuses (1).

C'est pour s'opposer à cette perte qu'il est bon de verser dans les fosses à urine et à purin, une petite quantité d'acide sulfurique, puis de bien agiter le mélange. Il se forme alors du sulfate d'ammoniaque qui reste dissous dans le liquide et qui ne s'évapore pas, ce sel étant fixe.

Le sulfate de chaux (plâtre), le sulfate de fer (vitriol vert), mis en petite dose dans l'urine ou dans le purin, ont également la propriété de fixer l'ammoniacque volatile qu'il contient.

Le sulfate d'ammoniaque extrait des urines et que l'on trouve dans le commerce en cristaux gris et fins comme des aiguilles, renferme en moyenne 20 % d'azote.

Il en résulte que, pour chaque kilogramme d'azote que l'on veut employer comme engrais, il faut prendre cinq kilos de sulfate d'ammoniaque.

Comme on le voit, cette préparation du sulfate d'ammo-

(1) *Statique chimique*, par J.-B. DUMAS, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences. *Chimie de Dumas*, VIII^e vol., p. 426.

niaque est des plus faciles. Elle pourrait être faite en petit par les régents des écoles de campagne et chaque enfant, après avoir apporté son tribut d'urine, et contribué pour sa part à la création de ce sel azoté, n'oublierait jamais ce qu'est le sulfate d'ammoniaque, et quel agent de fertilité il représente.

Mais l'homme et les animaux ne sont pas les seuls qui prennent de l'azote à l'air et qui se l'assimilent.

Les végétaux en font autant et absorbent des quantités plus ou moins considérables de ce gaz.

Parmi les végétaux, se trouve au premier rang la famille des légumineuses.

Un champ qui a porté du trèfle, de la luzerne, ou de l'esparcette, contient plus d'azote qu'il n'en renfermait auparavant, et la quantité qu'il a acquise surpasse celle qui était contenue dans la graine, dans le sol, et dans les engrais qu'on y a mis. Cet excédant ne peut donc provenir que de l'azote de l'air.

De là il résulte que les agriculteurs doivent toujours faire succéder aux légumineuses une culture qui, comme le blé, demande de l'azote.

Rompre un pré naturel, et surtout une prairie artificielle, c'est fertiliser au plus haut degré la terre, en lui donnant et de l'azote et des matières végétales, qui, changées en terreau, rendront solubles les agents minéraux de fertilité.

« Il serait donc possible, comme l'a signalé à l'attention
« des agriculteurs M. Archinard (1), d'augmenter considéra-
« blement la fertilité d'un pays en y établissant des prairies,

(1) CHARLES ARCHINARD, président de la Classe d'agriculture de la Société des Arts de Genève. *Bulletin de la Classe d'agriculture*. Deuxième série. IX^e vol., 1884, 1^{er} trimestre.

« en les traitant par les engrais chimiques, qui dans ce cas,
« vu la permanence de la végétation, ne se perdraient pas
« dans le sous-sol; puis en les rompant et en y faisant
« succéder des céréales ou des cultures sarclées. »

M. G. Ville, dans une brochure toute récente, invite également les cultivateurs à créer des prairies artificielles, à les rompre et à y faire succéder des cultures qui demandent de l'azote, mais sur ces prairies artificielles, il ne met point d'engrais chimique azoté, l'*azote sidéral*, comme il l'appelle, c'est-à-dire l'azote qui se trouve dans l'air, et qui ne coûte rien, se fixant en doses suffisantes sur les légumineuses (1)

Du reste, comme preuves bien évidentes que les végétaux s'emparent de l'azote provenant de l'air, rappelons que de nombreux pâturages de montagnes, assez élevés et escarpés pour qu'on ne puisse y conduire des troupeaux, ni y porter des engrais, fournissent cependant une quantité notable de matières azotées aux animaux qui se nourrissent de leur herbe.

Constatons encore la présence de l'azote dans les différentes espèces de houille ou charbon de terre, produits d'immenses quantités de végétaux enfouis depuis des siècles. Or, personne n'osera prétendre qu'ils avaient été fumés, et avaient reçu de l'azote par le moyen des engrais.

Cette houille, chauffée au rouge dans des cylindres de fonte comme cela se pratique dans la fabrication du gaz de l'éclairage, donne parmi de nombreux produits, de l'eau contenant de l'azote à l'état d'ammoniaque, c'est-à-dire de l'azote combiné de la même manière qu'il l'est dans l'urine décomposée. Si, à cette eau on ajoute de l'acide sulfurique, qu'on

(1) M. G. VILLE. Brochure intitulée : *Le propriétaire devant sa ferme délaissée*.

évapore le liquide, on aura pour résidu un sel qui est du sulfate d'ammoniaque.

Ce sel a la même composition que celui qui provient des urines et jouit des mêmes propriétés, et en particulier de celle de rendre solubles plusieurs sels minéraux.

Si on prend du carbonate de chaux (craie), qu'on le mette dans de l'eau distillée contenant du sel ammoniaque et qu'on le laisse quelques instants, on trouvera que l'eau aura dissous de la chaux.

Un os que l'on met digérer quelques heures dans une solution de sel ammoniaque, présente le même état de mollesse que présente un os mis dans une solution d'acide carbonique.

Le sulfate de chaux est également rendu plus soluble par ces mêmes sels ammoniacaux (1).

Le sulfate d'ammoniaque est indiqué dans les prix-courants des fabriques d'engrais chimiques sous le nom d'*azote ammoniacal*, et cela pour le distinguer d'une autre combinaison d'azote : l'*azote nitrique*, qui entre également dans ces engrais, mais dont la composition est différente.

Cet azote nitrique, nom que les fabricants donnent à l'acide nitrique ou azotique, se forme, comme nous l'avons déjà vu, non seulement instantanément et avec éclat, lorsque la foudre traverse l'air dont elle combine les deux gaz, mais encore lentement et silencieusement dans les terrains contenant du terreau, et cela très probablement sous l'influence de l'électricité qui se développe pendant la combinaison de

(1) M. MÈNE. *De la solubilité des carbonates, sulfates et phosphates de chaux dans les sels ammoniacaux*. (Comptes rendus de l'Académie des sciences. T. LI, p. 180.)

l'oxygène et du carbone, et leur transformation en acide carbonique.

Cette formation d'acide azotique, nous l'avons également vu, est grandement favorisée par le mélange avec le terreau, de substances calcaires, potassiques et phosphatées, les cendres par exemple.

Cet acide, à son tour, une fois formé, ne reste pas seul, il s'unit avec la chaux ou avec la potasse dans laquelle il a pour ainsi dire pris naissance, et forme soit du *nitrate de chaux*, soit du *nitrate ou azotate de potasse*, sel connu vulgairement sous les noms de *nitre* ou de *salpêtre*.

C'est le salpêtre qui, dans les maisons humides, forme ces végétations blanches qui tapissent les murs, et qui, dans les chambres basses et carrelées, couvre les briques, et leurs joints.

C'est du lavage des plâtras provenant des démolitions de vieilles maisons que l'on retirait, il y a quelques années encore, tout le nitre destiné à la fabrication de la poudre à canon.

Or cette combinaison des deux gaz de l'air qui forme de l'acide nitrique, puis cette union de l'acide nitrique avec la chaux et la potasse s'opère journellement dans les terrains qui contiennent du terreau et de la potasse ou de la chaux. En lavant les parties superficielles de ces terres on obtient, par l'évaporation de l'eau, un sel qui est du salpêtre.

Cette opération, suivant la température du pays, peut se répéter plusieurs fois par année.

Dans le commerce, une partie de ce sel provient de nitrères artificielles ou de nitrères naturelles. Ces dernières sont de vastes terrains couverts d'efflorescences. Elles sont nombreuses dans l'Inde, la Perse, l'Égypte, et même dans quelques cantons de l'Espagne.

L'azotate de potasse ou nitre, contient deux agents de la fertilité : l'azote et la potasse. Tous deux jouent un rôle important dans la composition des engrais chimiques. Mais comme ce sel ne renferme que 15 % d'azote, sur 45 % de potasse, nous en parlerons à l'article potasse.

Faisons cependant remarquer que, parmi les sels et les substances qui contiennent de l'azote, et à dose égale de ce corps, ce sont les nitrates qui produisent le plus d'effet. Leur assimilation est des plus promptes, et l'on voit le poids d'une plante augmenter à proportion de la quantité de nitrate qu'on lui fournit.

En voici un exemple donné par M. Boussingault.

Il prit 4 vases ne contenant au lieu de terre que du sable calciné et sema dans chacun d'eux une graine d'*Helianthus*.
— L'expérience dura 50 jours.

	gr.		gr.
Le 1 ^{er} vase reçut	0,000	nitre, la plante séchée pesa	0,507
Le 2 ^{me} »	0,02	»	0,830
Le 3 ^{me} »	0,05	»	1,240
Le 4 ^{me} »	0,16	»	3,390 (1)

L'azote, comme élément de l'engrais chimique, jouit de propriétés qui lui sont particulières.

Il donne aux végétaux l'élan nécessaire à leur première période de croissance.

Il concourt à la formation de la matière colorante verte des feuilles (chlorophylle). Or, comme c'est elle qui a pour fonc-

(1) M. BOUSSINGAULT. *Recherches sur l'influence que l'azote assimilable exerce sur la production des matières végétales*. (Comptes rendus de l'Académie des sciences. T. XLIV, p. 951.)

M. DEHÉRAIN, professeur de chimie à l'Ecole d'agriculture de Grignon.
(*Cours de chimie agricole*, p. 48.)

tion de décomposer l'acide carbonique contenu dans l'air, il en résulte que, plus une plante reçoit d'engrais azoté, plus ses feuilles forment de matière verte, deviennent d'un vert plus foncé, et plus elles emmagasinent du charbon, principale nourriture des végétaux.

Dans un sol pauvre en azote, les feuilles sont d'un vert jaunâtre, et la plante qui les porte est souffreteuse. et prend peu de développement.

Mais il ne suffit pas que le terrain soit naturellement riche en azote, il faut que cet azote ne soit pas à l'état de combinaison insoluble, ce qui arrive souvent. Dans ce dernier cas, la terre fût-elle par elle-même riche en potasse et en phosphates, il est nécessaire, pour que les végétaux y prennent tout leur développement, d'y ajouter un azote à l'état assimilable, c'est-à-dire un azote à l'état de nitrates, ou de sels d'ammoniaque.

Voici quelques expériences de MM. Lawes et Gilbert qui sont des plus concluantes :

En 1844. Ils cultivèrent en blé un carré de terre qui ne reçut comme engrais que de la potasse et du phosphore à l'état de phosphate de chaux.

Ce carré ne donna qu'un produit supérieur de 77 livres seulement au produit du carré qui n'avait reçu ni phosphate, ni potasse.

En 1845. Cette même parcelle reçut, outre la même quantité de phosphate et de potasse, de l'azote sous la forme de sulfate d'ammoniaque et son rendement devint supérieur de 2,000 livres à celui de la parcelle sans engrais.

En 1846. Le rendement des carrés sans engrais et celui des carrés n'ayant reçu que potasse et phosphates, fut à peu près le même (2,720 livres).

Quant à celui des carrés ayant reçu phosphate, potasse et

azote sous la forme de sulfate d'ammoniaque, il fut de 4,094 livres !!!

Ces essais poursuivis pendant de longues années, pendant 20 ans, dans la ferme devenue célèbre de Rothamsted, donnèrent les mêmes résultats, et permirent de conclure avec connaissance de cause : *que la fertilité d'un sol qui a reçu de la potasse et des phosphates est proportionnelle à la quantité de sels d'azote assimilables (nitrates et sels ammoniacaux) que l'on y ajoute, et cela indépendamment de l'azote qu'il peut déjà contenir (1).*

L'azote employé seul est un engrais incomplet. Il imprime aux végétaux une forte croissance, et détermine par cela même un épuisement de la richesse du terrain en potasse et en phosphore, épuisement auquel on ne peut remédier que par une importation abondante de ces dernières substances.

Employé seul et à fortes doses à l'état de sel immédiatement soluble, à l'état de sulfate d'ammoniaque par exemple, il fait pousser les végétaux en herbe, feuilles, bois, et leur donne une vigueur exubérante aux dépens de leur fructification. Néanmoins ce grave inconvénient de l'azote mis en excès se fait beaucoup moins sentir lorsqu'on a recours au fumier de ferme.

Cela provient, comme nous l'avons déjà vu, de ce que le fumier ne cède son azote que peu à peu, et de ce qu'il est un engrais complet, contenant outre son azote, de la potasse, du phosphore et de la chaux.

Trop d'azote fait verser les céréales ; pousser en fanes les pommes de terre ; mal grainer le colza ; développe la vigne en

(1) M. DEHÉRAIN, professeur de chimie à l'Ecole d'agriculture de Grignon. (*Cours de chimie agricole*, p. 319-320.)

bois aux dépens de la fructification, ôte à la betterave sa richesse en sucre; fait bifurquer les carottes; donne au lin une fibre grossière, etc., etc.

La connaissance de cette propriété est donc d'une grande importance pour le cultivateur.

Elle lui permet de redonner vie par une addition de sulfate d'ammoniaque semé à la volée et au printemps, aux blés qui ont souffert de l'hiver et qui sont jaunes et chétifs.

Le même effet se produit sur d'autres cultures, sur les pommes de terre, sur le colza dont les feuilles sont jaunâtres, sur la vigne qui a peu de bois. Mais là encore il ne faut pas dépasser la dose nécessaire, et cette dose, comment la connaître ?

C'est là une difficulté qu'il est cependant possible de tourner. Il suffit pour cela de mélanger les substances azotées avec des phosphates. Ces deux substances se complètent l'une l'autre et leur mélange donne toujours d'excellents résultats.

M. Boussingault (comme nous le verrons à l'article phosphate) va plus loin, car il admet que ces deux éléments de fertilité ne développent toute leur action que si on les associe l'un à l'autre.

M. G. Ville a également reconnu le peu d'effet que produisent les phosphates et même les sels de potasse, en l'absence d'une matière azotée assimilable.

Ce sont là de nouvelles preuves en faveur de la supériorité de l'engrais complet sur les engrais incomplets.

Enfin l'azote jouit d'une propriété qu'il faut connaître.

Il favorise et détermine la fermentation, la décomposition des corps auxquels on le mêle, ou de ceux dont il fait partie.

C'est pour cela que les matières animales qui contiennent toutes beaucoup plus d'azote que les matières végétales, se

décomposent plus rapidement, et que, parmi les végétaux, ceux qui en contiennent le plus, tels que les choux, les champignons, etc., etc., se pourrissent bien plus rapidement que la paille, par exemple, qui en renferme peu.

C'est probablement en vertu de cette propriété que les bois coupés en mars ou en avril, lors de la montée de la sève ascendante, s'altèrent beaucoup plus vite que ceux abattus en novembre ou en janvier, époque où leur tissu contient beaucoup moins de sève, et par conséquent moins d'azote.

Un fumier, un compost (ruclon) arrosé avec de l'urine ou du purin, se fait très-rapidement.

Dans les terrains inertes, peu fertiles, et qui cependant contiennent, si on les analyse, tout ce qui est nécessaire à la nutrition des végétaux, l'azote est des plus utiles. Il redonne vie à ces sols.

Aussi M. G. Ville, dans l'engrais destiné aux terres épuisées et presque stériles, a-t-il eu soin de faire prédominer l'azote dont il complète l'action en le mélangeant avec les trois autres agents de la fertilité

Le fait suivant, peu connu, se rattache à cette propriété de l'azote.

Pendant l'acte du pétrissage du pain, la chaleur et la fatigue que ce travail occasionne chez l'homme, donnent lieu à une forte transpiration qui se mêle à la pâte.

Dans un grand nombre de boulangeries, ce n'est pas seulement la transpiration, matière azotée qui s'introduit dans le mélange; il peut y avoir d'autres *liquides* également très azotés.

C'est en partie pour éviter cette malencontreuse manœuvre et ses conséquences, qu'ont été créés les pétrins à la mécanique, dans lesquels l'homme et ses produits animaux n'interviennent plus.

Or, si l'on partage en deux parts égales la même farine, si on y introduit la même dose de levain, la même quantité d'eau, le pain sera différent selon la méthode employée. La pâte pétrie par l'homme réussira mieux que celle pétrie à la mécanique ; elle lèvera davantage, grâce au degré plus grand de fermentation que lui imprime l'azote du corps humain.

On a donc été obligé dans les boulangeries mécaniques d'augmenter la dose du levain (1).

Dans ce même ordre d'idées, il serait intéressant de rechercher si la fermentation du moût s'établit et s'accomplit mieux lorsque le raisin est foulé par des moyens mécaniques, que lorsqu'il est foulé dans des cuves par des hommes plus ou moins nus et émettant des matières plus ou moins azotées ?

Telles sont les propriétés de l'azote assimilable. Mais comment un agriculteur peut-il être assuré que l'azote des engrais que lui livre le commerce jouit de ces mêmes propriétés.

Il y a un moyen bien simple ; c'est que la substance qui dans l'engrais représente l'azote soit une combinaison identique à celle que la nature crée pour les végétaux, ou à celle du fumier de ferme, c'est-à-dire que l'azote y soit à l'état d'ammoniaque, ou à l'état d'acide nitrique. Or l'industrie tient à la disposition de l'agriculteur ces deux combinaisons, l'une à l'état de sulfate d'ammoniaque, l'autre à l'état de nitrate de potasse (salpêtre).

(1) *Précis de chimie industrielle* de PAYEN, p. 736, vol. II.

Cette propriété de l'urine que signale M. Payen a été mise en application. Le *Journal d'agriculture pratique*, dans son numéro du 31 juillet 1884, signale des boulangers qui, à Paris, lorsque leur eau est trop limpide, la mêlent avec de l'urine. Révélation, ajoute le journal, qui fait froid dans le dos et qui, à part ce qu'elle a de dégoûtant, soulève des questions très graves au point de vue de l'hygiène publique

C'est donc seulement à ces deux sels qu'il est sage et prudent de recourir pour représenter l'azote dans les engrais chimiques : nous disons dans les *engrais chimiques*, car, pour donner de l'azote à la terre, on peut employer différents produits.

On peut recourir à l'enfouissage en vert de toutes les cultures qui absorbent l'azote de l'air, des légumineuses par exemple, comme le trèfle, la luzerne etc., et à leur défaut, à la moutarde, au colza, au sarrasin, etc. On peut se servir de tourteaux de graines oléagineuses, puis de tous les débris de feuilles, et de substances végétales quelconques.

Par l'enfouissage de ces substances, non seulement on donne de l'azote à la terre, mais on lui fournit des matières qui se changent en terreau, terreau dont nous avons démontré toute l'importance.

Les matières animales peuvent également être employées comme source d'azote. Une des meilleures est le sang desséché qui en contient jusqu'à 11 à 12 % dans un état très assimilable.

En seconde ligne, viennent la laine, les poils, les cornes, le cuir, les cocons de vers à soie et les débris de nombreuses matières animales, résidus de différentes fabrications.

Ces dernières substances sont toutes plus ou moins azotées, mais elles sont aussi d'une décomposition plus ou moins lente. Elles doivent de plus, pour devenir assimilables, subir dans le sol une transformation qui amène leur azote à l'état d'ammoniaque ou d'acide nitrique, modification qui se fait lentement, et pendant laquelle elles perdent au moins $\frac{1}{3}$ de leur azote qui, à l'état de gaz, se répand dans l'air (1).

(1) M. G. VILLE. *Engrais chimiques*, 1^{er} vol., p. 275. (Comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris. T. XLIII, p. 143.)

M. REISET. Comptes rendus *ut supra*. T. XLII, p. 58.

Puisque ces matières ne peuvent se transformer que lentement et partiellement, elles doivent être pour l'agriculteur d'une valeur beaucoup moindre, que les nitrates et les sels d'ammoniaque.

En achetant de pareils produits, dit M. le professeur Schlœsing, l'agriculteur incorpore dans le sol des avances dont il ne bénéficiera qu'au bout de plusieurs années.

Il devrait donc payer cet azote moins cher que celui qui est fourni par une substance azotée à prompt effet, comme le sulfate d'ammoniaque.

Or cela n'est pas.

On peut donc employer ces matières soit seules, soit mises dans des composts, mais il y a un grand inconvénient à s'en servir dans les engrais chimiques et cela pour deux raisons.

La première, c'est que les fabricants ignorent eux-mêmes le plus ou moins de facilité que ces substances même torréfiées et grillées (ce qui aide à leur décomposition) mettent à se transformer en nitrates, ou en sels ammoniacaux.

La seconde, c'est, comme le fait observer M. Joulie, les garanties de titre et de composition offertes par le marchand qui a fait analyser une ou deux fois son produit, ne signifient absolument rien.

Ces matières subissent de telles variations que, même à l'insu du fabricant, il arrive très-fréquemment que la matière livrée ne possède pas le titre de celle qu'il a fait analyser.

Les garanties offertes par le marchand sont donc le plus plus souvent illusoires (1).

L'abandon des matières organiques azotées dans les engrais chimiques est donc une véritable question d'intérêt général,

(1) M. JOULIE. *Guide pour l'achat et l'emploi des engrais chimiques*. Pages 32 et suivantes.

et il arrivera un moment où, au lieu d'être vendues directement sous cette forme à l'agriculture, ces matières seront recueillies par l'industrie pour leur faire subir un traitement qui permettra de rendre assimilable la totalité de leur azote, en les transformant en sels ammoniacaux.

En attendant ce moment, le sulfate d'ammoniaque, ainsi que les nitrates, offrent à l'agriculture, soit au point de vue de leur composition qui est fixe, soit au point de vue de leur action fertilisante, des garanties bien plus sérieuses que les matières organiques azotées, surtout si l'on tient compte des déperditions qu'elles subissent, et des difficultés qu'elles éprouvent à se décomposer et à devenir assimilables.

Telle est l'opinion de M. Joulie. Je tenais d'autant plus à la faire connaître que cet auteur du guide pour les engrais chimiques remplit les fonctions d'administrateur de la Société anonyme des produits chimiques agricoles.

Du reste, je constaterai plus loin que ce n'est pas au seul point de vue de la science qu'il faut repousser l'introduction dans les engrais chimiques de matières organiques végétales ou animales azotées, mais surtout au point de vue pratique et au point de vue des connaissances de l'agriculteur.

VIII

Phosphore.

Le phosphore, à l'état de corps simple et non combiné, est si inflammable qu'on ne peut le conserver que dans des vases remplis d'eau. Il est donc de toute évidence qu'il ne peut être employé pur dans les engrais chimiques.

A l'état de simple mélange avec d'autres matières, comme

dans les allumettes, il conserve cette même propriété, et s'enflamme par le peu de chaleur que développe tout frottement.

Il n'en est plus de même lorsqu'il est *combiné* avec d'autres substances, au lieu d'être tout simplement mélangé. C'est ainsi que le phosphore uni à l'oxygène forme de l'*acide phosphorique*, acide qui, à son tour uni avec la chaux, donne un sel appelé *phosphate de chaux*. Or ni cet acide, ni ce sel ne sont inflammables.

C'est le phosphate de chaux qui constitue en grande partie les os de l'homme et ceux des animaux. C'est à lui que les os doivent leur dureté et leur solidité.

L'enfant dont la nourriture ne contient pas assez de phosphore à l'état de phosphate, devient rachitique.

Les chevaux également ont leur charpente d'autant mieux établie que leurs aliments sont plus riches en phosphates, et c'est à l'insuffisance de cette substance dans les prairies de la Normandie que l'on attribue les symptômes de dégénérescence qui se manifestent depuis quelques années dans les chevaux de ce pays.

Quelques observateurs ont comparé la grandeur des conscrits provenant de pays calcaires, dont les terrains contiennent des phosphates, avec celle des conscrits habitant des terrains granitiques très pauvres en phosphates (tels que les départements de la Corrèze, du Morbihan, etc.), et ont trouvé que la taille de ces derniers est plus petite que celle des premiers.

Les vaches élevées sur un sol granitique fournissent bien moins de lait que celles qui habitent un sol calcaire, et partout leur lait est d'autant plus abondant que leur nourriture est plus riche en phosphates. Or, puisque ce sont les prairies qui fournissent aux troupeaux le phosphore nécessaire à leur bonne constitution, et qu'à leur tour les prairies le tirent de

la terre, il faut donc toujours lui en donner au moyen d'engrais chimiques.

Le phosphore se retrouve dans d'autres organes des animaux, dans la matière cérébrale, par exemple, et quelques savants prétendent qu'un être est d'autant plus intelligent, que son cerveau contient plus de phosphore.

Le phosphate de chaux constitue également l'émail des dents, et son épaisseur, sa dureté sont d'autant plus grandes que les aliments sont plus riches en phosphore. De là la recommandation de donner aux enfants du pain fait avec de la farine contenant encore du son, la partie extérieure du grain de blé qui produit le son étant celle qui renferme le plus de phosphate.

Les matières phosphatées qui, ingérées avec les aliments n'ont pas été utilisées par les organes des animaux ou qui, étant en excès, auraient pu devenir nuisibles, sont expulsées de leur corps par les urines et par les matières excrémentielles.

Ce sont ces déjections qui, absorbées par la litière, donnent au fumier de ferme le phosphore qu'il contient à l'état de phosphate, et c'est de l'urine que le chimiste Brand, de la ville de Hambourg, parvint à extraire pour la première fois ce corps remarquable qu'il appela phosphore, c'est-à-dire *porte-lumière*, vu son état lumineux dans l'obscurité.

Cette découverte fit beaucoup de bruit, et partout à cette époque on répétait ces mots du chimiste Brand : *Si l'on savait ce que contient l'urine, on rougirait d'en perdre une goutte.*

Ces mots sont encore applicables aujourd'hui aux nombreux cultivateurs qui laissent s'écouler, à travers les chemins, le purin de leur fumier et qui perdent par négligence, ou par

ignorance, deux des éléments les plus importants de la fertilisation du sol : l'azote et le phosphore.

C'est donc avec raison que M. Boussingault estime, « que
« l'on peut juger avec certitude de l'intelligence d'un agricul-
« teur par les soins qu'il donne à son fumier, et qu'il ajoute,
« que, à titre d'encouragement, les comités agricoles devraient
« donner des primes à ceux qui les soignent le mieux.

L'importance du phosphore est en effet très-grande en agriculture. Il est même regardé comme le corps le plus indispensable à la vie des végétaux. Déjà au commencement de ce siècle, en 1804, M. Théodore de Saussure écrivait ces lignes auxquelles on fit peu attention, mais dont on comprit plus tard toute l'importance. « Le phosphate de chaux contenu
« dans un animal ne compte que pour une partie infiniment
« petite de son poids, personne ne doute cependant que ce
« corps ne soit essentiel à sa constitution. Or j'ai retrouvé cette
« même substance, ce même phosphate de chaux, dans les
« cendres de tous les nombreux végétaux que j'ai analysés, et
« je crois pouvoir affirmer, qu'ils ne peuvent exister sans lui. »

C'est en effet ce que l'expérience a confirmé.

Le phosphore c'est la force, la grénaison, la reproduction. Il donne au blé, l'épi lourd; à la betterave, le sucre; à la pomme de terre, la fécule; à la vigne, le raisin.

L'analyse chimique vient corroborer, et expliquer ces résultats. Elle constate que les cendres des graines, c'est-à-dire de la partie de la plante la plus importante, celle qui est chargée de la transmission de la vie, que ces cendres sont spécialement composées de *phosphate de potasse* (union de l'acide phosphorique avec la potasse), tandis que les cendres des autres parties de la même plante sont principalement composées de chaux.

C'est là un phénomène d'autant plus remarquable que le

phosphate de potasse qui prédomine dans les graines végétales se retrouve dans les œufs des animaux à peu près aux mêmes doses.

C'est ainsi que les cendres des grains de blé et celles des graines de vers à soie ont la même composition.

Toutes deux renferment en moyenne sur 100 parties, 50 parties d'acide phosphorique et 30 de potasse, soit 80 % de phosphate de potasse (1).

Des expériences faites par M. Corenwinder, font également ressortir toute l'importance du phosphore au point de vue de la transmission de la vie. — Elles ont démontré que les spores des mousses et des champignons sont très riches en phosphore et que le caractère chimique des cendres du pollen des végétaux et celui de la liqueur séminale des animaux est à peu près identique (2).

Le phosphore qui se trouve dans les os et dans les organes des animaux ne s'y est pas formé tout seul, il vient de leurs aliments et par conséquent de la terre, d'où ils les tirent.

On trouve en effet le phosphore dans la nature à l'état de combinaison et à l'état de roches plus ou moins compactes, ou de pierres d'une dureté variable. On les nomme *phosphorites*, *nodules*, *apatites*. Ces phosphates sont appelés *phosphates minéraux*.

On trouve encore une source abondante de phosphore dans d'immenses dépôts de coquilles entières, ou plus ou moins

(1) M. Eugène PELIGOT, membre de l'Institut. *Traité de chimie appliquée à l'industrie*, p. 333.

(2) M. CORENWINDER. *Comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris*. T. L, p. 1137.

brisées, et mélangées de terre. Ces coquilles constituent les phosphates dits *fossiles*. Tels sont les fossiles d'une localité voisine, les fossiles de Bellegarde.

Le phosphore uni à l'oxygène de l'air constitue l'acide phosphorique. Cet acide est soluble dans l'eau, mais mis en terre, il a une grande tendance à se combiner avec la chaux qui se trouve dans les divers terrains et à former un phosphate de chaux insoluble et à l'état gélatineux. Heureusement qu'à cet état il est facilement dissous par l'acide carbonique.

Il n'en est pas de même du *phosphate de fer* et du *phosphate d'alumine*. Ces deux phosphates qui se trouvent souvent dans le sol, et qui jouent un rôle important dans la préparation industrielle des engrais chimiques, sont insolubles même dans l'eau saturée d'acide carbonique (1).

La solubilité des phosphates dépend en outre de leur densité. Plus la matière dont ils sont extraits est dure et pesante, plus ils sont difficilement ramenés à l'état soluble par l'eau chargée d'acide carbonique.

Plus la substance qui les renferme est tendre et désagrégée, plus ils sont solubles et plus ils sont actifs, étant plus facilement attaquables par ce même acide carbonique.

C'est ainsi que les phosphates contenus dans les matières fécales, dans l'engrais flamand et dans le fumier de ferme, sont plus facilement dissous par l'eau que ne le sont les phosphates provenant des os, et que ceux-ci, à leur tour, sont beaucoup plus attaquables que ne le sont les phosphates fossiles ou minéraux.

Plusieurs de ces derniers sont si fortement agrégés, qu'on

(1) Ces phosphates de fer et ceux d'alumine paraissent ne pouvoir être décomposés et rendus solides que par les silicates, par la chaux et par les sels ammoniacaux.

ne peut les mettre en poudre qu'après les avoir *étonnés*, opération qui consiste à les chauffer au rouge, puis à les plonger subitement dans l'eau froide. Ils se fendillent alors et peuvent être plus facilement pulvérisés.

De là il résulte que dans le même terrain, où les phosphates minéraux ou fossiles n'ont produit aucun effet, les phosphates d'os peuvent en produire, et que les phosphates d'os sont surpassés à leur tour par les phosphates que contiennent les matières fécales.

En voici un exemple : MM. Corenwinder et Contamine enfouirent 160 kilogr. de phosphate dans un terrain du nord de la France, en contenant déjà naturellement 900 kilogr. par hectare (profondeur 30 centimètres). L'effet produit par cet engrais fut très prononcé, et il fut démontré que les phosphates qui faisaient partie du sol étaient moins solubles dans l'acide carbonique que ceux qui avaient été ajoutés comme engrais. .

Dans un terrain de même grandeur (près de Lille), qui recevait comme fumure 10 kilogr. d'engrais flamand par are, la même dose de phosphate fut ajoutée, mais ce phosphate ne produisit aucun effet. — Quelle en fut la raison ? La voici : les phosphates que contenait la terre étaient beaucoup plus solubles dans l'acide carbonique que ne l'étaient ceux qui avaient été donnés comme engrais.

Dans cette expérience, l'engrais phosphaté le plus actif fut celui qui se dissolvait en plus grande quantité dans l'acide carbonique, et celui qui s'y dissolvait le plus, était le moins agrégé, c'est-à-dire l'engrais flamand mélangé d'urine et de matières excrémentielles fermentées.

Il ne faut donc pas conclure, de ce que l'analyse a constaté la présence de phosphates dans un terrain, qu'il est inutile de lui en donner comme engrais.

Non, il faut lui en fournir, en ayant soin de choisir le plus possible parmi les phosphates dont on peut disposer, celui qui se désagrège et se décompose le plus facilement, et qui par cela même, est le plus soluble dans l'acide carbonique.

C'est dire qu'à défaut de l'engrais flamand qui malheureusement n'est pas employé chez nous, on doit préférer les phosphates d'os, aux phosphates minéraux ou fossiles.

Quant aux terrains tout calcaires qui ne renferment que très peu de terreau, les phosphates de chaux que l'on y met exercent peu d'action. Ils sont en effet assez rapidement transformés en phosphate de chaux insoluble par l'excès de chaux qui constitue le sol lui même. Il faut alors donner à la terre soit des sels ammoniacaux, soit du fumier qui renferme et des matières végétales qui se changeront en terreau et le phosphate le plus facilement soluble et assimilable.

Le phosphore, qui est représenté dans les engrais chimiques par le *superphosphate de chaux*, a la propriété, comme nous l'avons déjà dit, de remédier au danger que fait courir aux végétaux l'azote employé seul et à forte dose.

Ces deux agents de la fertilité réunissent leur action particulière, l'azote agissant principalement sur les parties foliacées des végétaux, le phosphore sur les organes de la reproduction et de la fructification.

M. Boussingault admet que ces deux substances ne développent leurs propriétés que lorsqu'elles sont associées l'une à l'autre.

Voici une de ses expériences :

1° Une graine d'hélianthus mise dans un sol n'ayant aucun engrais a produit une plante pesant 3 gr., 60 centigr.

2° Une graine d'hélianthus mise dans le même sol qui reçut de plus des cendres, du phosphate de chaux et de

L'azotate de potasse a produit une plante pesant 198 gr., 30 centigr.

3° Une graine d'hélianthus dans le même sol qui a reçu des cendres, du phosphate de chaux et du carbonate de potasse au lieu d'azotate a produit une plante pesant 4 gr., 60 centigr.

Cette expérience montre que le phosphate, qui n'a point trouvé de sel d'azote avec lequel il pût s'associer, n'a produit que de chétives plantes, tandis que, mélangé avec de l'azotate de potasse, il a produit une plante pesant 198 gr., 30 centigr. (1).

Si d'autre part, ajoute M. Boussingault, l'on considère :

1° Que l'azote mélangé au phosphore augmente considérablement chez les plantes la propriété qu'elles ont de décomposer par leurs feuilles l'acide carbonique, et de s'emparer de son carbone ;

2° Que les parties jeunes des végétaux toujours riches en matières azotées, contiennent une proportion considérable de phosphore ;

3° Que les substances alimentaires les plus riches en azote sont aussi les plus riches en phosphore ; qu'il en est de même pour les graines des végétaux ; on arrive à conclure que ces deux substances sont unies dans les plantes suivant un mode de combinaison mystérieux (2).

Il faut donc toujours dans les engrais chimiques mélanger les phosphates soit avec des matières azotées, soit avec des nitrates ou des sels d'ammoniaque.

Cette union des phosphates et des substances azotées, que

(1) M. BOUSSINGAULT. *Comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris*. T. XLIV, p. 947.

(2) M. BOUSSINGAULT. *Comptes rendus ut supra*. T. XLI, p. 845. T. XLIV, p. 834. T. XLV, p. 1000.

réalise le guano, fiente de quelques espèces d'oiseaux de mer, explique la grande fertilité qui résulte de son emploi.

Malheureusement ce guano qui a donné de si brillants résultats est aujourd'hui presque toujours falsifié. Il en existe même un, dit du Chili, ou guano terreux, qui ne contient que du phosphate de chaux, et peu de matière azotée.

Sans contester sa valeur, il n'a cependant pas celle du guano ammoniacal. Tout agriculteur sage et prudent renoncera donc à ce genre d'engrais qu'il peut du reste remplacer très avantageusement par un mélange de trois parties de superphosphate d'os, avec une partie de sulfate d'ammoniaque.

Il faut cependant qu'il n'oublie pas que le mélange qui remplace le guano est comme celui-là, un engrais incomplet, qui, au lieu des quatre substances nécessaires à la fertilité de la terre, n'en renferme que deux : l'azote et le phosphore.

Or si des engrais incomplets peuvent donner de très fortes récoltes pendant quelques années, ils ne tardent pas à stériliser le terrain. Comme conséquence de l'excessif développement qu'ils impriment momentanément à la végétation, ils épuisent la terre, et rompent l'équilibre qui doit exister entre les quatre éléments de fertilité.

Cet arrêt de fertilité, ayant pour cause l'emploi des engrais incomplets, a été signalé dans un grand nombre de cas et de contrées.

Dans les colonies françaises, on avait employé pendant longtemps le guano, comme engrais pour la canne à sucre, et l'on remarqua que les rendements diminuaient d'année en année.

On attribue ce déficit à une maladie particulière, que l'on appela *maladie des cannes à sucre*, mais cette prétendue maladie disparut dès que l'analyse du terrain démontra que la po-

tasse y faisait défaut et qu'on eût substitué au guano engrais incomplet, un engrais contenant les quatre éléments de fertilité (1).

Citons encore un exemple tiré des fermes du Nord de la France.

Le sol de cette contrée, comme tous les traités de chimie agricole le constatent, contient assez de phosphate de chaux, pour que les agriculteurs n'aient pas à se préoccuper de lui en fournir.

Mais il y a une limite à tout, et dans une ferme où l'on cultivait alternativement la betterave et le blé, le propriétaire remarqua que ce dernier donnait chaque année des récoltes plus faibles.

L'analyse de la terre ayant constaté l'insuffisante quantité des phosphates, il eut recours à un engrais complet et la récolte du blé redevint normale (2).

Telles sont les propriétés du phosphore, et comme on peut en juger par cet exposé, il doit jouer un rôle capital dans les engrais, surtout si l'on tient compte de la petite quantité de cette substance que renferme le fumier de ferme, et qui ne s'élève qu'à 180 grammes à 300 grammes par 100 kilogrammes. Il est donc bon d'y ajouter du phosphate de chaux que l'on répand de temps en temps par poignées sur le fumier ou dans l'étable. Cette opération qui enrichit le fumier en phosphore, l'enrichit aussi en azote, le phosphate de chaux fixant l'ammoniaque qui alors ne se perd plus dans l'air (3).

(1) PAYEN. *Précis de chimie industrielle*. II^{me} vol., p. 751.

(2) M. LANDUREAU. *Comptes rendus de l'Académie des sciences*. T. XCIV, p. 136.

(3) M. Thenard a trouvé dans le purin d'un fumier, dans lequel on avait mis des couches de phosphates minéraux en poudre, une quantité

Or, enrichir le fumier en y ajoutant du phosphore, est une mesure d'autant plus recommandable que cette substance se trouve bien souvent en doses insuffisantes dans un grand nombre de terrains.

Cette insuffisance peut provenir soit de la nature du sol, soit de ce que les phosphates qu'il contenait ont été absorbés par des cultures dont les produits consommés hors de la ferme ne sont pas retournés sous forme de fumier aux champs d'où ils sont sortis.

Les phosphates peuvent être également très utiles dans un terrain, du moment que ceux qu'il contient naturellement sont moins solubles dans l'eau chargée d'acide carbonique, que celui que l'on pourrait lui fournir au moyen d'engrais.

Pour cela il importe de connaître quels sont les divers phosphates que l'on trouve dans le commerce, et quels sont les plus actifs, c'est-à-dire ceux qui se dissolvent le plus facilement dans l'eau.

Les premiers phosphates que l'on a employés provenaient des os des animaux.

On ne faisait subir à ces os appelés dans le commerce, *os verts*, aucune préparation. On se contentait de les mettre en poudre. Dans cet état ils contenaient environ 4 % d'azote provenant de la gélatine qui forme leur réseau. Mais la graisse qui les imprégnait rendait leur pulvérisation difficile, et s'opposait à leur décomposition, ou du moins la rendait des plus lentes.

C'est ainsi que, d'après des expériences de M. Payen, ces

notable d'acide phosphorique provenant de ces phosphates. Ils avaient été en partie dissous par le carbonate de chaux ou par le carbonate d'ammoniaque du fumier. — M. DEHÉRAIN, *Cours de chimie agricole*, p. 542.

os enfouis en terre, après avoir été simplement mis en poudre, ne perdirent en quatre ans que 8 % de leur poids primitif.

Pour remédier à ce grave inconvénient on *dégélatine* les os.

Pour cela, on les soumet à l'action de la vapeur, ou à celle de l'eau bouillante, qui leur enlève la plus grande partie de leur graisse et un peu de leur gélatine.

Après ce traitement ils se pulvérisent plus facilement et donnent une poudre qui, d'après les mêmes expériences de M. Payen, se décompose et perd dans le même temps 30 % de son poids. Dans ces os le phosphate de chaux, en vertu de son interposition au milieu d'une matière animale, se présente dans un état de division qui le rend plus facilement attaquable par l'acide carbonique.

La matière azotée aide à cette décomposition tout en concourant à la nutrition des végétaux.

L'emploi de cette poudre d'os est donc à recommander.

Une troisième préparation s'obtient en renfermant des os dans des cylindres de fer bien fermés. On les chauffe au rouge, puis on en retire ces mêmes os complètement noirs, le charbon de la gélatine et de la graisse n'ayant pu se brûler, vu l'absence de l'oxygène de l'air.

Ce produit est connu dans le commerce sous le nom de *noir d'os* ou de *charbon animal*. Mis en poudre, il est très fertilisant, mais il est principalement réservé pour les raffineurs et les fabricants de sucre, qui l'emploient pour décolorer et blanchir leurs sirops, propriété qu'il doit à son charbon. Malheureusement, ce noir d'os est une des substances qui subit le plus de falsifications. On en vend même qui ne contient point de phosphate de chaux, ce sel n'exerçant aucune action dans la décoloration des sirops, le charbon agissant seul à ce point de vue.

A ces diverses préparations on peut ajouter les *cendres d'os* que l'on obtient en calcinant les os à l'air jusqu'à ce que la matière charbonnée soit brûlée et qu'ils soient devenus blancs.

Puis, le *phosphate précipité* qui se prépare en dissolvant les os dans l'acide chlorhydrique et en ajoutant de la chaux à la solution.

L'emploi de ce phosphate est recommandé pour les prairies marécageuses à terreau acide, pour les terres que l'on vient de défricher.

Il paraît, hors de ces cas, être inférieur aux autres phosphates, comme de nombreuses expériences et parmi elles, celles toutes récentes de M. Borel l'ont prouvé (1).

Parlons maintenant des phosphates minéraux et fossiles.

Les premiers se trouvent, comme nous l'avons déjà dit, sous la forme de pierres ou de roches plus ou moins dures et compactes. Ils sont plus ou moins mélangés avec des substances étrangères.

Les phosphates fossiles constituent d'immenses dépôts formés de coquilles entières et de leurs débris.

Ces phosphates ne sont pas solubles dans l'eau, lors même qu'ils ont été réduits en poudre fine. Ils sont doués d'une grande cohésion. Cela explique pourquoi les fortes importations qui en ont été faites en Angleterre n'ont pas donné les résultats favorables qu'on espérait. MM. Payen et Boussingault ont eu l'occasion de vérifier ce fait pendant une mission dans la grande Bretagne dont ils avaient été chargés par M. Dumas, alors ministre de l'agriculture et du commerce (2).

(1) M. Ch. BOREL, rédacteur en chef du *Journal d'Agriculture de la Suisse romande*, numéro du 5 mai 1885.

(2) MM. PAYEN et BOUSSINGAULT. *Comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris*. T. XLIV, p. 503.

De son côté, M. Moride, qui a analysé les phosphates qui sont déposés dans les chantiers du gouvernement français, a trouvé que les phosphates de l'Estramadure et que les nodules des Ardennes sont insolubles dans l'eau chargée d'acide carbonique, et même dans l'eau acidifiée par l'acide acétique. Les phosphates minéraux et les phosphates d'os seraient donc, selon M. Moride, deux choses bien différentes au point de vue des engrais (1).

M. Dehérain n'a pu dissoudre le phosphate des nodules des Ardennes, ni par l'acide carbonique, ni par l'acide acétique. Mais ces nodules mis en poudre et exposés à l'air, deviennent un peu solubles surtout dans l'acide carbonique et l'acide acétique réunis. Ces phosphates, mis en poudre et après une assez longue exposition à l'air, pourraient être utiles dans ces sols à réaction acide, dans les bruyères défrichées par exemple (2).

Ces observations de M. le professeur Dehérain ont été confirmées par M. Bobierre (3).

Ces phosphates deviennent beaucoup plus solubles lorsqu'on traite leur poudre par l'acide sulfurique. Cet acide s'empare d'une partie de leur chaux pour faire du sulfate de chaux (plâtre). Dans cette opération, l'acide phosphorique, qui était uni avec la chaux et dont la chaux a été prise, devient libre, ou se trouve combiné avec beaucoup moins de cette substance. Il est alors soluble dans l'eau et c'est dans cet état que l'agriculture emploie le plus souvent tous les

(1) M. MORIDE. Comptes rendus *ut supra*. T. XLIV, p. 239.

(2) M. le professeur DEHÉRAIN. Comptes rendus *ut supra*. T. XLV, p. 13.

(3) M. BOBIERRE. Comptes rendus *ut supra*, T. XLV, p. 167-636.

Journal d'agriculture de la Suisse romande, numéro du 24 octobre 1844.

phosphates soit d'os, soit minéraux, soit fossiles, sous le nom de *superphosphates*.

Cette préparation faite avec quelques os réduits en poudre grossière et mis dans un baquet en bois où l'on verserait de l'acide sulfurique étendu d'eau est encore une opération qui, comme celle du sulfate d'ammoniaque, serait à recommander, car elle serait très facile à exécuter dans les écoles de campagne.

L'industrie des engrais livre actuellement aux agriculteurs des superphosphates minéraux et fossiles, et des superphosphates d'os.

Ces derniers contiennent en moyenne 15 à 16 % d'acide phosphorique soluble. Ils sont d'un prix plus élevé que les superphosphates minéraux ou fossiles, mais en réalité ils sont moins chers, car, étant d'une nature primitive moins dense, et d'une texture plus poreuse, ils finissent par se désagréger et par se dissoudre complètement.

Il est du reste fort probable que l'azote qu'ils contiennent encore, contribue à faciliter leur décomposition.

C'est là une première raison qui milite en faveur de leur emploi.

La seconde raison, c'est qu'ils n'ont pas l'inconvénient de rétrograder en vieillissant.

Ce mot *rétrograder* demande une explication.

Un superphosphate rétrograde, c'est-à-dire marche et revient en arrière, lorsque l'acide phosphorique dégagé de la chaux avec laquelle il était uni, et rendu par cela même soluble dans l'eau, s'unit de nouveau à la chaux et redevient insoluble, comme il l'était avant d'avoir été séparé par l'acide sulfurique.

Or ces superphosphates minéraux ou fossiles, qui ont rétrogradé et dont une partie de l'acide phosphorique soluble est

de nouveau devenue insoluble, ces superphosphates méritent-ils la confiance des agriculteurs ?

Sont-ils véritablement *assimilables* ? Désignation sous laquelle ils sont recommandés dans les prix-courants des fabriques d'engrais chimiques.

Telle est l'importante question au sujet de laquelle règne un complet désaccord entre les chimistes et les fabricants.

Selon M. Joulie, auteur du *Guide pour l'achat et l'emploi des engrais minéraux*, un superphosphate est assimilable lors même qu'il est insoluble dans l'eau, du moment qu'il se dissout dans cette même eau contenant du *citrate d'ammoniaque*.

L'essai par ce sel d'ammoniaque met, dit-il, le superphosphate à sa véritable place. S'il y est soluble, il est sous le rapport de l'efficacité agricole, l'égal de tous les autres.

Il y aurait cependant des exceptions. C'est ainsi que, d'après des expériences de M. Joulie lui-même, un grand nombre de minerais ou de roches phosphatées contiennent du fer et de l'alumine. Or ces roches, mises en poudre et traitées par une quantité d'acide sulfurique suffisante pour s'emparer de toute leur chaux, ne rétrogradent point, mais le superphosphate qui en résulte reste mol et pâteux, et par conséquent impropre à être répandu sur la terre.

Si pour dessécher cette pâte, on y ajoute (comme cela se fait dans tous les engrais chimiques) soit de la chaux, soit du plâtre, on obtient un superphosphate qui se dessèche, il est vrai, mais qui se dissout mal dans le citrate d'ammoniaque, et qui est peu assimilable.

Si on diminue la quantité d'acide sulfurique nécessaire pour s'emparer de toute la chaux contenue dans les roches, le superphosphate préparé se durcit et peut être mis en poudre, mais il est également peu soluble dans le citrate d'ammoniaque et par conséquent peu assimilable.

M. Joulié admet donc que les minerais phosphatés, qui servent à préparer des superphosphates ne peuvent être assimilables du moment qu'ils contiennent du fer ou de l'alumine (argile). Or ces espèces de roches exploitées par les fabricants d'engrais sont très nombreuses, et jettent du doute et du discrédit sur celles qui ont une autre composition, les fabricants gardant à ce sujet un silence prudent.

Mais, pourrait-on objecter, si ces superphosphates contenant de l'alumine ou du fer, sont insolubles dans une solution de citrate d'ammoniaque, ils peuvent être solubles dans de l'eau contenant de l'acide carbonique.

Non cela n'est pas. M. Thenard dans son mémoire *Sur la manière dont les phosphates passent dans les plantes*, a constaté que les phosphates de fer et les phosphates d'alumine sont insolubles dans l'eau gazée par l'acide carbonique (1).

Il est donc prudent et sage lorsqu'on emploie les engrais chimiques de s'abstenir des superphosphates minéraux ou fossiles, vu l'incertitude de leur composition, incertitude qui n'existe jamais avec les superphosphates faits avec des os.

D'ailleurs le mot *assimilable*, appliqué aux superphosphates insolubles dans l'eau, mais solubles dans le citrate d'ammoniaque, n'a été adopté ni par la société des agriculteurs de France, ni par le congrès des différentes sections agronomiques (2).

(1) M. le baron THENARD, de l'Institut. *Comptes rendus de l'Académie des sciences*. T. XLVI, p. 212.

(2) En Allemagne, sur l'ordre du gouvernement, les superphosphates ne se dosent que sur le phosphate insoluble ou non, et jamais par le citrate. Mais le phosphate soluble dans le citrate donne aux fabricants plus de bénéfice que le phosphate soluble dans l'eau.

Voir l'article *Phosphate soluble dans l'eau*, du *Journal d'agriculture pratique* du 13 novembre 1884, p. 696.

La commission chargée d'étudier cette question s'est basée sur ce que le dosage des phosphates par le citrate d'ammoniaque donne lieu à des erreurs importantes, soit en plus, soit en moins. Elle lui préfère le dosage par la méthode *citro-uranique* et engage les agriculteurs à demander que les superphosphates minéraux ou fossiles qu'ils achètent soient dosés par ce dernier procédé.

La commission ajoute que, pour apprécier complètement un superphosphate minéral, il faut connaître :

1° La quantité d'acide phosphorique libre et soluble qu'il renferme.

2° La quantité de phosphate insoluble dans l'eau et dans le citrate.

3° La quantité de phosphate insoluble dans l'eau et soluble dans le citrate.

Dans le cas où ces trois dosages seraient trouvés trop compliqués et trop difficiles à faire, la commission appelle l'attention des agriculteurs sur la nécessité de bien indiquer sur lequel des trois états devra porter l'analyse du dosage.

Ils ne devront pas oublier que la quantité d'acide phosphorique soluble dans l'eau a une valeur plus élevée que la même quantité de phosphate soluble seulement dans le citrate d'ammoniaque, qui lui-même l'emporte de beaucoup sur le phosphate insoluble dans le même citrate.

Comme exemple des graves erreurs qui se commettent dans ces analyses, M. Mène cite le résultat d'une expertise où le superphosphate était marqué comme contenant 70 % de phosphate de chaux par la méthode *au citrate*, et qui, par la méthode *au bismuth*, n'en a accusé que 50 %.

C'est sur des données pareilles, ajoute-t-il, qu'on a établi des extractions de calcaires, de coquilles, de roches dites phosphatées qui ne contiennent que peu ou point de phosphates.

Or tous les jours ces soi-disant phosphates sont vendus et versés dans le commerce pour l'agriculture (1).

La non-approbation, par le congrès et par la Société des agriculteurs de France, de l'emploi du mot *assimilable* appliqué aux superphosphates solubles dans le citrate d'ammoniaque est un fait important que relève le *Journal d'agriculture de la Suisse romande* de février 1885 :

« Il est urgent, dit-il, de montrer aux agriculteurs les
« pièges où ils tombent quand ils achètent des prétendus su-
« perphosphates dont la teneur est indiquée en phosphates
« solubles, dosage par le *citrate d'ammoniaque*.

« Quand on voit en effet ce qu'on livre généralement au-
« jourd'hui pour des superphosphates, et que les acheteurs
« en sont venus à réclamer ce mode de dosage, on est forcé
« d'en conclure que la plupart ne savent ni ce que c'est qu'un
« véritable superphosphate, ni les conséquences de ces garan-
« ties astucieuses.

« Pour que les superphosphates soient de vrais superphos-
« phates, il ne suffit pas qu'ils soient le produit d'un phos-
« phate quelconque par l'acide sulfurique sans égard à la
« rétrogradation, c'est-à-dire au retour à l'état insoluble dans
« l'eau, du phosphate que l'acide sulfurique avait rendu
« soluble.

« Théoriquement il ne doit pas y avoir dans les superphos-
« phates d'acide phosphorique rétrogradé, puisque l'engrais
« qui pendant des années a été seul dénommé *superphosphate*,
« était le produit du traitement des os par l'acide sulfurique,
« produit qui ne rétrograde pas.

« Par exception, il y a des phosphates minéraux, dont

(1) M. MÈNE. *Comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris*.
T. LXXXVI, p. 1419.

« l'acide rendu soluble dans l'eau, y reste soluble, avec ceux-
« ci on peut faire de vrais superphosphates, mais la plupart
« des phosphates minéraux sont impropres à en fabriquer,
« leur phosphate que l'acide sulfurique rend soluble, y deve-
« nant rapidement insoluble en fortes proportions.

« Dans les vrais superphosphates, c'est l'acide phosphorique
« soluble dans l'eau qui prédomine d'une manière absolue.
« Dans la plupart des phosphates minéraux, c'est au contraire
« l'acide insoluble qui prédomine.

« Ces deux superphosphates, dit en terminant le *Journal*
« *d'agriculture*, ont donc un caractère distinctif diamétrale-
« ment opposé, et, on ne saurait trop donner de publicité à
« la proscription du mot assimilable.

Concluons donc avec M. Schlœsing, membre de l'Institut de France et professeur à l'Institut national agronomique: « qu'il
« est temps que le traitement des phosphates minéraux par
« l'acide sulfurique, au lieu de s'arrêter en mi-chemin pour
« livrer des produits variables, et d'une valeur quelque peu
« incertaine, soit poussé jusqu'au bout. Il faut que l'acide
« sulfurique soit employé en dose telle que sa réaction sur la
« chaux soit complète et ne produise que de l'acide phospho-
« rique libre.

« Cet acide livré au commerce servirait, combiné à la
« magnésie et à l'ammoniaque, à faire un *phosphate ammo-*
« *niaco-magnésien*, sel des plus actifs et des plus fertili-
« sants (1). »

A son tour, M. Pelouze, membre de l'Institut, a donné lecture à l'Académie des sciences d'un mémoire sur les phosphates de chaux. Après y avoir indiqué le moyen de préparer industriellement un phosphate de chaux soluble dans l'eau, et encore

(1) M. SCHLÖESING. *Comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris*. T. XCIII, p. 278.

plus dans l'acide carbonique, il ajoute: Cette préparation *remplacerait très avantageusement les superphosphates du commerce toujours mélangés dans une forte proportion de produits qui n'exercent aucune action sur les végétaux*, et permettrait à l'industrie de faire en grand et de vendre le sel éminemment fertilisant, le *phosphate ammoniaco-magnésien* (1).

En attendant l'accomplissement de ce double souhait, il est bon et prudent de la part des agriculteurs de ne recourir pour leurs engrais qu'au superphosphate d'os ou aux os dégelatinés et mis en poudre, et, dans le cas de terrains marécageux au phosphate précipité. Qu'ils se souviennent que si dans les superphosphates d'os une partie de la poudre d'os échappe à l'action de l'acide sulfurique, ce qui arrive toujours, elle n'en est pas moins de la poudre d'os, c'est-à-dire, une substance désagrégée, poreuse, des plus fertilisantes, contenant encore un peu de matières azotées, et qui, avec le temps se dissout tout entière dans le sol.

Ce qui n'arrive pas avec les phosphates minéraux.

IX

Potasse.

La potasse est un des quatre éléments de l'engrais chimique, elle se trouve dans le fumier de ferme, à la dose de 500 à 650 grammes par 100 kilos. Dans le fumier, elle provient en partie des matières végétales qu'il renferme, et en partie des excréments des animaux de l'étable. C'est ainsi que 4,000 kil. de paille renferment 20 kil. de potasse, et c'est uniquement en lessivant les cendres des végétaux et en évaporant l'eau

(1) M. PELOUZE. Comptes rendus, *ut supra*. T. LXVI, p. 1327.

de la lessive que l'on a obtenu pendant longtemps cette substance et qu'on la prépare encore aujourd'hui dans quelques localités de l'Allemagne, et du Nord.

Personne du reste n'ignore que la potasse dont on se sert pour laver le linge s'obtient en traitant les cendres par l'eau bouillante.

Cette substance joue un rôle important dans la vie des végétaux, et comme nous l'avons vu, leurs graines, c'est-à-dire leur partie vitale, celle qui est composée de manière à assurer la reproduction de l'espèce, contient en de très fortes proportions de la potasse unie au phosphore.

Sous son influence, (comme sous celle de la chaux), les matières azotées, non solubles et inertes, sont changées en nitrates, ou en sels ammoniacaux, seuls agents reconnus jusqu'à présent comme capables de porter de l'azote, dans l'organisme des végétaux.

Nous avons également vu qu'un mélange d'azote et de phosphore représenté par du guano, ou par du sulfate d'ammoniaque, et du phosphate de chaux, donne à la terre pendant quelques années une grande fertilité, mais qu'il ne tarde pas à la stériliser du moment que la végétation luxuriante que donnent ces deux substances a privé le sol de la potasse qu'il contenait.

Elle est en effet d'une très grande importance comme l'ont du reste confirmé des expériences faites par M. G. Ville (1).

Dans des terres qu'il avait préparées et où n'entrait aucune substance potassique, il a mis comme engrais le mélange de sulfate d'ammoniaque et de phosphate de chaux qui remplace le guano. Cette terre n'a rien produit. Il y a

(1) M. G. VILLE. *Mémoire sur l'importance comparée des agents qui concourent à la production végétale*. Comptes rendus *ut supra*. T. LI, p. 247.

alors ajouté, tantôt du nitrate, tantôt du carbonate de potasse, et la terre est immédiatement devenue des plus fertiles

Partout où cette substance se trouve en quantités notables et à l'état soluble, la végétation est des plus belles. La Limagne en est un exemple. Il en est de même des terrains que l'on arrose avec des lessives de potasse, et de ceux qui se trouvent dans le voisinage d'une savonnerie.

L'efficacité de cette substance est reconnue depuis bien longtemps, et n'a point échappé aux peuplades sauvages de l'Amérique qui brûlent leurs forêts pour se procurer ce précieux engrais.

La potasse se rencontre dans la plupart des terres, mais elle est souvent engagée dans des roches ou dans des argiles à combinaisons insolubles ou peu solubles. Nous avons signalé ce même phénomène d'insolubilité, à propos de l'azote et des phosphates. Aussi dans l'espérance, peut-être chimérique, que le sol cédera aux plantes la potasse qu'il contient, on ne doit point, par économie, la supprimer dans les engrais que l'on emploie et dire la terre y pourvoira. C'est ainsi que l'on risque de compromettre une récolte (1).

On a quelquefois reproché à cet élément de fertilité de boucher les pores des feuilles, de les rendre cassantes, de les faire jaunir, puis tomber.

Ce reproche ne s'adresse pas à la potasse elle-même, mais à deux de ses sels : au chlorure de potassium, et surtout au sulfate de potasse.

(1) Six terres différentes, traitées chimiquement, ont donné en moyenne par hectare 58,000 kil. de potasse ; neuf terres, traitées seulement par l'eau, n'ont donné par hectare et en moyenne que 507 kil. de potasse soluble. 507 kil. seulement sur 58,000 étaient donc utiles aux plantes.

Composés d'éléments fortement unis, ces deux sels sont peu décomposables, et ne peuvent que difficilement se séparer et subir les transformations que la végétation crée dans les différentes phases de son développement. En un mot, ils ne s'assimilent pas, ou ne s'assimilent que très lentement aux végétaux.

D'autre part, étant solubles, ils ne tardent pas, dès que l'eau qui leur a servi de véhicule vient à s'évaporer, à obstruer les canaux et les pores des feuilles.

Les preuves, que ces deux sels ne se décomposent pas ou ne se décomposent qu'en faible partie, ces preuves se comptent en très grand nombre (1).

En voici quelques-unes :

Des analyses de colza ont donné pour résultats de la potasse à l'état de sulfate et de la potasse à l'état de chlorure. Ces deux substances, mises comme engrais, n'avaient donc subi aucune transformation, on les a trouvées telles qu'elles avaient été mises en terre, et telles que les racines les avaient absorbées.

De nombreuses analyses ont constaté que le sulfate de

(1) Le sulfate de potasse, de même que le sulfate de chaux, mis en terre, se transforment sous l'influence du terreau en *sulfure de potassium* et en *sulfure de calcium*, puis en carbonate de potasse et en carbonate de chaux.

Cette décomposition se fait normalement avec le sulfate de chaux qui, étant très peu soluble dans l'eau (1 partie sulfate veut 450 parties d'eau), ne se dissout que peu à peu, de manière à rencontrer toujours des substances végétales et à ne pas échapper à leur action.

Il n'en est pas de même pour le sulfate de potasse. Il est soluble dans l'eau en fortes proportions, et la plus grande partie de la solution de ce sel se perd dans le sous-sol, ou est absorbée par les racines des plantes à l'état de sulfate non décomposé, et cela avant qu'elle ait rencontré assez de substances végétales ou de terreau, pour être changée en sulfure.

potasse et le chlorure de potassium, qu'on avait donnés comme engrais à des betteraves, se sont retrouvés tout simplement emmagasinés dans leurs tissus, et, dans le même état, où ils étaient lorsqu'ils furent mis en terre. Ils n'avaient donc pas agi comme engrais.

M. Joulie a obtenu les mêmes résultats. « La betterave, dit-il, absorbe indistinctement tous les sels qui se présentent à ses racines. Si ces sels sont du sulfate de potasse ou du chlorure de potassium, ils s'emmagasinent simplement dans ses tissus, sans pouvoir être utilisés à la formation des composés organiques qui lui permettent de produire du sucre.

« Si au contraire la potasse lui arrive à l'état de nitrate, elle décompose ce sel par voie de réduction. En un mot, les nitrates se trouvent *assimilés* en totalité par le végétal, tandis que les chlorures et les sulfates ne sont qu'*absorbés* par lui (1).

Dans un mémoire lu à l'Institut de France, *sur l'action qu'exercent sur la pomme de terre les différents sels de potasse essayés séparément*, M. Pagnoul a trouvé que le plus fort rendement de ce tubercule est donné par le carbonate de potasse (potasse du commerce, cendres), et que le plus faible est celui qui correspond au chlorure de potassium.

Dans les cendres de ces pommes de terre, *il a retrouvé ce chlorure, à l'état de sel, et n'ayant subi aucune décomposition*. Il a donc été absorbé par les racines sans profit pour la plante à laquelle il n'a pu servir d'aliment (2).

(1) M, JOULIE. *Guide pour l'achat et l'emploi des engrais chimiques*. Pages 260-261.

(2) Mémoire de M. PAGNOUL. *Comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris*. T. LXXX, p. 1010.

D'autre part, M. Dehérain, professeur à l'Ecole d'agriculture de Grignon, a fait de 1865 à 1868 des essais avec les sels de potasse. Il a employé les sels de Stassfurt qui venaient d'être découverts en Allemagne, et d'apparaître sur le marché français. Il jugea utile d'étudier leur action sur diverses cultures et sur différents sols, afin d'encourager leur emploi s'il réussissait, et de prévenir les mécomptes, si au contraire il ne reconnaissait pas à ces matières toute l'utilité que les agronomes allemands paraissent leur accorder (1).

Ces sels sont des composés de potasse, plus ou moins riches en *chlorure de potassium* et en *sulfate de potasse*, et cela, selon leur degré de concentration et de purification. Ils renferment également plus ou moins de sel marin (*chlorure de sodium*). Or sur les pommes de terre ces différents composés eurent un résultat nul et défavorable.

Le *sulfate de potasse concentré* (toujours de Stassfurt), ne donna en général que de faibles excédants de récolte, quelquefois même son emploi fut suivi d'une diminution dans le poids des végétaux recueillis.

Dans une autre terre très pauvre en potasse, les pommes de terre ainsi que les betteraves ne profitèrent que médiocrement de ces sels.

Dans une troisième série d'expériences, faites aussi sur une terre pauvre en potasse, ces chlorures, ces sulfates ont donné des résultats peu encourageants.

Citons encore M. Peligot. Dans un travail sur *l'action des divers engrais sur les betteraves sucrières*, ce membre de l'Académie des sciences, qui est professeur de chimie à l'Institut

(1) M. DEHÉRAIN, professeur de chimie à l'Ecole d'agriculture de Grignon. *Cours de chimie agricole*. Page 549.

agronomique de Paris, a obtenu des résultats plus négatifs encore que ceux dont nous venons de parler.

Il sema des graines de betteraves dans des pots séparés et arrosa chacun d'eux, non avec un mélange de sels, mais *avec un seul sel*. C'est, dit-il, l'unique moyen que l'on doit employer lorsqu'on désire se rendre compte de l'action fertilisante d'une substance quelconque.

Or les betteraves arrosées avec du *chlorure de potassium* (sel de Stassfurt) donnèrent peu de feuilles, qui ne se développèrent pas, et ne tardèrent pas à jaunir.

Les betteraves au contraire qui avaient été arrosées, soit avec le *nitrate de potasse seul*, soit avec le *sulfate d'ammoniaque également seul*, soit avec le *superphosphate de chaux*, se développèrent très bien. Leurs feuilles étaient larges et d'un vert foncé.

M. Peligot conclut de ses propres expériences que le chlorure de potassium que l'on a introduit dans les engrais chimiques (à la place du nitrate) est d'une efficacité des plus contestables (1).

Nous admettons donc, jusqu'à preuves contraires, que le sulfate de potasse et la chlorure de potassium ne jouissent pas de propriétés assez bien déterminées pour être recommandés aux agriculteurs. C'est leur prix relativement bas qui les fait employer comme potasse dans les engrais chimiques. Cependant, avant de renoncer complètement à l'emploi du chlorure de potassium, on doit se demander, comme quelques expériences semblent le faire admettre, s'il ne jouerait pas le rôle d'un dissolvant des phosphates insolubles, et s'il ne pourrait pas agir sur les végétaux comme

(1) M. PELIGOT, membre de l'Institut de France. *Comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris*. T. LXXX, p. 133.

un excitant, de la même manière que le sel agit sur les animaux.

Tous, y compris l'homme, aiment et recherchent le sel. Il excite l'appétit, fait partie du suc gastrique de l'estomac, favorise la digestion, et lui est peut-être nécessaire, quoique les urines et la transpiration le rendent tel qu'il a été pris et sans qu'il paraisse avoir subi aucune altération.

En est-il de même du chlorure de potassium à l'égard des végétaux ? C'est là une question non résolue.

En attendant qu'elle le soit, on peut employer le chlorure de potassium à petites doses, comme excitant, mais non à doses élevées, comme on le fait lorsqu'on le substitue au nitrate de potasse.

C'est à ce dernier sel qu'il faut recourir pour représenter la potasse dans les engrais chimiques. Il réunit en lui, comme nous l'avons déjà fait remarquer, deux éléments de la fertilité : l'azote et la potasse, et de plus, observation très importante due à M. Boussingault : *chaque équivalent d'azote fixé par une plante y fixe également son équivalent de potasse.*

Le nitrate de potasse contient sur 100 parties, 44 à 45 parties de potasse, et 13 à 14 d'azote. Il faut donc, dans l'évaluation de son prix qui est assez élevé, ne pas oublier qu'en achetant du nitre, on achète de la potasse et de l'azote. Lorsqu'on remplace son azote par celui du nitrate de soude qui est meilleur marché, on n'a point de potasse. Lorsqu'à la place du nitrate de potasse, on a recours au chlorure de potassium ou au sulfate de potasse, on n'a point d'azote.

Rappelons ici que le nitre sous ses différents noms de salpêtre, nitrate de potasse, azotate de potasse, se forme natu-

rellement dans les terrains qui contiennent de la potasse et des matières organiques, du terreau. Il se forme aussi dans les fumiers et dans les décombres de vieux bâtiments.

Le sol des écuries et celui des caves contiennent toujours des nitrates.

C'est une substance, comme on le voit, créée par les seules forces de la nature et qui est des plus assimilables. Aussi M. G. Ville l'a-t-il d'abord exclusivement préconisée comme potasse, et c'est avec elle qu'il a fait pendant dix ans toutes les expériences qui ont servi de base à son système d'engrais et à ses formules.

On pourrait, il est vrai, la remplacer par le carbonate de potasse qui contient 40 à 50 % de potasse, mais ce sel a le grave inconvénient de ne pouvoir faire partie d'un engrais chimique contenant du sulfate d'ammoniaque, vu qu'il se substitue à l'ammoniaque qui, mise en liberté, se volatilise et se perd dans l'air (1).

Dans les prix courants, l'azote de l'acide nitrique est désigné sous le nom d'*azote nitrique*, sans aucune autre explication. On ne sait donc pas, dans les engrais chimiques que livre le commerce, si l'azote nitrique provient du nitrate de potasse, ou du nitrate de soude qui coûte moins cher.

Les fabricants justifient cette substitution qui est des plus

(1) Deux sels de potasse, le silicate et le sulfure de potasse (foie de soufre) ont été employés dernièrement et ont donné d'excellents résultats. La foie de soufre agit en même temps comme fertilisateur, et comme insecticide.

Pour les engrais spéciaux agissant à ce double point de vue, voir ma notice sur le goudron de houille, lue à la Classe d'agriculture de la Société des Arts en 1883, et publiée la même année. (*Du goudron de houille, ou coaltar*. De son emploi en agriculture pour la destruction de tous les parasites, soit végétaux, soit animaux. Imprimerie Carey. Genève.)

fréquentes, par ce fait généralement admis que la potasse et la soude existent toutes deux dans les végétaux et qu'elles peuvent se remplacer l'une l'autre.

Or c'est là, à ce qu'il paraît, une grave erreur, qui a été combattue et réfutée par M. G. Ville. J'ai établi, dit-il, par des expériences directes sur le froment que la soude ne peut remplacer la potasse, et qu'en l'absence de cette dernière, la plante ne donne que des résultats incertains et précaires.

Des expériences semblables, faites sur les pommes de terre, ont été également négatives. Là où manque la potasse, la soude ne produit aucun effet. Donc la soude ne remplace pas la potasse (1).

Ce n'est pas au point de vue de telle ou telle plante, mais à un point de vue général que M. Peligot de l'Institut, a repris tout récemment cette question dans son *Traité de chimie appliquée à l'agriculture*:

« La potasse, dit-il, qu'on appelait autrefois et avec raison, l'*alcali végétal*, se rencontre dans toutes les plantes et dans leurs cendres, ce qui n'arrive pas pour la soude.

« Si par hasard cette dernière s'y trouve, c'est toujours en quantités minimes. Nous disons, si par hasard, car la présence simultanée des deux sels, de potasse et de soude, que l'on supposait d'après de nombreuses analyses se trouver dans les végétaux, n'existe pas, et n'est que la conséquence du mauvais mode de dosage adopté pour l'analyse de la soude (2). »

Ce dosage avait pour résultat d'attribuer aux plantes ana-

(1) M. G. VILLE. *Comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris*. T. LXVI, p. 380. ; *Engrais chimiques*, p. 134.

(2) La soude existe cependant dans quelques végétaux; et plus particulièrement dans deux familles de plantes; les atriplicées et les chénopodées.

lysées une quantité de soude d'autant plus grande, que l'analyse elle même était plus mal exécutée.

Très souvent cette soude n'était dosée que par différence, de sorte que toutes les pertes faites sur les autres éléments, comptaient pour de la soude, alors que la soude n'existait pas, et qu'on ne s'était pas même assuré de sa présence par des essais préalables.

Quant aux plantes que j'ai cultivées moi-même, ajoute M. Peligot, et que j'ai arrosées avec de l'eau contenant des sels de soude, toutes, blé, pommes de terre, avoine, haricots se sont trouvées exemptes de cette substance (1).

C'est du reste ce qui est arrivé à M. le professeur Dehérain (2). Il a arrosé à l'école de Grignon des pommes de terre cultivées en plein champ avec des dissolutions de différents sels de soude, et leurs cendres analysées ne contenaient point de soude.

Ces plantes l'avaient donc rejetée comme aliment.

Rien ne prouve plus clairement, dit encore M. Peligot, la prédilection des plantes pour la potasse que son existence dans des végétaux qui, comme les varechs, vivent dans l'eau de mer. Celle-ci contient par litre 30 grammes (1 once) de sel de soude, et seulement 20 centigrammes (4 grains) de potasse, et cependant dans ces plantes, la potasse prédomine de beaucoup sur la soude.

Aussi admet-il que si l'on pouvait par des moyens mécaniques arriver à séparer les particules de sel qui imprègnent

(1) M. PELIGOT, membre de l'Académie des sciences, professeur de chimie analytique à l'Institut national agronomique. *Traité de chimie analytique appliquée à l'agriculture*. Pages 355 et suivantes.

(2) M. PELIGOT. *Comptes rendus de l'Académie des sciences*. T. LXIX, page 1276.

les varechs et les en débarrasser par un lavage, leur analyse ne donnerait que des sels de potasse.

M. Peligot conclut donc que, dans le choix des engrais, il faut tenir compte de l'antipathie des plantes pour la soude, car accumulée dans la terre, elle exerce une action nuisible à la végétation, et s'oppose en particulier à la nitrification des éléments azotés, résultat, fait observer M. Dumas, facile à prévoir quand on connaît les propriétés antiseptiques du sel (chlorure de sodium).

Cette antipathie des plantes pour la soude est confirmée par de nombreuses observations.

Quand la soude existe dans une plante, dit M. Conjean, elle n'y existe le plus souvent que mécaniquement, aussi y reste-t-elle accumulée dans les parties basses, et diminue à partir de là, de manière à ce que le haut de la tige et surtout les fleurs et les fruits, n'en contiennent jamais (1).

Les plantes maritimes elles-mêmes semblent n'admettre la soude que par tolérance. Leurs organes supérieurs refusent de la recevoir, et dès qu'elles trouvent de la potasse, elles opèrent par elles-mêmes un triage et rejettent la soude.

M. Paul de Gasparin cite comme exemple le *mésambrianthemum cristallinum* dont les branches et les tiges sont parsemées de glandes cristallines remplies d'un sel de soude. Dès que cette plante s'éloigne de la mer et s'avance dans les terres, le sel de soude est remplacé par un sel de potasse.

Il en est de même pour le *salsola tragus*, qui est exploité pour sa soude, entre Frontignan et Aigues-Mortes. Cette

(1) M. CONJEAN. *La soude dans les végétaux*. Comptes rendus de l'Académie des sciences, T. LXXXVI, p. 151.

plante remonte quelquefois la vallée du Rhône et ne tarde pas à remplacer sa soude par de la potasse (1).

Mais, objectera-t-on, ce n'est point pour la soude qu'on emploie le nitrate de soude, mais c'est pour son acide nitrique qui donne de l'azote à meilleur marché, le nitrate de soude coûtant moins cher que le nitrate de potasse.

Or, même à ce point de vue, et en ne tenant pas compte des inconvénients d'un excès de soude dans les terrains, l'azote du nitrate de soude le cède en activité à celui du nitrate de potasse.

M. G. Ville donne comme preuve l'expérience qu'il a faite, d'après laquelle 1 kil. d'azote provenant du nitrate de soude a donné 161 kil. de betteraves, tandis que 1 kil. d'azote provenant du nitrate de potasse, et dans des conditions absolument égales, a donné 580 kil. (2). Poids vraiment remarquable.

D'après le même auteur, du nitrate de soude fourni comme engrais à du blé a donné de mauvais résultats. Il en a été de même lorsqu'on l'a associé avec du phosphate de chaux, mais de la potasse ajoutée au mélange lui a immédiatement communiqué une action fertilisante (3).

(1) M. DE GASPARIN. *Cours d'agriculture*, 3^{me} édition, T. I^{er}, p. 106.

De nombreuses analyses ont conduit M. de Gasparin à affirmer qu'il n'y a point de soude dans la plupart des terrains. Il met de côté les terrains salans qui en contiennent beaucoup, ainsi que les terres d'alluvion et de diluvium qui en contiennent des traces. Ces exceptions faites, ce n'est que dans les terres fumées avec des engrais de ville ou du fumier de ferme qu'on trouve de la soude à l'état de sel marin. D'où M. de Gasparin conclut^t que la potasse mérite toujours davantage son nom si ancien d'*alcali végétal*.

(2) M. G. VILLE. *Engrais chimiques*. 1^{er} vol., p. 176.

(3) M. G. VILLE. *Comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris*. T. LI, p. 437.

Du reste, le nitrate de soude, qui était principalement employé pour les engrais destinés à la betterave, commence à être délaissé.

MM. Corenwinder et Woussen, dans un mémoire lu à l'Institut de France, rapportent que les cultivateurs de betteraves ont compris que le nitrate de soude constituait un véritable danger pour leur culture, et qu'il est aujourd'hui de la part des fabricants de sucre l'objet de plaintes sérieuses.

Tels sont les résultats des nombreux travaux qui ont été faits sur la soude et sur son nitrate.

Quant au sulfate de potasse et au chlorure de potassium (sel de Stassfurt) qui, dans les engrais chimiques, remplacent le plus souvent le nitrate de potasse, nous donnons ici l'opinion de M. G. Ville. « Je n'ai obtenu de bons effets, dit-il, ni du « sulfate, ni du chlorure de potassium, et mes recherches « sur ce point sont conformes à celles de M. le professeur « Schloësing. N'ayant eu de bons effets que de la potasse « carbonatée ou du nitrate, je continuerai à recommander « ces deux produits, parce que, tous comptes faits, je ne trouve « pas qu'une économie de 8 à 10 francs par hectare soit une « compensation qui rachète les incertitudes de toute nature, « qui naissent de l'emploi d'un produit pauvre ou impur (1). »

(1) M. DE VILLE. *Engrais chimiques*. 1^{er} vol., p. 285-286.

Plus tard, M. Ville, pour obtenir un nitrate de potasse à un prix moins élevé, a donné des formules où il le remplaçait par un mélange de *chlorure de potassium et de nitrate de soude*. Par une double décomposition entre ces deux sels, il se formerait du *nitrate de potasse* et du chlorure de sodium (sel marin). Cette double décomposition s'effectue, en effet, dans les fabriques et constitue un des procédés actuels pour obtenir le nitrate de potasse ; mais s'opère-t-elle toute seule en terre ? Telle est la question à résoudre.

Pour terminer cet article, nous concluerons avec M. Joulie que les sels de potasse *sûrement assimilables dans tous les cas* sont le nitrate de potasse et le carbonate de potasse.

Quant au sulfate et au chlorure, ils ne viennent qu'en seconde ligne, mais peuvent être rendus solubles par une association avec d'autres engrais ou par les substances mêmes du sol dans lequel ils sont employés. Aussi est-il bon, si l'on veut y recourir, de faire au moins sur une petite échelle l'essai de ces deux substances afin de s'assurer si *elles sont, oui ou non, assimilables dans les terrains et dans les conditions où l'on se propose de s'en servir* (1).

Répétons cependant ce que nous avons dit. C'est que tout en rejetant le chlorure de potassium employé à hautes doses comme engrais, et comme pouvant remplacer le nitrate de potasse, nous croyons qu'il serait possible qu'il agît à petites doses sur les végétaux comme *excitant*, de la même manière que le chlorure de sodium, le sel ordinaire, agit sur les animaux.

X

La Chaux.

La chaux est le quatrième élément de l'engrais chimique. Il est probable que plus tard on en ajoutera un cinquième : *la magnésie*, substance qui dans quelques cultures a donné d'excellents résultats.

Pour le moment, on se contente de la magnésie que la plupart des diverses espèces de chaux renferment, à des doses, il est vrai, plus ou moins fortes.

(1) M. JOULIE. *Guide pour l'achat et l'emploi des engrais chimiques*. Page 105.

La chaux s'emploie en agriculture sous deux états. A l'état de *chaux vive* et à l'état de chaux combinée avec l'acide sulfurique : le *sulfate de chaux* qu'on appelle aussi *plâtre*.

Comme amendement, on se sert de la chaux vive, à la dose de 400 à 500 kil. par hectare, une fois pour toutes.

Dans cette opération, la chaux est souvent remplacée par la *marne* qui est un mélange à doses très-variables de chaux et d'argile.

Le chaulage ou le marnage se pratique pour fertiliser les terres, il leur donne l'élément calcaire qui leur est nécessaire, désagrège les argiles et les rend moins compactes et moins inaccessibles à l'air.

Le chaulage tue beaucoup d'insectes, détruit les mousses et les petits champignons parasites, qui s'attachent aux arbres et aux plantes et vivent à leurs dépens. La carie, la rouille, sont rares dans une terre chaulée.

La chaux vive rend de grands services, lorsque des matières contenant de l'azote forment des combinaisons insolubles. Sous son influence, ces matières inertes et sans action se transforment en sels d'ammoniaque ou en nitrates, sels azotés que nous savons être des plus fertilisateurs.

La chaux agit de même sur les terres nouvellement défrichées, sur celles des marais desséchés, sur celles, en un mot, qui sont riches en débris végétaux, en détritits organiques, elle change leur azote insoluble en sels azotés solubles et assimilables.

Son rôle est donc des plus utiles, tant que ces débris végétaux sont abondants; mais du moment qu'ils deviennent rares, que leur réserve est dissipée, il ne faut plus donner de chaux à la terre ou lui donner en même temps soit du fumier, soit des matières végétales.

Cette action de la chaux vive donne l'explication de ce fait :

que les fumiers mis dans une terre calcaire ont un effet puissant, mais de courte durée.

Ces terrains, selon l'expression consacrée, *brûlent les fumiers*.

La chaux vive mise en excès (de même que la potasse et les sels d'ammoniaque), change les phosphates de fer et d'alumine qui sont insolubles en phosphates solubles. Or, comme ils jouent un grand rôle dans la fertilisation du sol, on comprend l'importance de la fonction que remplit à ce point de vue la chaux employée comme amendement (1).

La chaux à l'état de chaux vive ne doit pas être mélangée avec le fumier de ferme, ni faire partie des engrais chimiques. Elle se substituerait à l'ammoniaque que ces deux engrais contiennent, et l'ammoniaque (et par conséquent l'azote qu'elle renferme) mise en liberté se dissiperait dans l'air.

Par contre, elle agit très bien dans les composts, où les feuilles et les matières végétales dominent, elle les change rapidement en terreau. Cependant, M. Dehérain, fait remarquer que dans l'ouest de la France, les cultivateurs ont l'habitude de mêler leur fumier avec de la chaux et d'en faire de véritables composts (2).

Comme élément de l'engrais chimique, la chaux s'emploie à l'état de *plâtre*, soit *sulfate de chaux*.

Le plâtre contient 34% de chaux, il est peu soluble, car il faut 450 parties d'eau pour en dissoudre une de sulfate de chaux. Néanmoins cette petite quantité en dissolution suffit pour rendre l'eau *dure ou séléniteuse*.

L'eau dure cuit mal les légumes, les durcit ; elle tranche le savon. On remédie à ce grave inconvénient dans les ménages

(1) M. le professeur DEHÉRAIN. *Cours de chimie agricole*. P. 407.

(2) M. le professeur DEHÉRAIN. *Cours de chimie agricole*. Page 525.

de la campagne en faisant fondre dans cette eau avant de s'en servir une petite quantité de carbonate de soude (cristal de soude).

Les eaux dures ne sont pas propres à l'arrosage des végétaux, elles peuvent incruster leurs racines et faire jaunir et tomber leurs feuilles. Elles ne doivent pas être employées à l'irrigation des prairies.

Le sulfate de chaux dissous dans l'eau est facilement décomposé par le terreau et par les matières végétales, débris de bois, feuilles, etc., il se transforme en sulfure, soit foie de soufre à base de chaux. Ce sulfure à son tour se transforme en chaux et en soufre. Cette dernière substance est très utile aux plantes pour la formation de l'albumine végétale qu'elles contiennent. C'est, nous l'avons déjà dit, ce sulfure qui donne l'odeur d'œufs pourris aux eaux contenant du plâtre, dans les puits mal entretenus qui renferment de la boue, ou des débris végétaux.

Le sulfate de chaux semé à la volée à la dose de quatre cents à cinq cents kilos par hectare est très favorable aux prairies artificielles, trèfle, luzerne, sainfoin, et le rôle qu'il joue dans ces cultures est encore très obscur, cependant M. le professeur Dehérain admet que le plâtre fournit à ces plantes la potasse qui est la dominante des légumineuses. Il se base sur des expériences qu'il a faites et qui ont démontré que l'eau dans une terre plâtrée dissout plus de potasse qu'elle n'en dissout dans une terre non plâtrée.

Le plâtre favoriserait donc la solubilité de la potasse insoluble.

En analysant, dit M. Boussingault, les cendres du trèfle qui a été plâtré et celles du trèfle non plâtré, on trouve dans toutes les deux à peu près la même proportion d'acide sulfu-

rique et de chaux, mais les sels de potasse sont plus abondants dans les plantes qui ont reçu du plâtre. — Ces analyses confirmeraient donc les expériences de M. Dehérain (1).

La chaux mise en excès dans une terre ne présente aucun inconvénient et l'on cite des sols très fertiles qui en contiennent jusqu'à 50 %. La fertilité qu'elle imprime au sol s'explique en partie par ce fait que nous avons déjà plusieurs fois signalé, que les terrains qui ont de la chaux, et qui en même temps renferment du terreau ont la propriété d'unir l'oxygène et l'azote de l'air, pour donner naissance à de l'acide azotique (nitrique) qui à son tour, en se combinant avec la chaux, donne naissance au sel appelé *nitrate de chaux*.

Ce phénomène constitue ce qu'on appelle la nitrification.

Il se passe sur un terrain calcaire ce qui se passe avec la chaux contenue dans les caves ou dans les murs humides. Ces murs se salpêtrant, c'est-à-dire forment des nitrates.

Les terres calcaires, surtout celles à calcaire poreux et tendre, sont donc des plus fertiles, dès qu'elles renferment du terreau.

Toujours en travail, elles préparent et créent par leurs propres forces et sans le secours de l'homme, les sels de nitre nécessaires aux végétaux.

Leur supériorité sur les terres granitiques, l'état de vigueur et de prospérité qu'elles impriment aux végétaux comme aux animaux, ont été depuis bien longtemps signalées par M. de Saussure.

Enfin, c'est encore à l'aide du plâtre mis en terre comme engrais, que des arboriculteurs ont obtenu des fruits remarquables par leur grosseur et par leur saveur. Mais là encore,

(1) M. DEHÉRAIN. *Cours de chimie agricole*. Page 445.

Le plâtre doit être mélangé avec des matières végétales et mieux avec du fumier.

C'est une condition indispensable pour que cette substance produise tout son effet.

XI

Choix et composition d'un engrais-type.

Nous venons de faire connaître les propriétés dont jouissent les matières végétales employées seules ou à l'état de fumier de ferme.

Nous avons principalement insisté sur la propriété qu'elles ont de rendre solubles et assimilables les substances qui dans la terre sont dans un état d'insolubilité plus ou moins complet, et sur le rôle qu'elles remplissent dans la formation des nitrates, sels azotés des plus fertilisants.

Nous avons également étudié l'action qu'exercent les quatre éléments que renferme le fumier, éléments d'autant plus importants qu'ils sont les mêmes que ceux dont la réunion constitue les engrais chimiques ou minéraux.

Mais, s'il est nécessaire pour un agriculteur de connaître les propriétés des substances qui fertilisent son terrain, de savoir que l'azote favorise principalement le développement des parties foliacées, et que le phosphore favorise la fructification, cela néanmoins ne lui suffit pas.

Pour qu'il puisse appliquer les connaissances qu'il peut avoir acquises, il faut que les engrais chimiques dont il dispose soient de vrais engrais chimiques, c'est-à-dire, qu'ils soient formés de substances minérales, dont chacune ait une composition fixe et bien déterminée.

Or ce n'est qu'à l'état de sels que ces substances peuvent réaliser cette condition.

Il faut de plus, pour que l'agriculteur puisse employer les engrais chimiques avec intelligence et discernement, qu'il sache non seulement le nom et la provenance des sels qui les composent, mais que ces sels soient en nombre restreint, et choisis parmi ceux que la pratique aidée de la science a reconnus comme les plus actifs et les plus assimilables.

Malheureusement les engrais que préparent et que vendent la plupart des fabriques, sont bien loin de satisfaire à ces dernières conditions.

En effet, immédiatement après la publication des travaux de M. G. Ville et de ses formules, l'agriculture reçut une nouvelle et forte impulsion et de nombreux établissements se formèrent pour répondre à de nombreuses demandes. Mais, au lieu d'employer pour leurs engrais les substances que dix années d'essai avaient fait adopter par M. G. Ville, la plupart de ces fabriques recherchèrent quels étaient parmi les sels d'azote, de *phosphore* et de *potasse*, ceux qui coûtaient le moins cher.

Elles en vinrent ensuite, et toujours dans le même but d'économie, à substituer en tout ou en partie, aux sels d'azote immédiatement assimilables et à composition fixe, des résidus ou des débris de matières végétales ou animales. Ces matières contiennent, il est vrai, de l'azote, mais présentent le double inconvénient d'être, comme nous l'avons vu, d'une composition des plus variables, et d'avoir à subir des pertes en azote pouvant s'élever jusqu'à 50 %, dans les décompositions qui leur sont nécessaires, pour se transformer en sels d'ammoniaque ou en nitrates, et devenir ainsi assimilables.

Consultons, par exemple, un des prix courants de ces fa-

briques. Cherchons-y quel est l'engrais destiné aux prairies naturelles, et nous y trouverons que cet engrais correspond à tel numéro.

Ce numéro indique bien que l'engrais cherché renferme 4 % d'azote, dont deux parties sont désignées sous le nom d'*azote ammoniacal* et proviennent du sulfate d'ammoniaque, mais il n'indique pas de quelles matières sont tirées les deux autres parties de cet azote.

Pourquoi ne pas les nommer en toutes lettres ?

Pourquoi en cacher la provenance ?

Ne serait-ce point pour laisser ignorer aux fabriques rivales, quelle est la substance, qui est d'un prix moins élevé, que celui du sel d'azote qu'elle remplace ?

Ou, pour se ménager la possibilité, si cette substance vient à subir une hausse, de pouvoir en substituer une autre, qui aurait subi une baisse ?

Puis, quelle sécurité cette substance azotée dont le nom est tenu secret, donne-t-elle à l'agriculteur ?

Qui lui dit que ce n'est pas un corps, qui, comme la houille, fournit bien de l'azote, lorsqu'on la soumet à des opérations chimiques, mais qui mis en terre n'en livre point, vu qu'il ne s'y décompose pas.

Mais ne supposons point le mal et admettons que cette substance, malgré son prix relativement bas, soit bien choisie et fertilise le sol, pourquoi alors en cacher le nom à celui qui l'emploie et l'empêcher de connaître une substance qui convient à son terrain ?

Continuons l'examen de cette formule. Elle renferme, dit le prix courant, 7 % de potasse pure.

Mais de quel sel de potasse, cette potasse provient-elle ?

Ce n'est point, comme cela serait désirable, du nitrate de potasse, sel cher, il est vrai, mais très actif, car alors le fabricant se serait empressé de la désigner sous le nom de *potasse nitrique*.

La substance employée est donc tirée d'une combinaison de potasse d'un prix moins élevé, du *sulfate de potasse*, sel qui se décompose très difficilement, et qui par conséquent est peu assimilable, ou du *chlorure de potassium*, dont nous avons déjà longuement constaté les propriétés douteuses, incertaines et le plus souvent négatives.

Enfin, si nous passons aux phosphates, nous trouvons que la plupart des fabricants ont substitué aux os mis en poudre, ou aux superphosphates d'os, des superphosphates provenant, soit de coquilles fossiles, soit de roches phosphatées.

Là encore, l'agriculteur ne trouve qu'incertitudes et doutes.

Nous avons, en effet, démontré par de nombreuses preuves que, si beaucoup de ces phosphates minéraux ou fossiles sont assimilables, beaucoup aussi le sont peu ou ne le sont pas, et donnent peu ou point de résultats quant au rendement d'une récolte.

Tout dépend de leur composition et du mode d'aggrégation des substances qui les composent.

Il est donc de toute importance, puisque les propriétés d'un même corps varient suivant la manière dont il est combiné, que les noms et l'origine des substances qui représentent l'*azote*, la *potasse* et le *phosphore* soient connus de ceux qui sont appelés à s'en servir.

Si, par exemple, un cultivateur veut donner à son terrain de l'*azote nitrique*, c'est-à-dire de l'azote provenant d'un nitrate, il est bon qu'il sache avant de l'acheter, si celui qu'on lui

vendra provient du *nitrate de potasse* ou du *nitrate de soude* ; c'est ce que les prix courants n'indiquent pas.

Cette connaissance acquise, libre à lui de se décider et de choisir entre le premier sel et le second, qui est, il est vrai, beaucoup moins cher, mais dont la soude qui s'élève à 35^m % est, comme nous l'avons vu, mise en interdit par la plupart des végétaux, ou pour parler plus exactement, par tous les végétaux sauf quelques rares exceptions.

L'importance que nous attachons à la connaissance de l'origine des substances qui entrent dans les engrais chimiques est très grande, car on ne pourra juger de la valeur réelle des engrais achetés dans les fabriques, que lorsque les doses d'*azote*, de *phosphore* et de *potasse* qu'ils renferment, seront suivies du nom des sels qui représentent ces éléments de fertilité.

Ce n'est qu'alors aussi que l'agriculteur pourra retirer quelque fruit de la lecture aujourd'hui inutile de la plupart des travaux et des rapports que publient sur les engrais chimiques les sociétés et les journaux d'agriculture.

Du moment que les mots *azote*, *potasse*, *phosphore*, ne signifient rien par eux-mêmes, puisque les différents sels de potasse ne jouissent pas entièrement de propriétés identiques, et que la même observation s'applique aux différents sels de phosphore et aux diverses matières azotées, ces mots donnent lieu à cette question : de quelle potasse, de quel azote, de quel phosphore s'agit-il ?

Il y a en effet, au point de vue de la fertilisation du sol, potasse et potasse, phosphore et phosphore, azote et azote.

L'on comprend donc que dans un travail : *Sur la réforme à établir dans les engrais chimiques*, M. Grandeau, directeur en

France de la station agronomique de l'Est, ait fait sentir la nécessité de combler cette lacune dans l'industrie des engrais.

« Cette nécessité, dit-il, est reconnue par les chimistes les plus renommés et même par quelques fabricants, mais elle est généralement niée dans les établissements de cette industrie. Elle l'est même, ce qui est triste à dire, par des syndicats, et par des directeurs de stations agronomiques, qui donnent la préférence aux éléments fertilisants, aux phosphates, notamment *sans tenir aucun compte de leur origine, et cela du moment qu'ils sont offerts à bas prix.*

« C'est donc avec raison, ajoute M. Grandeau, que la commission du conseil supérieur d'agriculture de France, propose d'ajouter à la loi de 1867, un article qui oblige les fabricants d'engrais chimiques à indiquer non seulement le titre des substances qu'ils emploient, mais aussi leur nom, leur origine, et leur nature (1). »

Si cette proposition devenait loi, ce serait un premier pas vers le mode de faire de M. G. Ville, qui n'a jamais eu l'idée de soustraire à la connaissance des agriculteurs, les noms et l'origine des sels dont il se servait.

C'est ainsi qu'on les trouve désignés en toutes lettres dans sa formule destinée aux céréales et aux prairies naturelles, et qu'il donne comme étant formée de :

Superphosphate d'os,
Nitrate de potasse,
Sulfate d'ammoniaque,
Sulfate de chaux.

Là, comme on le voit, point de mystères, rien de caché et de sous-entendu, et à la simple lecture de cette formule, tout

(1) M. GRANDEAU. *Réforme à établir dans les engrais chimiques.* *Journal pratique d'agriculture*, numéro du 10 avril 1884.

agriculteur intelligent comprend qu'il peut faire lui-même son engrais ou, tout au moins, indiquer au fabricant les sels qui doivent y entrer.

S'il s'y décidait, il devrait chercher à composer un engrais bien raisonné, un engrais-type, et qui fût assez riche pour fertiliser même les terrains pauvres ou épuisés.

Cet engrais devrait lui permettre d'obtenir par une simple augmentation ou diminution de l'un des quatre sels, le mélange que la pratique lui aurait démontré convenir le mieux à telle ou telle culture.

De plus, il ferait un engrais complet, car l'expérience ou plutôt de nombreuses expériences ont prouvé que la réunion des quatre agents est indispensable pour avoir une végétation florissante, et que les inégalités considérables que présentent les récoltes ont souvent pour cause la suppression d'une ou de deux des quatre substances qui forment l'engrais complet.

Ces bases admises et le but à atteindre une fois bien défini, voici comment il procéderait.

Ayant pris connaissance des propriétés du phosphore, sachant qu'il est le plus souvent en quantité insuffisante dans la terre, que le fumier en contient peu, et que c'est l'élément qui chez tous les êtres vivants végétaux, et animaux, préside à la fructification et à la reproduction; il l'adoptera comme base de son engrais, en recourant, tant que les os ne manqueront pas, soit à leur poudre, soit à leur superphosphate.

Eux seuls ont une action toujours sûre et certaine, ce qui n'arrive pas avec les superphosphates minéraux ou fossiles.

Puis, s'appuyant sur les chimistes et sur les agronomes que nous avons cités et qui ont constaté que le phosphore ne développe toute sa puissance de fertilisation qu'avec l'aide des

matières azotées, il mélangera son superphosphate avec un de ces sels.

Deux se trouvent à sa disposition dans le commerce : le *sulfate d'ammoniaque* et le *nitrate de potasse*.

Lequel des deux choisira-t-il ?

Sans hésiter, il devra recourir au nitrate de potasse, et cela pour deux raisons.

La première, c'est que de tous les sels qui agissent comme azote, le nitrate de potasse est le plus actif.

La seconde, c'est qu'ayant à composer un engrais complet contenant les quatre éléments, il lui faut de la potasse. Or le nitrate de potasse qui lui fournit l'azote lui fournit également la potasse, chaque *équivalent d'azote, qui se fixe dans la plante y fixant*, suivant les beaux travaux de M. Boussingault, son *équivalent de potasse assimilable*.

Cependant, en se servant pour son engrais du nitrate de potasse qui sur 100 parties en renferme seulement 12 d'azote, contre 45 de potasse, l'agriculteur ne tardera pas à comprendre qu'il se met dans l'impossibilité de faire plus tard prédominer l'azote, s'il jugeait que telle culture souffreteuse l'exigeât.

En effet, en élevant la dose du nitrate de potasse, il augmenterait la dose d'azote dans le rapport de 1 seulement, tandis qu'il augmenterait celle de la potasse dans le rapport de 3 1/2.

Il ferait donc prédominer toujours plus la potasse sur l'azote, ce qui est le contraire de ce qu'il veut obtenir.

Pour tourner cette difficulté, il ajoutera au superphosphate d'os et au nitrate de potasse déjà mélangés, un troisième sel, le *sulfate d'ammoniaque* qui contient, comme nous l'avons déjà vu, 20 % d'azote.

Grâce à ce sel, il lui sera loisible d'augmenter à volonté

dans son engrais la dose d'azote, sans toucher à celle du nitrate.

Une autre raison plaide en faveur de l'addition du sulfate d'ammoniaque dans toute formule d'engrais. Comme nous l'avons maintes fois répété dans les pages précédentes, les phosphates de chaux insolubles deviennent solubles, et assimilables sous l'action de l'acide carbonique en solution. Or, ces mêmes phosphates deviennent également solubles et assimilables sous l'influence des sels d'ammoniaque. A cette expérience de M. Dumas, qu'un morceau d'ivoire, ou qu'un os se ramollit et se dissout dans de l'eau de seltz, par exemple, il faut joindre celle de M. Mène qui a montré qu'un os se ramollit et se dissout aussi dans de l'eau contenant du sulfate d'ammoniaque en dissolution.

C'est là un résultat d'une grande portée, surtout pour l'emploi des phosphates dans des terrains où le calcaire (la chaux) prédomine. Le terreau y étant promptement détruit, l'acide carbonique y fait défaut, et comme conséquence les phosphates resteraient insolubles, si le sulfate d'ammoniaque ne faisait pas ici les fonctions de l'acide carbonique.

Reste, pour compléter cet engrais, à y ajouter le quatrième élément : la *chaux*. C'est sous la forme de plâtre, (sulfate de chaux) qu'elle entre dans les engrais minéraux.

C'est dans cet état qu'elle est plus particulièrement utile aux légumineuses et qu'elle fertilise les terres, soit que le plâtre fixe l'ammoniaque volatile pour en faire du sulfate d'ammoniaque, soit qu'avec l'aide du terreau il absorbe les deux gaz de l'air : l'oxygène et l'azote pour en faire des nitrates ; soit enfin qu'il fournisse aux végétaux du soufre qui est indispensable à la formation de l'albumine qu'ils contiennent.

Tel est l'engrais chimique que les connaissances de l'agriculteur doivent lui permettre de former.

Il est composé de :

Superphosphate d'os qui représente la phosphore ;

Nitrate de potasse » » l'azote et la potasse ;

Sulfated'ammoniaque » » l'azote seul ;

Sulfate de chaux » » la chaux.

Que manque-t-il à cet engrais pour qu'il puisse être immédiatement utilisé ?

Ce sont les doses de *phosphore*, de *potasse*, d'*azote* et de *chaux*, nécessaires pour fertiliser un espace de terrain limité : un are par exemple.

Comment les déterminer ?

Le moyen direct serait de connaître quels sont les éléments actifs et assimilables d'*azote*, de *potasse* et de *phosphore*, qui se trouvent dans la terre ; puis de connaître quelles sont les doses de ces mêmes éléments, dont a besoin la plante que l'on veut cultiver.

Or cette double connaissance échappe dans l'état actuel de la science à l'agriculteur, comme au chimiste.

L'analyse d'un terrain faite par ce dernier indique bien les substances que le sol renferme, mais elle n'établit aucune distinction entre les substances de la terre qui sont immédiatement solubles ; celles qui le deviendront probablement plus tard, et celles qui ne le deviendront jamais.

Qu'on soumette à l'analyse et aux réactions chimiques une terre contenant des phosphates minéraux, de la houille, des morceaux de granit, l'analyse, qui se sert de dissolvants plus puissants que l'eau simple, indiquera bien la présence et les doses du phosphore, de l'azote et de la potasse, que renferment les différents corps que nous venons de nommer, mais elle ne dira pas si cet azote, si cette potasse, se trou-

vent dans des combinaisons solubles, qui leur permettent d'être absorbés par les racines des végétaux.

C'est ainsi qu'il résulte de nombreuses analyses faites par M. Boussingault dans une terre très fertile et riche en matières azotées, que les 96 % d'azote qu'elle contenait n'avaient pas agi :

« C'est, ajoute-t-il, ce que l'analyse n'aurait pu prévoir, « elle eût confondu l'azote inerte et inutile, engagé dans des « combinaisons indécomposables, avec l'azote immédiate-
« ment soluble et assimilable. » (1)

Quant au second point : *la connaissance des quantités de potasse, de phosphore, d'azote et de chaux, que telle culture prend à la terre, et qu'il faut lui restituer par des engrais*, sa solution a été pendant longtemps regardée comme ne présentant pas de graves difficultés. Il ne s'agissait que de faire les analyses des végétaux les plus utiles et de déterminer les doses des quatre éléments qu'ils renferment.

C'est ce qui a été fait, et les plantes arrachées et analysées à l'époque *de la maturité de leurs graines* ont donné une certaine quantité de potasse, d'azote, et de phosphore. Mais de nouvelles analyses faites plus récemment sur ces mêmes plantes, *au moment de leur floraison*, constatèrent que les doses des quatre éléments étaient changées et ne se rapportaient plus à celles trouvées à l'époque de leur fructification (2).

(1) M. BOUSSINGAULT. *Comptes rendus de l'Académie des sciences de Paris*, T. XLVIII, p. 317.

(2) Du résultat de ces analyses, M. Joulie serait porté à conclure que les plantes ont deux périodes de nutrition. La première période foliacée irait jusqu'à l'époque de la floraison. La seconde partirait de la floraison et s'étendrait jusqu'à la fructification. L'absorption par les racines serait très active pendant la première période ; mais, dès ce moment, les plantes tiraient moins de nourriture de la terre, et utiliseraient les matériaux qu'elles

En voici un exemple bien remarquable.

Une récolte de blé d'hiver, qui contenait au mois de mai 382 kilos de potasse, n'en renfermait plus que 67 kilos 400 grammes lors de sa récolte.

L'acide phosphorique qui, au mois de juin, s'y trouvait à la dose de 85 kilos était descendu, lors de la maturité du blé, à 50 kilos 65 grammes.

En présence de pareils résultats et de différences aussi notables, on comprend que ce ne sera que lorsque de nombreuses analyses exécutées à différentes époques de la vie des végétaux se seront multipliées, que l'on pourra espérer de connaître quelles sont les doses des quatre éléments qui conviennent à chaque plante, et qu'il faut lui restituer par le moyen d'engrais appropriés.

Pour le moment, ce n'est que par des essais comparatifs faits avec l'engrais chimique, dont on supprime tour à tour un ou deux des éléments, qu'il est possible de faire l'analyse de la terre, au point de vue des substances fertilisantes et assimilables qu'elle contient.

Ces essais consistent à cultiver la même plante dans un certain nombre de parcelles de terre, de même grandeur et de même exposition, puis à donner à chacune d'elles un engrais différent, comme on le voit dans le tableau suivant :

ont emmagasinés. Ces matériaux iraient aux fruits et aux racines, la plante restituant à cette époque à la terre les éléments qu'elle lui a pris pendant la période foliacée. (M. JOULIE. *Guide et achat des engrais chimiques*. Page 122.)

Parcelles d'essais dont chacune est d'un quart d'are (soit d'un carré dont chaque côté a 5 mètres)

I <i>Fumier de ferme</i> 150 kilos	IV <i>Engrais sans potasse</i> <table> <tr> <td>Superphosphate</td><td>1 k. —</td></tr> <tr> <td>Sulfate d'ammoniaque</td><td>0 k. 875</td></tr> <tr> <td>Sulfate de chaux</td><td>0 k. 625</td></tr> </table>	Superphosphate	1 k. —	Sulfate d'ammoniaque	0 k. 875	Sulfate de chaux	0 k. 625		
Superphosphate	1 k. —								
Sulfate d'ammoniaque	0 k. 875								
Sulfate de chaux	0 k. 625								
II <i>Fumier de ferme</i> 75 kilos	V <i>Engrais sans azote</i> <table> <tr> <td>Superphosphate</td><td>1 k. —</td></tr> <tr> <td>Sulfate de chaux.</td><td>1 k. —</td></tr> <tr> <td>Carbonate potasse agri- cole.</td><td>5 k. —</td></tr> </table>	Superphosphate	1 k. —	Sulfate de chaux.	1 k. —	Carbonate potasse agri- cole.	5 k. —		
Superphosphate	1 k. —								
Sulfate de chaux.	1 k. —								
Carbonate potasse agri- cole.	5 k. —								
III <i>Engrais type</i> <table> <tr> <td>Superphosphate</td><td>1 k. —</td></tr> <tr> <td>Nitrate de potasse</td><td>0 k. 500</td></tr> <tr> <td>Sulfate d'ammoniaque</td><td>0 k. 625</td></tr> <tr> <td>Sulfate de chaux</td><td>0 k. 875</td></tr> </table>	Superphosphate	1 k. —	Nitrate de potasse	0 k. 500	Sulfate d'ammoniaque	0 k. 625	Sulfate de chaux	0 k. 875	VI <i>Sans engrais quelconque</i>
Superphosphate	1 k. —								
Nitrate de potasse	0 k. 500								
Sulfate d'ammoniaque	0 k. 625								
Sulfate de chaux	0 k. 875								

Les carrés I et II démontrent à quelle dose le fumier de ferme cesse d'être utile. En général, le carré qui a reçu 150 kilos de fumier, ne donne pas un rendement plus élevé que celui qui en a reçu la moitié moins, soit 75 kilos.

Le carré III mesure la puissance de fertilisation de l'engrais chimique complet (celui que nous proposons comme type) par rapport aux deux parcelles qui ont reçu du fumier.

Le carré IV, qui ne reçoit point de potasse, analyse la terre. S'il donne un rendement égal à celui du carré III, c'est un indice que pour *le moment* le terrain a assez de potasse. S'il donne un plus petit rendement, la potasse fait défaut, il faut en donner au sol, en revenant à la formule du carré III.

Le carré V qui ne reçoit point d'azote, analyse également la terre. Si, par exemple, ce carré donne un rendement égal à celui du carré III c'est la preuve que la terre contient pour *le moment* assez d'azote. Si au contraire le rendement est plus petit que celui de carré III, c'est une preuve que l'azote manque, et pour lui en donner, il faut revenir à l'engrais type.

Enfin le carré VI qui ne reçoit aucun engrais sert à constater si la terre a besoin d'un engrais quelconque.

Il se pourrait en effet, dans le cas où ces parcelles auraient été bien fumées pendant les années précédentes, qu'elles fournissent toutes les mêmes rendements, et cela jusqu'à ce que les éléments fertiles du sol fussent épuisés, ou ne fussent plus dans les proportions voulues pour telle ou telle culture.

Le phosphore devant toujours faire partie des engrais chimiques, aucun carré d'essai ne lui a été réservé.

Comme moyen de simplifier ces expériences, on peut, dans la plupart des cas, se borner à répandre ça et là, au milieu du même champ, quelques poignées de l'engrais dont on veut connaître la valeur. On plante un piquet indiquant la place, et on compare les résultats obtenus avec ceux que donne la partie voisine qui n'a rien reçu.

Ce sont des expériences de ce genre, continuées pendant dix ans et faites au double point de vue du choix des substances et de leurs doses, qui ont permis à M. G. Ville d'établir de nombreuses formules d'engrais très utiles comme études scientifiques, mais dont le choix est très embarrassant pour un agriculteur.

La plus importante est la suivante. Elle est destinée à fertiliser les terres pauvres et stériles. C'est la formule A de M. G. Ville. L'azote en est la dominante :

100 kilos de cette formule-type renferment 6 k. 700 gr. azote, 5 k. phosphore, 7 k. 800 gr. potasse, 20 k. 200 gr. chaux.

Pour les fournir à la terre, il faut lui donner :

Pour 100 kil.	P ^r un hectare	P ^r un are
33 k. 340 gr. superphosphate chaux.	400 k.	4 k. —
16 k. 660 gr. nitrate potasse.	200 k.	2 k. —
20 k. 830 gr. sulfate ammoniaque.	250 k.	2 k. 500
29 k. 170 gr. sulfate de chaux.	350 k.	3 k. 500
100 k.	1200 k.	12 k.

Tel est l'engrais que nous voudrions voir généralement adopté. Il est complet, vu qu'il renferme les quatre éléments de la fertilité.

L'azote y est représenté sous deux formes, à l'état d'azote nitrique provenant du nitrate de potasse, et à l'état d'azote ammoniacal, provenant du sulfate d'ammoniaque.

M. G. Ville recommande cet engrais où l'azote prédomine, pour les *céréales*, le *chanvre*, le *colza*, le *sarrasin*, les *betteraves*, *carottes*, *jardinage*, *houblon*, *millet* et pour les *prairies naturelles*.

Destiné à fertiliser des terres pauvres et presque stériles, il contient de fortes doses des quatre éléments actifs, doses qui, dans des terres bien entretenues, peuvent être réduites d'un tiers ou même de moitié.

De cette richesse de composition, et surtout de la présence des quatre agents, il résulte qu'il réussit également bien pour toutes les cultures, et de même que le fumier de ferme remplace très avantageusement les différents composts que l'on peut donner à la terre, de même cet engrais tient lieu de toutes les autres formules d'engrais chimiques.

C'est ce qu'ont compris quelques fabriques et en particulier la grande fabrique de St-Gobain qui offre et recommande, dans son prix-courant : *un engrais complet dont l'efficacité est éprouvée, pour toutes les cultures, et pour tous les terrains.*

Dans cet engrais A, c'est l'azote qui prédomine. Si cependant le cultivateur désirait que la potasse fût la dominante, il n'aurait qu'à augmenter la dose du nitre et à abaisser celle du sulfate d'ammoniaque et même à supprimer ce sel. C'est ce qu'a fait M. G. Ville dans sa formule C, que voici :

Superphosphate d'os . . .	4 kil.	par are.
Nitrate de potasse. . . .	3 kil. 500	»
Sulfate de chaux	4 kil. 500	»

Cette formule est recommandée pour les *pommes de terre*,

le *tabac*, le *lin*, les *légumineuses*, telles que *luzerne*, *sainfoin*, *vesces*, *lupins*, *pois*, *lentilles*, *fèves*, *féveroles*, *haricots*, plantes qui, selon M. G. Ville, ont besoin d'un excès de potasse.

Si l'on veut que le phosphore soit la *dominante*, il suffit d'augmenter la dose du superphosphate et l'on a pour formule et par are :

Superphosphate d'os. . . .	5 kil.
Nitrate de potasse	2 »
Sulfate d'ammoniaque	2 »
Sulfate de chaux.	3 »

Pour faire prédominer la *potasse* et le *phosphore*, on augmente la dose du superphosphate et celle du nitre, et on supprime le sulfate d'ammoniaque.

On a alors pour un are :

Superphosphate de chaux. . . .	5 à 6 kil.
Nitrate de potasse	3 à 4 »
Sulfate de chaux	4 à 2 »

Cette formule s'emploie pour la culture de la *vigne*, pour celle des *arbres fruitiers* et des *arbustes d'agrément*.

Enfin, si l'agriculteur veut remplacer le guano qui ne contient que du phosphore et de l'azote, il supprime le nitre et a pour formule et par are :

Superphosphate d'os.	4 kil.
Sulfate d'ammoniaque	3 kil.
Sulfate de chaux.	5 kil.

Cet engrais est incomplet, aussi il n'est pas prudent de

l'employer de suite pendant plusieurs années sur le même terrain.

Il est fortement recommandé pour les *prairies naturelles* quand le sol contient de la potasse, ce qui se reconnaît par la présence dans l'herbe du trèfle et d'autres légumineuses.

Telles sont les modifications les plus importantes que peut subir cet engrais-type dont l'agriculteur connaît tous les éléments. S'il l'adoptait, il ne tarderait pas à se l'approprier et à modifier lui-même, et selon ses besoins, les doses respectives des différents sels qui le composent. Alors, il serait à même de juger, par comparaison, des résultats que donnent dans ses terres les substances que nous avons cru devoir indiquer comme d'une efficacité douteuse et incertaine.

Alors aussi, il renoncerait à l'emploi de ces nombreux engrais qui affichent la ridicule prétention de s'adapter à chaque terrain et à chaque culture particulière.

Or ces engrais, outre le grave inconvénient qu'ils présentent d'être souvent incomplets et de ne pas renfermer les substances reconnues comme les plus assimilables, ne diffèrent les uns des autres que par des doses insignifiantes.

L'agriculteur s'en convaincrail par lui-même, si leurs formules au lieu d'être incompréhensibles comme elles le sont, étaient écrites en toutes lettres avec les noms de leurs éléments et de leur origine, conformément au projet de la commission du conseil supérieur d'agriculture de France.

Si ce projet était adopté, il aiderait l'industrie des engrais à sortir de la crise qu'elle traverse et que signale M. Joulie, « crise qui engendre les plus tristes résultats, l'agriculture « ne sachant au juste ce qu'elle veut, et étant par cela même « en butte aux entreprises de tous les intrigants, qui pro-

« fitent de ses hésitations pour faire accepter des produits sans valeur. »

Néanmoins, l'initiative privée des cultivateurs l'emportera toujours sur une mesure législative quelconque, aussi nous ne saurions trop les inviter à suivre les conseils de M. Dudoüy, qui, dans une conférence, exhorta ses auditeurs « à composer sous leur toit les engrais que réclame leur « domaine. Habituez-vous, leur dit-il, à raisonner vos « fumures, à combiner vous-mêmes les éléments de fertilité « que réclame chaque récolte. Vous n'êtes pas des enfants, « vous savez choisir vos racines, vos semences, vos bestiaux. « Sachez donc aussi faire vos engrais avec les matières « achetées hors de la ferme. » (1)

M. Schlœsing fait la même recommandation. Ce professeur de chimie à l'Institut national agronomique de Paris engage tout cultivateur doué de quelque intelligence à s'interdire l'usage de ces engrais à formules qu'il ne comprend pas, à acheter ses matières premières, et à faire lui-même ses mélanges.

Si ces conseils étaient suivis, on verrait se réaliser la prédiction de l'illustre doyen des chimistes, M. Chevreul : « que le temps n'est pas loin où l'agriculteur, imitant « l'exemple du maraîcher préparera lui-même ses engrais « chimiques, ses composts, et n'utilisera plus de ceux qu'il ne « connaît pas. »

Alors à toutes les chances qui menacent sans cesse, et découragent l'homme qui cultive la terre ; à toutes les déceptions que lui causent le gel, la grêle, les tempêtes, et les nombreux parasites animaux et végétaux qui attaquent ses récoltes, ne

(1) M. Dudoüy, directeur et fondateur de l'Agence centrale des agriculteurs de France. *Conférence sur les engrais chimiques*. P. 22.

viendraient pas encore se joindre celles qui proviennent d'engrais mal préparés, peu actifs, ou appliqués sans discernement et qui, sans qu'il en connaisse ou en comprenne les causes, ne tiennent pas les promesses sur lesquelles il pouvait légitimement compter.

C'est dans l'espérance de contribuer, fût-ce pour une part minime, à ce que les agriculteurs entrent dans cette voie nouvelle, et pour les aider à y marcher avec quelque sécurité, et sans qu'ils soient arrêtés par trop d'obstacles, que j'ai donné et publié (grâce à l'Institut et à son Président de la Section d'agriculture, M. L. Archinard) ces trois conférences sur l'alimentation des végétaux.

Puissent-elles leur être de quelque utilité.

XII

Conservation. Epandage des engrais.

Il faut avoir soin de tenir les engrais chimiques dans un lieu sec. Ils se conservent alors très bien.

Si cependant la masse s'était durcie, il faudrait avant de l'employer, en briser les grumeaux.

Quelques jours avant l'épandage, il est bon de les mêler avec une ou deux fois leur volume de sable, ou mieux, comme nous l'avons dit, avec de la terre de jardin ou du terreau.

L'engrais ne doit jamais être mis en contact avec la graine ou semence, celle-ci ne doit être mise en terre que quelques jours après l'épandage.

L'engrais ne doit pas être enterré profond, il faut que les jeunes racines le trouvent immédiatement. Sous l'influence de la pluie il ne tarde pas à descendre dans la terre.

Pour les plantes à racines longues et pivotantes, l'engrais doit être mis à une plus grande profondeur. On le répand alors en deux fois, moitié avant le labour, et moitié après.

Il faut avoir soin, vu sa puissance d'action, d'éviter qu'il ne s'accumule par places.

Pour cela on porte sur le terrain l'engrais à répandre, on le partage en petits tas égaux, et à égale distance les uns des autres, puis on le sème à la volée par un temps calme.

Quand on répand l'engrais en couverture, il faut, toutes les fois que la chose est possible, faire passer la herse, afin de bien le mêler avec la terre.

Lorsque, comme nous le conseillons, l'engrais chimique est employé concurremment avec le fumier, on enterre d'abord ce dernier par un labour, puis on répand l'engrais et l'on fait passer la herse.

Si on dépose au pied d'une plante une dose quelconque d'engrais chimique, il faut toujours la mélanger avec deux ou trois parties de terre.

Le plus possible il convient de mettre l'engrais lorsque le temps va se mettre à la pluie, elle le dissout rapidement, et en imbibe bien également le sol.

Cette précaution est surtout nécessaire lorsqu'on le répand en couverture sur une récolte déjà levée, sur le blé par exemple, au printemps.

L'eau dissout la partie d'engrais qui s'est attachée aux jeunes tiges et qui pourrait y exercer une action nuisible.

Dans les grands domaines, on se sert de machines pour l'épandage des engrais pulvérulents.

Il y a même des machines combinées de manière à répandre en même temps les graines et les engrais. Elles enfouissent les premières à la profondeur voulue, et mélangent l'engrais à la terre avec laquelle elles recouvrent les graines.

Mais il est mieux de séparer les deux opérations et de recourir aux différents moyens que nous venons d'indiquer, et qui sont ceux que l'expérience a consacrés comme suffisamment pratiques et comme donnant d'excellents résultats.

Quant au moment le plus favorable pour l'épandage de ces engrais, il doit varier suivant leur composition.

Ceux par exemple, dont nous avons donné les formules, n'ayant pour ainsi dire aucune décomposition à subir pour fertiliser la terre, et étant sous l'action de la pluie promptement dissous et assimilables, peuvent être répandus en février ou en mars.

Il n'en est pas de même des engrais où entrent des phosphates minéraux ou fossiles, ni de ceux où le nitrate de potasse a été remplacé dans son azote et sa potasse par des matières végétales ou animales azotées, et par du chlorure de potassium, du sulfate de potasse, ou des sels de Stassfurt. Ils doivent être mis en terre en automne, car ils ont besoin, pour devenir assimilables, de subir des transformations et des décompositions, avec les diverses substances qu'ils peuvent rencontrer dans le sol, transformations qui seront d'autant plus complètes qu'ils auront été plus longtemps en terre, et soumis aux diverses influences atmosphériques.

COMPTE-RENDU

DES

TRAVAUX DE L'INSTITUT

PENDANT L'ANNÉE 1884

Dans sa séance générale du printemps, l'Institut a réélu son bureau et le Comité de gestion. Le bureau est composé de MM. Ch. Vogt, président, Jules Vuy, vice-président, Henri Fazy, secrétaire-général, et Charles Menn, bibliothécaire.

Le Comité de gestion se compose, outre le président et le secrétaire-général, de MM. H. Silvestre, J. Vuy, E. Ritter, D^r Olivet, L. Archinard.

Publications. — En 1884, l'Institut a fait paraître le tome XXVI du *Bulletin*.

Bibliothèque.

Pendant l'année 1885, la Bibliothèque avait reçu comme :

	Volumes.	Brochures.	Cartes.
Dons d'administrations diverses	22	10	1
Dons de particuliers.....	49	105	
Par échanges.....	131	64	
Par abonnement.....	11		
Par achat.....		4	
	213	183	1

Pendant l'année 1884, elle a reçu :

	Volumes.	Brochures.	Cartes.	Atlas.
Dons d'administrations diverses.....	24	13	2	1
Dons de particuliers.....	24	39		
Par échanges.....	107	74		1
Par abonnement	13			
Par achat.....	2			
De Sociétés pour compléter	10	7 cahiers		
	180	133	2	2

En 1884, les Sociétés ou administrations suivantes ont demandé à faire échange de publications :

Le *Gewerbemuseum*, de Vienne ;

Le *Musée d'histoire naturelle*, de Hambourg ;

La *Société des Sciences naturelles* du canton de Thurgovie ;

La *Real Sociedad economica de Amigos del Pais*, de Filipinas, Manila ;

L'*Academia nacional de Ciencias*, Cordoba, République Argentine.

I

Section des Sciences naturelles, physiques et mathématiques.

La Section des Sciences de l'Institut n'a tenu que 4 séances dans le courant de l'année 1884. Les communications suivantes lui ont été présentées :

M. E. YUNG. Sur la structure du système nerveux des Mollusques lamellibranches.

M. le D^r H. OLTRAMARE. Sur les avantages de la syphilisation.

M. E. YUNG. Sur les poussières de la neige pendant les lueurs crépusculaires.

M. C. VOGT. Sur la station zoologique de Naples.

M. le prof. D^r J. REVERDIN. Sur un singulier cas de brûlure.

M. C. VOGT. Recherches récentes sur les phagocytes.

Aucun changement n'est survenu dans le personnel de la Section.

II

Section des Sciences morales et politiques, d'archéologie et d'histoire.

En 1884, la Section a élu son bureau. Ont été nommés :

MM. Fazy, Henri, président ; Golay, Emile, vice-président. Ont été confirmés dans leurs fonctions, MM. Fontaine-Borgel, Claudius, secrétaire ; Moriaud-Brémond, David, vice-secrétaire, et Menn, Charles, trésorier.

Les membres effectifs ont tenu cinq séances ; la Section a tenu neuf séances ordinaires dans lesquelles, outre diverses communications orales, elle a entendu les travaux suivants :

De M. Jules VUY : Remarques sur le *Journal* d'Esaïe Colladon (1600-1605) ; sur les guerres du XVI^me siècle et la démolition du fort Ste-Catherine ; sur un travail de linguistique et d'ethnographie du général Wolf, membre correspondant, enfin une notice historique sur le Salève.

De M. Claudius FONTAINE-BORGEL. Histoire des paroisses et communautés de Veyrier-Bossey-Troinex, dès les anciens temps à nos jours.

De M. Charles ROUMIEUX : Quatrième série de médailles genevoises.

De M. Emile GOLAY : Essai de philosophie sociale.

M. MILKOWSKI a présenté une intéressante et nombreuse collection de pièces polonaises, autrichiennes et turques, et quelques monnaies romaines, provenant de Mohileff, au bord du Dniester.

M. GRAND-CARTERET a entretenu la Section de son ouvrage illustré destiné à être publié à Paris, lequel traite de la caricature en Allemagne et en Suisse.

La Section a témoigné sa vive sympathie à M. Vuy, Jules, ancien président, en lui accordant la présidence d'honneur.

M. Charles Du Bois-Melly, a été élu membre effectif en remplacement de M. Philippe Bonneton, classé au nombre des membres émérites.

Un concours a été ouvert sous les auspices de la Section, de celles d'industrie, d'agriculture, et des beaux-arts sur l'histoire de l'industrie, à Genève, y compris les industries artistiques.

Un portrait à l'huile de James Fazy, l'un des fondateurs de l'Institut national genevois, a été commandé à un artiste genevois, M. Artus. Ce tableau occupe la place d'honneur dans la salle des séances de l'Institut.

III

Section de Littérature

Dans le cours de l'année 1884 la Section a tenu trois séances d'effectifs et sept séances ordinaires.

Elle a perdu dans la personne du regretté professeur Hornung un de ses membres effectifs les plus distingués et les plus actifs et, parmi ses honoraires, un autre homme d'une incontestable valeur, le Principal Marc Barry.

Elle a reçu cinq nouveaux membres correspondants : MM. MICHAUD, professeur à Berne, DARDIER, pasteur à Nîmes, CÉRÉSOLE, pasteur à Vevey, Emile SIGOGNE, homme de lettres, à Bruxelles, Aimé CONSTANTIN, membre de la Société florimontane à Annecy.

Et huit membres honoraires : MM. Ch. Vuille, Ch. Rosselet, E. Delphin, A. Weiss, Jules Cournard, L.-A. Duchosal, Louis Bogey, Louis Montchal.

La Section a entendu pendant cette année, avec un intérêt bien soutenu par la variété des sujets et la valeur des ouvrages :

1° Une communication de M. Auguste LEMAITRE sur la *Suède*.

2° Une comédie de M. Emile JULLIARD : *Sa Majesté le roi Million*.

3° La troisième partie d'une étude sur l'importance historique de l'actualité, dernier écho de la voix maintenant éteinte de notre collègue HORNUNG.

4° Un mémoire de M. E. RITTER sur l'*étendard de la Sainte-Croix de Saint-François de Sales*.

5° Une étude biographique de M. MOREL, sur *Théodore Körner*.

6° Un fragment historique sur les *légendes nationales*, de M. P. VAUCHER.

7° Un acte en vers « *Maître Jean* », de M. SALMSON.

8° Deux lettres de M. Alfred DUFOUR, avec d'intéressants détails sur les *Etats-Unis* et un parallèle entre AMIEL et HORNUNG.

9° Fragments d'*Etudes sur l'Art et l'Artiste*, de M. E. HUMBERT.

10° Observations de M. RITTER, Ch., sur deux drames philosophiques de Renan : *Caliban* et l'*Eau de Jouvence*.

Ces gros bataillons n'ont cessé d'être soutenus par le chœur gracieux des poètes, il suffira de citer pour réveiller d'agréables souvenirs chez ceux qui ont entendu :

MM. CUENDET. — *Aux incrédules*.

CARRARA. — *L'Idéal; le Lys*.

POTVIN. — *Confession d'un poète*.

ROSSELET. — *Papillon et jeune fille*. — *Tableau d'Arabie*.

Jules COUGNARD. — *Kermesse*. — *Rotterdam*. — *Devant un berceau*.

L. BOGEY. — *Le coin du feu*.

BONIFAS. — *Un tableau biblique*.

Ed. TAVAN. — *Trois pièces traduites du chinois*.

L.-A. DUCHOSAL. — *La Passante*. — *Nocturne*.

Il convient de faire un alinéa pour les strophes de M. André Ultramare, vu leur caractère spécialement philosophique.

Enfin la Section a organisé une *séance publique* où M. le professeur Ch. BERTHOUD, de Neuchâtel, a présenté le rapport sur le *concours d'histoire littéraire* et les conclusions de la Commission approuvées par la Section.

Le nom de M. Philippe GODET, de Neuchâtel, auteur des deux meilleurs mémoires, a été proclamé deux fois aux applaudissements de l'assemblée.

Cette séance a été en outre remplie par le *discours* de M. DUVILLARD, président. — Une partie de la *notice sur Hornung*, de M. André OLTRAMARE. — Une poésie de M. SALMSON : *Le cimetière de Veytaux*. — Une étude sur les *fables de Léon Riffard*, par M. L. MONTCHAL, et un poème de M. SCHERER : *Les cheveux d'Yvonne*.

IV

Section des Beaux-Arts

La Section des Beaux-Arts a tenu pendant l'année 1884 sept séances dont une de membres effectifs.

Elle a consacré plusieurs séances à discuter la proposition de M. Buchser, de Soleure, en vue d'une allocation fédérale destinée à être affectée à des expositions suisses et à la fondation d'un musée national qui serait administré par un collège d'artistes nommés à vie. La Section a admis le principe d'une allocation fédérale destinée à l'organisation d'expositions d'œuvres d'artistes suisses, à l'achat des meilleurs d'entre les ouvrages exposés et à des subsides aux administrations cantonales ou municipales qui voudraient faire exécuter des travaux d'art ou d'architecture, peinture ou sculpture, en se soumettant à certaines conditions, un préavis sur les sommes

à allouer étant donné par un comité d'artistes et d'amateurs élus pour un temps limité.

La Section a entendu deux communications :

L'une de M. John Grand-Carteret sur la caricature et les caricaturistes en Suisse ;

L'autre, de M. Henri Juvet, architecte, sur le mode d'organisation des concours d'architecture, que l'auteur voudrait à deux degrés, afin de les rendre plus vrais et plus sérieux comme résultats. Après discussion, la Section a adopté les conclusions émises par M. Juvet, dont le travail sera publié dans le *Bulletin*.

La Section a élaboré et adopté le programme d'un concours pour un projet de fontaine monumentale adossée à la terrasse de Sellon, sur la place Neuve ; à ce concours, auquel pourront prendre part les architectes et sculpteurs genevois ou habitant Genève, la Section a affecté une somme de huit cents francs.

Pendant l'année, la Section a perdu deux de ses membres : Léonard Lugardon, peintre d'histoire, membre effectif depuis la fondation de l'Institut genevois ; Frédéric Gillet, peintre et professeur de dessin aux écoles municipales, membre honoraire. Deux nouveaux membres honoraires ont été admis, MM. Henri Juvet, architecte, et Joseph Mittey, peintre et professeur à l'Ecole des Arts industriels.

La Section a élu comme membres correspondants, MM. Auguste Bachelin, peintre à Marin (Neuchâtel) et John Grand-Carteret, homme de lettres, à Paris.

M. Gabriel Loppé, peintre, membre effectif, fixé actuelle-

ment à Paris, a été classé comme membre émérite ; pour le remplacer, la Section a élu M. Henri Hébert, peintre.

La Section a procédé à l'élection de son bureau, qui a été réélu ; M. Albert Darier ayant décliné sa réélection comme trésorier, a été remplacé par M. Henri Bachofen, architecte.

V

Section d'Industrie et d'Agriculture.

Pendant l'année 1884, la *Section d'Industrie et d'Agriculture* a tenu 14 séances dont 7 de membres effectifs.

Elle a entendu les communications suivantes :

1° Sur des sujets agricoles :

De M. L. ARCHINARD. Sur la culture des osiers ; — sur les résultats de la culture du tournesol uniflore, par M. J. CREVAT, à Loyettes (Ain) ; — sur la culture des prairies au point de vue chimique, d'après M. JOULIE ; — sur la culture de la courge Polk ; — sur un nouveau mode de conservation des fourrages en vert ; — sur quelques variétés de pommes dont la culture peut être recommandée.

De M. CLOCHE. Sur le traitement pratique des différentes espèces d'osiers.

De M. MARC DE LA PERRELLE. Sur la culture des osiers dans les Ardennes (France).

De M. LACHENAL. Sur la culture des truffes dans le canton.

De M. TOURNIER. Sur les tourteaux d'Arachide et leur emploi comme engrais et comme nourriture du bétail.

De M. WEBER, vétérinaire. Sur l'invasion de la péripneumonie dans les étables de M. Haccius, à Lancy.

2° Sur des sujets d'utilité publique :

De M. Jules BOISSIER. Sur l'alcoolisme dans ses rapports avec la santé et la moralité publiques.

De M. CHALLET-VENEL. Sur les tarifs dits de réforme envisagés dans leurs rapports avec l'Agriculture et l'Industrie dans notre canton.

De M. LAMON. Sur les moyens d'arrêter les orages électriques et la grêle.

De M. Charles MENN. Sur les écoles de travaux manuels dans quelques cantons ; — sur les écoles de perfectionnement et les écoles professionnelles dans la Suisse allemande.

La Section s'est occupée d'un projet de loi présenté au Grand Conseil, sur la plantation des arbres sur le bord des routes ; — d'un programme pour des essais d'engrais sur les prairies à l'aide d'une allocation fédérale ; — des propositions du Conseil fédéral sur la question de l'alcoolisme ; — elle s'est tenue au courant de ce qui s'est fait concernant la protection de la propriété industrielle.

De concert avec la Section des Sciences morales et politiques et celle des Beaux Arts, elle a ouvert un concours pour une histoire de l'Industrie à Genève, concours auquel est affectée une somme de 2000 fr. ; les mémoires devront être livrés pour le 30 juin 1886.

La Section a continué à s'occuper de l'*Almanach de la Suisse romande*, qui est publié sous la direction de M. Archinard, avec la participation de la Section de littérature.

La Section a fait donner quatre conférences : une le 8 mars sur les fromages à pâtes molles, par M. Schatzmann, et trois au mois de novembre sur l'alimentation des végétaux, par M. Bruno-Gambini.

Pendant l'année, la Section a perdu onze de ses membres, MM. Rochat-Maury, ingénieur, membre effectif, l'un de ses vice-présidents, Zacharie Deschamps, fabricant de balances, de Lentulus, directeur des péages, Emile Tauber, ébéniste, Leclerc-Pouzait, droguiste, François Poncy, ancien photographe, Boymond, ancien confiseur, Pierre Zoppino, entrepreneur de gypserie, membres honoraires, Gilbert Randon, dessinateur à Paris, Louis Revon, conservateur du musée d'Annecy, et J.-A. Barral, professeur de chimie agricole à Paris, membres correspondants.

Ayant à remplacer M. Rochat comme membre effectif, la section a élu M. Bruno-Gambini. Elle a aussi élu deux membres correspondants, MM. le Dr Conseiller W. Exner, directeur du Gewerbemuseum, de Vienne (Autriche), Marc de la Perrelle, ingénieur agricole, propriétaire à Olisy, près Vousiers (France).

La Section a admis 13 nouveaux membres honoraires ; MM. J.-B. Grandjean, horloger, Guichard, négociant, E. Pouzet, opticien, Joseph Bard, président de la Cour, Auguste Borel, propriétaire à Lancy, Frédéric Calame, négociant, F. Cardinaux, horticulteur, Guillaumet-Vaucher, comptable, Alphonse Harbez, marchand de graines, Antoine Jaquemet, ancien négociant, Ch. Paschoud, négociant, Gédéon Dériaz, architecte, et Dutrembley, négociant.

INSTITUT NATIONAL GENEVOIS.

Comptes de l'exercice 1884, arrêtés par l'Assemblée générale.

Recettes		Dépenses	
Solde disponible au 1 ^{er} Janvier 1884	Fr. 898 50	Allocation à la Section de Littérature	Fr. 400 »
Allocation de l'Etat.....	5,000 »	à la Section d'Industrie et d'Agriculture.....	400 »
Recettes provenant de la vente des		à la Section des Beaux-Arts	400 »
<i>Bulletins et Mémoires</i>	404 60	Solde des frais d'impression du	
		tome XV des <i>Mémoires</i>	598 85
		Frais d'impression du tome XXVI du	
		<i>Bulletin</i>	2,030 80
		Brochage et cartonnage d'anciens vo-	
		lumes des <i>Mémoires</i>	220 50
		Impression de convocations.....	53 —
		Indemnité du secrétaire général.....	300 —
		» du bibliothécaire.....	300 —
		Menus frais de la Bibliothèque.....	95 35
		Frais de reliure.....	481 50
		Entretien du mobilier.....	40 50
		Frais d'éclairage, de chauffage, et gra-	
		tification au concierge du Bâtiment	138 50
		Electoral.....	67 65
		Prime d'assurance et frais divers.....	
Total.....		Fr. 5,526 65	
A déduire les dépenses.....			
Solde disponible.....		Fr. 776 45	

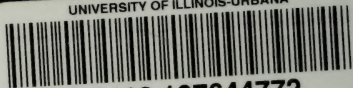
TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Discours de M. Jules VUY, vice-président de l'Institut, à la séance du 2 Mai 1884	1
L'Archéologue Fr. Lenormant, membre de l'Institut de France, notice par M. Henri FAZY, secrétaire-général de l'Institut	19
Les tarifs des chemins de fer suisses, par M. CHALLET- VENEL	33
Jean-Pierre Bérénger, historien, ancien Syndic de la République de Genève, notice biographique par M. Cl. FONTAINE-BORGEL, secrétaire de la Section des Sciences Morales et Politiques	59
<i>Sa Majesté le Roi Million (l'Argent)</i> , comédie en deux actes, par M. le professeur Emile JULLIARD	201
Joseph Hornung, professeur de droit, notice biogra- phique, par M. le professeur André OLTRAMARE	295
Discours lu à la séance publique de la Section de litté- rature par M. le professeur Duvillard	377
Rapport sur le concours d'histoire littéraire par Ch. BERTHOUD	385
De l'alimentation des végétaux, conférences données à l'Institut National Genevois (Section d'Agriculture), par M. F. BRUNO-GAMBINI	401
Compte-rendu des travaux de l'Institut Genevois pen- dant l'année 1884	521
Résumé des comptes de l'Institut pendant l'année 1884	533



IMPRIMERIE CENTRALE GENEVOISE, rue du Rhône, 52.

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA



3 0112 107644772